



**Aramis Group**

Société par actions simplifiée<sup>1</sup> au capital de 1 192 543 euros

Siège social :

23 avenue Aristide Briand, 94110 Arcueil, France

484 964 036 RCS Créteil

**DOCUMENT D'ENREGISTREMENT**



Le document d'enregistrement a été approuvé le 25 mai 2021 par l'AMF en sa qualité d'autorité compétente pour l'application des dispositions du règlement (UE) n°2017/1129.

L'AMF approuve ce document après avoir vérifié que les informations qu'il contient sont complètes, cohérentes et compréhensibles. Le document d'enregistrement porte le numéro d'approbation suivant : I.21-024.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur faisant l'objet du document d'enregistrement.

Le document d'enregistrement peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et, le cas échéant, un résumé et son (ses) supplément(s). L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n°2017/1129. Il est valide jusqu'au 25 mai 2022 et, pendant cette période et au plus tard en même temps que la note d'opération et dans les conditions des articles 10 et 23 du règlement (UE) 2017/1129, devra être complété par un supplément en cas de faits nouveaux significatifs ou d'erreurs ou inexactitudes substantielles.

Des exemplaires du présent document d'enregistrement sont disponibles sans frais auprès d'Aramis Group, 23 avenue Aristide Briand, 94110 Arcueil, France, ainsi que sur les sites Internet de la Société ([www.aramis.group](http://www.aramis.group)) et de l'Autorité des marchés financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

<sup>1</sup> L'adoption de la forme d'une société anonyme interviendra au jour de l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.

## Table des matières

	Page
1. PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS ET RAPPORTS D'EXPERTS .....	3
1.1 Responsables du document d'enregistrement .....	3
1.2 Attestation des responsables du document d'enregistrement.....	3
1.3 Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts .....	3
1.4 Contrôle du document d'enregistrement.....	3
2. RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES .....	4
Commissaires aux comptes.....	4
3. FACTEURS DE RISQUE .....	5
3.1 Risques liés au secteur d'activité du Groupe .....	5
3.2 Risques liés aux activités du Groupe .....	9
3.3 Risques liés à la Société.....	22
3.4 Risques de marché .....	26
3.5 Risques juridiques.....	28
3.6 Assurances et gestion des risques .....	31
4. INFORMATIONS RELATIVES À LA SOCIÉTÉ ET AU GROUPE .....	37
4.1 Dénomination sociale.....	37
4.2 Lieu et numéro d'immatriculation .....	37
4.3 Date de constitution et durée de la Société .....	37
4.4 Siège social, forme juridique et législation applicable.....	37
5. APERÇU DES ACTIVITES DU GROUPE.....	38
5.1 Présentation générale .....	38
5.2 Forces et atouts concurrentiels du Groupe.....	39
5.3 Stratégie .....	48
5.4 Historique de la Société .....	52
5.5 Présentation des marchés et de la position concurrentielle.....	54
5.6 Description des principales activités du Groupe.....	60
5.7 Investissements .....	70
5.8 Facteurs de dépendance .....	72
5.9 Politique RSE.....	72
5.10 Les approvisionnements du Groupe.....	76
5.11 Le reconditionnement des véhicules d'occasion.....	77
5.12 Politique commerciale et marketing .....	79
5.13 Plateforme technologique du Groupe .....	82
6. ORGANIGRAMME ET RELATIONS INTRA-GROUPE.....	85
6.1 Organigramme juridique du Groupe .....	85
6.2 Filiales et participations .....	85
7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT DU GROUPE ....	90
7.1 Présentation générale .....	90
7.2 Analyse des résultats pour les semestres clos les 31 mars 2021 et 2020 .....	101
7.3 Analyse des résultats pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 .....	109
8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX PROPRES .....	122
8.1 Présentation générale .....	122
8.2 Ressources financières et passifs financiers.....	123
8.3 Nouveau Contrat de Crédit RCF .....	128
8.4 Obligations contractuelles et engagements hors bilan .....	131
8.5 Présentation et analyse des principales catégories d'utilisation de la trésorerie du Groupe .....	131

8.6	Flux de trésorerie consolidés du Groupe.....	133
9.	ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE .....	138
9.1	Normes techniques applicables à la sécurité des véhicules et aux émissions .....	138
9.2	Sécurité des produits .....	139
9.3	Règlementations applicables à la vente et à l'achat de véhicules d'occasion.....	140
9.4	La protection des consommateurs en matière de commerce en ligne.....	141
9.5	Immatriculation des véhicules et contrôle technique.....	143
9.6	Protection des données et confidentialité des données .....	143
9.7	Droit de la concurrence.....	148
9.8	Droit de la consommation.....	148
9.9	L'enregistrement et la protection des marques .....	149
10.	INFORMATION SUR LES TENDANCES .....	150
10.1	Tendances d'activités.....	150
10.2	Perspectives d'avenir à moyen terme.....	150
11.	PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE .....	152
11.1	Hypothèses .....	152
11.2	Prévisions du Groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2021 .....	153
11.3	Rapport des commissaires aux comptes sur la prévision de bénéfice (EBITDA ajusté) relative à l'exercice clos le 30 septembre 2021 .....	154
12.	ORGANES DE DIRECTION ET DE CONTRÔLE .....	156
12.1	Composition et fonctionnement des organes de direction et de contrôle.....	156
12.2	Déclarations relatives aux organes d'administration .....	165
12.3	Conflits d'intérêts .....	166
13.	RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES .....	167
13.1	Rémunération et avantages versés aux dirigeants et mandataires sociaux.....	167
13.2	Montant des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par la Société ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages.....	172
14.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION .....	173
14.1	Mandats des membres des organes d'administration et de direction.....	173
14.2	Informations sur les contrats de service liant les membres du conseil d'administration à la société ou à l'une quelconque de ses filiales.....	173
14.3	Comités du conseil d'administration.....	173
14.4	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise .....	176
14.5	Contrôle interne .....	176
15.	SALARIÉS .....	177
15.1	Informations sociales .....	177
15.2	Politique de rémunération.....	180
15.3	Options de souscription et d'achat d'actions et attributions d'actions gratuites .....	180
15.4	Accords de participation et d'intéressement .....	180
15.5	Actionnariat salarié .....	180
15.6	Relations sociales.....	180
16.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES .....	181
16.1	Actionnariat .....	181
16.2	Déclaration relative au contrôle de la Société.....	181
16.3	Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle .....	184
17.	OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS .....	185

	<b>Page</b>
17.1 Principales opérations avec les apparentés .....	185
17.2 Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions règlementées au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018.....	185
18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ .....	188
18.1 Comptes consolidés du Groupe pour les semestres clos le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020 et rapport d'examen limité correspondant des commissaires aux comptes .....	188
18.2 Comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018 et rapport correspondant des commissaires aux comptes .....	223
18.3 Informations financières <i>pro forma</i> au 30 septembre 2020 et rapport correspondant des commissaires aux comptes.....	305
18.4 Date des dernières informations financières .....	319
18.5 Politique de distribution de dividendes .....	319
18.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage.....	319
19. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES .....	320
19.1 Capital social.....	320
19.2 Acte constitutif et statuts.....	325
20. CONTRATS IMPORTANTS .....	336
21. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	337

## REMARQUES GENERALES

La société Aramis Group, société par actions simplifiée de droit français, au capital social de 1 192 543 euros<sup>2</sup>, dont le siège social est 23 avenue Aristide Briand, 94110 Arcueil, France, immatriculée sous le numéro d'identification 484 964 036 (RCS Créteil) est dénommée la « **Société** » dans le présent document d'enregistrement. L'expression le « **Groupe** » désigne, sauf précision contraire expresse, la Société ainsi que ses filiales et participations directes et indirectes.

Le présent document d'enregistrement décrit, s'agissant de sa forme sociale et de sa gouvernance, la Société telle qu'elle existera après (i) sa transformation en société anonyme à conseil d'administration à compter de l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, et (ii) adoption, à compter du règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, des modifications statutaires et des règles de gouvernance décrites au chapitre 14 et à la section 19.2 du présent document d'enregistrement.

En mars 2021, le Groupe a acquis une participation de 60% au sein de la société Motor Depot Limited (désignée « **Motordepot** » dans le présent document d'enregistrement), qui détient elle-même 100% de la société Goball Limited. Les actions détenues par les actionnaires minoritaires de Motordepot font l'objet d'options d'achat et de vente croisées, en vertu desquelles le Groupe détiendra, à terme, 100% des actions de Motordepot (voir la section 6.2 « Filiales et participations » du présent document d'enregistrement).

Afin de donner une information comptable permettant d'appréhender la situation financière du Groupe, le présent document d'enregistrement comprend les états financiers suivants :

- les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos le 30 septembre 2020, le 30 septembre 2019 et le 30 septembre 2018 ainsi que les états financiers consolidés de la Société pour les périodes intermédiaires de six mois closes le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020 préparés conformément aux normes d'information financière internationales (International Financial Reporting Standards, « **IFRS** ») telles qu'applicables à ces dates ;

- les informations financières pro forma de la Société pour l'exercice de douze mois clos le 30 septembre 2020, préparées comme si le Groupe avait réalisé l'acquisition de la société Motor Depot Limited (« **Motordepot** ») au 1<sup>er</sup> octobre 2019 ;

- les états financiers consolidés de Motordepot pour l'exercice clos le 31 août 2020 et les états financiers de Goball Ltd au titre de l'exercice de 18 mois clos au 31 août 2020, utilisés pour établir les informations financières pro forma susvisées, et préparés conformément aux règles et principes comptables généralement acceptés au Royaume-Uni et en République d'Irlande.

Dans le présent document d'enregistrement, la référence aux données « pro forma » désigne les informations financières pro forma susmentionnées. Les informations financières pro forma sont présentées uniquement pour illustration et ne représentent pas les résultats qui auraient été produits si l'acquisition de Motordepot avait réellement été réalisée au 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas été impliqué dans la préparation des états financiers consolidés de Motordepot et Goball Ltd et n'a pas pu vérifier le caractère exact ou complet de l'information incluse dans ces états financiers, en particulier toute omission par Motordepot ou Goball Ltd d'inclure des informations sur des événements ayant pu se produire, non connus par le Groupe, qui pourrait affecter le caractère complet ou exact de l'information contenue dans ces états financiers. Les états financiers consolidés de Motordepot et Goball Ltd ont été audités par Bradbury & Co.

Les états financiers consolidés de Motordepot et Goball Ltd ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement acceptés au Royaume-Uni et en République d'Irlande, qui diffèrent sur certains aspects des normes IFRS et sur la base d'un exercice comptable commençant le 1<sup>er</sup> septembre et se terminant le 31 août. Par conséquent, l'information financière historique relative à Motordepot et Goball Ltd présentée dans le présent

---

<sup>2</sup> Le 12 mai 2021, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société a décidé de procéder à une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant total de 6 200 euros, par voie d'annulation de 6 200 actions de la Société détenues par celle-ci, et à l'issue de laquelle le capital social de la Société s'élèvera à 1 186 343 euros.

*document d'enregistrement n'est pas directement comparable à l'information financière relative au Groupe qui y est également présentée.*

*Le présent document d'enregistrement contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaite », « pourrait », ou, le cas échéant, la forme négative de ces termes, ou toute autre variante ou terminologie similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. En outre, la matérialisation de certains risques décrits au chapitre 3 « Facteurs de risques » du présent document d'enregistrement est susceptible d'avoir un impact sur les activités, la situation financière et les résultats du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs.*

*Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 3 « Facteurs de risques » du présent document d'enregistrement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe. En outre, d'autres risques, non encore actuellement identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe, pourraient avoir le même effet négatif.*

*Le présent document d'enregistrement contient des informations sur les marchés du Groupe et ses positions concurrentielles, y compris des informations relatives à la taille et aux perspectives de croissance de ces marchés, ainsi qu'aux parts de marché du Groupe. Outre les estimations réalisées par le Groupe, les éléments sur lesquels sont fondées les déclarations du Groupe proviennent d'études et statistiques d'organismes tiers (voir la section 1.3 « Informations provenant de tiers, déclaration d'experts et déclarations d'intérêts » du présent document d'enregistrement) et d'organisations professionnelles ou encore de chiffres publiés par les concurrents, les fournisseurs et les clients du Groupe. Certaines informations contenues dans le présent document d'enregistrement sont des informations publiquement disponibles que la Société considère comme fiables mais qui n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. La Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les segments d'activités obtiendrait les mêmes résultats. La Société ne prend aucun engagement, ni ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de ces informations. Il est possible que ces informations s'avèrent erronées ou ne soient plus à jour. Le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable.*

*Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou millions) et pourcentages présentés dans le présent document d'enregistrement ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le présent document d'enregistrement peuvent présenter des écarts non significatifs par rapport à ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.*

## **1. PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS ET RAPPORTS D'EXPERTS**

### **1.1 Responsables du document d'enregistrement**

Monsieur Nicolas Chartier, Président de la Société

Monsieur Guillaume Paoli, Directeur Général de la Société

### **1.2 Attestation des responsables du document d'enregistrement**

*« Nous attestons que les informations contenues dans le présent document d'enregistrement sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »*

A Arcueil, le 25 mai 2021

Monsieur Nicolas Chartier  
Président

Monsieur Guillaume Paoli  
Directeur Général

### **1.3 Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts**

Le présent document d'enregistrement contient des informations relatives aux marchés du Groupe et au positionnement du Groupe sur ces marchés, notamment des informations sur la taille de ces marchés, leur environnement concurrentiel et leurs dynamiques, ainsi que leurs perspectives de croissance. Outre les estimations faites par le Groupe, les éléments sur lesquels le Groupe fonde ses déclarations sont tirés, dans chacun des cas spécifiquement indiqués dans le présent document d'enregistrement, d'une étude réalisée par Roland Berger à la demande de la Société, et selon des modalités convenues entre la Société et Roland Berger, ainsi que d'études et de statistiques de tiers indépendants et d'organisations professionnelles et de chiffres publiés par les concurrents, les fournisseurs et les clients du Groupe.

À la connaissance de la Société, ces informations ont été fidèlement reproduites et aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses. La Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour collecter, analyser ou calculer des données sur ces secteurs d'activité obtiendrait les mêmes résultats.

### **1.4 Contrôle du document d'enregistrement**

Le présent document d'enregistrement a été approuvé par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017.

L'AMF n'approuve ce document d'enregistrement qu'en tant que respectant les normes en matière d'exhaustivité, de compréhensibilité et de cohérence imposées par le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur qui fait l'objet du document d'enregistrement.

## **2. RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES**

### **Commissaires aux comptes**

#### **Atriom**

Membre de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris

Représenté par Jérôme Giannetti

3 place des Victoires

75001 Paris

France

Nommé par décision de l'assemblée générale en date du 22 janvier 2021 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2026.

#### **Grant Thornton**

Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

Représenté par Pascal Leclerc

29 rue du Pont

92200 Neuilly sur Seine

France

Nommé par décision de l'assemblée générale en date du 26 septembre 2018 pour la durée restante du mandat de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2021.



### 3. FACTEURS DE RISQUE

*Les investisseurs, avant de procéder à l'acquisition d'actions de la Société, sont invités à examiner l'ensemble des informations contenues dans le présent document d'enregistrement, y compris les facteurs de risques décrits ci-dessous. Ces risques sont, à la date du présent document d'enregistrement, ceux dont la Société estime que la réalisation est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives et qui sont importants pour la prise de décision d'investissement. L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques présentée au chapitre 3 du présent document d'enregistrement n'est pas exhaustive et que d'autres risques, inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée, à la date du présent document d'enregistrement, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives, peuvent ou pourraient exister ou survenir.*

*Dans le cadre des dispositions de l'article 16 du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil, sont présentés dans le présent chapitre les principaux risques pouvant, à la date du présent document d'enregistrement, affecter l'activité, la situation financière, la réputation, les résultats ou les perspectives du Groupe, tels que notamment identifiés dans le cadre de l'élaboration de la cartographie des risques du Groupe, qui évalue leur criticité, c'est-à-dire leur gravité et leur probabilité d'occurrence, après prise en compte des plans d'action mis en place (décrits, pour les facteurs de risques que la Société considère comme les plus importants, à la section 3.6.2.2 « La gestion des risques opérationnels » du présent document d'enregistrement). Au sein de chacune des catégories de risques mentionnées ci-dessous, les facteurs de risque que la Société considère, à la date du présent document d'enregistrement, comme les plus importants (signalés par un astérisque) au regard notamment de leur criticité, sont mentionnés en premier lieu.*

#### 3.1 Risques liés au secteur d'activité du Groupe

##### 3.1.1. Risques liés aux conditions économiques générales et à leur évolution\*

Les activités et résultats du Groupe dépendent notamment de l'évolution des conditions économiques dans les pays où le Groupe exerce ses activités. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a réalisé 71,7% de son chiffre d'affaires en France, 20,4% en Belgique et 7,8% en Espagne ; par ailleurs, le Groupe a procédé en mars 2021 à la prise de contrôle de Motordepot au Royaume-Uni, une société spécialisée dans la vente de véhicules d'occasion, ayant réalisé, sur une base *pro forma*, un chiffre d'affaires de 263,1 millions d'euros et un EBITDA ajusté de 7,6 millions d'euros au titre de la période de douze mois close le 30 septembre 2020.

Une dégradation des conditions économiques générales, affectant notamment le revenu disponible des consommateurs et le niveau de leurs dépenses discrétionnaires, a généralement un impact négatif sur la demande en véhicules automobiles, neufs ou d'occasion.

La pandémie de Covid-19 a affecté significativement l'économie mondiale, avec une forte contraction de -3,5% en 2020, dont -7,2% pour les pays de la zone euro et -9,0% pour la France (*source : Fonds Monétaire International, Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2021*). Bien qu'il soit prévu un rebond de l'économie mondiale en 2021 avec une croissance de 5,5% (*source : Fonds Monétaire International, Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2021*) dont 4,2% pour les pays de la zone euro et 5,5% pour la France, cette reprise reste malgré tout limitée au regard de la récession importante de 2020, et reste soumise aux conséquences négatives de la pandémie de Covid-19 qui devraient se poursuivre en 2021, offrant une visibilité très réduite à la plupart des acteurs économiques sur leurs activités. Les mesures de confinement (avec notamment la fermeture des concessions automobiles et l'interruption ou le ralentissement marqué de la production dans les usines automobiles) et de restriction de circulation prises par les autorités publiques ont fortement affecté la demande en véhicules automobiles dans les pays où le Groupe exerce ses activités. La diminution des ventes de véhicules neufs est ainsi estimée à environ 23,3% en Europe en 2020 (*source : IHS, Rapport Roland Berger*). L'impact sur les ventes de véhicules d'occasion a été moindre, avec une diminution de 11,4% en volume

et 9,0% en valeur pour les véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans en 2020 en Europe (*source : IHS, Rapport Roland Berger*).

Les activités du Groupe ont été fortement impactées par les conséquences de la pandémie de Covid-19 au cours des mois de mars à mai 2020, période durant laquelle les mesures de confinement décidées dans les pays où le Groupe exerce ses activités, à savoir la France, l'Espagne et la Belgique, ont été les plus strictes. Ces mesures ont en particulier affecté la capacité du Groupe à s'approvisionner en véhicules d'occasion auprès de particuliers ou d'entreprises (voir également la section 3.2.1 « *Risques liés à l'approvisionnement en véhicules d'occasion* » du présent document d'enregistrement) et affecté les volumes de ventes, du fait notamment des difficultés logistiques engendrées. Le Groupe a également été contraint de fermer ses sites de reconditionnement, ce qui a eu un impact sur ses volumes de ventes de véhicules reconditionnés. Au cours des mois de mars 2020, avril 2020 et mai 2020, le Groupe a ainsi enregistré une diminution de ses volumes de ventes de véhicules reconditionnés de 40%, 69% et 15% respectivement par rapport aux mêmes périodes de 2019.

Bien que le Groupe ait ensuite enregistré une reprise de ses activités avec la levée progressive des mesures de confinement à compter du mois de mai 2020 et un impact moindre des mesures de reconfinement décidées en novembre 2020 sur ses activités (le Groupe a enregistré une augmentation de ses volumes de ventes de véhicules reconditionnés de 13% et 66% en novembre 2020 et décembre 2020, respectivement, par rapport à la même période en 2019), les conséquences économiques de la pandémie de Covid-19, avec notamment l'augmentation du taux de chômage et la diminution du revenu réel disponible et du pouvoir d'achat des ménages, pourraient avoir un impact négatif durable sur les dépenses de consommation discrétionnaires, telles que l'achat de véhicules neufs ou d'occasion. En outre, de nouvelles mesures de confinement ou un renforcement des mesures actuellement en vigueur pourraient affecter de manière durable les capacités d'approvisionnement en véhicules d'occasion du Groupe, en particulier les véhicules d'occasion pré-immatriculés (voir également la section 3.2.1 « *Risques liés à l'approvisionnement en véhicules d'occasion* » du présent document d'enregistrement). La survenance de ces événements pourrait avoir un impact défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.1.2. Risques liés aux évolutions du secteur automobile\***

Spécialisées dans la vente de véhicules automobiles d'occasion, les activités du Groupe sont directement liées aux évolutions du secteur automobile, tant en ce qui concerne la demande globale en véhicules automobiles sur le marché, qui impacte les volumes de ventes du Groupe, que la production automobile et son adéquation aux besoins des consommateurs, qui impacte la capacité d'approvisionnement du Groupe en véhicules d'occasion.

La demande en véhicules automobiles d'occasion peut ainsi être affectée par un certain nombre de facteurs tels que le revenu disponible ; la plus ou moins grande facilité d'accès au crédit des acheteurs de véhicules ; l'évolution du coût du carburant, les habitudes des consommateurs notamment concernant la détention en propre d'un véhicule et les préoccupations environnementales des consommateurs, pouvant les conduire à privilégier des modes de transport alternatifs ; les évolutions du cadre réglementaire applicable, liées notamment à des considérations environnementales de la part des autorités publiques, qui ont généralement pour effet d'augmenter les coûts liés à l'acquisition et la détention de véhicules automobiles (tels que la mise en place en France d'un malus écologique pour l'achat des véhicules neufs les plus polluants) ou de réduire l'attractivité des véhicules à moteur thermique pour le consommateur (tels que des mesures de circulation alternée en cas de pics de pollution, l'accès à certaines villes ou quartiers rendus payants ou interdits pour les véhicules à moteur thermique ou encore des tarifs de stationnement plus chers voire interdits pour ces véhicules) ; ou encore les conséquences de l'urbanisation croissante, avec notamment l'essor des applications de chauffeur privé, des services de covoiturage ou d'auto-partage. En outre, l'apparition de nouvelles tendances, telles que le fort développement des véhicules hybrides et électriques et des solutions de conduite autonome, pourrait faire évoluer la dynamique des usages des consommateurs en matière automobile.

A titre d'exemple, les volumes de ventes de véhicules neufs et de véhicules d'occasion en France durant la crise de 2011 à 2014 ont enregistré une diminution de 18,5% et 0,2% respectivement (*source : Auto Actu, IHS, Ministère de l'Environnement, Rapport Roland Berger*). Bien que le marché des véhicules d'occasion, sur lequel le Groupe exerce ses activités, soit généralement moins affecté par les crises économiques que le marché des véhicules neufs, une baisse prolongée des volumes de ventes de véhicules neufs pourrait avoir pour conséquence une diminution des volumes de véhicules disponibles à la vente sur le marché de l'occasion et pourrait donc affecter les activités du Groupe.

Les volumes de véhicules disponibles à la vente sur le marché de l'occasion pourraient également être affectés à raison des difficultés de production rencontrées le cas échéant par les constructeurs automobiles, qui dépendent de plusieurs facteurs, propres au secteur automobile.

Les constructeurs automobiles s'appuient notamment sur un dispositif complexe de chaînes d'approvisionnement qui pourraient subir des défaillances notamment de la part de fournisseurs ou sous-traitants ou en matière de transports ou d'approvisionnement en matières premières, qui pourraient affecter significativement leurs volumes de production.

Les éléments des chaînes de production de certains constructeurs automobiles sont par ailleurs localisés dans différents pays, exposant leur production à des risques spécifiques, notamment en matière logistique ou douanière. A titre d'exemple, les différends commerciaux entre certains pays tels que les Etats-Unis et la Chine et certains pays européens (dont la France) ont conduit à une augmentation des tarifs douaniers applicables à certaines marchandises, dont certains véhicules automobiles ou matières premières et composants utilisés dans la production de véhicules automobiles, qui pourraient avoir un impact sur les coûts d'acquisition des véhicules ou le coût des pièces détachées, dans le cadre de l'activité de reconditionnement du Groupe. Par ailleurs, la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 (« **Brexit** »), et bien qu'un accord ait été trouvé entre le Royaume-Uni et la Commission européenne permettant d'éviter l'imposition de taxes à l'importation et l'exportation, implique de nouvelles procédures douanières, qui auront un impact sur les flux de pièces détachées et de véhicules entre les deux parties.

En outre, les constructeurs automobiles doivent adapter leurs véhicules aux évolutions rapides de la réglementation (notamment environnementale) et des préférences des consommateurs (notamment une préférence croissante pour les véhicules à fort contenu technologique et non ou peu polluants), leur imposant d'adapter leur production. L'adéquation insuffisante entre les produits proposés et les attentes des consommateurs sur le marché des véhicules neufs conduirait à proposer à la vente des véhicules d'occasion également inadaptés, ce qui pourrait impacter négativement les activités des acteurs spécialisés dans la vente de véhicules d'occasion, tels que le Groupe. En outre, l'adaptation de la politique industrielle et commerciale des constructeurs à ces évolutions, avec notamment l'arrêt de la production de certains modèles ou la délocalisation de leur production, pourrait conduire le Groupe à devoir adapter ses processus opérationnels ou les caractéristiques de son offre de véhicules d'occasion, ce qui pourrait avoir un impact sur ses activités. Par ailleurs, l'évolution des caractéristiques des véhicules neufs et des technologies utilisées (notamment le développement des véhicules électriques) impose au Groupe d'adapter régulièrement ses processus de reconditionnement, qui pourraient impliquer des investissements nécessaires et générer des coûts supplémentaires.

Enfin, le secteur automobile a connu au cours des dernières années un certain nombre de rappels constructeurs, en raison de pièces défectueuses ou de non-conformité à la réglementation applicable, que ce soit à titre préventif ou imposé par les autorités compétentes. En cas de rappel constructeur visant des véhicules vendus par le Groupe, celui-ci pourrait être contraint de retirer (temporairement ou définitivement) les véhicules concernés de la vente, ce qui pourrait, si ce rappel était en vigueur au moment de la vente, entraîner des retards de livraison, voire affecter sa rentabilité notamment si le Groupe se trouvait dans l'incapacité de vendre certains véhicules. Le Groupe pourrait également être exposé à un risque de poursuites civiles, pénales ou administratives et d'atteinte à sa réputation en cas de vente de véhicules défectueux et/ou faisant l'objet d'un rappel constructeur.

Les difficultés que le Groupe pourrait rencontrer pour s'adapter aux contraintes, aux cycles et aux évolutions inhérentes au secteur de l'automobile pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

### **3.1.3. Risques liés à l'environnement concurrentiel**

Le Groupe fait face à une concurrence de la part d'acteurs divers, sur un marché très fragmenté, caractérisé par un développement de la vente en ligne des véhicules.

Les concurrents du Groupe comprennent principalement, dans les pays où il exerce ses activités, les distributeurs franchisés, tels que le groupe Emil Frey en Europe, et non-franchisés, tels que VPN en France, opérant traditionnellement selon un modèle de vente physique, mais développant désormais la vente en ligne ; les vendeurs en ligne de véhicules automobiles, tels que Auto Hero (appartenant au groupe Auto1, dont l'activité était historiquement centrée sur la reprise de véhicules d'occasion auprès de particuliers et la revente aux professionnels, et ayant récemment développé une activité de vente en ligne aux particuliers) ou Cazoo ; et de nouveaux acteurs, déjà présents dans la chaîne de valeur et cherchant à développer leurs ventes de véhicules automobiles en ligne, en particulier les loueurs de véhicules qui vendent directement aux particuliers des véhicules d'occasion précédemment exploités en location. Un volume important de ventes de véhicules d'occasion sont par ailleurs réalisées de particulier à particulier, directement en ligne par l'intermédiaire de sites Internet tels que leboncoin ou lacentrale en France, autotrader au Royaume-Uni ou mobile.de en Allemagne, ou via des intermédiaires professionnels en ligne, tels que CapCar en France (voir la section 5.5.2 du présent document d'enregistrement).

Le Groupe pourrait également faire face à la concurrence de nouveaux entrants, en particulier certains acteurs majeurs du commerce en ligne, qui pourraient étendre leurs activités à la vente en ligne de véhicules automobiles d'occasion, en s'appuyant sur des ressources technologiques et financières plus importantes que celles du Groupe ainsi que sur leur réseau de distribution afin d'offrir aux utilisateurs l'accès à un choix de véhicules plus large et des prix plus compétitifs que ceux proposés par le Groupe. Les distributeurs traditionnellement orientés vers la vente physique développent par ailleurs et devraient poursuivre le développement de la vente en ligne, en concurrence directe avec les activités du Groupe. Certains constructeurs automobiles, tels que Renault, cherchent également à développer la vente en ligne de véhicules d'occasion.

Les concurrents actuels ou potentiels du Groupe pourraient disposer de ressources financières, technologiques et commerciales plus importantes que celles du Groupe, leur permettant de répondre plus rapidement et efficacement aux évolutions technologiques et mener de vastes politiques commerciale et marketing (en particulier, certains concurrents pourraient investir significativement dans leur référencement en ligne ou dans des campagnes publicitaires télévisées d'envergure, améliorant leur visibilité par rapport au Groupe et augmentant le coût d'acquisition des clients pour le Groupe).

Dans un secteur encore composé d'acteurs très divers, un mouvement de consolidation des différentes activités des concurrents du Groupe pourrait accroître la concurrence ou modifier le paysage concurrentiel de son secteur d'activité. Si le Groupe ne pouvait prendre part à cette consolidation, il pourrait subir des pertes de parts de marché, une diminution de son chiffre d'affaires et/ou une baisse de sa rentabilité.

Cette concurrence oblige le Groupe à fournir des efforts constants en matière de compétitivité afin de convaincre ses clients de la qualité et de la valeur ajoutée de ses produits et services. Le Groupe est également tenu de développer régulièrement de nouveaux services afin de maintenir ou améliorer sa position concurrentielle, notamment des services de financement ou de livraison à domicile. En dépit de ces efforts, si les clients du Groupe ne discernaient pas la qualité et la valeur ajoutée de ses offres, notamment par rapport à celles de ses concurrents, ou si celles-ci ne correspondaient pas à leurs attentes, l'activité du Groupe et ses résultats financiers pourraient en être significativement affectés. En outre, l'un des critères principaux d'achat d'un véhicule d'occasion étant son prix, le Groupe est soumis à une forte pression pour proposer les prix de vente les plus compétitifs.

Ces différentes formes de pressions concurrentielles pourraient entraîner une réduction de la demande pour les produits et services du Groupe et le contraindre à diminuer ses prix de vente ou à engager des investissements importants afin de conserver le niveau de qualité des produits et services proposés attendu par ses clients ou d'en réduire les coûts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

### **3.2 Risques liés aux activités du Groupe**

#### **3.2.1. Risques liés à l'approvisionnement en véhicules d'occasion\***

La croissance et la rentabilité des activités du Groupe dépendent fortement de sa capacité à s'approvisionner de manière fiable et sécurisée en véhicules d'occasion (qu'il s'agisse de véhicules pré-immatriculés ou de véhicules devant être reconditionnés) répondant à la demande des consommateurs, pour un prix reflétant au mieux les caractéristiques et l'état d'usage du véhicule et permettant au Groupe de générer une marge suffisante.

Plus des deux tiers des approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion sont réalisés auprès de professionnels comprenant des distributeurs, franchisés ou non franchisés, des concessionnaires ou encore des loueurs de véhicules. Environ un tiers des approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion est réalisé auprès de particuliers, en lien ou non avec l'achat d'un nouveau véhicule. (voir la section 5.10 du présent document d'enregistrement)

Les volumes de véhicules d'occasion disponibles à l'approvisionnement ainsi que la capacité du Groupe à s'approvisionner en véhicules d'occasion auprès des sources susvisées pourraient être affectés par un certain nombre de facteurs pouvant avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

Le Groupe pourrait ainsi rencontrer des difficultés à s'approvisionner en véhicules d'occasion, et en particulier en véhicules pré-immatriculés, qui représentent la majorité des approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion (60,1% des approvisionnements en véhicules d'occasion au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020), en cas de réduction des volumes de véhicules neufs produits par les constructeurs automobiles en raison notamment de défaillances dans la chaîne d'approvisionnement ou de production de ces constructeurs. (voir la section 3.1.2 « *Risques liés aux évolutions du secteur automobile* » du présent document d'enregistrement)

Les conséquences de la pandémie de Covid-19, et en particulier les mesures de confinement et de restriction de circulation décidées par les autorités publiques ayant conduit à une fermeture des sites de production pendant plusieurs semaines en 2020, ont ainsi fortement affecté la capacité des constructeurs automobiles à produire les modèles de véhicules compris dans le catalogue du Groupe. Les volumes de production automobile en Europe ont ainsi enregistré une baisse de 23,4% en 2020 (*source : IHS Market*). Bien que cette baisse des volumes produits n'ait pas eu d'impact significatif immédiat en 2020 sur la capacité du Groupe à s'approvisionner en véhicules d'occasion pré-immatriculés, les constructeurs et distributeurs ayant pu vendre au Groupe les véhicules qu'ils avaient en stock, le Groupe a rencontré des difficultés à s'approvisionner en véhicules d'occasion pré-immatriculés au cours du semestre clos le 31 mars 2021, en raison de la diminution des volumes de véhicules produits en 2020, ce qui a pu conduire à l'augmentation du coût d'acquisition de certains modèles.

En cas d'aggravation ou d'absence d'amélioration de la situation sanitaire, les autorités publiques compétentes pourraient décider de nouvelles mesures de confinement, ou un renforcement des mesures existantes dans les principaux pays de production automobile, qui pourraient affecter durablement les volumes de production automobile et par conséquent la capacité du Groupe à s'approvisionner en véhicules d'occasion à des prix compétitifs, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

En outre, le Groupe a pu, et pourrait à l'avenir, rencontrer des difficultés avec certains de ses fournisseurs de véhicules d'occasion, qui ne livreraient pas les véhicules commandés, ou les livreraient hors délai, ce qui pourrait affecter la capacité du Groupe à répondre aux commandes de ses clients et

avoir un impact sur ses activités et sa réputation. Par ailleurs, dans la mesure où le Groupe paie généralement ses fournisseurs de véhicules d'occasion à l'avance, un défaut de livraison des véhicules achetés pourrait l'exposer à un risque de perte liée à l'avance payée au fournisseur défaillant, que le Groupe pourrait rencontrer des difficultés à recouvrer. Au 30 septembre 2020, le montant des avances payées par le Groupe aux fournisseurs de véhicules d'occasion s'élevait ainsi à 5,3 millions d'euros.

De manière générale, les approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion auprès de professionnels ne font pas l'objet d'accords contractuels formalisés et consistent en des achats réalisés au fil de l'eau. En conséquence, le Groupe ne bénéficie d'aucune garantie quant à sa capacité à sécuriser un volume suffisant de véhicules pour satisfaire les demandes de ses clients. Le Groupe n'a pas non plus de certitudes quant aux types et marques de véhicules qui seront disponibles pour le marché de l'occasion. En outre, les conditions de renouvellement ou de reconduction de ces contrats ne sont pas formalisées et dépendent dans une large mesure de la relation commerciale avec les professionnels concernés. En outre, cette souplesse de fonctionnement peut se traduire par une définition moins précise des droits des parties et, en cas de désaccord entre les parties sur le contenu de leur accord conduire à des contestations, différends ou conflits qui pourraient avoir un effet défavorable sur les activités, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe. En particulier, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a réalisé 14% (10% en prenant en compte le Royaume-Uni) du volume de ses approvisionnements en véhicules d'occasion et 33% du volume de ses approvisionnements en véhicules d'occasion destinés au reconditionnement auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot, actionnaire majoritaire de la Société. Ces approvisionnements ne font pas l'objet d'un accord contractuel formalisé entre le Groupe et les entités affiliées concernées.

Enfin, le Groupe s'appuie sur des outils propriétaires d'analyse de données et des algorithmes pour analyser quotidiennement un nombre important de véhicules d'occasion disponibles en cherchant à identifier les véhicules répondant au mieux à la demande anticipée et au prix le plus approprié (au regard notamment de l'état du véhicule et du prix de vente final anticipé), afin le cas échéant de soumettre une offre d'achat du véhicule dans les délais requis. Ces outils pourraient ne pas fonctionner correctement et le Groupe pourrait ne pas être en mesure d'identifier les véhicules ou d'offrir les prix les plus appropriés. Par ailleurs, si le Groupe n'était pas en capacité d'adapter ce processus d'analyse aux évolutions des tendances de marché en termes notamment de préférences des consommateurs (qui expriment par exemple une préférence croissante pour les véhicules hybrides et électriques) et de prix, ou n'était pas en capacité d'identifier ces évolutions, il pourrait manquer des opportunités d'acheter des véhicules ou acheter des véhicules à des prix trop élevés ou ne répondant pas à la demande. (voir par ailleurs la section 3.3.1 « *Risques liés aux relations avec Automobiles Peugeot, actionnaire majoritaire de la Société* » du présent document d'enregistrement)

Ces difficultés d'approvisionnement pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe.

### **3.2.2. Risques liés à l'évolution des prix sur le marché des véhicules d'occasion\***

La croissance et la rentabilité des activités du Groupe dépendent de l'évolution des prix de vente des véhicules automobiles neufs et d'occasion et en particulier de sa capacité à acquérir et vendre des véhicules d'occasion au meilleur prix.

En premier lieu, les prix de vente des véhicules d'occasion pourraient augmenter par rapport aux prix de vente des véhicules neufs. Dans une telle hypothèse, l'achat de véhicules neufs pourrait devenir plus attractif pour les clients du Groupe que l'achat d'un véhicule d'occasion, ce qui pourrait affecter la croissance des ventes du Groupe ou le conduire à diminuer les prix de vente de ses véhicules et affecter sa rentabilité, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe. Les pratiques tarifaires de certains constructeurs automobiles et concessionnaires ainsi que des offres de financement avantageuses (avec la location longue durée par exemple) et des décotes significatives sur le prix d'achat de certains véhicules neufs, contribuent notamment à réduire l'écart entre le prix des véhicules d'occasion et des véhicules neufs.

En outre, certains facteurs tels qu'une diminution des volumes de véhicules d'occasion disponibles, en raison notamment de difficultés de production ou d'approvisionnement (voir la section 3.2.1 « *Risques liés à l'approvisionnement en véhicules d'occasion* » ci-dessus), un accroissement de la concurrence entre vendeurs de véhicules d'occasion, ou une augmentation des prix des véhicules neufs, pourrait conduire à une augmentation des prix d'achat des véhicules d'occasion pour le Groupe, qu'il ne pourrait pas intégralement répercuter dans le prix des véhicules qu'il vend aux particuliers. Une telle situation pourrait affecter sa rentabilité ainsi que sa capacité à s'approvisionner en véhicules répondant à la demande.

Le prix de vente par le Groupe des véhicules d'occasion pourrait par ailleurs enregistrer une baisse liée à des facteurs autres que leur seule ancienneté, tels que l'augmentation à venir au cours des prochaines années des retours de certaines catégories de véhicules en fin de location-financement, contribuant à augmenter le stock de véhicules d'occasion sur le marché et à maintenir une pression à la baisse sur les prix. Bien qu'une baisse des prix des véhicules d'occasion conduise généralement à une diminution du coût d'acquisition du stock de véhicules d'occasion du Groupe et donc au montant de ses achats consommés, une telle baisse pourrait également avoir pour conséquence une dépréciation des stocks existants, ayant un impact sur le résultat opérationnel et la structure financière du Groupe.

### **3.2.3. Risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de développement du Groupe\***

Le Groupe a connu une forte croissance de ses activités au cours des dernières années, passant d'un chiffre d'affaires consolidé de 549,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à un chiffre d'affaires consolidé de 831,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, soit un taux de croissance annuel moyen (« **TCAM** ») de 23,0% sur la période. Après la prise de contrôle de Clicars en Espagne en 2017 et l'acquisition de Datosco (société exploitant la marque Cardoen à travers sa filiale Datos) en Belgique en 2018, le Groupe a procédé en mars 2021 à la prise de contrôle de la société Motor Depot Limited (« **Motordepot** »)<sup>3</sup>, qui constitue sa première implantation au Royaume-Uni. Au regard de ce développement rapide, la gestion des opérations du Groupe désormais dans quatre pays, devient plus complexe, du fait notamment de l'augmentation du trafic de visiteurs vers les sites Internet du Groupe et la croissance des volumes de véhicules d'occasion reconditionnés et vendus, et cette tendance devrait se maintenir à l'avenir avec la poursuite de la stratégie d'expansion du Groupe. (voir la section 5.3 « *Stratégie* » et les chapitres 10 « *Informations sur les tendances* » et 11 « *Prévisions ou estimations de bénéfice* » du présent document d'enregistrement)

Le Groupe pourrait ne pas être en mesure d'adapter son organisation administrative et opérationnelle ou de mobiliser les ressources humaines, financière et opérationnelles suffisantes et de prioriser les actions en vue d'atteindre à la fois les objectifs de transformation et les objectifs opérationnels.

La croissance des activités du Groupe nécessite notamment l'adaptation constante de ses processus opérationnels ainsi que de ses procédures de *reporting* et de contrôle interne. A cet égard, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de traiter et d'assurer, notamment en termes de *reporting*, l'exhaustivité et l'exactitude des données qu'il traite (notamment comptables ou issues des outils d'analyse du marché des véhicules d'occasion, utilisés notamment par le Groupe pour ses approvisionnements en véhicules d'occasion) dans un contexte de croissance des activités conduisant notamment à une multiplication des sources de *reporting*, qui pourrait conduire à des prises de décision établies sur la base d'informations incomplètes et erronées.

En outre, les employés du Groupe pourraient ne pas être en mesure d'absorber la charge de travail supplémentaire induite par les projets de transformation et de croissance et de délivrer leurs projets dans les temps impartis et au niveau de qualité attendu. Pour maintenir sa croissance et sa capacité

---

<sup>3</sup> En mars 2021, le Groupe a acquis une participation de 60% au sein de la société Motor Depot Limited (désignée « Motordepot » dans le présent document d'enregistrement), qui détient elle-même 100% de la société Goball Limited. Les actions détenues par les actionnaires minoritaires de Motordepot font l'objet d'options d'achat et de vente croisées, en vertu desquelles le Groupe pourrait détenir, à terme, 100% des actions de Motordepot (voir la section 6.2 « *Filiales et participations* » du présent document d'enregistrement).

d'innovation, le Groupe a par ailleurs réalisé des investissements substantiels, sans assurance au préalable qu'il réussira sa transformation ou bénéficiera d'un retour sur ces investissements.

L'incapacité du Groupe à répondre de manière appropriée à ces enjeux pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

Le succès du Groupe dépend en outre de sa capacité à augmenter la visibilité de ses marques (Aramisauto, Cardoen, Clicars et, depuis la prise de contrôle de Motordepot, notamment CarSupermarket) afin d'attirer de nouveaux clients et générer du trafic vers ses sites Internet, nécessitant de réaliser des investissements significatifs en matière de publicité et de marketing. Le Groupe réalise sa publicité à travers différents canaux, utilisant principalement les techniques de marketing digital telles que le référencement, les liens commerciaux ou l'*emailing*, le cas échéant via les médias sociaux, ainsi que des campagnes télévisées ou radio. Les dépenses de publicité du Groupe représentent et continueront à représenter une part significative de ses charges opérationnelles. Le Groupe a en particulier significativement investi dans ses dépenses de publicité télévisuelle en France depuis 2015. La rentabilité des activités du Groupe dépend ainsi en partie du coût et de l'efficacité de ses campagnes de publicité et marketing, et de sa capacité à prédire le coût d'acquisition client tout en générant une croissance de son chiffre d'affaires. Si le Groupe n'était pas en capacité de générer un retour suffisant sur ses investissements en matière de publicité et de marketing en générant du trafic et des ventes additionnelles, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

La capacité du Groupe à attirer de nouveaux clients dépend en outre des principaux moteurs de recherche sur Internet tels que Google, Bing et Yahoo ! et de médias sociaux tels que Facebook ou Instagram, susceptibles de générer du trafic vers les sites Internet du Groupe. Le Groupe ne contrôle ainsi pas totalement sa capacité à maintenir et augmenter le nombre de visiteurs dirigés vers ses sites Internet. En particulier, les concurrents du Groupe pourraient consacrer des efforts importants à l'optimisation de leur référencement sur les principaux moteurs de recherche, qui leur permettraient d'apparaître en priorité ou plus souvent que les marques du Groupe dans les résultats de recherche. Les moteurs de recherche pourraient par ailleurs procéder à des modifications de leurs algorithmes ou méthodologies qui désavantageraient les marques du Groupe par rapport à ses concurrents. De tels événements pourraient avoir pour conséquence une détérioration du classement des marques du Groupe dans les résultats de recherche, conduisant à une diminution du trafic de visiteurs vers ses sites Internet et de ses ventes potentielles, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

Enfin, le Groupe a la volonté d'appliquer à l'ensemble de ses activités et à son mode de gouvernance, et d'intégrer à sa stratégie de croissance, une politique de développement durable sur les plans sociaux, environnementaux et économiques (voir la section 5.9 « *Politique RSE* » du présent document d'enregistrement). L'incapacité du Groupe à mettre en œuvre cette politique pourrait ainsi affecter sa crédibilité auprès des collaborateurs du Groupe mais également des tiers, ce qui pourrait plus particulièrement porter atteinte à sa réputation et sa stratégie de développement.

Plus généralement, si la stratégie de développement du Groupe ne connaissait pas le succès attendu ou se mettait en place de manière plus lente que prévu, sa position concurrentielle, sa rentabilité et sa croissance pourraient en être affectées négativement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement ou les perspectives du Groupe.

### **3.2.4. Risques liés à l'adaptation de l'offre du Groupe aux évolutions technologiques\***

Le marché de la vente en ligne en général est caractérisé par une évolution technologique rapide.

Le Groupe a développé une plateforme technologique afin de proposer une offre de vente et d'achat de véhicules d'occasion en ligne à ses clients ; le Groupe entend s'appuyer sur les perspectives favorables



dont devrait bénéficier la vente en ligne de véhicules d'occasion, au soutien de la croissance de ses activités.

L'offre en ligne proposée par le Groupe et plus généralement la vente en ligne de véhicules d'occasion pourrait néanmoins ne pas rencontrer le succès escompté auprès des consommateurs. En outre, le Groupe pourrait ne pas parvenir à s'adapter aux évolutions de la vente en ligne et à améliorer sa plateforme technologique actuelle. En conséquence, l'attractivité de la plateforme de vente en ligne du Groupe pourrait diminuer, ce qui pourrait limiter sa croissance ou entraîner une diminution de son chiffre d'affaires (voir la section 5.5.1 « *Principales tendances du marché de la vente de véhicules d'occasion* ») du présent document d'enregistrement)

En outre, les concurrents du Groupe pourraient acquérir de nouvelles technologies ou de nouvelles compétences, et proposer des innovations relatives notamment aux fonctions de recherche et de tri, au marketing digital, à l'utilisation des réseaux sociaux ou à d'autres services contribuant à l'amélioration de l'expérience client en ligne. Si le Groupe n'était pas en capacité de proposer des technologies ou des compétences similaires de manière efficace et rapide, la popularité de ses sites Internet et de ses applications mobiles pourrait diminuer. Les efforts du Groupe afin de développer en temps utile et de façon rentable de nouvelles interfaces en ligne et des applications mobiles efficaces et attractives pourraient impliquer d'importants investissements et pourraient finalement ne pas satisfaire les objectifs recherchés ou les préférences des consommateurs en constante évolution. L'incapacité du Groupe à répondre aux évolutions technologiques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Par ailleurs, la croissance des activités du Groupe repose en partie sur les applications mobiles et les versions mobiles de ses sites Internet, dans la mesure où elles génèrent du trafic, créent un lien marketing, permettent une augmentation des ventes et constituent un outil permettant d'améliorer l'expérience client. Toute détérioration de la capacité des consommateurs à accéder aux applications mobiles ou aux sites Internet du Groupe (en raison par exemple de défaillance des serveurs, sites Internet ou applications mobiles du Groupe ou de l'incapacité du Groupe à gérer les volumes de connexion à ses sites pourrait entraîner une diminution du trafic sur sa plateforme ainsi que de ses ventes.

La vente en ligne via le mobile est un segment de marché se développant rapidement. Le Groupe doit être en mesure d'adapter son offre à cette nouvelle tendance et faire en sorte que son offre mobile soit acceptée par ses clients. En particulier, afin que le Groupe puisse optimiser l'expérience client sur leurs terminaux mobiles, ses clients doivent télécharger les applications spécifiquement conçues pour les terminaux mobiles (sans accéder aux sites Internet à partir des moteurs de recherche utilisés sur leur mobile). Par ailleurs, le Groupe pourrait rencontrer des difficultés à développer de nouvelles applications adaptées à l'évolution des terminaux mobiles et des systèmes d'exploitation. Le Groupe pourrait également devoir allouer des ressources importantes à la création, l'assistance et la maintenance de telles applications. Si le Groupe rencontrait des difficultés dans ses relations avec les fournisseurs de systèmes d'exploitation pour mobile ou les magasins de vente en ligne d'applications mobiles ou si les applications du Groupe recevaient une notation défavorable par rapport à des applications concurrentes, le Groupe pourrait faire face à une augmentation des coûts afin d'assurer la distribution ou l'utilisation de ses applications mobiles par ses membres. La survenance de l'un quelconque de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la croissance du Groupe engendrée par le mobile.

Tout événement qui rendrait difficile ou viendrait augmenter le coût de l'accès et de l'utilisation par les consommateurs des sites Internet et des applications du Groupe sur leurs terminaux mobiles pourrait affecter la croissance du trafic et de ses ventes et pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.2.5. Risques liés à la cybercriminalité et à une éventuelle défaillance des systèmes informatiques du Groupe\***

Le modèle économique et technologique du Groupe repose sur la mise en œuvre de solutions technologiques de premier plan afin notamment de s'approvisionner en véhicules d'occasion répondant

au mieux à la demande de ses clients et aux prix les plus appropriés, tout en offrant à ses clients une plateforme d'achats en ligne sécurisée et efficiente.

L'incapacité du Groupe à développer et maintenir, au soutien de ce modèle, des systèmes informatiques sécurisés, fiables et répondant aux dernières évolutions technologiques pourrait par conséquent affecter sensiblement le développement de ses activités.

Ce risque est ainsi particulièrement accru pour le Groupe, dont l'activité de vente en ligne de véhicules d'occasion pourrait subir des perturbations significatives, voire être interrompue, en cas d'incident affectant ses systèmes informatiques, en raison notamment de cyberattaques ou d'un défaut de fiabilité de ses infrastructures.

#### *Risques liés aux cyberattaques*

En tant qu'entreprise numérique, le Groupe collecte et détient un volume important de données sensibles telles que des données individuelles ou des coordonnées bancaires.

Des intrusions de tiers dans les systèmes informatiques du Groupe pourraient porter atteinte à son bon fonctionnement, en particulier en rendant ses applications inaccessibles ou en causant des interruptions de ses services. Des tiers pourraient également s'introduire dans les systèmes du Groupe et soustraire ou falsifier les données gérées par le Groupe. Si le Groupe ne parvenait pas à développer les outils nécessaires à la protection de ses systèmes et à mettre en œuvre une politique robuste et systématique de gestion des droits d'accès, des individus non autorisés pourraient ainsi accéder à des informations sensibles portant sur la stratégie, les opérations commerciales ou encore les données personnelles des clients et salariés du Groupe. En outre, le Groupe pourrait ne pas avoir les ressources technologiques suffisantes pour anticiper et continuer à empêcher des cyberattaques ou intrusions de tiers, notamment parce que les techniques utilisées évoluent rapidement et pourraient ne pas être connues avant d'être subies par le Groupe. Une insuffisance de sensibilisation des salariés du Groupe à la cybersécurité et la non-application des protocoles de cybersécurité relatifs notamment à l'utilisation d'ordinateurs personnels (en particulier dans un contexte de développement du travail à distance) ou d'applications non sécurisés, pourraient par ailleurs accroître l'exposition au risque d'intrusion et de vols de données.

Une violation des protocoles de sécurité informatique du Groupe ou des cyberattaques pourraient conduire au vol de données sensibles, exposant le Groupe au risque de sanctions administratives, pénales ou financières, et à une perte de confiance importante dans la sécurité de ses systèmes informatiques de la part des clients mais également de ses sources d'approvisionnement en véhicules d'occasion.

#### *Risques liés à la fiabilité des infrastructures*

Un défaut de fiabilité des infrastructures et applications informatiques sur lesquelles s'appuie le Groupe dans le cadre de ses activités, en particulier si le Groupe n'était pas en mesure de détecter puis de résoudre les éventuels incidents du fait d'un défaut de maîtrise de ses infrastructures, pourrait notamment causer une interruption de ses services, ce qui pourrait affecter la poursuite de ses activités ainsi que porter atteinte à sa réputation. Le Groupe pourrait également devoir supporter des coûts significatifs afin de rétablir ses services ou procéder aux mises à jour nécessaires. Par ailleurs, le Groupe externalise certains éléments de ses systèmes d'information et certaines activités dans le but d'optimiser la gestion de ses ressources, et d'améliorer l'efficacité et la sécurité de son infrastructure informatique. Il s'appuie ainsi sur la qualité du travail et l'expertise de ses prestataires de services en la matière, et est donc, en dépit du soin apporté à la sélection de ces prestataires, exposé au risque de défaillance de leur part dans la réalisation de leurs obligations.

Le Groupe est enfin exposé à un risque d'obsolescence de ses systèmes informatiques s'il n'était pas en capacité de faire évoluer rapidement ses infrastructures et son offre technologiques, afin d'accompagner la croissance de ses activités et répondre à l'évolution du secteur automobile et des besoins des consommateurs.

La survenance de ces événements pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, la réputation, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.2.6. Risques liés aux acquisitions, à leur intégration, en particulier la prise de contrôle récente de Motordepot**

Au cours des dernières années le Groupe a procédé à d'importantes acquisitions ciblées ayant fortement contribué à la croissance de ses activités (voir la section 5.7 « *Investissements* » et 7.1(b)(v) « *Les opérations de croissance externe* » du présent document d'enregistrement), dont certaines acquisitions significatives lui ayant permis de développer ses activités dans de nouveaux pays, telles que la prise de contrôle de Clicars en Espagne en 2017, de Datosco (société exploitant la marque Cardoen à travers sa filiale Datos) en Belgique en 2018 et de Motordepot (société exploitant principalement la marque CarSupermarket) au Royaume-Uni en mars 2021.

Le Groupe entend poursuivre son développement en procédant à des acquisitions potentiellement significatives et ciblées notamment sur des pays nouveaux, afin d'étendre son empreinte géographique en Europe et enrichir son offre (voir par ailleurs la section 5.3.2 « *Poursuivre une stratégie de croissance externe ciblée reposant sur des cibles identifiées* » du présent document d'enregistrement).

Dans le cadre de cette stratégie de croissance, le Groupe pourrait notamment rencontrer les difficultés suivantes :

- l'intégration de nouvelles sociétés pourrait engendrer des coûts substantiels, ainsi que des retards ou d'autres difficultés d'ordre financier et opérationnel ;
- les hypothèses avancées dans le plan d'affaires des sociétés acquises pourraient s'avérer incorrectes, notamment en matière de synergies et performances ;
- le départ d'une partie des équipes de management de l'entreprise acquise et la violation le cas échéant des clauses de non-concurrence les liant au Groupe ;
- la réalisation d'acquisitions dans un nouveau pays et/ou dans un pays qui n'est pas le pays d'origine du Groupe pourrait impliquer des risques accrus ;
- l'acquisition de nouvelles sociétés pourrait générer des contraintes juridiques imprévues, telles que l'apparition de passifs non identifiés ou plus importants que ceux évalués lors de la phase de *due diligence* d'acquisition ; et
- dans le cadre de prises de participation majoritaires, l'apparition de désaccords avec les actionnaires minoritaires, qui pourraient notamment affecter le processus de décision et la conduite des activités de la société concernée, voire la naissance de litiges avec les actionnaires minoritaires.

De manière générale, les bénéfices attendus des acquisitions futures ou réalisées pourraient ainsi ne pas se concrétiser dans les délais et aux niveaux attendus, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

#### ***Risques liés à la prise de contrôle récente de Motordepot***

Le Groupe a procédé en mars 2021 à la prise de contrôle de Motordepot au Royaume-Uni, une société spécialisée dans la vente de véhicules d'occasion, ayant réalisé un chiffre d'affaires de 263,1 millions d'euros et un EBITDA ajusté de 7,6 millions d'euros au titre de la période de douze mois *pro forma* close le 30 septembre 2020. Cette acquisition constitue la première implantation du Groupe au Royaume-Uni.

L'intégration de cette acquisition expose le Groupe à des risques et incertitudes importants, notamment ceux décrits ci-dessous. Si ces risques se matérialisaient, ils pourraient avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe.

*Le Groupe pourrait ne pas réaliser les avantages attendus de la prise de contrôle de Motordepot*

Le succès de la prise de contrôle de Motordepot dépendra de la réalisation effective des opportunités commerciales et industrielles liées à la complémentarité entre les activités du Groupe et celles de Motordepot en termes de zones géographiques et de synergies envisagées (notamment en termes de partage de méthodes de reconditionnement des véhicules), ainsi que de la capacité du Groupe à maintenir le potentiel de développement de Motordepot et l'intégrer efficacement en son sein.

*Le Groupe pourrait ne pas être en mesure de conserver les principaux dirigeants ou employés de Motordepot après la prise de contrôle en raison de cultures d'entreprise différentes ou d'incertitudes liées aux nouvelles fonctions qu'ils occupent au sein du Groupe*

Dans le cadre du processus d'intégration, le Groupe devra traiter les difficultés inhérentes à la gestion et à l'intégration d'un plus grand nombre de salariés dont les antécédents, le profil, le système de rémunération et la culture d'entreprise sont différents, ce qui pourrait perturber la capacité du Groupe à gérer ses activités comme il le souhaite et donc nuire à sa capacité à atteindre ses objectifs.

*L'audit d'acquisition mené par le Groupe pourrait ne pas avoir révélé tous les passifs ou risques pertinents liés à Motordepot et ses activités*

Le Groupe a conduit des travaux d'audit d'acquisition des activités de Motordepot afin d'identifier les éléments pertinents pour évaluer les coûts et les risques liés à cette prise de contrôle, y compris pour la détermination du prix d'acquisition, et l'élaboration d'une stratégie industrielle et commerciale. Malgré les efforts déployés, les informations fournies au Groupe et à ses conseils pendant les travaux d'audit peuvent avoir été incomplètes, inadéquates ou inexactes. Si ces travaux n'ont pas permis d'identifier correctement les difficultés et les passifs importants de Motordepot, ou si le Groupe n'a pas correctement évalué le niveau de certains passifs, il pourrait être tenu de certains passifs significatifs et non préalablement identifiés et/ou subir ultérieurement des pertes de valeur ou d'autres pertes financières. Cela pourrait affecter la performance opérationnelle ou entraîner des difficultés supplémentaires pour la mise en œuvre du plan d'intégration, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

*Les informations pro forma du Groupe pourraient ne pas être représentatives des résultats du Groupe après la réalisation de la prise de contrôle de Motordepot.* Le présent document d'enregistrement contient des informations financières *pro forma* du Groupe aux fins de refléter la prise de contrôle de Motordepot en mars 2021 comme si elle avait eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2019, établies sur la base des comptes audités pour l'exercice clos le 31 août 2020 et des mois de septembre 2020 et 2019 fournis par Motordepot (voir la section 18.3 « Informations financières pro forma au 30 septembre 2020 et rapport correspondant des commissaires aux comptes » du présent document d'enregistrement). Les estimations et les hypothèses utilisées dans la préparation de l'information financière *pro forma* dans le présent document d'enregistrement pourraient être toutefois sensiblement différentes des résultats réels ou futurs du Groupe. De même, les informations financières *pro forma* ne prennent en compte aucun événement autre que ceux mentionnés dans les notes y afférentes. Par ailleurs, ces informations financières *pro forma* ne préjugent en rien des résultats futurs du Groupe à la suite de l'intégration de Motordepot.

*La réalisation de la prise de contrôle de Motordepot entraînera une exposition du Groupe au marché britannique et au contexte économique prévalant au Royaume-Uni, affecté en particulier par les conséquences de la crise sanitaire et du Brexit*

Motordepot réalise l'intégralité de son chiffre d'affaires au Royaume-Uni et ses deux sites de reconditionnement sont localisés dans ce pays.

La forte augmentation des cas et décès liés au Covid-19 au Royaume-Uni fin 2020, liée notamment à l'apparition d'un variant du virus, a conduit les autorités publiques de ce pays à décider la mise en œuvre de mesures strictes de confinement depuis début 2021, qui ont eu un impact négatif significatif sur l'économie britannique au cours des premiers mois de l'année 2021, plus prononcé que dans d'autres

pays européens. Ces mesures ont également entraîné pour Motordepot des difficultés d'approvisionnement en véhicules d'occasion, liées notamment à la fermeture de ses sites de reconditionnement, et une diminution de ses ventes, liées aux difficultés logistiques engendrées par les mesures de confinement. Les activités de Motordepot ont ainsi été affectées par les mesures de confinement strict mises en œuvre au Royaume-Uni de novembre 2020 à mars 2021, avec une diminution des volumes de ventes de véhicules reconditionnés de 18,4% au cours du premier trimestre de l'exercice 2021 (soit les mois d'octobre, novembre et décembre 2020) et de 29,4% au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021 (soit les mois de janvier, février et mars 2021), par rapport aux mêmes périodes de 2020.

En outre, bien qu'un accord ait été trouvé entre le Royaume-Uni et la Commission européenne permettant d'éviter l'imposition de taxes à l'importation et l'exportation, le Brexit implique de nouvelles procédures douanières, qui auront un impact sur les flux de pièces détachées et de véhicules entre les deux parties et donc les volumes de véhicules neufs produits et les volumes de véhicules d'occasion disponibles dans ce pays. Ces événements pourraient affecter la performance opérationnelle de Motordepot et les bénéfices attendus par le Groupe de cette prise de contrôle pourraient ne pas se concrétiser dans les délais et aux niveaux attendus et ainsi avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, la réputation, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.2.7. Risques liés à l'exploitation de sites industriels**

Dans le cadre de ses activités, le Groupe procède au reconditionnement d'une partie des véhicules d'occasion qu'il acquiert, pour les revendre ensuite à ses clients. Les ventes de véhicules d'occasion reconditionnés ont représenté 33,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Le Groupe procède au reconditionnement des véhicules sur un site de reconditionnement localisé à Donzère, en France, et un site de reconditionnement localisé à Villaverde, près de Madrid en Espagne. Le Groupe emploie plus de 150 salariés, soit environ 15% de ses effectifs au 30 septembre 2020, sur ces sites de reconditionnement. Depuis la prise de contrôle de Motordepot en mars 2021, le Groupe a par ailleurs intégré un site de reconditionnement additionnel localisé à Goole au Royaume-Uni, employant environ 60 salariés. Les véhicules en attente de reconditionnement et les véhicules reconditionnés sont stockés sur les sites de reconditionnement, à l'extérieur des bâtiments. Le Groupe envisage par ailleurs d'inaugurer de nouveaux sites de reconditionnement dans les géographies où il est présent pour accompagner la croissance des ventes de véhicules d'occasion reconditionnés.

L'exploitation de ces sites de reconditionnement présente des risques tels que des accidents, incendies ou explosions, susceptibles de causer des interruptions imprévues de l'activité du Groupe, la destruction totale ou partielle d'installations, des pollutions environnementales, voire des préjudices corporels et le décès d'employés du Groupe, de sous-traitants et/ou de riverains.

Le Groupe pourrait par ailleurs faire face à des interruptions imprévues de ses processus de reconditionnement ou des dégradations de ses stocks de véhicules d'occasion, stationnés à l'extérieur des bâtiments, par exemple à la suite d'erreurs humaines, d'acte de malveillance, de terrorisme ou encore de catastrophes naturelles. A titre d'exemple, le site de Donzère a été touché dans le passé par des pluies de grêle, ayant endommagé certains véhicules compris dans les stocks du Groupe et conduit à des retards de livraison. Une dégradation des véhicules du Groupe à raison notamment de la survenance de catastrophes naturelles pourrait le conduire à déprécier ses stocks et générer le cas échéant des coûts additionnels liés à la remise en l'état des véhicules, ce qui pourrait affecter le résultat opérationnel du Groupe.

Toute interruption dans le processus de reconditionnement est susceptible d'empêcher le Groupe de répondre à la demande de ses clients et générer des ventes alors qu'il continuera à faire face à des coûts fixes. En particulier, les solutions de remplacement pourraient s'avérer limitées pour le Groupe en cas d'incident sur un site, étant donné le nombre relativement limité de ses sites de reconditionnement et leur éloignement géographique les uns par rapport aux autres. Il pourrait en outre faire face à des investissements non programmés, tels que des réparations d'équipements rendues nécessaires suite à la

survenance d'incidents, à des mises en jeu de sa responsabilité et à une augmentation du coût de ses polices d'assurance. De tels interruptions ou accidents sont susceptibles d'entraîner une perte de chiffre d'affaires et des coûts additionnels pour le Groupe et pourraient ainsi avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa réputation, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

### **3.2.8. Risques liés à la gestion des stocks de véhicules**

Les stocks représentent une part significative du total des actifs du Groupe (28,4%, 37,5% et 32,5% du total des actifs consolidés au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 respectivement, soit respectivement 69,1 millions d'euros, 84,2 millions d'euros et 71,2 millions d'euros). La détention de stocks importants de véhicules d'occasion, le cas échéant pour une longue durée, expose le Groupe au risque de dépréciation de ces stocks, la valeur d'un véhicule automobile baissant rapidement et cette baisse pouvant être accélérée par certains facteurs tels que l'apparition de nouvelles technologies, l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations ou la dégradation des véhicules stockés à raison d'incidents (incendie, vols notamment) survenant sur les sites de reconditionnement du Groupe. De telles dépréciations pourraient affecter significativement le résultat opérationnel du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe détermine ses volumes d'approvisionnements en véhicules d'occasion en fonction de ses anticipations de la demande des consommateurs finaux, en s'appuyant notamment sur des outils technologiques et d'analyse de données pour analyser et optimiser ses approvisionnements en véhicules d'occasion. Si les volumes de ventes de véhicules d'occasion effectivement réalisées par le Groupe devaient être inférieurs à ses prévisions, le Groupe se retrouverait en situation de sur-stockage. Un allongement des délais de reconditionnement ou l'incapacité du Groupe à réduire ces délais pourrait également conduire le Groupe à stocker davantage de véhicules (à titre d'exemple, l'objectif du Groupe est de réduire le délai entre l'arrivée d'un véhicule sur le site de reconditionnement de Donzère et la fin du processus de reconditionnement à 2 jours ouvrés, contre 3 actuellement). Une telle situation de sur-stockage entraîne généralement une pression à la baisse sur les prix de vente des véhicules du Groupe et donc une réduction de ses marges, et allonge par ailleurs le délai de rotation de ses stocks, ayant un impact négatif sur son besoin en fonds de roulement et sa trésorerie.

Si le Groupe devait ainsi se trouver en situation de sur-stockage ou devait observer un allongement des délais de rotation de ses stocks, cela pourrait affecter sa capacité à vendre ses véhicules d'occasion à des prix lui permettant d'atteindre ses objectifs en termes de chiffre d'affaires et de rentabilité, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

### **3.2.9. Risques liés aux partenariats avec des tiers dans le cadre de l'offre de services du Groupe**

En complément de son activité de vente de véhicules d'occasion, le Groupe propose un certain nombre de services, en lien avec l'achat d'un véhicule, tels que des solutions de financement (crédit ou location-financement de véhicules), des contrats d'entretien du véhicule ou encore des extensions de garantie (voir la section 5.6.2.4 « *Les services* » du présent document d'enregistrement). Les services ont représenté 4,4% du chiffre d'affaires du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, avec principalement des solutions de financement proposées aux clients du Groupe. Le Groupe entend par ailleurs poursuivre à l'avenir l'enrichissement de son offre de services, au soutien de sa stratégie de croissance (voir la section 5.3.3 « *Développer son offre de véhicules d'occasion et de services additionnels dans les zones à fort potentiel de croissance* » du présent document d'enregistrement).

Le Groupe propose en général ces services par l'intermédiaire de partenaires tiers. Dans le cadre de ces relations, le Groupe perçoit généralement une commission pour chaque client apporté.

Les activités du Groupe dépendent en partie de ses partenaires, en particulier les organismes de financement ou de crédit-bail, dans la mesure notamment où les offres proposées par ces partenaires peuvent contribuer positivement à la décision d'achat des clients du Groupe, au regard des conditions avantageuses qu'ils pourraient obtenir auprès de ces partenaires. Le Groupe n'est néanmoins pas en mesure de maîtriser certains facteurs qui pourraient affecter la qualité et l'exécution de ces services.

Ainsi, si un ou plusieurs de ces partenaires devaient cesser leur partenariat avec le Groupe ou ne plus fournir certains services aux clients du Groupe, restreindre l'octroi de crédits ou augmenter leurs tarifs, cela pourrait affecter la compétitivité de l'offre du Groupe et la croissance de ses activités et conduire à une baisse des revenus du Groupe tirés des commissions perçues auprès de ces partenaires dans le cadre de ces services, qui présentent un profil de rentabilité plus élevée que certaines autres activités du Groupe. Ces partenaires pourraient en outre ne pas exécuter leurs obligations à l'égard des clients du Groupe ou leurs obligations réglementaires, ce qui pourrait affecter la réputation du Groupe voire l'exposer à des risques de sanctions financières. La survenance de tels événements pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

### **3.2.10. Risques liés aux produits défectueux**

Le Groupe est exposé au risque d'actions en garantie de la part de ses clients à raison de défauts de fonctionnement des véhicules qu'il vend ou de défauts de conformité (que le Groupe pourrait ne pas avoir détecté lors de l'achat du véhicule ou traité dans le cadre de ses processus de reconditionnement). En France, le vendeur professionnel de véhicules d'occasion est ainsi notamment tenu à une garantie légale de conformité à l'égard des acheteurs, pendant les deux ans qui suivent la livraison. Des réglementations similaires existent en Espagne, Belgique et au Royaume-Uni (voir le chapitre 9 « *Environnement législatif et réglementaire* » du présent document d'enregistrement). Le Groupe propose par ailleurs à ses clients des extensions contractuelles de garantie pour une durée pouvant aller jusqu'à 5 ans et couvrant les défauts éventuels au-delà du champ des garanties légales.

La responsabilité du Groupe liée aux défauts des véhicules d'occasion qu'il vend et qui peuvent, dans certains cas, avoir des impacts en matière de sécurité ou de conformité pourrait être engagée. En conséquence, le Groupe est exposé au risque de mise en jeu des garanties susvisées voire d'actions en responsabilité, individuelles ou de groupe, y compris pénale, dans le cas où des véhicules vendus qui se révéleraient défectueux auraient provoqué des dommages, éventuellement graves, à leurs utilisateurs, à des tiers ou à des biens.

Ces réclamations pourraient impliquer des coûts et des conséquences financières et nuire par ailleurs à l'image et à la réputation du Groupe, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses activités, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

### **3.2.11. Risques liés au recrutement et au maintien d'employés expérimentés**

En tant qu'entreprise à forte croissance, dont les activités reposent sur la mise en œuvre de solutions à forte valeur ajoutée technologique nécessitant par ailleurs une solide expertise du marché des véhicules d'occasion, le succès des activités du Groupe dépend de sa capacité à identifier, attirer, former, conserver et motiver des employés expérimentés et à capitaliser sur une solide connaissance du secteur et des compétences de haut niveau notamment dans la technologie, la data et le marketing. Le taux de *turnover* des employés du Groupe s'est élevé à 24,5% au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Le Groupe est confronté à une vive concurrence pour le recrutement de ses employés expérimentés, de la part d'acteurs qui pourraient disposer de moyens financiers significatifs et capitaliser sur la notoriété de leur marque employeur auprès de candidats potentiels. Le Groupe pourrait ainsi ne pas être en mesure d'attirer, intégrer ou conserver un nombre suffisant de salariés qualifiés, ce qui pourrait nuire à ses activités et son développement.

En outre, le développement des activités du Groupe requiert l'acquisition, le maintien et le renouvellement de compétences en adéquation avec les évolutions et les attentes du marché. Le Groupe pourrait ne pas être en mesure de trouver des candidats qualifiés, de former son personnel à ses solutions technologiques ou encore de recruter et former les dirigeants nécessaires dans les zones géographiques ou secteur d'activité dans lesquels il intervient ou souhaite se développer. De plus, notamment en période de croissance forte, le Groupe pourrait rencontrer des difficultés à recruter et conserver du personnel qualifié à des conditions économiques satisfaisantes pour le Groupe, représentant un risque de hausse des coûts salariaux et de baisse de la qualité des produits qu'il développe.

Par ailleurs, les effectifs du Groupe pourraient être affectés par le Covid-19 (ou d'autres virus), ce qui pourrait priver le Groupe de certains de ses collaborateurs-clés qui se verraient le cas échéant imposer des mesures d'isolement, voire le conduire à fermer certains de ses sites et agences si une part significative de ses effectifs était affectée. Des mesures d'isolement pourraient également être imposées à l'égard de collaborateurs revenant de zones géographiques particulièrement touchées par la pandémie de Covid-19. Ces circonstances pourraient impacter la conduite des activités du Groupe, qui continuerait par ailleurs à verser des salaires aux collaborateurs concernés, alors même que ceux-ci ne pourraient plus travailler, pour les raisons susvisées.

Si le Groupe ne parvenait pas à faire face à ces défis posés par les ressources humaines, facteur clé pour son développement, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

### **3.2.12. Risques liés aux relations avec certains fournisseurs et sous-traitants**

Dans le cadre de son activité de reconditionnement de véhicules d'occasion, le Groupe fait appel à un certain nombre de fournisseurs de pièces détachées. Une part significative des approvisionnements du Groupe en pièces détachées est effectuée auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot, actionnaire majoritaire de la Société. Ces approvisionnements ont représenté (en volume) 48% du total des approvisionnements du Groupe en France en pièces détachées au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (voir par ailleurs la section 3.3.1 « *Risques liés aux relations avec Automobiles Peugeot, actionnaire majoritaire de la Société* » du présent document d'enregistrement) du présent document d'enregistrement). Les approvisionnements du Groupe en pièces détachées, y compris avec les entités affiliées à Automobiles Peugeot, ne font pas l'objet d'accords contractuels formalisés avec ses fournisseurs.

La défaillance ou l'interruption brutale des approvisionnements en pièces détachées de la part d'un ou de plusieurs fournisseurs significatifs (tels que les entités affiliées à Automobiles Peugeot susvisées), y compris à la suite de mouvements sociaux, de ruptures de stock imprévues, de défauts de qualité, de restrictions d'export ou de sanctions et, plus généralement, toute perturbation dans l'approvisionnement, pourraient altérer les capacités de reconditionnement du Groupe ou entraîner des coûts supplémentaires ayant une incidence défavorable sur son activité, ses résultats, sa situation financière, son patrimoine et ses perspectives.

Le Groupe dépend par ailleurs de son référencement sur les principaux moteurs de recherche sur Internet tels que Google, Bing et Yahoo ! pour attirer de nouveaux clients et générer du trafic vers les sites Internet du Groupe. Le Groupe a notamment recours à certains services proposés par ces moteurs de recherche consistant notamment à améliorer le référencement de ses sites Internet ou générer des publicités ciblées relatives aux produits et services qu'il propose. Le Groupe ne contrôle ainsi pas totalement sa capacité à maintenir et augmenter le nombre de visiteurs dirigés vers ses sites Internet, qui pourrait être impactée en cas d'évolution des relations du Groupe avec ces moteurs de recherche.

Par ailleurs, le Groupe peut, pour un nombre limité de services fournis à ses clients, faire appel à des sous-traitants agissant au nom et pour le compte du Groupe qui demeure responsable des prestations exécutées par ces sous-traitants. Le Groupe fait par exemple appel à un nombre limité d'entreprises de transport pour livrer les véhicules d'occasion qu'il vend depuis ses sites de reconditionnement jusqu'au domicile de l'acheteur en ayant fait la demande, ou pour transporter les véhicules d'occasion que le Groupe acquiert jusqu'à ses sites de reconditionnement. Le Groupe fait en outre appel à des prestataires externes dans le cadre de son activité de reconditionnement. Dans le cadre de ces activités de sous-traitance, le Groupe est exposé au risque lié à la gestion de ces sous-traitants et au risque que ces derniers ne réalisent pas leur mission de façon satisfaisante, conformément aux réglementations applicables, ou dans les temps impartis. Une telle situation pourrait mettre en cause la capacité du Groupe à tenir ses engagements, à respecter les réglementations en vigueur (en particulier les normes environnementales et éthiques applicables) ou à satisfaire les attentes de ses clients, ou conduire à une mise en cause de sa responsabilité, ce qui serait susceptible de nuire à sa réputation et d'avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.



### 3.2.13. Risques liés à la fraude

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé à plusieurs types de fraude, comprenant notamment :

- des pratiques frauduleuses consistant au montage de faux dossiers de financement auprès des organismes financiers partenaires du Groupe, le cas échéant sous une fausse identité ;
- la fraude au paiement, par laquelle des tiers pourraient, au moyen de procédés frauduleux (dirigés notamment contre les dirigeants du Groupe), modifier les coordonnées bancaires du Groupe, de ses clients acheteurs de véhicules ou des fournisseurs de véhicules d'occasion, afin de détourner les paiements à leur profit ;
- une collusion frauduleuse entre un fournisseur de véhicules d'occasion (vendeur professionnel ou particulier) et l'un des employés du Groupe afin notamment de mettre en place un système de rétro commissions ;
- la vente au Groupe de véhicules volés ou de véhicules assortis de fausses cartes grises, par certains fournisseurs de véhicules d'occasion (vendeurs particuliers principalement).

Ces pratiques frauduleuses seraient susceptibles d'affecter la capacité du Groupe à mettre en œuvre des processus et des contrôles assurant l'intégrité des transactions et paiements avec ses clients et fournisseurs de véhicules d'occasion. Cela pourrait ainsi impacter négativement la qualité de son offre ou la perception de la qualité de son offre par ses clients et affecter la relation de confiance avec ses fournisseurs de véhicules d'occasion, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les résultats, l'activité, la réputation, la situation financière et les perspectives du Groupe.

### 3.2.14. Risques liés au maintien de la réputation des marques du Groupe et à la satisfaction client

Le maintien de marques de premier plan et reconnues du grand public est essentiel afin d'assurer le développement des activités du Groupe, notamment dans le secteur de la vente en ligne, en particulier dans un contexte de forte concurrence entre les différents acteurs du secteur. Par conséquent, le succès et la croissance des activités du Groupe dépend fortement de la reconnaissance et la réputation de ses marques (à savoir Aramisauto, Cardoen et Clicars et, depuis la prise de contrôle de Motordepot en mars 2021, notamment CarSupermarket). La réputation des marques du Groupe pourrait être affectée par différents phénomènes.

Des retards du Groupe dans le paiement ou la livraison des véhicules d'occasion à ses clients, ou l'incapacité à proposer une expérience client et un service client de qualité pourraient affecter la réputation et la reconnaissance de ses marques et conduire à la perte de clients. La diffusion de la publicité négative dont le Groupe pourrait faire l'objet pourrait être accélérée du fait de l'utilisation des réseaux sociaux, qui permettent la publication immédiate de « posts » par leurs utilisateurs, en général sans filtre ou vérification de l'exactitude des contenus postés. Les clients potentiels et les clients existants du Groupe s'appuient sur ces sources d'information facilement accessibles pour évaluer l'offre du Groupe, et en tiennent compte dans leur décision de recourir aux solutions offertes par le Groupe. Une telle publicité négative, même basée sur des faits non-avérés ou des incidents isolés, pourrait affecter la réputation du Groupe et la valeur de ses marques, la relation de confiance et la crédibilité construites auprès des consommateurs, la capacité du Groupe à attirer de nouveaux clients ou retenir les clients existants, et pourrait le cas échéant conduire le Groupe à consacrer des moyens significatifs pour en limiter les effets négatifs.

En outre, le taux de satisfaction des clients du Groupe (qu'il évalue notamment par l'intermédiaire du *Net Promoter Score*<sup>4</sup>) dépend de l'efficacité de son service client, en particulier sa capacité à traiter les éventuelles réclamations (notamment en matière de qualité des véhicules, problèmes techniques liés aux sites Internet ou encore de facturation, paiement et livraison des véhicules) dans des délais relativement courts et de manière satisfaisante. Un défaut de réponse ou de réactivité aux éventuelles

---

<sup>4</sup> Indicateur évaluant en pourcentage la propension des clients à recommander une entreprise, un produit ou un service à un ami ou à un collègue.

réclamations de clients pourrait avoir un impact négatif sur le taux de satisfaction des clients et la capacité du Groupe à les fidéliser.

Dans un contexte d'accroissement de la concurrence, le Groupe pourrait devoir réaliser des investissements significatifs afin de maintenir et de renforcer la réputation de ses marques, notamment de marketing et de communication.

L'incapacité du Groupe à maintenir la réputation de ses marques ou à assurer la satisfaction de ses clients pourrait ainsi avoir un effet défavorable significatif sur sa réputation, son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

### **3.3 Risques liés à la Société**

#### **3.3.1. Risques liés aux relations avec Automobiles Peugeot, filiale de Stellantis N.V. et actionnaire majoritaire de la Société\***

Les activités et la stratégie de la Société sont soumises à l'influence d'Automobiles Peugeot<sup>5</sup>, son actionnaire majoritaire détenant 70,5% du capital social et des droits de vote théoriques de la Société à la date du présent document d'enregistrement<sup>6</sup> et qui devrait conserver le contrôle de la Société postérieurement à l'introduction en bourse de la Société. Automobiles Peugeot, filiale de Stellantis N.V., pourra ainsi exercer une influence significative sur la stratégie du Groupe et les décisions soumises à l'approbation des assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires de la Société, notamment celles relatives aux modifications du capital et des statuts et certaines opérations importantes, telles que des augmentations de capital ou fusions. Il est en outre rappelé qu'en vertu des stipulations du règlement intérieur du conseil d'administration, et aussi longtemps que le pacte d'actionnaires sera en vigueur, certaines décisions réservées du conseil d'administration doivent être adoptées à la majorité qualifiée des deux tiers (voir le paragraphe 19.2.2(i) du présent document d'enregistrement), conférant ainsi à Stellantis, compte tenu de la composition du Conseil d'administration de la Société, un droit de veto sur les décisions concernées.

Par ailleurs, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a réalisé 14% (10% en prenant en compte le Royaume-Uni) du volume de ses approvisionnements en véhicules d'occasion (et 33% du volume de ses approvisionnements en véhicules d'occasion destinés au reconditionnement) auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot. Une part significative des approvisionnements du Groupe en pièces détachées destinées à son activité de reconditionnement est en outre effectuée auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot, qui a représenté (en volume) 48% du total des approvisionnements du Groupe en France en pièces détachées au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Au cours de cet exercice, les achats consommés du Groupe auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot s'élevaient ainsi à 77,7 millions d'euros (voir la note 23.1 des états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020). Le Groupe entretient donc des relations d'affaires significatives avec des entités affiliées à Automobiles Peugeot. Ces relations ne font toutefois pas l'objet d'un accord contractuel formalisé entre les entités affiliées à Automobiles Peugeot concernées et le Groupe et pourraient évoluer ou être remises en cause, ce qui pourrait entraîner des perturbations potentielles liées à des difficultés à s'approvisionner ou à obtenir des sources d'approvisionnement de substitution.

---

<sup>5</sup> Peugeot S.A. (précédemment actionnaire à 100% d'Automobiles Peugeot S.A.) a fusionné avec Fiat Chrysler Automobiles N.V. le 16 janvier 2021 et l'entité absorbante a été renommée Stellantis N.V. le 17 janvier 2021. En conséquence de cette opération, Automobiles Peugeot S.A. est désormais détenue à 100% par Stellantis N.V.

<sup>6</sup> Après prise en compte de la réduction de capital social non motivée par des pertes, à hauteur de 6 200 euros, par voie d'annulation des 6 200 actions détenues par la Société, décidée le 12 mai 2021 par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société. Cette participation est par ailleurs calculée sur une base non-diluée, avant exercice des 12 970 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) en circulation à la date du présent document d'enregistrement, et donnant droit chacun, en cas d'exercice, à une action ordinaire, soit environ 1,1% du capital social de la Société. Sur une base diluée (c'est-à-dire après prise en compte de l'exercice de l'intégralité des BSPCE), la participation de Stellantis s'élèverait à 69,7% du capital et des droits de vote de la Société.

En outre, afin de financer le développement de ses activités, et notamment les prises de contrôle de Datasco (Cardoen) et Motordepot (CarSupermarket), le Groupe a conclu plusieurs contrats de prêts intragroupes avec Automobiles Peugeot et des entités affiliées à celle-ci. Le Groupe a également mis en place une convention de *cash pooling* avec PSA International S.A., société affiliée à Automobiles Peugeot (voir la section 3.3.2 « *Risques liés à l'endettement significatif du Groupe* », la section 8.2.1.1 « *Prêts Intragroupe* » du présent document d'enregistrement et le chapitre 17 « *Opérations avec des apparentés* » du présent document d'enregistrement), afin de faciliter la gestion quotidienne de sa trésorerie. Au 31 mars 2021, les dettes financières courantes et non courantes du Groupe à l'égard d'Automobiles Peugeot et d'entités affiliées à celle-ci s'élevaient à 121,8 millions d'euros, soit 55,4% de l'endettement brut total du Groupe. Certains de ces prêts intragroupes feront l'objet d'un remboursement concomitamment à l'introduction en bourse de la Société (voir les sections 3.3.3 « *Risques liés à l'endettement du Groupe et aux clauses restrictives des contrats de financement* » et 8.1 « *Présentation générale* » du présent document d'enregistrement).

Enfin, le Groupe peut orienter ses clients vers les offres de crédit de son partenaire Banque PSA Finance, société affiliée à Automobiles Peugeot, pour le financement de l'achat d'un véhicule d'occasion. L'influence d'Automobile Peugeot sur la Société résultant des relations décrites ci-dessus expose le Groupe à un certain nombre de risques. Ainsi l'interruption d'une ou plusieurs de ces relations, en particulier les approvisionnements en véhicules d'occasion et pièces détachées, qui ne font pas l'objet d'accords contractuels formalisés, pourrait perturber les activités de la Société ou entraîner des perturbations potentielles liées à des difficultés à obtenir des services et approvisionnements de substitution, ou pourrait l'obliger à engager des coûts (potentiellement plus élevés) pour remplacer Automobiles Peugeot et ses entités affiliées en tant que fournisseurs. En outre, la modification éventuelle des conditions financières de ces approvisionnements pourrait s'avérer défavorable pour la Société.

Plus généralement, toute détérioration des relations que le Groupe entretient avec Automobiles Peugeot, filiale de Stellantis N.V., pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.3.2. Risques liés aux équipes de management\***

La réussite du Groupe et sa croissance future dépendent notamment de la performance de son équipe de direction réunie autour des fondateurs du Groupe, à savoir Monsieur Nicolas Chartier, Président de la Société, et Monsieur Guillaume Paoli, Directeur général de la Société.

En cas d'accident ou de départ de l'un ou plusieurs de ces dirigeants et personnes clés, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de les remplacer rapidement, ce qui pourrait affecter sa performance opérationnelle. Le Groupe n'a en particulier pas souscrit de police d'assurance de type « *assurance homme-clé* », qui lui permettrait d'être indemnisé en cas d'accident ou de départ de l'un ou plusieurs de ces dirigeants et personnes clés. En outre, dans le cas où ses dirigeants, fondateurs ou ses salariés clés rejoindraient un concurrent ou créeraient une activité concurrente, le Groupe pourrait en être négativement affecté.

Plus généralement, la concurrence pour le recrutement de cadres dirigeants est forte, et le nombre de candidats qualifiés est limité, en particulier dans le secteur d'activité du Groupe, nécessitant des compétences technologiques et sectorielles fortes. Le Groupe pourrait ne pas être en mesure de bénéficier de compétences équivalentes à celles de ses dirigeants, fondateurs et/ou de son personnel clé, ou, à l'avenir, pourrait ne pas parvenir à attirer des nouveaux talents et conserver un personnel expérimenté.

La survenance de telles circonstances pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives du Groupe.

### **3.3.3. Risques liés à l'endettement du Groupe et aux clauses restrictives des contrats de financement**

Au 31 mars 2021, la dette brute du Groupe s'élevait à 219,9 millions d'euros, dont 121,8 millions d'euros correspondant à des dettes envers des entités du groupe Peugeot S.A.<sup>7</sup> (les « **Prêts Intragroupe** », dont une description détaillée figure à la section 8.1 du présent document d'enregistrement). Au 31 mars 2021, l'endettement financier net du Groupe s'élevait à 196,4 millions d'euros. Le Groupe entend refinancer une partie des Prêts Intragroupe concomitamment à son introduction en bourse en remboursant intégralement (nominal et intérêts) les montants dus au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021 (telle que définie à la section 8.1 « *Présentation générale* » du présent document d'enregistrement), de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018 (telle que définie à la section 8.1 « *Présentation générale* » du présent document d'enregistrement) et de la Convention de *Cash-Pooling* (qui sera néanmoins maintenue postérieurement à l'introduction en bourse - telle que définie à la section 8.1 « *Présentation générale* » du présent document d'enregistrement), soit 120,2 millions d'euros au 31 mars 2021, grâce au produit de l'augmentation de capital qui sera réalisée dans le cadre l'introduction en bourse de la Société. Le Groupe procédera par ailleurs à la résiliation des Facilités de Crédit Bancaires accordées à la Société et Aramis SAS, qui seront remplacées par un nouveau contrat de crédit renouvelable (*revolving credit facility*) auprès d'un syndicat de banques internationales (le « **Nouveau Contrat de Crédit RCF** ») (voir la section 8.3 « *Nouveau Contrat de Crédit RCF* » du présent document d'enregistrement).

L'endettement du Groupe peut avoir des conséquences négatives telles que :

- exiger du Groupe qu'il consacre une part significative des flux de trésorerie provenant de ses activités opérationnelles à la rémunération et au remboursement de sa dette, réduisant ainsi la capacité du Groupe à affecter les flux de trésorerie disponibles pour réaliser des investissements et des opérations de croissance externe et pour d'autres besoins généraux de l'entreprise ;
- augmenter la vulnérabilité du Groupe au ralentissement de l'activité ou aux conditions économiques ;
- placer le Groupe dans une situation moins favorable par rapport à ses concurrents qui ont moins de dette par rapport aux flux de trésorerie ;
- limiter la flexibilité du Groupe pour planifier ou réagir aux changements de ses activités et de ses secteurs ; et
- limiter la capacité du Groupe et de ses filiales à emprunter des fonds supplémentaires ou à lever des capitaux à l'avenir, et augmenter les coûts de ces financements supplémentaires.

Par ailleurs, la capacité du Groupe à faire face à ses obligations, à payer les intérêts de ses emprunts, à les refinancer ou à les rembourser selon les modalités convenues, dépendra de ses performances opérationnelles futures et pourrait être affectée par de nombreux facteurs, tels que les conditions économiques, les conditions de marché ou encore les évolutions réglementaires, dont certains échappent à son contrôle.

En outre, le Nouveau Contrat de Crédit RCF prévoira un certain nombre d'engagements limitant la capacité du Groupe à, sous réserve d'exceptions usuelles pour ce type de financement, notamment :

- constituer des sûretés ;
- céder des actifs ;
- réaliser certaines fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations similaires ; et
- procéder à un changement de la nature des activités du Groupe,

---

<sup>7</sup> Désormais Stellantis N.V.

Le respect des engagements prévus dans la documentation de financement du Groupe pourrait limiter la capacité du Groupe à mener ses opérations, sa capacité à réagir aux conditions de marché ou à saisir les opportunités commerciales qui pourraient se présenter. En outre, en cas de non-respect de ces clauses restrictives qui ne donnerait pas lieu à régularisation ou dérogation, les prêteurs au titre du Nouveau Contrat de Crédit RCF pourraient mettre fin à leur engagement et/ou exiger que tous les montants non échus deviennent immédiatement dus.

La survenance de tels événements pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.3.4. Risques liés aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des sociétés Clicars, Datosco et Motordepot**

Dans le cadre de la prise de contrôle des sociétés Clicars, Datosco et Motordepot, réalisées respectivement en mars 2017, juillet 2018 et mars 2021, des options de vente ont été accordées par la Société aux actionnaires minoritaires aux termes desquelles la Société s'est irrévocablement engagée envers ces actionnaires minoritaires à acquérir l'ensemble des actions qu'ils détiennent dans ces sociétés, s'ils exercent l'option de vente. Le 19 avril 2021, la Société et les actionnaires minoritaires de Clicars se sont accordés sur un exercice des options correspondantes dans les 90 jours suivant le 31 mars 2022. L'option de vente concédée aux actionnaires minoritaires de Datosco peut, elle, être exercée les 31 juillet 2022, 31 juillet 2023 et 31 juillet 2024. Pour Motordepot, l'option de vente concédée aux actionnaires minoritaires peut être exercée à hauteur de 25% des actions qu'ils détiennent dans les 90 jours après la mise à disposition des états financiers audités de Motordepot au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2024 et pour l'intégralité des actions qu'ils détiennent durant la période de 30 jours commençant 90 jours après la mise à disposition des états financiers audités de Motordepot au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2025 ou de l'exercice clos le 30 septembre 2026, sous réserve de certaines exceptions (voir par ailleurs la section 6.2 « *Filiales et participations* » du présent document d'enregistrement pour une description des modalités de ces options de vente). Le prix de vente des titres dépend d'un certain nombre de facteurs liés à la performance financière de la société concernée.

Ces engagements sont comptabilisés dans les états financiers consolidés du Groupe pour partie comme une option de vente (*put*) au bénéfice des minoritaires constitutif d'une dette financière (voir la note 20.5 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 et la note 15.3 des états financiers intermédiaires consolidés au titre des semestres clos les 31 mars 2021 et 2020), et pour partie comme une rémunération dans la mesure où le Groupe s'est engagé à rémunérer les fondateurs de ces trois ensembles en contrepartie de leur présence au sein de ces sociétés. Cette rémunération, qui leur sera versée au moment de leur départ, sera calculée par référence à une formule de calcul basée essentiellement sur des critères tels que l'EBITDA ajusté, le chiffre d'affaires ou encore l'endettement financier net (avec par ailleurs, pour Motordepot, un prix plancher prédéterminé contractuellement). Les charges de personnel liées à ces engagements sont estimées pour la totalité de la période de services, depuis la prise de contrôle, lors de chaque clôture en fonction des dernières prévisions d'activité, sur la base d'une hypothèse de départ à la date la plus lointaine, et reconnues de façon linéaire *prorata temporis* (voir la note 6.2.4 des états financiers consolidés susvisés).

Le montant estimé de cette rémunération peut donc avoir un effet significatif sur le montant des charges opérationnelles du Groupe et ses résultats.

Ainsi, sur la base du plan d'affaires de la société Clicars, le montant à verser par la Société pour rémunérer les services des actionnaires minoritaires en cas de départ en 2022 a été estimé à 9,7 millions d'euros, 2,7 millions d'euros, 21,8 millions d'euros et 22,0 millions d'euros dans le cadre des exercices clos les 30 septembre 2018, 2019 et 2020 et du semestre clos le 31 mars 2021 respectivement, avec ainsi une forte augmentation en 2020, en raison d'un plan d'affaires pour l'Espagne reposant sur une forte croissance du chiffre d'affaires, en lien notamment avec la performance solide enregistrée par le Groupe dans ce pays (voir section 7.3.1 « *Chiffre d'affaires* » du présent document d'enregistrement). Concernant la société Datosco, le montant à verser par la Société pour rémunérer les services des actionnaires minoritaires en cas de départ en 2024 a été estimé à 3,2 millions d'euros, 3,5 millions

d'euros, 4,8 millions d'euros et 2,9 millions d'euros dans le cadre des exercices clos les 30 septembre 2018, 2019 et 2020 et du semestre clos le 31 mars 2021 respectivement. Enfin, concernant l'actionnaire minoritaire de Motordepot, en tenant compte des données du plan d'affaires, le montant à verser par le Groupe pour rémunérer ses services en cas de départ pour partie en 2025 et pour partie en 2026 est estimé à 20,9 millions d'euros dans le cadre des états financiers consolidés pour le semestre clos le 31 mars 2021 (voir la note 5.2.1 de ces états financiers).

Le montant des charges de personnel enregistrées au titre de ces options de vente est par conséquent susceptible d'augmenter significativement en cas de forte augmentation de la performance de la société concernée, qui pourrait amener à mettre à jour les prévisions d'activité pour le solde de la période de service de l'actionnaire minoritaire concerné. Le Groupe a, à titre d'exemple, enregistré une forte performance en Espagne sur les trois derniers exercices, son chiffre d'affaires étant passé de 26,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 34,4 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et 65,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, sur un marché porteur.

La poursuite de la bonne performance du Groupe, en particulier en Espagne et, à l'avenir, au Royaume-Uni, pourrait ainsi conduire à une valorisation à la hausse de la rémunération due au titre des options de vente, qui aurait pour conséquence une augmentation potentiellement significative de ses charges de personnel et pourrait donc affecter ses résultats. Par ailleurs, en cas d'exercice des options de vente aux dates susvisées, la Société pourrait devoir procéder au versement de montants significatifs au titre du paiement du prix d'acquisition des actions cédées par les actionnaires minoritaires, ce qui pourrait affecter ses résultats ainsi que sa trésorerie disponible.

### **3.4 Risques de marché**

#### **3.4.1. Risques de liquidité**

Le risque de liquidité correspond au risque auquel est exposé le Groupe lorsqu'il éprouve des difficultés à remplir ses obligations relatives aux passifs financiers qui seront réglés par remise de trésorerie ou d'autres actifs financiers. L'objectif du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer qu'il disposera de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ni porter atteinte à la réputation du Groupe.

Le Groupe effectue un suivi des prévisions glissantes de sa réserve de liquidités en fonction des flux de trésorerie anticipés sur une base consolidée.

Ces prévisions sont réalisées sur différents horizons. D'une part à court terme, de manière hebdomadaire et mensuelle dans le cadre du suivi du budget annuel. D'autre part à moyen terme, avec la détermination de la cible de dette nette à atteindre en fin d'exercice fiscal, et dans le cadre du plan à moyen terme, en projetant sur les 5 prochains exercices.

Le *reporting* interne des prévisions de liquidités et des disponibilités prévisionnelles est effectué pour chaque entité opérationnelle. Ces prévisions sont consolidées au niveau du département financier du Groupe puis analysées par la direction du Groupe et les unités opérationnelles.

La politique de gestion du risque de liquidité implique de maintenir suffisamment de disponibilité sur les lignes de crédit, et de disposer de lignes de crédit garanties d'un montant approprié. Compte tenu de la nature dynamique de ses activités sous-jacentes, notamment la saisonnalité, la flexibilité de financement est assurée par des lignes de crédit revolving garanties à moyen long terme.

L'analyse des dettes financières du Groupe, par fourchette d'échéances, sur la base des échéances contractuelles résiduelles à la date de clôture est présentée à la note 20.4 des états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 inclus à la section 18.2.1 « *Comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos le 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018* » du présent document d'enregistrement.

Le tableau ci-après indique les plafonds de crédit et les soldes auprès des deux principales contreparties à la date de clôture :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2020		30 septembre 2019		30 septembre 2018	
	Plafond de crédit	Tiré	Plafond de crédit	Tiré	Plafond de crédit	Tiré
Ligne de trésorerie – PSA International	45 000	30 445	45 000	27 153	45 000	21 836
Convention d'avance de compte courant avec Automobiles Peugeot	10 000	-	10 000	-	10 000	-
Credit revolving	39 000	-	44 000	6 100	44 000	5 900
Credit Stock	4 700	3 946	4 700	3 944	3 850	3 150
Facilité de crédit – GIE PSA	25 000	-	25 000	-	45 000	-

### 3.4.2. Risques liés aux taux d'intérêt

Les créances et dettes commerciales sont à court terme et leur valeur n'est pas affectée par le niveau des taux d'intérêt.

L'endettement brut à moyen terme et long terme correspond à des ressources longues à taux fixe.

Les emprunts et dettes financières auprès de PSA International sont à taux variable. Le Groupe emprunte uniquement en euros auprès de PSA International à un taux calculé mensuellement sur la base du « *Cost of Funds* ». Le « *Cost of Funds* » est déterminé sur la totalité des frais de financements net de PSA International exprimés en pourcentage.

Les lignes de crédits existantes en Espagne correspondent à des lignes de crédit sur stocks auprès de Santander et PSA Finance. Les intérêts sont calculés en tenant compte d'une franchise de 60 jours. Ainsi, le taux constaté moyen est compris entre 0,1% et 0,6%.

### 3.4.3. Risques de crédit et/ou de contrepartie

Le risque de crédit est géré à l'échelle de chaque entité opérationnelle. Le risque de crédit découle des éléments suivants :

- la trésorerie et les équivalents de trésorerie ;
- les dépôts auprès des banques et des institutions financières ;
- les postes clients, notamment les créances envers les partenaires financiers qui financent les clients du Groupe ;
- les avances fournisseurs effectuées pour pouvoir retirer les véhicules.

Pour les banques et les institutions financières, seuls sont retenus des partenaires de premier plan.

Le modèle d'activité du Groupe se traduit par un montant relativement peu significatif de créances clients.

Les ventes de véhicules, représentant l'essentiel du chiffre d'affaires, impliquent en règle générale, un règlement immédiat de la totalité du prix de vente par le client acheteur ou par l'établissement de crédit partenaire si le client acheteur a souscrit à un financement externe.

Dans une moindre mesure, le Groupe offre également la possibilité de livrer le véhicule avant paiement si la demande de financement a été acceptée en amont par l'établissement de crédit et si l'établissement de crédit est un partenaire du Groupe. De ce fait, une créance envers ce dernier est comptabilisée. Ce mécanisme demeure jusqu'à présent d'application relativement limitée et, dans ce cas de figure, le Groupe n'a pas eu à subir de défaut de sa contrepartie.

Des créances vis-à-vis des professionnels sont également enregistrées au titre des commissions à recevoir des établissements de crédit partenaires dans le cadre de l'activité d'apporteur d'affaires. Des créances relatives au paiement de ces commissions peuvent être comptabilisées. Aucun défaut de paiement n'a été enregistré vis-à-vis des établissements de crédit au titre de ces prestations.

La solvabilité des fournisseurs fait l'objet d'une attention particulière. Tout fournisseur qui souhaite être référencé par le Groupe fait l'objet d'une étude financière et des échanges / visites sont organisés pour appréhender les installations du fournisseur et comprendre le canal d'obtention des documents administratifs.

Par ailleurs, dans la mesure où le Groupe paie généralement ses fournisseurs de véhicules d'occasion à l'avance, un défaut de livraison des véhicules achetés pourrait l'exposer à un risque de perte liée à l'avance payée au fournisseur défaillant, que le Groupe pourrait rencontrer des difficultés à recouvrer. Au 30 septembre 2020, le montant des avances payées par le Groupe aux fournisseurs de véhicules d'occasion s'élevait ainsi à 5,3 millions d'euros.

#### **3.4.4. Risques liés aux taux de change**

Jusqu'à l'acquisition de Motordepot en mars 2021, le Groupe réalisait l'intégralité de ses ventes en euros et n'était ainsi pas exposé à un risque de taux de change sur ces créances. Depuis l'acquisition de Motordepot, le Groupe réalise ses ventes au Royaume-Uni en livres sterling et est exposé de ce fait à un risque de change euro/livre sterling, les variations de ce taux de change pouvant avoir un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires du Groupe, de ses charges et de ses résultats. Pour le semestre clos le 31 mars 2021, cet impact n'est néanmoins pas significatif, compte tenu de l'intégration de Motordepot sur le seul mois de mars 2021.

Concernant l'achat de véhicules auprès de fournisseurs en devises hors euros, la demande de virement est adressée aux établissements bancaires qui traitent l'opération au jour de la demande et débite le même jour le compte bancaire de la contrepartie en euros.

### **3.5 Risques juridiques**

#### **3.5.1. Risques liés à la réglementation et son évolution\***

Les activités du Groupe sont soumises, directement ou indirectement à diverses réglementations, notamment en matière de normes environnementales, de droit de la distribution et de la consommation, de commerce électronique ou de données personnelles (voir le chapitre 9 « *Environnement législatif et réglementaire* » du présent document d'enregistrement).

Une modification ou un renforcement des dispositifs réglementaires applicables aux activités du Groupe, un durcissement de leur application, un conflit entre les lois et règlements adoptés par différents pays et/ou une évolution de leur interprétation par les autorités compétentes, pourraient entraîner des coûts ou des investissements supplémentaires pour le Groupe, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats, la situation financière et les perspectives du Groupe.

En matière environnementale, le Groupe est soumis dans le cadre de son activité de reconditionnement à des dispositions législatives et réglementaires diverses et évolutives régissant notamment (i) la contamination des sols, des eaux de surface et des nappes phréatiques, de l'air, (ii) l'émission, le stockage, la manipulation, l'utilisation, l'élimination et le transport de matières dangereuses, (iii) la sécurité et (iv) la santé. Le Groupe pourrait toutefois ne pas anticiper l'impact défavorable de certaines de ses activités sur l'environnement, particulièrement en termes de contamination des sols ou des eaux, ce qui pourrait entraîner des dommages importants et donc des responsabilités et conséquences financières significatives et avoir un effet négatif sur son image. Les normes environnementales applicables aux véhicules automobiles neufs (notamment en termes d'émissions de dioxyde de carbone) ont par ailleurs un impact significatif sur le secteur automobile, et pourraient affecter les activités du Groupe (voir par ailleurs la section 3.1.2 « *Risques liés aux évolutions du secteur automobile* » du présent document d'enregistrement).



En outre, la distribution de véhicules automobiles neufs ou d'occasion fait l'objet de réglementations strictes dans les différents pays d'implantation du Groupe, visant notamment à protéger les réseaux de distribution exclusive mis en place par les constructeurs automobiles avec certains concessionnaires. Le Groupe est tenu de se conformer à ces réglementations et doit veiller à ne pas enfreindre les accords de distribution exclusive mis en place, bien qu'il n'y soit pas partie.

Le Groupe est également soumis aux lois relatives à la protection générale des consommateurs et aux lois et aux règlements organisant cette protection en matière de vente de biens, ainsi qu'aux lois spécifiques concernant les ventes sur Internet. En particulier, depuis 2014, en France, les associations de défense des consommateurs représentatives au niveau national et dûment agréées ont la possibilité d'initier des actions de groupe de consommateurs en cas de manquement, par une société, à ses obligations légales ou contractuelles dans le cadre de la vente de biens ou de la fourniture de services ou en ce qui concerne des pratiques anticoncurrentielles. Si le Groupe faisait l'objet d'une telle action de groupe, cela pourrait avoir un effet négatif sur son activité et sa réputation.

Plus généralement, en cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires qui lui sont applicables, le Groupe pourrait être condamné à payer des amendes ou faire l'objet de sanctions de la part du régulateur compétent ou encore se retrouver partie à un litige. Ces normes sont complexes et susceptibles d'évoluer et, bien que le Groupe porte une attention particulière au respect de la réglementation en vigueur, il ne peut exclure tout risque de non-conformité. En outre, le Groupe pourrait être conduit à engager des frais importants afin de se conformer aux évolutions de la réglementation et ne peut garantir qu'il sera toujours en mesure d'adapter ses activités et son organisation à ces évolutions dans les délais nécessaires. Par ailleurs, des changements dans l'application et/ou l'interprétation des normes existantes par les administrations et/ou les tribunaux sont également susceptibles d'intervenir à tout moment.

L'incapacité du Groupe à se conformer à ces réglementations et à adapter ses activités aux nouvelles réglementations, recommandations, normes nationales, européennes et internationales pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

### **3.5.2. Risques liés à la protection des données personnelles\***

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est amené à collecter et conserver de nombreuses données personnelles (notamment informations d'état civil, coordonnées bancaires, données de carte grise) relatives notamment aux fournisseurs personnes physiques des véhicules d'occasion qu'il acquiert, aux acheteurs des véhicules d'occasion qu'il vend, à ses employés ou à d'autres personnes physiques.

De nombreuses lois et de nombreux règlements nationaux ou internationaux gouvernent la collecte, l'utilisation, la conservation, le partage et la sécurité de ces données personnelles. Ces obligations pourraient diverger d'une juridiction à l'autre, être en conflit avec les pratiques du Groupe ou avec d'autres règles applicables à son activité et le Groupe ne peut garantir une conformité absolue à toutes ces exigences. Les politiques du Groupe relatives à la vie privée et à la collecte, à l'usage et à la divulgation des informations confidentielles des utilisateurs sont publiées sur les sites Internet du Groupe. Toute violation, réelle ou perçue comme telle, des politiques de confidentialité ou de toute loi, de tout règlement, de toute recommandation ou de toute injonction réglementaires concernant la vie privée, les données personnelles ou la protection des consommateurs auxquels le Groupe est soumis pourrait avoir un effet défavorable significatif sur sa réputation, sa marque et son activité.

En outre, des changements défavorables dans les lois ou les règlements applicables au Groupe en matière de données personnelles pourraient lui faire supporter des coûts importants ou l'obliger à modifier ses pratiques commerciales, l'empêcher de pratiquer certaines analyses de données qu'il considère comme importantes pour son modèle économique et compromettre sa capacité à poursuivre efficacement sa stratégie de développement. Le règlement 2016/679/UE du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), applicable depuis le 25 mai 2018, a ainsi renforcé le cadre applicable à la collecte et au traitement des données personnelles et prévoit des sanctions financières en

cas de violation de ses dispositions pouvant atteindre jusqu'à 20 millions d'euros ou 4% du chiffre d'affaires mondial.

### **3.5.3. Risques liés aux droits de propriété intellectuelle**

Les marques (à savoir Aramisauto, Cardoen et Clicars et, depuis la prise de contrôle de Motordepot en mars 2021, notamment CarSupermarket), noms de domaines et technologies du Groupe faisant l'objet d'un droit de propriété et toute autre propriété intellectuelle similaire jouent un rôle crucial dans la réussite des activités du Groupe. Si les mesures prises par le Groupe dans les pays dans lesquels il exerce ses activités pour protéger ses droits de propriété intellectuelle n'étaient pas efficaces, que des tiers violaient ou faisaient un usage non-autorisé de ses droits de propriété intellectuelle ou, à l'inverse, si le Groupe violait les droits de propriété intellectuelle de tiers, cela pourrait avoir un effet défavorable sur la réputation, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

Le Groupe est propriétaire des marques Aramisauto, Cardoen, Clicars et CarSupermarket dans plusieurs pays et a également déposé des noms de domaine Internet contenant ces termes ainsi que d'autres noms complémentaires dans les pays dans lesquels il est présent. Si le Groupe, le cas échéant suite à une évolution de la réglementation applicable, n'a pas ou ne peut pas obtenir et conserver le droit d'utiliser ses marques dans un pays donné, ou d'utiliser ou de déposer les noms de domaine lui étant associés, il pourrait être contraint d'engager des dépenses supplémentaires significatives pour commercialiser ses produits dans ce pays, y compris en développant une nouvelle marque et en créant une nouvelle documentation publicitaire, ou de choisir de ne pas vendre ses produits dans le pays concerné. En outre, le Groupe pourrait ne pas être en mesure d'empêcher les tiers de déposer et d'utiliser des noms de domaine qui interfèrent avec sa communication avec ses membres ou portent atteinte ou réduisent la valeur de ses marques, de ses noms de domaine ou de tout autre droit similaire.

La protection des droits de propriété intellectuelle du Groupe repose sur un ensemble de régimes légaux et contractuels. Le Groupe a développé, et entend continuer à développer, un nombre substantiel de logiciels (en partie fondés sur des codes « *open-source* »), de processus et de savoir-faire qui sont d'une importance clé pour le succès de son activité. Le Groupe pourrait ne pas être en mesure d'obtenir une protection efficace de ses droits de propriété intellectuelle dans chacun des pays au sein desquels il est présent ou au sein desquels une telle protection est pertinente, et ses efforts pour protéger sa propriété intellectuelle pourraient nécessiter la mobilisation de ressources financières, managériales et opérationnelles significatives. Malgré ses efforts, le Groupe pourrait ne pas parvenir à empêcher les tiers de violer, de détourner ou de porter atteinte de toute autre manière à ses droits de propriété intellectuelle.

Le Groupe pourrait enfin faire l'objet de poursuites affirmant qu'il a violé, détourné ou porté atteinte aux droits de propriété intellectuelle et à la technologie de tiers, y compris du fait de l'affichage, de la publicité, de la distribution ou de la vente de produits fournis par des tiers qui auraient prétendument porté atteinte aux droits de tiers, tels que des marques. De telles poursuites pourraient engendrer des coûts substantiels pour le Groupe et porter atteinte à sa réputation.

### **3.5.4. Risques liés aux contentieux et enquêtes en cours**

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, administratives, pénales ou arbitrales notamment en matière de responsabilité civile, de propriété intellectuelle, de concurrence, fiscale ou de discrimination. Dans le cadre de certaines de ces procédures, des réclamations pécuniaires d'un montant important sont faites ou pourraient être faites à l'encontre d'une ou de plusieurs sociétés du Groupe. Les provisions éventuelles correspondantes, que le Groupe serait amené à enregistrer dans ses comptes, pourraient se révéler insuffisantes, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses perspectives et ses résultats. Au 30 septembre 2020, le montant total des provisions pour litiges du Groupe s'élevait à 0,7 million d'euros (voir la note 21 des comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 inclus à la section 18.2.1 du présent document d'enregistrement).

Il ne peut être exclu que dans le futur de nouvelles procédures, connexes ou non aux procédures en cours, relatives aux risques identifiés par le Groupe ou liées à de nouveaux risques, soient engagées à l'encontre de l'une des entités du Groupe. Ces procédures, si elles connaissaient une issue défavorable, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives du Groupe.

### **3.5.5. Risques liés à la fiscalité et ses évolutions**

Le Groupe est soumis à une législation fiscale complexe et évolutive dans les différents pays dans lesquels il est présent. Il est notamment soumis, du fait de son activité internationale, aux règles relatives aux prix de transferts, qui peuvent être particulièrement complexes et sujettes à des interprétations divergentes. Les évolutions de la législation fiscale pourraient avoir des conséquences défavorables significatives sur sa situation fiscale, son taux d'imposition effectif ou le montant des impôts et d'autres prélèvements obligatoires auxquels il est assujéti ainsi que sur ses obligations déclaratives.

En outre, une contestation de sa situation fiscale par les autorités concernées pourrait conduire au paiement par le Groupe d'impôts supplémentaires, à des redressements et pénalités potentiellement importants ou encore à une augmentation des coûts de ses produits ou services aux fins de répercuter ces impôts, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

### **3.5.6. Risques liés aux assurances**

Le Groupe a souscrit des polices d'assurance qui couvrent un large éventail de risques et s'efforce de maintenir un niveau d'assurance approprié à la nature de son activité. Néanmoins, les polices d'assurance sont soumises à des limitations usuelles (franchises, plafonds, exclusions). Par conséquent, certains sinistres pourraient ne pas être pris en charge et le Groupe ne peut exclure qu'il soit confronté à un incident majeur non couvert par l'une ou l'autre de ses polices d'assurance. En particulier, le Groupe n'a pas souscrit de police d'assurance de type « *assurance homme-clé* », qui lui permettrait d'être indemnisé en cas d'accident ou de départ de l'un ou plusieurs des dirigeants et personnes clés du Groupe (voir par ailleurs la section 3.3.2 « *Risques liés aux équipes de management* » du présent document d'enregistrement). De plus, la survenance de plusieurs incidents au cours d'une même année et les demandes d'indemnisations importantes y afférentes peuvent avoir un effet défavorable significatif sur l'activité et la situation financière du Groupe. Par ailleurs, au-delà des périodes d'assurance actuelles ou en cas de ratio Sinistres/Primes particulièrement défavorable, le prix de ces polices peut croître au regard de l'historique de réclamations du Groupe ou en répercussion à une hausse générale des prix sur le marché des assurances. Aussi, le Groupe ne peut garantir qu'il parviendra à conserver son niveau de couverture actuel, le cas échéant à un coût raisonnable, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives.

## **3.6 Assurances et gestion des risques**

### **3.6.1. Politique d'assurance**

La politique d'assurance du Groupe est coordonnée par la direction juridique du Groupe avec l'appui des directions opérationnelles.

Chaque société du Groupe a la charge de fournir à la direction juridique, agissant en coordination avec les directions opérationnelles, les informations nécessaires à l'identification et à la qualification des risques assurés ou assurables relevant du Groupe et de mettre en œuvre les moyens utiles pour assurer la continuité des activités en cas de sinistre. Sur ces bases, la direction juridique négocie annuellement avec les acteurs majeurs de l'assurance la mise en place des couvertures les plus adaptées aux besoins de couverture de ces risques.

La mise en place des polices d'assurance est fondée sur la détermination du niveau de couverture nécessaire pour faire face à la survenance, raisonnablement estimée, de risques de responsabilité, de dommages ou autres. Cette appréciation prend en compte les évaluations faites par les assureurs en tant que souscripteurs des risques. Les risques non assurés sont ceux pour lesquels il n'existe pas d'offre de

couverture sur le marché de l'assurance ou ceux pour lesquels l'offre de couverture et/ou son coût ne sont pas en adéquation avec l'intérêt potentiel de l'assurance ou encore ceux pour lesquels le Groupe considère que le risque ne requiert pas une couverture d'assurance.

Les principales polices du Groupe, souscrites auprès de compagnies d'assurance de réputation internationale, sont notamment une assurance responsabilité civile et une assurance des dommages aux biens et pertes d'exploitation subséquentes (à l'exception notamment du risque « *cyber* », qui ne fait pas l'objet d'une couverture). Les polices Groupe sont complétées, pour les risques non couverts par ces dernières, au cas par cas, par des polices souscrites localement pour une filiale.

### **3.6.2. Politique de gestion des risques**

#### **3.6.2.1 Objectifs, organisation, dispositif**

La gestion des risques est suivie avec attention par la direction du Groupe. La mission principale de la gestion des risques est d'identifier, d'évaluer et de prioriser (en fonction de l'impact potentiel et de la probabilité d'occurrence) les risques, ainsi que d'assister la direction du Groupe dans le choix de la stratégie de gestion des risques la plus appropriée et, afin de limiter les risques significatifs résiduels, définir et assurer le suivi des plans d'actions liés. La gestion opérationnelle des risques et le contrôle interne relèvent de la responsabilité des directions opérationnelles et des filiales du Groupe, sous le contrôle fonctionnel de la Direction financière du Groupe.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le Comité d'audit constitué au sein du Conseil d'administration de la Société sera notamment chargé de s'assurer de l'efficacité du dispositif de suivi des risques et de contrôle interne opérationnel (voir également la section 14.3 « *Comités du Conseil d'administration* » du présent document d'enregistrement).

#### **3.6.2.2 La gestion des risques opérationnels**

La gestion des risques se rapporte aux mesures mises en œuvre par le Groupe pour identifier, analyser et maîtriser les risques auxquels il est exposé. Le dispositif de gestion des risques fait l'objet d'une surveillance régulière par les directions des entités opérationnelles du Groupe.

A titre d'exemple, les plans d'actions et de politiques internes mis en place par les entités ou directions concernés pour gérer les risques majeurs identifiés par le Groupe (correspondant aux risques signalés par un astérisque dans les sections 3.1 à 3.5 du présent chapitre) comprennent :

- *Risques liés aux conditions économiques générales et à leur évolution* : Le Groupe opère sur le marché de la vente de véhicules d'occasion, principalement en ligne, relativement résilient face aux crises économiques. Le marché des véhicules d'occasion est en effet généralement moins affecté par les crises économiques que le marché des véhicules neufs, les consommateurs ayant tendance, en période d'incertitudes économiques, à retarder l'achat d'un véhicule neuf pour privilégier l'achat d'un véhicule d'occasion qui présente généralement un coût moins élevé. A titre d'exemple, les volumes de ventes de véhicules neufs en France durant la crise de 2011 à 2014 ont enregistré une diminution de 18,5%, contre seulement 0,2% pour les véhicules d'occasion (*source : Auto Actu, IHS, Ministère de l'Environnement, Rapport Roland Berger*). L'impact de la pandémie de Covid-19 a par ailleurs été moindre pour les ventes de véhicules d'occasion, avec une diminution de 11,4% en volume et 9,0% en valeur pour les véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans en 2020 en Europe, contre une diminution de 23,3% pour les véhicules neufs (*source : IHS, Rapport Roland Berger*). Le taux de pénétration de la vente en ligne sur le marché de la vente de véhicules d'occasion, encore relativement peu élevé dans les pays où le Groupe est implanté, présente par ailleurs des perspectives de croissance importantes, permettant de renforcer encore davantage le profil de résilience du Groupe face aux crises économiques. Les tendances favorables à la vente en ligne ont en particulier été accentuées avec la pandémie de Covid-19, les consommateurs privilégiant davantage les offres en ligne plutôt que l'achat en point de vente physique, du fait notamment des mesures de

restriction de circulation et de confinement mises en place et de considérations sanitaires. Ces habitudes de consommation prises durant la pandémie de Covid-19 pourraient s'établir dans la durée et changer fondamentalement le comportement des consommateurs, qui ont pris conscience des avantages à acheter et vendre en ligne. Ainsi, bien que la crise sanitaire du Covid-19 ait affecté les activités du Groupe pendant le premier confinement de 2020, ses activités ont connu par la suite un fort rebond (le Groupe a ainsi enregistré une croissance de son chiffre d'affaires consolidé de 12% au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (16% hors prise en compte de l'activité de trading d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique) et de 31,7% au titre du semestre clos le 31 mars 2021). Les conséquences sociales et économiques de la crise ont en outre confirmé la pertinence et la résilience du modèle économique et technologique du Groupe, soutenu par de grandes tendances renforcées par la crise sanitaire, telles que la digitalisation du parcours client, les modèles économiques basés sur le traitement des données, la consommation modérée et l'économie circulaire.

- *Risques liés aux évolutions du secteur automobile* : Afin de limiter l'impact éventuellement défavorable des évolutions du secteur automobile sur ses activités, le Groupe veille à adapter en permanence, notamment grâce à des outils technologiques d'analyse de données en temps réel, son offre aux besoins des consommateurs, tant en termes de modèles et types de véhicules proposés, que de prix, et s'efforce par ailleurs d'adapter et d'optimiser ses processus de reconditionnement en conséquence. A titre d'exemple, le Groupe a renforcé récemment son offre en véhicules hybrides et électriques, afin de répondre à la forte demande des consommateurs pour ce type de véhicules, ayant nécessité, pour les véhicules reconditionnés, l'adaptation de ses processus de reconditionnement, que le Groupe a pu réaliser rapidement et efficacement, pour un niveau d'investissement relativement peu élevé. S'agissant du risque de rappel constructeur, le Groupe suit avec attention la communication des constructeurs automobiles relative à d'éventuelles campagnes de rappel, afin de s'assurer qu'un véhicule mis en vente sur sa plateforme et faisant l'objet d'un rappel constructeur, ne puisse être vendu.
- *Risques liés à l'approvisionnement en véhicules d'occasion* : Le Groupe veille à maintenir des sources d'approvisionnement en véhicules d'occasion multiples et diversifiées, avec, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en prenant en compte le Royaume-Uni), 72% des volumes d'approvisionnement en véhicules d'occasion destinés au reconditionnement et véhicules d'occasion pré-immatriculés réalisés auprès d'environ 530 professionnels, 10% auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot, actionnaire majoritaire de la Société, et 17% auprès de particuliers. En outre, les 10 premiers fournisseurs professionnels (autres que les entités affiliées à Automobiles Peugeot) ont représenté 26% des approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion, démontrant la concentration relativement faible des sources d'approvisionnement du Groupe. Dans l'ensemble de ses zones géographiques d'activité, le Groupe a noué de solides relations d'approvisionnement avec les revendeurs professionnels locaux et internationaux du marché des véhicules d'occasion. Le Groupe importe par ailleurs une partie importante de ses véhicules parmi les stocks de distributeurs d'autres pays de l'Union européenne en cherchant à obtenir les prix les plus compétitifs. Grâce à ses volumes de ventes importants, représentant près de 67 000 véhicules au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe est en mesure de négocier auprès des revendeurs professionnels des lots importants de véhicules négociés à des prix compétitifs. La prise de participation majoritaire dans la Société par Automobiles Peugeot en 2016<sup>8</sup> a également permis au Groupe de tisser des relations étroites avec le groupe Stellantis, lui permettant de bénéficier d'une source d'approvisionnement directe en véhicules d'occasion, c'est-à-dire sans intermédiaire, permettant notamment au Groupe de générer une marge par véhicule vendu supérieure, auprès d'un des plus grands acteurs du marché mondial de l'automobile, afin de répondre à ses besoins et à la croissance de ses activités. La fusion entre les sociétés Peugeot S.A. et Fiat Chrysler

<sup>8</sup> Peugeot S.A. (précédemment actionnaire à 100% d'Automobiles Peugeot S.A.) a fusionné avec Fiat Chrysler Automobiles N.V. le 16 janvier 2021 et l'entité absorbante a été renommée Stellantis N.V. le 17 janvier 2021. En conséquence de cette opération, Automobiles Peugeot S.A. est désormais détenue à 100% par Stellantis N.V.

Automobiles N.V. en janvier 2021 afin de créer Stellantis N.V., 2<sup>e</sup> groupe automobile européen avec des prévisions de ventes en Europe de 3,5 millions de véhicules en 2021 (*source : IHS*), permet au Groupe d'avoir accès à une source d'approvisionnement encore plus importante. Enfin, afin de sécuriser ses approvisionnements, le Groupe s'appuie sur sa solide expérience en matière de reprise et d'achat au comptant auprès des vendeurs particuliers, que ce soit dans le cadre de l'achat d'un nouveau véhicule ou non. Afin de limiter le risque de défaillance des fournisseurs de véhicules d'occasion, qu'il paie généralement à l'avance, le Groupe étudie avec attention leur solvabilité. Tout fournisseur qui souhaite être référencé par le Groupe fait ainsi l'objet d'une étude financière et des échanges et visites sont organisés pour appréhender les installations du fournisseur et comprendre le canal d'obtention des documents administratifs.

- *Risques liés à l'évolution des prix sur le marché des véhicules d'occasion* : Le Groupe exploite des outils technologiques propriétaires qui lui permettent d'analyser et d'obtenir les meilleurs prix d'achat et prix de vente des véhicules d'occasion, lui permettant de maintenir voire d'augmenter ses marges par véhicule vendu tout en poursuivant la croissance de ses ventes, en s'appuyant sur des solutions technologiques sophistiquées de tarification dynamique, qui, grâce à l'analyse des données propriétaires et publiques, permettent d'optimiser ses prix d'achat et de vente en fonction de l'offre et de la demande, afin de s'adapter aux exigences du marché.
- *Risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de développement du Groupe* : Afin d'assurer l'adéquation de ses moyens technologiques et humains et de ses processus opérationnels à la forte croissance de ses activités, le Groupe met en œuvre plusieurs séries de mesures faisant l'objet d'un suivi régulier, tels qu'un plan de recrutement à long terme visant des profils à forte valeur ajoutée afin de garantir un niveau de compétences suffisant ou encore des formations régulières afin de garantir un haut niveau d'expertise dans les solutions qu'il offre. Le Groupe veille par ailleurs à ce que ses procédures et contrôles opérationnels ou de *reporting* permettent un traitement exhaustif des données qu'il reçoit (notamment comptables ou issues des outils d'analyse du marché des véhicules d'occasion), en adéquation avec la croissance de ses activités. Par ailleurs, afin d'optimiser ses coûts d'acquisition client, le Groupe veille à préserver la rentabilité de ses investissements en marketing et publicité, en menant des campagnes ciblées via des canaux divers, comprenant notamment les réseaux sociaux, mais également d'autres canaux hors ligne plus traditionnels comme la publicité télévisée. Le Groupe s'appuie en particulier sur le marketing numérique, qui est un de ses leviers essentiels de marketing et de communication, notamment en investissant des budgets importants dans le marketing sur les moteurs de recherche (*Search Engine Marketing*), afin d'obtenir un référencement efficace, en menant des campagnes de *retargeting*, ou encore avec le développement d'un algorithme propriétaire de *machine learning* qui analyse les comportements actuels et passés des prospects, afin de cibler les prospects les plus prometteurs.
- *Risques liés à l'adaptation de l'offre du Groupe aux évolutions technologiques* : Le Groupe réalise des investissements importants dans le développement de sa plateforme technologique afin d'améliorer en permanence l'expérience numérique d'achat et de vente de ses clients et proposer des fonctionnalités et applications optimisées et répondant à l'évolution des besoins des consommateurs. Le Groupe veille en particulier à ce que ses applications mobiles soient compatibles avec la plupart des terminaux mobiles et systèmes d'exploitation et soient disponibles sur les magasins de vente en ligne d'applications mobiles.
- *Risques liés à la cybercriminalité et à une éventuelle défaillance des systèmes informatiques du Groupe* : Du fait de son activité de vente en ligne, le Groupe porte une attention particulière aux mesures à mettre en place pour limiter les risques de sécurité tels que la fraude lors des paiements en ligne ou l'appropriation par un tiers de données personnelles. La cybersécurité est ainsi un élément déterminant dans la conception et le développement de la plateforme technologique du Groupe. Le Groupe, grâce à ses compétences développées en interne et à l'appui du prestataire *Cloudflare*, a ainsi recours à des algorithmes de *machine learning* pour bloquer les accès suspects à ses sites Internet. Le Groupe a aussi mis en place des restrictions

d'accès à l'information en interne, l'accès aux données et informations sensibles n'étant attribué à un individu que lorsqu'un besoin spécifique est identifié, les données étant elles-mêmes ségréguées grâce à l'utilisation de *clouds* internes privés. Le Groupe met également en place des restrictions à ses systèmes internes sur des bases géographiques d'accès. Le Groupe réalise des tests de sécurité tous les quatre mois pour tester ses infrastructures informatiques et tester la résilience de ses sites Internet et applications dans des conditions de trafic très intense.

- *Risques liés aux relations avec Automobiles Peugeot, filiale de Stellantis N.V. et actionnaire majoritaire de la Société* : le Groupe s'assure, et s'assurera postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, notamment au travers de sa gouvernance, que le contrôle de son actionnaire majoritaire ne s'exerce pas de façon abusive. Ces dispositifs comprendront notamment la présence au sein de son Conseil d'administration d'au moins un tiers d'administrateurs indépendants ; l'existence de comités spécialisés, avec un comité d'audit présidé par un administrateur indépendant et comprenant au moins deux tiers d'administrateurs indépendants, un comité des nominations et des rémunérations présidé par un administrateur indépendant et comprenant au moins deux tiers d'administrateurs indépendants et un comité RSE comprenant au moins un tiers d'administrateurs indépendants et présidé par un administrateur indépendant. Le règlement intérieur du Conseil d'administration devant entrer en vigueur à compter de l'introduction en bourse de la Société prévoira par ailleurs que chaque administrateur a l'obligation de faire part au Conseil d'administration de toute situation de conflit d'intérêt, même potentiel, et doit s'abstenir d'assister au débat et de participer au vote de la délibération correspondante. S'agissant de l'approvisionnement en véhicules d'occasion auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot, le Groupe s'appuie sur la diversité et la densité de son réseau de fournisseurs, lui permettant de limiter les risques liés à une éventuelle évolution ou remise en cause de ses relations d'affaires avec ces entités.
- *Risques liés aux équipes de management* : Afin de gérer le risque lié à un éventuel départ de l'un ou plusieurs membres de son équipe de direction, le Groupe a, au cours des dernières années, veillé à la renforcer progressivement avec l'arrivée de nouveaux talents et à associer étroitement le management au succès et à la performance du Groupe, via notamment l'attribution de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) et en incluant une part variable importante à leur rémunération, dont le versement est conditionné à l'atteinte de critères de performance quantitatifs et qualitatifs. Le Groupe entend continuer à associer les dirigeants et cadres du Groupe au succès et à la performance du Groupe, avec la mise en place d'un plan d'intéressement à long terme du management à l'occasion de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. En outre, certaines stipulations des pactes conclus avec notamment les actionnaires minoritaires de Clicars et Motordepot (qui ont conservé des fonctions de management dans les pays concernés) incluent des clauses de type « *bad leaver* », en cas notamment de démission volontaire (voir la section 6.2 « *Filiales et participations* » du présent document d'enregistrement).
- *Risques liés à la réglementation et son évolution* : Afin d'assurer la conformité de ses activités aux réglementations locales, la direction juridique du Groupe, en lien avec les directions opérationnelles et les filiales, met en place un suivi régulier de l'évolution de leurs dispositions, en coopération avec des conseils juridiques locaux.
- *Risques liés à la protection des données personnelles* : Le Groupe, sous la supervision de son délégué à la protection des données, met en œuvre une politique rigoureuse de protection des données personnelles, en veillant au caractère complet du registre qu'il doit tenir et à la confidentialité des données qu'il collecte et traite. Le Groupe contrôle également en continu la conformité de ses systèmes informatiques et de son organisation au règlement RGPD, notamment en ayant recours à la pseudo-anonymisation des données à caractère personnel collectées, en mettant en place des *data centers* de secours dans lesquels sont dupliquées les

données, ou encore en concevant tous les produits et fonctionnalités au regard de standards de contrôle de la confidentialité.



## **4. INFORMATIONS RELATIVES Á LA SOCIÉTÉ ET AU GROUPE**

### **4.1 Dénomination sociale**

À la date du présent document d'enregistrement la dénomination sociale de la Société est « Aramis Group ».

### **4.2 Lieu et numéro d'immatriculation**

La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 484 964 036.

LEI : 9695002Q984W0T41WB42

### **4.3 Date de constitution et durée de la Société**

La Société a été constituée pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation le 16 novembre 2005, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation décidés par la collectivité des associés conformément à la loi et aux statuts.

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> octobre et se clôture le 30 septembre de chaque année.

### **4.4 Siège social, forme juridique et législation applicable**

Le siège social de la Société est situé 23 avenue Aristide Briand, 94110 Arcueil, France. Le numéro de téléphone du siège social est le +33 (0) 1 49 12 36 62.

À la date du présent document d'enregistrement, la Société est une société par actions simplifiée de droit français.

L'assemblée générale des associés de la Société se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, afin de décider la transformation de la Société en société anonyme et d'adapter en conséquence ses statuts avec effet à la date d'approbation du prospectus par l'Autorité des marchés financiers.

L'adresse du site Internet de la Société est : [www.aramis.group](http://www.aramis.group). Les informations figurant sur le site Internet de la Société ne font pas partie du présent document d'enregistrement.

## 5. APERCU DES ACTIVITES DU GROUPE

### 5.1 Présentation générale

Le Groupe opère sur le marché des véhicules d'occasion, un marché massif et fragmenté, sur lequel il est le leader de la vente en ligne de véhicules d'occasion aux particuliers en France, en Belgique et en Espagne, où il exploite respectivement les marques Aramisauto, Cardoen et Clicars. Depuis mars 2021 et la prise de contrôle de la société Motordepot<sup>9</sup> (exploitant principalement la marque CarSupermarket), le Groupe est également présent au Royaume-Uni. Le Groupe propose à ses clients une large gamme de produits et de services automobiles (notamment de financement, d'assurance, de maintenance, de garantie ou encore des accessoires automobiles), dans le cadre d'une expérience de vente et d'achat fluide, intuitive et immersive, qui peut se dérouler aussi bien entièrement en ligne qu'intégralement hors ligne grâce à un réseau d'agences commerciales. Le Groupe a également fait du reconditionnement en interne à grande échelle des véhicules un des piliers essentiels de son modèle économique.

Le Groupe s'approvisionne et vend ses véhicules d'occasion, reconditionnés ou pré-immatriculés, tant auprès de particuliers (B2C) que de professionnels (B2B) tels que des réseaux de distribution, professionnels indépendants, spécialistes de la reprise ou encore de sociétés de *leasing*.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a vendu près de 67 000 véhicules d'occasion (dont 50 000 à des clients particuliers (B2C)), générant un chiffre d'affaires consolidé de 818 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (hors activité de *trading* d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique). Sur une base *pro forma* au titre de la période de douze mois close le 30 septembre 2020, le Groupe a vendu près de 66 000 véhicules à des particuliers (B2C), pour un chiffre d'affaires consolidé de 1 082 millions d'euros (hors activité de *trading* d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique). Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 490,9 millions d'euros. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les effectifs moyens du Groupe comprenaient près de 800 collaborateurs (1 380 en prenant en compte le Royaume-Uni<sup>10</sup>), avec un réseau de 48 agences commerciales (60 en prenant en compte le Royaume-Uni). Le Groupe a par ailleurs reconditionné plus de 1 500 véhicules par mois au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 sur ses deux sites de reconditionnement, localisés à Donzère en France et à Villaverde en Espagne et compte désormais un troisième site de reconditionnement au Royaume-Uni, depuis l'acquisition de Motordepot en mars 2021. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, les sites Internet du Groupe ont attiré près de 6,7 millions de visiteurs par mois (en prenant en compte le trafic du site CarSupermarket.com suite à l'acquisition de la société Motordepot).

Le Groupe a développé un modèle de croissance reposant sur (i) un positionnement solide sur un marché massif et fragmenté, qui connaît un phénomène de disruption lié à la montée en puissance de la vente en ligne, (ii) une proposition de valeur solide offerte aux clients, qui se traduit par des positions de leader sur le marché, (iii) une plateforme efficiente, adaptable et intégrée verticalement, (iv) une approche commerciale axée sur l'exploitation des données, soutenue par des outils technologiques et numériques propriétaires, (v) une combinaison attractive de croissance soutenue et de rentabilité durable et (vi) une équipe de management menée par les fondateurs du Groupe, bénéficiant d'une forte expertise sectorielle et une culture diversifiée.

Le Groupe considère qu'il est bien positionné pour bénéficier de vecteurs de croissance identifiés qui permettront de créer de la valeur à long terme, et notamment : (i) accélérer la croissance de ses volumes de véhicules d'occasion reconditionnés sur les marchés existants, (ii) poursuivre son expansion

<sup>9</sup> En mars 2021, le Groupe a acquis une participation de 60% au sein de la société Motor Depot Limited (désignée « **Motordepot** » dans le présent document d'enregistrement), qui détient elle-même 100% de la société Goball Limited. Les actions détenues par les actionnaires minoritaires de Motordepot font l'objet d'options d'achat et de vente croisées, en vertu desquelles le Groupe détiendra, à terme, 100% des actions de Motordepot (voir la section 6.2 « *Filiales et participations* » du présent document d'enregistrement).

<sup>10</sup> Effectifs du Groupe en France, en Belgique et en Espagne au 30 septembre 2020 et au Royaume-Uni en avril 2021.

européenne par une stratégie de croissance externe ciblée et (iii) développer son offre de véhicules d'occasion et de services complémentaires dans les zones géographiques à fort potentiel de croissance.

## **5.2 Forces et atouts concurrentiels du Groupe**

### **5.2.1. Un marché massif et fragmenté connaissant un phénomène de disruption lié à la montée en puissance de la vente en ligne**

#### ***Un marché de taille significative en croissance***

Les segments de marché cibles du Groupe sont les véhicules d'occasion pré-immatriculés et les véhicules d'occasion de moins de 8 ans, pour lesquels il s'approvisionne auprès de professionnels et de particuliers. Les véhicules d'occasion sont soit reconditionnés puis vendus à des particuliers (véhicules d'occasion reconditionnés), soit vendus directement à des professionnels car ils ne répondent pas aux normes de reconditionnement du Groupe. Les véhicules pré-immatriculés sont vendus exclusivement à des particuliers.

Le marché européen<sup>11</sup> des véhicules d'occasion<sup>12</sup> a connu une croissance régulière au cours des dernières années, avec, sur la période 2015 – 2019, une croissance annuelle des ventes de véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans de 1,7% en volume et de 5,2% en valeur, et une croissance annuelle des ventes des véhicules pré-immatriculés de 1,2% en volume et de 3,0% en valeur (*source : IHS, Rapport Roland Berger*).

Le marché européen<sup>13</sup> des véhicules d'occasion<sup>14</sup> est estimé pour 2020 à 36 millions d'unités, représentant environ 410 milliards d'euros<sup>15</sup> (*source : Rapport Roland Berger*), dont 14,8 millions de ventes de professionnels à particuliers et 21,2 millions de ventes entre particuliers.

Pour les véhicules d'occasion de moins de 8 ans, segments de marché cibles du Groupe, le marché européen est estimé à 16,1 millions d'unités en 2020, représentant une valeur de 290 milliards d'euros, dont 10,6 millions de ventes de professionnels à particuliers et 5,5 millions de ventes entre particuliers. Ce chiffre comprend 7,2 millions d'unités, soit une valeur de 136,2 milliards d'euros, dans les pays d'implantation du Groupe, à savoir la France, la Belgique, l'Espagne et le Royaume-Uni (*source : IHS, Rapport Roland Berger*), et 11,6 millions d'unités, soit 226 milliards d'euros, dans les pays d'implantation précités plus l'Allemagne et l'Italie, ces deux derniers pays figurant parmi les marchés européens les plus importants en termes de parts de marché. Le marché des véhicules d'occasion de moins de 8 ans devrait atteindre une valeur de 365 milliards d'euros d'ici 2025, soit un TCAM de 4,7 % de 2020 à 2025 (*source : IHS, Rapport Roland Berger*).

#### ***La pénétration croissante de la vente en ligne de véhicules d'occasion***

---

<sup>11</sup> France, Espagne, Portugal, Italie, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède, Finlande, Royaume-Uni, Hongrie, République tchèque, Allemagne, Pologne, Grèce, Slovaquie, Luxembourg, Irlande, Croatie, Roumanie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Islande, Macédoine, Malte, Norvège, Serbie, Suisse et Ukraine.

<sup>12</sup> Inclut les véhicules d'occasion de moins et de plus de 8 ans et les véhicules d'occasion pré-immatriculés, et exclut les services additionnels.

<sup>13</sup> France, Espagne, Portugal, Italie, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède, Finlande, Royaume-Uni, Hongrie, République tchèque, Allemagne, Pologne, Grèce, Slovaquie, Luxembourg, Irlande, Croatie, Roumanie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Islande, Macédoine, Malte, Norvège, Serbie, Suisse et Ukraine.

<sup>14</sup> Inclus les véhicules d'occasion de moins et de plus de 8 ans et les véhicules d'occasion pré-immatriculés, et exclu les services additionnels.

<sup>15</sup> Sauf indication contraire, les tailles de marché présentées dans cette section sont exprimées en termes de revenus, hors services additionnels.

La pénétration de la vente en ligne<sup>16</sup> sur le marché des véhicules d'occasion est encore relativement peu élevée dans les pays où le Groupe est implanté, en comparaison d'autres marchés de consommation de masse, tels que les équipements électroniques, le prêt-à-porter, le mobilier ou les biens culturels, principalement en raison du fait que les véhicules constituent l'une des principales dépenses des ménages, pour laquelle les consommateurs souhaitent encore effectuer une inspection physique et un essai au volant. Historiquement, les distributeurs ont également été peu enclins à moderniser leurs processus d'achat, dans la mesure où ils ne percevaient que peu d'avantages dans le processus d'achat en ligne. Cependant, l'industrie automobile, l'un des derniers bastions du secteur de la vente de détail, voit les ventes en ligne augmenter de manière soutenue et la pénétration des plateformes d'achat de véhicules en ligne (dont le Groupe) fait évoluer le secteur à une vitesse croissante.

La pénétration de la vente en ligne sur le marché des véhicules d'occasion en France, en Belgique, en Espagne, au Royaume-Uni, en Italie et en Allemagne est estimée à environ 4% en 2020, à un niveau inférieur à celui observé dans d'autres marchés géographiques majeurs, tels que les Etats-Unis, où les ventes en ligne ont représenté en 2020 environ 10% des ventes de véhicules d'occasion (*source : Rapport Roland Berger*).

La vente en ligne bénéficie d'une préférence croissante des consommateurs par rapport à la vente physique traditionnelle, l'utilisation d'Internet permettant notamment une comparaison approfondie des prix en toute transparence, et un accès à un large choix de véhicules en ligne, sur des interfaces rapides et faciles d'utilisation. Il existe par ailleurs une tendance générale des consommateurs finaux à moins privilégier le déplacement sur les points de vente physiques, étant de plus en plus à l'aise avec les procédés d'achat à distance et de livraison à domicile, dont la fiabilité et la rapidité s'améliorent avec l'évolution des outils technologiques et processus logistiques des acteurs de la vente en ligne.

Ainsi, bien que les ventes traditionnelles physiques concernent encore la majorité des ventes de véhicules d'occasion, certaines étapes du parcours d'achat sont désormais majoritairement effectuées en ligne. Ainsi, en 2020, 67% des acheteurs en France déclaraient être prêts à acheter un véhicule d'occasion entièrement en ligne<sup>17</sup>.

Ces tendances ont été accentuées avec la pandémie de Covid-19, les consommateurs privilégiant davantage les offres en ligne plutôt que l'achat en point de vente physique, du fait notamment des mesures de restriction de circulation et de confinement mises en place et de considérations sanitaires. Les nouvelles habitudes de consommation liées à la pandémie de Covid-19 pourraient s'établir dans la durée et changer fondamentalement le comportement des consommateurs, qui ont pris conscience des avantages à acheter et vendre en ligne.

L'ensemble de ces facteurs démontre ainsi un potentiel significatif de croissance de la vente en ligne, qui devrait atteindre 10% de pénétration en 2025 sur les six principaux marchés européens<sup>18</sup> (*source : Rapport Roland Berger*<sup>19</sup>). Le Groupe en tant que spécialiste de la vente en ligne de véhicules d'occasion, entend s'appuyer sur ce potentiel de croissance afin de poursuivre le développement de ses activités. A titre de comparaison, le marché de la vente en ligne de véhicules d'occasion aux Etats-Unis, un marché plus mature vers lequel devrait tendre le marché européen, observe un taux de pénétration de la vente en ligne de 10% en 2020, avec une prévision de 18% à horizon 2025 (*source : Rapport Roland Berger*).

---

<sup>16</sup> Dans ce paragraphe, et au sens du Rapport Roland Berger (tel que défini ci-dessous), les ventes en ligne comprennent les ventes réalisées par des acteurs spécialisés dans la vente en ligne de véhicules d'occasion, comme le Groupe, et les ventes réalisées en ligne par certains distributeurs.

<sup>17</sup> *Source : Les Echos - La distribution automobile : un modèle en pleine mutation*

<sup>18</sup> Une sélection de marchés européens comprenant (i) les quatre pays dans lesquels le Groupe opère, à savoir la France, l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni, et (ii) l'Allemagne et l'Italie, qui figurent parmi les marchés européens les plus importants en termes de parts de marché.

<sup>19</sup> En novembre 2020, le Groupe a mandaté Roland Berger GmbH, Sederanger 1, 80538 Munich, Allemagne (« **Roland Berger** ») pour réaliser une étude de marché indépendante (le « **Rapport Roland Berger** »).

Pour favoriser la pénétration de la vente en ligne, le Groupe entend accroître sa présence en ligne et renforcer l'attractivité de la vente en ligne pour les consommateurs en améliorant l'efficacité de ses dépenses marketing et en utilisant les outils marketing comme des leviers au service de la vente en ligne, tels que la publicité télévisée, les outils de tarification intelligents, la promotion sur les réseaux sociaux et des dispositifs de premier plan de *targeting* des consommateurs (voir également la section 5.3.1 ci-dessous).

### ***Un marché fortement fragmenté***

Le marché de la vente de détail de véhicules d'occasion en Europe est principalement composé de distributeurs franchisés spécialisés dans la vente physique traditionnelle. En 2020, le marché de la vente de détail de véhicules d'occasion représentait plus des deux tiers des parts de marché (en termes de volumes de véhicules vendus) sur les six principaux marchés européens<sup>20</sup>, un tiers étant détenu par les distributeurs non franchisés, et le reste par les spécialistes de la vente en ligne de véhicules d'occasion, comme le Groupe, et d'autres nouveaux acteurs (*source : Rapport Roland Berger, rapports annuels*).

Le marché de la vente de détail de véhicules d'occasion est également très fragmenté, les 5 premiers acteurs représentant entre 5% et 15% du marché (en termes de volumes de véhicules d'occasion vendus en B2C) sur chacun des six principaux marchés européens, à savoir 8% en France, 13% en Belgique, 15% en Espagne, 5% en Allemagne, 13% au Royaume-Uni et 7% en Italie (*source : Rapport Roland Berger*).

Cette fragmentation importante offre d'importantes opportunités de développement pour le Groupe, notamment en termes de croissance de parts de marché.

### **5.2.2. Une proposition de valeur solide offerte aux clients qui se traduit par des positions de leader sur le marché**

#### ***Un marché traditionnel des véhicules d'occasion imparfait, notamment du point de vue de l'expérience client***

Les modèles traditionnels B2C et C2C de la vente de véhicules d'occasion, fondés sur un parcours d'achat et de vente essentiellement physique, impliquent un certain nombre de contraintes qui se traduisent par des difficultés à offrir une expérience client de qualité.

Les consommateurs s'engagent généralement dans un parcours d'achat fastidieux, avec, dans le modèle B2C traditionnel, une charge administrative excessive, des commerciaux payés à la commission ou encore des délais de livraison incertains. De son côté, le modèle C2C offre généralement une faible sécurité de paiement et implique des interactions physiques dans un environnement non professionnel ainsi que des garanties limitées.

L'offre de produits et de services est également limitée, avec, dans le modèle B2C traditionnel, principalement des marques vendues en propre pour les concessionnaires franchisés et un nombre limité de véhicules disponibles dans les points de vente. Dans le modèle C2C, les clients sont généralement obligés de consulter des annonces et de rencontrer un seul vendeur à la fois. Le choix de véhicules est également limité en raison de la distance et de la disponibilité du vendeur. Les consommateurs sont également confrontés à l'absence de services après-vente ou encore de mécanisme de financement.

Enfin, les consommateurs sont généralement confrontés à une certaine opacité en matière de qualité et de fiabilité avec, dans le modèle traditionnel B2C, une offre de garantie hétérogène entre les concessionnaires, tandis que les transactions C2C sont susceptibles d'impliquer un manque de fiabilité du véhicule acquis.

---

<sup>20</sup> Une sélection de marchés européens comprenant (i) les quatre pays dans lesquels le Groupe opère, à savoir la France, l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni, et (ii) l'Allemagne et l'Italie, qui figurent parmi les marchés européens les plus importants en termes de parts de marché.

Le modèle vertical et intégré du Groupe a pour ambition d'adresser l'ensemble de ces problématiques, tout au long de la chaîne de valeur, tout en répondant aux besoins des particuliers. Voir la section 5.6.3 « *L'expérience client proposée par le Groupe* » du présent document d'enregistrement.

### ***Une expérience client fluide et numérique***

Grâce à la plateforme numérique et aux services proposés par le Groupe, les consommateurs ont à disposition un choix important de véhicules d'occasion pré-immatriculés ou reconditionnés, parmi plus de 40 marques et 10 000 véhicules disponibles en ligne, qu'ils peuvent librement et intuitivement consulter sans avoir obligatoirement à se déplacer physiquement.

Le Groupe offre des possibilités multiples de combinaisons et configurations pour permettre aux consommateurs de sélectionner le véhicule dont ils ont besoin, en fonction notamment de la marque, du modèle, d'un prix maximum, de la catégorie de véhicule en fonction de l'utilisation attendue (4x4, citadine, berline, monospace, électrique, hybride ou autre), du kilométrage maximum (jusqu'à 150 000 kilomètres), de l'éligibilité à la prime à la conversion, du carburant, de la puissance fiscale ou encore des délais de livraison.

Au-delà des fonctionnalités de recherche, chaque véhicule mis en vente en ligne fait l'objet d'une description présentant de manière détaillée ses caractéristiques techniques, ses options et ses équipements.

Pour permettre aux clients de visualiser les véhicules qu'ils souhaitent acquérir, le Groupe a développé sur son site de reconditionnement de Donzère, pour les véhicules vendus en France, des solutions technologiques qui permettent une inspection à 360 degrés de l'intérieur et de l'extérieur du véhicule. Cela permet aux consommateurs de visualiser le véhicule sous tous ses angles et également de visualiser ses éventuels défauts, qui sont signalés de manière claire, avec une possibilité de zoomer sur chacun de ces défauts pour en avoir une parfaite visibilité.

Les consommateurs peuvent également comparer les prix et les véhicules de manière transparente, en bénéficiant par ailleurs de méthodes d'établissement des prix reposant sur l'utilisation par le Groupe d'outils d'analyse des données de premier plan, avec notamment des algorithmes propriétaires alimentés par d'importants volumes de données pour calculer les prix proposés.

Une fois que les consommateurs ont sélectionné le véhicule qu'ils souhaitent acquérir, ils peuvent procéder à sa réservation directement en ligne par l'intermédiaire des sites Internet ou des applications mobiles du Groupe, par téléphone ou directement en agence, moyennant le paiement d'un acompte leur garantissant une exclusivité sur le véhicule réservé pendant une période limitée.

Le Groupe complète l'expérience client en proposant des services de financement, d'entretien et d'accessoires, qui permettent également au Groupe d'augmenter significativement sa marge brute par véhicule vendu. Sur une base *pro forma*, les services ont représenté 529 euros de marge brute par véhicule vendu sur une marge brute par véhicule vendu totale de 2 509 euros, soit 21,1%, au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, et 548 euros de marge brute par véhicule vendu sur une marge brute par véhicule vendu totale de 2 364 euros, soit 23,2%, au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

Le Groupe a mis en place un processus de livraison efficient, qui complète la fluidité de l'expérience client de la sélection à l'acquisition d'un véhicule.

Les consommateurs peuvent choisir le lieu, la date et même l'heure de livraison de leur véhicule, avec des délais de livraison courts. Grâce à une logistique optimisée et à une flotte de camions et de transporteurs tiers avec lesquels le Groupe entretient des relations durables, le Groupe a récemment introduit un service de livraison en 24 heures en France pour une partie grandissante de ses véhicules et prévoit d'étendre cette offre à ses autres pays d'implantation dans un futur proche.

Ce processus de vente fluide et intuitif, couplé à une offre de produits et de services de grande qualité et à une logistique efficace et fiable, permet au Groupe d'atteindre un taux de satisfaction client élevé.

Pour plus d'information, voir section 5.6.3 « *L'expérience client proposée par le Groupe* » du présent document d'enregistrement.

### ***Des marques fortes assurant au Groupe des positions de leader sur le marché de la vente en ligne aux particuliers***

Le Groupe exploite principalement quatre marques particulièrement fortes et bénéficiant chacune d'un fort niveau de notoriété, qui correspondent chacune à une zone géographique d'activité : Aramisauto en France, Cardoen en Belgique, Clicars en Espagne et, depuis mars 2021 et la prise de contrôle de la société Motordepot, la marque CarSupermarket au Royaume-Uni.

Le niveau de notoriété spontanée de la marque, qui désigne, sur un échantillon de personnes interrogées, le pourcentage de ces personnes qui connaissent la marque, atteint ainsi un taux de 16% en France<sup>21</sup> et de 34% en Belgique<sup>22</sup>, ce qui en fait chacune les leaders sur leur marché respectif. La marque du Groupe en Espagne, créée il y a seulement 4 ans, atteint un taux de 3%<sup>23</sup>. En termes de notoriété assistée, indicateur qui représente un pourcentage de personnes, au sein d'un échantillon, qui reconnaissent une marque parmi une liste de marques, la notoriété des marques du Groupe atteint 79% en France<sup>24</sup>, 84%<sup>25</sup> en Belgique et 20% en Espagne<sup>26</sup>.

Par ailleurs, au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, les sites Internet du Groupe ont généré un trafic d'environ 3,7 millions de visiteurs par mois en France, soit une hausse de 79% par rapport à la même période de l'année précédente. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, les sites Internet du Groupe en Espagne, en Belgique et au Royaume-Uni ont attiré respectivement 1,9 million de visiteurs par mois (soit une hausse de 320% par rapport à la même période de l'année précédente), 0,42 million de visiteurs par mois (soit une hausse de 49% par rapport à la même période de l'année précédente) et 0,66 million de visiteurs par mois (soit une hausse de 9% par rapport à la même période de l'année précédente). Cet important trafic témoigne là encore de la forte notoriété des marques de Groupe et de la pertinence des stratégies de communication mises en place.

La qualité de l'offre proposée par le Groupe à ses clients se reflète également dans ses niveaux de *Net Promoter Score* (« **NPS** »), qui est un indicateur évaluant en pourcentage la propension des clients à recommander une entreprise, un produit ou un service à un ami ou à un collègue. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, le NPS était de 67 en France, de 70 en Espagne, de 68 en Belgique et de 57 au Royaume-Uni, représentant un NPS moyen de 66 au niveau du Groupe.

Le Groupe occupe ainsi une position de leader, en terme de volumes de vente, dans le domaine de la vente en ligne de véhicules d'occasion en France, en Espagne et en Belgique, et est un acteur important et en forte croissance au Royaume-Uni.

### **5.2.3. Une plateforme efficiente, adaptable et intégrée verticalement**

#### ***D'importantes capacités d'approvisionnement couplées à une relation unique avec Stellantis***

La faculté du Groupe à s'approvisionner en véhicules d'occasion est un des éléments déterminants du succès de son modèle d'activité.

Les sources d'approvisionnement du Groupe en véhicules d'occasion sont diversifiées, ce qui permet une réaffectation de ses besoins et de ses ressources en fonction de l'environnement économique de ses marchés d'activité. En prenant en compte le Royaume-Uni, le volume d'approvisionnement total du Groupe en véhicules d'occasion à destination des particuliers au cours de l'exercice clos le 30 septembre

<sup>21</sup> Source : Etude Kantar (avril 2021)

<sup>22</sup> Source : Etude Day One (novembre 2019)

<sup>23</sup> Source : Etude Kantar (avril 2021)

<sup>24</sup> Source : Etude Kantar (avril 2021)

<sup>25</sup> Source : Etude Day One (novembre 2019)

<sup>26</sup> Source : Etude Kantar (avril 2021)

2020 s'est élevé à environ 66 000 véhicules, dont environ 36 000 véhicules d'occasion acquis en vue de leur reconditionnement et 30 000 véhicules pré-immatriculés.

Dans l'ensemble de ses zones géographiques d'activité, le Groupe a noué de solides relations d'approvisionnement avec les revendeurs professionnels locaux et internationaux du marché des véhicules d'occasion. Les approvisionnements en véhicules d'occasion du Groupe auprès de ces acteurs professionnels représentaient 72% du volume total d'approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en prenant en compte le Royaume-Uni). Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en prenant en compte le Royaume-Uni), sur les 530 fournisseurs professionnels avec lesquels le Groupe traite dans plus de 20 pays, les 10 premiers fournisseurs du Groupe<sup>27</sup> représentaient 22% du volume total des approvisionnements en véhicules d'occasion du Groupe.

La prise de participation majoritaire dans la Société par Automobiles Peugeot en 2016<sup>28</sup>, a permis au Groupe d'établir des relations étroites avec le groupe Stellantis lui permettant de bénéficier d'une source d'approvisionnement directe en véhicules d'occasion. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en prenant en compte le Royaume-Uni), le Groupe a réalisé 10% du volume de ses approvisionnements en véhicules d'occasion auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot. La fusion entre les sociétés Peugeot S.A. et Fiat Chrysler Automobiles N.V. en janvier 2021 afin de créer Stellantis N.V., permettra au Groupe d'avoir accès à une source d'approvisionnement encore plus importante. Stellantis est le 2<sup>ème</sup> groupe automobile européen, avec des prévisions de vente en Europe de 3,5 millions de véhicules en 2021 (*source : IHS*).

Le Groupe dispose également d'une solide expérience en matière de reprise en vue de l'achat d'un nouveau véhicule et d'achats au comptant sans reprise auprès des vendeurs particuliers de véhicules d'occasion. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en prenant en compte le Royaume-Uni), 17% du volume total des approvisionnements en véhicules d'occasion du Groupe faisaient l'objet d'un approvisionnement auprès de cette catégorie de vendeurs.

### ***Une plateforme efficiente et verticalement intégrée tout au long de la chaîne de valeur***

L'organisation verticale et intégrée des activités du Groupe, tout au long de la chaîne de valeur, de l'approvisionnement à la livraison, a été conçue de manière à permettre une optimisation poussée des coûts tout en garantissant une qualité de service élevée.

Au niveau de l'approvisionnement, grâce à son important réseau tant auprès de vendeurs professionnels que particuliers et à sa relation avec Stellantis, le Groupe peut s'approvisionner de manière adaptée à ses besoins en véhicules d'occasion reconditionnés et pré-immatriculés, à des prix compétitifs, qui lui permettent également de proposer des prix attractifs à ses clients.

Grâce à des sources d'approvisionnement diversifiées lui permettant de mettre à disposition plus de 40 marques sur son site Internet, avec à la fois des véhicules à kilométrage faible et important et une flexibilité de réaffectation entre les canaux et les fournisseurs, le Groupe diversifie ses risques d'approvisionnement et limite sa dépendance à l'égard de ses sources d'approvisionnement.

En outre, le Groupe s'appuie sur un système propriétaire de tarification intelligente lui donnant la capacité de fixer rapidement le prix des véhicules, avec un traitement des données alimenté par des interfaces de programmation d'applications (« **API** ») en temps réel, fournissant une recommandation de prix instantanée. À titre d'illustration, le Groupe a procédé à la tarification de plus de 675 000 véhicules en France au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, sur la base de cet ensemble de technologies.

---

<sup>27</sup> A l'exclusion des entités affiliées à Automobiles Peugeot.

<sup>28</sup> Peugeot S.A. (précédemment actionnaire à 100% d'Automobiles Peugeot S.A.) a fusionné avec Fiat Chrysler Automobiles N.V. le 16 janvier 2021 et l'entité absorbante a été renommée Stellantis N.V. le 17 janvier 2021. En conséquence de cette opération, Automobiles Peugeot S.A. est désormais détenue à 100% par Stellantis N.V.



Grâce à une logistique perfectionnée et à une flotte de camions et de transporteurs tiers avec lesquels le Groupe entretient des relations durables, le Groupe est en mesure d'optimiser ses temps de transport dans le cadre de ses activités de reconditionnement mais aussi pour ses services de livraison aux clients finaux. Le Groupe a ainsi récemment introduit en France un service de livraison en 24 heures pour une partie grandissante de ses véhicules et envisage d'étendre à terme cette offre à ses autres pays d'implantation.

En ce qui concerne le reconditionnement des véhicules, le Groupe a mis en place un processus de reconditionnement qualitatif, standardisé et de dimension industrielle, en adoptant une approche scientifique grâce à des outils technologiques développés en interne. Les méthodes de reconditionnement du Groupe sont orientées vers la réduction des délais de production, en optimisant le rapport entre l'attrait pour le client du véhicule à reconditionner et le coût du reconditionnement. Le Groupe a ainsi développé des processus de reconditionnement répliquables d'un centre de reconditionnement à un autre, ce qui lui donne l'opportunité d'ouvrir de nouveaux sites de reconditionnement pour accompagner son expansion géographique et le développement de ses activités.

Une fois reconditionnés, les véhicules sont photographiés dans un espace dédié localisé directement sur les sites de reconditionnement et sont immédiatement mis en vente sur les sites Internet et applications mobiles du Groupe. En France, les véhicules sont également stockés dans les centres de reconditionnement jusqu'à ce qu'ils soient vendus, ce qui complète l'optimisation du processus de vente en réduisant les délais entre les étapes de reconditionnement et de vente des véhicules.

En complément de son positionnement en tant qu'acteur numérique du marché de la vente de véhicules d'occasion, le Groupe s'appuie également sur son réseau de 60 agences commerciales, réparties sur ses quatre zones géographiques d'activité (31 agences en France, 16 agences en Belgique (dont 7 franchises), 12 agences au Royaume-Uni et 1 agence de grande envergure en Espagne), qui complètent son modèle numérique et constitue un avantage concurrentiel certain face à des modèles exclusivement numériques. Il offre aux clients et prospects la possibilité de choisir à la carte leur expérience client, en ligne ou hors ligne, à chaque étape de leur parcours d'achat ou de vente. Les agences commerciales permettent également aux clients d'interagir avec les équipes de vente du Groupe, de récupérer les véhicules qu'ils ont achetés ou de déposer les véhicules vendus.

En plus d'établir une proximité avec les clients afin de favoriser une expérience client unique quel que soit le canal, les agences commerciales du Groupe sont également un maillon clé de la chaîne logistique. En effet, les agences commerciales sont le principal point d'entrée pour l'approvisionnement en véhicules d'occasion C2B. En effet, 87% des véhicules C2B vendus au Groupe en France ont été déposés par les vendeurs dans une agence commerciale au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021. Ils sont également les principaux points de livraison B2C, étant les hubs du dernier kilomètre pour les véhicules d'occasion livrés à domicile ou pour les clients qui viennent directement dans les agences commerciales pour récupérer leur véhicule. A titre d'illustration, au premier trimestre de l'exercice 2021, 70% des véhicules B2C vendus par le Groupe ont été livrés dans les agences commerciales (hors Royaume-Uni).

Enfin, les agences commerciales sont une composante forte du marketing et de la notoriété de marque, constituant un facteur de visibilité en France, en Belgique et au Royaume-Uni, offrant ainsi une bonne complémentarité avec les sites Internet et les applications du Groupe.

Ce mode d'organisation vertical et optimisé a ainsi permis au Groupe d'atteindre un nombre moyen de 40 jours entre l'achat d'un véhicule d'occasion par le Groupe et sa revente à un client au cours du dernier trimestre calendaire de l'année 2020.

#### **5.2.4. Une approche commerciale axée sur l'exploitation des données, soutenue par des outils technologiques et numériques propriétaires**

Le Groupe a fait de la performance et de l'innovation technologique un des atouts et forces concurrentiels de son modèle d'activité. Il s'appuie sur une équipe de plus de 70 développeurs, plus de

500 interfaces de programmation internes et externes et 7 outils d'analyse de données en temps réel afin d'exploiter une plateforme digitale et des solutions technologiques propriétaires, agiles, évolutives et facilement répliquables, à chaque étape de son parcours de vente et de production.

Le Groupe a développé une plateforme modulaire construite en interne sur une infrastructure technologique hautement évolutive, avec la capacité d'évoluer en temps réel pour gérer la croissance de l'activité. À titre d'exemple, le Groupe a enregistré une forte augmentation du trafic et des conversions<sup>29</sup> après le premier confinement en 2020, avec une augmentation de 700% du trafic et 38 fois plus de transactions<sup>30</sup>, tout en connaissant des retards minimes dans l'alimentation des données API.

En outre, l'architecture ouverte et modulaire du Groupe lui permet d'intégrer efficacement de nouvelles activités, avec une intégration rapide des partenaires aux différentes API, la réception de flux de données provenant de fournisseurs externes, une intégration efficace de nouveaux pays, une extraction et une intégration efficaces des flux de catalogues et également la possibilité de développer de nouvelles opportunités, telles que la mise en place d'une « *marketplace* » (voir également la section 5.3.3 ci-dessous).

Le Groupe s'appuie sur des outils sophistiqués d'analyse des données et le *machine learning*<sup>31</sup> pour optimiser en permanence ses outils technologiques et ses sites Internet et applications mobiles, qui font l'objet de plus de 100 modifications et améliorations techniques chaque semaine.

Le Groupe exploite des solutions technologiques de tarification dynamique, qui, grâce à l'analyse des données propriétaires et publiques, permettent d'optimiser ses prix d'achat et de vente en fonction de l'offre et de la demande, afin de s'adapter aux exigences du marché.

Le Groupe développe des outils de *lead scoring*, grâce auxquels il attribue aux prospects un score reflétant leur potentiel, leur degré d'appétence pour le produit ou encore leur position dans le cycle d'achat en fonction de ses caractéristiques géographiques, démographiques et comportementales.

Le Groupe dispose également de solutions logicielles de gestion des informations produit (*Product Information Management* ou PIM) qui lui permettent de centraliser, maintenir et enrichir la qualité des données liées aux produits selon le contexte de communication et de vente, de simplifier les processus métiers, la mise à jour des informations et leurs diffusions.

Le Groupe utilise *Salesforce*, un logiciel de gestion de la relation client (*Customer Relationship Management* ou CRM) basé sur le *cloud*, que les équipes internes et les développeurs du Groupe utilisent et optimisent pour enregistrer, suivre et analyser les interactions entre le Groupe et ses clients.

En matière de comptabilité, le Groupe utilise Sage, un logiciel de gestion financière et comptable qui apporte des solutions au niveau de la gestion de la comptabilité du Groupe en lui permettant de répertorier ses opérations comptables journalières et ainsi enregistrer ses encaissements, ses ventes à crédit et ses décaissements de manière fiable et automatisée.

Enfin, au stade du processus de reconditionnement, le Groupe a développé des logiciels et algorithmes propriétaires qui permettent d'allouer un ordre de priorité aux véhicules sur les chaînes de reconditionnement en fonction de l'analyse de la demande en temps réel pour chaque type de véhicule.

Les équipes du Groupe sont fières d'être reconnues comme des leaders de leur domaine. Le Groupe a été reconnu comme une figure de référence à la conférence Amazon Web Services (AWS) Paris et à la

---

<sup>29</sup> Une conversion a lieu lorsqu'une réservation est effectuée après une visite sur l'un des sites Internet du Groupe.

<sup>30</sup> Concernant la France. Données comparant les valeurs de la semaine du 6 avril 2020 à celles de la semaine du 11 mai 2020.

<sup>31</sup> Capacité pour des systèmes informatiques à apprendre et d'améliorer leurs performances pour effectuer des tâches à partir du traitement d'un nombre important et croissant de données

journée Datalake en France en 2020, étant désigné comme une référence au sein du secteur du e-commerce, loué pour sa capacité d'exécution et sa capacité à gérer son architecture technique en temps réel et reconnu pour avoir mis l'exploitation des données au premier plan de son modèle économique. Le Dr. Werner Vogels, vice-président et directeur de la technologie chez Amazon.com, a déclaré à cette occasion : « *Il n'a fallu que 5 jours à Aramis Auto pour utiliser nos services et intégrer l'apprentissage automatique à toutes ses pratiques. La conversion s'est immédiatement améliorée de 20%* ».

### **5.2.5. Une combinaison attractive de croissance soutenue et de rentabilité durable**

Le Groupe est un acteur historique du marché de la vente des véhicules d'occasion depuis sa création en 2001 et a connu une croissance rentable de ses activités depuis, avec un TCAM du chiffre d'affaires d'environ 30% entre 2003 et 2020.

En outre, le Groupe a connu une forte accélération de sa croissance au cours des dernières années.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a augmenté de 192,1 millions d'euros, soit 35%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018, passant de 549,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 741,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019, bénéficiant de l'intégration de Datosco (société opérant sous la marque Cardoen par le biais de sa filiale Datos), acquise en Belgique en 2018, dans le périmètre de consolidation du Groupe pour l'ensemble de l'exercice, ainsi que de la croissance des revenus générés par la vente de véhicules d'occasion reconditionnés par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018, soutenue notamment par la montée en puissance des capacités du centre de reconditionnement de Donzère en France et de Villaverde en Espagne.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a augmenté de 89,4 millions d'euros, soit 12%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 741,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 831,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020. L'augmentation du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 a été soutenue par ses prix compétitifs dans un contexte de pouvoir d'achat limité et d'évolution du comportement des consommateurs, malgré un environnement économique difficile en raison de la crise du Covid-19 et des mesures de confinement et de distanciation sociale qui en ont découlé, et qui a favorisé l'utilisation du digital pour choisir et acheter un véhicule. Le Groupe s'est également appuyé sur le succès de services précurseurs comme la livraison à domicile, lancée en 2016 en France, ou d'expériences numériques immersives comme l'exploration des véhicules en ligne (photographies à 360 degrés).

Sur une base *pro forma*, le chiffre d'affaires du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'est établi à 1 094 millions d'euros. Sur une base *pro forma*, le Groupe a vendu 36 461 véhicules d'occasion reconditionnés au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (contre 20 136 véhicules au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 sur une base historique, 17 013 véhicules au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 sur une base historique et 12 841 véhicules au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018 sur une base historique), soit 46 % du chiffre d'affaires consolidé *pro forma* du Groupe.

La forte croissance du Groupe est également le résultat d'une stratégie ambitieuse de croissance externe et d'expansion internationale, avec trois acquisitions de marques fortes en quatre ans, en Espagne, en Belgique et plus récemment au Royaume-Uni. Sur une base *pro forma*, la part du chiffre d'affaires réalisée par le Groupe hors de France, son marché historique, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, a ainsi été de 45%, contre 0% en 2016.

En termes de rentabilité, la marge brute par véhicule vendu du Groupe est passée de 2 364 euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 2 509 euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, soit une augmentation de 6,1%. Cette amélioration est principalement due au modèle verticalement intégré, axé sur les données et évolutif du Groupe, qui lui permet de capturer de la valeur à toutes les étapes du processus de vente et de générer une forte rentabilité. En outre, l'agilité du Groupe pendant et après le premier confinement lié à la crise de la Covid-19 en mai 2020 lui a permis de saisir des

opportunités commerciales et donc d'augmenter sa marge brute par véhicule vendu au cours de cette période particulière.

Sur une base *pro forma*, la marge brute par véhicule vendu du Groupe s'est élevée à 2 322 euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, ce qui est inférieur à la marge brute par véhicule vendu historique enregistrée pour le même exercice, en raison de l'effet dilutif de l'acquisition de Motordepot.

#### **5.2.6. Une équipe de management menée par les fondateurs du Groupe, qui bénéficie d'une forte expertise sectorielle et d'une culture diversifiée**

Le développement du Groupe est piloté par une équipe de direction organisée autour de M. Nicolas Chartier et M. Guillaume Paoli, les fondateurs et respectivement président-directeur général et directeur général délégué du Groupe, et comprend des dirigeants ayant de nombreuses années d'expérience au sein du Groupe ou des secteurs du e-commerce et de la technologie, axés sur la création de solutions numériques innovantes pour offrir une expérience client optimale.

Ces dernières années, l'équipe de direction du Groupe a réussi à concevoir et à mettre en œuvre sa stratégie, à générer une croissance soutenue du chiffre d'affaires et à établir des marques fortes et des offres de produits et services réputées, tout en instaurant une culture d'entreprise forte et diversifiée.

Afin d'aligner leurs intérêts sur la performance du Groupe, les membres de l'équipe de direction sont intéressés à la performance du Groupe par l'attribution gratuite d'actions et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) et l'inclusion d'une composante variable importante dans leur rémunération totale, sous réserve de critères de performance quantitatifs et qualitatifs. Le Groupe a l'intention d'associer encore davantage les dirigeants aux performances et au succès du Groupe en mettant en place un plan d'intéressement à long terme dans le cadre de l'admission des actions de la Société à la négociation sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

### **5.3 Stratégie**

Le Groupe considère qu'il est bien positionné pour bénéficier de vecteurs de croissance identifiés qui permettront de créer de la valeur à long terme, et notamment : accélérer la croissance de ses volumes de véhicules d'occasion reconditionnés sur les marchés existants (5.3.1), poursuivre son expansion européenne par une stratégie de croissance externe ciblée (5.3.2) et développer son offre de véhicules d'occasion et de services complémentaires dans les zones géographiques à fort potentiel de croissance (5.3.3).

Afin de financer le développement de sa croissance organique et externe, le Groupe entend lever un montant au moins égal à 250 millions d'euros dans le cadre de l'augmentation de capital qui serait réalisée dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Une partie du produit de l'émission serait par ailleurs affectée au refinancement de sa dette existante (voir par ailleurs le paragraphe 8.1 du présent document d'enregistrement).

#### **5.3.1 Accélérer la croissance des volumes de véhicules d'occasion reconditionnés sur les marchés existants**

L'ambition du Groupe est d'accélérer encore la croissance des volumes de véhicules d'occasion reconditionnés sur ses marchés actuels, en tirant pleinement parti de la digitalisation du marché des véhicules d'occasion reconditionnés, afin de stimuler la croissance organique de son chiffre d'affaires global. Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2021, le Groupe prévoit des volumes de véhicules d'occasion reconditionnés d'environ 45 000 unités<sup>32</sup>, soit une croissance de plus de 35% par rapport aux volumes *pro forma* de véhicules d'occasion reconditionnés au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, et a pour objectif d'atteindre un TCAM de 30% et 35% des volumes de véhicules

---

<sup>32</sup> Inclus les volumes de Motordepot, acquis par le Groupe en mars 2021, pour l'ensemble de l'exercice clos le 30 septembre 2021.

d'occasion reconditionnés sur la période 2021 - 2025. Voir également les chapitres 10 et 11 du présent document d'enregistrement.

Pour atteindre cet objectif, le Groupe entend s'appuyer en premier lieu sur une augmentation importante de ses dépenses marketing afin de renforcer encore davantage la force de ses marques et d'accroître sa présence digitale dans tous ses pays d'implantation, tout en déployant les meilleures pratiques en termes d'optimisation de la numérisation et de la rentabilité de sa stratégie marketing. Le Groupe mettra en œuvre des approches adaptées à chacun des pays dans lesquels il opère, en développant et renforçant la notoriété spontanée de la marque en France, en s'appuyant sur la forte notoriété de la marque et en investissant encore davantage dans le digital en Belgique, en investissant dans les supports de communication pour accroître la notoriété de la marque en Espagne et enfin en investissant dans la marque CarSupermarket et en déployant les meilleures pratiques d'acquisition numérique au Royaume-Uni.

Le Groupe a également l'intention de tirer parti de ses divers canaux d'approvisionnement en véhicules d'occasion à reconditionner afin d'élargir l'offre de produits.

Le Groupe a pour ambition d'accroître le *sourcing* C2B, en tirant parti du très large parc de véhicules d'occasion existant en France et au Royaume-Uni en particulier, et en déployant les meilleures pratiques et outils de reprise dans tous les autres pays. Le Groupe a également pour objectif d'augmenter ses dépenses de marketing afin d'améliorer la visibilité de ses solutions de reprise auprès des consommateurs et d'améliorer ses outils de tarification intelligente afin d'offrir les prix d'achat les plus compétitifs aux consommateurs tout en maintenant une forte rentabilité. Le Groupe s'attend également à bénéficier du flux de reprise des clients qui souhaitent acheter un véhicule à mesure que ses volumes de vente augmentent.

Le Groupe entend également étendre son approvisionnement auprès de son réseau unique de fournisseurs B2B existant, développer encore davantage l'approvisionnement auprès des sociétés de *leasing* et améliorer sa gestion des comptes clés intragroupe, afin de favoriser le *multi-sourcing* (c'est-à-dire la diversification de ses différentes catégories de fournisseurs) et ainsi limiter son exposition à une catégorie spécifique de fournisseurs.

Un avantage concurrentiel fort dans les capacités d'approvisionnement du Groupe est sa relation privilégiée avec Stellantis, son actionnaire principal à travers Automobiles Peugeot S.A.. Le Groupe entend s'appuyer sur cette relation dans le cadre de sa stratégie d'approvisionnement afin d'offrir plus de véhicules, d'une part en développant l'approvisionnement auprès de Stellantis en France, en Espagne et en Belgique, et d'autre part en déployant l'approvisionnement auprès de Stellantis avec des conditions préférentielles au Royaume-Uni, où le Groupe s'est implanté en mars 2021, et en développant l'approvisionnement auprès de Stellantis dans de nouvelles géographies. En particulier, le Groupe entend bénéficier de la combinaison des volumes de ventes de Peugeot S.A. (ancien actionnaire unique d'Automobiles Peugeot S.A., principal actionnaire de la Société) et de Fiat Chrysler Automobiles N.V., qui ont fusionné en janvier 2021 pour créer Stellantis, le deuxième plus important constructeur automobile européen<sup>33</sup>, totalisant 2,5 millions de véhicules vendus par Peugeot S.A. et 3,4 millions de véhicules vendus par Fiat Chrysler Automobiles N.V. en 2020<sup>34</sup>.

Enfin, le Groupe vise à accroître le partage des catalogues entre les pays (en mettant par exemple à disposition les véhicules du site d'Aramisauto sur le site de Cardoen), afin de donner accès à ses clients à une gamme toujours plus large de véhicules.

Parallèlement à l'augmentation et à l'amélioration de l'approvisionnement en véhicules d'occasion à des fins de reconditionnement, le Groupe a l'intention de poursuivre le développement de ses capacités de reconditionnement afin de soutenir la croissance et de monter rapidement en puissance. Au cours de la période 2021-2025, le Groupe a pour objectif de se doter d'au moins 6 nouveaux centres de reconditionnement, avec l'ouverture d'un nouveau centre de reconditionnement par an en France au

---

<sup>33</sup> Source: IHS

<sup>34</sup> Source: Stellantis 2020 Presentation

cours des exercices clos les 30 septembre 2022, 2024 et 2025, un nouveau centre de reconditionnement en Belgique et au Royaume-Uni au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2021 et un nouveau centre de reconditionnement en Espagne au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2024. Le Groupe s'attend à ce que ces nouvelles capacités produisent rapidement leurs effets, avec une période de montée en puissance rapide de 6 à 18 mois. Le Groupe a également récemment agrandi son centre de Villaverde, afin d'augmenter la production à court et moyen terme pour soutenir une croissance élevée des activités en Espagne.

Outre la construction de nouveaux centres et l'agrandissement des centres existants, le Groupe a l'intention d'améliorer continuellement ses processus de reconditionnement en déployant les meilleures pratiques issues de son centre historique de reconditionnement de Donzère (France) dans d'autres centres et en partageant ses capacités entre les pays d'Europe continentale, afin de mieux adapter son offre à la demande des clients. Le Groupe a également fixé des objectifs élevés à l'échelle du Groupe pour l'amélioration de la qualité dans tous les centres de reconditionnement afin d'atteindre les niveaux de qualité, de délai et de productivité atteints à Donzère.

Enfin, le Groupe poursuivra l'amélioration continue de son offre afin d'accroître la satisfaction et la demande des clients, dans le but d'atteindre à terme un NPS supérieur à 80. À cette fin, le Groupe entend tirer davantage parti de la technologie, avec de nouvelles fonctionnalités en ligne et davantage de personnalisation, ainsi qu'une digitalisation et une rapidité d'exécution accrues ; s'appuyer sur ses solides capacités logistiques pour lui permettre de développer et d'étendre son service de livraison en 24 heures dans tous ses pays d'implantation ; disposer de l'offre la plus vaste possible, avec une nouvelle augmentation de son catalogue déjà large pour couvrir tous les besoins des clients en termes de véhicules ; et fournir les meilleures garanties aux clients avec des initiatives innovantes pour améliorer la confiance des clients.

### **5.3.2 Poursuivre une stratégie de croissance externe ciblée reposant sur des cibles identifiées**

La croissance externe est au cœur de la stratégie d'expansion internationale du Groupe. Cette stratégie permet notamment un arbitrage stratégique lorsqu'une expansion organique est plus coûteuse et plus risquée que le rachat d'un acteur existant et le déploiement du modèle économique du Groupe. Cette stratégie permet également d'accélérer la croissance en acquérant une structure industrielle et commerciale ainsi qu'une marque déjà établie pour pénétrer plus rapidement un nouveau marché géographique et acquérir une connaissance approfondie du marché et des pratiques locales, notamment en bénéficiant de la connaissance locale des fondateurs et/ou de l'équipe de direction de la cible, l'objectif étant de les maintenir autant que possible en fonction pour tirer parti de leur expertise. Enfin, grâce à son expérience en matière d'intégration de cibles, le Groupe a développé une expertise unique pour intégrer avec succès de nouvelles sociétés dans le Groupe et créer rapidement de la valeur.

En s'appuyant sur cette stratégie, au cours des quatre dernières années, le Groupe a réalisé trois acquisitions importantes dans trois pays différents, qui ont fortement contribué à la croissance du chiffre d'affaires du Groupe.

En 2017, le Groupe a pris une participation majoritaire dans Clicars en Espagne, permettant au Groupe de générer 65,2 millions d'euros de chiffre d'affaires en Espagne au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, ce qui représente une forte croissance par rapport à 26,2 millions d'euros de chiffre d'affaires généré au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018. En 2018, le Groupe a poursuivi son expansion en Europe en prenant le contrôle de Datosco en Belgique (une société opérant sous la marque Cardoen par le biais de sa filiale Datos), ce qui a contribué de manière significative à la croissance du chiffre d'affaires du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019. Le Groupe a également récemment fait son entrée au Royaume-Uni, en mars 2021, avec l'acquisition d'une participation de 60% dans Motordepot, une société fondée en 2001 exploitant une plateforme multicanal de vente de véhicules d'occasion qui a connu une croissance fulgurante au Royaume-Uni et a généré 263 millions d'euros de chiffre d'affaires au titre de l'exercice clos le 31 août 2020.

Ces acquisitions ont permis au Groupe de pénétrer de nouveaux marchés géographiques avec un potentiel de croissance important. En effet, 45% du chiffre d'affaires *pro forma* du Groupe au titre de

l'exercice clos le 30 septembre 2020 a été réalisé dans des pays dans lesquels le Groupe s'est implanté entre 2017 à 2020 (à savoir l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni).

Le Groupe a développé un processus d'intégration unique et répliquable afin de créer de la valeur grâce aux opérations de croissance externe.

Au cours des 2 premiers mois suivant une acquisition, le Groupe prend généralement des mesures pour assurer la continuité des activités et mettre en place la structure de gouvernance appropriée, définit des indicateurs financiers et opérationnels et donne à l'entreprise ou à l'entité nouvellement acquise l'accès à l'approvisionnement auprès de Stellantis. Au cours des 4 mois suivants, le Groupe procède ensuite à un audit et établit une feuille de route en matière de systèmes informatiques et de données, prépare l'intégration de la plateforme Internet, passe en revue les principaux responsables d'équipe et recrute des collaborateurs aux compétences clés si nécessaire, afin de préparer l'accélération du flux de véhicules et l'alignement de la vision et de la stratégie avec celles du Groupe. Après 6 mois, le Groupe vise une intégration complète, avec une réduction du délai de rotation des stocks de l'entreprise ou de l'entité nouvellement acquise conformément à ses meilleures pratiques, une diffusion de la culture du Groupe et une transition générale de la plateforme acquise vers la plateforme Internet commune du Groupe.

Les acquisitions réalisées par le Groupe ces dernières années sont une illustration de ses capacités d'intégration efficaces.

A titre d'exemple, le Groupe a acquis Clicars en Espagne en 2017, sur la base du fort potentiel de son modèle numérique, de sa forte croissance et de son fort potentiel en Espagne, ainsi que de son large vivier de talents en interne. Le Groupe a mis en œuvre des initiatives clés telles que le renforcement des capacités de reconditionnement, un appui opérationnel et financier et l'octroi d'un accès à l'approvisionnement auprès de Stellantis, qui se sont traduites par une forte accélération des ventes (qui ont plus que triplé sur la période 2018 - 2020) et une augmentation de la rentabilité, l'EBITDA ajusté en Espagne passant de -2,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 1,4 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

En 2018, le Groupe a acquis Datosco (une société opérant sous la marque Cardoen par le biais de sa filiale Datos) en Belgique, un leader de la distribution indépendant avec un historique de forte croissance rentable, axé sur la vente de véhicules pré-immatriculés, et bénéficiant d'une équipe de direction expérimentée. Après l'acquisition, le Groupe a mis en œuvre des initiatives clés telles que la digitalisation des ventes (qui étaient historiquement physiques), l'accélération des livraisons, le lancement de l'activité de reconditionnement et l'octroi d'un accès à l'approvisionnement de Stellantis, qui se sont traduites par une accélération des ventes de véhicules d'occasion reconditionnés (qui ont plus que doublé entre le dernier trimestre calendaire de l'année 2018 et le dernier trimestre calendaire de l'année 2020) et une forte amélioration du besoin en fonds de roulement dans un contexte de croissance des ventes.

Enfin, le Groupe a acquis une participation de 60% dans Motordepot (dont la marque clé est CarSupermarket) en mars 2021, lui permettant d'entrer sur un marché britannique très attractif. Le marché britannique est le premier marché européen du véhicule d'occasion avec une taille de marché d'environ 76 milliards d'euros en 2020 (*source : Rapport Roland Berger*). Le Royaume-Uni est également un marché fragmenté, avec les 5 premiers acteurs sur le segment des véhicules d'occasion B2C représentant 13% de part de marché, et fortement digitalisé, avec un taux de pénétration en ligne de 6,3% en 2020 et un taux estimé à 14,5% d'ici 2025. Les principales raisons de cette acquisition pour le Groupe étaient l'opportunité d'être présent sur le marché britannique particulièrement dynamique, avec une marque attrayante ayant une marge de progression importante, bénéficiant d'une équipe de direction expérimentée désireuse d'accélérer sa croissance, exploitant un modèle commercial axé sur le B2C et disposant de capacités de reconditionnement déjà existantes.

La stratégie du Groupe pour Motordepot à la suite de son acquisition est centrée sur la digitalisation, avec l'ambition d'accélérer sa croissance pour atteindre une position de leader et profiter de l'opportunité digitale sur le marché britannique des véhicules d'occasion, en se concentrant sur les

ventes en ligne, le renforcement du service client et la livraison à domicile pour accroître les ventes sur le territoire national, et avec également pour objectif d'augmenter ses capacités de reconditionnement.

Le Groupe a déjà mis en œuvre des initiatives pour créer de la valeur à court terme, avec l'amélioration des processus de reconditionnement, une équipe dédiée ayant déjà été mise en place pour optimiser les flux du centre de reconditionnement de Goole (qui sont aujourd'hui estimé à 8 jours contre 3 jours pour le centre de Donzère) et un nouveau centre de reconditionnement ayant été signé à Hull début avril 2021. Le Groupe a également commencé à offrir à Motordepot l'accès à l'approvisionnement auprès de Stellantis, avec environ 100 véhicules sourcés auprès de Stellantis au Royaume-Uni en mars 2021, et cherche à augmenter fortement les volumes provenant de Stellantis dans les prochains mois. Le Groupe augmente également ses dépenses de marketing au Royaume-Uni pour soutenir la croissance des ventes et mettra à disposition ses équipes commerciales au Royaume-Uni pour améliorer l'efficacité du marketing. Enfin, le Groupe vise à renforcer l'équipe de direction de Motordepot, avec notamment le recrutement d'un directeur financier, d'un directeur marketing et d'un directeur du reconditionnement, afin de préparer la prochaine phase de croissance au Royaume-Uni.

Le Groupe a l'intention de s'appuyer sur ses fortes capacités en matière d'opérations de croissance externe pour soutenir sa croissance future sur un marché européen du véhicule d'occasion massif et fragmenté qui présente un potentiel d'expansion important sur le plan géographique. Le Groupe a déjà identifié des cibles dans plusieurs pays européens, en se concentrant en particulier sur des acteurs locaux digitaux ou omni-canaux opérant dans des pays dans lesquels le Groupe n'est pas présent, actifs sur le segment B2C des véhicules d'occasion, avec une approche centrée sur le client, des capacités de reconditionnement existantes, démontrant un potentiel d'amélioration significatif, et une équipe forte avec un esprit entrepreneurial partageant des valeurs similaires et désireuse d'accélérer sa croissance.

### **5.3.3 Développer son offre de véhicules d'occasion et de services additionnels dans les zones à fort potentiel de croissance**

Afin de soutenir sa croissance, le Groupe envisage plusieurs moyens d'enrichir et d'étendre son offre de produits et services existants, en développant notamment son offre de services financiers et d'accessoires (en s'appuyant notamment sur sa réussite en Belgique), en agissant comme un canal de distribution pour les constructeurs de véhicules électriques qui ne disposent pas de réseau de distribution, en s'appuyant sur son savoir-faire en matière de vente de véhicules pré-immatriculés pour s'étendre à la vente de véhicules neufs et en améliorant son écosystème de mobilité (abonnement et plan d'entretien automobile).

Le Groupe teste actuellement en France et en Espagne une offre dite « *marketplace* » permettant à certains partenaires privilégiés, principalement des concessionnaires et des sociétés de *leasing* ou de location, de bénéficier d'un accès direct à la plateforme et aux services du Groupe afin de commercialiser et de vendre plus rapidement et plus efficacement leurs véhicules d'occasion.

Les premiers résultats sont prometteurs, avec plus de 1 800 véhicules vendus au 31 mars 2021. Ce nouveau segment d'activité pourrait ainsi être étendu et pérennisé à moyen terme. Cela soutiendra encore davantage la stratégie de croissance du Groupe en élargissant et en complétant l'offre de véhicules d'occasion tout en accélérant de manière significative les volumes de vente, permettant au Groupe d'entrer dans de nouveaux pays et d'accroître la monétisation du trafic, sans engendrer de risque d'inventaire.

## **5.4 Historique de la Société**

La Société a été fondée en 2001 par Messieurs Guillaume Paoli et Nicolas Chartier avec l'ambition de devenir la solution préférée des Français pour acheter un véhicule automobile.

L'activité débute avec la commercialisation de véhicules d'occasion pré-immatriculés (également désignés « véhicules zéro kilomètre ») et de véhicules neufs en mandat. L'offre de véhicules est multimarques, proposée exclusivement en ligne, avec des prix bas et fixes.



Afin de mieux servir ses clients, la Société ouvre en 2002 une première agence commerciale à Paris, puis une deuxième à Lyon en 2003. La Société s'installe à Aix-en-Provence en 2004, puis à Bordeaux et à Rennes en 2005, optant, dès le départ, pour un déploiement en propre, afin de garantir une expérience client de qualité et homogène.

En 2009, la Société fait le choix stratégique d'étendre son offre de véhicules d'occasion, en proposant en sus des véhicules d'occasion pré-immatriculés, des véhicules ayant jusqu'à 8 ans et 150 000 kilomètres.

En 2010, la Société élargit encore son offre en proposant aux particuliers la reprise de leurs véhicules d'occasion en 24 heures, sans obligation d'acheter un nouveau véhicule.

En 2011, la Société lance la garantie « 100% satisfait ou 100% remboursé », une première dans l'automobile.

En 2012, la Société développe le premier moteur de recherche permettant de comparer plus de 30 marques de véhicules entre elles, sur des centaines de véhicules, qu'ils soient neufs ou d'occasion.

En 2014, la Société ouvre son premier centre de reconditionnement de véhicules d'occasion à Donzère (Drôme, France). Jusqu'à 1 500 véhicules d'occasion y sont désormais reconditionnées chaque mois.

En 2015, la Société lance la première application mobile de reprise, et invente l'offre de reprise ferme en 2 heures sans se déplacer. En 2016, la Société devient le premier acteur du secteur de l'automobile à proposer à ses clients un processus de vente en ligne de voitures neuves et d'occasion entièrement digitalisé. La Société propose également la livraison et la reprise des véhicules à domicile partout en France métropolitaine.

En 2016, Peugeot S.A. et la Société concluent une alliance capitalistique et stratégique, Peugeot S.A. devenant actionnaire majoritaire de la Société, par l'intermédiaire de sa filiale Automobiles Peugeot, en prenant une participation de 70,47<sup>35</sup> au capital de la Société.

A partir de 2017, et avec le soutien de Peugeot S.A., la Société amorce son expansion internationale afin de se positionner comme un acteur leader en Europe.

En 2017, la Société s'implante en Espagne et prend une participation majoritaire dans la startup Clicars, spécialisée elle aussi dans la vente en ligne de véhicules d'occasion.

En 2018, la Société continue son développement à l'international et s'implante en Belgique en prenant le contrôle de la société Datosco (détenant intégralement la société Datos, qui exploite la marque Cardoen), un distributeur automobile multimarques disposant de 13 points de vente à travers la Belgique.

En 2019, la Société ouvre une agence commerciale à Reims. La Société compte à présent 31 agences à travers la France.

En 2021, la Société s'implante au Royaume-Uni en prenant une participation majoritaire dans Motordepot (exploitant principalement la marque CarSupermarket), un distributeur automobile indépendant, exploitant une plateforme digitale et 12 points de vente en Angleterre.

Depuis 2003, le Groupe a connu une croissance rentable de ses activités, avec un TCAM de son chiffre d'affaires d'environ 30% et environ 400 000 véhicules vendus depuis sa création. Le chiffre d'affaires

---

<sup>35</sup> Après prise en compte de la réduction de capital social non motivée par des pertes, à hauteur de 6 200 euros, par voie d'annulation des 6 200 actions détenues par la Société, décidée le 12 mai 2021 par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société. Cette participation est par ailleurs calculée sur une base non-diluée, avant exercice des 12 970 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) en circulation à la date du présent document d'enregistrement, et donnant droit chacun, en cas d'exercice, à une action ordinaire, soit environ 1,1% du capital social de la Société. Sur une base diluée (c'est-à-dire après prise en compte de l'exercice de l'intégralité des BSPCE), la participation de Stellantis s'élèverait à 69,7% du capital et des droits de vote de la Société.

du Groupe était de 117 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2009<sup>36</sup> contre 818 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020<sup>37</sup> (hors activité de *trading* d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique). Sur une base *pro forma*, le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'élevait à 1 082 millions d'euros (hors activité de *trading* d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique). Entre 2015 et 2020, la marge d'EBITDA ajusté<sup>38</sup> du Groupe est passée de 2,0% à 4,6% (4,4% sur une base *pro forma*).

## 5.5 Présentation des marchés et de la position concurrentielle

Le Groupe exerce ses activités sur le marché de la vente en ligne de véhicules d'occasion.

Les segments de marché cibles du Groupe sont d'une part les véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans, pour lesquels il s'approvisionne auprès de professionnels et de particuliers. Les véhicules sont soit reconditionnés et ensuite vendus à des particuliers (véhicules d'occasion reconditionnés) soit vendus directement à des professionnels (véhicules d'occasion vendus en B2B). Ces véhicules ont représenté 39,7% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (53% sur une base *pro forma*), représentant une hausse du volume des véhicules vendus de 18% par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019.

Le Groupe commercialise d'autre part des véhicules d'occasion pré-immatriculés (également désignés sous le terme « véhicules zéro kilomètre »), pour lesquels il s'approvisionne auprès de professionnels, et qu'il vend ensuite à des particuliers. Ils ont représenté 54,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (42% sur une base *pro forma*).

Le Groupe vend des véhicules d'occasion principalement à des particuliers (*business to consumer* (B2C)), les véhicules d'occasion vendus à des professionnels (*business to business* (B2B)) ayant représenté seulement 6,3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (7% sur une base *pro forma*).

Le marché européen<sup>39</sup> des véhicules d'occasion<sup>40</sup> est estimé pour 2020 à environ 36 millions d'unités, représentant environ 410 milliards d'euros<sup>41</sup> (*source : Rapport Roland Berger – Etude de marché, mars 2021*), dont 14,8 millions de ventes de professionnels à particuliers et 21,2 millions de ventes entre particuliers (*source : IHS, Rapport Roland Berger*).

Pour les véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans, marchés cibles du Groupe, le marché européen est estimé à environ 16,1 millions d'unités en 2020, représentant une valeur de 290 milliards d'euros, dont 10,6 millions d'unités vendues de professionnels à particuliers et 5,5 millions de ventes entre particuliers (*source : IHS, Rapport Roland Berger*). Ce chiffre comprend 7,2 millions d'unités, soit une valeur de 136,2 milliards d'euros, dans les pays d'implantation du Groupe, à savoir la France, la Belgique, l'Espagne et le Royaume-Uni (*source : IHS, Rapport Roland Berger*) et 11,6 millions d'unités, soit 226 milliards d'euros, dans les pays d'implantation précités plus l'Allemagne et l'Italie, ces deux marchés figurant parmi les marchés européens les plus importants en termes de parts de marché. Le marché des véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans devrait atteindre 365 milliards

---

<sup>36</sup> Chiffre d'affaires au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2009 comptabilisé conformément aux normes comptables françaises.

<sup>37</sup> Chiffre d'affaires au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 comptabilisé conformément aux normes comptables IFRS.

<sup>38</sup> Définie comme le rapport entre l'EBITDA ajusté du Groupe et son chiffre d'affaires consolidé pour une période donnée.

<sup>39</sup> France, Espagne, Portugal, Italie, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède, Finlande, Royaume-Uni, Hongrie, République tchèque, Allemagne, Pologne, Grèce, Slovaquie, Luxembourg, Irlande, Croatie, Roumanie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Biélorussie, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Islande, Macédoine, Malte, Norvège, Serbie, Suisse et Ukraine.

<sup>40</sup> Comprend les véhicules d'occasion âgés de moins et de plus de 8 ans et les véhicules d'occasion pré-immatriculés, et exclut les services additionnels.

<sup>41</sup> Sauf mention contraire, les tailles de marché présentées dans la présente section 5.5 sont exprimées en termes de chiffre d'affaires, excluant les services additionnels.

d'euros d'ici 2025, représentant un taux de croissance annuel moyen de 4,7% de 2020 à 2025 (*source : IHS, Rapport Roland Berger*).

Le marché des véhicules d'occasion européen a connu une croissance régulière au cours des dernières années, avec, sur la période 2015 – 2019, une croissance annuelle des ventes de véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans de 1,7% en volume et de 5,2% en valeur, et une croissance annuelle des ventes de véhicules pré-immatriculés de 1,2% en volume et de 3,0% en valeur (*source : IHS, Rapport Roland Berger*).

Les conséquences de la pandémie de Covid-19 ont eu un impact significatif sur les ventes de véhicules d'occasion en 2020 en Europe, avec une diminution de 11,4% en volume et 9,0% en valeur pour les véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans, et une diminution de 24,3% en volumes et 22,1% en valeur pour les véhicules d'occasion pré-immatriculés (*source : IHS, Rapport Roland Berger*), pour lesquels l'impact a été plus important en raison de la fermeture des sites de production automobile pendant plusieurs semaines, ayant eu un impact sur les stocks disponibles de véhicules pré-immatriculés. Le marché des véhicules d'occasion a néanmoins été moins impacté que le marché des véhicules neufs, qui a enregistré une diminution des volumes de 23,3% en 2020 en Europe, démontrant de manière générale la plus forte résilience du marché des véhicules d'occasion face aux crises (*source : IHS, Rapport Roland Berger*).

Outre les conséquences décrites ci-dessus et son effet à plus long terme sur l'économie, la pandémie de Covid-19 pourrait conduire à une évolution des habitudes des consommateurs, qui ont eu notamment tendance à privilégier des modes de transport privés tels que l'automobile, par rapport aux transports publics, par crainte du risque de contagion, alors que dans le même temps un nombre croissant de personnes ont recours au télétravail, rendant moins nécessaire un moyen de transport pour se rendre sur le lieu de travail. Une enquête Alphabet France / IFOP relève ainsi qu'en 2020, 76% des actifs français ont utilisé la voiture pour se rendre au travail, contre 72% l'année précédente (*source : Alphabet France / IFOP « Entreprises et Mobilité », édition 2020*). Par ailleurs, la baisse à long terme du pouvoir d'achat liée à la crise économique pourrait rendre les consommateurs davantage attentifs aux prix des biens de consommation, favorisant notamment les véhicules automobiles d'occasion, dont le prix est généralement plus bas que celui des véhicules neufs. La pandémie de Covid-19 a par ailleurs accéléré la vente en ligne, les consommateurs privilégiant davantage les offres en ligne plutôt que l'achat en point de vente physique, du fait notamment des mesures de restriction de circulation et de confinement mises en place et de considérations sanitaires (voir par ailleurs la section 5.5.1 « Principales tendances du marché de la vente de véhicules d'occasion » - « La pénétration croissante de la vente en ligne de véhicules d'occasion »).

#### Informations relatives aux 6 principaux marchés européens<sup>42</sup>

	Taille du marché (milliards d'euros)		Croissance estimée (TCAM) 2020 -2025	
	Véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans	Véhicules d'occasion pré-immatriculés	Véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans	Véhicules d'occasion pré-immatriculés
<b>France</b>	39,0	2,3	4,2%	2,9%
<b>Espagne</b>	10,7	2,2	8,6%	4,6%
<b>Royaume-Uni</b>	73,1	2,6	4,4%	7,3%
<b>Allemagne</b>	68,1	3,1	3,8%	3,6%
<b>Italie</b>	16,4	2,4	6,6%	4,9%

<sup>42</sup> Sélection de marchés européens comprenant (i) les quatre pays d'implantation du Groupe, à savoir la France, l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni ainsi que (ii) l'Allemagne et l'Italie, qui figurent parmi les marchés européens les plus importants en termes de parts de marché.

<b>Sous-total des cinq marchés européens les plus importants en termes de taille</b>	<b>207,3</b>	<b>12,6</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,8%</b>
<b>Belgique</b>	5,8	0,5	4,2%	5,6%
<b>Total</b>	<b>213,3</b>	<b>13,1</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,8%</b>

*Source : European Foundry Association, European Vehicle Market Statistics, Sesam, L'Argus, Autovista, CCFA, Febiac, ICCT, DGT, Ganvam, SMMT, BVRLA, KBA, UNRAE, IHS, interviews, Rapport Roland Berger*

### 5.5.1 Principales tendances du marché de la vente de véhicules d'occasion

Le marché des véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans et le marché des véhicules d'occasion pré-immatriculés, segments de marché ciblés par le Groupe, sont portés par des tendances favorables qui devraient contribuer à leur développement, avec, dans les 6 principaux marchés européens du Groupe<sup>43</sup>, un TCAM du marché des véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans (en valeur) estimée à 4,6% entre 2020 et 2025, pour passer d'environ 213,1 milliards d'euros en 2020 à environ 266,9 milliards d'euros en 2025 (*source : IHS, Rapport Roland Berger*), et un TCAM entre 2020 et 2025 du marché des véhicules d'occasion pré-immatriculés (en valeur) estimé à 4,8%, pour passer d'environ 13,1 milliards d'euros en 2020 à environ 16,6 milliards d'euros en 2025 (*source : IHS, Rapport Roland Berger*).

Au sein de ces marchés, le Groupe est plus particulièrement spécialisé dans la vente en ligne de véhicules d'occasion, qui devrait également connaître une croissance importante à l'avenir compte tenu de la digitalisation et des changements d'habitude de consommation.

Le Groupe entend s'appuyer sur ces tendances de marché favorables afin de poursuivre le développement de ses activités dans le cadre de sa stratégie de croissance.

*Des tendances générales favorables à la croissance en valeur et en volume du marché des véhicules d'occasion âgés de moins de 8 ans et des véhicules d'occasion pré-immatriculés*

Le parc automobile mondial est en croissance depuis plusieurs années, tiré notamment par la croissance démographique et l'augmentation du taux d'équipement en véhicules automobiles de la population contribuant ainsi à la croissance des volumes de ventes de véhicules automobiles d'occasion.

Le marché des véhicules d'occasion bénéficie en outre de l'augmentation des prix des véhicules d'occasion, qui contribue à la croissance en valeur du marché, sous l'effet de plusieurs facteurs.

Ainsi, le renforcement de la réglementation applicable, en particulier en matière de sécurité et d'émissions de dioxyde de carbone, ainsi que l'évolution des préférences des consommateurs vers des véhicules à faibles émissions, tels que les véhicules hybrides ou électriques, et vers davantage de technologie embarquée et de connectivité ou encore des systèmes d'assistance à la conduite, impose aux constructeurs d'équiper les véhicules en systèmes et technologies à plus forte valeur ajoutée, contribuant à l'augmentation du coût de production des véhicules neufs et donc de leurs prix de vente, qui est ensuite répercutée dans le prix de vente des véhicules d'occasion.

En outre, les véhicules d'occasion vendus sont de plus en plus récents, avec notamment l'afflux d'un volume croissant sur le marché de la vente d'occasion de véhicules en fin de location (liée notamment à l'essor du *leasing* et de la location longue durée), induisant un prix de vente plus élevé. Enfin, la pénétration croissante des véhicules d'occasion reconditionnés, à plus forte valeur ajoutée, contribue également à l'augmentation des prix de vente des véhicules d'occasion.

*Tendances spécifiques au marché des véhicules d'occasion pré-immatriculés*

Les véhicules d'occasion pré-immatriculés sont des véhicules ayant reçu une première immatriculation et dont le kilométrage est généralement compris entre 0 et 50 kilomètres. Ces véhicules ont déjà été

<sup>43</sup> Sélection de marchés européens comprenant (i) les quatre pays d'implantation du Groupe, à savoir la France, l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni ainsi que (ii) l'Allemagne et l'Italie, qui figurent parmi les marchés européens les plus importants en termes de parts de marché.

immatriculés, au nom de distributeurs professionnels en général, franchisé ou non, sans avoir été vendus à un utilisateur final et ont donc parcouru une très faible distance, essentiellement à des fins logistiques.

Outre les tendances générales décrites plus haut, l'évolution du marché des véhicules d'occasion pré-immatriculés est fortement influencée par les volumes de ventes de véhicules neufs ainsi que la stratégie de vente des constructeurs et distributeurs automobiles, qui, dans un contexte général de surcapacité de production automobile, sont conduits à chercher des débouchés additionnels pour atteindre leurs objectifs commerciaux et maintenir leur rentabilité. La propension d'un constructeur automobile à inciter les distributeurs à vendre des véhicules pré-immatriculés peut en outre varier d'un acteur à l'autre et varier dans le temps.

Les volumes de ventes de véhicules d'occasion pré-immatriculés ont ainsi pu augmenter par le passé lorsque les volumes de ventes de véhicules neufs diminuaient, en particulier lors de la crise ayant affecté le secteur automobile entre 2011 et 2014, les constructeurs et distributeurs automobiles cherchant des moyens complémentaires d'écouler leurs stocks de véhicules neufs excédentaires.

Les conséquences de la pandémie de Covid-19 ont eu un impact significatif sur les ventes de véhicules d'occasion pré-immatriculés en 2020 en Europe, avec une diminution de 24,3% en volume et 22,1% en valeur (*source : Rapport Roland Berger*). Bien qu'au cours du premier semestre 2020 les stocks de véhicules pré-immatriculés existants (avec notamment un stock élevé issu de l'année 2019) aient permis de répondre à la demande, le dernier trimestre calendaire 2020 a en effet été marqué par un déficit d'offre de véhicules pré-immatriculés, en raison de la fermeture ou de la perturbation des chaînes de production des sites de production automobile de mars à mai 2020, ayant affecté les volumes de véhicules neufs disponibles pour une première immatriculation.

#### *La pénétration croissante de la vente en ligne de véhicules d'occasion*

La pénétration de la vente en ligne<sup>44</sup> sur le marché de la vente de véhicules d'occasion est encore relativement peu élevée dans les pays où le Groupe est implanté, en comparaison d'autres marchés de consommation de masse, tels que les équipements électroniques, le prêt-à-porter, le mobilier ou les biens culturels, principalement en raison du fait que les véhicules constituent l'une des principales dépenses des ménages, pour laquelle les consommateurs souhaitent encore effectuer une inspection physique et un essai au volant. Historiquement, les distributeurs ont également été peu enclins à moderniser leurs processus d'achat, dans la mesure où ils ne percevaient que peu d'avantages dans le processus d'achat en ligne. Cependant, l'industrie automobile, l'un des derniers bastions du secteur de la vente de détail, voit les ventes en ligne augmenter de manière soutenue et la pénétration des plateformes d'achat de véhicules en ligne (dont le Groupe) fait évoluer le secteur à une vitesse croissante.

La pénétration de la vente en ligne sur le marché des véhicules d'occasion en France, en Belgique, en Espagne, au Royaume-Uni, en Italie et en Allemagne est estimée à environ 4% en 2020, à un niveau inférieur à celui observé dans d'autres marchés géographiques majeurs, tels que les Etats-Unis, où les ventes en ligne ont représenté en 2020 environ 10% des ventes de véhicules d'occasion (*source : Rapport Roland Berger*).

La vente en ligne bénéficie d'une préférence croissante des consommateurs par rapport à la vente physique traditionnelle, l'utilisation d'Internet permettant notamment une comparaison approfondie des prix en toute transparence, et un accès à un large choix de véhicules en ligne, sur des interfaces rapides et faciles d'utilisation. Il existe par ailleurs une tendance générale des consommateurs finaux à moins privilégier le déplacement sur les points de vente physiques, étant de plus en plus à l'aise avec les procédés d'achat à distance et de livraison à domicile, dont la fiabilité et la rapidité s'améliorent avec l'évolution des outils technologiques et processus logistiques des acteurs de la vente en ligne.

---

<sup>44</sup> Dans le présent paragraphe, et au sens du rapport Roland Berger, la vente en ligne comprend les ventes réalisées par des acteurs spécialisés dans la vente en ligne de véhicules d'occasion, tels que le Groupe, et les ventes réalisées en ligne par certains distributeurs.

Ainsi, bien que les ventes traditionnelles physiques concernent encore la majorité des ventes de véhicules d'occasion, certaines étapes du parcours d'achat sont désormais majoritairement effectuées en ligne. Ainsi, en 2020, 67% des acheteurs en France déclaraient être prêts à acheter un véhicule d'occasion entièrement en ligne<sup>45</sup>.

Ces tendances ont été accentuées avec la pandémie de Covid-19, les consommateurs privilégiant davantage les offres en ligne plutôt que l'achat en point de vente physique, du fait notamment des mesures de restriction de circulation et de confinement mises en place et de considérations sanitaires. Les nouvelles habitudes de consommation liées à la pandémie de Covid-19 pourraient s'établir dans la durée et changer fondamentalement le comportement des consommateurs, qui ont pris conscience des avantages à acheter et vendre en ligne.

L'ensemble de ces facteurs démontre ainsi un potentiel significatif de croissance de la vente en ligne, qui pourrait atteindre un taux de pénétration de 10% en 2025 dans les six principaux marchés européens<sup>46</sup> (*source : Rapport Roland Berger*), et sur lequel, en tant que spécialiste de la vente en ligne de véhicules d'occasion, le Groupe entend s'appuyer, afin de poursuivre le développement de ses activités. A titre de comparaison, le marché de la vente en ligne de véhicules d'occasion aux Etats-Unis, un marché plus mature vers lequel devrait tendre le marché européen, observe un taux de pénétration de la vente en ligne de 10% en 2020, avec une prévision de 18% à horizon 2025 (*source : Rapport Roland Berger*).

#### *Le fort développement du marché des véhicules électriques*

L'adoption de réglementations de plus en plus strictes en matière d'émissions de dioxyde de carbone, avec notamment la mise en place de mécanismes de malus écologique pour les véhicules neufs les plus polluants et de bonus écologique pour les véhicules neufs à faibles émissions de dioxyde de carbone, ainsi qu'une évolution des préoccupations environnementales des consommateurs, a entraîné une forte croissance des ventes de véhicules électriques au cours des dernières années.

Cette évolution du marché automobile offre au Groupe des opportunités de développement de ses activités.

Les véhicules électriques neufs affichent ainsi généralement un prix de vente plus élevé que les véhicules à moteur thermique de gammes comparables, qui est ensuite répercuté dans le prix de vente des véhicules d'occasion. En outre, la plupart des véhicules électriques d'occasion sont vendus en B2C, les consommateurs considérant généralement que l'achat d'un véhicule électrique, du fait de ses spécificités technologiques, requiert les conseils d'un professionnel, et privilégiant par ailleurs des véhicules électriques reconditionnés, notamment pour les aspects relatifs à la batterie du véhicule. La vente d'un véhicule d'occasion peut par ailleurs s'accompagner d'un nombre important de services additionnels, avec des accessoires (chargeurs notamment) et des extensions de garanties spécifiques, et un besoin accru de solutions de financement de la part des clients, en raison du prix plus élevé de ces véhicules. L'essor de ce marché a enfin donné lieu à la naissance de nouveaux constructeurs, qui nécessitent des canaux de distribution différents de réseaux classiques de concessionnaires. De par son expérience sur les véhicules pré-immatriculés, le Groupe pourrait bénéficier d'un point d'entrée unique afin de distribuer les véhicules de ces nouveaux acteurs.

### **5.5.2 Positionnement du Groupe et environnement concurrentiel sur le marché de la vente de véhicules d'occasion aux particuliers**

Le Groupe fait face à une concurrence de la part d'acteurs divers, sur un marché très fragmenté, caractérisé par un développement de la vente en ligne des véhicules.

---

<sup>45</sup> *Source : Les Echos - La distribution automobile : un modèle en pleine mutation*

<sup>46</sup> Sélection de marchés européens comprenant (i) les quatre pays d'implantation du Groupe, à savoir la France, l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni ainsi que (ii) l'Allemagne et l'Italie, qui figurent parmi les marchés européens les plus importants en termes de parts de marché.

Les concurrents du Groupe comprennent principalement, dans les pays où il exerce ses activités :

- les vendeurs de véhicules automobiles en ligne, tels que Cazoo ou AutoHero (appartenant au groupe Auto1, historiquement centré sur la reprise de véhicules d’occasion auprès de particuliers et la revente aux professionnels, et ayant récemment développé une activité de vente en ligne à particulier) ;
- les distributeurs franchisés, tels que le groupe Emil Frey en Europe, qui ont généralement conclu des accords de distribution (sur une base exclusive ou non-exclusive) avec des constructeurs automobiles pour vendre des véhicules neufs et d’occasion, opérant traditionnellement selon un modèle de vente physique mais développant désormais la vente en ligne ;
- les distributeurs non-franchisés, tels que VPN en France, qui opèrent de manière indépendante sans être liés par des accords de distribution avec des constructeurs automobiles et sont généralement spécialisés dans la vente de véhicules d’occasion, opérant traditionnellement selon un modèle de vente physique, mais développant désormais la vente en ligne ; et
- de nouveaux acteurs, déjà présents dans la chaîne de valeur et cherchant à développer leurs ventes de véhicules automobiles en ligne, en particulier les loueurs de véhicules qui peuvent vendre directement aux particuliers des véhicules d’occasion précédemment donnés en location.

Un volume important de ventes de véhicules d’occasion sont par ailleurs réalisées de particulier à particulier, directement en ligne par l’intermédiaire de sites Internet tels que leboncoin ou lacentrale en France, autotrader au Royaume-Uni ou mobile.de en Allemagne, ou via des intermédiaires professionnels en ligne, tels que CapCar en France.

Aux Etats-Unis, des acteurs tels que Vroom et Carvana proposent une offre similaire à celle du Groupe, centrée sur la vente quasi-exclusivement en ligne de véhicules d’occasion. Le Groupe considère néanmoins que ces acteurs n’entrent pas en concurrence directe avec ses activités, compte tenu de leur absence d’implantation sur le marché européen à la date du présent document d’enregistrement.

Le marché de la vente de véhicules d’occasion aux particuliers est représenté majoritairement par les distributeurs franchisés spécialisés dans la vente traditionnelle physique, qui détiennent, en 2020, dans les six principaux marchés européens<sup>47</sup>, plus des deux tiers des parts de marché (en termes de volumes de véhicules vendus), avec près du tiers détenu par les distributeurs non-franchisés, le reste étant détenu par les spécialistes de la vente en ligne de véhicules d’occasion, tels que le Groupe, et de nouveaux acteurs (*source : Rapport Roland Berger, rapports annuels*).

Le marché de la vente de véhicules d’occasion aux particuliers est par ailleurs très fragmenté, les 5 premiers acteurs représentant entre 5% et 15% du marché (en termes de volumes de véhicules d’occasion vendus en B2C) sur les six principaux marchés européens, soit 8% en France, 13% en Belgique, 15% en Espagne, 5% en Allemagne, 13% au Royaume-Uni et 7% en Italie (*source : Rapport Roland Berger*).

Le Groupe opère sur le marché de la vente en ligne de véhicules d’occasion aux particuliers, qui présente des caractéristiques propres qui le différencient du marché traditionnel physique (voir en particulier la section 5.6.1 « *Présentation générale* » du présent document d’enregistrement pour une description de ces principales différences), et sur lequel il est leader en France, en Belgique et en Espagne<sup>48</sup> et un des principaux acteurs au Royaume-Uni.

---

<sup>47</sup> Sélection de marchés européens comprenant (i) les quatre pays d’implantation du Groupe, à savoir la France, l’Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni ainsi que (ii) l’Allemagne et l’Italie, qui figurent parmi les marchés européens les plus importants en termes de parts de marché.

<sup>48</sup> En termes de chiffre d’affaires réalisé par les acteurs considérés sur la vente en ligne de véhicules d’occasion.

## 5.6 Description des principales activités du Groupe

### 5.6.1 Présentation générale

Le Groupe est le leader de la vente en ligne de véhicules d'occasion aux particuliers en France, en Belgique et en Espagne, où il exploite respectivement les marques Aramisauto, Cardoen et Clicars. Depuis mars 2021 et la prise de contrôle de la société Motordepot<sup>49</sup> (exploitant principalement la marque CarSupermarket), le Groupe est également présent au Royaume-Uni. Le Groupe propose à ses clients une large gamme de produits et de services automobiles (notamment de financement, d'assurance, de maintenance, de garantie ou encore des accessoires automobiles), dans le cadre d'une expérience de vente et d'achat fluide, intuitive et immersive, qui peut se dérouler aussi bien entièrement en ligne qu'intégralement hors ligne grâce à un réseau d'agences commerciales. Le Groupe a également fait du reconditionnement en interne à grande échelle des véhicules un des piliers essentiels de son modèle économique.

Le Groupe s'approvisionne et vend ses véhicules d'occasion, reconditionnés ou pré-immatriculés, tant auprès de particuliers (B2C) que de professionnels (B2B) tels que des réseaux de distribution, professionnels indépendants, spécialistes de la reprise ou encore de sociétés de *leasing*.

La prise de participation dans la Société par Automobiles Peugeot en 2016<sup>50</sup> a permis au Groupe de bénéficier d'une source d'approvisionnement complémentaire en véhicules d'occasion et pièces détachées auprès d'un des plus grands acteurs du marché mondial de l'automobile, afin de répondre à ses besoins et à la croissance de ses activités.

Bien que la crise sanitaire du Covid-19 ait affecté les activités du Groupe pendant le premier confinement de l'année 2020, ses activités ont connu par la suite un fort rebond. Les conséquences sociales et économiques de la crise ont en outre confirmé la pertinence et la résilience du modèle économique et technologique du Groupe, soutenu par de grandes tendances renforcées par la crise sanitaire, telles que la digitalisation du parcours client, les modèles économiques basés sur le traitement des données, la consommation modérée et l'économie circulaire (voir la section 7.1(b)(vi) « *L'impact de la pandémie de Covid-19* » du présent document d'enregistrement).

Le marché européen<sup>51</sup> des véhicules d'occasion<sup>52</sup> est estimé pour 2020 à environ 36 millions d'unités, représentant environ 410 milliards d'euros<sup>53</sup> (source : *Rapport Roland Berger – Etude de marché, mars 2021*).

La pénétration de la vente en ligne sur cet immense marché est encore à un stade très précoce, ce qui ouvre au Groupe d'importantes opportunités de développement au regard de son modèle économique (voir section 5.5.1 « *Principales tendances du marché de la vente de véhicules d'occasion* » du présent document d'enregistrement).

<sup>49</sup> En mars 2021, le Groupe a acquis une participation de 60% au sein de la société Motor Depot Limited (désignée « **Motordepot** » dans le présent document d'enregistrement), qui détient elle-même 100% de la société Goball Limited. Les actions détenues par les actionnaires minoritaires de Motordepot font l'objet d'options d'achat et de vente croisées, en vertu desquelles le Groupe détiendra, à terme, 100% des actions de Motordepot (voir la section 6.2 « *Filiales et participations* » du présent document d'enregistrement).

<sup>50</sup> Peugeot S.A. (précédemment actionnaire à 100% d'Automobiles Peugeot S.A.) a fusionné avec Fiat Chrysler Automobiles N.V. le 16 janvier 2021 et l'entité absorbante a été renommée Stellantis N.V. le 17 janvier 2021. En conséquence de cette opération, Automobiles Peugeot S.A. est désormais détenue à 100% par Stellantis N.V.

<sup>51</sup> France, Espagne, Portugal, Italie, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Suède, Finlande, Royaume-Uni, Hongrie, République tchèque, Allemagne, Pologne, Grèce, Slovaquie, Luxembourg, Irlande, Croatie, Roumanie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Biélorussie, Bosnie Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Islande, Macédoine, Malte, Norvège, Serbie, Suisse et Ukraine.

<sup>52</sup> Comprend les véhicules d'occasion âgés de moins et de plus de 8 ans et les véhicules d'occasion pré-immatriculés, et exclut les services additionnels.

<sup>53</sup> Sauf mention contraire, les tailles de marché présentées dans la présente section 5.5 sont exprimées en termes de chiffre d'affaires, excluant les services additionnels.



Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a vendu près de 67 000 véhicules d'occasion (dont 50 000 à des clients particuliers (B2C)), générant un chiffre d'affaires consolidé de 818 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (hors activité de *trading* d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique). Sur une base *pro forma* au titre de la période de douze mois close le 30 septembre 2020, le Groupe a vendu près de 66 000 véhicules à des particuliers (B2C), pour un chiffre d'affaires consolidé de 1 082 millions d'euros (hors activité de *trading* d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique). Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 490,9 millions d'euros. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les effectifs moyens du Groupe comprenaient près de 800 collaborateurs (1 380 en prenant en compte le Royaume-Uni<sup>54</sup>), avec un réseau de 48 agences commerciales (60 en prenant en compte le Royaume-Uni). Le Groupe a par ailleurs reconditionné plus de 1 500 véhicules par mois au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 sur ses deux sites de reconditionnement, localisés à Donzère en France et à Villaverde en Espagne et compte désormais un troisième site de reconditionnement au Royaume-Uni, depuis l'acquisition de Motordepot en mars 2021. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, les sites Internet du Groupe ont attiré près de 6,7 millions de visiteurs par mois (en prenant en compte le trafic du site CarSupermarket.com suite à l'acquisition de la société Motordepot en mars 2021).

### ***Les marques et les pays d'implantations du Groupe***

Le Groupe exploite principalement quatre marques, qui correspondent chacune à une zone géographique d'activité : Aramisauto en France, Cardoen en Belgique, Clicars en Espagne et, depuis mars 2021 et la prise de contrôle de la société Motordepot, la marque CarSupermarket au Royaume-Uni.

#### ***France (Aramisauto)***

Le Groupe est présent en France depuis sa création en 2001. Il exploite son activité en France, sa zone d'implantation historique, sous la marque Aramisauto. Au 30 septembre 2020, le Groupe exploite en France un réseau de 31 agences commerciales et un centre de reconditionnement à Donzère. Ouvert en février 2014, le centre de Donzère a reconditionné en moyenne plus de 1 100 véhicules par mois au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Le Groupe a également prévu d'ouvrir trois centres de reconditionnement supplémentaires en France d'ici fin 2022, 2024 et 2025, respectivement. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, le site Internet du Groupe en France a attiré environ 3,7 millions de visiteurs par mois, soit une hausse de 79% par rapport à la même période de l'année précédente. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a vendu en France 49 000 véhicules (dont 74% à des particuliers (B2C)), générant un chiffre d'affaires de 595,9 millions d'euros, représentant 71,7% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, et un EBITDA ajusté de 28,4 millions d'euros, soit 74,0% de l'EBITDA ajusté consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, le chiffre d'affaires réalisé en France représentait 55% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

#### ***Espagne (Clicars)***

Le Groupe est présent en Espagne depuis 2017, à la suite d'une prise de participation majoritaire dans la société Clicars. Créée en 2016, la société, aujourd'hui encore dirigée par ses fondateurs, a connu depuis son lancement une croissance importante, qui s'est fortement accélérée au cours des deux dernières années, grâce notamment à une multiplication par 3,8 de ses volumes de vente de véhicules entre les exercices clos le 30 septembre 2018 et le 30 septembre 2020. Au 30 septembre 2020, le Groupe exploite en Espagne une agence commerciale, son modèle économique dans ce pays reposant principalement sur la vente en ligne et la livraison à domicile des véhicules. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, le site Internet du Groupe en Espagne a attiré environ 1,9 million de visiteurs par mois, soit une hausse de 320% par rapport à la même période de l'année précédente. Le Groupe exploite en outre un centre de reconditionnement à Villaverde (près de Madrid), connexe à

---

<sup>54</sup> Effectifs du Groupe en France, en Belgique et en Espagne au 30 septembre 2020 et au Royaume-Uni en avril 2021.

l'agence commerciale, ayant une capacité maximale de reconditionnement de 1 000 véhicules par mois, au soutien d'un modèle d'activité reposant majoritairement sur la vente de véhicules d'occasion reconditionnés. Le Groupe prévoit d'ouvrir un centre de reconditionnement supplémentaire en Espagne en 2024 pour augmenter ses capacités. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a vendu en Espagne près de 5 000 véhicules (dont 92% à des particuliers (B2C)), multipliant ainsi par 3,4 ses volumes de vente par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018, et a généré un chiffre d'affaires de 65,2 millions d'euros, représentant 7,8% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, et un EBITDA ajusté de 1,4 millions d'euros, soit 3,6% de l'EBITDA ajusté consolidé du Groupe (contre un EBITDA ajusté négatif de 2,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018). Sur une base *pro forma*, le chiffre d'affaires réalisé en Espagne représentait 6% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

#### *Belgique (Cardoen)*

Le Groupe s'est implanté en Belgique en 2018 suite à une prise de participation majoritaire dans la société Datasco, société mère d'un groupe spécialisé dans la vente de véhicules d'occasion en Belgique dont la création remonte à 1949. Les activités du Groupe en Belgique sont exploitées sous la marque Cardoen. Au 30 septembre 2020, le Groupe exploite en Belgique un réseau de 16 agences commerciales (dont 7 franchises). Le Groupe suit en Belgique un modèle principalement physique, s'appuyant notamment sur un important réseau d'agences, qu'il transforme progressivement vers un modèle multicanal similaire à celui d'Aramisauto en France, en développant les fonctionnalités digitales proposées à ses clients, notamment pour la passation des commandes et le financement des véhicules achetés en ligne. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, le site Internet du Groupe en Belgique a attiré environ 417 000 visiteurs par mois, soit une hausse de 49% par rapport à la même période de l'année précédente. L'offre du Groupe en Belgique comprend également des services de maintenance et des ventes d'accessoires. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a vendu en Belgique plus de 12 000 véhicules (dont 74% à des particuliers (B2C)), ayant généré un chiffre d'affaires de 169,9 millions d'euros, représentant 20,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, et un EBITDA ajusté de 8,6 millions d'euros, soit 22,5% de l'EBITDA ajusté consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, le chiffre d'affaires réalisé en Belgique représentait 15% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Entre le dernier trimestre calendaire de l'année 2018 et le dernier trimestre calendaire de l'année 2020, les volumes de vente de Cardoen de véhicules d'occasion reconditionnés ont été multipliés par 2,5, passant de 160 à 400 ventes. Le Groupe a également prévu d'ouvrir un centre de reconditionnement à Anvers en Belgique d'ici la fin de l'année 2021 pour développer l'activité de véhicules d'occasion reconditionnés dans cette zone géographique, en ligne avec la stratégie de croissance du Groupe.

Le 21 mai 2021, le Groupe a conclu un contrat portant sur l'acquisition de la société Ottomobilia, dans la périphérie de la région bruxelloise, précédemment l'un des franchisés du Groupe en Belgique, et spécialisée dans la vente et la réparation de véhicules, pour une valeur d'entreprise de 3 millions d'euros (net de la trésorerie acquise et des dettes).

#### *Royaume-Uni (Carsupermarket)*

Le Groupe s'est implanté au Royaume-Uni en mars 2021 en prenant une participation majoritaire de 60% dans la société Motordepot. Fondée en 2001, Motordepot est une plateforme multicanale de vente de véhicules d'occasion connaissant une croissance importante au Royaume-Uni. Au cours de l'exercice clos le 31 août 2020, Motordepot a vendu 20 000 véhicules (dont 77% à des particuliers (B2C)) par le biais de ses deux sites Internet « CarSupermarket.com » et « Motordepot.co.uk » et de son réseau de 12 agences commerciales, pour un chiffre d'affaires de 263,1 millions d'euros, représentant 24% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 sur une base *pro forma*. Motordepot exploite également une plateforme C2B « Bestcarbuyer.com » par laquelle les particuliers peuvent vendre leurs véhicules d'occasion. Pour répondre à l'augmentation de la demande de véhicules électriques, Motordepot a récemment lancé la plateforme « Electriccars.co.uk », un site Internet dédié à l'achat de véhicules électriques au Royaume-Uni. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, les sites Internet de Motordepot ont

attiré environ 662 000 visiteurs par mois, soit une hausse de 9% par rapport à la même période de l'année précédente. Motordepot exploite depuis 2018 un centre de reconditionnement à Goole, ayant une capacité de traitement maximale d'environ 12 000 véhicules par an et a pour objectif d'ouvrir un centre de reconditionnement supplémentaire à Hull au cours de l'année 2021.

***Présentation de l'écosystème du marché des véhicules d'occasion et de l'offre proposée par le Groupe par rapport au schéma traditionnel de la vente de véhicules d'occasion entre professionnels (B2B) et entre professionnels et particuliers (B2C)***

Le marché traditionnel de la vente de véhicules d'occasion, reposant sur un parcours d'achat et de vente principalement physique, implique un certain nombre de contraintes, tant du point de vue des revendeurs et acheteurs professionnels que des particuliers.

L'offre de véhicules est ainsi relativement restreinte, avec un nombre limité de marques de véhicules et un stock limité de véhicules par revendeur. Les consommateurs n'ont pas la possibilité de comparer de manière simple et transparente les prix proposés, avec des écarts parfois significatifs entre les différents revendeurs, ce qui peut créer un sentiment de défiance des consommateurs à l'égard de ces acteurs. La capacité d'atteinte des consommateurs par les réseaux physiques est en outre généralement limitée à un rayon réduit autour du point de vente concerné et les prix proposés sont relativement peu homogènes entre les différents acteurs de manière générale, limitant la lisibilité de l'offre globale et les possibilités de comparaison pour les consommateurs. Enfin, le marché de la vente entre particuliers offre aux acquéreurs des garanties limitées voire inexistantes et ne permet pas de bénéficier de services après-vente, de financement ou de maintenance.

Le modèle vertical et intégré du Groupe a pour ambition d'adresser l'ensemble de ces problématiques, tout au long de la chaîne de valeur, tout en répondant aux besoins des particuliers.

Dans un marché traditionnel sur lequel les revendeurs professionnels peuvent rencontrer des difficultés pour répondre efficacement aux besoins des consommateurs à la recherche d'un véhicule d'occasion de bonne qualité à un prix compétitif, le Groupe joue un rôle d'intermédiaire en s'approvisionnant en véhicules auprès d'eux.

Du point de vue des revendeurs professionnels, le Groupe leur offre un débouché supplémentaire de vente de leurs stocks de véhicules d'occasion, ayant établi avec ces acteurs des relations commerciales historiques portant sur des volumes d'achat importants et flexibles en fonction des besoins du Groupe. Le Groupe est également en mesure d'acquérir une gamme plus large de véhicules d'occasion grâce à sa capacité de reconditionnement étendue et standardisée, qui lui permet de remettre en état de vente des véhicules que n'auraient pas pu réparer de manière rentable des revendeurs professionnels. Ce positionnement permet au Groupe d'être un acteur important dans le modèle économique des professionnels du marché du véhicule d'occasion, en complétant l'activité de ces opérateurs.

Du point de vue des particuliers, ceux-ci ont accès, grâce à la plateforme numérique et aux services proposés par le Groupe, à un choix important de véhicules d'occasion pré-immatriculés ou reconditionnés, parmi plus de 40 marques et 10 000 véhicules disponibles en ligne, qu'ils peuvent librement et intuitivement consulter sans avoir à se déplacer physiquement. Les consommateurs peuvent également comparer les prix et les véhicules de manière transparente, en bénéficiant par ailleurs de méthodes d'établissement des prix reposant sur l'utilisation par le Groupe d'outils d'analyse des données de premier plan, avec notamment des algorithmes propriétaires alimentés par d'importants volumes de données pour calculer les prix proposés. Par ailleurs, grâce à son important réseau d'approvisionnement, à ses processus de reconditionnement de premier plan et à l'utilisation d'outils de tarification intelligents, le Groupe parvient à proposer des prix compétitifs à ses clients. Le prix de vente moyen des véhicules reconditionnés du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'élevait ainsi à 15 531 euros (sur une base *pro forma* prenant en compte les ventes de véhicules reconditionnés au Royaume-Uni), contre 30 069 euros en moyenne pour un véhicule neuf<sup>55</sup>.

---

<sup>55</sup> Source : Données de marché pour 2020.

De nombreuses fonctionnalités sont par ailleurs mises à la disposition des particuliers sur les sites Internet et applications du Groupe pour leur fournir l'ensemble des informations nécessaires à leur prise de décision, sur une unique interface numérique fluide et intuitive, ainsi que des services complémentaires, tels que la mise en relation avec des établissements de crédit pour le financement de l'acquisition du véhicule, des extensions de garanties ou encore des services de maintenance ou des accessoires automobiles (voir la section 5.6.2.4 « *Les services* » ci-dessous). Enfin, grâce à un réseau de 60 agences commerciales à la date du présent document d'enregistrement, le Groupe peut également proposer l'ensemble de ses services hors ligne pour les clients ne souhaitant pas faire tout leur parcours en ligne. Ces agences commerciales sont principalement des points de vente dans lesquels les consommateurs peuvent venir interagir avec des conseillers, récupérer les véhicules achetés (et non des lieux d'exposition des véhicules proposés à la vente) et déposer les véhicules vendus, qui impliquent ainsi des investissements récurrents limités (voir la section 5.7 « *Investissements* »).

## **5.6.2 Les produits et services offerts par le Groupe**

### **5.6.2.1 Véhicules d'occasion reconditionnés**

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, l'activité Véhicules d'occasion reconditionnés a généré un chiffre d'affaires de 277,4 millions d'euros, soit 33,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Cette activité constitue l'axe stratégique majeur de développement du Groupe, et a connu une forte croissance entre l'exercice clos le 30 septembre 2018 et l'exercice clos le 30 septembre 2020, avec un TCAM du volume des véhicules vendus de 25% par an à périmètre constant, hors Royaume-Uni. Sur une base *pro forma*, le Groupe a vendu 36 461 véhicules d'occasion reconditionnés à des particuliers au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (contre 20 136 véhicules au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 sur une base historique, 17 013 véhicules au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018 sur une base historique), représentant 46% du chiffre d'affaires consolidé *pro forma* du Groupe. Au cours de la période de six mois close le 31 mars 2021, le volume de véhicules d'occasion reconditionnés vendus par le Groupe a augmenté de 57% par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui témoigne de la bonne dynamique de ce segment de marché, qui représente un des axes principaux de la stratégie de développement du Groupe. La dynamique positive du marché des véhicules d'occasion reconditionnés s'observe depuis plusieurs années. En effet, la croissance de ce même segment d'activité par rapport à la même période de l'année précédente était de 24% au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2020, de 12% au cours de la période de six mois close le 31 mars 2020 (période pourtant fortement impactée par la première vague de la crise sanitaire du Covid-19), de 37% au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2019 et de 28% au cours de la période de six mois close le 31 mars 2019.

L'activité Véhicules d'occasion reconditionnés du Groupe consiste à vendre à des particuliers (ou assimilés) des véhicules d'occasion ayant été soumis à une expertise technique poussée, une révision par des mécaniciens, une reprise de la carrosserie et de la peinture et un nettoyage intégral. Ces véhicules reconditionnés ont généralement moins de 8 ans.

Grâce à ses deux centres de reconditionnement en France et en Espagne (et à ses ateliers connexes aux points de vente en Belgique), le Groupe réalise en interne la quasi-intégralité du processus de reconditionnement, ce qui lui permet de réduire les délais, de proposer des prix compétitifs et d'offrir des garanties uniques à ses clients. Les clients du Groupe en France bénéficient par exemple d'une garantie d'une durée d'un an ou d'une garantie sur les 15 000 premiers kilomètres, un mécanisme « Satisfait ou 100% Remboursé » pendant 15 jours ou 1 000 kilomètres, ou encore le remboursement de la différence si le véhicule acheté est vendu moins cher chez un concurrent dans les 15 jours suivant l'achat. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, plus de 20 000 véhicules ont été reconditionnés en France et en Espagne.

Les véhicules font l'objet d'un reconditionnement approfondi et standardisé, avec plus de 200 éléments mécaniques, électroniques et esthétiques contrôlés sur chaque véhicule, permettant ainsi au Groupe de proposer à ses clients des véhicules d'une qualité élevée et homogène, sur un marché du véhicule

d'occasion où la satisfaction client est variable. Ainsi, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en prenant en compte les activités au Royaume-Uni), moins de 2% des clients ayant acheté un véhicule ont choisi d'exercer leur droit de remboursement dans les 15 jours.

Le niveau des indicateurs de satisfaction client du Groupe témoignent de la qualité et de la fiabilité de son processus de reconditionnement. Le *Net Promoter Score* (« **NPS** ») du Groupe, qui est un indicateur évaluant en pourcentage la propension des clients à recommander une entreprise, un produit ou un service à un ami ou à un collègue, était ainsi au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021 de 67 en France, 70 en Espagne, 68 en Belgique et 57 au Royaume-Uni, représentant un NPS moyen de 66 au niveau du Groupe. Le Groupe s'est fixé comme objectif à terme d'atteindre un NPS supérieur à 80 au niveau du Groupe, notamment en élargissant son offre de produits et de services, en proposant de nouvelles fonctionnalités sur ses sites Internet et applications et en déployant la livraison en 24 heures dans l'ensemble de ses zones géographiques d'activité.

#### **5.6.2.2 Véhicules d'occasion pré-immatriculés**

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, l'activité Véhicules d'occasion pré-immatriculés (également désignés sous le terme « véhicules zéro kilomètre ») a généré un chiffre d'affaires de 452,3 millions d'euros, soit 54,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, l'activité Véhicules d'occasion pré-immatriculés a représenté 41,3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

L'activité Véhicules d'occasion pré-immatriculés du Groupe consiste à vendre à des particuliers (ou assimilés) des véhicules ayant reçu une première immatriculation et dont le kilométrage est compris entre 0 et 50 kilomètres. Ces véhicules ont déjà été immatriculés, au nom de distributeurs professionnels, sans avoir été vendus à un utilisateur final et ont donc parcouru un très faible kilométrage, uniquement à des fins logistiques. Ce segment d'activité est le segment historique du Groupe.

#### **5.6.2.3 Véhicules d'occasion vendus en B2B**

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, l'activité Véhicules d'occasion vendus en B2B du Groupe a généré un chiffre d'affaires de 52,4 millions d'euros, soit 6,3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, l'activité Véhicules d'occasion vendus en B2B a représenté 7% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Dans le cadre de l'activité Véhicules d'occasion vendus en B2B, le Groupe vend par le biais de plateformes dédiées aux acheteurs professionnels, les véhicules d'occasion acquis dans le cadre des offres de reprise de véhicules proposées à ses clients particuliers et que le Groupe choisit de ne pas soumettre à ses processus de reconditionnement, notamment car ils ne correspondent pas aux critères d'âge et/ou de kilométrage.

Le Groupe exerce par ailleurs en Belgique une activité de *trading* d'achat et vente de véhicules à des professionnels, intégrée lors de la prise de contrôle de Cardoen en 2018, qu'il n'envisage pas de poursuivre à moyen terme. Cette activité a généré un chiffre d'affaires de 12,5 millions d'euros, soit 1,5% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, comptabilisé dans les « Autres » produits et services dans la note 4.4 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018.

Par ailleurs, le Groupe expérimente depuis quelques mois en France et en Espagne une offre dite « *marketplace* » permettant à certains partenaires privilégiés, principalement des concessionnaires et des sociétés de *leasing* ou de location, de bénéficier d'un accès direct à la plateforme et aux services du Groupe pour commercialiser et vendre leurs véhicules d'occasion plus rapidement et efficacement.

Les premiers résultats sont prometteurs et l'offre *marketplace* pourrait être étendue et pérennisée à moyen terme. Elle viendra ainsi supporter la stratégie de croissance du Groupe en élargissant et complétant l'offre de véhicules d'occasion tout en accélérant significativement le volume de transactions.

#### 5.6.2.4 Les services

Le Groupe propose à ses clients des produits et services complémentaires et connexes à son activité principale de vente de véhicules, notamment des services de financement, d'assurance, de maintenance, ou encore la vente d'accessoires automobiles. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, ce segment d'activité a généré un chiffre d'affaires de 36,3 millions d'euros, soit 4,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, le segment d'activité Services représentait 5% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Le segment d'activité Services permet au Groupe d'augmenter de manière importante sa marge brute par véhicule vendu. En effet, les services représentaient 529 euros de marge brute par véhicule vendu sur une marge brute totale de 2 509 euros, soit 21,1%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, et 548 euros de marge brute par véhicule vendu sur une marge brute totale de 2 364 euros, soit 23,2%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

##### *Financement et assurance*

Le Groupe perçoit des commissions en qualité d'apporteur d'affaires sur les contrats de crédit, de location avec option d'achat ou d'assurance souscrits par ses clients auprès d'établissements de crédit ou de compagnies d'assurances tiers. Au-delà des revenus directs tirés de ces activités, les services de financement proposés aux clients sont aussi des leviers commerciaux importants. Le taux de pénétration de ces services auprès des clients du Groupe était de 27% en France, 36% en Belgique<sup>56</sup>, 49% en Espagne et 71% au Royaume-Uni au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

##### *Contrats de maintenance et extensions de garantie*

En France, le Groupe propose à ses clients particuliers de souscrire à des contrats de maintenance pour une durée de 2 à 7 ans sur les véhicules pré-immatriculés et reconditionnés qu'il vend, soit par l'intermédiaire de prestataires externes ou directement en interne. Le Groupe propose également des extensions des contrats de garantie de 1 à 5 ans, permettant de couvrir tous types de défaillances techniques, électroniques et électriques.

Des services similaires sont également proposés par le Groupe en Espagne, en Belgique et au Royaume-Uni.

##### *Accessoires et autres services*

Le Groupe propose également aux consommateurs, lors de l'achat des véhicules, que ce soit en ligne ou hors ligne, des accessoires et services tel que des gravages sur les vitres de véhicules (du numéro de châssis). Le Groupe propose également des kits de maintenance et d'entretien, ou encore des tapis automobiles sur mesure. Le Groupe s'appuie sur l'expertise historique développée dans le cadre de ses activités en Belgique afin de faire croître ce segment d'activité dans ses autres pays d'implantation.

#### 5.6.3 L'expérience client proposée par le Groupe

Le Groupe, grâce à son offre de produits et services, a pour ambition de proposer la meilleure expérience du marché aux acheteurs de véhicules en proposant les solutions les plus compétitives et adaptées à leurs besoins, de la sélection à la livraison.

##### *Un parcours d'achat fluide proposé aux acheteurs particuliers*

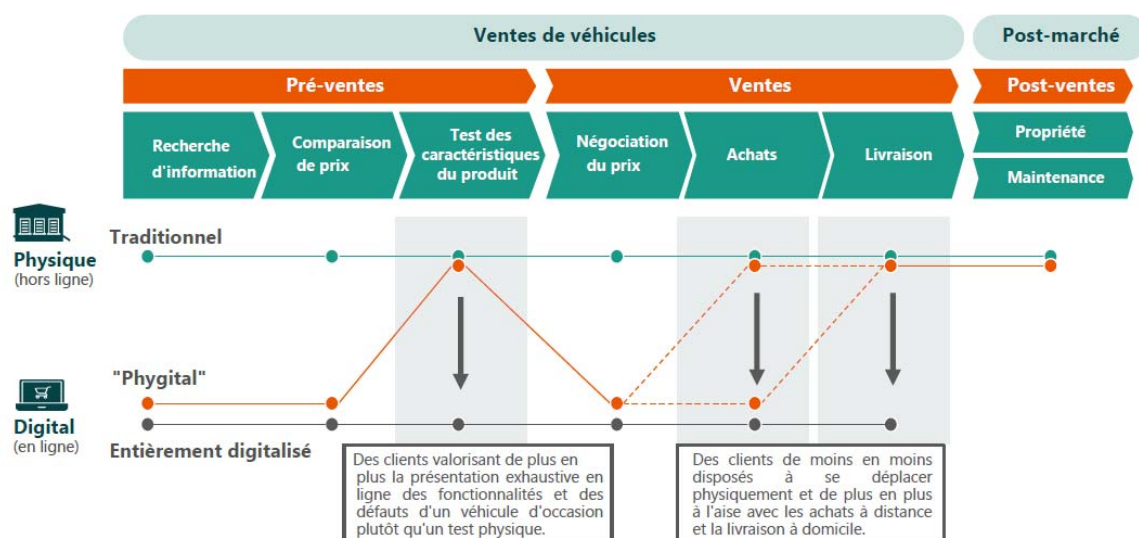
La plateforme numérique exploitée par le Groupe a pour objectif de rendre plus simples, rapides et efficaces les processus de vente et d'achat de véhicules d'occasion. Les sites Internet et applications mobiles du Groupe sont immersifs et comportent de nombreuses fonctionnalités visant à faciliter la prise de décision de manière dématérialisée, à chacune des étapes du parcours client.

---

<sup>56</sup> Excluant les véhicules vendus par des franchisés.

Le consommateur peut définir son parcours client « à la carte » pour chacune des étapes du processus d'achat : sélection du véhicule, réservation, financement, paiement et réception du véhicule acquis. Il peut aussi bien opter pour un parcours entièrement en ligne qu'intégralement hors ligne, grâce à un réseau de 60 agences commerciales dans l'ensemble des pays d'implantation du Groupe.

### *Evolution du parcours client de la vente de véhicules d'occasion*



### *Sélection*

Grâce aux sites Internet et aux applications mobiles développées par le Groupe dans ses quatre pays d'implantation, les consommateurs peuvent consulter à tout moment une très large gamme de véhicules comprenant plus de 40 marques et 10 000 véhicules différents. Les sites sont conçus pour permettre aux consommateurs de filtrer leur recherche avec un niveau de détail élevé.

Le Groupe offre des possibilités multiples de combinaisons et configurations pour permettre aux consommateurs de sélectionner le véhicule dont ils ont besoin, en fonction notamment de la marque, du modèle, d'un prix maximum, de la catégorie de véhicule en fonction de l'utilisation attendue (4x4, citadine, berline, monospace, électrique, hybride ou autre), du kilométrage maximum (jusqu'à 150 000 kilomètres), de l'éligibilité à la prime à la conversion, du carburant, de la puissance fiscale ou encore des délais de livraison.

Au-delà des fonctionnalités de recherche, chaque véhicule mis en vente en ligne fait l'objet d'une description présentant de manière détaillée ses caractéristiques techniques, ses options et ses équipements.


Pour permettre aux clients de visualiser le véhicule qu'ils souhaitent acquérir, le Groupe a développé sur son site de reconditionnement de Donzère, pour les véhicules vendus en France, des solutions technologiques qui permettent une inspection à 360 degrés de l'intérieur et de l'extérieur du véhicule. Cela permet aux consommateurs de visualiser le véhicule sous tous les angles et également d'apercevoir ses éventuels défauts, qui sont signalés de manière claire, avec une possibilité de zoomer sur chacun de ces défauts pour en avoir une parfaite visibilité.

*Exemples d'interfaces de sélection proposées aux utilisateurs sur le site Aramisauto.com*

Votre projet auto au meilleur prix garanti, reprise comprise ! [Prenez RDV](#)

**Aramisauto** Achat Reprise Financer Conseils Mon agence la plus proche Contactez-nous 09 72 72 20 02 Mon compte Maxime P...

Aramisauto / Achat / Peugeot / 5008



**Peugeot 5008**  
1.6 BlueHDi 120 EAT6 - Active Business  
2016 - 133 502 km  
★★★★☆ 40 avis clients  
• Diesel  
• Boîte automatique ou robotisée  
GPS • Bluetooth • Régulateur de vitesse  
Livraison sous 48h à domicile ou en agence Garantie Étendue 12 mois

des **179 €** / mois Financer  
**11 390 €** Voir le détail  
Devis gratuit Réserver

100% satisfait ou remboursé  
Pendant 15 jours ou 1 000 km  
Exemple de devis

Meilleur prix garanti : nous vous remboursons la différence si vous trouvez moins cher ailleurs.  
[En savoir plus](#)

[Présentation](#) [Preise de contact](#) [Options et équipements](#) [Informations techniques](#) [Financement et services](#) [Avis](#)

**Points clés**

- Livraison sous 48h à domicile ou en agence
- Mise en circulation : 18/11/2016
- Boîte automatique ou robotisée 6 rapports
- 109 g/km - Cat B (NEDC)
- Certificat CricAir 2
- Voiture d'occasion
- Garantie Étendue 12 mois
- Diesel
- 1.6 BlueHDi 120 EAT6
- 4.2 L / 100km
- Noir Métallisé
- 5 portes
- Sellerie Tissu



En France, 92% des clients réalisent au moins une étape de leur parcours d'achat à distance, illustrant la capacité du Groupe à répondre aux besoins des consommateurs finaux grâce à son interface numérique.

Les consommateurs ont également la possibilité de prendre un rendez-vous, par téléphone ou en agence, pour échanger sur leur projet d'achat avec un conseiller, et recevoir ainsi des conseils personnalisés.



Cela est rendu possible grâce à l'important réseau d'agences (60 agences) et aux 3 centres d'appel opérés par le Groupe.

Le Groupe propose aussi aux visiteurs de ses sites Internet et applications mobiles des mécanismes qui leur permettent d'être alertés en cas de disponibilité de nouveaux véhicules, de retour en stock ou de baisse du prix d'un véhicule pour lequel ils ont paramétré un intérêt. Ils reçoivent alors une notification par sms ou courrier électronique, ce qui offre à ces clients une expérience de recherche et de sélection efficace, dans la mesure où ils n'ont pas besoin de parcourir de nombreuses fois les sites Internet et applications du Groupe pour s'informer de la disponibilité d'un modèle de véhicule qu'ils envisagent d'acquérir.

### *Réservation*

Une fois que les consommateurs ont sélectionné le véhicule qu'ils souhaitent acquérir, ils peuvent procéder à sa réservation directement en ligne par l'intermédiaire des sites Internet ou des applications mobiles du Groupe, par téléphone ou directement en agence, moyennant le paiement d'un acompte leur garantissant une exclusivité sur le véhicule réservé pendant une période de 72 heures.

### *Financement et assurance*

Grâce à des partenariats conclus avec des établissements de crédit et des compagnies d'assurance, les clients du Groupe ont la possibilité de procéder à une demande de financement de leur véhicule à des taux attractifs, mais également souscrire à des assurances. Le taux de pénétration de ces services auprès des clients du Groupe était de 27% en France, 36% en Belgique<sup>57</sup>, 49% en Espagne et 71% au Royaume-Uni au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

### *Livraison*

Le Groupe a mis en place un processus de livraison efficace, qui complète la fluidité de l'expérience client de la sélection à l'acquisition d'un véhicule.

L'objectif du Groupe est ainsi de réduire la complexité du processus d'achat de véhicules d'occasion en rationalisant de manière méthodique la logistique pour l'enlèvement et la livraison des véhicules et en fournissant un large éventail de services (par exemple, l'immatriculation du véhicule).

Les clients du Groupe ont le choix entre une livraison dans une des agences commerciales du Groupe, ou directement à leur domicile. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, 14% des clients du Groupe en France et 48% des clients du Groupe en Espagne avaient choisi la livraison à domicile comme mode de livraison. Le service de livraison à domicile a par ailleurs été lancé en 2020 en Belgique.

Une tendance pour le choix de la livraison à domicile s'est dégagée à la suite de la crise sanitaire du Covid-19, ce mode de livraison ayant par exemple été choisi par 30% des clients du Groupe au cours du quatrième trimestre calendaire de l'année 2020.

Le consommateur peut ainsi choisir le lieu, la date et même l'heure de livraison de son véhicule, avec des délais de livraison courts. Grâce à une logistique optimisée et à une flotte de camions et de transporteurs tiers avec lesquels le Groupe entretient des relations durables, le Groupe a récemment introduit en France la livraison en 24 heures pour une partie grandissante de ses véhicules et envisage de proposer à court terme cette offre dans ses autres pays d'implantation. Le Groupe dispose également de 6 plateformes logistiques en France, en Espagne, en Belgique et au Royaume-Uni, par lesquels les véhicules vendus par le Groupe peuvent transiter dans ses différentes zones géographiques d'activité dans l'attente de leur achat et de leur livraison, réduisant ainsi les délais de livraison et augmentant la productivité.

---

<sup>57</sup> Excluant les véhicules vendus par des franchisés.

Ce processus de vente fluide et intuitif, couplé à une offre de produits et de services de grande qualité et à une logistique efficace et fiable, permet au Groupe d'atteindre un taux de satisfaction client élevé. Le mode d'organisation vertical et optimisé du Groupe lui permet également d'atteindre un nombre moyen de 40 jours entre l'achat d'un véhicule d'occasion par le Groupe et sa revente à un client au cours du dernier trimestre calendaire de l'année 2020.

Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, le NPS s'est établi à 67 en France (contre 54 au cours de l'année 2019), 70 en Espagne (contre 58 sur l'année 2019), 68 en Belgique (contre 49 sur l'année 2019) et 57 au Royaume-Uni. Le Groupe a l'ambition d'atteindre à terme un NPS moyen supérieur à 80 sur l'ensemble de ses zones géographiques d'activité.

***Un parcours de vente simplifié et efficient proposé aux vendeurs particuliers : estimation, expertise et dépôt ou enlèvement du véhicule vendu***

Une part significative des approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion est réalisée auprès de particuliers, généralement dans le cadre d'une reprise dans l'optique de l'achat d'un nouveau véhicule. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, cette source d'approvisionnement de véhicules d'occasion représentait 41%, 35% et 5% du volume des approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion à reconditionner en France, Belgique et Espagne respectivement.

Le Groupe propose aux particuliers une expérience simple et rapide pour vendre leurs véhicules au juste prix de marché, en trois étapes comprenant l'estimation du véhicule, son expertise et son dépôt ou enlèvement.

Les vendeurs particuliers peuvent tout d'abord solliciter une première estimation de la valeur de leur véhicule par une procédure mise à leur disposition sur les sites Internet du Groupe. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 en France, 675 000 clients ont fait estimer la valeur de leur véhicule en ligne. L'étape d'estimation n'est pas indispensable et a avant tout une vocation informative, permettant aux particuliers d'avoir une idée de la valeur de leur véhicule. Qu'ils aient recours ou non à la procédure d'estimation, les vendeurs particuliers peuvent directement faire expertiser leur véhicule pour recevoir une offre d'achat, soit en utilisant les applications mobiles développées par le Groupe soit en se rendant dans une des agences commerciales du Groupe.

En France, les vendeurs particuliers peuvent en outre faire estimer leur véhicule en moins de 5 minutes grâce aux applications mobiles du Groupe en prenant et en envoyant des photos de leurs véhicules grâce à une interface intuitive, qu'ils complètent avec un formulaire qui permet au Groupe de disposer des informations essentielles pour expertiser le véhicule. En cas d'accord sur le prix proposé, le client peut soit choisir d'opter pour l'enlèvement du véhicule directement à son domicile, soit déposer son véhicule dans une des agences commerciales du Groupe. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, 14% des clients en France avaient choisi l'enlèvement à domicile, confortant ainsi la volonté du Groupe d'offrir un parcours de plus en plus digitalisé à ses clients.

Grâce à l'important réseau d'agences du Groupe, les vendeurs particuliers ont aussi la possibilité de choisir une expérience de vente physique, en se rendant directement dans une des agences du Groupe pour faire expertiser leur véhicule.

## **5.7 Investissements**

### ***(a) Investissements réalisés depuis 2018***

Le Groupe procède à des investissements réguliers, principalement dans le développement de ses systèmes informatiques et applications technologiques, afin d'améliorer constamment sa plateforme numérique pour répondre au mieux aux besoins de ses clients ; dans ses processus de reconditionnement, afin d'augmenter sa capacité de reconditionnement et répondre à la demande en véhicules d'occasion, tout en améliorant en permanence la qualité et la fiabilité des véhicules d'occasion reconditionnés qu'il vend ; ainsi que dans le développement de son réseau d'agences commerciales, afin de maintenir une empreinte physique, facteur de consolidation de la confiance de ses clients et prospects en ses produits et services.

Au cours des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018, le montant cumulé des dépenses d'investissement opérationnel (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles) du Groupe s'est élevé à 21,9 millions d'euros.

Sur cette période, les investissements opérationnels du Groupe ont principalement concerné :

- des projets liés à l'analyse de données, au développement des sites Internet et applications mobiles du Groupe et au développement de logiciels à usage interne, ainsi que l'achat de matériel informatique. Ce poste représentait 5,7 millions d'euros (dont 5,1 millions d'euros en matière de recherche et développement et 0,6 million d'euros de matériel informatique) au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et 4,7 millions d'euros (dont 4,2 millions d'euros en matière de recherche et développement et 0,5 million d'euros de matériel informatique) au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 ; et
- des travaux relatifs aux agences commerciales du Groupe en France et en Belgique, des travaux d'aménagement réalisés au siège du Groupe, des travaux d'extension et de maintenance sur les centres de reconditionnement du Groupe et d'autres investissements. Ce poste représentait 2,1 millions d'euros (dont 1,3 millions d'euros pour les travaux relatifs au siège et aux agences commerciales, 0,3 million d'euros pour les travaux relatifs aux centres de reconditionnement et 0,5 million d'euros d'autres investissements relatifs principalement à l'achat de véhicules de fonction en Belgique) au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et 3,6 millions d'euros (dont 2,7 millions d'euros pour les travaux relatifs au siège et aux agences commerciales, 0,3 million d'euros pour les travaux relatifs aux centres de reconditionnement et 0,6 million d'euros d'autres investissements relatifs principalement à l'achat de véhicules de fonction en Belgique) au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

Au cours des dernières années, le Groupe a par ailleurs procédé à des opérations de croissance externe qui ont contribué activement à la croissance globale des activités du Groupe qui entend poursuivre sa politique d'acquisitions à l'avenir afin de développer sa présence géographique et son offre de services.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018, le Groupe a ainsi poursuivi son développement à l'international en s'implantant en Belgique, avec la prise de contrôle de la société Datosco (qui détient intégralement la société Datos), un distributeur automobile multimarques exerçant ses activités sous la marque Cardoen et disposant au moment de l'acquisition de 13 points de vente à travers la Belgique.

Le tableau ci-dessous détaille le montant total des décaissements effectués au titre des investissements du Groupe au cours des trois derniers exercices :

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2020</b>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2019</b>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2018</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7,7	8,3	5,8
Acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-	1,4	25,6
<b>Total</b>	<b>7,7</b>	<b>9,7</b>	<b>31,4</b>

Les modalités de financement de ces investissements sont détaillées au chapitre 8 du présent document d'enregistrement.

En mars 2021, le Groupe s'est implanté au Royaume-Uni en prenant une participation majoritaire dans la société Motordepot (exploitant principalement la marque CarSupermarket), une société exploitant une plateforme multicanale de vente de véhicules d'occasion connaissant une forte croissance au Royaume-Uni et disposant de 12 agences commerciales au Royaume-Uni.

(b) *Principaux investissements futurs*

Le Groupe entend poursuivre ses investissements dans le développement de sa plateforme technologique pour répondre au mieux aux besoins de ses clients, ainsi que ses investissements dans ses processus de reconditionnement, afin d'augmenter sa capacité de reconditionnement et répondre à la demande, tout en améliorant la qualité et la fiabilité des véhicules d'occasion reconditionnés qu'il vend, en réalisant au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2021 des investissements opérationnels<sup>58</sup> s'établissant à environ 1% de son chiffre d'affaires consolidé.

Le Groupe entend en particulier poursuivre le développement de ses capacités de reconditionnement afin d'accompagner la croissance de ses activités ; sur la période 2021 – 2025, le Groupe a ainsi pour objectif d'ouvrir au moins six nouveaux sites de reconditionnement, avec l'ouverture d'un nouveau site de reconditionnement par an en France en 2022, 2024 et 2025 et un nouveau site de reconditionnement en Espagne en 2024. Le Groupe prévoit par ailleurs l'ouverture d'ici fin 2021 d'un nouveau site de reconditionnement à Anvers en Belgique et à Hull au Royaume-Uni.

## **5.8 Facteurs de dépendance**

Les informations relatives aux facteurs de dépendance du Groupe figurent au chapitre 3 « *Facteurs de risques* » du présent document d'enregistrement, en particulier les sections suivantes :

- 3.2.1 « *Risques liés à l'approvisionnement en véhicules d'occasion* » ;
- 3.2.5 « *Risques liés à la cybercriminalité et à une éventuelle défaillance des systèmes informatiques du Groupe* » ;
- 3.2.9 « *Risques liés aux partenariats avec des tiers dans le cadre de l'offre de services du Groupe* » ;
- 3.2.11 « *Risques liés au recrutement et au maintien d'employés expérimentés* » ;
- 3.2.12 « *Risques liés aux relations avec certains fournisseurs et sous-traitants* » ;
- 3.3.1 « *Risques liés aux relations avec Automobiles Peugeot, filiale de Stellantis N.V. et actionnaire majoritaire de la Société* » ;
- 3.3.2 « *Risques liés aux équipes de management* » ;
- 3.5.3 « *Risques liés aux droits de propriété intellectuelle* ».

## **5.9 Politique RSE**

Le Groupe a la volonté d'appliquer à l'ensemble de ses activités et à son mode de gouvernance, et d'intégrer à sa stratégie de croissance, une politique de développement durable sur les plans sociaux, environnementaux et économiques. Le Groupe se mobilise de manière croissante pour faire du marché de l'automobile, tant sur les aspects de commercialisation que sur l'activité de reconditionnement, un marché plus respectueux de l'environnement, notamment en faisant de l'économie circulaire un des principes directeurs de son modèle économique. Le Groupe place également ses salariés au cœur de son modèle sociétal, en promouvant la sécurité, la responsabilisation, le bien-être et la diversité, au travail et en dehors, et en contribuant au développement des communautés.

A compter de l'exercice qui sera clos le 30 septembre 2021, et sous réserve de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le rapport de gestion du Conseil d'administration de la Société à l'Assemblée générale comportera une déclaration de performance extra-financière, qui fera l'objet d'un examen par un organisme tiers indépendant, et qui présentera les informations notamment sur la manière dont la Société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ainsi que sur ses engagements sociaux en faveur du

---

<sup>58</sup> Correspond aux dépenses d'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles dans le tableau de flux de trésorerie du Groupe.

développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités, conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce. Les principaux risques liés à l'activité de la Société que le Groupe sera tenu de décrire dans le cadre de sa déclaration de performance extra-financière conformément à l'article R.225-105 du Code de commerce sont décrits dans le chapitre 3 du présent document d'enregistrement, en particulier les paragraphes 3.1.2 « *Risques liés aux évolutions du secteur automobile* », 3.2.7 « *Risques liés à l'exploitation de sites industriels* », 3.2.10 « *Risques liés aux produits défectueux* », 3.2.11 « *Risques liés au recrutement et au maintien d'employés expérimentés* » et 3.5.1 « *Risques liés à la réglementation et son évolution* » et 3.5.2 « *Risques liés à la protection des données personnelles* ». Dans le cadre de la préparation de la déclaration de performance extra-financière susvisée, la Société procédera à une revue de l'ensemble des indicateurs sociaux et environnementaux du Groupe. Par ailleurs, la Société constituera notamment, dans le cadre de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, un comité RSE qui aura la charge d'assurer le suivi des questions en matière environnementale et sociale (voir la section 14.3 « *Comités du Conseil d'administration* » du présent document d'enregistrement).

### **5.9.1 La transition vers un modèle de mobilité individuelle plus respectueux de l'environnement**

Selon une étude réalisée en France, en Belgique, en Espagne, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Italie<sup>59</sup>, 64% des trajets journaliers pour se rendre au travail se font en voiture. Par ailleurs, 33% des personnes interrogées voient en l'automobile un facteur de liberté et 9 personnes sur 10 déclarent avoir un véhicule à disposition de manière permanente<sup>60</sup>. Les résultats de ces études confortent le Groupe dans l'idée que la mobilité individuelle est un élément important pour les consommateurs et que l'activité de reconditionnement constitue un levier pour favoriser l'économie circulaire sur ce marché.

Le Groupe a ainsi pour objectif d'accompagner le marché de l'automobile dans la transition écologique en devenant le principal fournisseur de véhicules d'occasion fiables et performants sur le plan environnemental en Europe. Le Groupe cherche pour cela à optimiser en permanence son empreinte environnementale en faisant évoluer ses méthodes de production par le recours à des technologies et des processus éco-responsables, et en utilisant ses capacités de reconditionnement comme un levier pour apporter une contribution au développement d'une économie circulaire.

Contrairement à la production de véhicules automobiles neufs, aucun effort d'extraction ni de production de matériaux n'est nécessaire pour les voitures d'occasion reconditionnées, qui constitue le cœur de l'activité du Groupe. Avec une ancienneté moyenne inférieure à 3 ans, les véhicules d'occasion proposés par le Groupe bénéficient encore d'une durée de vie importante et sont moins polluants que des véhicules plus anciens non reconditionnés.

Le Groupe parvient également à optimiser son impact environnemental grâce à des activités de reconditionnement et une logistique basée sur la demande plutôt que l'offre. Le Groupe veille à prendre en compte l'impact environnemental lorsque des changements opérationnels sont apportés à ses méthodes de production et à ses processus d'activité.

Le Groupe a pour objectif d'ouvrir de nouveaux centres de reconditionnement dans les années à venir, notamment un au Royaume-Uni et un en Belgique d'ici la fin de l'exercice clos le 30 septembre 2021, trois en France d'ici la fin des exercices clos les 30 septembre 2022, 2024 et 2025, respectivement, et un en Espagne d'ici la fin de l'exercice clos le 30 septembre 2024. Cela permettra notamment d'améliorer la couverture géographique du Groupe dans ses pays d'implantation, réduisant ainsi mécaniquement les émissions de CO<sub>2</sub> par véhicule transporté. A titre d'exemple, le Groupe estime que l'ouverture de son second centre de reconditionnement en France d'ici fin 2022 améliorera sa couverture géographique du territoire, avec une répartition nord/sud, ce qui devrait lui permettre de réduire d'environ 16% ses émissions de CO<sub>2</sub> par véhicule transporté en France.

---

<sup>59</sup> Etude réalisée par le Groupe via Kantar, Statista, autopista.es, brussels-express.be

<sup>60</sup> Source : Baromètre Aramis Auto Kantar.

Le Groupe a également amorcé des projets avec des consultants et des experts spécialisés dans la réduction d'émission de CO<sub>2</sub> pour fixer des objectifs de réduction à long terme de l'impact environnemental du Groupe.

#### *Le recours à des technologies et des méthodes éco-responsables*

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, en France, les ventes de véhicules à faible émission de CO<sub>2</sub><sup>61</sup> du Groupe ont représenté 3,3% du total des ventes de véhicules d'occasion aux particuliers, soit une augmentation d'environ 76% par an entre 2015 et 2020. Ce pourcentage a atteint 6,7% au cours du premier semestre de l'exercice qui se clôturera le 30 septembre 2021 (hors activité au Royaume-Uni).

Dans le cadre de ses processus de reconditionnement, le Groupe procède à un recyclage systématique des déchets (pneus, batteries et huiles), ce qui représente actuellement environ 70% de l'ensemble des déchets résultant des activités de reconditionnement en France au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Aussi, la réparation des pièces est toujours privilégiée à leur remplacement, notamment pour la carrosserie ou les vitres. Cette politique a permis au Groupe de réduire de 5kg, soit 20%, le volume de matériaux utilisés par véhicule dans le cadre des activités de reconditionnement en France depuis 2018.

Ainsi, entre 2018 et 2019, le Groupe en France est également parvenu à réduire de 1,6kg le volume de déchets par voiture issue des activités de reconditionnement, et de 3,1kg entre 2019 et 2020.

Par ailleurs, le Groupe a désormais recours à des peintures automobiles développées par la société R-M eSense, qui reposent sur la technologie *Biomass Balance BASF*, certifiée par l'organisme allemand TÜV SÜD. Ce type de peinture est élaboré grâce à l'utilisation de ressources renouvelables issues de déchets organiques et d'huiles végétales (biogaz ou bio-naphta) pour diminuer la part des ressources fossiles dans les intrants, et permet de réduire de 220 grammes les émissions de CO<sub>2</sub> par élément de carrosserie peint. Le Groupe utilise également un nouveau procédé de pulvérisation de peinture à l'azote, réduisant jusqu'à 20% le volume de peinture nécessaire par rapport au procédé traditionnel grâce à une meilleure dispersion.

Depuis 2021, le Groupe a également commencé à produire un certain nombre de pièces détachées à l'imprimante 3D, avec pour objectif de contribuer à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> engendrée par la logistique actuelle de ces pièces.

Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les émissions de CO<sub>2</sub> de scope 1 et 2 du Groupe ont représenté 5 089 tonnes de CO<sub>2</sub>, soit 77 kg de CO<sub>2</sub> par véhicule vendu<sup>62</sup>. Le Groupe se fixe pour objectif de réduire jusqu'à 40% ses émissions de scope 1 et 2 par véhicule vendu à horizon 2030.

#### *La promotion de l'économie circulaire*

Un des principes directeurs de l'économie circulaire est de favoriser l'allongement de la durée d'usage des produits par le recours à la réparation, à la vente ou à l'achat d'occasion, dans le cadre du réemploi et de la réutilisation.

Le Groupe cherche à promouvoir ces bonnes pratiques, notamment en faisant la promotion de ses offres de reprise auprès des particuliers. Ainsi, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, 30% des reprises de véhicules d'occasion du Groupe ont permis à ses clients d'échanger un véhicule plus ancien.

---

<sup>61</sup> Selon l'article D.224-15-11 du Code de l'environnement, une voiture particulière ou une camionnette est un véhicule à faibles niveaux d'émissions si ses émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques sont inférieures ou égales à 60 grammes par kilomètre pour les émissions de dioxyde de carbone.

<sup>62</sup> Hors Royaume-Uni. Emissions mesurées sur la base du GHG protocol, avec l'assistance d'EcoAct.

Par ailleurs, l'introduction et la facilitation par le Groupe du mécanisme français de prime à la conversion, a permis d'écarter de la circulation plus de 3 400 véhicules obsolètes d'un point de vue environnemental au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, un chiffre qui a plus que doublé par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018. Le Groupe s'est engagé pour aider ses clients à trouver un véhicule de remplacement éligible et à gérer les formalités administratives associées. Un mécanisme similaire a été mis en place en Belgique, où le Groupe accompagne également ses clients dans leur transition vers un véhicule plus respectueux de l'environnement.

### **5.9.2 Les engagements du Groupe envers ses employés**

#### *Le développement et la promotion du modèle de leadership du Groupe*

Le Groupe place toute sa confiance en ses salariés et en leurs compétences pour relever les nouveaux défis auxquels le Groupe est confronté, en favorisant le dialogue et l'ouverture d'esprit dans un environnement de travail sain, respectueux et inclusif.

L'âge moyen des employés du Groupe est de 32 ans. Par ailleurs, 6% des effectifs du Groupe en France étaient des apprentis et des stagiaires au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, contre en moyenne 3% dans les sociétés de 100 à 1 000 salariés<sup>63</sup>.

Le Groupe s'implique également dans le développement de carrière de ses salariés, en leurs proposant chaque année des sessions de formations internes et externes. Lors de l'exercice clos le 30 septembre 2020, 70% des salariés du Groupe avaient ainsi suivi au moins une formation au cours de l'exercice<sup>64</sup>. La mobilité interne est également fortement mise en avant, 19% des employés du Groupe en France ayant évolué sur un nouveau poste au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Les méthodes managériales mises en place promeuvent les idées nouvelles et les prises d'initiative.

Les efforts du Groupe pour offrir bien-être et opportunités à ses employés se matérialisent par un taux de rotation du personnel de 27% en France, contre en moyenne 51% sur la marché du commerce de détail en France<sup>65</sup>. La Société a également été primée au palmarès « *Best Workplaces France 2020* » par l'institut Great Place To Work dans la catégorie des entreprises de 250 à 1000 salariés, récompensant ainsi les efforts du Groupe en matière d'expérience collaborateur. Au cours du dernier trimestre calendaire de l'année 2020, le e-NPS du Groupe, qui est un indicateur évaluant en pourcentage la propension des employés à recommander leur entreprise à leurs connaissances pour venir y travailler, s'établissait à 52.

#### *La promotion de la diversité au sein du Groupe*

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, 24% des salariés à temps plein du Groupe étaient des femmes. Le Groupe a aussi pour ambition de faire accéder un nombre toujours croissant de femmes aux fonctions exécutives du Groupe. Ainsi, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les femmes représentent 28% des cadres au sein du Groupe. Le Groupe a également obtenu pour la France la note de 84/100 au titre de l'indice d'égalité des genres 2020<sup>66</sup>.

Le Groupe cherche également à promouvoir la diversification des profils et des nationalités, avec plus de 32 nationalités différentes<sup>67</sup> représentées parmi près de 800 collaborateurs du Groupe<sup>68</sup> en moyenne au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Les effectifs du Groupe en prenant en compte les employés au Royaume-Uni s'élèvent à 1 380<sup>69</sup>. Le Groupe considère la diversité comme un facteur

---

<sup>63</sup> Source : Le Figaro

<sup>64</sup> En prenant en compte les formations au Royaume-Uni sur la période de douze mois close le 30 avril 2021.

<sup>65</sup> Source : Toute-la-franchise.com, 2017

<sup>66</sup> Source : Index Egapro

<sup>67</sup> Sur la base des effectifs en France, en Belgique et en Espagne en février 2021 et des effectifs au Royaume-Uni en avril 2021.

<sup>68</sup> Effectifs du Groupe en France, en Belgique et en Espagne.

<sup>69</sup> Effectifs du Groupe en France, en Belgique et en Espagne au 30 septembre 2020 et au Royaume-Uni en avril 2021.

déterminant pour renforcer l'innovation et la créativité, ainsi que la motivation des employés et la cohésion des équipes.

## **5.10 Les approvisionnements du Groupe**

### ***L'approvisionnement du Groupe en véhicules d'occasion***

La faculté du Groupe à s'approvisionner en véhicules d'occasion est un des éléments déterminants du succès de son modèle d'activité. Il est essentiel pour le Groupe de sécuriser des opportunités d'approvisionnement garantissant un niveau de rentabilité élevée, de diversifier ses sources pour se prémunir de situations de dépendance vis-à-vis de certains acteurs et d'être capable d'analyser de manière précise ses besoins en véhicules.

#### ***Les sources d'approvisionnement du Groupe en véhicules d'occasion***

Les sources d'approvisionnement du Groupe en véhicules d'occasion sont diversifiées, ce qui permet une réaffectation de ses besoins et de ses ressources en fonction de l'environnement économique de ses marchés d'activité. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le volume d'approvisionnement total du Groupe s'est élevé à environ 50 000 véhicules, dont environ 20 000 véhicules d'occasion acquis en vue de leur reconditionnement et 30 000 véhicules pré-immatriculés. En prenant en compte le Royaume-Uni, le volume d'approvisionnement total du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'est élevé à environ 66 000 véhicules, dont environ 36 000 véhicules d'occasion acquis en vue de leur reconditionnement et 30 000 véhicules pré-immatriculés.

Dans l'ensemble de ses zones géographiques d'activité, le Groupe a noué de solides relations d'approvisionnement avec les revendeurs professionnels locaux et internationaux du marché des véhicules d'occasion. Le Groupe importe une partie importante de ses véhicules parmi les stocks de distributeurs d'autres pays de l'Union européenne en cherchant à obtenir les prix les plus compétitifs. Grâce à ses volumes de ventes importants, représentant près de 67 000 véhicules au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (hors prise en compte du Royaume-Uni), le Groupe est en mesure de négocier auprès des revendeurs professionnels des lots importants de véhicules négociés à des prix compétitifs. Les approvisionnements en véhicules d'occasion du Groupe auprès de ces acteurs professionnels représentaient 72% du volume total d'approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en prenant en compte le Royaume-Uni). Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en prenant en compte le Royaume-Uni), sur les 530 fournisseurs professionnels avec lesquels le Groupe traite dans plus de 20 pays, les 10 premiers fournisseurs du Groupe<sup>70</sup> représentaient 22% du volume total des approvisionnements en véhicules d'occasion du Groupe.

La prise de participation majoritaire dans la Société par Automobiles Peugeot en 2016<sup>71</sup>, a permis au Groupe de tisser des relations étroites avec le groupe Stellantis lui permettant de bénéficier d'une source d'approvisionnement directe en véhicules d'occasion, c'est-à-dire sans intermédiaire, permettant notamment au Groupe de générer une marge par véhicule vendu supérieure, auprès d'un des plus grands acteurs du marché mondial de l'automobile, afin de répondre à ses besoins et à la croissance de ses activités. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a réalisé 10% du volume de ses approvisionnements en véhicules d'occasion (en prenant en compte le Royaume-Uni) auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot, soit 7 000 véhicules. La fusion entre les sociétés Peugeot S.A. et Fiat Chrysler Automobiles N.V. en janvier 2021 afin de créer Stellantis N.V., permet au Groupe d'avoir accès à une source d'approvisionnement encore plus importante. Stellantis est le 2<sup>e</sup> groupe automobile européen, avec des prévisions de vente en Europe de 3,5 millions de véhicules en 2021 (*source : IHS*).

---

<sup>70</sup> A l'exclusion des entités affiliées à Automobiles Peugeot.

<sup>71</sup> Peugeot S.A. (précédemment actionnaire à 100% d'Automobiles Peugeot S.A.) a fusionné avec Fiat Chrysler Automobiles N.V. le 16 janvier 2021 et l'entité absorbante a été renommée Stellantis N.V. le 17 janvier 2021. En conséquence de cette opération, Automobiles Peugeot S.A. est désormais détenue à 100% par Stellantis N.V.



Le Groupe dispose également d'une solide expérience en matière de reprise en vue de l'achat d'un nouveau véhicule et d'achats au comptant auprès des vendeurs particuliers de véhicules d'occasion. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en prenant en compte le Royaume-Uni), 17% du volume total des approvisionnements en véhicules d'occasion du Groupe faisaient l'objet d'un approvisionnement auprès de cette catégorie de vendeurs.

#### *L'optimisation de l'approvisionnement du Groupe en véhicules d'occasion*

Le Groupe s'appuie sur des outils technologiques de pointe et des analyses de données perfectionnées pour analyser et optimiser ses approvisionnements en véhicules d'occasion. En analysant un volume important de données publiques et de données collectées dans le cadre de ses activités auprès des visiteurs de ses sites Internet et de ses applications mobiles, le Groupe parvient à définir avec précision ses besoins en véhicules dans chacune de ses zones d'activité.

En déterminant les modèles et gammes de véhicules d'occasion les plus demandés en analysant les intérêts directs et indirects des visiteurs des sites Internet et applications du Groupe, les logiciels propriétaires développés et exploités par le Groupe lui fournissent des recommandations d'approvisionnement et de gestion d'inventaire en temps réel.

Le Groupe a également développé un outil de tarification intelligent qui exploite les données externes et propriétaires à la disposition du Groupe pour analyser l'offre et la demande sur le marché de la vente en ligne de véhicules d'occasion, et ainsi déterminer les prix d'approvisionnement optimaux.

#### *Approvisionnements en pièces détachées*

Dans le cadre de ses activités de reconditionnement, le Groupe a également besoin de s'approvisionner en pièces détachées pour réparer et remettre en état de vente dans ses centres de reconditionnement les véhicules d'occasion qu'il acquiert.

Une importante logistique d'approvisionnement en pièces détachées a été mise en place en coordination avec le groupe Peugeot S.A.<sup>72</sup> en 2018, ce qui a notamment permis de réduire les délais de livraison. Ce circuit d'approvisionnement privilégié et la logistique dédiée mise en place permettent également au Groupe de bénéficier de tarifs préférentiels sur ses achats de pièces détachées, ce qui réduit mécaniquement ses coûts de reconditionnement et les prix de vente de ses véhicules reconditionnés, tout en ayant un effet relutif sur ses marges. Le catalogue multimarques de pièces détachées mis à disposition dans ce cadre est régulièrement enrichi, ce qui contribue également à une meilleure efficacité et une meilleure qualité du processus de reconditionnement.

### **5.11 Le reconditionnement des véhicules d'occasion**

#### *Les infrastructures de reconditionnement du Groupe*

Le Groupe a fait de ses capacités de reconditionnement en interne un des atouts majeurs de son modèle économique. Il exploite deux centres de reconditionnement, reposant sur des outils technologiques de pointe: une en France à Donzère (Drôme) et une en Espagne à Villaverde (ville connexe à Madrid). En Belgique, les véhicules sont reconditionnés pour l'essentiel au siège d'Anvers depuis avril 2021. Enfin, avec la prise de contrôle de Motordepot en mars 2021, le Groupe a récemment intégré un site de reconditionnement localisé à Goole au Royaume-Uni, ayant une capacité de traitement maximale d'environ 12 000 véhicules par an, et a pour objectif d'ouvrir un site de reconditionnement supplémentaire à Hull au cours de l'année 2021. Le Groupe a également prévu d'ouvrir un centre de reconditionnement à Anvers en Belgique d'ici fin 2021, ainsi que trois centres supplémentaires en France d'ici fin 2022, fin 2024 et fin 2025, respectivement, et un centre supplémentaire en Espagne d'ici fin 2024.

Lancé en février 2014, le centre de reconditionnement de Donzère dispose de 60 000 m<sup>2</sup> de terrain, dont 40 000 m<sup>2</sup> d'espace de stockage et un atelier industriel couvert de 5 300 m<sup>2</sup>. Le Groupe est le premier

---

<sup>72</sup> Désormais Stellantis N.V.

acteur de l'industrie automobile à avoir ouvert un centre de reconditionnement en France. Le site emploie environ 125 employés à temps plein<sup>73</sup>, qui se relayent 24 heures sur 24, du lundi au vendredi. La capacité de traitement du site au cours de l'exercice qui se clôturera le 30 septembre 2021 est estimée à 18 000 véhicules. L'objectif du Groupe est de réduire le délai entre l'arrivée d'un véhicule sur le site de Donzère et la fin du processus de reconditionnement à 2 jours ouvrés, contre 3 actuellement.

Le centre de Villaverde, déployé dans une ancienne usine du groupe Peugeot S.A.<sup>74</sup>, a été inaugurée en 2018. Il dispose d'un atelier de 8 000 m<sup>2</sup> et de 31 000 m<sup>2</sup> d'espace de stockage, avec un projet d'extension à 70 000 m<sup>2</sup> qui a débuté en mars 2021. Il compte environ 140 employés à temps plein<sup>75</sup>, qui se relayent 24 heures sur 24 du lundi au vendredi. La capacité de traitement du site au titre de l'exercice qui se clôturera le 30 septembre 2021 est estimée à 12 000 véhicules. L'objectif du Groupe est d'atteindre un délai de 3 jours ouvrés entre l'arrivée d'un véhicule sur le site de Villaverde et la fin du processus de reconditionnement, en s'inspirant des bonnes pratiques et des méthodes mises en place sur le site de Donzère.

Au total, près de 70 000 véhicules ont été inspectés et reconditionnés dans les centres de reconditionnement du Groupe en France et en Espagne depuis leur ouverture, dont environ 20 000 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Le Groupe a ainsi acquis une expérience et développé des expertises et des savoirs faire en matière de reconditionnement qui lui procurent un avantage concurrentiel majeur.

Le centre de Goole, inauguré en 2018, dispose de 15 000 m<sup>2</sup> de terrain, sur lequel se trouve un atelier industriel de 4 500 m<sup>2</sup>. Il compte environ 60 employés à temps plein<sup>76</sup>, qui se relayent 24 heures sur 24 du lundi au dimanche. La capacité de traitement du site au titre de l'exercice qui se clôturera le 30 septembre 2021 est estimée à 12 000 véhicules. L'objectif du Groupe est d'atteindre un délai de 3 jours entre l'arrivée d'un véhicule sur le site de Goole et la fin du processus de reconditionnement.

#### *Un processus de reconditionnement optimisé*

Le Groupe a mis en place un processus de reconditionnement de qualité, standardisé et de dimension industrielle, en adoptant une approche scientifique grâce à des outils technologiques développés en interne.

Le Groupe est d'abord parvenu à rationaliser la gestion de l'arrivée des véhicules sur les sites de reconditionnement. Les logiciels et algorithmes propriétaires du Groupe permettent de prioriser le traitement des véhicules sur les chaînes de reconditionnement en fonction de l'analyse de la demande en temps réel pour chaque type de véhicule. De plus, un calendrier précis des livraisons par camion avec horaires d'arrivées a été mis en place, ce qui permet un traitement linéaire et continu de l'arrivée des véhicules, sans augmentation brutale des volumes, afin d'optimiser les capacités de production.

Par ailleurs, les lots de véhicules envoyés à la chaîne de production sont regroupés en fonction de critères tels que l'ancienneté du véhicule ou la quantité de travail requise, permettant d'optimiser le processus de reconditionnement.

Le processus de reconditionnement en lui-même débute avec l'analyse des véhicules par des techniciens spécialistes des véhicules d'occasion pour identifier les besoins de réparation et procéder rapidement à la commande des pièces détachées nécessaires avec l'appui des équipes d'achat. Plus de 200 éléments mécaniques, électroniques et esthétiques sont ainsi inspectés sur chaque véhicule de manière standardisée.

Le Groupe développe et met actuellement en place, en partenariat avec un acteur spécialisé dans les solutions d'intelligence artificielle pour le secteur automobile, un outil technologique de reconnaissance

---

<sup>73</sup> Effectifs en avril 2021

<sup>74</sup> Désormais Stellantis N.V.

<sup>75</sup> Effectifs en avril 2021

<sup>76</sup> Effectifs en avril 2021

automatique des défauts esthétiques sur carrosserie. Cet outil vient compléter l'analyse des techniciens avec pour objectif de réduire les marges d'erreur et gagner en productivité.

Les méthodes de reconditionnement du Groupe sont orientées vers la réduction des délais de production, en optimisant le rapport entre l'attrait pour le client du véhicule à reconditionner et le coût du reconditionnement.

Dès que les pièces détachées commandées sont réceptionnées sur le site, le véhicule est reconditionné par les techniciens en plusieurs étapes cadencées les unes par rapport aux autres : réparation, inspection technique, peinture, lavage, finition et test du véhicule.

La quasi-totalité des réparations sont effectuées par le Groupe directement dans ses centres de reconditionnement, à l'exception des véhicules qui bénéficient encore de la garantie constructeur ou en cas de fonctionnement à pleine capacité de la chaîne de reconditionnement. Au cours du dernier trimestre calendaire de l'année 2020, seulement 3,6% des voitures reconditionnées du Groupe étaient reconditionnées en dehors de ses centres, et dans ce cas, ont été également inspectés par des salariés du Groupe.

Entre l'exercice clos le 30 septembre 2016 et l'exercice clos le 30 septembre 2020, le temps moyen nécessaire au reconditionnement d'un véhicule à Donzère a diminué de 75% passant de 12 jours ouvrés à 3 jours ouvrés, soit une diminution de 28% par an.

Ces délais de reconditionnement courts permettent notamment au Groupe de réduire le coût de stockage et le risque de dépréciation des véhicules.

Le Groupe a également amélioré la qualité du reconditionnement des véhicules au cours des dernières années, se traduisant par une diminution du coût moyen des frais de garantie par véhicule.

Grâce aux données collectées par le Groupe dans le cadre de ses activités de reconditionnement, représentant au 30 septembre 2020 près de 70 000 véhicules depuis l'ouverture de ses sites, le Groupe a constitué une base de données lui permettant de mieux prévoir et d'optimiser les coûts de reconditionnement des véhicules d'occasion.

Une fois reconditionnés, les véhicules sont photographiés dans un espace dédié localisé sur le site de reconditionnement, grâce notamment en France à des outils technologiques modernes qui permettent la prise de photos à 360 degrés de l'intérieur et de l'extérieur du véhicule, et sont immédiatement mis en vente sur les sites internet et applications mobiles du Groupe. Les véhicules sont également stockés dans les centres de reconditionnement jusqu'à ce qu'ils soient vendus, ce qui complète l'optimisation du processus de vente en réduisant les délais entre les étapes de reconditionnement et de vente des véhicules.

Le Groupe a ainsi développé une méthode de reconditionnement des véhicules d'occasion, répliquable d'un centre de reconditionnement à un autre, ce qui lui donne l'opportunité d'ouvrir de nouveaux sites de reconditionnement pour s'adapter à son expansion géographique et au développement de ses activités.

## **5.12 Politique commerciale et marketing**

En tant que spécialiste de la vente en ligne et acteur technologique au modèle économique digitalisé, la stratégie commerciale et marketing du Groupe se base sur le marketing numérique, l'exploitation des données collectées en ligne ou encore les réseaux sociaux, mais aussi sur d'autres canaux hors ligne plus traditionnels comme la publicité télévisée. Au-delà de ses activités de marketing pures, le réseau d'agences du Groupe fait également partie de sa stratégie commerciale, qui lui permet de renforcer la confiance des clients pour les marques du Groupe et de proposer une expérience hors ligne pour les clients qui le souhaitent.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a consacré un budget de 11,1 millions d'euros à ses dépenses de marketing, contre 10,0 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, soit 1,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de ces deux exercices.

### *Le marketing en ligne*

Le marketing numérique est un des leviers essentiels de marketing et de communication du Groupe. Il permet de générer un grand nombre de prospects en ciblant de manière précise les individus qui manifestent de manière directe ou indirecte un intérêt pour les produits et services proposés par le Groupe.

Le Groupe analyse un nombre élevé de termes de recherche pertinents au regard de ses secteurs et zones d'activité. En investissant des budgets importants dans le marketing sur les moteurs de recherche (*Search Engine Marketing*), notamment Google et Bing, le Groupe cherche à obtenir un référencement efficace sur les pages de résultats des moteurs de recherche de ses sites Internet. Entre octobre 2017 et octobre 2020, grâce à l'expertise développée sur cette période, le Groupe est ainsi parvenu à réduire significativement son coût par visite lié à ses activités de marketing sur les moteurs de recherche. En mars 2021, le taux d'optimisation du compte Google Ads du Groupe, indicateur en pourcentage de 1 à 100 reflétant la capacité d'un compte Google Ads à maximiser les conversions ou la valeur de conversion au regard des caractéristiques de ses campagnes, s'établissait à 99,1%, témoignant ainsi de la pertinence et l'efficacité de l'utilisation de cet outil marketing par le Groupe. Le Groupe a également développé une expertise dans le domaine du référencement naturel, c'est-à-dire des techniques mises en œuvre pour améliorer la position d'un site Internet sur les pages de résultats des moteurs de recherche. Ainsi, en améliorant sa compréhension du fonctionnement des algorithmes des moteurs de recherche, en proposant du contenu pertinent et en menant des campagnes de relations publiques efficaces, le Groupe est parvenu à augmenter le trafic généré par ses activités de référencement naturel de 8 à 13 millions de visiteurs entre les exercices clos le 30 septembre 2018 et le 30 septembre 2020.

Avec environ 830 000 recherches effectuées par jour sur les sites Internet et applications du Groupe en France et en Espagne au cours du mois de février 2021 et en moyenne environ 7 millions de données collectées par jour sur le mois de février 2021 en France uniquement, le Groupe mène également des campagnes de *retargeting*, de marketing d'affiliation et d'autres activités de marketing en ligne. En collectant et en analysant les données de trafic des visites sur ses sites Internet et applications mobiles, et les transactions qui en résultent, grâce à des logiciels technologiques de marketing automatisé, le Groupe est en mesure de comprendre et d'anticiper les comportements et les besoins des consommateurs et d'ajuster l'affectation de son budget marketing en ligne en temps réel.

Le Groupe a développé un algorithme propriétaire de *machine learning* qui analyse les comportements actuels et passés des prospects, et détermine pour chacun des prospects un score qui est fonction de leur susceptibilité à mener à une vente, permettant ainsi aux employés de ses centres d'appel de recontacter en priorité les prospects les plus prometteurs.

L'amélioration de l'analyse des données a ainsi contribué à améliorer le processus de recherche de prospects. Le Groupe procède également à des campagnes d'*emailing* afin de faire la promotion de ses produits, services et offres auprès de ses clients existants et potentiels. En outre, le Groupe accroît la visibilité de ses offres en répertoriant ses offres de véhicules d'occasion par le biais de petites annonces sur des sites Internet tiers.

La présence sur les réseaux sociaux contribue à la notoriété et à la reconnaissance des marques du Groupe, favorise le bouche-à-oreille et, par conséquent, apporte indirectement de nouveaux clients. A la date du présent document d'enregistrement, le Groupe compte plus de 200 000 abonnés sur Facebook, répartis entre ses différentes marques.

### *Le marketing hors ligne*

Afin d'accroître encore davantage la notoriété du Groupe, d'obtenir une reconnaissance la plus large possible auprès des consommateurs et d'atteindre une base diversifiée de clients, le Groupe consacre

une part significative de son budget marketing au marketing hors ligne, et principalement à l'acquisition d'espaces publicitaires à la télévision.

Le Groupe a complété au cours des dernières années sa stratégie d'acquisition digitale avec des investissements en télévision, afin notamment d'augmenter sa notoriété. Les dépenses du Groupe en publicité télévisuelle ont représenté entre un quart et un tiers de ses dépenses totales de marketing en France au cours des trois derniers exercices (voir la section 7.1.2.4 « *Les efforts marketing du Groupe* » du présent document d'enregistrement). Grâce à l'analyse des données en temps réel, le Groupe parvient à analyser l'efficacité de ses investissements dans la publicité télévisée en termes de conversion, de trafic sur ses sites Internet et applications ou encore de chiffre d'affaires.

Cette stratégie de communication, et les outils d'analyse de données associés, ont permis au Groupe de réduire considérablement son coût d'acquisition par client<sup>77</sup> entre les exercices clos le 30 septembre 2016 et le 30 septembre 2020, passant en France de 424 euros à 216 euros, soit une diminution de 15,5% par an sur la période considérée. L'efficacité des activités de communication et marketing du Groupe se constate également au regard du volume et de la qualité du trafic généré sur ses sites Internet.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les sites Internet et applications du Groupe (hors Royaume-Uni) ont généré environ 40 millions de visites, contre environ 27 millions de visite au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019, soit une hausse de 45%. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le trafic sur les sites Internet et applications du Groupe (hors Royaume-Uni) était réalisé à 60% sur téléphone portable et à 40% sur ordinateur ou tablette.

Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, les sites Internet du Groupe ont généré un trafic d'environ 3,7 millions de visiteurs par mois en France, soit une hausse de 79% par rapport à la même période de l'année précédente. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2021, les sites Internet du Groupe en Espagne, en Belgique et au Royaume-Uni ont attiré respectivement 1,9 million de visiteurs par mois (soit une hausse de 320% par rapport à la même période de l'année précédente), 0,42 million de visiteurs par mois (soit une hausse de 49% par rapport à la même période de l'année précédente) et 0,66 million de visiteurs par mois (soit une hausse de 9% par rapport à la même période de l'année précédente).

Le niveau de notoriété spontanée de la marque, qui désigne, sur un échantillon de personnes interrogées, le pourcentage de ces personnes qui connaissent la marque, est également illustratif de la pertinence de la communication du Groupe, les marques françaises et belges atteignant respectivement un taux de 16% en France<sup>78</sup> et de 34% en Belgique<sup>79</sup>, ce qui en fait chacune les leaders sur leur marché respectif. La marque du Groupe en Espagne, créée il y a seulement 4 ans, atteint un taux de 3%<sup>80</sup>. En termes de notoriété assistée, indicateur qui représente un pourcentage de personnes, au sein d'un échantillon, qui reconnaissent une marque parmi une liste de marques, la notoriété des marques du Groupe atteint 79% en France<sup>81</sup>, 84%<sup>82</sup> en Belgique et 20% en Espagne<sup>83</sup>.

#### *Le réseau d'agences du Groupe*

Au-delà de sa stratégie de communication et de marketing, le Groupe fait également de son réseau d'agences un élément de sa politique commerciale. Avec une empreinte physique de 60 agences à la date du présent document d'enregistrement, réparties sur ses quatre zones géographiques d'activité (31 agences en France, 16 agences en Belgique (dont 7 franchises), 12 agences au Royaume-Uni et 1 agence

---

<sup>77</sup> Le coût d'acquisition client correspond au montant des dépenses de marketing du Groupe divisé par le nombre de véhicules d'occasion vendus en B2C.

<sup>78</sup> Source : Etude Kantar (avril 2021)

<sup>79</sup> Source : Etude Day One (novembre 2019)

<sup>80</sup> Source : Etude Kantar (avril 2021)

<sup>81</sup> Source : Etude Kantar (avril 2021)

<sup>82</sup> Source : Etude Day One (novembre 2019)

<sup>83</sup> Source : Etude Kantar (avril 2021)

de grande envergure en Espagne), le Groupe dispose ainsi de lieux de rencontres physiques, où les clients peuvent venir échanger avec des conseillers, ce qui est un facteur de consolidation de la confiance de ses clients et prospects en ses produits et services.

Le réseau d'agences du Groupe est un complément de son modèle numérique et constitue un avantage concurrentiel certain face à des modèles exclusivement numériques. Il offre aux clients et prospects la possibilité de choisir à la carte leur expérience client, en ligne ou hors ligne, à chaque étape de leur parcours d'achat ou de vente. Ce réseau d'agences commerciales permet aux consommateurs de venir interagir avec des conseillers, de venir récupérer les véhicules achetés ou de déposer les véhicules vendus, mais ne sont pas des lieux d'exposition des véhicules proposés à la vente. Les agences commerciales du Groupe constituent également un élément important de la chaîne logistique du Groupe dans la mesure où 87% des véhicules acquis auprès de particuliers en France au cours du dernier trimestre calendaire de l'année 2020 ont été déposés en agence. Ces agences constituent ainsi un atout commercial et logistique important pour le Groupe, tout en impliquant un niveau d'investissements relativement limité.

#### *La réconciliation des données collectées en ligne et hors ligne*

Le Groupe collecte des données comportementales liées à la navigation, des données démographiques de ses prospects sur ses sites Internet et applications mobiles et des données provenant de ses campagnes marketing. En analysant les modes d'interaction de ses clients et prospects entre les différents points de contact digitaux, le Groupe est en mesure de dresser une cartographie en temps réel des produits et services demandés par ses visiteurs, sur quels appareils ils sont consultés et quelles actions spécifiques ils entreprennent. Ces données sont ensuite croisées les unes entre les autres et permettent au Groupe d'orienter à court terme son *sourcing* produit, d'adapter ses prix en fonction de la demande, d'optimiser sa stratégie d'acquisition et de contenu avec des campagnes en ligne mieux ciblées et des messages plus pertinents.

Le Groupe a développé un savoir-faire dans la réconciliation en temps réel des données collectées en ligne avec les données collectées hors ligne pour observer quels parcours en ligne conduisent à des ventes et à des interactions dans les agences physiques. La réconciliation des données collectées en ligne et hors ligne par le Groupe lui offre une vision complète de sa base de clients et prospects, et de leurs interactions avec ses marques, et lui permettent de toujours mieux cibler son audience, d'adapter l'e-merchandising des produits, de mener des campagnes marketing toujours plus personnalisées et de maximiser le retour sur investissement de son budget marketing.

En 2020, les capacités techniques du Groupe lui ont permis de réconcilier les données en ligne et hors ligne pour 84% des acheteurs de véhicules.

### **5.13 Plateforme technologique du Groupe**

Le Groupe place la performance et l'innovation technologique au cœur de son modèle d'activité. Il s'appuie sur une équipe de plus de 70 développeurs, plus de 500 interfaces de programmation internes et externes et 7 outils d'analyse de données en temps réel afin d'exploiter une plateforme digitale et des solutions technologiques propriétaires, agiles, évolutives et facilement répliquables, à chaque étape de son parcours de vente et de production. Le Groupe s'appuie sur des outils sophistiqués d'analyse des données et le *machine learning*<sup>84</sup> pour optimiser en permanence ses outils technologiques et ses sites Internet et applications mobiles, qui font l'objet de plus de 100 modifications et améliorations techniques chaque semaine.

Le Groupe exploite des solutions technologiques de tarification dynamique, qui, grâce à l'analyse des données propriétaires et publiques, permettent d'optimiser ses prix d'achat et de vente en fonction de l'offre et de la demande, afin de s'adapter aux exigences du marché.

---

<sup>84</sup> Capacité pour des systèmes informatiques à apprendre et d'améliorer leurs performances pour effectuer des tâches à partir du traitement d'un nombre important et croissant de données

La cybersécurité est également un élément déterminant dans la conception et le développement de la plateforme technologique du Groupe. Le Groupe, grâce à ses compétences développées en interne et à l'appui du prestataire Cloudflare, a ainsi recours à des algorithmes de *machine learning* pour bloquer les accès suspects à ses sites Internet. Le Groupe a aussi mis en place des restrictions d'accès à l'information en interne, l'accès aux données et informations sensibles n'étant attribué à un individu que lorsqu'un besoin spécifique est identifié, les données étant elles-mêmes ségréguées grâce à l'utilisation de *clouds* internes privés. Le Groupe met également en place des restrictions à ses systèmes internes sur des bases géographiques d'accès. Le Groupe réalise des tests de sécurité tous les quatre mois pour tester ses infrastructures informatiques et tester la résilience de ses sites Internet et applications dans des conditions de trafic très intense. Au cours de l'année 2020, grâce à l'ensemble de ces mesures, le Groupe n'a pas connu d'incident de sécurité majeur, c'est-à-dire avec un *Common Vulnerability Scoring System* (CVSS)<sup>85</sup> supérieur à 4 (risque inexistant ou faible).

Le Groupe contrôle également en continu la conformité de ses systèmes informatiques et de son organisation au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (« **RGPD** »), notamment en ayant recours à la pseudo-anonymisation des données à caractère personnel collectées, en mettant en place des *data centers* de secours dans lesquels sont dupliquées les données, ou encore en concevant tous les produits et fonctionnalités au regard de standards de contrôle de la confidentialité.

En outre, afin d'améliorer ses capacités et l'efficacité de ses activités de prospection, le Groupe a développé des outils de *lead scoring*, grâce auxquels il attribue aux prospects un score reflétant leur potentiel, leur degré d'appétence pour le produit ou leur position dans le cycle d'achat en fonction de ses caractéristiques géographiques, démographiques et comportementales. A titre d'exemple, la mise en place de ces outils de *lead scoring* a permis d'améliorer le volume de prospects de 30% et la faculté du Groupe à détecter les prospects les plus prometteurs (c'est-à-dire les prospects ayant 50% de probabilité de conduire à une vente) de 20%.

Le Groupe dispose également de solutions logicielles de gestion des informations produit (*Product Information Management* ou PIM) qui lui permettent de centraliser, maintenir et enrichir la qualité des données liées aux produits selon le contexte de communication et de vente, de simplifier les processus métiers, la mise à jour des informations et leurs diffusions. Grâce à l'interconnexion des données et à l'automatisation de tâches, ces logiciels PIM permettent une meilleure gestion des inventaires, et aussi aux services marketing, communication, digital, achats, ainsi qu'aux fournisseurs, de travailler de manière collaborative et plus efficace.

Le Groupe utilise *Salesforce*, un logiciel de gestion de la relation client (*Customer Relationship Management* ou CRM) basé sur le *cloud*, que les équipes internes et les développeurs du Groupe utilisent et optimisent pour enregistrer, suivre et analyser les interactions entre le Groupe et ses clients.

En matière de comptabilité, le Groupe utilise Sage, un logiciel de gestion financière et comptable qui apporte des solutions au niveau de la gestion de la comptabilité du Groupe en lui permettant de répertorier ses opérations comptables journalières et ainsi enregistrer ses encaissements, ses ventes à crédit et ses décaissements de manière fiable et automatisée.

Au stade du processus de reconditionnement, le Groupe a développé des logiciels et algorithmes propriétaires qui permettent d'allouer un ordre de priorité aux véhicules sur les chaînes de reconditionnement en fonction de l'analyse de la demande en temps réel pour chaque type de véhicule. Le Groupe développe également, en partenariat avec un acteur spécialisé dans les solutions d'intelligence artificielle pour le secteur automobile, un outil technologique de reconnaissance automatique des défauts esthétiques sur carrosserie, qui est aujourd'hui déjà en production sur son site

---

<sup>85</sup> Le CVSS est un système d'évaluation standardisé de la criticité des vulnérabilités selon des critères objectifs et mesurables sur une échelle de 1 à 10.

de reconditionnement de Donzère, et qui permet de repérer automatiquement 85% des défauts esthétiques des véhicules.

Le Groupe a également développé des outils technologiques lui permettant d'optimiser sa logistique et la cadence des processus d'approvisionnement et de livraison, lui permettant de réduire les délais de livraison au client final. La mise en place de ces différents outils a permis d'améliorer la productivité de 50%.

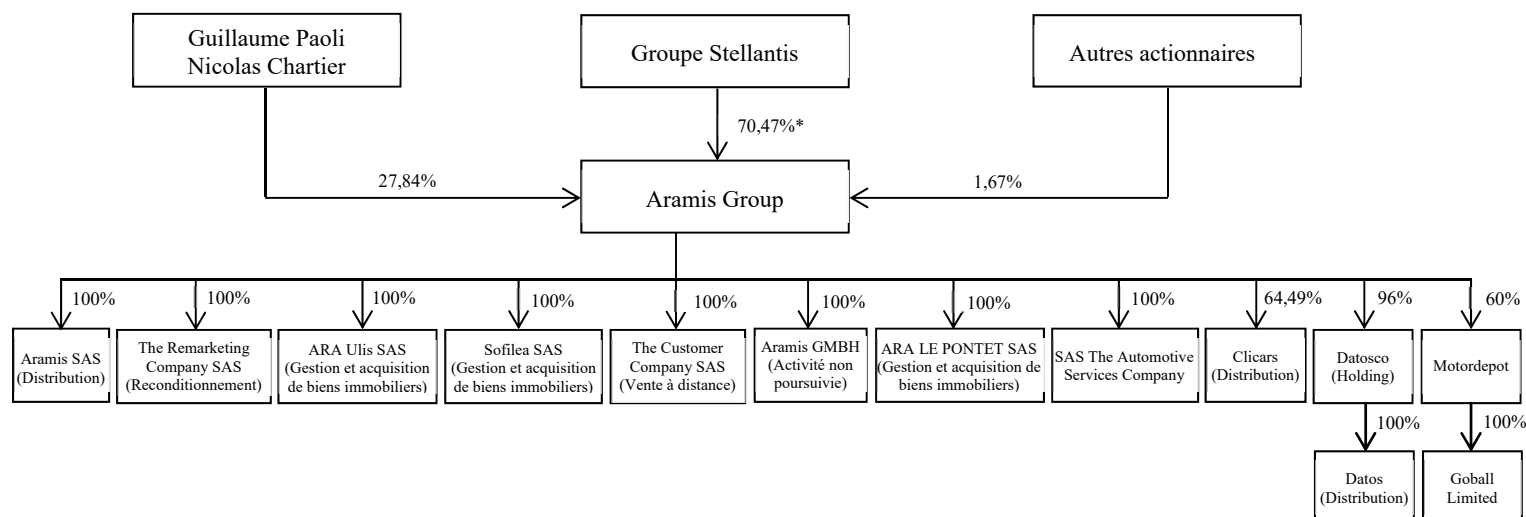
Enfin, au niveau de la prise et de l'exécution des commandes, le Groupe dispose de solutions technologiques de paiement fiables et sécurisées, d'un mécanisme intégré de pré-approbation des crédits sollicités par les clients, et a développé un outil permettant l'automatisation des demandes d'immatriculation des véhicules vendus, offrant ainsi une expérience fluide, sécurisée et simplifiée à ses clients.



## 6. ORGANIGRAMME ET RELATIONS INTRA-GROUPE

### 6.1 Organigramme juridique du Groupe

L'organigramme ci-après présente l'organisation juridique du Groupe et ses principales filiales à la date du présent document d'enregistrement. Les pourcentages indiqués correspondent au pourcentage de détention du capital et des droits de vote.



\* Après prise en compte de la réduction de capital social non motivée par des pertes, à hauteur de 6 200 euros, par voie d'annulation des 6 200 actions détenues par la Société, décidée le 12 mai 2021 par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société. Cette participation est par ailleurs calculée sur une base non-diluée, avant exercice des 12 970 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) en circulation à la date du présent document d'enregistrement, et donnant droit chacun, en cas d'exercice, à une action ordinaire, soit environ 1,1% du capital social de la Société. Sur une base diluée (c'est-à-dire après prise en compte de l'exercice de l'intégralité des BSPCE), la participation de Stellantis s'élèverait à 69,7% du capital et des droits de vote de la Société.

A la date du présent document d'enregistrement, la Société est une société par actions simplifiée de droit français.

L'assemblée générale des associés de la Société se réunira préalablement à la date d'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, afin de décider la transformation de la Société en société anonyme et d'adapter ses statuts en conséquence, avec effet au plus tard à la date d'approbation du prospectus par l'Autorité des marchés financiers.

### 6.2 Filiales et participations

#### (A) Principales filiales

Les principales filiales directes ou indirectes de la Société à la date du présent document d'enregistrement sont décrites ci-après :

- **Aramis SAS**, une société par actions simplifiée de droit français, au capital de 1 036 461 euros, dont le siège social est situé au 23 avenue Aristide Briand, 94110 Arcueil, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 439 289 265 ;
- **The Remarketing Company SAS**, une société par actions simplifiée de droit français, au capital de 200 000 euros, dont le siège social est situé au 23 avenue Aristide Briand, 94110 Arcueil, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Créteil sous le numéro 483 598 983. La Société regroupe les activités de reconditionnement du Groupe ;
- **Clicars Spain, S.L.**, une société de droit espagnol, au capital de 250 032 euros dont le siège social est situé au Avenida Laboral 10, 28021 Madrid, Espagne, immatriculée au registre des

sociétés sous le numéro B87220042 (« **Clicars** »). La société Clicars regroupe les activités de distribution du Groupe en Espagne ;

- **Datos N.V.**, une société de droit belge, au capital de 525 600 euros dont le siège social est situé au Boomsesteenweg 958, 2610 Antwerp, Belgique, immatriculée au registre belge des sociétés sous le numéro BE 0425 303 824 (« **Datos** ») ;
- **Datosco N.V.**, une société de droit belge, au capital de 3 026 000 euros dont le siège social est situé au Boomsesteenweg 958, 2610 Antwerp, Belgique, immatriculée au registre belge des sociétés sous le numéro BE 0643 727 335 (« **Datosco** »). La société Datosco est la société holding de Datos, qui est la société opérationnelle qui regroupe les activités de distribution du Groupe en Belgique ; et
- **Motor Depot Limited**, une société de droit anglais au capital de 4 001 000 livres sterling, dont le siège social est situé à Bridge Haven, One Saxon Way, Priory Park, Hessle, East Yorkshire, HU13 9PG, immatriculée au registre des sociétés sous le numéro 04316950 (« **Motordepot** »).

La Société a conclu des pactes d'actionnaires avec les actionnaires historiques de ses filiales Clicars, Datosco et Motordepot, qui prévoient des mécanismes de promesses croisées de vente et d'achat sur les actions qu'ils détiennent dans ces filiales.

#### *Pacte d'actionnaires conclu entre la Société et les actionnaires minoritaires de Clicars*

A la suite de la prise de participation majoritaire dans la société Clicars par le Groupe le 31 mars 2017 et conformément à un pacte d'actionnaires signé le 31 mars 2017 entre la Société et les actionnaires minoritaires de Clicars (le « **Pacte Clicars** »), la Société s'est irrévocablement engagée envers les actionnaires minoritaires de la société à acquérir toutes les actions qu'ils détiennent dans Clicars, soit 35,51% du capital social de Clicars à la date du présent document d'enregistrement. Cette option de vente (l'« **Option de Vente Clicars** ») peut être exercée de manière discrétionnaire par les fondateurs de Clicars, agissant pour le compte des actionnaires minoritaires de Clicars, dans les 60 jours qui suivent le cinquième anniversaire du Pacte Clicars (soit le 31 mars 2022) ou dans les 60 jours qui suivent le sixième anniversaire du Pacte Clicars (soit le 31 mars 2023).

Conformément au Pacte Clicars, chacun des actionnaires minoritaires de Clicars s'est irrévocablement engagé envers la Société à vendre toutes ses actions dans Clicars. Cette option d'achat (l'« **Option d'Achat Clicars** ») peut être exercée par la Société si l'Option de Vente Clicars n'a pas été exercée au préalable, dans un délai de 30 jours suivant l'expiration des périodes d'ouvertes aux actionnaires minoritaires de Clicars pour exercer leur Option de Vente Clicars au titre des années 2022 et 2023.

En cas d'exercice de l'Option de Vente Clicars ou de l'Option d'Achat Clicars, le prix de cession des actions Clicars détenues par les actionnaires minoritaires de Clicars sera calculé par référence à une formule de calcul basée sur des critères d'EBITDA, de chiffre d'affaires et d'endettement financier net ajusté.

Chaque fondateur de Clicars a également consenti à la Société une option d'achat en cas de départ de Clicars sur les actions Clicars qu'il détient. Cette option d'achat (l'« **Option d'Achat des Actions des Fondateurs** ») peut être exercée par la Société dans un délai de 3 mois suivant le départ du fondateur concerné de Clicars. La Société a également consenti une option de vente à chacun des fondateurs de Clicars, uniquement applicable en cas de décès ou d'invalidité du fondateur concerné. Cette option de vente (l'« **Option de Vente des Fondateurs** ») peut être exercée (i) dans les 5 mois qui suivent le décès du fondateur concerné ou (ii) dans les 3 mois qui suivent la date de la déclaration d'invalidité adressée par le fondateur concerné à la Société.

En cas d'exercice de l'Option d'Achat des Actions des Fondateurs ou de l'Option de Vente des Fondateurs, le prix de cession des actions Clicars détenues par les fondateurs de Clicars sera calculé par référence à une formule de calcul basée sur des critères d'EBITDA ajusté, de chiffre d'affaires et d'endettement financier net ajusté.

Chacune des parties au Pacte Clicars s'est engagée à ne transférer aucune de ses actions à un tiers et/ou à une autre partie au Pacte Clicars pendant une période commençant à la date de signature du Pacte Clicars (soit le 31 mars 2017) et expirant (i) pour toutes les parties au Pacte Clicars sauf les fondateurs de Clicars, lorsque l'Option d'Achat Clicars et l'Option de Vente Clicars ne pourront plus être exercées et (ii) en ce qui concerne les fondateurs de Clicars, la première des deux dates suivantes : lorsque l'Option d'Achat Clicars et l'Option de Vente Clicars ne peuvent plus être exercées, et après le départ d'un fondateur, lorsque l'Option d'Achat des Actions des Fondateurs et l'Option de Vente des Fondateurs ne peuvent plus être exercées (la « **Période de Standstill Clicars** »).

A l'expiration de la Période de *Standstill* Clicars, si la Société envisage de céder les actions qu'elle détient dans Clicars, et que la réalisation de cette cession est de nature à entraîner un changement de contrôle de la société Clicars, chacun des actionnaires minoritaires de Clicars aura la possibilité de céder l'intégralité des actions Clicars qu'il détient au cessionnaire envisagé selon les mêmes modalités (notamment en termes de prix et de garanties consenties) que celles convenues entre la Société et le cessionnaire envisagé. De la même manière, si une offre d'achat émanant d'un tiers portant sur l'intégralité des actions Clicars est acceptée par la Société, chacun des actionnaires minoritaires de Clicars s'est engagé à céder simultanément l'intégralité des actions Clicars qu'il détient au cessionnaire envisagé selon les mêmes modalités (notamment en termes de prix et de garanties consenties) que celles convenues entre la Société et le cessionnaire envisagé.

Le 19 avril 2021, la Société et les actionnaires minoritaires de Clicars se sont accordés sur un exercice des Option de Vente Clicars et Option d'Achat Clicars dans les 90 jours suivant le 31 mars 2022. A la suite de l'exercice de ces options, la Société détiendra ainsi 100% du capital et des droits de vote de Clicars. Dans cette perspective, la Société et les fondateurs de Clicars sont convenus de coopérer activement aux fins de faciliter cette transition.

Voir par ailleurs la note 15.3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés au titre du semestre clos le 31 mars 2021, la note 20.5 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 et la section 3.3.4 « *Risques liés aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des sociétés Clicars, Datosco et Motordepot* » du présent document d'enregistrement.

#### *Pactes d'actionnaires conclus entre la Société et les actionnaires minoritaires de Datosco*

Le 9 mai 2018, la Société et les actionnaires de Datosco ont conclu un contrat portant sur la cession à la Société de l'intégralité des actions Datosco, avec effet au 31 juillet 2018 (l'« **Acquisition de Datosco** »). Par un second contrat conclu le 9 mai 2018, la Société a rétrocédé aux anciens actionnaires de Datosco (les « **Actionnaires Minoritaires** ») une part minoritaire du capital social de Datosco. La Société s'est irrévocablement engagée envers les Actionnaires Minoritaires à acquérir toutes les actions qu'ils détiennent dans Datosco, soit 4% du capital social de Datosco à la date du présent document d'enregistrement. Cette option de vente (l'« **Option de Vente Datosco** ») peut être exercée de manière discrétionnaire par les Actionnaires Minoritaires dans le mois qui suit le quatrième anniversaire de l'Acquisition de Datosco par la Société (soit le 31 juillet 2022), dans le mois qui suit le cinquième anniversaire de l'Acquisition de Datosco par la Société (soit le 31 juillet 2023) ou dans le mois qui suit le sixième anniversaire de l'Acquisition de Datosco par la Société (soit le 31 juillet 2024).

Conformément au second contrat conclu le 9 mai 2018, chacun des Actionnaires Minoritaires s'est irrévocablement engagé envers la Société à vendre toutes ses actions dans Datosco. Cette option d'achat (l'« **Option d'Achat Datosco** ») peut être exercée par la Société durant le second mois qui suit le quatrième anniversaire de l'Acquisition de Datosco par la Société (soit le 31 juillet 2022), durant le second mois qui suit le cinquième anniversaire de l'Acquisition de Datosco par la Société (soit le 31 juillet 2023) ou à tout moment à l'issue de la dernière période d'ouverte aux Actionnaires Minoritaires pour exercer leur Option de Vente Datosco.

En cas d'exercice de l'Option de Vente Datosco ou de l'Option d'Achat Datosco, le prix de cession des actions Datosco détenues par les Actionnaires Minoritaires sera calculé par référence à une formule de

calcul basée sur des critères d'EBITDA ajusté, de chiffre d'affaires et d'endettement financier net ajusté.

A la suite de l'Acquisition de Datosco par le Groupe, effective au 31 juillet 2018, et conformément à un pacte d'actionnaires signé le 31 juillet 2018 entre la Société et les Actionnaires Minoritaires (le « **Pacte Datosco** »), en cas de cession directe ou indirecte par la Société de 50% ou plus des actions Datosco que détient la Société, la Société bénéficie du droit de contraindre les Actionnaires Minoritaires à vendre l'intégralité de leurs actions Datosco au cessionnaire envisagé aux mêmes conditions que celles convenues entre la Société et ledit cessionnaire ; et les Actionnaires Minoritaires disposent chacun individuellement de l'option de contraindre la Société à faire en sorte que chacun des Actionnaires Minoritaires soit en mesure de transférer l'intégralité des actions Datosco qu'il détient au cessionnaire envisagé.

En cas de cession à un tiers des actions Datosco détenues par les Actionnaires Minoritaires, le prix de cession des actions des Actionnaires Minoritaires sera égal au montant le plus haut entre (i) le prix proposé par le cessionnaire envisagé et (ii) un montant calculé par référence à une formule de calcul basée sur des critères d'EBITDA ajusté, de chiffre d'affaires et d'endettement financier net ajusté.

Les Actionnaires Minoritaires se sont engagés pour une période de 7 ans à compter de la signature du Pacte Datosco, soit jusqu'au 31 juillet 2025, à ne pas céder les actions Datosco qu'ils détiennent sans l'accord de la Société.

Voir par ailleurs la section 3.3.4 « *Risques liés aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des sociétés Clicars, Datosco et Motordepot* » et la note 20.5 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018.

#### *Pacte d'actionnaires conclu entre la Société et les actionnaires minoritaires de Motordepot*

A la suite de la prise de participation majoritaire dans la société Motordepot par le Groupe en mars 2021 et conformément à un pacte d'actionnaires signé le 1<sup>er</sup> mars 2021 entre la Société et les actionnaires minoritaires de Motordepot (le « **Pacte Motordepot** »), la Société s'est irrévocablement engagée envers les actionnaires minoritaires de la société à acquérir toutes les actions qu'ils détiennent dans Motordepot, soit 40% du capital social de Motordepot à la date du présent document d'enregistrement. Cette option de vente (l'« **Option de Vente Motordepot** ») peut être exercée de manière discrétionnaire par les actionnaires minoritaires de Motordepot dans les 30 jours qui suivent l'expiration des périodes durant lesquelles l'Option d'Achat Motordepot (tel que ce terme est défini ci-dessous) peut être exercée. La Société s'est également irrévocablement engagée envers les actionnaires minoritaires de Motordepot à acquérir 25% des actions qu'ils détiennent dans Motordepot (l'« **Option de Vente Partielle Motordepot** »). L'Option de Vente Partielle Motordepot peut être exercée de manière discrétionnaire par les actionnaires minoritaires de Motordepot dans les 90 jours suivant la mise à disposition des états financiers audités de Motordepot au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2024.

Conformément au Pacte Motordepot, les actionnaires minoritaires de Motordepot se sont irrévocablement engagés envers la Société à lui vendre toutes les actions qu'ils détiennent dans Motordepot. Cette option d'achat (l'« **Option d'Achat Motordepot** ») peut être exercée de manière discrétionnaire par la Société dans les 90 jours suivant la mise à disposition des états financiers audités de Motordepot au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2025. Il est précisé par ailleurs que dans l'hypothèse où les états financiers audités de Motordepot au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2025 ne font pas apparaître un bénéfice net de Motordepot, la Société ne pourra exercer l'Option d'Achat Motordepot que dans les 90 jours suivant la mise à disposition des états financiers audités de Motordepot au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2026.

En cas d'exercice de l'Option de Vente Motordepot, de l'Option de Vente Partielle Motordepot ou de l'Option d'Achat Motordepot, le prix de cession des actions Motordepot détenues par les actionnaires minoritaires de Motordepot sera calculé par référence à une formule de calcul basée sur des critères d'EBITDA et d'endettement financier net ajusté, sous réserve d'un montant plancher prédéterminé contractuellement (non applicable en cas d'exercice de l'Option de Vente Partielle Motordepot).

Chaque actionnaire minoritaire de Motordepot a également consenti à la Société une option d'achat en cas de départ de Motordepot sur les actions Motordepot qu'il détient. Cette option d'achat (l'« **Option d'Achat des Actions des Actionnaires Minoritaires** ») peut être exercée par la Société dans un délai de 6 mois suivant le départ du fondateur concerné de Motordepot.

En cas d'exercice de l'Option d'Achat des Actions des Actionnaires Minoritaires, le prix de cession des actions Motordepot détenues par les actionnaires minoritaires de Motordepot, sera égal :

- en cas de départ pour cause de décès ou d'incapacité permanente (« *good leaver* »), au montant le plus haut entre (i) le montant calculé conformément à la méthode de calcul applicable en cas d'exercice de l'Option de Vente Motordepot ou de l'Option d'Achat Motordepot et (ii) un montant plancher prédéterminé contractuellement ; et
- en cas de départ pour des causes autres que celles mentionnées ci-dessus, et notamment en cas de démission volontaire (« *bad leaver* »), au montant le plus bas (avec application d'une décote de 30% en cas de départ avant le 1<sup>er</sup> mars 2023) entre (i) le montant calculé conformément à la méthode de calcul applicable en cas d'exercice de l'Option de Vente Motordepot ou de l'Option d'Achat Motordepot et (ii) un montant plafond prédéterminé contractuellement.

Chacune des parties au Pacte Motordepot s'est engagée à ne transférer aucune de ses actions à un tiers et/ou à une autre partie au Pacte Motordepot pendant une période commençant à la date de signature du Pacte Motordepot (soit le 1<sup>er</sup> mars 2021) et expirant lorsque l'Option d'Achat Motordepot, l'Option de Vente Motordepot et l'Option de Vente Partielle Motordepot ne pourront plus être exercées (la « **Période de Standstill Motordepot** »).

A l'expiration de la Période de *Standstill* Motordepot, si la Société envisage de céder les actions qu'elle détient dans Motordepot, et que la réalisation de cette cession est de nature à entraîner le transfert le plus de 50% des actions de Motordepot alors en circulation, les actionnaires minoritaires de Motordepot auront la possibilité de céder concomitamment l'intégralité des actions Motordepot qu'ils détiennent au cessionnaire envisagé au même prix que celui convenu entre la Société et le cessionnaire envisagé. De la même manière, si une offre d'achat émanant d'un tiers portant sur l'intégralité des actions Motordepot est acceptée par la Société, les actionnaires minoritaires de Motordepot se sont engagés à céder simultanément l'intégralité des actions Motordepot qu'ils détiennent au cessionnaire envisagé au même prix que celui convenu entre la Société et le cessionnaire envisagé.

Voir par ailleurs la section 3.3.4 « *Risques liés aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires des sociétés Clicars, Datosco et Motordepot* » et la note 20.5 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018.

#### (B) Acquisitions et cessions récentes

Les acquisitions et cessions récentes du Groupe sont décrites à la section 7.1.2.5 « *Les opérations de croissance externe* » du présent document d'enregistrement.

## 7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT DU GROUPE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives aux résultats du Groupe conjointement avec les comptes consolidés intermédiaires du Groupe au titre des semestres clos le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020 et les états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018, tels qu'ils figurent au chapitre 18 du présent document d'enregistrement.

Les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe au titre des semestres clos le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020 ont été établis selon la norme IAS 34— norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire et les comptes consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 ont été préparés conformément aux normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Le rapport d'examen limité sur l'information financière semestrielle des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés intermédiaires au titre des semestres clos le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020 figurent à la section 18.1.2 et le rapport d'audit des Commissaires aux Comptes sur les états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 figurent à la section 18.2.2 du présent document d'enregistrement.

Le Groupe a également établi des informations financières *pro forma* pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 préparées comme si la prise de contrôle de Motordepot par le Groupe avait été réalisée au 1<sup>er</sup> octobre 2019. Ces informations financières *pro-forma* sont présentées à la section 18.3.1 du présent document d'enregistrement. Le rapport des Commissaires aux Comptes sur les informations financières *pro forma* au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 figure à la section 18.3.2 du présent document d'enregistrement.

Les informations financières *pro forma* sont présentées uniquement à titre indicatif et ne représentent pas les résultats qui auraient été réalisés si l'acquisition avait réellement été réalisée au 1<sup>er</sup> octobre 2019. L'information financière *pro forma* ne reflète pas non plus, les résultats opérationnels futurs du Groupe.

Sauf mention contraire, les informations financières présentées et commentées dans le présent chapitre 7 sont extraites des états financiers consolidés intermédiaires du Groupe au titre des semestres clos le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020 et des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018, et non pas des informations financières *pro forma* pour l'exercice clos le 30 septembre 2020.

### 7.1 Présentation générale

#### 7.1.1 Introduction

Le Groupe est le leader de la vente en ligne de véhicules d'occasion aux particuliers en France, en Belgique et en Espagne<sup>86</sup>, où il exploite respectivement les marques Aramisauto, Cardoen et Clicars. Depuis mars 2021 et la prise de contrôle de la société Motordepot<sup>87</sup> (exploitant principalement la marque CarSupermarket), le Groupe est également présent au Royaume-Uni. Le Groupe propose à ses clients une large gamme de produits et de services automobiles (notamment de financement, d'assurance, de maintenance, de garantie ou encore des accessoires automobiles), dans le cadre d'une expérience de vente et d'achat fluide, intuitive et immersive, qui peut se dérouler en ligne ou hors ligne grâce à un réseau d'agences commerciales. Le Groupe a également fait du reconditionnement en interne à grande échelle des véhicules d'occasion un des piliers essentiels de son modèle économique.

<sup>86</sup> En termes de chiffre d'affaires réalisé par les acteurs considérés sur la vente en ligne de véhicules d'occasion.

<sup>87</sup> En mars 2021, le Groupe a acquis une participation de 60% au sein de la société Motor Depot Limited (désignée « **Motordepot** » dans le présent document d'enregistrement), qui détient elle-même 100% de la société Goball Limited. Les actions détenues par les actionnaires minoritaires de Motordepot font l'objet d'options d'achat et de vente croisées, en vertu desquelles le Groupe détiendra, à terme, 100% des actions de Motordepot (voir la section 6.2 « *Filiales et participations* » du présent document d'enregistrement).

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a vendu près de 67 000 véhicules, pour un chiffre d'affaires consolidé de 831,0 millions d'euros. Sur une base *pro forma* au titre de la période de douze mois close le 30 septembre 2020, le Groupe a vendu près de 66 000 véhicules à des particuliers (B2C), pour un chiffre d'affaires consolidé de 1 094 millions d'euros et un EBITDA ajusté de 47,6 millions d'euros. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les effectifs moyens du Groupe comprenaient près de 800 collaborateurs (1 380 en prenant en compte le Royaume-Uni<sup>88</sup>), avec 48 agences commerciales (60 en prenant en compte le Royaume-Uni), ainsi que deux centres de reconditionnement dont un en France et un en Espagne, où il a reconditionné environ 1 500 véhicules par mois en vue de leur revente au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Le Groupe dispose désormais d'un troisième centre de reconditionnement au Royaume-Uni depuis l'acquisition de Motordepot en mars 2021. Au cours du premier trimestre calendaire de l'année 2020, les sites Internet du Groupe (y compris au Royaume-Uni) ont attiré environ 6,7 millions de visiteurs par mois.

Le Groupe utilise la sectorisation suivante pour ses besoins de *reporting*, établie par zone géographique et par activité :

#### *France*

Le Groupe est présent en France depuis sa création en 2001. Il exploite son activité en France, sa zone d'activité historique, sous la marque Aramisauto. Au 30 septembre 2020, le Groupe exploite en France un réseau de 31 agences commerciales, ainsi qu'un site de reconditionnement de véhicules d'occasion, localisé à Donzère (Drôme). Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les activités du Groupe en France ont généré un chiffre d'affaires de 595,9 millions d'euros, représentant 71,7% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, et un EBITDA ajusté de 28,3 millions d'euros, soit 73,9% de l'EBITDA ajusté consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, le chiffre d'affaires réalisé en France représentait 54,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

#### *Belgique*

Le Groupe est présent en Belgique depuis 2018 à la suite de la prise de contrôle de la société Datosco (qui détient intégralement la société Datos). Les activités du Groupe en Belgique sont exploitées sous la marque Cardoen. Au 30 septembre 2020, le Groupe exploite en Belgique un réseau de 16 agences commerciales (dont 7 franchises). Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les activités du Groupe en Belgique ont généré un chiffre d'affaires de 169,9 millions d'euros, représentant 20,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, et un EBITDA ajusté de 8,6 millions d'euros, soit 22,5% de l'EBITDA ajusté consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, le chiffre d'affaires réalisé en Belgique représentait 15,5% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

#### *Espagne*

Le Groupe est présent en Espagne depuis 2017 à la suite de la prise de contrôle de la société Clicars. Au 30 septembre 2020, le Groupe ne compte qu'une seule agence commerciale en Espagne à Madrid, le modèle économique exploité dans ce pays reposant principalement sur la vente en ligne et la livraison à domicile des véhicules. Le Groupe exploite par ailleurs en Espagne un site de reconditionnement de véhicules d'occasion, localisé à Villaverde (Madrid). Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les activités du Groupe en Espagne ont généré un chiffre d'affaires de 65,2 millions d'euros, représentant 7,8% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, et un EBITDA ajusté de 1,4 million d'euros, soit 3,6% de l'EBITDA ajusté consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, le chiffre d'affaires réalisé en Espagne représentait 6% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

#### *Royaume-Uni*

---

<sup>88</sup> Effectifs du Groupe en France, en Belgique et en Espagne au 30 septembre 2020 et au Royaume-Uni en avril 2021.

Le Groupe s'est implanté au Royaume-Uni en mars 2021 en prenant une participation majoritaire de 60% dans la société Motordepot. Fondée en 2001, Motordepot est une plateforme multicanale de vente de véhicules d'occasion connaissant une croissance importante au Royaume-Uni. Au cours de l'exercice clos le 31 août 2020, Motordepot a vendu 20 000 véhicules (dont 77% à des particuliers (B2C)) par le biais de ses deux sites Internet B2C « CarSupermarket.com » et « Motordepot.co.uk » et de son réseau de 12 agences commerciales, pour un chiffre d'affaires de 263,1 millions d'euros, représentant 24% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 sur une base *pro forma*.

### ***Informations relatives aux produits et services***

#### ***Véhicules d'occasion pré-immatriculés***

L'activité Véhicules d'occasion pré-immatriculés du Groupe consiste à vendre des véhicules ayant reçu une première immatriculation et dont le kilométrage est compris entre 0 et 50 kilomètres. Ces véhicules ont déjà été immatriculés, au nom de distributeurs professionnels (franchisés ou non), sans avoir été vendus à un utilisateur final et ont donc parcourus un très faible kilométrage, uniquement à des fins logistiques. Ce segment d'activité est le segment historique du Groupe. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, l'activité Véhicules d'occasion pré-immatriculés a généré 452,3 millions d'euros, soit 54,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, l'activité Véhicules d'occasion pré-immatriculés représentait 41,3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

#### ***Véhicules d'occasion reconditionnés***

L'activité Véhicules d'occasion reconditionnés du Groupe consiste à vendre à des particuliers des véhicules d'occasion achetés auprès de particuliers ou de professionnels, ayant ensuite été soumis à une expertise technique poussée, une révision professionnelle par des mécaniciens, une remise en l'état de la carrosserie et de la peinture lorsque cela est nécessaire et un nettoyage intégral, dans l'un des centres de reconditionnement du Groupe localisés en France, en Espagne, et, depuis l'acquisition de Motordepot en mars 2021, au Royaume-Uni (et ses ateliers connexes aux points de vente en Belgique). Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, l'activité Véhicules d'occasion reconditionnés a généré 277,4 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit 33,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, l'activité Véhicules d'occasion reconditionnés représentait 45,8% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

#### ***Véhicules d'occasion vendus en B2B***

Dans le cadre de l'activité Véhicules d'occasion vendus en B2B, le Groupe vend par le biais d'une plateforme dédiée aux acheteurs professionnels, les véhicules d'occasion acquis dans le cadre des offres de reprise de véhicules proposées à ses clients particuliers et que le Groupe choisit de ne pas soumettre à ses processus de reconditionnement. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, l'activité Véhicules d'occasion vendus en B2B du Groupe a généré 52,4 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit 6,3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, l'activité Véhicules d'occasion vendus en B2B représentait 7,3% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

#### ***Services***

Le Groupe propose à ses clients des services complémentaires et connexes à son activité principale de vente de véhicules d'occasion, en lien avec l'achat d'un véhicule, tels que des solutions de financement (crédit ou location-financement de véhicules) ou d'assurance. Le Groupe propose généralement ces services par l'intermédiaire d'un partenaire tiers, tels que des organismes de financement, de crédit-bail ou d'assurance, desquels il perçoit une commission pour chaque client apporté en qualité d'apporteur d'affaires. Le Groupe génère également des revenus additionnels en proposant à ses clients des contrats d'entretien, des extensions de garantie et des accessoires automobiles. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, l'activité Services du Groupe a généré 36,3 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit



4,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Sur une base *pro forma*, le segment d'activité Services représentait 4,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

#### *Autres*

Les Autres produits et services correspondent principalement à l'activité de *trading* en Belgique d'achat et vente de véhicules à des professionnels, intégrée par le Groupe avec la prise de contrôle de Cardoen en 2018 et que le Groupe n'envisage pas de poursuivre à moyen terme (contribution de 12,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, 37,8 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et 7,9 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018).

### **7.1.2 Principaux facteurs ayant une incidence sur les résultats**

Certains facteurs clés ainsi que certains événements et opérations ont eu, et pourraient continuer à avoir, une incidence sur les activités, la situation financière et les résultats du Groupe.

Les facteurs de risques susceptibles d'avoir une incidence sur l'activité du Groupe sont décrits au chapitre 3 du présent document d'enregistrement.

Les principaux facteurs ayant une incidence sur les résultats du Groupe comprennent : (i) la croissance des ventes de véhicules d'occasion ; (ii) l'optimisation des approvisionnements en véhicules d'occasion ; (iii) la maîtrise des coûts et du processus de reconditionnement des véhicules d'occasion ; (iv) les efforts marketing du Groupe ; (v) les opérations de croissance externe ; (vi) l'impact de la pandémie de Covid-19 ; et (vii) la saisonnalité.

#### *7.1.2.1 La croissance des ventes de véhicules d'occasion*

La croissance des activités et du chiffre d'affaires du Groupe dépend principalement du niveau de la demande en véhicules d'occasion, elle-même influencée par un certain nombre de facteurs.

Le marché des véhicules d'occasion, soutenu par des tendances favorables, devrait ainsi passer dans les six principaux marchés européens<sup>89</sup> de 11,6 millions d'unités vendues en 2020 à 12,4 millions d'unités vendues en 2025, soit une croissance annuelle de 1,4% en volume et de 4,6% en valeur. Par ailleurs, le marché de la vente de véhicules d'occasion a observé et devrait continuer à observer une augmentation importante du taux de pénétration des ventes en ligne de véhicules d'occasion<sup>90</sup>, qui pourrait atteindre un taux de pénétration de 10% en 2025 dans les six principaux marchés européens (*source : Rapport Roland Berger*) (voir la section 5.5.1.1 « *Tendances générales du marché de la vente de véhicules d'occasion* ») (*source : Rapport Roland Berger*). Ces tendances favorables sont l'un des facteurs ayant contribué à la croissance du chiffre d'affaires du Groupe au cours des trois derniers exercices, passé de 549,5 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 831,0 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, et le Groupe entend continuer à s'appuyer sur celles-ci à l'avenir dans le cadre de sa stratégie de croissance.

Le développement du marché de la vente de véhicules d'occasion dépend par ailleurs d'un ensemble de facteurs externes au Groupe, tels que l'évolution des conditions économiques générales, la plus ou moins grande facilité d'accès au crédit des acheteurs de véhicules, l'évolution du coût du carburant et les préoccupations environnementales des consommateurs, les évolutions du cadre réglementaire applicable ou encore les conséquences de l'urbanisation croissante et l'apparition de nouvelles tendances telles que le fort développement des véhicules hybrides et électriques et des solutions de

<sup>89</sup> Sélection de marchés européens comprenant (i) les quatre pays d'implantation du Groupe, à savoir la France, l'Espagne, la Belgique et le Royaume-Uni ainsi que (ii) l'Allemagne et l'Italie, qui figurent parmi les marchés européens les plus importants en termes de parts de marché.

<sup>90</sup> Le taux de pénétration de la vente en ligne correspond à la part des ventes de véhicules d'occasion réalisées sur les sites Internet ou via les applications mobiles des vendeurs de véhicules d'occasion par rapport au total des ventes de véhicules d'occasion. Les ventes en ligne comprennent les ventes enregistrées par les vendeurs spécialisés dans la vente en ligne de véhicules d'occasion, tels qu'Aramisauto.

conduite autonome, qui pourraient faire évoluer la dynamique des usages des consommateurs en matière automobile.

La croissance des ventes de véhicules d'occasion du Groupe dépend en outre de sa capacité à mettre en œuvre sa stratégie et, en particulier, à anticiper au mieux l'évolution des préférences des consommateurs en s'appuyant sur ses outils d'analyse de données, et à mettre en œuvre en conséquence une politique d'approvisionnement en véhicules d'occasion aux prix les plus adaptés et répondant à ces préférences. Le Groupe doit également être en mesure de mettre en œuvre des processus efficaces de reconditionnement des véhicules, afin de répondre et le cas échéant adapter son offre à la demande, et de poursuivre ainsi la croissance de ses ventes.

#### *7.1.2.2 L'optimisation des conditions d'approvisionnement en véhicules d'occasion*

La croissance et la rentabilité des activités du Groupe dépendent fortement de sa capacité à s'approvisionner de manière fiable et sécurisée en véhicules d'occasion (qu'il s'agisse de véhicules pré-immatriculés ou de véhicules devant être reconditionnés) répondant à la demande des consommateurs, pour un prix reflétant au mieux les caractéristiques et l'état d'usage du véhicule et tenant compte du prix de vente que le Groupe estime pouvoir appliquer au véhicule.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, en prenant en compte les activités du Groupe au Royaume-Uni, 72% des volumes d'approvisionnements du Groupe en véhicules d'occasion ont été réalisés auprès de professionnels comprenant des distributeurs, des concessionnaires ou encore des loueurs de véhicules ; 10% auprès de sociétés affiliées à Automobiles Peugeot, actionnaire majoritaire de la Société ; et 17% auprès de particuliers, en lien ou non avec l'achat d'un nouveau véhicule (voir la section 5.10 « *Les approvisionnements du Groupe* » du présent document d'enregistrement).

Les coûts liés à l'acquisition de véhicules d'occasion sont enregistrés dans les achats de marchandises, compris dans le poste « Achats consommés » du compte de résultat du Groupe. Les achats de marchandises (qui comprennent très majoritairement les coûts liés à l'acquisition de véhicules d'occasion et dans une moindre mesure le coût des pièces de rechanges et autres consommables utilisés dans le cadre des activités de reconditionnement du Groupe), ont représenté 668,2 millions d'euros, 628,3 millions d'euros et 461,4 millions d'euros au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 soit 82,6%, 87,7% et 84,7% des charges opérationnelles du Groupe<sup>91</sup>. Afin d'être en capacité d'acquérir un nombre suffisant de véhicules d'occasion, le Groupe doit proposer des prix d'achat compétitifs, et doit, afin d'être rentable, être en mesure de revendre les véhicules d'occasion compris dans son stock à des prix lui permettant de générer une marge.

A cette fin, le Groupe évalue la valeur des véhicules d'occasion qui lui sont proposés à l'achat au regard du prix qu'il estime pouvoir générer de la revente du véhicule concerné, en s'appuyant sur des outils d'analyses de données et des algorithmes propriétaires.

Le Groupe cherche également à constamment optimiser, en fonction des conditions économiques et de marché, le mix de ses sources d'approvisionnement, qui peut avoir un impact sur la marge brute par véhicule vendu. A titre d'exemple, les prix des véhicules d'occasion achetés par le Groupe auprès de certains professionnels sont généralement plus élevés que les prix de véhicules d'occasion achetés auprès de particuliers. Dans le cadre de sa stratégie, le Groupe entend augmenter à l'avenir la part des approvisionnements en véhicules d'occasion réalisés auprès de particuliers, afin d'optimiser davantage le coût de ses approvisionnements en véhicules d'occasion.

#### *7.1.2.3 La maîtrise des coûts et du processus de reconditionnement des véhicules d'occasion*

La vente de véhicules d'occasion reconditionnés a représenté 33,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020. La croissance des activités et du chiffre d'affaires du Groupe dépend ainsi fortement de sa capacité à reconditionner les véhicules d'occasion

<sup>91</sup> Les charges opérationnelles comprennent les achats consommés, les autres achats et charges externes, les impôts et taxes, les charges de personnel, les charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions, les charges de personnel liées à des acquisitions, les dotations aux provisions et dépréciations, les frais liés à des opérations et les autres charges opérationnelles.

qu'il achète (autres que les véhicules pré-immatriculés et les véhicules d'occasion destinés à la vente B2B), à des standards de qualité élevés et à des volumes lui permettant de répondre à la demande.

Le Groupe a fait de ses capacités de reconditionnement en interne un des atouts majeurs de son modèle économique, permettant de soutenir la croissance de ses activités. Il exploite deux centres de reconditionnement, reposant sur des outils technologiques de pointe : un en France à Donzère (Drôme) et un en Espagne à Villaverde (ville située à cotée de Madrid). En Belgique, les véhicules sont reconditionnés pour l'essentiel au siège d'Anvers depuis avril 2021. Au total, plus de 70 000 véhicules ont été inspectés et reconditionnés dans les centres de reconditionnement susvisés du Groupe depuis leur ouverture. Enfin, avec la prise de contrôle de Motordepot en mars 2021, le Groupe a récemment intégré un site de reconditionnement localisé à Goole au Royaume-Uni. Le Groupe a ainsi acquis une expérience et développé des expertises et des savoirs faire en matière de reconditionnement qui lui procurent un avantage concurrentiel majeur (voir par ailleurs la section 5.11 « *Le reconditionnement des véhicules d'occasion* » du présent document d'enregistrement).

Le Groupe procède à des investissements réguliers afin d'améliorer ses processus de reconditionnement, lui permettant d'augmenter sa capacité de reconditionnement tout en diminuant le coût de reconditionnement moyen par véhicule. Le Groupe a ainsi réalisé au cours des deux derniers exercices des dépenses d'investissement de maintenance de l'ordre de 0,3 million d'euros sur les sites de Donzère et Villaverde et entend poursuivre ses investissements à l'avenir, au soutien de sa stratégie de croissance.

Les coûts de reconditionnement du Groupe, qui comprennent principalement les achats de pièces de rechange, de pneus et d'autres consommables, sont enregistrés dans les achats de marchandises, élément du poste « Achats consommés » du compte de résultat du Groupe. Ces coûts comprennent par ailleurs le coût de certaines prestations de services externes, comptabilisées dans les autres achats et charges externes.

Les efforts constants du Groupe en matière d'optimisation de ses approvisionnements et d'amélioration de ses processus de reconditionnement, lui ont permis d'améliorer la marge brute par véhicule vendu<sup>92</sup>, passée de 2 364 euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 2 509 euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (2 322 euros sur une base *pro forma*, moins élevée en raison de l'impact dilutif de l'acquisition de Motordepot), soit une augmentation de 6,1%. Le Groupe a également bénéficié au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 de conditions favorables d'achat et de vente de véhicules d'occasion, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. En effet, avec la fermeture des points de vente physiques, les stocks de véhicules pré-immatriculés des professionnels, l'une des principales sources d'approvisionnement du Groupe, ont augmenté, contribuant à la baisse des prix d'achat pour le Groupe, alors que la demande de véhicules d'occasion en ligne a augmenté, contribuant à la hausse des prix de vente du Groupe. Le taux de marge brute<sup>93</sup> s'élevait à 15,1% au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (14,1% sur une base *pro forma*) contre 14,2% au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, la marge brute par véhicule vendu du Groupe s'est élevée à 2 416 euros (soit un taux de marge brute de 14,7%), contre 2 372 euros (soit un taux de marge brute de 14,4%) au titre du semestre clos le 31 mars 2020<sup>94</sup>, le Groupe ayant continué à bénéficier, au cours

<sup>92</sup> La marge brute par véhicule vendu correspond à la marge brute consolidée du Groupe (hors activité de trading d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique) divisée par le nombre de véhicules vendus en B2C. La marge brute consolidée correspond au chiffre d'affaires moins les coûts directs et indirects engagés pour préparer le véhicule à la vente, à savoir principalement le coût d'acquisition par le Groupe du véhicule et, pour les véhicules d'occasion reconditionnés, les coûts de reconditionnement et de transport du véhicule jusqu'au site de reconditionnement. Ces coûts incluent les frais de personnel et le coût des pièces détachées associés au reconditionnement ainsi que les frais d'immatriculation et les charges de dépréciation des stocks.

<sup>93</sup> Le taux de marge brute (hors activité de trading d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique) correspond à : (marge brute par véhicule vendu x volumes de ventes) / chiffre d'affaires.

<sup>94</sup> En données comparatives tenant compte de l'acquisition de Motordepot, la marge brute par véhicule vendu du Groupe s'est élevée à 2 358 euros (soit un taux de marge brute de 14,3%), contre 2 185 euros (soit un taux de marge brute de 13,6%) au titre du semestre clos le 31 mars 2020. Ces données comparatives résultent :

(i) pour le semestre clos le 31 mars 2020, de l'addition (x) des informations financières historiques (donc excluant Motordepot) tirées des états financiers intermédiaires consolidés résumés du Groupe au titre du premier semestre clos le

de cette période, de conditions favorables d'achat et de vente de véhicules d'occasion liées au contexte de la pandémie de Covid-19, telles que décrites ci-dessus.

#### *7.1.2.4 Les efforts marketing du Groupe*

Afin de bénéficier pleinement de la tendance de marché actuelle favorable à la vente en ligne de véhicules d'occasion, le Groupe doit être en mesure de générer un trafic suffisant de visiteurs sur ses sites Internet et ses applications mobiles, et s'assurer que ses marques disposent d'une reconnaissance suffisante des consommateurs sur le marché, notamment par rapport à celles de ses concurrents.

A cette fin, le Groupe procède à des investissements significatifs en matière de marketing. Le Groupe réalise son marketing à travers différents canaux, utilisant principalement les techniques de marketing digital telles que le référencement, les liens commerciaux ou l'*emailing*, le cas échéant via les médias sociaux, ainsi que des campagnes télévisées ou radio. Les dépenses de marketing du Groupe représentent et continueront à représenter une part significative de ses charges opérationnelles. Le Groupe a en particulier significativement investi dans ses dépenses de publicité télévisuelle en France depuis 2015. Les dépenses de marketing du Groupe sont enregistrées dans les « Autres achats et charges externes ». Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a consacré un budget de 11,1 millions d'euros à ses dépenses de marketing, contre 10,0 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, soit 1,4% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de ces deux exercices. Cette tendance s'est poursuivie au cours du semestre clos le 31 mars 2021, avec, en données comparatives tenant compte de l'acquisition de Motordepot, des dépenses marketing de 14 millions d'euros, contre 8 millions d'euros au titre du semestre clos le 30 mars 2020, soit une augmentation de 65%.

Le Groupe entend poursuivre à l'avenir ces investissements en matière de marketing, afin de générer une croissance de ses ventes et de son chiffre d'affaires, tout en améliorant l'efficacité de ses campagnes publicitaires et en bénéficiant d'un effet d'économie d'échelle et de notoriété à mesure que ses activités croîtront, qui devraient lui permettre de réduire à terme les dépenses de marketing par véhicule vendu.

#### *7.1.2.5 Les opérations de croissance externe*

Au cours des dernières années le Groupe a procédé à des acquisitions ciblées ayant fortement contribué à la croissance de ses activités (voir notamment la section 5.7 « *Investissements* » du présent document d'enregistrement), en particulier dans de nouveaux pays.

En juillet 2018, le Groupe a poursuivi son développement à l'international et s'est implanté en Belgique avec la prise de contrôle de la société Datosco, société mère de Datos, un distributeur automobile multimarques disposant, à la date du présent document d'enregistrement, de 16 points de vente en Belgique (dont 7 franchises). Cette prise de contrôle a fortement contribué à la croissance du chiffre d'affaires du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, avec l'effet sur la totalité de cet exercice de l'intégration de la société Datos dans le périmètre de consolidation du Groupe (à comparer à un effet sur le chiffre d'affaires de l'intégration uniquement des mois d'août et septembre 2018 pour l'exercice clos le 30 septembre 2018), ayant contribué à hauteur de 83,4% à l'augmentation totale du chiffre d'affaires de 192,1 millions d'euros au titre de cet exercice.

En mars 2021, le Groupe s'est implanté au Royaume-Uni en prenant une participation de 60% dans la société Motordepot, société fondée en 2001 et qui exploite une plateforme multicanale de vente de

---

31 mars 2020, ayant fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de la Société et (y) des informations financières de Motordepot (non-auditées et n'ayant pas fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de la Société) pour l'ensemble du semestre clos le 31 mars 2020 ;

(ii) pour le semestre clos le 31 mars 2021, de l'addition (x) des informations financières historiques (donc incluant un mois d'activité de Motordepot) tirées des états financiers intermédiaires consolidés résumés du Groupe au titre du premier semestre clos le 31 mars 2021, ayant fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de la Société et (y) des informations financières de Motordepot (non-auditées et n'ayant pas fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de la Société) pour les cinq premiers mois du semestre clos le 31 mars 2021.

véhicules d'occasion connaissant une forte croissance au Royaume-Uni. Au cours de l'exercice clos le 31 août 2020, Motordepot a vendu 20 000 véhicules par le biais de ses deux sites Internet B2C « CarSupermarket.com » et « Motordepot.co.uk » et de son réseau de 12 agences commerciales, pour un chiffre d'affaires de 263,1 millions d'euros. Motordepot exploite également une plateforme C2B « Bestcarbuyer.com » par laquelle les particuliers peuvent vendre leurs véhicules d'occasion. Pour répondre à l'augmentation de la demande de véhicules électriques, Motordepot a récemment lancé la plateforme « Electriccars.co.uk », un site Internet dédié à l'achat de véhicules électriques au Royaume-Uni. Motordepot exploite un centre de reconditionnement au Royaume-Uni, localisé à Goole.

#### *7.1.2.6 L'impact de la pandémie de Covid-19*

La pandémie de Covid-19 a affecté les activités du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et du semestre clos le 31 mars 2021, avec en particulier un fort impact au cours des mois de mars à mai 2020, période au cours de laquelle les mesures de confinement mises en place par les autorités publiques dans les pays où le Groupe exerce ses activités ont été les plus strictes.

Ces mesures ont en particulier affecté la capacité du Groupe à s'approvisionner en véhicules d'occasion auprès de particuliers ou de professionnels et affecté les volumes de ventes, du fait notamment des difficultés logistiques rencontrées. Le Groupe a également été contraint de fermer ses sites de reconditionnement, ce qui a affecté ses volumes de ventes de véhicules reconditionnés. Au cours des mois de mars 2020, avril 2020 et mai 2020, le Groupe a ainsi enregistré une diminution de ses volumes de véhicules reconditionnés vendus en B2C de 40%, 69% et 15% respectivement par rapport à la même période en 2019.

Le Groupe a ensuite enregistré une forte reprise de ses activités avec la levée progressive des mesures de confinement à compter du mois de mai 2020, qui s'est traduite par une augmentation de ses volumes de ventes de véhicules reconditionnés au cours des mois de juin 2020, juillet 2020, août 2020, septembre 2020 et octobre 2020 de 60%, 50%, 49%, 80% et 77% respectivement par rapport à la même période en 2019. Les mesures de reconfinement décidées en novembre 2020 ont ensuite eu un impact moindre sur ses activités que le confinement du printemps 2020, avec une augmentation de ses volumes de ventes de véhicules reconditionnés de 13% et 66% en novembre 2020 et décembre 2020 respectivement, par rapport à la même période en 2019. Les activités du Groupe ont ainsi enregistré une solide performance au cours du semestre clos le 31 mars 2021, avec une augmentation de ses volumes de véhicules reconditionnés vendus en B2C (hors Royaume-Uni) de 51% et 63% au cours des premier et deuxième trimestres de l'exercice 2021.

Le Groupe s'est appuyé sur la compétitivité de ses prix dans un contexte de pouvoir d'achat contraint et par le changement de comportement des consommateurs, en particulier dans un contexte de mesures de confinement et de distanciation sociale, qui plébiscitent davantage le digital pour choisir et acheter leur voiture. Le Groupe s'est également appuyé sur le succès de services précurseurs comme la livraison à domicile, mise en place dès 2016 en France, ou encore la découverte digitale immersive des véhicules en ligne (photos à 360°).

Le Groupe estime que les conséquences de la pandémie de Covid-19 à moyen et long-terme pourraient résulter en une adoption plus large de la vente et de l'achat en ligne de véhicules d'occasion, ainsi que de la livraison et de la reprise de véhicules à des particuliers à domicile. Ce phénomène devrait bénéficier au Groupe, leader de la vente en ligne de véhicules d'occasion en France, Belgique et Espagne<sup>95</sup>.

#### *7.1.2.7 La saisonnalité*

---

<sup>95</sup> En termes de chiffre d'affaires réalisé par les acteurs considérés sur la vente en ligne de véhicules d'occasion.

La vente de véhicules d'occasion connaît une certaine saisonnalité en particulier au cours de la fin du premier trimestre et au cours du deuxième trimestre de l'exercice. Le Groupe enregistre ainsi généralement un chiffre d'affaires plus élevé sur ces deux périodes.

### **7.1.3 Principaux postes du compte de résultat**

Les principaux postes du compte de résultat, sur lesquels s'appuie la direction du Groupe pour analyser ses résultats consolidés sont décrits ci-dessous :

#### ***Chiffre d'affaires***

Le chiffre d'affaires correspond au montant à recevoir pour les biens et les services fournis par le Groupe dans le cours normal de ses activités, à l'exception des montants collectés pour le compte de tiers tels que les taxes sur les ventes, les taxes sur les biens et services et les taxes sur la valeur ajoutée.

Le chiffre d'affaires du Groupe est principalement tiré des ventes de véhicules d'occasion. Le chiffre d'affaires généré par les ventes de véhicules d'occasion est comptabilisé au moment du transfert de contrôle qui s'effectue lors de la prise en main du véhicule par le client.

Dans le cas du contrat « *Cardoen Lease* », Cardoen propose depuis quelques années une option de rachat du véhicule au bout de 5 ans à 30% du prix de vente. Sur la base des premiers contrats arrivant à l'échéance des 5 ans, dans la majorité des cas, le client n'exerce pas l'option et conserve le véhicule au bout des 5 ans et, lorsque le client retourne le véhicule, celui-ci est revendu en seconde main à un prix supérieur. Par conséquent, aucun passif ou actif de contrat n'est comptabilisé, au moment de la conclusion du contrat, au titre de ces droits de retour.

Le chiffre d'affaires du Groupe est également tiré de commissions reçues par le Groupe en qualité d'apporteur d'affaires au titre de contrats conclus avec des sociétés de financement, d'assurance ou d'entretien, le Groupe agissant comme un intermédiaire afin de proposer les produits de ces sociétés. Le chiffre d'affaires du Groupe lié à cette activité est reconnu à la date de livraison des véhicules.

Le Groupe génère également son chiffre d'affaires en proposant des services d'entretien ou de garanties à ses clients. En Belgique, le chiffre d'affaires correspondant est reconnu sur cette période de 7 ans de façon linéaire dans la mesure où cette méthode est représentative du rythme d'engagements des coûts relatifs à ces contrats.

#### ***Achats consommés***

Les achats consommés correspondent principalement aux achats de véhicules automobiles en vue de leur revente, aux achats de matières premières, de fournitures et autres approvisionnements du Groupe dans le cours normal de ses activités, ajustés des variations de stocks de véhicules automobiles.

#### ***Charges de personnel***

Les charges de personnel se composent principalement des salaires et traitements versés aux salariés, des charges de sécurité sociale et de prévoyance et des coûts liés à la participation des salariés.

#### ***Charges de personnel liées à des acquisitions***

Les charges de personnel liées à des acquisitions correspondent à la part analysée comme de la rémunération des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires de Clicars, de Datosco et Motordepot suite à la prise de contrôle de ces sociétés par le Groupe, respectivement en mars 2017, en juillet 2018 et mars 2021.

#### ***Frais liés à des opérations***

Les frais liés à des opérations comprennent principalement les frais d'acquisition de filiales ainsi que les frais liés à l'opération d'introduction en bourse.

#### ***Résultat opérationnel***

Le résultat opérationnel correspond au chiffre d'affaires et autres produits de l'activité après déduction des achats consommés, des autres achats et charges externes, des impôts et taxes, des charges de personnel, des dotations aux provisions et dépréciations, des frais liés à des opérations, des autres produits et charges opérationnels et des dotations aux amortissements et dépréciations d'immobilisations.

### **Résultat financier**

Le résultat financier englobe pour l'essentiel les charges d'intérêts sur les emprunts, constatés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Par ailleurs, il inclut les intérêts sur la dette de loyers déterminée conformément à IFRS 16 sur l'ensemble des contrats de location (hors exemption).

### **Impôts sur le résultat**

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. La charge d'impôt est calculée selon les lois fiscales en vigueur, ou en vigueur à la date de clôture dans les pays où la Société et ses filiales opèrent.

Le montant de l'impôt exigible dû (ou à recevoir) est déterminé sur la base de la meilleure estimation du montant d'impôt que le Groupe s'attend à payer (ou à recevoir) reflétant, le cas échéant, les incertitudes qui s'y rattachent.

La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée des comptes sociaux, est analysée par le Groupe comme constituant de l'impôt sur le résultat.

## **7.1.4 Principaux indicateurs de performance**

Le Groupe utilise comme principaux indicateurs de performance le chiffre d'affaires, l'EBITDA ajusté et la marge brute par véhicule vendu. Ces indicateurs de performance sont suivis de manière régulière par le Groupe pour analyser et évaluer ses activités et leurs tendances, mesurer leur performance, préparer les prévisions de résultats et procéder à des décisions stratégiques.

	Semestre clos le 31 mars 2021	Variation	Semestre clos le 31 mars 2020
Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	490,9	31,7%	372,7
EBITDA ajusté (en millions d'euros)	13,9	21,9%	11,4

	Exercice <i>pro forma</i> clos le 30 septembre 2020	Exercice clos le 30 septembre 2020	Variation	Exercice clos le 30 septembre 2019	Variation	Exercice clos le 30 septembre 2018
Chiffre d'affaires (en millions d'euros)	1 094,0	831,0	12,0%	741,6	35,0%	549,5
EBITDA ajusté (en millions d'euros)	47,6	38,3	52,6%	25,1	156,1%	9,8
Marge brute par véhicule vendu	2 322 euros	2 509 euros	6,1%	2 364 euros	-	-

L'EBITDA ajusté et la marge brute par véhicule vendu constituent des indicateurs alternatifs de performance au sens de la position AMF DOC n°2015-12.

L'EBITDA ajusté et la marge brute par véhicule vendus ne sont pas des agrégats comptables standardisés répondant à une définition unique généralement acceptée par les normes IFRS. Ils ne doivent pas être considérés comme un substitut au résultat opérationnel, au résultat net, aux flux de trésorerie provenant de l'activité opérationnelle qui constituent des mesures définies par les IFRS ou encore à une mesure de liquidité. D'autres émetteurs pourraient calculer l'EBITDA ajusté et la marge brute par véhicule vendu de façon différente par rapport à la définition retenue par le Groupe.

### EBITDA ajusté

Le Groupe définit son EBITDA ajusté comme le résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations d'immobilisations ajusté des éléments suivants, de nature à affecter la lecture de la performance du Groupe :

- les charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions ;
- les charges de personnel liées à des acquisitions ; et
- les frais liés à des opérations, comprenant principalement les frais d'acquisition de filiales ainsi que les frais liés à l'opération d'introduction en bourse.

Pour évaluer la performance des secteurs opérationnels présentés, le Groupe a notamment recours à l'EBITDA ajusté, indicateur de suivi de la performance sous-jacente des activités car le Principal Décideur Opérationnel (PDO) – que sont conjointement le Président et le Directeur Général du Groupe – juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre les résultats du Groupe et de chaque secteur, dans le sens où les charges qui en sont exclues (i) présentent un caractère inhabituel (par exemple les frais liés à des opérations) ou (ii) sont assimilées par le Management à de l'investissement dans les participations concernées (par exemple les charges de personnel liées à des acquisitions).

*Tableau de passage de l'EBITDA ajusté*

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2021	Semestre clos le 31 mars 2020	Exercice <i>pro forma</i> clos le 30 septembre 2020	Exercice clos le 30 septembre 2020	Exercice clos le 30 septembre 2019	Exercice clos le 30 septembre 2018
Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations	10,0	10,3	25,0	22,4	25,6	5,0
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	-	0,5	1,0	1,0	-	1,1
Charges de personnel liées à des acquisitions	2,5	0,6	21,2	14,9	0,5	2,6
Frais liés à des opérations	1,4	-	0,4	-	-	1,1
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>13,9</b>	<b>11,4</b>	<b>47,6</b>	<b>38,3</b>	<b>25,1</b>	<b>9,8</b>

Une analyse de l'évolution de l'EBITDA ajusté sur les exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 figure à la section 7.3.17 « *EBITDA ajusté* » du présent document d'enregistrement.

### Marge brute par véhicule vendu

La marge brute par véhicule vendu correspond à la marge brute consolidée du Groupe (hors activité de trading d'achat et vente de véhicules à des professionnels en Belgique) divisée par le nombre de véhicules vendus en B2C. La marge brute consolidée correspond au chiffre d'affaires moins les coûts



directs et indirects engagés pour préparer le véhicule à la vente, à savoir principalement le coût d'acquisition par le Groupe du véhicule et, pour les véhicules d'occasion reconditionnés, les coûts de reconditionnement et de transport du véhicule jusqu'au site de reconditionnement. Ces coûts incluent les frais de personnel et le coût des pièces détachées associés au reconditionnement ainsi que les frais d'immatriculation et les charges de dépréciation des stocks.

*Tableau de passage de la marge brute par véhicule vendu*

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Semestre clos le 31 mars 2021</b>	<b>Semestre clos le 31 mars 2020</b>	<b>Exercice <i>pro forma</i> clos le 30 septembre 2020</b>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2020</b>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2019</b>
Chiffre d'affaires	491,0	372,7	1 094,0	831,0	741,6
Achats consommés	(401,3)	(308,5)	(903,9)	(683,5)	(615,7)
<b>Marge brute – Données consolidées</b>	<b>89,6</b>	<b>64,2</b>	<b>190,2</b>	<b>147,5</b>	<b>125,9</b>
Frais de transport et coûts de reconditionnement	(17,3)	(10,5)	(35,7)	(21,6)	(19,4)
Autres	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,2)	0,2
<b>Marge brute – inclus activité <i>Trading</i> Belgique</b>	<b>72,2</b>	<b>53,7</b>	<b>154,2</b>	<b>125,6</b>	<b>106,7</b>
Déduction de l'activité <i>Trading</i> Belgique	(0,3)	(0,2)	(0,4)	(0,4)	(1,2)
<b>Marge brute – hors activité <i>Trading</i> Belgique</b>	<b>71,9</b>	<b>53,5</b>	<b>153,8</b>	<b>(125,2)</b>	<b>105,6</b>
Nombre de véhicules vendus	29,8	22,5	66,2	49,9	44,7
<b>Marge brute par véhicule vendu (en euros)</b>	<b>2 416 euros</b>	<b>2 372 euros</b>	<b>2 322 euros</b>	<b>2 509 euros</b>	<b>2 364 euros</b>

## 7.2 Analyse des résultats pour les semestres clos les 31 mars 2021 et 2020

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé (en millions d'euros) du Groupe pour les semestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

<b>COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ</b>	<b>Semestre clos le 31 mars 2021</b>	<b>Semestre clos le 31 mars 2020</b>
<i>(en millions d'euros)</i>		
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>490,9</b>	<b>372,7</b>
Autres produits de l'activité	-	-
Achats consommés	<b>(401,3)</b>	(308,5)
Autres achats et charges externes	(45,5)	(28,7)
Impôts et taxes	(2,3)	(2,0)
Charges de personnel	(27,6)	(21,6)
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	-	(0,5)
Charges de personnel liées à des acquisitions	(2,5)	(0,6)
Dotation aux provisions et dépréciations	(0,3)	(0,6)
Frais liés à des opérations	(1,4)	-
Autres produits opérationnels	0,2	0,3
Autres charges opérationnelles	(0,2)	(0,3)
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>10,0</b>	<b>10,3</b>

Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(3,8)	(3,2)
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(3,5)	(3,1)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>2,8</b>	<b>4,0</b>
Coût de l'endettement financier net	(0,8)	(0,5)
Charges financières sur dettes de location	(0,5)	(0,5)
Autres produits financiers	0,2	-
Autres charges financières	(0,3)	-
<b>Résultat financier</b>	<b>(1,3)</b>	<b>(1,0)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1,5</b>	<b>3,0</b>
Impôt sur le résultat	(1,3)	(1,6)
<b>Résultat net</b>	<b>0,2</b>	<b>1,4</b>
Attribuable aux propriétaires de la société	0,2	1,4
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-
Ecart de conversion	1,0	-
<b>Résultat global total</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>
Attribuable aux propriétaires de la société	1,2	1,4
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-

### 7.2.1 Chiffre d'affaires

Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a augmenté de 118,2 millions d'euros, soit une progression de 31,7%, par rapport au semestre clos le 31 mars 2020, passant de 372,7 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 490,9 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021. Cette croissance a été réalisée malgré un environnement économique impacté par la crise sanitaire du Covid-19, en particulier par la période de confinement des mois de novembre et décembre 2020 et du premier trimestre calendaire de l'année 2021, dans l'ensemble des pays où le Groupe exerce ses activités. Une partie de l'augmentation du chiffre d'affaires au cours du premier semestre clos le 31 mars 2021 est par ailleurs liée, à hauteur de 23,6 millions d'euros, à l'intégration d'un mois d'activité de Motordepot, acquise en mars 2021.

L'augmentation du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique principalement par une forte croissance du chiffre d'affaires généré par la vente de Véhicules d'occasion reconditionnés de 77%. Le Groupe a également enregistré une forte croissance du chiffre d'affaires lié aux Services, passé de 17,4 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 24,8 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021, soit une augmentation de 42,5%, tirée notamment par la croissance des volumes de véhicules reconditionnés vendus en B2C.

Le Groupe a enregistré en particulier une augmentation significative de son chiffre d'affaires en Espagne, qui a triplé par rapport au semestre clos le 31 mars 2020, et également en France, avec une croissance de 17,8% du chiffre d'affaires.

Le Groupe s'est appuyé sur la compétitivité de ses prix dans un contexte de pouvoir d'achat contraint et par le changement de comportement des consommateurs, en particulier dans un contexte de mesures de confinement et de distanciation sociale, qui plébiscitent davantage le digital pour choisir et acheter leur véhicule. Le Groupe s'est également appuyé sur le succès de services précurseurs comme la livraison à domicile, mis en place dès 2016 en France, ou encore la découverte digitale immersive des véhicules en ligne (photos à 360°).

#### Evolution du chiffre d'affaires par pays

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2021	Variation 2020 -2021		Semestre clos le 31 mars 2020
		En millions d'euros	En %	
France	302,0	45,6	17,8%	256,4

Belgique	86,9	3,6	(4,0%)	90,5
Espagne	78,6	52,8	204,7%	25,8
Royaume-Uni	23,6	-	-	-
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>490,9</b>	<b>118,2</b>	<b>31,7%</b>	<b>372,7</b>

### ***France***

Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, le chiffre d'affaires du Groupe en France a augmenté de 45,6 millions d'euros, soit 17,8%, par rapport au semestre clos le 31 mars 2020, passant de 256,4 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 302,0 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021, malgré un environnement économique fortement impacté par la crise sanitaire du Covid-19. L'augmentation importante du chiffre d'affaires sur l'activité Véhicules d'occasion reconditionnés a fortement contribué à la bonne performance du Groupe en France au cours du semestre clos le 31 mars 2021. Le Groupe s'est appuyé sur sa capacité à valoriser son expertise de la vente intégralement à distance, au déploiement rapide et à grande échelle des services de reprise et de livraison à domicile sans contact et à son positionnement prix ambitieux, éléments qui lui ont permis de continuer à croître fortement malgré le contexte sanitaire et économique.

### ***Belgique***

Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe en Belgique a diminué de 3,6 millions d'euros, soit une baisse de 4,0%, par rapport au semestre clos le 31 mars 2020, passant de 90,5 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 86,9 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021. La diminution du chiffre d'affaires en Belgique s'explique principalement par la baisse des activités de *trading* d'achat et de vente de véhicules à des professionnels dans ce pays, de 3,9 millions d'euros entre le semestre clos le 31 mars 2021 et le semestre clos le 31 mars 2020. En effet, hors prise en compte de ces activités, que le Groupe n'envisage pas de poursuivre, le chiffre d'affaires du Groupe en Belgique est resté quasiment stable au cours du semestre clos le 31 mars 2021 par rapport au semestre clos le 31 mars 2020, et ce malgré des mesures de restrictions sanitaires particulièrement contraignantes, avec un modèle économique moins digitalisé qu'en France et en Espagne. Le Groupe s'est en effet appuyé sur son image de marque reconnue en Belgique et des innovations fortes mises en place en réponse à la crise sanitaire du Covid-19, en étant notamment le premier acteur de l'industrie automobile en Belgique à proposer la livraison à domicile dès le mois d'avril 2020.

### ***Espagne***

Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, le chiffre d'affaires du Groupe en Espagne a triplé par rapport au semestre clos le 31 mars 2020, augmentant de 52,8 millions d'euros, pour passer de 25,8 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 78,6 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021. Cette très forte augmentation du chiffre d'affaires s'appuie notamment sur le positionnement digital du Groupe en Espagne dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19. Le Groupe a su tirer profit de son expérience dans les services de vente et de reprise de véhicules entièrement à distance, ainsi que dans la livraison à domicile.

### ***Royaume-Uni***

Le Groupe a débuté ses activités au Royaume-Uni à compter de mars 2021, avec l'acquisition de Motordepot. Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, le chiffre d'affaires généré par le Groupe au Royaume-Uni (correspondant à un mois d'activité de Motordepot), s'est élevé à 23,6 millions d'euros.

Si la prise de contrôle de Motordepot était intervenue le 1<sup>er</sup> octobre 2020, le chiffre d'affaires généré par le Groupe au Royaume-Uni au titre du semestre clos le 31 mars 2021 se serait élevé à 124,4 millions d'euros (voir la note 4.2 des comptes consolidés du Groupe au titre du semestre clos le 31 mars 2021), contre un chiffre d'affaires généré par Motordepot au titre du semestre clos le 31 mars 2020 de 144 millions d'euros en données comparatives<sup>96</sup>, soit une diminution de 13,6%. Cette diminution s'explique par les mesures de confinement strict qui ont été mises en œuvre au Royaume-Uni de novembre 2020 à mars 2021, ayant affecté les activités de Motordepot, avec une diminution des volumes de ventes de véhicules reconditionnés de 18,4% au cours du premier trimestre de l'exercice 2021 (soit les mois d'octobre, novembre et décembre 2020) et de 29,4% au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021 (soit les mois de janvier, février et mars 2021), par rapport aux mêmes périodes de 2020.

#### *Evolution du chiffre d'affaires par produits et services*

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2021	Variation 2020 -2021		Semestre clos le 31 mars 2020
		En millions d'euros	En %	
Véhicules d'occasion pré-immatriculés	208,0	8,6	4,3%	199,4
Véhicules d'occasion reconditionnés	221,8	97,0	77,7%	124,8
Véhicules d'occasion vendus en B2B	33,4	9,1	37,4%	24,3
Services	24,8	7,4	42,5%	17,4
Autres	3,0	(3,9)	(56,5%)	6,9
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>490,9</b>	<b>118,2</b>	<b>31,7%</b>	<b>372,7</b>

#### **7.2.2 Achats consommés**

Les achats consommés du Groupe ont augmenté de 92,8 millions d'euros, soit 30,0%, au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 308,5 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 401,3 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021.

L'augmentation de 30,0% des achats consommés entre le semestre clos le 31 mars 2020 et le semestre clos le 31 mars 2021 est directement corrélée à l'augmentation du chiffre d'affaires de 31,7% sur la même période.

#### **7.2.3 Autres achats et charges externes**

Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, les autres achats et charges externes du Groupe ont augmenté de 16,8 millions d'euros, soit 58,5%, par rapport semestre clos le 31 mars 2020, passant de 28,7 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 45,5 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021. Cette augmentation s'explique principalement par l'augmentation des dépenses opérationnelles du Groupe (et en particulier ses dépenses de marketing), au soutien de sa stratégie de croissance.

#### **7.2.4 Charges de personnel**

Les charges de personnel du Groupe ont augmenté de 6,0 millions d'euros, soit 27,8%, au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 21,6 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 27,6 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021.

<sup>96</sup> Données comparatives pour Motordepot au titre du semestre clos le 31 mars 2020 tirées des informations financières de Motordepot (non-auditées et n'ayant pas fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de la Société).

L'augmentation des charges de personnel au cours des semestres clos les 31 mars 2021 et 2020 s'explique principalement par l'augmentation des effectifs du Groupe au soutien de sa stratégie de croissance.

#### **7.2.5 Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions**

Les charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions, principalement relatives aux actions attribuées gratuitement par le Groupe à certains de ses collaborateurs, ont représenté une charge de 0,02 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021 et une charge de 0,5 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2020. La forte diminution constatée au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique par le faible nombre d'actions attribuées gratuitement sur cette période.

#### **7.2.6 Charges de personnel liées à des acquisitions**

Les charges de personnel liées à des acquisitions ont représenté une charge de 2,5 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021 et une charge de 0,6 million d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020.

Ces charges sont liées aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires de Clicars, Datosco et Motordepot concomitamment à la prise de contrôle du Groupe dans ces entités. Elles visent à refléter la rémunération que le Groupe s'est engagé à verser à ceux-ci au moment de leur départ en contrepartie de leurs services en tant que salariés du Groupe. Pour Clicars et Datosco, cette rémunération s'appuie notamment sur un multiple du chiffre d'affaires réalisé par ces deux ensembles lors des douze derniers mois précédant la date de leur départ. Les charges de personnel liées à ces engagements sont estimées pour la totalité de la période de services, depuis la date de prise de contrôle, lors de chaque clôture, en fonction des dernières prévisions d'activité, sur la base d'une hypothèse de départ à la date la plus probable, et reconnues de façon linéaire *pro rata temporis*. Pour Motordepot, cette rémunération s'appuie sur le montant le plus probable qui serait perçu à la date de départ déduction faite de la dette financière de put, reconnu de façon linéaire *pro rata temporis* sur la période de présence minimale permettant de le percevoir. Ces charges peuvent ainsi varier et substantiellement différer des montants définitifs en fonction de l'évolution des prévisions d'activité.

La variation de ces charges au titre du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique par une revalorisation substantielle des projections de chiffre d'affaires de Clicars pour les exercices à venir, entre le 31 mars 2020 et le 30 septembre 2020, à l'image de la performance économique de l'entité.

#### **7.2.7 Autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles**

Les autres produits et charges opérationnels du Groupe ont représenté une charge nette de 0,06 million d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021 contre une charge nette de 0,01 million d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020.

#### **7.2.8 Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations**

Au cours des semestres clos le 31 mars 2021 et 2020, le résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations du Groupe a légèrement diminué, passant de 10,3 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 10,0 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021, soit une baisse de 2,9%. Le résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations est ainsi resté quasiment stable malgré l'augmentation des charges de personnel liées à des acquisitions (voir le paragraphe 7.2.6), grâce à la forte croissance du chiffre d'affaires enregistrée par le Groupe.

#### **7.2.9 Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles**

Le montant des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles du Groupe a augmenté de 0,6 million d'euros, soit 18,8%, au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 3,2 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 3,8 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021.

L'augmentation des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique principalement par la mise en service de logiciels et du site internet au cours de cette période, faisant l'objet d'un amortissement.

#### **7.2.10 Dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location**

Le montant des dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location du Groupe a légèrement augmenté de 0,4 million d'euros, soit 12,9%, au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 3,1 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 3,5 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021.

L'augmentation relative des dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique principalement par la conclusion de quelques nouveaux contrats.

#### **7.2.11 Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel a diminué de 1,2 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant d'un bénéfice opérationnel de 4,0 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2020 à un bénéfice opérationnel de 2,8 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021.

La diminution du résultat opérationnel au cours du semestre clos le 31 mars 2021 résulte principalement de l'augmentation des charges de personnel liées à des acquisitions (voir la section 7.2.6 ci-dessus) et frais liés à des opérations, le Groupe ayant par ailleurs enregistré au cours de ce semestre une forte croissance de ses activités tout en maîtrisant l'augmentation de ses charges opérationnelles.

#### **7.2.12 Coût de l'endettement financier net**

Le coût de l'endettement financier net du Groupe a augmenté de 0,3 million d'euros, soit une augmentation de 60%, au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 0,5 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2020 à 0,8 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021.

L'augmentation du coût de l'endettement financier net au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique principalement par l'augmentation des dettes financières du Groupe, liée à la mise en place d'un nouvel emprunt auprès d'Automobiles Peugeot, à hauteur de 52,0 millions d'euros, destiné à financer la prise de contrôle de Motordepot intervenue en mars 2021.

#### **7.2.13 Charges financières sur dettes de location**

Les charges financières sur dettes de location du Groupe sont restées stables au cours du semestre clos le 31 mars 2021 et 2020, à 0,5 million d'euros.

#### **7.2.14 Résultat avant impôt**

Le résultat avant impôt du Groupe a diminué de 1,5 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant d'un bénéfice avant impôts de 3,0 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2020 à un bénéfice avant impôts de 1,5 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021.

La diminution du résultat avant impôt au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique principalement par la diminution du résultat opérationnel (voir le paragraphe 7.2.11 ci-dessus) et l'augmentation du coût de l'endettement financier net (voir le paragraphe 7.2.12 ci-dessus).

#### **7.2.15 Impôt sur le résultat**

La charge d'impôt sur le résultat du Groupe a diminué de 0,3 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 1,6 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2020 à 1,3 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021.

Le taux effectif d'impôt retraité des charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions et liées à des acquisitions (charges non fiscalisées) s'établit respectivement à 33,3% pour le semestre

clos le 31 mars 2021 et 39,7% pour le semestre clos le 31 mars 2020. Le taux effectif d'impôt apparaît supérieur au taux normatif, notamment compte tenu du fait que le Groupe analyse la CVAE comme de l'impôt sur le résultat. Cet effet est toutefois atténué au titre du semestre clos le 31 mars 2021 notamment compte tenu de taux d'impôt des filiales étrangères inférieur au taux français.

## 7.2.16 Résultat net

Le résultat net total du Groupe a diminué de 1,2 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant d'un bénéfice net de 1,4 million d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à un bénéfice net de 0,2 million d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021, pour les raisons exposées ci-dessus.

## 7.2.17 EBITDA ajusté

L'EBITDA ajusté du Groupe a augmenté de 2,5 millions d'euros, soit une hausse de 21,9%, au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 11,4 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 13,9 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021.

L'augmentation de l'EBITDA ajusté du Groupe au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique principalement par la forte croissance du chiffre d'affaires du Groupe sur la période, de 31,7%, malgré un environnement économique impacté par la crise sanitaire du Covid-19, notamment par la période de confinement du quatrième trimestre calendaire de l'année 2020, dans l'ensemble des pays où le Groupe exerce ses activités, ainsi que l'intégration d'un mois d'activité de Motordepot, acquise en mars 2021 (voir la section 7.2.1 « *Chiffre d'affaires* » du présent document d'enregistrement). La croissance de 42,5% du chiffre d'affaires lié aux activités de Services a eu un impact positif sur le taux de marge du Groupe, qui a contribué positivement à la croissance de l'EBITDA ajusté. Le Groupe a en outre maîtrisé l'augmentation de ses charges opérationnelles, malgré la forte croissance de ses activités et les difficultés opérationnelles liées aux conséquences de la crise sanitaire, en poursuivant notamment l'optimisation de ses coûts d'approvisionnement et l'amélioration de ses processus de reconditionnement et en bénéficiant d'un retour élevé sur ses dépenses de marketing, grâce à un NPS élevé et une forte reconnaissance de ses marques en France et en Belgique. En données comparatives tenant compte de l'acquisition de Motordepot<sup>97</sup>, les frais de vente, généraux et administratifs du Groupe<sup>98</sup> sont ainsi passés de 57 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2020 à 70 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021, soit une augmentation de 22,8% (qui s'explique principalement par la forte augmentation des dépenses marketing de 65%), qui reste moins importante que l'augmentation du chiffre d'affaires de 31,7%, se traduisant par une augmentation relativement limitée de 9,8% des frais de vente, généraux et administratifs par véhicule vendu, passés de 1 792 euros au cours du semestre clos le 31 mars 2020 à 1 968 euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021<sup>99</sup>.

---

<sup>97</sup> Données comparatives résultant :

(i) pour le semestre clos le 31 mars 2020, de l'addition (x) des informations financières historiques (donc excluant Motordepot) tirées des états financiers intermédiaires consolidés résumés du Groupe au titre du premier semestre clos le 31 mars 2020, ayant fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de la Société et (y) des informations financières de Motordepot (non-auditées et n'ayant pas fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de la Société) pour l'ensemble du semestre clos le 31 mars 2020 ;

(ii) pour le semestre clos le 31 mars 2021, de l'addition (x) des informations financières historiques (donc incluant un mois d'activité de Motordepot) tirées des états financiers intermédiaires consolidés résumés du Groupe au titre du premier semestre clos le 31 mars 2021, ayant fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de la Société et (y) des informations financières de Motordepot (ayant fait l'objet d'une revue limitée en normes comptables anglaises par les commissaires aux comptes de Motordepot) pour les cinq premiers mois du semestre clos le 31 mars 2021.

<sup>98</sup> Les frais de vente, généraux et administratifs comprennent le coût des ventes, les frais de siège, les frais marketing et d'autres coûts, comprenant notamment les coûts liés à l'intéressement et la participation des salariés et certaines taxes. Les frais de vente, généraux et administratifs comprennent par ailleurs les commissions payées aux franchisés dans le cadre des activités du Groupe en Belgique.

<sup>99</sup> Les frais de vente, généraux et administratifs par véhicule vendu correspondent aux frais de vente, généraux et administratifs du Groupe divisés par le nombre de véhicules vendus en B2C.

### *Evolution de l'EBITDA ajusté par pays*

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2021	Variation 2020 -2021		Semestre clos le 31 mars 2020
		En millions d'euros	En %	
France	7,2	0,3	4,3%	6,9
Belgique	4,6	0,2	4,5%	4,4
Espagne	0,7	0,6	600%	0,1
Royaume-Uni	1,4	-	-	-
<b>EBITDA ajusté consolidé</b>	<b>13,9</b>	<b>2,5</b>	<b>21,9%</b>	<b>11,4</b>

#### ***France***

L'EBITDA ajusté du Groupe en France a augmenté de 0,3 million d'euros, soit 4,3%, au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 6,9 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 7,2 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021.

L'augmentation de l'EBITDA ajusté du Groupe en France au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique principalement par l'augmentation du chiffre d'affaires de 17,8% dans ce pays, malgré un environnement économique fortement impacté par la crise sanitaire du Covid-19 (voir la section 7.2.1 « *Chiffre d'affaires* » du présent document d'enregistrement), l'impact positif de la croissance des Services sur le taux de marge du Groupe et la poursuite de la maîtrise de l'évolution des charges opérationnelles, malgré la croissance des activités du Groupe et les difficultés opérationnelles liées aux conséquences de la crise sanitaire.

#### ***Belgique***

L'EBITDA ajusté du Groupe en Belgique a augmenté de 0,2 million d'euros, soit 4,5%, au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 4,4 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 4,6 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021.

L'augmentation de l'EBITDA ajusté du Groupe en Belgique au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique principalement par la résilience des activités du Groupe dans ce pays malgré des mesures de restrictions sanitaires particulièrement contraignantes et une baisse des activités de *trading* d'achat et de vente de véhicules à des professionnels dans ce pays (que le Groupe n'envisage pas de poursuivre), de 3,9 millions d'euros entre le semestre clos le 31 mars 2021 et le semestre clos le 31 mars 2020, le Groupe ayant par ailleurs maîtrisé l'évolution de ses charges opérationnelles.

#### ***Espagne***

L'EBITDA ajusté du Groupe en Espagne a augmenté de 0,6 million d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021, passant de 0,1 million d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020 à 0,7 million d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021.

L'augmentation importante de l'EBITDA ajusté du Groupe en Espagne au cours du semestre clos le 31 mars 2021 s'explique principalement par la forte croissance du chiffre d'affaires dans ce pays, qui a plus que triplé, le Groupe s'étant appuyé sur son positionnement digital en Espagne dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19 et tirant profit de son expérience dans les services de vente et de reprise de véhicules entièrement à distance, ainsi que dans la livraison à domicile pour générer une forte augmentation de ses ventes.

#### ***Royaume-Uni***

Suite à l'acquisition de la société Motordepot au Royaume-Uni en mars 2021 et à son intégration dans le périmètre du Groupe, le Groupe a comptabilisé un EBITDA ajusté de 1,4 million d'euros au Royaume-Uni au titre du semestre clos le 31 mars 2021.



Le Groupe a débuté ses activités au Royaume-Uni à compter de mars 2021, avec l'acquisition de Motordepot. Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, l'EBITDA ajusté généré par le Groupe au Royaume-Uni (correspondant à un mois d'activité de Motordepot), s'est élevé à 1,4 million d'euros.

Si la prise de contrôle de Motordepot était intervenue le 1<sup>er</sup> octobre 2020, l'EBITDA ajusté généré par le Groupe au Royaume-Uni au titre du semestre clos le 31 mars 2021 se serait élevé à 5,7 millions d'euros (voir la note 4.2 des comptes consolidés du Groupe au titre du semestre clos le 31 mars 2021).

### 7.3 Analyse des résultats pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé (en millions d'euros) du Groupe pour chacun des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Exercice <i>pro forma</i> clos le 30 septembre 2020	Exercice clos le 30 septembre 2020	Exercice clos le 30 septembre 2019	Exercice clos le 30 septembre 2018
<i>(en millions d'euros)</i>				
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1 094,0</b>	<b>831,0</b>	<b>741,6</b>	<b>549,5</b>
Autres produits de l'activité	-	-	-	0,1
Achats consommés	<b>(903,9)</b>	(683,5)	(615,7)	(462,4)
Autres achats et charges externes	(79,1)	(59,8)	(57,1)	(41,0)
Impôts et taxes	(3,7)	(3,0)	(2,8)	(2,8)
Charges de personnel	(58,9)	(45,0)	(40,3)	(31,7)
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	(1,0)	(1,0)	-	(1,1)
Charges de personnel liées à des acquisitions	(21,2)	(14,9)	0,5	(2,6)
Dotation aux provisions et dépréciations	(0,9)	(1,2)	(0,5)	(1,1)
Frais liés à des opérations	(0,4)	-	-	(1,1)
Autres produits opérationnels	0,9	0,6	0,2	-
Autres charges opérationnelles	(0,7)	(0,7)	(0,2)	(0,8)
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>25,0</b>	<b>22,4</b>	<b>25,6</b>	<b>5,0</b>
Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(7,3)	(6,8)	(6,0)	(3,5)
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(7,8)	(6,3)	(6,2)	(4,1)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>9,9</b>	<b>9,3</b>	<b>13,5</b>	<b>(2,6)</b>
Coût de l'endettement financier net	(1,8)	(1,1)	(1,3)	(0,6)
Charges financières sur dettes de location	(1,4)	(0,9)	(1,0)	(0,7)
Autres produits financiers	-	-	-	-
Autres charges financières	(0,9)	-	-	-
<b>Résultat financier</b>	<b>(4,1)</b>	<b>(2,0)</b>	<b>(2,3)</b>	<b>(1,3)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>5,8</b>	<b>7,3</b>	<b>11,2</b>	<b>(3,9)</b>
Impôt sur le résultat	(9,2)	(8,4)	(4,0)	(0,5)
<b>Résultat net</b>	<b>(3,4)</b>	<b>1,1</b>	<b>7,2</b>	<b>(4,4)</b>
Attribuable aux propriétaires de la société	-	1,1	7,2	(4,4)
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
<b>Résultat global total</b>	<b>-</b>	<b>1,1</b>	<b>7,2</b>	<b>(4,4)</b>
Attribuable aux propriétaires de la société	-	1,1	7,2	(4,4)
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-

### 7.3.1 Chiffre d'affaires

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a augmenté de 89,4 millions d'euros, soit une progression de 12%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 741,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 831,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cette croissance a été réalisée malgré un environnement économique fortement impacté par la crise sanitaire du Covid-19, en particulier par la période de confinement du printemps de l'année 2020, dans l'ensemble des pays où le Groupe exerce ses activités. Sur une base *pro forma*, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'est élevé à 1 094 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

L'augmentation du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'explique principalement par une augmentation de 25,8% du chiffre d'affaires généré par la vente de Véhicules d'occasion pré-immatriculés en France par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019 et par l'augmentation significative du chiffre d'affaires du Groupe en Espagne de 30,8 millions d'euros, soit une augmentation de 89,5% par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019 ; cette croissance a été partiellement compensée par une diminution du chiffre d'affaires en Belgique de 11,7% par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019.

Le Groupe s'est appuyé sur la compétitivité de ses prix dans un contexte de pouvoir d'achat contraint et par le changement de comportement des consommateurs, en particulier dans un contexte de mesures de confinement et de distanciation sociale, qui plébiscitent davantage le digital pour choisir et acheter leur voiture. Le Groupe s'est également appuyé sur le succès de services précurseurs comme la livraison à domicile, mis en place dès 2016 en France, ou encore la découverte digitale immersive des véhicules en ligne (photos à 360°).

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a augmenté de 192,1 millions d'euros, soit 35%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018, passant de 549,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 741,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019. L'augmentation du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par :

- l'effet sur la totalité de l'exercice clos le 30 septembre 2019 de l'intégration dans le périmètre de consolidation du Groupe de la société Datos, filiale des activités du Groupe en Belgique, à hauteur de 192,5 millions d'euros, dont notamment son activité de *trading* d'achat et vente de véhicules à des professionnels, à hauteur de 37,8 millions d'euros (comptabilisée dans « Autres ») et une forte contribution de l'intégration de cette acquisition à la croissance significative du chiffre d'affaires des Services ; et
- une augmentation de 34,3% du chiffre d'affaires généré par la vente de Véhicules d'occasion reconditionnés par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018, soutenue en particulier par la montée en puissance des capacités du centre de reconditionnement de Donzère, en France.

#### Evolution du chiffre d'affaires par pays

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 septembre 2020	Variation 2019 -2020		Exercice clos le 30 septembre 2019	Variation 2018 – 2019		Exercice clos le 30 septembre 2018
		En millions d'euros	En %		En millions d'euros	En %	
France	595,9	81,2	15,8%	514,7	23,5	4,8%	491,2
Belgique	169,9	(22,6)	(11,7%)	192,5	160,3	497,8%	32,2
Espagne	65,2	30,8	89,5%	34,4	8,2	31,3%	26,2
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>831,0</b>	<b>89,4</b>	<b>12%</b>	<b>741,6</b>	<b>192,1</b>	<b>35%</b>	<b>549,5</b>

## **France**

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le chiffre d'affaires du Groupe en France a augmenté de 81,2 millions d'euros, soit 15,8%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 514,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 595,9 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, malgré un environnement économique fortement impacté par la crise sanitaire du Covid-19. Sur un marché français où les ventes de voitures neuves et d'occasion ont reculé de respectivement 25,5% et 4,2% au cours de l'année 2020 (*Source : Auto Actu, IHS, Ministère de l'Environnement, Rapport Roland Berger*), le Groupe a réussi à s'adapter à la crise sanitaire du Covid-19 en réalisant 48 900 ventes de véhicules au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, soit une hausse de 11,6% par rapport aux ventes de véhicules au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019. L'augmentation importante du chiffre d'affaires sur l'activité Véhicules d'occasion pré-immatriculés, en hausse de 25,8% sur le périmètre France, a également fortement contribué à la bonne performance du Groupe en France au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Le Groupe s'est appuyé sur sa capacité à valoriser son expertise de la vente intégralement à distance, au déploiement rapide et à grande échelle des services de reprise et de livraison à domicile sans contact et à son positionnement prix ambitieux, éléments qui lui ont permis de continuer à croître fortement malgré le contexte sanitaire et économique, avec notamment une forte reprise de l'activité lors du second semestre calendaire de l'année 2020.

Lors de l'exercice clos le 30 septembre 2019, le chiffre d'affaires en France a augmenté de 23,5 millions d'euros, soit 4,8%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018, passant de 491,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 514,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019. L'augmentation du chiffre d'affaires du Groupe en France au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par la montée en puissance du centre de reconditionnement de Donzère, contribuant à la croissance des ventes de Véhicules d'occasion reconditionnés, et l'augmentation des capacités d'approvisionnement auprès de sociétés affiliées à Automobiles Peugeot, actionnaire majoritaire de la Société (filiale de Stellantis).

## **Belgique**

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe en Belgique a diminué de 22,6 millions d'euros, soit une baisse de 11,7%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 192,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 169,9 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Cette diminution s'explique, à hauteur de 25,6 millions d'euros, par la diminution progressive des activités de *trading* d'achat et de vente de véhicules à des professionnels en Belgique (que le Groupe n'envisage pas de poursuivre), qui a été partiellement compensée, à hauteur de 3,0 millions d'euros, par l'augmentation du chiffre d'affaires hors activité de *trading*. Cette augmentation du chiffre d'affaires est restée limitée, les ventes du Groupe en Belgique ayant été impactées par les mesures de restrictions sanitaires particulièrement contraignantes sur une longue période, avec par ailleurs un modèle économique moins digitalisé qu'en France et en Espagne. L'impact sur l'activité du Groupe en Belgique est toutefois limité au regard de la conjoncture globale du marché automobile belge, en baisse de 22% pour les ventes de voitures neuves et de 6% pour les ventes de voitures d'occasion (*source : Traxio, Fédération du secteur de la mobilité, janvier 2021*). En effet, en dépit de la crise sanitaire et économique, le Groupe a fortement innové pendant l'exercice clos le 30 septembre 2020, notamment en étant le premier acteur de l'industrie automobile en Belgique à proposer la livraison à domicile dès le mois d'avril 2020, répondant ainsi aux attentes de ses clients dans le contexte contraint de la crise sanitaire du Covid-19.

Lors de l'exercice clos le 30 septembre 2019, le chiffre d'affaires du Groupe en Belgique a fortement augmenté de 160,3 millions d'euros par rapport à l'exercice clos le 30 septembre

2018, passant de 32,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 192,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019. La très forte progression du chiffre d'affaires du Groupe en Belgique au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, qui s'établit à 192,5 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 contre 32,2 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018, s'explique par la prise en compte d'un exercice complet de chiffre d'affaires de Datos au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 contre 2 mois seulement lors de l'exercice clos le 30 septembre 2018, du fait de son entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe au 31 juillet 2018.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe en Belgique au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 se serait élevé à 175,8 millions d'euros si la prise de contrôle de Datos était intervenue le 1<sup>er</sup> octobre 2017. Sur cette base, la croissance du chiffre d'affaires en Belgique au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'établirait à 9,4%, s'expliquant principalement par l'augmentation des volumes vendus, affectée néanmoins par une diminution du chiffre d'affaires tiré de l'activité *trading* d'achat et de vente de véhicules à des professionnels (que le Groupe n'envisage pas de poursuivre à moyen terme) passé de 42,1 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 37,8 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

### **Espagne**

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le chiffre d'affaires du Groupe en Espagne a augmenté de 30,8 millions d'euros, soit 89,5%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 34,4 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 65,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cette très forte augmentation du chiffre d'affaires s'appuie notamment sur le positionnement digital du Groupe en Espagne dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19. Le Groupe a su tirer profit de son expérience dans les services de vente et de reprise de véhicules entièrement à distance, ainsi que dans la livraison à domicile, qui a représenté 77% de ses livraisons totales de véhicules en Espagne au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Le chiffre d'affaires du Groupe en Espagne a augmenté de 8,2 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, soit une hausse de 31,3% par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018, passant de 26,2 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 34,4 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019. L'augmentation du chiffre d'affaires du Groupe en Espagne au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par la montée en puissance du site de reconditionnement de Villaverde, ayant contribué positivement aux ventes de Véhicules d'occasion reconditionnés sur ce territoire.

### **Evolution du chiffre d'affaires par produits et services**

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 septembre 2020	Variation 2019 - 2020		Exercice clos le 30 septembre 2019	Variation 2018 – 2019		Exercice clos le 30 septembre 2018
		En millions d'euros	En %		En millions d'euros	En %	
Véhicules d'occasion pré-immatriculés	452,3	61,6	15,8%	390,7	77,6	24,8%	313,0
Véhicules d'occasion reconditionnés	277,4	46,3	20,0%	231,1	59,0	34,3%	172,1
Véhicules d'occasion vendus en B2B	52,4	3,8	7,9%	48,6	7,8	19,1%	40,8
Services	36,3	2,9	8,8%	33,4	17,7	112,9%	15,7

Autres	12,5	(25,3)	(66,9%)	37,8	30,0	380,8%	7,9
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>831,0</b>	<b>89,4</b>	<b>12,0%</b>	<b>741,6</b>	<b>192,1</b>	<b>35%</b>	<b>549,5</b>

### 7.3.2 Achats consommés

Les achats consommés du Groupe ont augmenté de 68 millions d'euros, soit 11,0%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 615,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 683,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, et ont augmenté de 153,3 millions d'euros, soit 33,2%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 462,4 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 615,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019. Sur une base *pro forma*, les achats consommés ont représenté une charge de 903,9 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

L'évolution de 11% des achats consommés entre l'exercice clos le 30 septembre 2019 et l'exercice clos le 30 septembre 2020 est directement corrélée à l'augmentation du chiffre d'affaires de 12% sur la même période. L'augmentation de 33,2% des achats consommés entre l'exercice clos le 30 septembre 2018 et l'exercice clos le 30 septembre 2019 suit également l'évolution du chiffre d'affaires, qui a connu une hausse de 35%.

### 7.3.3 Autres achats et charges externes

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les autres achats et charges externes du Groupe ont augmenté de 2,6 millions d'euros, soit 4,6%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 57,1 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 59,8 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, ce qui représente une hausse contenue au regard de l'évolution du chiffre d'affaires, traduisant la maîtrise de l'évolution de ses charges opérationnelles par le Groupe, notamment de ses frais marketing. Sur une base *pro forma*, les autres achats et charges externes du Groupe ont représenté une charge de 79,1 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, ce poste a augmenté de 16,1 millions d'euros, soit 39,3%, par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018, passant de 41,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 57,1 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019, en raison notamment de l'effet sur douze mois de l'intégration de la société Datos et la croissance des activités du Groupe. L'augmentation de ce poste est proportionnellement moins élevée que celle du chiffre d'affaires au titre de cette même période, traduisant la maîtrise de l'évolution de ses charges opérationnelles par le Groupe, notamment de ses frais marketing.

### 7.3.4 Charges de personnel

Les charges de personnel du Groupe ont augmenté de 4,7 millions d'euros, soit 11,6%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 40,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 45,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Elles ont augmenté de 8,6 millions d'euros, soit 27,3%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 31,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 40,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019. Sur une base *pro forma*, les charges de personnel du Groupe ont représenté une charge de 58,9 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

L'augmentation des charges de personnel au cours des exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019 s'explique principalement par l'augmentation des effectifs moyens du Groupe, passés de 741 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 777 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, en lien avec la forte croissance des activités du Groupe (12,0% d'augmentation du chiffre d'affaires au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020), et de 580 en 2018 à 741 en 2019, principalement liée à l'intégration sur l'ensemble de l'exercice clos le 30 septembre 2019 du personnel de Datos (société

détenue par la société Datosco, au sein de laquelle le Groupe a pris une participation majoritaire en juillet 2018).

### 7.3.5 Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions

Les charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions sont essentiellement composées des attributions gratuites d'actions qui ont représenté une charge de 1 million d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, une charge de 0,05 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et une charge de 1,1 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, en lien principalement avec les actions attribuées gratuitement par le Groupe à certains de ses collaborateurs au cours de chacun de ces exercices (voir la note 6.2.3 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018).

### 7.3.6 Charges de personnel liées à des acquisitions

Les charges de personnel liées à des acquisitions ont représenté une charge de 14,9 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, un revenu de 0,5 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et une charge de 2,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Ces charges ou revenus sont liés aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires de Clicars et Datosco concomitamment à la prise de contrôle du Groupe dans ces entités. Ils visent à refléter la rémunération que le Groupe s'est engagé à verser à ceux-ci au moment de leur départ en contrepartie de leurs services en tant que salariés du Groupe. Cette rémunération s'appuie notamment sur un multiple du chiffre d'affaires réalisé par ces deux ensembles lors des douze derniers mois précédant la date de leur départ. Les charges de personnel liées à ces engagements sont estimées pour la totalité de la période de services, depuis la date de la prise de contrôle, lors de chaque clôture en fonction des dernières prévisions d'activité, sur la base d'une hypothèse de départ à la date la plus probable, et reconnues de façon linéaire *pro rata temporis*. Elles peuvent ainsi varier et substantiellement différer des montants définitifs en fonction de l'évolution des prévisions d'activité.

Elles se décomposent comme suit au titre de chacun des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :

<i>En millions d'euros</i>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2020</b>	<i>Variation Exercice 2019-2020 vs 2018-2019</i>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2019</b>	<i>Variation Exercice 2018-2019 vs 2017-2018</i>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2018</b>
Clicars	13,9	15,5	-1,6	-4,0	2,4
Datosco	1,0	0	1,0	0,8	0,2
Total	14,9	15,5	-0,6	-3,2	2,6

La variation des charges de personnel liées à des acquisitions de 15,5 millions d'euros entre les exercices clos au 30 septembre 2020 et 30 septembre 2019 s'explique principalement par une revalorisation substantielle des dettes de personnel envers les anciens actionnaires fondateurs de Clicars, sur la base du plan d'affaires du Groupe pour l'Espagne, qui enregistre une solide performance.

La baisse de la charge constatée au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par une estimation en retrait, comparée à l'exercice clos le 30 septembre 2018, du montant qui serait à verser à ces mêmes anciens actionnaires fondateurs de Clicars.

Les charges de personnel liées à des acquisitions constatées au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 sont essentiellement relatives aux options de vente accordées aux actionnaires fondateurs de Clicars (2,4 millions d'euros) dans la mesure où les options de vente accordées aux anciens actionnaires de Datosco n'affectent le compte de résultat consolidé que pour 2 mois (0,2 million d'euros), la prise de contrôle de cette entité étant intervenue le 31 juillet 2018.

Sur une base *pro forma*, les charges de personnel liées à des acquisitions du Groupe se sont élevées à 21,2 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, en lien avec l'acquisition de Motordepot.

Ces charges de personnel trouvent leur contrepartie au bilan en « Dettes de personnel liées à des acquisitions », étant précisé que ce poste varie en fonction :

- de la constatation de ces charges de rémunération ; de
- des règlements qui interviennent au moment de l'exercice des options.

### **7.3.7 Autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles**

Les autres produits et charges opérationnels du Groupe passent d'une charge nette de 0,8 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à une charge nette de 0,02 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et à une charge de 0,2 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (voir la note 6.2.7 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018). Sur une base *pro forma*, les autres produits et charges opérationnels du Groupe ont représenté un produit de 0,2 million d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

### **7.3.8 Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations**

Le résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations du Groupe a diminué de 3,2 millions d'euros, soit une baisse de 12,5%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 25,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 22,4 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et a considérablement augmenté au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 5 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 25,6 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, en hausse de 20,6 millions d'euros. Sur une base *pro forma*, le résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations du Groupe s'établit à 25,0 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

La diminution du résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 résulte principalement d'une revalorisation substantielle des dettes de personnel envers les anciens actionnaires fondateurs de Clicars (voir la section 7.3.6 ci-dessus), en lien avec la performance économique du Groupe en Espagne. Le montant des autres charges opérationnelles (en particulier les autres achats et charges externes, qui ont enregistré une augmentation limitée de 4,6%, voir la section 7.3.3 ci-dessus) a par ailleurs été maîtrisé alors que le Groupe a enregistré une forte croissance de ses activités.

La forte augmentation du résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par la forte croissance du chiffre d'affaires du Groupe et la maîtrise de ses charges opérationnelles (en particulier les autres achats et charges externes, qui ont enregistré une augmentation de 39,3%, importante mais en-deçà de l'évolution du chiffre d'affaires au titre de cette même période, voir la section 7.3.3 ci-dessus). Les charges de personnel liées à des acquisitions ont par ailleurs diminué pour atteindre un niveau quasiment nul, s'expliquant principalement par une estimation en retrait, comparée à l'exercice clos le 30 septembre 2018, du montant qui serait à verser aux anciens actionnaires fondateurs de Clicars (voir la section 7.3.6 ci-dessus), ce qui a eu un impact positif sur le résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations à hauteur de 4,0 millions d'euros.

### **7.3.9 Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles**

Le montant des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles du Groupe a augmenté de 0,8 million d'euros, soit 13,3%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 6,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 6,8 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, et a augmenté de 2,5 millions d'euros, soit 72,4%, au

cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 3,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 6,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019. Sur une base *pro forma*, les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles du Groupe ont représenté une charge de 7,3 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

L'augmentation des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'explique principalement par l'augmentation du montant des immobilisations incorporelles, liée notamment aux investissements réalisés en 2019 et 2020 au titre du développement du site internet et des applications mobiles et l'augmentation du montant des immobilisations corporelles, liée notamment au coût des travaux relatifs aux agences commerciales d'Aramis et de Datos.

L'augmentation des dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par la prise en compte d'un exercice complet de dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles de l'entité Datos au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, contre 2 mois seulement lors de l'exercice clos le 30 septembre 2018, du fait de son entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe au 31 juillet 2018.

### **7.3.10 Dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location**

Le montant des dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location du Groupe a légèrement augmenté de 0,1 million d'euros, soit 1,6%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 6,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 6,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, et a augmenté de 2 millions d'euros, soit 49,3%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 4,1 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 6,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019. Sur une base *pro forma*, les dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location du Groupe ont représenté une charge de 7,8 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Les dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 restent stables par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019.

L'augmentation des dotations aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par la prise en compte d'un exercice complet de dotations aux amortissements des droits d'utilisations relatifs aux contrats de location de l'entité Datos au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, contre 2 mois seulement lors de l'exercice clos le 30 septembre 2018, du fait de son entrée dans le périmètre de consolidation du Groupe au 31 juillet 2018.

### **7.3.11 Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel a diminué de 4,2 millions d'euros, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant d'un bénéfice opérationnel de 13,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à un bénéfice opérationnel de 9,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et a augmenté de 16,1 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant d'une perte opérationnelle de 2,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à un bénéfice opérationnel de 13,5 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019. Sur une base *pro forma*, le résultat opérationnel du Groupe a représenté un bénéfice opérationnel de 9,9 million d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

La diminution du résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 résulte principalement de la forte augmentation des charges de personnel liées à des acquisitions (voir la section 7.3.6 ci-dessus) et de l'augmentation des dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles, liée aux



investissements réalisés par le Groupe afin de poursuivre son développement (voir la section 7.3.8 ci-dessus), le Groupe ayant par ailleurs enregistré au cours de cet exercice une forte croissance de ses activités tout en maîtrisant l'augmentation de ses charges opérationnelles (voir la section 7.3.8 ci-dessus).

La forte augmentation du résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par la forte croissance du chiffre d'affaires du Groupe et la maîtrise de ses charges opérationnelles (voir la section 7.3.8 ci-dessus).

### **7.3.12 Coût de l'endettement financier net**

Le coût de l'endettement financier net du Groupe a diminué de 0,2 million d'euros, soit une baisse de 13,9%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 1,3 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 1,1 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, et a augmenté de 0,7 million d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 0,6 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 1,3 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019. Sur une base *pro forma*, le coût de l'endettement financier net du Groupe s'établit à 1,8 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

La diminution du coût de l'endettement financier net au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'explique principalement par la diminution des dettes financières du Groupe de 3,9 millions d'euros, liée aux remboursements d'emprunt auprès d'établissements de crédits, partiellement compensée par une augmentation de l'encours des prêts intragroupe auprès d'Automobiles Peugeot (voir la section 8.2.1.1 du présent document d'enregistrement).

L'augmentation du coût de l'endettement financier net au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par l'effet sur douze mois des intérêts dus au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA conclue en juillet 2018 pour le financement de la prise de contrôle de la société Datosco (voir la section 8.2.1.1 du présent document d'enregistrement), à hauteur de 0,6 million d'euros, contre 0,1 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

### **7.3.13 Charges financières sur dettes de location**

Les charges financières sur dettes de location du Groupe ont diminué de 0,1 million d'euros, soit une baisse de 8,4%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 1 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 0,9 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (et 1,4 million d'euros sur une base *pro forma*), et ont augmenté de 0,3 million d'euros soit une augmentation de 43,1%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant de 0,7 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 1 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019, principalement liée à l'effet sur douze mois de l'intégration de la société Datos, société détenue intégralement par la société Datosco, au sein de laquelle le Groupe a pris une participation majoritaire en juillet 2018, dans le périmètre du Groupe.

### **7.3.14 Résultat avant impôt**

Le résultat avant impôt du Groupe a diminué de 3,9 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant d'un bénéfice avant impôts de 11,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à un bénéfice avant impôts de 7,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (et un bénéfice de 5,7 millions d'euros sur une base *pro forma*), et a significativement augmenté au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant d'une perte avant impôts de 3,9 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à bénéfice avant impôts de 11,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019, soit une hausse de 15,1 millions d'euros.

La diminution du résultat avant impôt au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'explique principalement par la revalorisation substantielle des dettes de personnel envers les anciens actionnaires fondateurs de Clicars (voir la section 7.3.6 ci-dessus).

L'augmentation du résultat avant impôt au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par une croissance de l'activité, le Groupe ayant par ailleurs été en mesure de maîtriser l'évolution des charges opérationnelles.

#### **7.3.15 Impôt sur le résultat**

La charge d'impôt sur le résultat du Groupe a augmenté de 4,4 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 4,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 8,4 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (9,2 millions d'euros sur une base *pro forma*), et a également augmenté au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant d'une charge d'impôt de 0,5 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à une charge d'impôt de 4,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019, soit une hausse de 3,5 millions d'euros.

Le taux effectif d'impôt retraité des charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions et liées à des acquisitions (charges non fiscalisées) s'établit respectivement à 36% pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 et 37% pour l'exercice clos le 30 septembre 2019. Celui-ci apparaît légèrement supérieur au taux normatif de 33,33% (34,43% en prenant en compte l'impact de la contribution sociale sur les bénéfices (CSB)) notamment compte tenu du fait que le Groupe analyse la CVAE comme de l'impôt sur le résultat.

#### **7.3.16 Résultat net**

Le résultat net total du Groupe a diminué de 8,3 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant d'un bénéfice net de 7,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à une perte nette de 1,1 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (perte nette de 3,4 millions d'euros sur une base *pro forma*), et a significativement augmenté au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, passant d'une perte nette de 4,4 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à un bénéfice net de 7,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019, soit une hausse de 11,6 millions d'euros.

La diminution du résultat net au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'explique principalement par la revalorisation substantielle des dettes de personnel envers les anciens actionnaires fondateurs de Clicars (voir la section 7.3.6 ci-dessous).

L'augmentation du résultat net au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par une croissance de l'activité, le Groupe ayant par ailleurs été en mesure de maîtriser l'évolution de ses charges opérationnelles.

#### **7.3.17 EBITDA ajusté**

L'EBITDA ajusté du Groupe a augmenté de 13,2 millions d'euros, soit une hausse de 52,4%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 25,1 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 38,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (47,6 millions d'euros sur une base *pro forma*).

L'augmentation de l'EBITDA ajusté du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'explique principalement par la forte croissance du chiffre d'affaires du Groupe de 12% malgré un environnement économique fortement impacté par la crise sanitaire du Covid-19, en particulier par la période de confinement du printemps de l'année 2020, dans l'ensemble des pays où le Groupe exerce ses activités (France, Espagne, Belgique) (voir la section 7.3.1 « Chiffre d'affaires » du présent document d'enregistrement). La croissance de 8,8% du chiffre d'affaires lié aux activités de Services a eu un impact positif sur le taux de marge du Groupe, qui a contribué positivement à la croissance de l'EBITDA ajusté. Le Groupe a en outre maîtrisé l'augmentation de ses charges opérationnelles, malgré la forte croissance de ses activités et les difficultés opérationnelles liées aux conséquences de la crise sanitaire, en poursuivant notamment l'optimisation de ses coûts d'approvisionnement et l'amélioration de ses processus de reconditionnement et en bénéficiant d'un retour élevé sur ses dépenses de marketing, grâce à un NPS élevé et une forte reconnaissance de ses marques en France et en Belgique.

Les frais de vente, généraux et administratifs du Groupe<sup>100</sup> sont ainsi passés de 88 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 94 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (115 millions d'euros sur une base *pro forma*), soit une augmentation de 7%, relativement limitée au regard de la forte croissance de ses activités, se traduisant par une diminution de 4% des frais de vente, généraux et administratifs par véhicule vendu, passés de 1 975 euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 1 888 euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (1 740 euros sur une base *pro forma*)<sup>101</sup>.

S'appuyant sur ces leviers, la marge d'EBITDA ajusté<sup>102</sup> du Groupe est ainsi passée de 3,4% au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 4,6% au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (4,4% sur une base *pro forma*).

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, l'EBITDA ajusté du Groupe a augmenté de 15,4 millions d'euros, soit une augmentation significative de 157%, passant de 9,8 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 25,1 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

L'augmentation de l'EBITDA ajusté du Groupe au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par la croissance du chiffre d'affaires du Groupe de 35,0%, liée à l'augmentation de ses capacités de reconditionnement et l'effet sur la totalité de l'exercice 2019 de l'intégration de la société Datos (filiale des activités du Groupe en Belgique) dans le périmètre de consolidation du Groupe (voir la section 7.3.1 « *Chiffre d'affaires* » du présent document d'enregistrement). La forte croissance du chiffre d'affaires des activités de Services (liée notamment à l'intégration de la société Datos dans le périmètre de consolidation du Groupe), qui a plus que doublé sur l'exercice 2019, a par ailleurs eu un impact positif sur le taux de marge du Groupe, contribuant à la croissance de l'EBITDA ajusté. Le Groupe a par ailleurs maîtrisé l'augmentation de ses charges opérationnelles, malgré la croissance de ses activités, en poursuivant notamment l'optimisation de ses coûts d'approvisionnement et l'amélioration de ses processus de reconditionnement, lui permettant de passer d'une marge d'EBITDA ajusté de 1,8% au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à une marge d'EBITDA ajusté de 3,4% au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

#### *Evolution de l'EBITDA ajusté par pays*

(en millions d'euros)	Exercice clos le 30 septembre 2020	Variation 2019 -2020		Exercice clos le 30 septembre 2019	Variation 2018 – 2019		Exercice clos le 30 septembre 2018
		En millions d'euros	En %		En millions d'euros	En %	
France	28,3	11,7	71,0%	16,6	5,5	50,9%	11,0
Belgique	8,6	(0,4)	(4,4)%	9,0	7,5	500%	1,5
Espagne	1,4	1,9	-	(0,5)	2,2	-	(2,7)
<b>EBITDA ajusté consolidé</b>	<b>38,3</b>	<b>13,2</b>	<b>52,6%</b>	<b>25,1</b>	<b>15,3</b>	<b>156,1%</b>	<b>9,8</b>

#### *France*

<sup>100</sup> Les frais de vente, généraux et administratifs comprennent le coût des ventes, les frais de siège, les frais marketing et d'autres coûts, comprenant notamment les coûts liés à l'intéressement et la participation des salariés et certaines taxes. Les frais de vente, généraux et administratifs comprennent par ailleurs les commissions payées aux franchisés dans le cadre des activités du Groupe en Belgique.

<sup>101</sup> Les frais de vente, généraux et administratifs par véhicule vendu correspond aux frais de vente, généraux et administratifs du Groupe divisé par le nombre de véhicules vendus en B2C.

<sup>102</sup> Définie comme le rapport entre l'EBITDA ajusté du Groupe et son chiffre d'affaires consolidé pour une période donnée.

L'EBITDA ajusté du Groupe en France a augmenté de 11,7 millions d'euros, soit 70,5%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 16,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 28,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

L'augmentation de l'EBITDA ajusté du Groupe en France au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'explique principalement par l'augmentation du chiffre d'affaires de 15,8% dans ce pays, malgré un environnement économique fortement impacté par la crise sanitaire du Covid-19 (voir la section 7.3.1 « *Chiffre d'affaires* » du présent document d'enregistrement), l'impact positif de la croissance des Services sur le taux de marge du Groupe et la poursuite de la maîtrise de l'évolution des charges opérationnelles, malgré la croissance des activités du Groupe et les difficultés opérationnelles liées aux conséquences de la crise sanitaire.

Lors de l'exercice clos le 30 septembre 2019, l'EBITDA ajusté du Groupe en France a augmenté de 5,6 millions d'euros, soit 50,9%, passant de 11,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 16,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

L'augmentation de l'EBITDA ajusté du Groupe en France au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par l'augmentation du chiffre d'affaires de 4,8% dans ce pays (voir la section 7.3.1 « *Chiffre d'affaires* » du présent document d'enregistrement), l'impact positif de la croissance des Services sur le taux de marge du Groupe et la poursuite de la maîtrise de l'évolution des charges opérationnelles.

### **Belgique**

L'EBITDA ajusté du Groupe en Belgique a diminué de 0,4 million d'euros, soit -4,4%, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de 9,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 8,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

La diminution de l'EBITDA ajusté du Groupe en Belgique au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'explique principalement par la diminution du chiffre d'affaires de 11,7% dans ce pays, liée à la diminution progressive des activités de *trading* d'achat et de vente de véhicules à des professionnels en Belgique (que le Groupe n'envisage pas de poursuivre), qui a été partiellement compensée, par l'augmentation du chiffre d'affaires hors activité de *trading* (restée néanmoins limitée dans un contexte de mesures de restrictions sanitaires particulièrement contraignantes sur une longue période en Belgique, avec par ailleurs un modèle économique moins digitalisé qu'en France et en Espagne) (voir la section 7.3.1 « *Chiffre d'affaires* » du présent document d'enregistrement). Le Groupe a néanmoins été en mesure de limiter la diminution de l'EBITDA ajusté au regard de la diminution du chiffre d'affaires enregistrée, en maîtrisant l'évolution de ses charges opérationnelles.

Lors de l'exercice clos le 30 septembre 2019, l'EBITDA ajusté du Groupe en Belgique a fortement augmenté de 7,5 millions d'euros, passant de 1,5 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à 9,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

L'augmentation de l'EBITDA ajusté du Groupe en Belgique au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par la prise en compte d'un exercice complet d'EBITDA ajusté de Datos au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, contre 2 mois seulement lors de l'exercice clos le 30 septembre 2018, du fait de l'entrée de Datos dans le périmètre de consolidation du Groupe au 31 juillet 2018.

### **Espagne**

L'EBITDA ajusté du Groupe en Espagne a augmenté de 1,9 million d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, passant de -0,5 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 1,4 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

L'augmentation importante de l'EBITDA ajusté du Groupe en Espagne au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'explique principalement par la forte croissance du chiffre d'affaires de 89,5% dans ce pays, le Groupe s'étant appuyé sur son positionnement digital en Espagne dans le contexte de la crise

sanitaire du Covid-19 et tirant profit de son expérience dans les services de vente et de reprise de véhicules entièrement à distance, ainsi que dans la livraison à domicile pour générer une forte augmentation de ses ventes.

Lors de l'exercice clos le 30 septembre 2019, l'EBITDA ajusté du Groupe en Espagne a augmenté de 2,2 millions d'euros, passant de -2,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 à -0,5 million d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

L'augmentation de l'EBITDA ajusté du Groupe en Espagne au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par la montée en puissance de l'activité de la filiale espagnole depuis son entrée dans le périmètre du Groupe, en ligne avec le plan d'affaires établi au moment de l'acquisition, jusqu'à trouver un point d'équilibre à la fin de l'exercice 2019.

## 8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX PROPRES

### 8.1 Présentation générale

Les principaux besoins de financement du Groupe incluent ses besoins d'exploitation courante et ses dépenses d'investissement.

Au 31 mars 2021 et au cours des exercices clos le 30 septembre 2020, 2019 et 2018, les principales sources de liquidité du Groupe étaient les suivantes :

- les flux de trésorerie issus des activités opérationnelles, qui se sont élevés à (32,5) millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021 et à 47,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (voir section 8.6 « *Flux de trésorerie consolidés du Groupe* » du présent document d'enregistrement) ;
- les contrats de prêts intragroupes suivants, conclus avec Automobiles Peugeot, actionnaire majoritaire de la Société, et certaines entités affiliées à Automobiles Peugeot (les « **Prêts Intragroupe** ») :
  - une convention d'avance en compte courant accordée à la Société par Automobiles Peugeot, conclue le 28 janvier 2021, telle qu'amendée le 18 février 2021, et portant sur un montant en principal de 52,0 millions d'euros, intégralement tirée au 31 mars 2021, ayant servi au financement de l'acquisition d'une participation majoritaire au sein de Motordepot par le Groupe (la « **Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021** ») ;
  - une convention d'avance en compte courant accordée à la Société par Automobiles Peugeot, conclue le 18 juillet 2018 et portant sur un montant en principal de 28,0 millions d'euros, intégralement tirée au 31 mars 2021, ayant servi au financement de l'acquisition d'une participation majoritaire au sein de la société Datosco par le Groupe (la « **Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018** ») ;
  - une convention d'avance en compte courant accordée à la Société par Automobiles Peugeot, conclue le 30 décembre 2016 dans le cadre de l'entrée d'Automobiles Peugeot au capital de la Société, et portant sur un montant en principal de 10,0 millions d'euros, non tirée au 31 mars 2021 (la « **Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2016** ») ;
  - une facilité de crédit accordée à la Société par GIE PSA Trésorerie, conclue le 15 juillet 2019 et portant sur un montant en principal de 25,0 millions d'euros, non tirée au 31 mars 2021 (la « **Facilité de Crédit PSA** ») ;
  - une convention de *cash-pooling* avec PSA International S.A. en qualité de prêteur, à laquelle la Société et Aramis SAS ont adhéré et au titre de laquelle un montant maximum en principal de 45,0 millions d'euros et 35,0 millions de livres sterling est mis à leur disposition (dont 25,0 millions d'euros et 35,0 millions de livres sterling pour la Société et 20,0 millions d'euros pour Aramis SAS) (la « **Convention de Cash-Pooling** »). Au 31 mars 2021, le montant tiré au titre de la Convention de *Cash-Pooling* s'élevait à 40,2 millions d'euros (dont 16,9 millions d'euros pour Aramis SAS et 23,3 millions d'euros pour la Société).
- des contrats de crédit bilatéraux conclus avec des établissements de crédit pour un montant maximum total en principal de 39,0 millions d'euros (les « **Facilités de Crédit Bancaires** ») (voir section 8.2.1.2 « *Facilités de Crédit Bancaires* » du présent document d'enregistrement), comprenant :
  - des lignes de crédit renouvelable et un contrat de crédit par découvert en compte auprès d'établissements de crédit, mises à disposition d'Aramis SAS à hauteur de 30,0 millions

d'euros (dont 15,0 millions d'euros pouvant être tirés par la Société en qualité de co-emprunteur) ;

- une ligne de crédit mise à disposition de Datos, à hauteur de 9,0 millions d'euros.
- une ligne de crédit renouvelable d'un montant de 35,0 millions de livres sterling auprès d'un établissement de crédit, mise à disposition de Motordepot, dont le Groupe a acquis une participation majoritaire en mars 2021 (le « **Crédit RCF Motordepot** ») ;
- des emprunts auprès de Bpifrance Financement pour un montant en principal de 4 millions d'euros, mis à disposition du Groupe dans le cadre de contrats de crédit bilatéraux, dont les montants restants dus au 31 mars 2021 s'élèvent à 600 000 euros (les « **Prêts BPI** ») (voir section 8.2.1.4 « Prêts BPI » du présent document d'enregistrement) ;
- des lignes de crédit sur stocks en Espagne auprès de Santander et PSA Financial Services Spain, E.F.C., S.A., d'un montant en principal de 5 000 000 euros. Au 31 mars 2021, le montant tiré au titre de ces lignes s'élevait respectivement à 3,0 millions d'euros et à 1,7 millions d'euros (les « **Crédits sur Stocks** »).

Lors de son introduction en bourse, le Groupe entend procéder, avec effet à la date de règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, au remboursement intégral (nominal et intérêts) des montants dus au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021, de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018 et de la Convention de *Cash-Pooling* (qui sera néanmoins maintenue postérieurement à l'introduction en bourse), soit 120,2 millions d'euros, grâce au produit de l'augmentation de capital qui sera réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société. Le Groupe procèdera par ailleurs à la résiliation des Facilités de Crédit Bancaires accordées à la Société et Aramis SAS, qui seront remplacées par le Nouveau Contrat de Crédit RCF (voir section 8.3 « *Nouveau Contrat de Crédit RCF* » du présent document d'enregistrement).

Comme cela a été le cas au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018, le Groupe estime qu'au titre de l'exercice dont la clôture interviendra au 30 septembre 2021, ses besoins de financement comprendront principalement ses besoins d'exploitation courante et ses dépenses d'investissements. Sur la base des prévisions de trésorerie mises à jour, le Groupe considère qu'il sera en mesure de faire face à ses besoins de liquidité au cours de la période de douze mois suivant la date du présent document d'enregistrement, ainsi que de procéder au paiement des intérêts de sa dette financière au cours de cette période.

Les lecteurs sont invités à lire les informations suivantes sur les flux de trésorerie du Groupe conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires du Groupe au titre des semestres clos le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020 et les états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018, tels qu'ils figurent au chapitre 18 « *Information financière concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de la Société* » du présent document d'enregistrement, ayant fait l'objet respectivement d'un rapport d'examen limité des commissaires aux comptes et d'un rapport d'audit du commissaire aux comptes figurant respectivement aux sections 18.1.2 et 18.2.2 du présent document d'enregistrement.

## **8.2 Ressources financières et passifs financiers**

### **8.2.1 Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles**

Le Groupe utilise sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour financer ses besoins d'exploitation courante mais également ses dépenses d'investissement. La trésorerie du Groupe est exclusivement libellée en euros.

La trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles s'est élevée respectivement à 47,0 millions d'euros, 3,9 millions d'euros, 9,2 millions d'euros, (32,5) millions d'euros et 9,9 millions d'euros au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 et des semestres clos les 31 mars

2021 et 2020. L'analyse détaillée de la trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles du Groupe au titre des semestres clos les 31 mars 2021 et 2020 et des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 est présentée aux sections 8.6.1 et 8.6.2 du présent document d'enregistrement.

La capacité du Groupe à générer à l'avenir de la trésorerie par ses activités opérationnelles dépendra de ses performances opérationnelles futures, elles-mêmes dépendantes, dans une certaine mesure, de facteurs économiques, financiers, concurrentiels, de marchés, réglementaires et autres, dont la plupart échappent au contrôle du Groupe.

## 8.2.2 Passifs financiers

L'endettement financier brut du Groupe s'élevait respectivement à 107,3 millions d'euros, 115,8 millions d'euros, 115,8 millions d'euros, 220,0 millions d'euros et 149,4 millions d'euros au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 et des semestres clos les 31 mars 2021 et 2020. L'évolution de l'endettement financier du Groupe est détaillée dans la note 20.1 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 et la note 15.1 des comptes consolidés du Groupe au titre des semestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

Le tableau ci-après présente la répartition de l'endettement financier du Groupe aux dates indiquées :

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>31 mars 2021</b>	<b>30 septembre 2020</b>	<b>30 septembre 2019</b>	<b>30 septembre 2018</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :	15,9	4	5,4	11,7
- Prêts BPI :	0,6	1,1	2,3	3,6
- Crédits sur Stocks :	3,0	2,7	2,3	2,5
- Crédit RCF Motordepot :	12,3	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – RCF (Facilité de crédit) <sup>(a)</sup>	6,0	-	6,1	2,1
Dettes de location	59,5	40,7	45,3	46,4
Dettes sur engagement de rachat de minoritaires	15,0	0,6	0,6	0,9
Dettes financières diverses dont :	122,9	61,8	58,3	51,6
- Prêts Intragroupe :	121,9	60,9	57,4	50,8
Découverts bancaires	0,6	-	-	3,0
<b>Total dette brute</b>	<b>220,0</b>	<b>107,3</b>	<b>115,8</b>	<b>115,8</b>
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(23,5)</b>	<b>(39,6)</b>	<b>(12,0)</b>	<b>(24,8)</b>
<b>Total endettement financier net</b>	<b>196,5</b>	<b>67,6</b>	<b>103,7</b>	<b>91,1</b>

<sup>(a)</sup> Correspond aux Facilités de Crédit Bancaires



Le tableau ci-après présente le passage de la ventilation des passifs financiers du Groupe au 31 mars 2021 avant et après le Refinancement :

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Total au 31 mars 2021 (avant Refinancement)</b>	<b>Diminution</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Total au 31 mars 2021 (après Refinancement)</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :	15,9	-	-	15,9
- <i>Prêts BPI</i> :	0,6	-	-	0,6
- <i>Crédits sur Stocks</i> :	3,0	-	-	3,0
- <i>Crédit RCF Motordepot</i> :	12,3	-	-	12,3
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – RCF (Facilité de crédit) <sup>(a)</sup>	6,0	-	-	6,0
Nouveau Contrat de Crédit RCF <sup>(b)</sup>	-	-	-	-
Dettes de location	59,5	-	-	59,5
Dettes sur engagement de rachat de minoritaires	15,0	-	-	15,0
Dettes financières diverses dont :	122,9	120,2	-	2,7
- <i>Prêts Intragroupes</i> :	121,9	120,2	-	1,7
Découverts bancaires	0,6	-	-	0,6
<b>Total dette brute</b>	<b>220,0</b>	<b>120,2</b>	-	<b>99,8</b>
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(23,5)</b>	-	-	<b>(23,5)</b>
<b>Total endettement financier net</b>	<b>196,5</b>	<b>120,2</b>	-	<b>76,3</b>

<sup>(a)</sup> Correspond aux Facilités de Crédit Bancaires

<sup>(b)</sup> Le Nouveau Contrat de Crédit RCF ne sera pas immédiatement tiré.

Le remboursement intégral (nominal et intérêts) des montants dus au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021, de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018 et de la Convention de *Cash-Pooling* (qui sera néanmoins maintenue postérieurement à l'introduction en bourse), soit 120,2 millions d'euros, sera effectué grâce au produit de l'augmentation de capital qui sera réalisée dans le cadre l'introduction en bourse de la Société. Le Groupe procédera par ailleurs à la

résiliation des Facilités de Crédit Bancaires accordées à la Société et Aramis SAS, qui seront remplacées par le Nouveau Contrat de Crédit RCF (voir section 8.3 du présent document d'enregistrement).

Les principaux éléments constituant les passifs financiers du Groupe sont détaillés ci-après.

#### *8.2.2.1 Prêts Intragroupe*

##### *Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021*

La Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021 porte sur un montant en principal de 52,0 millions d'euros, arrivant à échéance le 31 décembre 2022. Les montants mis à disposition du Groupe étaient exclusivement destinés à financer l'acquisition de Motordepot au Royaume-Uni, et portent intérêt au taux annuel de 1,40%. La Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021 prévoit un remboursement anticipé des sommes dues au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021 en cas de changement de contrôle de la Société au sens de l'article L.233-3 I du Code de commerce. Le Groupe entend procéder au remboursement de l'intégralité des montants dus au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021 grâce au produit de l'augmentation de capital qui sera réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société.

##### *Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018*

La Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018 porte sur un montant en principal de 28,0 millions d'euros, arrivant à échéance le 27 juillet 2024, soit 6 ans à la compter de la mise à disposition des sommes versées au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018. Les montants mis à disposition du Groupe étaient exclusivement destinés à financer la prise de contrôle de la société Datosco en Belgique, et portent un intérêt au taux annuel de 2%. La Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018 prévoit un remboursement anticipé des sommes dues au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018 en cas de changement de contrôle de la Société au sens de l'article L.233-3 I du Code de commerce.

Le Groupe entend procéder au remboursement de l'intégralité des montants dus au titre de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018 grâce au produit de l'augmentation de capital qui sera réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société.

##### *Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2016*

La Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2016 porte sur un montant en principal de 10,0 millions d'euros, non tiré au 31 mars 2021, arrivant à échéance en décembre 2022. La Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2016 sera maintenue postérieurement à l'introduction en bourse de la Société.

##### *Facilité de Crédit PSA*

La Facilité de Crédit PSA accordée à la Société par GIE PSA Trésorerie conclue le 15 juillet 2019 porte sur un montant en principal de 25 millions d'euros, arrivant à échéance le 31 juillet 2022, non tirée au 31 mars 2021. Les montants tirés au titre de la Facilité de Crédit PSA sont mis à la disposition du Groupe pour le financement de ses besoins généraux. La Facilité de Crédit PSA prévoit le paiement d'intérêts à un taux variable indexé sur l'EURIBOR, augmenté d'une marge. La Facilité de Crédit PSA prévoit un remboursement anticipé des sommes dues au titre de la Facilité de Crédit PSA en cas de changement de contrôle de la Société au sens de l'article L.233-3 I du Code de commerce. La Facilité de Crédit PSA sera maintenue postérieurement à l'introduction en bourse de la Société.

##### *Convention de Cash-Pooling*

Les montants mis à disposition de la Société et d'Aramis SAS au titre de la Convention de *Cash-Pooling* s'élèvent à 25,0 millions d'euros et 35,0 millions de livres sterling et 20,0 millions d'euros.

respectivement, dont 23,3 millions d'euros et 16,9 millions d'euros étaient tirés respectivement au 31 mars 2021. Les montants tirés au titre de la Convention de *Cash-Pooling* sont affectés au financement des besoins généraux du Groupe. Le Groupe entend procéder au remboursement de l'intégralité des montants dus au titre de la Convention de *Cash-Pooling* grâce au produit de l'augmentation de capital qui sera réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société. La Convention de *Cash-Pooling* sera néanmoins maintenue postérieurement à l'introduction en bourse de la Société.

Le taux est calculé mensuellement sur la base de l'EONIA plus 0,02 % auquel s'ajoute le « *Cost of Funds* »<sup>103</sup> pour les tirages en euros. Pour les tirages en livres sterling, le taux est calculé mensuellement sur la base du SONIA plus 0,05 % auquel s'ajoute le « *Cost of Funds* ».

#### *Crédit sur stocks envers des sociétés affiliées*

Le Groupe a par ailleurs contracté auprès de PSA Financial Services Spain, E.F.C., S.A. un Crédit sur Stock, prenant la forme d'une ligne de crédit renouvelable, d'un montant total en principal de 2 000 000 d'euros, tiré au 31 mars 2021 à hauteur de 1,7 millions d'euros, conclu en novembre 2017 pour une durée indéterminée et plusieurs fois amendé dont un avenant signé en octobre 2020, chaque montant tiré étant remboursable à la fin de la période d'intérêts applicable. Ce Crédit sur Stock porte intérêt à un taux variable indexé sur l'EURIBOR, augmenté d'une marge.

Au 31 mars 2021, les dettes financières du Groupe envers Automobiles Peugeot et entités affiliées à Automobiles Peugeot au titre des Prêts Intragroupe s'élevaient à 121,9 millions d'euros.

#### **8.2.2.2 Facilités de Crédit Bancaires**

Les Facilités de Crédit Bancaires, souscrites auprès d'établissements de crédit de premier rang, portent sur un montant maximum total en principal de 39 000 000 d'euros, mises à disposition de la Société et d'Aramis SAS, à hauteur de 30 000 000 d'euros, et de Datos, à hauteur de 9 000 000 d'euros.

Au 31 mars 2021, l'endettement du Groupe au titre des Facilités de Crédit Bancaires s'élevait à 6,0 millions d'euros.

Les Facilités de Crédit Bancaires prévoient le paiement d'intérêts à un taux variable indexé sur l'EURIBOR, augmenté d'une marge.

Les Facilités de Crédit Bancaires mises à disposition de la Société et d'Aramis SAS contiennent certains engagements de faire, de ne pas faire et d'information, usuels pour ce type de financement. Par ailleurs, le Groupe est tenu de se conformer, au 30 septembre de chaque année, aux deux ratios financiers suivants : (i) un ratio de *gearing*<sup>104</sup> inférieur à 1 et (ii) un ratio de levier<sup>105</sup> inférieur à 3.

Les Facilités de Crédit Bancaires mises à disposition de la Société et d'Aramis SAS prévoient un certain nombre de cas d'exigibilité anticipée usuels pour ce type de financement, dont notamment les défauts de paiement, le non-respect des ratios financiers susvisés ou de toute autre obligation ou déclaration, défaut croisé, procédures collectives et insolvabilité, certaines condamnations pécuniaires ou survenance d'événement significatif défavorable. L'endettement contracté au titre des Facilités de Crédit Bancaires mises à disposition de la Société et d'Aramis SAS doit par ailleurs faire l'objet d'un remboursement anticipé obligatoire (sous réserve de certaines exceptions), en tout ou partie, en cas de

---

<sup>103</sup> Le « *Cost of Funds* » est déterminé sur la totalité des frais de financements net de PSA International exprimés en pourcentage.

<sup>104</sup> Le ratio de *gearing* correspond au rapport entre les dettes financières nettes consolidées et les fonds propres consolidés.

<sup>105</sup> Le ratio de levier correspond au rapport entre les dettes financières nettes consolidées et l'EBITDA consolidés.

survenance de certains événements (habituels pour ce type de financement), tels qu'un changement de contrôle de la Société.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société, le Groupe entend procéder à la résiliation des Facilités de Crédit Bancaires accordées à la Société et Aramis SAS, qui seront remplacées par le Nouveau Contrat de Crédit RCF (voir section 8.3 du présent document d'enregistrement).

#### **8.2.2.3 Crédits-baux immobiliers**

Certaines sociétés du Groupe ont conclu les contrats de crédit-bail immobilier suivants :

- Contrat de crédit-bail immobilier conclu le 13 mai 2013, amendés les 12 février 2016 et 24 avril 2017, entre la société Sofiléa SAS et des entités du groupe BPI portant sur les locaux du site de reconditionnement localisé à Donzère. Ces locaux font l'objet d'un contrat de sous-location entre Sofiléa SAS et la société The Remarketing Company, filiale du Groupe dédiée à l'activité de reconditionnement ;
- Contrat de crédit-bail immobilier conclu le 9 février 2017 entre la société ARA LE PONTET SAS et Arkéa Crédit Bail portant sur les locaux de l'agence commerciale située à Le Pontet, en France. Ces locaux font l'objet d'un contrat de sous-location conclu le 9 février 2017 entre la société ARA LE PONTET et la société Aramis SAS ;
- Contrat de crédit-bail immobilier conclu le 4 mai 2015 entre la société ARA ULIS et Arkéa Crédit Bail portant sur les locaux de l'agence commerciale située aux Ulis, en France. Ces locaux font l'objet d'un contrat de sous-location conclu le 14 septembre 2015 entre la société ARA ULIS et la société Aramis SAS.

#### **8.2.2.4 Prêts BPI**

Le Groupe a contracté auprès de Bpifrance Financement trois emprunts portant chacun sur un montant en principal de 2 millions d'euros. Chacun des Prêts BPI porte un intérêt à un taux fixe, minoré ou majoré du taux moyen de rendement des emprunts de l'état français à long terme, payable trimestriellement.

Un des trois Prêts BPI est arrivé à échéance le 6 novembre 2020 et les deux autres Prêts BPI arrivent à échéance le 6 novembre 2021.

L'endettement contracté au titre des Prêts BPI doit faire l'objet d'un remboursement anticipé intégral obligatoire en cas de survenance de certains événements (habituels pour ce type de financement), tels qu'un changement de contrôle de la Société, et peut faire l'objet d'un remboursement anticipé intégral volontaire sur décision de la Société moyennant le versement d'une indemnité égale à la valeur actualisée au taux de 5% par an de l'ensemble des sommes dues au titre du complément de rémunération sur la durée restant à courir à la date du remboursement anticipé.

#### **8.2.2.5 Crédits sur Stocks**

Le Groupe a contracté auprès de Santander un Crédit sur Stock, prenant la forme d'une ligne de crédit renouvelable, d'un montant total en principal de 3 000 000 d'euros, tiré à hauteur de 3,0 millions d'euros au 31 mars 2021, conclu en juillet 2016 et amendés plusieurs fois, dont un avenant signé en juillet 2020 pour une durée de 5 ans, chaque montant tiré étant remboursable à la fin de la période d'intérêts applicable. Ce Crédit sur Stock porte intérêt à un taux variable indexé sur l'EURIBOR, augmenté d'une marge.

### **8.3 Nouveau Contrat de Crédit RCF**

Lors de son introduction en bourse, le Groupe entend procéder, avec effet à la date de règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, au remboursement intégral (nominal et intérêts) des montants dus au titre

de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2021, de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018 et de la Convention de *Cash-Pooling* (qui sera néanmoins maintenue postérieurement à l'introduction en bourse), soit 120,2 millions d'euros au 31 mars 2021, grâce au produit de l'augmentation de capital qui sera réalisée dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société. Le Groupe procèdera par ailleurs à la résiliation des Facilités de Crédit Bancaires accordées à la Société et Aramis SAS, qui seront remplacées par le Nouveau Contrat de Crédit RCF.

A cette fin, le Groupe a conclu le 21 mai 2021 un nouveau contrat de crédit renouvelable intitulé « *Revolving Facility Agreement* » (le « **Nouveau Contrat de Crédit RCF** ») avec un syndicat de banques internationales comprenant Banque Populaire Rives de Paris, BNP Paribas, Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et Société Générale (les « **Prêteurs** »), pour une durée de cinq ans à compter de la date de règlement-livraison de l'introduction en bourse de la Société. Le Nouveau Contrat de Crédit RCF est régi par le droit français. Le tirage des sommes mises à disposition du Groupe par les Prêteurs au titre du Nouveau Contrat de Crédit RCF est soumis à certaines conditions. Il est précisé que le Groupe entend lever l'ensemble de ces conditions au plus tard à la date de fixation définitive du prix des actions de la Société dans le cadre de leur admission sur le marché réglementé d'Euronext Paris à l'exception de conditions usuelles ne pouvant être satisfaites qu'au jour du règlement-livraison.

(a) Ligne de crédit

Le Nouveau Contrat de Crédit RCF prévoit la mise à disposition d'une ligne de crédit renouvelable d'un montant de 200 millions d'euros, chaque montant tiré étant remboursable à la fin de la période d'intérêts applicable.

(b) Intérêts et frais

Les prêts contractés en vertu du Nouveau Contrat de Crédit RCF porteront intérêt à un taux variable indexé sur l'EURIBOR, majoré dans chaque cas de la marge applicable. La marge applicable est initialement fixée à 1,25% par an, avec un mécanisme d'ajustement (« *ratchet* ») à la hausse ou à la baisse. Les commissions suivantes seront également dues : (i) une commission d'engagement due au titre de l'engagement de crédit disponible de chaque Prêteur au titre de la ligne de crédit renouvelable à un taux de 35% de la marge applicable et (ii) une commission d'utilisation due au titre des tirages de la ligne de crédit renouvelable au-delà d'un certain seuil à un taux compris entre 0,10% par an et 0,40% par an et variant en fonction de la proportion utilisée de la ligne de crédit renouvelable.

Le tableau ci-dessous présente l'échelonnement des marges de chacune des lignes de crédit en fonction du ratio dette nette totale/EBITDA ajusté consolidé du Groupe (hors prise en compte de la norme IFRS 16 dans le montant de la dette nette totale et dans l'EBITDA ajusté), tel que défini dans le Nouveau Contrat de Crédit RCF. Les marges seront revues semestriellement en testant ledit ratio chaque semestre.

Ratio de levier (dette nette totale/EBITDA ajusté consolidé)	Marge applicable
Inférieur ou égal à 1,00x	1,25%
Supérieur à 1,00x et inférieur ou égal à 1,5x	1,50%
Supérieur à 1,5x et inférieur ou égal à 2,0x	1,75%
Supérieur à 2,0x et inférieur ou égal à 2,5x	2,00%
Supérieur à 2,5x et inférieur ou égal à 3,0x	2,25%
Supérieur à 3,0x et inférieur ou égal à 3,5x	2,50%
Supérieur à 3,5x	2,75%

La définition de la dette nette totale prévue dans le Nouveau Contrat de Crédit RCF pour les besoins du calcul du ratio correspond à la notion d'endettement financier net tel que présenté à la note 20.1 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018, ajustée principalement des obligations liées à des instruments de couverture de risque de taux et de risque de change et de l'endettement financier au titre d'IFRS 16. L'EBITDA ajusté consolidé défini par le Nouveau Contrat de Crédit RCF est basé sur l'EBITDA Ajusté tel que défini dans le présent document d'enregistrement ajusté des incidences au titre d'IFRS 16.

(c) Engagements et clauses restrictives

Le Nouveau Contrat de Crédit RCF contient certains engagements de faire ou de ne pas faire, notamment de ne pas :

- constituer des sûretés ;
- céder des actifs ;
- réaliser certaines fusions, scissions, apports partiels d'actifs et opérations similaires ; et
- procéder à un changement de la nature des activités du Groupe,

dans chaque cas sous réserve des montants *de minimis* stipulés et/ou d'exceptions usuelles pour ce type de financement.

Le Nouveau Contrat de Crédit RCF contient également des engagements de faire comme le respect des lois applicables ou encore le maintien de l'emprunt au même rang que les autres dettes non sécurisées et non subordonnées de la Société. Enfin, le Nouveau Contrat de Crédit RCF impose le respect d'un ratio financier, qui limitera le montant de la dette pouvant être contractée par les membres du Groupe. En effet, le Groupe sera tenu de maintenir un ratio de levier (dette nette totale/EBITDA ajusté consolidé neutralisés d'IFRS 16 pour la dette nette totale et l'EBITDA ajusté consolidé), testé à la fin de chaque semestre et pour la première fois pour la période s'achevant le 30 septembre 2021, inférieur ou égal à 3,5x jusqu'à l'échéance du Nouveau Contrat de Crédit RCF.

(d) Cas de remboursement anticipé obligatoire ou volontaire

Le Nouveau Contrat de Crédit RCF autorise des remboursements anticipés volontaires moyennant un préavis et un montant minimum.

En outre, le Nouveau Contrat de Crédit RCF prévoit notamment un cas de remboursement et/ou d'annulation anticipé en cas de changement de contrôle, sur demande de tout prêteur intervenant dans les 15 jours ouvrés suivant la réception de la notification par l'agent du crédit aux prêteurs de la notification par la Société informant l'agent du crédit de la survenance d'un tel cas de remboursement/annulation anticipé. Les prêts non tirés concernés seront annulés à réception par l'agent du crédit de la demande du ou des prêteur(s) concerné(s) et les tirages en cours concernés devront être remboursés dans les 15 jours ouvrés suivant la réception par l'agent de la demande du ou des prêteur(s) concerné(s). Un changement de contrôle interviendrait dans l'hypothèse où Stellantis N.V., Nicolas Chartier et Guillaume Paoli (en ce compris toute entité qu'ils contrôleraient directement ou indirectement) cesseraient de contrôler (au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce) ensemble, directement ou indirectement, la Société.

(e) Cas d'exigibilité anticipée

Le Nouveau Contrat de Crédit RCF prévoit un certain nombre de cas d'exigibilité anticipée usuels pour ce type de financement, dont notamment les défauts de paiement, le non-respect du ratio financier ou de toute autre obligation ou déclaration, cas d'exigibilité anticipée croisés, procédures collectives et insolvabilité, certaines condamnations pécuniaires ou survenance d'évènement significatif défavorable.

## **8.4 Obligations contractuelles et engagements hors bilan**

Voir la note 22.1 des comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018.

En particulier, le Groupe est tenu, au titre des Facilités de Crédit Bancaires, de se conformer, au 30 septembre de chaque année, aux deux ratios financiers suivants : (i) un ratio de *gearing* inférieur à 1 et (ii) un ratio de levier inférieur à 3 (voir également la section 8.2.2.2 « *Facilités de Crédit Bancaires* » du présent document d'enregistrement). Au titre du Nouveau Contrat de Crédit RCF, le Groupe sera tenu de maintenir un ratio de levier (dette nette totale/EBITDA ajusté consolidé neutralisés d'IFRS 16 pour la dette nette totale et l'EBITDA ajusté consolidé), testé à la fin de chaque semestre et pour la première fois pour la période s'achevant le 30 septembre 2021, inférieur ou égal à 3,5x jusqu'à l'échéance du Nouveau Contrat de Crédit RCF (voir également la section 8.3 « *Nouveau Contrat de Crédit RCF* » du présent document d'enregistrement).

## **8.5 Présentation et analyse des principales catégories d'utilisation de la trésorerie du Groupe**

### **8.5.1 Dépenses d'investissement opérationnel**

Les dépenses d'investissement opérationnel concernent les investissements réguliers réalisés par le Groupe principalement dans le développement de ses systèmes informatiques et applications technologiques, afin d'améliorer constamment sa plateforme numérique pour répondre au mieux aux besoins de ses clients ; dans ses centres et processus de reconditionnement, afin d'augmenter sa capacité de reconditionnement et répondre à la demande en véhicules d'occasion, tout en améliorant en permanence la qualité et la fiabilité des véhicules d'occasion reconditionnés qu'il vend ; ainsi que dans le développement de son réseau d'agences commerciales, afin de maintenir une empreinte physique, facteur de consolidation de la confiance de ses clients et prospects en ses produits et services.

Les dépenses d'investissement opérationnel correspondent au poste « *Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles* » du tableau des flux de trésorerie consolidés.

Les dépenses d'investissement opérationnel du Groupe au titre du semestre clos le 31 mars 2021 et des exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018 se sont élevées à 5,6 millions d'euros, 7,7 millions d'euros, 8,3 millions d'euros et 5,7 millions d'euros, respectivement. Pour plus d'informations concernant les dépenses d'investissements historiques, en cours de réalisation et futures du Groupe, voir la section 5.7 « *Investissements* » du présent document d'enregistrement.

### **8.5.2 Paiement d'intérêts et remboursement de dettes financières**

Une partie des flux de trésorerie du Groupe est affectée au service et au remboursement de son endettement (voir section 8.2.2 « *Passifs financiers* » du présent document d'enregistrement). Le Groupe a versé des intérêts d'un montant de 2,2 millions d'euros, 1,4 millions d'euros, 1,7 millions d'euros et 1,0 millions d'euros, respectivement au cours du semestre clos le 31 mars 2021 et des exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018. Le Groupe a par ailleurs versé, au titre du remboursement de ses dettes financières, 9,1 millions d'euros, 46,9 millions d'euros, 12,4 millions d'euros et 24,7 millions d'euros, respectivement au cours du semestre clos le 31 mars 2021 et des exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018.

### **8.5.3 Financement du besoin en fonds de roulement**

Le besoin en fonds de roulement correspond principalement à la valeur des stocks augmentée des créances clients et des autres actifs et diminuée des dettes fournisseurs, des dettes de personnel liées à des acquisitions et des autres passifs.

La variation du besoin en fonds de roulement s'est élevée à 4,1 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018, à (17,4) millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019,

à 31,3 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et à (40,6) millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021 (voir la note 6.3 des états financiers consolidés du Groupe pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018 et la note 5.3 des comptes consolidés du Groupe au titre du semestre clos le 31 mars 2021).

La variation du besoin en fonds de roulement au cours du semestre clos le 31 mars 2021 est principalement due à une augmentation des stocks, à hauteur de 56,0 millions d'euros, partiellement compensée par une augmentation des dettes fournisseurs du Groupe, à hauteur de 22,7 millions d'euros. Au 31 mars de chaque année, le Groupe prépare en effet la haute saison avec notamment une hausse significative de ses stocks ainsi que de ses dettes fournisseurs. A la fin du premier semestre 2020, l'ensemble du Groupe a été fortement impacté par la crise sanitaire, ainsi le stock n'était pas à un niveau normatif pour cette période de l'année. De plus, les variations des autres actifs et autres passifs étaient liées principalement au non-paiement de la TVA dans le cadre des mesures d'accompagnement prises par les différents gouvernements européens. A la fin du premier semestre 2021, la variation de stocks permet d'aborder la haute saison et tient compte aussi de la croissance du chiffre d'affaires au cours des 6 premiers mois de 25,4 % hors Motordepot et des objectifs de croissance du second semestre. L'incidence de Motordepot sur la variation de stocks depuis son entrée dans le périmètre le 1<sup>er</sup> mars 2021 est de 4,2 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 est principalement due à l'augmentation des dettes de personnel liées à des acquisitions, à hauteur de 14,9 millions d'euros, liée en particulier à une revalorisation substantielle des dettes de personnel envers les anciens actionnaires fondateurs de Clicars, sur la base du plan d'affaires du Groupe pour l'Espagne, qui enregistre une solide performance, ainsi qu'une diminution des stocks, à hauteur de 15,1 millions d'euros, liée à l'amélioration des délais de rotation des stocks.

La variation du besoin en fonds de roulement au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 est principalement due à une augmentation des stocks, à hauteur de 13,0 millions d'euros, liée à la croissance des activités du Groupe et une diminution des dettes fournisseurs, à hauteur de 2,2 millions d'euros, liée principalement à la diminution des dettes envers les fournisseurs de véhicules en France de 2,6 millions d'euros afin d'accélérer les délais d'obtention des pièces administratives et ainsi raccourcir la durée d'immatriculation du véhicule pour les clients.

La variation du besoin en fonds de roulement au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018 est principalement due à une augmentation des dettes fournisseurs, à hauteur de 5,1 millions d'euros, liée à la hausse de l'activité de 25,9 % par rapport au 30 septembre 2017 et une augmentation des créances clients et des autres passifs (postes à netter), à hauteur de 3,5 millions d'euros, liée principalement à une hausse des créances envers un partenaire financier suite à la croissance de l'activité avec celui-ci pour 1,7 million d'euros.

#### **8.5.4 Acquisitions de sociétés ou d'activités**

Les décaissements liés aux acquisitions, net de la trésorerie acquise, ne sont pas significatifs pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019, le Groupe n'ayant pas procédé à des acquisitions de sociétés ou d'activités au cours de ces exercices.

Les décaissements liés aux acquisitions, nets de la trésorerie acquise, se sont élevés à 25,6 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018, liés à la prise de contrôle de la société Datosco (qui détient intégralement la société Datos, exploitant la marque Cardoen en Belgique).

Les décaissements liés aux acquisitions, nets de la trésorerie acquise, se sont élevés à 36,0 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021, liés à la prise de contrôle de Motordepot (société exploitant notamment la marque CarSupermarket au Royaume-Uni).



## 8.6 Flux de trésorerie consolidés du Groupe

### 8.6.1 Flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les semestres clos les 31 mars 2021 et 31 mars 2020

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie du Groupe au titre des semestres clos les 31 mars 2021 et 31 mars 2020 :

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Semestre clos le 31 mars 2021</b>	<b>Semestre clos le 31 mars 2020</b>
<b>Résultat net</b>	<b>0,2</b>	<b>1,4</b>
Elimination des amortissements et provisions	7,4	6,7
Elimination de l'impôt sur les bénéfices	1,3	1,6
Elimination du résultat financier	1,3	1,0
Neutralisation des éléments s'analysant comme des flux d'investissement	-	-
Coût des paiements fondés sur des actions	-	0,5
Variation du besoin en fonds de roulement	(40,6)	0,6
Impôt payé	(2,2)	(1,9)
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles</b>	<b>(32,5)</b>	<b>9,9</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(5,6)	(3,9)
Cession d'immobilisations	0,1	0,2
Variation des prêts et autres actifs financiers	-	-
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	(36,0)	-
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités d'investissement</b>	<b>(41,4)</b>	<b>(3,7)</b>
Emissions d'emprunts	68,4	36,1
Remboursements d'emprunts	(9,1)	(4,3)
Intérêts payés	(2,2)	(0,6)
Autres frais financiers payés et produits financiers reçus	-	-
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement</b>	<b>57,1</b>	<b>(31,2)</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>(16,7)</b>	<b>37,3</b>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	<i>39,6</i>	<i>12,0</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</i>	<i>22,9</i>	<i>49,4</i>

Au 31 mars 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe s'élevaient à 22,9 millions d'euros, comparé à 49,4 millions d'euros au 31 mars 2020.

#### 8.6.1 Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles

La trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles du Groupe s'est élevée à (32,5) millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021 et à 9,9 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020.

La trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles du Groupe a diminué de 42,4 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021 par rapport au semestre clos le 31 mars 2020, cette augmentation résultant principalement de l'augmentation du besoin en fonds de roulement, liée à une forte augmentation des stocks entre ces périodes. Au titre du semestre clos le 31 mars 2020, le Groupe a été fortement impacté par la crise sanitaire du Covid-19, et avait donc un niveau de stock nettement plus bas que les niveaux normatifs pour cette période de l'année, qui est une période à laquelle, historiquement, le Groupe se prépare à la « haute saison », avec une hausse significative de ses stocks et de ses dettes fournisseurs. De plus, au titre du semestre clos le 31 mars 2020, les variations des autres actifs et autres passifs étaient liées principalement au non-paiement de la TVA dans le cadre des mesures d'accompagnement prises par les différents gouvernements européens dans le contexte de la crise sanitaire.

#### **8.6.2 Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités d'investissement**

La trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement s'est élevée à (41,4) millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021 et à (3,7) millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020.

La trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement a augmenté de 37,7 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2021 par rapport au semestre clos le 31 mars 2020, cette forte augmentation résultant principalement du décaissement lié à des acquisitions de filiales, représentant un montant de 36,0 millions d'euros (sous déduction de la trésorerie acquise) au titre du semestre clos le 31 mars 2021, en lien avec l'acquisition de Motordepot.

#### **8.6.3 Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement**

La trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement s'est élevée à 57,1 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2021 et à 31,2 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2020.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2021, la trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement a principalement concerné la souscription d'un emprunt libellé en euros auprès d'Automobiles Peugeot SA, actionnaire majoritaire de la Société, à hauteur de 52,0 millions d'euros, pour financer l'acquisition de Motordepot.

#### **8.6.2 Flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018**

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018 :

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2020</b>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2019</b>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2018</b>
<b>Résultat net</b>	<b>(1,1)</b>	<b>7,2</b>	<b>(4,4)</b>
Elimination des amortissements et provisions	13,7	11,8	7,5
Elimination de l'impôt sur les bénéfices	8,4	4,0	0,5
Elimination du résultat financier	2,0	2,3	1,3

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2020</b>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2019</b>	<b>Exercice clos le 30 septembre 2018</b>
Neutralisation des éléments s'analysant comme des flux d'investissement	-	-	0,3
Coût des paiements fondés sur des actions	1,0	-	1,1
Variation du besoin en fonds de roulement	31,3	(17,4)	4,1
Impôt payé	(8,4)	(4,0)	(1,2)
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles</b>	<b>47,0</b>	<b>3,9</b>	<b>9,2</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(7,7)	(8,3)	(5,8)
Cession d'immobilisations	0,3	-	-
Variation des prêts et autres actifs financiers	-	-	-
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-	(1,4)	(25,6)
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités d'investissement</b>	<b>(7,4)</b>	<b>(9,7)</b>	<b>(31,3)</b>
Emissions d'emprunts	36,2	10,1	44,3
Remboursements d'emprunts	(46,9)	(12,4)	(24,7)
Intérêts payés	(1,4)	(1,7)	(1,0)
Autres frais financiers payés et produits financiers reçus	-	-	-
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement</b>	<b>(12,1)</b>	<b>(3,9)</b>	<b>18,6</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>27,6</b>	<b>(9,7)</b>	<b>(3,5)</b>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	<i>12,0</i>	<i>21,8</i>	<i>25,3</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</i>	<i>39,6</i>	<i>12,0</i>	<i>21,8</i>

Au 30 septembre 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Groupe s'élevaient à 39,6 millions d'euros, comparé à 12,0 millions d'euros au 30 septembre 2019 et 21,8 millions d'euros au 30 septembre 2018.

#### **8.6.4 Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles**

La trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles du Groupe s'est élevée à 47,0 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, à 3,9 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et à 9,2 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

La trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles du Groupe a augmenté de 43,1 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, cette augmentation résultant

principalement de la diminution du besoin en fonds de roulement, pour les raisons exposées à la section 8.5.3 ci-dessus, qui a permis de compenser l'effet négatif lié à la perte de 1,1 millions d'euros enregistrée au cours de cet exercice.

La trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles du Groupe a diminué de 5,3 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, cette diminution résultant principalement d'une augmentation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité opérationnelle de 17,4 millions d'euros, pour les raisons exposées à la section ci-dessus, que n'a pas compensée l'augmentation du résultat net de 11,6 millions d'euros.

#### **8.6.5 Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités d'investissement**

La trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement s'est élevée à 7,4 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, à 9,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et à 31,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

La trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement a diminué de 2,3 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, cette diminution résultant principalement d'une diminution des dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles, à hauteur de 0,6 million d'euros et du produit de cession d'immobilisations, à hauteur de 0,3 million d'euros.

La trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement s'est élevée à 9,7 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, en diminution de 21,6 millions d'euros par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2018. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018, les activités d'investissement ont essentiellement concerné l'acquisition de filiales. La trésorerie nette utilisée par ces investissements, sous déduction de la trésorerie acquise, s'est élevée à 25,6 millions d'euros, liées à l'acquisition de Datosco (qui détient intégralement la société Datos, exploitant la marque Cardoen en Belgique). Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, les activités d'investissement ont concerné des dépenses d'acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise, de 1,4 million d'euros, liées aux décaissements de l'ajustement de prix pour l'acquisition des titres Datosco pour 1,2 million d'euros et au solde dû aux actionnaires autres que les fondateurs de Clicars pour 0,2 million d'euros. Les dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019 se sont élevées à 8,3 millions d'euros, liées aux dépenses d'investissement opérationnel réalisées relatives principalement à des projets liés à l'analyse de données, au développement des sites Internet et applications mobiles du Groupe et au développement de logiciels à usage interne.

La trésorerie nette utilisée par les activités d'investissement s'est élevée à 31,3 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018, dont 25,6 millions d'euros de dépenses d'acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise, liées à l'acquisition de la société Datosco (voir ci-dessus). Les dépenses d'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018 se sont élevées à 5,8 millions d'euros, et concernaient essentiellement des dépenses d'investissement opérationnel relatives à des projets liés à l'analyse de données, au développement des sites Internet et applications mobiles du Groupe et au développement de logiciels à usage interne.

#### **8.6.6 Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement**

La trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement s'est élevée à (12,1) millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, à (3,9) millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et à 18,6 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement a principalement concerné, (i) à hauteur de 36,2 millions d'euros, des émissions d'emprunts, avec en particulier des tirages réalisés au titre des Facilités de Crédit Bancaires à hauteur de 32,3 millions d'euros (à titre conservatoire, dans un contexte d'incertitude liée à l'impact de la crise sanitaire sur les activités du Groupe fin mars 2020, et (ii) à hauteur de (46,8) millions d'euros, des remboursements d'emprunts, avec en particulier le remboursement de tirages effectués au titre des

Facilités de Crédit Bancaire (y compris les tirages visés au (i) ci-dessus), à hauteur de 38,4 millions d'euros, et des paiements de loyers, à hauteur de 6,0 millions d'euros. Les intérêts payés au titre de l'endettement financier du Groupe se sont élevés à 1,4 million d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, la trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement a principalement concerné, (i) à hauteur de 10,1 millions d'euros, des émissions d'emprunts, avec en particulier des tirages réalisés au titre des Facilités de Crédit Bancaires à hauteur de 4,0 millions d'euros et des tirages dans le cadre de la Convention de *Cash-Pooling* à hauteur de 5,3 millions d'euros et (ii) à hauteur de 12,3 millions d'euros, des remboursements d'emprunts, avec en particulier le paiement de loyers à hauteur de 5,7 millions d'euros et le remboursement d'emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit à hauteur de 6,4 millions d'euros dont 3,8 millions d'euros provenant de l'acquisition de la société Datos en juillet 2018 remboursés en octobre 2018. Les intérêts payés au titre de l'endettement financier du Groupe se sont élevés à 1,7 million d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018, la trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement a principalement concerné, (i) à hauteur de 44,3 millions d'euros, des émissions d'emprunts, avec en particulier le tirage de l'intégralité de la Convention d'Avance en Compte Courant PSA 2018 à hauteur de 28,0 millions d'euros, pour financer l'acquisition de la prise de contrôle de Datosco par le Groupe (voir ci-dessus) et des tirages dans le cadre de la Convention de *Cash-Pooling* à hauteur de 13,9 millions d'euros et (ii) à hauteur de (24,7) millions d'euros, des remboursements d'emprunts, avec en particulier le remboursement de montants tirés au titre des Facilités de Crédit Bancaires, à hauteur de 8,3 millions d'euros, le remboursement de montants au titre d'un emprunt provenant de l'acquisition de Datosco, à hauteur de 9,3 millions d'euros et le paiement de loyers à hauteur de 3,8 millions d'euros. Les intérêts payés au titre de l'endettement financier du Groupe se sont élevés à 1,0 million d'euros au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

## 9. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Les activités du Groupe sont soumises à diverses dispositions réglementaires issues du droit de l'Union européenne et des réglementations nationales applicables dans les pays où il opère.

Au sein de l'Union européenne, la réglementation applicable à certains domaines relatifs aux activités du Groupe est relativement harmonisée entre les différents Etats membres dans lesquels le Groupe opère, à savoir la France, l'Espagne et la Belgique. Les directives ne deviennent effectives que lorsqu'elles sont transposées en droit national dans chacun des États membres, leur mise en œuvre pouvant varier d'un État membre à un autre. A l'inverse, les règlements ne nécessitent pas de transposition en droit national, sont d'application directe et s'appliquent uniformément dans tous les États membres de l'Union européenne.

Au Royaume-Uni, pays dans lequel le Groupe s'est implanté en mars 2021 avec la prise de contrôle de Motordepot, le droit de l'Union européenne a cessé de s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Un certain nombre d'acquis communautaires (et en particulier certaines dispositions du droit de l'Union européenne décrites dans le présent chapitre 9) ont néanmoins été intégrés dans la législation interne du Royaume-Uni notamment suite à l'adoption du *European Union (Withdrawal) Act 2020*.

Les développements qui suivent ont vocation à donner un aperçu des principales réglementations applicables aux activités du Groupe.

### 9.1 Normes techniques applicables à la sécurité des véhicules et aux émissions

Au sein de l'Union européenne ainsi qu'au Royaume-Uni, les véhicules doivent satisfaire à certaines exigences réglementaires.

La réglementation applicable s'adresse principalement aux fabricants, mais peut également s'appliquer aux revendeurs, et donc au Groupe. Le Groupe peut par exemple être tenu responsable de la défectuosité d'un véhicule vendu à un client ne se conformant pas aux exigences réglementaires applicables. En outre, si la conformité à la réglementation applicable d'un modèle de véhicule est mise en cause, cela peut entraîner pour le Groupe des obligations de rappel et de *reporting* réglementaire relatifs au modèle concerné.

Pour assurer la sécurité et la santé des usagers de la route ainsi que la protection de l'environnement, les véhicules, les composants et les équipements automobiles doivent être conformes à plusieurs réglementations européennes, et en particulier le règlement (UE) 2018/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la réception et à la surveillance du marché des véhicules à moteur et de leurs remorques, ainsi que des systèmes, composants et entités techniques distinctes destinés à ces véhicules (tel que modifié, le « **Règlement Réception** »), qui prévoit un système européen d'homologation. Le Règlement Réception a été intégré dans le droit national du Royaume-Uni suite à l'adoption du *European Union (Withdrawal) Act 2020*. En accordant une réception européenne et anglaise, l'autorité gouvernementale compétente de l'État membre ou du Royaume-Uni certifie qu'un modèle, un système technique, technologique ou mécanique, ou encore un composant individuel est conforme aux réglementations et aux exigences techniques applicables au sein de l'Union Européenne et au Royaume-Uni.

Pour obtenir une réception européenne et anglaise, les constructeurs doivent s'assurer que leurs véhicules satisfont à un certain nombre d'exigences réglementaires. En particulier, le règlement (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 concernant les prescriptions pour l'homologation relatives à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés, tel que modifié, établit des exigences en matière de sécurité routière, y compris des exigences concernant les systèmes de direction, le freinage, les disques de frein de rechange et les tambours de frein de rechange ainsi que les composants mécaniques d'accouplement. En outre, le règlement (CE) n° 715/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la

réparation et l'entretien des véhicules, tel que modifié, énonce les exigences relatives aux émissions des véhicules, notamment des limites d'émissions spécifiques auxquelles les véhicules doivent se conformer. Les deux règlements susvisés ont été intégrés dans le droit national du Royaume-Uni suite à l'adoption du *European Union (Withdrawal) Act 2020*.

Une réception européenne et anglaise valide est une condition préalable à l'immatriculation, la vente et l'utilisation d'un véhicule dans l'Union européenne et au Royaume-Uni. Pour suivre la conformité des véhicules fabriqués avec l'homologation correspondante, les constructeurs doivent délivrer un certificat de conformité pour chaque véhicule.

L'autorité de réception nationale compétente d'un Etat membre et du Royaume-Uni doit informer les autorités compétentes de tous les autres États membres de l'Union européenne et du Royaume-Uni de l'octroi, du refus ou du retrait de la réception européenne. En conséquence, ces autres États membres et le Royaume-Uni, le cas échéant, n'ont ainsi pas à procéder à des évaluations d'homologation séparées. Un État membre ou le Royaume-Uni peut toutefois suspendre la vente et l'achat d'un véhicule sur son territoire national, s'il estime que l'évaluation réalisée dans un autre Etat membre ou au Royaume-Uni n'est pas satisfaisante. L'autorité de réception nationale initiale peut également retirer sa décision de réception en cas de risques importants pour la sécurité ou la santé ou en cas de non-respect de la réglementation applicable.

En outre, le Règlement Réception contient plusieurs mesures pour assurer la conformité constante des véhicules avec la réglementation applicable et met en place des processus de surveillance du marché permettant de suivre les évolutions réglementaires des exigences d'homologation, ainsi que des procédures de rappel. Dans le cadre de ces mesures, les États membres et le Royaume-Uni désignent des autorités de surveillance du marché qui procèdent à des contrôles réguliers pour s'assurer de la conformité des véhicules. En outre, les distributeurs de véhicules, y compris les vendeurs professionnels de véhicules d'occasion, doivent vérifier si les véhicules qu'ils mettent en vente sont conformes à certaines exigences formelles, et notamment s'ils portent la plaque ou la marque d'homologation réglementaire requise. Ces distributeurs doivent également, le cas échéant, signaler les cas de non-conformité dont ils peuvent prendre connaissance dans le cadre de leur activité aux autorités réglementaires compétentes et aux constructeurs.

En France, le Centre National de Réception des Véhicules est l'autorité compétente pour accorder l'homologation et effectuer la surveillance du marché et les rappels. Les véhicules ne peuvent être vendus pour la circulation routière en France que s'ils sont accompagnés d'un certificat de conformité valide. Des autorités et des réglementations nationales similaires existent dans les autres pays d'implantation du Groupe.

## 9.2 Sécurité des produits

Au niveau de l'Union européenne et du Royaume-Uni, la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits (telle que modifiée, la « **Directive sur la Sécurité des Produits** »), telle que transposée dans le droit national des Etats membres, pose des exigences générales en matière de sécurité des produits. La Directive sur la Sécurité des Produits a été intégrée dans le droit national du Royaume-Uni suite à l'adoption du *European Union (Withdrawal) Act 2020*. Conformément aux dispositions de la Directive sur la Sécurité des Produits, les distributeurs ne peuvent fournir que des produits qui répondent aux exigences de sécurité générale, doivent contrôler la sécurité des produits qu'ils vendent et doivent communiquer les documents et les informations nécessaires pour assurer la traçabilité de ces produits. Si un distributeur découvre qu'un produit est susceptible de présenter un danger, il doit en informer les autorités gouvernementales compétentes et coopérer avec elles. Les produits considérés comme dangereux au niveau de l'Union européenne et du Royaume-Uni sont répertoriés dans une base de données unique et accessible au public dans toute l'Union européenne et au Royaume-Uni, dénommée « *Safety Gate* ». En tant que « *distributeur* » de véhicules au sens de la Directive sur la Sécurité des Produits, le Groupe doit se conformer aux exigences réglementaires susvisées relatives à la sécurité générale des produits.

En France, l'autorité compétente en charge de veiller au respect de l'obligation générale de sécurité et des réglementations spécifiques applicables à certains produits, et notamment les véhicules automobiles, est la Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes (« **DGCCRF** »). En France, les producteurs, importateurs ou distributeurs ont la responsabilité de ne proposer que des produits et services sûrs conformément aux dispositions de l'article L. 421-3 du Code de la consommation, qui dispose que les produits et les services doivent présenter, dans des conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par le professionnel, la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la santé des personnes. Sont concernés les fabricants, les représentants d'un produit, les importateurs, mais également tous les professionnels de la chaîne de commercialisation, que leur activité ait une incidence ou non sur le produit ou service. L'obligation générale de sécurité concerne les produits neufs comme les produits d'occasion.

Par ailleurs, le professionnel concerné doit également fournir aux consommateurs les informations utiles qui leur permettent d'évaluer les risques inhérents à un produit, notamment lorsque ces risques ne sont pas immédiatement perceptibles, et se tenir informé des risques que les produits qu'il commercialise peuvent présenter en réalisant des veilles sectorielles, en analysant les remontées du service après-vente et, le cas échéant, en signalant les incidents aux autorités compétentes et aux consommateurs.

Des réglementations nationales similaires sont applicables dans les autres pays d'implantation du Groupe.

Une violation des exigences du droit européen ou national en matière de sécurité des produits peut entraîner des amendes et, en cas de violation grave, des sanctions pénales.

### **9.3 Règlements applicables à la vente et à l'achat de véhicules d'occasion**

Au sein de l'Union européenne, les activités de vente de véhicules d'occasion sont soumises à des dispositions réglementaires qui mettent notamment en œuvre la directive (CEE) 93/13 du Conseil du 5 avril 1993 qui vise à protéger les consommateurs au sein de l'Union européenne contre les clauses et conditions abusives pouvant figurer dans les contrats standards lors de leurs achats de produits ou de services, telle que modifiée, et la directive (CE) 1999/44 du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation, telle que modifiée (la « **Directive sur les Biens de Consommation** »). Ces directives, telles que transposées dans le droit national des Etats membres dans lesquels le Groupe exerce ses activités, restreignent les possibilités d'exclusion de responsabilité en cas de défauts des produits et les effets des clauses abusives préjudiciables aux consommateurs. Ces directives ont été intégrées dans le droit national du Royaume-Uni suite à l'adoption du *European Union (Withdrawal) Act 2020*. La Directive sur les Biens de Consommation permet une réduction du délai de prescription pour les demandes en garantie à un an pour les biens d'occasion. En outre, la Directive sur les Biens de Consommation prévoit que dans les six premiers mois suivant l'achat, il est présumé au profit du consommateur que tout défaut du produit était déjà présent au moment de l'achat de ce produit. Les consommateurs bénéficient ainsi d'une présomption qui les dispense de la charge de la preuve relative à l'existence d'un défaut au moment de l'achat pour faire valoir leurs droits à la garantie.

Les réglementations spécifiquement applicables à la vente et à l'achat de véhicules d'occasion sont le plus souvent fixées par le droit national des Etats dans lesquels le Groupe exerce ses activités.

A titre d'exemple, en vertu de la législation nationale française, la vente et l'achat de véhicules d'occasion sont soumis aux dispositions générales relatives au droit commun des contrats de vente et d'achat, et notamment la garantie des vices cachés et la garantie légale de conformité. La garantie contre les vices cachés est prévue par l'article 1641 du Code civil, qui dispose que le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus. La garantie légale de conformité est prévue par l'article L. 217-4 du Code de la consommation, qui dispose que le vendeur doit livrer un bien conforme au contrat



et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance. Ces garanties sont de droit au bénéfice des acquéreurs.

Un document écrit doit obligatoirement être remis par le vendeur d'un véhicule, prenant la forme d'un bon de commande, d'un bon de livraison ou d'une facture, et comportant les éléments énumérés ci-après : la dénomination de vente, le mois et l'année de la première mise en circulation du véhicule, le kilométrage total parcouru ou non garanti, des indications de prix précises et non trompeuses, le coût détaillé des prestations payantes supplémentaires, la date limite de livraison et le mode de financement (au comptant ou à crédit). Dans le cas de recours à un crédit, la vente est subordonnée au prêt et le consommateur dispose d'un délai de rétractation de 14 jours après signature de l'offre préalable de crédit.

Avant la conclusion du contrat de vente, pour tout véhicule de plus de 4 ans, un procès-verbal de contrôle technique doit être remis au consommateur. Il doit avoir été établi depuis moins de 6 mois. Le procès-verbal informe avant la vente sur l'état des organes essentiels de sécurité de la voiture tels que châssis, suspension, essieux, direction, freinage, éclairage, roues, carrosseries et équipements. La remise du procès-verbal de contrôle technique postérieurement à la vente constitue une infraction pénale au regard du droit français.

Le vendeur doit fournir à l'acheteur le certificat de situation administrative de la base « *Histo Vec* » et les documents nécessaires à l'utilisation légale du véhicule.

Le non-respect de certaines des obligations susmentionnées peut conduire à la nullité du contrat de vente. En cas de défaut sur le véhicule, l'acquéreur peut généralement demander au vendeur de réparer ou de remplacer le produit concerné sans frais. Selon les circonstances, l'acheteur peut également exiger une réduction du prix d'achat, faire annuler le contrat ou demander des dommages et intérêts.

Des réglementations nationales similaires sont applicables dans les autres pays d'implantation du Groupe.

#### **9.4 La protection des consommateurs en matière de commerce en ligne**

Le Groupe se conforme à diverses directives européennes, transposées dans le droit national des Etats membres dans lequel il opère, compte tenu de ses activités de commerce en ligne, et notamment la directive (CE) 2000/31 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur, telle que modifiée (la « **Directive sur le Commerce Electronique** »).

Le Groupe est également soumis à trois directives sur le droit de la consommation : la directive (CE) 2005/29 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur, telle que modifiée, la directive (UE) 2011/83 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 relative aux droits des consommateurs (telle que modifiée, la « **Directive relative aux Droits des Consommateurs** »), et la directive (UE) 2019/2161 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la directive 93/13/CEE du Conseil et les directives 98/6/CE, 2005/29/CE et 2011/83/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs (ensemble avec la Directive relative aux Droits des Consommateurs, les « **Directives Consommation** »). Les Directives Consommation ont été intégrées dans le droit national du Royaume-Uni suite à l'adoption du *European Union (Withdrawal) Act 2020*. Les principales améliorations apportées par la directive (UE) 2019/2161 concernent la transparence accrue pour les consommateurs lors d'achats en ligne, l'application de sanctions effectives et harmonisées ou encore la lutte contre les faux avis consommateurs. Elle devra être transposée au plus tard le 28 novembre 2021, pour une application à compter du 28 mai 2022.

En France, la Directive sur le Commerce Electronique a été transposée par la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance en l'économie numérique (« **Loi sur l'Economie Numérique** »). La Loi sur l'Economie Numérique s'applique aux activités de commerce en ligne du Groupe. En particulier,

l'article 19 de la Loi sur l'Economie Numérique met à la charge de toute personne « éditant un service de communication au public en ligne » une obligation d'identification. En outre, le Code de la consommation s'applique aux activités du Groupe touchant les consommateurs. En particulier, tout professionnel proposant la conclusion d'un contrat doit communiquer au consommateur les informations précontractuelles définies à l'article L. 111-1 du Code de la consommation et, s'agissant d'un contrat de vente à distance, les informations obligatoires de l'article L. 221-5 du Code de la consommation. La réglementation relative aux clauses abusives s'applique également aux contrats conclus avec les consommateurs ou non-professionnels.

#### **9.4.1 Obligations d'information**

Les sociétés exploitant des sites de e-commerce sont soumises à des obligations d'information étendues et standardisées vis-à-vis de leurs clients. Par exemple, elles doivent fournir aux clients potentiels des informations détaillées et précises sur les principales caractéristiques de leurs produits, sur les prix et les modalités de paiement, ainsi que sur les droits de rétractation légaux. Les opérateurs de sites de e-commerce doivent respecter ces exigences lors de la conception et de la configuration de leurs sites Internet et de leurs applications mobiles, ainsi que dans le cadre de leurs processus de commande, de paiement et de livraison.

En raison de l'évolution de la législation, les opérateurs de sites de e-commerce sont régulièrement tenus d'adapter leurs offres et leurs procédés de vente. Par exemple, la Directive relative aux Droits des Consommateurs exige des opérateurs de sites de e-commerce qu'ils veillent à ce que, pendant le processus de commande, les consommateurs reconnaissent explicitement que cela implique une obligation de paiement. Si la commande nécessite l'activation d'un bouton ou d'une fonction similaire, ce bouton doit porter la mention « commande avec obligation de paiement » ou une mention similaire, et la société doit veiller à ce que les consommateurs soient informés de certaines informations essentielles relatives à l'achat immédiatement avant de passer commande en actionnant ce bouton.

#### **9.4.2 Droit de rétractation**

Au sein de l'Union européenne, les consommateurs disposent d'un droit de rétractation discrétionnaire pour les achats réalisés en ligne dans un délai de 14 jours à compter de la date à laquelle ces consommateurs prennent physiquement possession des produits concernés. Les opérateurs de sites de e-commerce sont tenus d'informer les consommateurs de leurs droits de rétractation légaux et tout manquement à cette obligation entraîne une prolongation du délai de rétractation de douze mois. Les consommateurs doivent exercer leurs droits de rétractation en manifestant explicitement leur volonté de se rétracter (par exemple, par écrit, par courriel ou par téléphone), un retour des produits concernés sans commentaire ne constituant pas une déclaration de rétractation valable.

Après avoir exercé son droit de rétractation légal, le consommateur est tenu de retourner les produits concernés dans un délai de 14 jours. Pendant cette même période, les vendeurs sont tenus de rembourser le prix d'achat, y compris les frais d'expédition, le cas échéant. Les vendeurs ne sont toutefois pas tenus de rembourser les frais supplémentaires supportés par les consommateurs si ces derniers ont expressément opté pour un mode de livraison plus coûteux. Les consommateurs doivent généralement supporter les frais de retour, sauf si le vendeur a accepté de les prendre en charge ou s'il n'a pas correctement informé les consommateurs qu'ils devront supporter ces frais en cas de rétractation. En outre, les consommateurs sont tenus d'indemniser les opérateurs de sites de e-commerce pour toute perte de valeur des produits retournés, sauf si (i) ces pertes ont été causées par la manipulation usuelle des produits afin d'examiner leur état, leurs caractéristiques et leurs fonctionnalités ou si (ii) les opérateurs n'ont pas correctement informé les consommateurs de leurs droits de rétractation légaux.

Le non-respect des dispositions relatives à la protection des consommateurs, et notamment des exigences relatives à l'information et au droit de rétractation des consommateurs, peut engager la responsabilité civile du vendeur professionnel, donner lieu à des injonctions administratives ou à des amendes, et peut dans certains cas entraîner la nullité des contrats de vente et d'achat concernés.

## 9.5 Immatriculation des véhicules et contrôle technique

Au sein de l'Union européenne, les voitures sont soumises à des procédures nationales d'immatriculation avant de pouvoir être utilisées sur la voie publique.

Conformément aux dispositions de la directive (CE) 1999/37 du Conseil relative aux documents d'immatriculation des véhicules (telle que modifiée, la « **Directive sur les Documents d'Immatriculation** ») et transposé dans la législation interne des Etats membres, un certificat d'immatriculation doit être délivré par une autorité nationale compétente à la personne requérant l'immatriculation d'un véhicule. La Directive sur les Documents d'Immatriculation pose un socle commun et fixe des principes directeurs mais les procédures d'immatriculation diffèrent cependant d'un Etat membre à un autre.

La directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, telle que modifiée, qui s'applique à tous les véhicules immatriculés dans l'Union européenne, établit les exigences minimales pour un régime de contrôle technique périodique obligatoire. La directive fixe la fréquence minimale des contrôles et les exigences minimales en matière de contrôle ainsi que les conséquences des déficiences et exige des États membres qu'ils délivrent des certificats de contrôle technique. En cas de carences au sein d'un Etat membre, les États membres peuvent suspendre l'autorisation des véhicules concernés. Chaque État membre peut fixer des normes plus strictes en ce qui concerne les exigences minimales en matière de contrôle technique. Conformément aux dispositions de la Directive sur les Documents d'Immatriculation, les États membres de l'Union européenne doivent enregistrer des données électroniques sur, entre autres, les résultats des contrôles techniques périodiques obligatoires.

Conformément aux principes posés par la Directive sur les Documents d'Immatriculation, le certificat d'immatriculation et le certificat de contrôle technique délivrés par un État membre de l'Union européenne sont en principe reconnus dans tous les autres États membres.

## 9.6 Protection des données et confidentialité des données

Dans le cadre de ses activités, le Groupe collecte et traite des informations soumises aux législations et réglementations relatives à la protection des données à caractère personnel en Europe et en France. Le Groupe transmet également des données à caractère personnel à ses partenaires de financement et de service automobile dans le cadre des projets d'achat de ses clients. Ces traitements de données à caractère personnel sont effectués pour le propre compte du Groupe, en sa qualité de responsable de traitements, ou pour le compte d'autres sociétés du Groupe en qualité de sous-traitant. Ces traitements portent sur les données à caractère personnel collectées dans le cadre des activités du Groupe, notamment les données se rapportant aux clients et collaborateurs du Groupe, aux prestataires du Groupe, les données collectées via le site de e-commerce du Groupe ou encore les données liées aux différentes opérations marketing et commerciales réalisées par le Groupe.

La collecte, le traitement et les autres utilisations des données à caractère personnel sont régis par le droit européen, et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « **Règlement Général sur la Protection des Données** » ou « **RGPD** »), entré en vigueur le 25 mai 2018. En France, une nouvelle rédaction de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (la « **Loi informatique et libertés** ») est entrée en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2019 et définit le cadre national relatif à la protection des données.

Le RGPD s'applique aux traitements automatisés ou non de données à caractère personnel réalisés par toute entité établie sur le territoire de l'Union européenne ou qui cible directement des personnes situées au sein de l'Union européenne. Les données à caractère personnel sont définies largement comme toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable de façon directe ou indirecte et ce, quel que soit le pays de résidence ou de nationalité de cette personne. Le RGPD a vocation à régir quand et comment les données à caractère personnel peuvent être collectées, les finalités

pour lesquelles elles peuvent être traitées, leur durée de conservation, ainsi que les destinataires et les modalités de transfert de ces données. A ce titre, le RGPD prévoit des obligations pour le responsable de traitement (c'est-à-dire l'entreprise/l'organisation qui détermine les finalités et moyens du traitement) et le sous-traitant (c'est-à-dire l'entreprise/l'organisation qui traite les données à caractère personnel uniquement pour le compte du responsable de traitement), dont certaines sont communes.

Ainsi, en application du RGPD, le Groupe doit respecter plusieurs règles essentielles, notamment les suivantes:

- Tout traitement des données à caractère personnel doit être fondé sur une base légale, telle que le consentement. Le RGPD pose des exigences strictes pour obtenir le consentement des personnes concernant le traitement de leurs données à caractère personnel. Lorsqu'il s'agit de la base légale appropriée, le consentement doit être recueilli avant tout traitement (ou dépôt de cookies) et doit pouvoir être retiré à tout moment, de manière discrétionnaire, empêchant de manière immédiate la poursuite de l'utilisation des données à caractère personnel concernées ;
- les données à caractère personnel doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente, et pour des finalités spécifiques ;
- le Groupe doit s'assurer que les données à caractère personnel ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire pour atteindre les finalités pour lesquelles elles ont été collectées ;
- le Groupe ne peut collecter et traiter que les données à caractère personnel qui sont nécessaires pour atteindre ces finalités, et doit s'assurer que les données à caractère personnel sont exactes et tenues à jour au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ;
- le Groupe doit mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées qui garantissent la sécurité des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de la technologie appropriée (« intégrité et confidentialité »).

En outre, le RGPD :

- encadre strictement le transfert de données à caractère personnel à des entités situées hors de l'Union européenne en le soumettant à des exigences spécifiques ;
- exige la tenue d'un registre des traitements mis en œuvre ;
- renforce les droits des personnes concernées par les traitements (introduction des mentions d'information additionnelles), introduit un droit à la limitation du traitement des données et à la portabilité des données et lorsque le traitement est fondé sur le consentement, le droit de retirer son consentement ;
- impose la notification des violations de données à l'autorité de contrôle et aux personnes concernées ;
- impose à certains responsables de traitement et sous certaines conditions de mettre en place des mesures organisationnelles, telles que, dans certains cas, la désignation d'un délégué à la protection des données (« **DPO** »). Le délégué à la protection des données doit être doté des moyens pour réaliser sa mission et pouvoir agir de façon indépendante.

Les Etats membres ont également la possibilité d'appliquer des mesures plus strictes en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Groupe, sous la supervision de son délégué à la protection des données, met en œuvre une politique rigoureuse de protection des données personnelles, en veillant au caractère complet du registre qu'il doit tenir et à la confidentialité des données qu'il collecte et traite.

### **9.6.1 Les droits individuels des personnes concernées**

En vertu du RGPD, les personnes concernées ont notamment un droit d'accès, leur permettant d'exiger des informations sur le traitement de leurs données à caractère personnel, ainsi que d'obtenir les données qui ont été collectées à leur sujet. Elles bénéficient également d'un droit de rectification (leur permettant de corriger des données inexacts ou incomplètes les concernant), d'un droit à l'effacement (leur permettant de demander la suppression des données les concernant), d'un droit à la limitation du traitement de leurs données. Elles bénéficient également d'un droit à la portabilité des données, c'est-à-dire du droit de récupérer auprès du responsable de traitement tout ou partie de leurs données dans un format ouvert et lisible par machine. Elles peuvent ainsi les stocker ou les transmettre facilement d'un système d'information à un autre, en vue de leur réutilisation à des fins personnelles.

### **9.6.2 Cookies - Analyse des données en ligne**

Le Groupe dépose des *cookies* lors de la consultation de ses sites Internet et applications mobiles, ou encore de l'installation ou de l'utilisation d'un logiciel et ce, quel que soit le type de terminal utilisé.

A ce titre, le Groupe collecte et analyse les données de trafic des visites sur ses sites Internet et applications mobiles, et les transactions qui en résultent, grâce à des logiciels de marketing numérique. Le Groupe est ainsi en mesure de comprendre et d'anticiper les comportements et les besoins des consommateurs et d'ajuster l'affectation de son budget marketing en ligne en temps réel. Bien que les outils d'analyse des données en ligne permettent le plus souvent l'anonymisation des données, notamment grâce à des mécanismes permettant de ne collecter qu'une partie des adresses IP des utilisateurs, empêchant ainsi d'identifier des utilisateurs individuels, l'utilisation de ces outils peut être soumise à différentes réglementations nationales et européennes.

Conformément à la directive ePrivacy les organisations doivent obtenir le consentement des utilisateurs préalablement au dépôt et à la lecture de certains *cookies*. Le consentement donné doit être libre, éclairé, explicite et univoque pour autoriser les organisations à les déposer et à collecter des données à caractère personnel. Conformément aux dispositions du RGPD et aux lignes directrices de la CNIL, le consentement doit être donné de façon suffisamment granulaire, c'est-à-dire que les utilisateurs doivent pouvoir choisir quels types de *cookies* sont déposés sur son terminal plutôt que d'autres et ne pas être obligés de simplement tous les accepter ou tous les refuser. A ce titre, les bandeaux d'information et les solutions de gestion *cookies*, c'est-à-dire les modules interactifs informant les utilisateurs sur les *cookies* et traceurs actifs sur un site Internet ou une application mobile, de leur finalité, de leur durée et de leur fournisseur, ne doivent pas comporter de cases cochées par défaut, puisqu'un acte positif (*opt-in*) de la part de l'utilisateur est nécessaire pour donner son consentement.

### **9.6.3 Profilage et décisions automatisées**

Le profilage est défini par l'article 4 du RGPD comme un traitement utilisant les données personnelles d'un individu en vue notamment d'analyser et de prédire son comportement. Un traitement de profilage repose sur l'établissement d'un profil individualisé, concernant une personne en particulier : il vise à évaluer certains de ses aspects personnels, en vue d'émettre un jugement ou de tirer des conclusions sur elle.

La collecte et l'analyse de l'activité des utilisateurs des sites Internet, des applications mobiles et des réseaux sociaux du Groupe, lui permettent de construire des profils d'utilisateurs pour mieux cerner les personnalités, les habitudes d'achat ou les comportements des clients et prospects du Groupe. D'une manière générale, ces processus sont susceptibles d'aboutir à des analyses et prédictions inexacts, voire à des refus de services injustifiés ou à d'autres décisions défavorables aux personnes, de perpétuer des stéréotypes et d'enfermer des personnes dans leurs choix. Le RGPD vise à limiter ces risques, en prévoyant des obligations adaptées pour les organismes recourant au profilage et des droits spécifiques pour les personnes concernées par de tels traitements.

L'établissement de profils et le recours à des algorithmes appliqués à des masses de données personnelles peuvent mener à la prise de décisions entièrement automatisées. Des règles particulières encadrant les mécanismes de prise de décision entièrement automatisés sont fixées par l'article 22 du RGPD. Par principe, les individus ont le droit de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé et produisant des effets juridiques les concernant ou les affectant de manière significative de façon similaire. Des exceptions sont néanmoins prévues et, dans ce cas, des garanties spécifiques doivent encadrer le traitement fondant une telle décision. Ces exceptions concernent (i) les décisions fondées sur le consentement explicite des personnes concernées, (ii) les décisions nécessaires à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat et (iii) les décisions autorisées par des dispositions légales spécifiques. Dans ces cas, des garanties spécifiques doivent être prévues afin de limiter les risques d'arbitraire soulevés par une décision entièrement automatisée.

Des obligations spécifiques de transparence sont prévues : les personnes doivent être informées, lors de la collecte de leurs données et sur demande à tout moment, de l'existence d'une telle décision, de la logique sous-jacente ainsi que de l'importance et des conséquences prévues par cette décision.

Un droit à une intervention humaine leur est également accordé : toute personne ayant fait l'objet d'une telle décision peut demander une intervention humaine intervienne, notamment afin d'obtenir un réexamen de sa situation, d'exprimer son propre point de vue, d'obtenir une explication sur la décision prise ou de contester la décision.

Les traitements de profilage et les traitements permettant des décisions entièrement automatisées sont soumis aux autres dispositions du RGPD, qui doivent être appliquées en tenant compte des risques présentés, par exemple en matière de sécurité et de mise à jour des données.

#### **9.6.4 Prospection commerciale par courrier électronique**

Le Groupe procède également à des campagnes d'*emailing* afin de faire la promotion de ses produits, services et offres auprès de ses clients particuliers existants et prospects. Ces pratiques commerciales sont également réglementées par le RGPD et la directive ePrivacy. Un prospect ne peut ainsi faire l'objet de prospections commerciales par courrier électronique que s'il a donné son consentement explicite à recevoir des communications commerciales via un acte positif (*opt-in*), comme par exemple cocher une case. Ce procédé s'oppose à l'*opt-out*, pratique consistant à inscrire d'office un utilisateur sur une liste de distribution, et à l'*opt-in* passif, désignant l'accord détourné d'un utilisateur à recevoir des communications commerciales, en pré-cochant une case à sa place et en lui laissant la charge de se désinscrire par exemple.

#### **9.6.5 « Plugins » sociaux**

Les *plugins* sociaux sont des modules optionnels liés aux différents médias ou réseaux sociaux permettant d'ajouter des fonctions supplémentaires et pouvant être insérés sur des sites tiers externes via un code fourni par la plateforme sociale, comme par exemple les boutons « J'aime » ou « Partager » sur Facebook. Les *plugins* permettent à des sites Internet tiers comme ceux du Groupe de promouvoir des contenus ou de collecter les données des visiteurs d'un site. Le recours à un *plugin* impliquant le dépôt de cookies, la réglementation relative aux cookies est donc applicable (voir section 9.6.2 du présent document d'enregistrement).

#### **9.6.6 Processus de paiement**

La directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative aux services de paiement dans le marché intérieur couvrent, entre autres, les services de paiement en ligne, et prévoit une réglementation uniforme des paiements via Internet et les téléphones mobiles, une protection accrue des consommateurs et des exigences en matière d'authentification des utilisateurs lorsqu'ils effectuent un paiement électronique.

En France, cette directive a été transposée en droit national par la loi n° 2018-700 ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017.

#### **9.6.7 Conséquences de la non-conformité**

Le non-respect des dispositions du RGPD peut donner lieu à d'importantes sanctions financières, pouvant aller jusqu'à 10 millions d'euros ou 2 % du chiffre d'affaires mondial de l'exercice précédent, le montant le plus élevé étant retenu, ou 20 millions d'euros ou 4% du chiffre d'affaires annuel mondial de l'entreprise concernée. En outre, le RGPD accorde à chaque personne concernée le droit de demander des dommages et intérêts pour la violation de leurs droits. Ces sanctions peuvent également être rendues publiques ce qui constitue un risque pour la réputation du Groupe.

Le RGPD offre aux Etats membres de l'Union européenne la possibilité d'adopter des spécificités locales. La France a usé de cette faculté dans le cadre de la loi du 20 juin 2018, portant réforme de la Loi Informatique et Libertés. Dès lors, il convient, en plus du RGPD, de prendre en compte les lois locales de protection des données dans les pays dans lesquels le Groupe est établi ou propose des services, en l'occurrence la Loi Informatique et Libertés en France. En France, lorsque des manquements au RGPD ou à la Loi Informatique et Liberté sont portés à sa connaissance, la formation restreinte de la CNIL peut prononcer un avertissement, mettre en demeure une organisation de se mettre en conformité, y compris sous astreinte, limiter temporairement ou définitivement un traitement, suspendre les flux de données en cause, ordonner de satisfaire aux demandes d'exercice des droits des personnes, y compris sous astreinte ou encore prononcer une amende administrative. Les autorités administratives des autres Etats dans lesquels le Groupe exerce ses activités disposent de prérogatives similaires. Le RGPD prévoit un mécanisme de guichet unique pour les traitements transfrontaliers permettant de disposer d'un interlocuteur unique en l'autorité « chef de file » concernant le traitement de ces données à caractère personnel.

#### **9.6.8 Nouvelle proposition de règlement sur la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques**

Le 10 janvier 2017, la Commission européenne a publié une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant le respect de la vie privée et la protection des données à caractère personnel dans les communications électroniques (projet de règlement dit « *E-Privacy* »). Bien que le texte de ce règlement soit toujours en cours d'élaboration au niveau des instances européennes, ce règlement devrait contenir diverses dispositions visant à renforcer et à garantir la confidentialité des communications électroniques et ainsi que des exigences plus strictes en matière de communication non sollicitée dans le cadre des activités de marketing direct.

#### **9.6.9 Cybersécurité**

Compte tenu des activités en ligne du Groupe, celui-ci doit se conformer à diverses réglementations en matière de cybersécurité. En particulier, le RGPD prévoit que les entités qui collectent et traitent des données à caractère personnel, y compris les opérateurs de sites de e-commerce, doivent mettre en œuvre certaines mesures techniques et organisationnelles pour garantir que les données soient traitées et stockées de manière sécurisée, restent confidentielles et puissent être restaurées et protégées contre toute perte de disponibilité, d'intégrité, de confidentialité, de manière accidentelle ou illicite.

Ces mesures portent notamment sur la sécurité physique contre les accès et manipulations non autorisées, la sécurité du stockage, la sécurité des mots de passe, les droits d'accès, l'enregistrement des modifications des données, la ségrégation des données qui ont été collectées pour des finalités différentes, le cryptage ou encore la protection contre la perte, la destruction ou la détérioration accidentelle de données. En outre, l'efficacité de ces mesures doit être testée et évaluée régulièrement en interne par les organisations concernées.

La directive (UE) 2016/1148 du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2016 concernant les mesures visant à assurer un niveau élevé commun de sécurité des réseaux et des systèmes d'information

dans l'Union européenne, telle que transposée dans les législations des Etats membres de l'Union européenne, et notamment la France par la loi n° 2018-133 du 26 février 2018, imposent aux prestataires de services numériques, y compris les sites de e-commerce, d'examiner attentivement leurs systèmes de sécurité de réseau existants, de mettre en œuvre des mesures de sécurité visant à garantir un niveau de sécurité approprié et d'établir des mécanismes de *reporting* appropriés pour notifier rapidement les autorités compétentes de tout incident ayant un impact substantiel sur les services offerts dans l'Union européenne.

En outre, le RGPD impose également d'informer dans certains cas les autorités de contrôle compétentes de violation de données à caractère personnel stockées ou traitées par une organisation, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 72 heures suivant leur connaissance. Lorsque la violation de données à caractère personnel en question est susceptible d'entraîner un risque élevé pour les droits et libertés des personnes auxquelles se rapportent les données compromises, l'organisation en cause est également tenue d'en informer les individus concernés dans les meilleurs délais.

## **9.7 Droit de la concurrence**

Du fait de ses activités, le Groupe est soumis à un certain nombre de réglementations européennes et nationales relatives au droit de la concurrence.

Au niveau européen, les règles générales régissant le droit de la concurrence sont définies par la directive (CE) 2005/29 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2005 relative aux pratiques commerciales déloyales des entreprises vis-à-vis des consommateurs dans le marché intérieur, la directive (CE) 2006/114 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 concernant les publicités trompeuses et la publicité comparative et la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 relative à la protection du savoir-faire et des informations commerciales non divulgués (secrets d'affaires) contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites. Les principes directeurs posés sont conçus pour protéger les acteurs du marché, tant les concurrents que les consommateurs, afin d'assurer une concurrence libre et ouverte sur le marché et de renforcer ainsi la compétitivité au service des consommateurs. Les directives ci-dessus ont également été transposées en droit national au Royaume-Uni, avant sa sortie de l'Union européenne, et continuent ainsi à s'y appliquer.

## **9.8 Droit de la consommation**

En France, le Code de la consommation interdit toute pratique commerciale déloyale ou trompeuse. Une pratique commerciale est considérée comme étant déloyale lorsqu'elle est contraire aux exigences de la diligence professionnelle et qu'elle altère ou est susceptible d'altérer de manière substantielle le comportement économique du consommateur normalement informé et raisonnablement attentif et avisé, à l'égard d'un bien ou d'un service. Une pratique commerciale est trompeuse lorsqu'elle crée une confusion avec un autre bien ou service, une marque, un nom commercial ou un autre signe distinctif d'un concurrent ou lorsqu'elle repose sur des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur des éléments déterminants du consentement. Une pratique commerciale est également trompeuse si, compte tenu des limites propres au moyen de communication utilisé et des circonstances qui l'entourent, elle omet, dissimule ou fournit de façon inintelligible, ambiguë ou à contretemps une information substantielle ou lorsqu'elle n'indique pas sa véritable intention commerciale dès lors que celle-ci ne ressort pas déjà du contexte.

Le non-respect des règles du droit de la consommation peut entraîner des demandes de dommages et intérêts et des demandes d'injonction, des consommateurs ou des organismes de protection des consommateurs, et peut parfois entraîner des sanctions pénales.

Des réglementations similaires sont applicables dans les autres pays d'implantation du Groupe.



## 9.9 L'enregistrement et la protection des marques

Dans le cadre de ses activités, le Groupe exploite différentes marques au sein de l'Union européenne, ainsi qu'au Royaume-Uni. L'enregistrement et la protection des marques sont régis par des réglementations nationales, européennes et internationales.

Au niveau européen, les marques sont régies par la directive (UE) 2015/2436 du Parlement et du Conseil du 16 décembre 2015 rapprochant les législations des États membres sur les marques, telle que modifiée, et, en ce qui concerne la création, l'enregistrement et la protection d'une marque à l'échelle de l'Union européenne, par le règlement (UE) 2017/1001 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur la marque de l'Union européenne, tel que modifié. Conformément à ces dispositions, les marques peuvent ainsi être enregistrées auprès de l'Office de l'Union européenne pour la Propriété Intellectuelle (EUIPO) pour obtenir une protection au sein de l'ensemble de l'Union européenne via une procédure de dépôt et d'examen unique. La protection accordée porte sur une durée de 10 ans et est renouvelable.

Au niveau national, les marques peuvent être enregistrées auprès d'une autorité nationale compétente désignée au niveau de chaque Etat, tel que l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) en France, et obtenir ainsi une protection nationale au sein du pays dans lequel l'enregistrement est sollicité. En France, le dépôt d'une marque au niveau national ouvre un droit de priorité de six mois pour étendre la protection à l'étranger, laissant ainsi au requérant le temps d'évaluer le potentiel commercial de sa marque et de définir les pays étrangers dans lesquels il souhaite obtenir une protection. Des réglementations nationales similaires sont applicables dans les autres pays dans lesquels le Groupe opère.

Au sein de l'Union européenne, les titulaires de marques antérieures peuvent former opposition à la demande d'enregistrement dans un délai de trois mois à compter de la publication de la demande. Les oppositions sont justifiées lorsque la nouvelle marque et les produits ou services vendus sous celle-ci sont identiques ou similaires à ceux de la marque formant opposition. La marque déposée doit être disponible dans toute l'Union européenne et ne faire l'objet d'aucune opposition fondée. Le cas échéant, la demande peut être transformée en différentes demandes nationales pour les pays visés.

Au niveau international, l'enregistrement et la protection des marques est organisée par le biais d'accords multilatéraux, et principalement par le système de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (le « **Système de Madrid** »), régi par un accord multilatéral conclu le 14 avril 1891 à Madrid (tel que modifié, l'« **Arrangement de Madrid** »), et un protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques en date du 27 juin 1989. Le Système de Madrid permet de protéger une marque dans un grand nombre de pays grâce à l'obtention d'un enregistrement international dont les effets peuvent s'étendre, au choix du demandeur, à une partie ou à l'ensemble des Etats membres du Système de Madrid. Après un enregistrement national ou européen, un dépôt peut ainsi être réalisé auprès de l'Office Mondial de la Propriété Intellectuelle (OMPI), institution spécialisée des Nations Unies, par l'intermédiaire d'une autorité nationale, permettant d'obtenir une protection sur le territoire des Etats membres du Système de Madrid choisis pour des périodes renouvelables de dix ans.

Le titulaire d'une marque peut interdire à tout tiers d'utiliser cette marque à des fins commerciales sans son consentement préalable, obtenir des dommages et intérêts en cas d'atteinte et adresser des mesures d'injonction pour faire cesser les atteintes aux marques protégées.

## **10. INFORMATION SUR LES TENDANCES**

### **10.1 Tendances d'activités**

Une description détaillée des résultats du Groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 et le semestre clos le 31 mars 2021 figure au Chapitre 7 « Examen de la situation financière et du résultat du Groupe » du présent document d'enregistrement.

### **10.2 Perspectives d'avenir à moyen terme**

Les objectifs et les tendances présentés ci-dessous sont fondés sur des données, des hypothèses et des estimations, notamment en matière de perspectives économiques, considérées comme raisonnables par le Groupe à la date du présent document d'enregistrement.

Ces perspectives d'avenir et ces objectifs, qui résultent des orientations stratégiques du Groupe, ne constituent pas des données prévisionnelles ou des estimations de bénéfice du Groupe. Les chiffres, données, hypothèses, estimations et objectifs présentés ci-dessous sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiés de façon imprévisible, en fonction, entre autres, de l'évolution de l'environnement économique, financier, concurrentiel, légal, réglementaire, comptable et fiscal ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas connaissance à la date du présent document d'enregistrement.

En outre, la matérialisation de certains risques décrits au Chapitre 3 « Facteurs de risque » du présent document d'enregistrement pourrait avoir un impact négatif sur les activités, la situation financière, la situation de marché, les résultats ou les perspectives du Groupe et donc remettre en cause sa capacité à réaliser les objectifs présentés ci-dessous.

Par ailleurs, la réalisation de ces objectifs suppose le succès de la stratégie du Groupe et de sa mise en œuvre.

Par conséquent, le Groupe ne prend aucun engagement ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des objectifs figurant à la présente section.

#### ***Perspectives d'évolution des activités du Groupe et objectifs financiers***

Les perspectives d'évolution des activités du Groupe et les objectifs financiers présentés ci-dessous reposent notamment sur des tendances et perspectives de marché en ligne avec celles exposées à la section 5.5.1 « *Principales tendances du marché de la vente de véhicules d'occasion* » du présent document d'enregistrement et sur les hypothèses présentées à la section 11.1 « *Hypothèses* » ci-dessous. En particulier, les perspectives d'évolution des activités du Groupe et les objectifs financiers ci-dessous sont présentés à périmètre constant, hors prise en compte d'éventuelles acquisitions que le Groupe pourrait réaliser sur la période considérée.

#### ***Perspectives d'évolution des activités du Groupe et objectifs financiers pour l'exercice clos le 30 septembre 2022***

Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2022, le Groupe se fixe pour objectif de générer un chiffre d'affaires organique supérieur à 1,5 milliard d'euros, avec une augmentation organique des volumes de ventes de véhicules d'occasion reconditionnés supérieure à 30% par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2021, liée notamment, dans le cadre de sa stratégie de croissance, au développement de ses capacités de reconditionnement ; à une augmentation importante de ses dépenses marketing afin de renforcer encore davantage la force de ses marques et accroître sa présence digitale dans tous ses pays d'implantation ; et une optimisation accrue de l'utilisation de ses divers canaux d'approvisionnement en véhicules d'occasion à reconditionner (voir également le paragraphe 5.3.1 « *Accélérer la croissance des volumes de véhicules d'occasion reconditionnés sur les marchés existants* » du présent document d'enregistrement).

#### ***Perspectives d'évolution des activités du Groupe et objectifs financiers à moyen terme***

Le Groupe se fixe pour objectif de générer un chiffre d'affaires organique supérieur à 3 milliards d'euros à horizon 2025 avec, sur la période 2021 – 2025, un TCAM de ses volumes de ventes de véhicules d'occasion d'environ 25%, et en particulier un TCAM organique des volumes de ventes de véhicules d'occasion reconditionnés compris entre 30 et 35%. Le Groupe se fixe par ailleurs pour objectif de générer à horizon 2025 environ 75% de ses volumes de ventes auprès des particuliers, tant pour les véhicules d'occasion reconditionnés que pour les véhicules d'occasion pré-immatriculés. Le Groupe entend en effet continuer de bénéficier de la forte croissance du marché de la vente de véhicules d'occasion, et en particulier de l'augmentation de la pénétration de la vente en ligne de véhicules d'occasion, qui bénéficie de perspectives favorables. Le Groupe vise en outre la poursuite de gains de parts de marché dans les pays où il est d'ores et déjà implanté et, le cas échéant, dans les pays dans lesquels il pourrait à l'avenir étendre ses activités, dans le cadre de sa stratégie de croissance.

Le Groupe se fixe par ailleurs pour objectif de générer à horizon 2025 une marge brute par véhicule vendu stable par rapport à celle qu'il prévoit de réaliser au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2021. Le Groupe entend s'appuyer notamment sur la diversité de ses sources d'approvisionnement en véhicules d'occasion, ses capacités logistiques et de reconditionnement de premier plan, ainsi qu'un accroissement de la part des services proposés à ses clients, afin d'être en mesure de poursuivre la mise en œuvre d'une politique de prix compétitive au soutien de sa croissance, tout en maintenant sa rentabilité. Le Groupe entend par ailleurs maintenir un taux de marge brute<sup>106</sup> compris entre 13,0% et 13,5% de son chiffre d'affaires à horizon 2025.

Le Groupe vise en outre l'atteinte à horizon 2025 d'une marge d'EBITDA ajusté organique supérieure à 3% de son chiffre d'affaires. La marge d'EBITDA ajusté du Groupe, bien que positive, pourrait en effet être affectée par les investissements importants que le Groupe entend réaliser sur la période afin de soutenir la croissance de ses activités, en particulier dans le développement de sa plateforme technologique, ses efforts marketing et l'augmentation de ses capacités de reconditionnement.

En complément de sa croissance organique, le Groupe a pour objectif de poursuivre sa stratégie d'acquisitions ciblées dans de nouvelles géographies et créatrices de valeur (voir la section 5.3.2 du présent document d'enregistrement), à un rythme similaire à celui observé au cours des quatre dernières années.

Enfin, le Groupe vise à horizon 2025 un niveau d'investissements opérationnels<sup>107</sup> en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé stable par rapport à celui qu'il prévoit de réaliser au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2021 (sur une base *pro forma*), soit environ 1%, et entend poursuivre sa stratégie de gestion rigoureuse du besoin en fonds de roulement.

#### *Perspectives d'évolution des activités du Groupe et objectifs financiers à long terme*

Le Groupe se fixe pour objectif de générer un chiffre d'affaires organique de 6 milliards d'euros à horizon 2030. Le Groupe pourra par ailleurs considérer des opportunités de croissance externe afin de renforcer son empreinte pan-européenne.

Le Groupe vise en outre l'atteinte d'une marge d'EBITDA ajusté organique entre 8 et 9% à horizon 2030, en bénéficiant d'une diminution graduelle de ses charges opérationnelles (et en particulier ses dépenses marketing, qui devraient revenir à des niveaux normatifs) exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, sous l'effet combiné de la croissance de son chiffre d'affaires et d'une meilleure absorption des coûts fixes, lui permettant de poursuivre ses investissements tout en améliorant sa rentabilité.

---

<sup>106</sup> Le taux de marge brute correspond à : (marge brute par véhicule vendu x volumes de ventes) / chiffre d'affaires.

<sup>107</sup> Les investissements opérationnels correspondent aux dépenses d'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles dans le tableau de flux de trésorerie du Groupe.

## 11. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE

Les prévisions pour l'exercice clos le 30 septembre 2021 présentées ci-dessous sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe à la date du présent document d'enregistrement. Ces données et hypothèses sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, comptable, concurrentiel, réglementaire et fiscal ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas connaissance à la date du présent document d'enregistrement. En outre, la matérialisation de certains risques décrits au Chapitre 3 « *Facteurs de risque* » du présent document d'enregistrement pourrait avoir un impact sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe et donc remettre en cause ces prévisions. Par ailleurs, la réalisation des prévisions suppose le succès de la stratégie du Groupe. Le Groupe ne prend donc aucun engagement ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des prévisions figurant à la présente section.

Les prévisions présentées ci-dessous, et les hypothèses qui les sous-tendent, ont par ailleurs été établies en application des dispositions du règlement délégué (UE) n°2019/980 et des recommandations ESMA relatives aux prévisions.

Une description détaillée des résultats du Groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 et le semestre clos le 31 mars 2021 figure au Chapitre 7 « Examen de la situation financière et du résultat du Groupe » du présent document d'enregistrement.

### 11.1 Hypothèses

Le Groupe a construit ses prévisions pour l'exercice clos le 30 septembre 2021 conformément aux méthodes comptables appliquées dans les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 et pour la période intermédiaire de six mois close le 31 mars 2021.

Ces prévisions sont basées sur le périmètre de consolidation *pro forma* du Groupe au 30 septembre 2020 et incluent donc les variations de périmètre liées à l'acquisition de Motordepot au Royaume-Uni. Sous cette réserve, ces prévisions sont par ailleurs données à périmètre constant, hors prise en compte d'éventuelles autres acquisitions que le Groupe pourrait réaliser au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2021.

Ces prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes pour l'exercice clos le 30 septembre 2021 :

#### Hypothèses internes à la Société

- l'intégration satisfaisante de Motordepot, acquise en mars 2021, dans le périmètre de consolidation du Groupe et la prise en compte des résultats *pro forma* de Motordepot sur l'ensemble de l'exercice clos le 30 septembre 2021 ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe, telle que décrite au paragraphe 5.3 « *Stratégie* » du présent document d'enregistrement ;
- la poursuite de la diminution progressive des activités de *trading* d'achat et de vente de véhicules aux professionnels en Belgique.

#### Hypothèses macro-économiques et de marché

- une croissance du marché de la vente de véhicules d'occasion en ligne avec les perspectives exposées au paragraphe 5.5.1 « *Principales tendances du marché de la vente de véhicules d'occasion* » du présent document d'enregistrement, en particulier la tendance à la digitalisation des ventes, accentuée avec la pandémie de Covid-19 ;
- l'absence de changement significatif de l'environnement réglementaire et fiscal existant à la date du présent document d'enregistrement ;

- l'absence d'aggravation de la crise du Covid-19 qui aurait notamment pour conséquences un durcissement des mesures de confinement et de distanciation sociale en vigueur à la date du présent document d'enregistrement ;
- l'absence de variation majeure du taux de change euro/livre sterling, par rapport à celui observé au cours de l'exercice *pro forma* clos le 30 septembre 2020.

## 11.2 Prévisions du Groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2021

Sur la base des hypothèses décrites ci-dessus, le Groupe prévoit de générer au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2021 un chiffre d'affaires organique supérieur à 1,25 milliard d'euros, avec notamment des volumes de ventes de véhicules d'occasion reconditionnés s'élevant à environ 45 000 unités, soit une augmentation organique de plus de 35% par rapport aux volumes de ventes de véhicules d'occasion reconditionnés *pro forma* au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, liée notamment, dans le cadre de sa stratégie de croissance, au développement de ses capacités de reconditionnement ; à une augmentation importante de ses dépenses marketing afin de renforcer encore davantage la force de ses marques et accroître sa présence digitale dans tous ses pays d'implantation ; et une optimisation accrue de l'utilisation de ses divers canaux d'approvisionnement en véhicules d'occasion à reconditionner (voir également le paragraphe 5.3.1 « *Accélérer la croissance des volumes de véhicules d'occasion reconditionnés sur les marchés existants* » du présent document d'enregistrement).

Le Groupe prévoit par ailleurs de générer au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2021 un taux de marge brute de 13%<sup>108</sup> et une marge brute par véhicule vendu<sup>109</sup> supérieure à 2 150 euros, en diminution par rapport à la marge brute par véhicule vendu *pro forma* au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, où elle s'établissait à 2 322 euros. Le Groupe a en effet bénéficié au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 de conditions particulièrement favorables d'achat et de vente de véhicules d'occasion, dans le contexte de la pandémie de Covid-19. En effet, avec la fermeture des points de vente physiques, les stocks de véhicules d'occasion des professionnels, l'une des principales sources d'approvisionnement du Groupe, ont augmenté, contribuant à la baisse des prix d'achat pour le Groupe, alors que la demande de véhicules d'occasion en ligne a augmenté, contribuant à la hausse des prix de vente du Groupe. Le Groupe estime que ces tendances devraient s'atténuer au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2021, ramenant ainsi la marge brute par véhicule vendu à un niveau proche de celui enregistré au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019<sup>110</sup>.

Le Groupe prévoit en outre de générer une marge d'EBITDA ajusté comprise entre 2,7% et 2,9% de son chiffre d'affaires consolidé, en diminution par rapport à la marge d'EBITDA ajusté *pro forma* générée au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, en raison de la diminution de la marge brute par véhicule vendu, pour les raisons exposées ci-dessus, ainsi que des investissements marketing que le Groupe entend réaliser, au soutien de la croissance de ses activités.

Le Groupe entend par ailleurs poursuivre ses investissements dans le développement de sa plateforme technologique pour répondre au mieux aux besoins de ses clients, ainsi que ses investissements dans ses processus de reconditionnement, afin d'augmenter sa capacité de reconditionnement et répondre à la demande, tout en améliorant la qualité et la fiabilité des véhicules d'occasion reconditionnés qu'il

<sup>108</sup> Le taux de marge brute correspond à : (marge brute par véhicule vendu x volumes de ventes) / chiffre d'affaires.

<sup>109</sup> La marge brute par véhicule vendu correspond à la marge brute consolidée du Groupe divisée par le nombre de véhicules vendus en B2C. La marge brute consolidée correspond au chiffre d'affaires moins les coûts directs et indirects engagés pour préparer le véhicule à la vente, à savoir principalement le coût d'acquisition par le Groupe du véhicule et, pour les véhicules d'occasion reconditionnés, les coûts de reconditionnement et de transport du véhicule jusqu'au site de reconditionnement. Ces coûts incluent les frais de personnel et le coût des pièces détachées associés au reconditionnement ainsi que les frais d'immatriculation et les charges de dépréciation des stocks.

<sup>110</sup> Il s'agit de la marge brute par véhicule vendu au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 hors prise en compte de l'acquisition de Motordepot, à l'inverse de la marge brute par véhicule vendu *pro forma* au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et de la prévision de marge brute par véhicule vendu au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2021 présentées dans le présent chapitre 11, qui tiennent compte de l'impact de l'acquisition de Motordepot sur l'ensemble de l'exercice concerné.

vend, en réalisant au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2021 des investissements opérationnels<sup>111</sup> s'établissant à environ 1% de son chiffre d'affaires consolidé.

Enfin, le Groupe entend poursuivre sa stratégie de gestion rigoureuse du besoin en fonds de roulement, notamment en poursuivant l'amélioration des délais de rotation des stocks, et prévoit d'enregistrer, au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2021, un besoin en fonds de roulement opérationnel correspondant à environ 25 jours de chiffre d'affaires<sup>112</sup>.

### **11.3 Rapport des commissaires aux comptes sur la prévision de bénéfice (EBITDA ajusté) relative à l'exercice clos le 30 septembre 2021**

*« Au Président et au Directeur Général,*

*En notre qualité de commissaires aux comptes et en réponse à votre demande, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de bénéfice (EBITDA ajusté) de la société **Aramis Group** (la « Société ») incluses dans la partie « 11. Prévisions ou estimations du bénéfice » du document d'enregistrement.*

*Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (UE) n°2017/1129 complété par le règlement délégué (UE) n°2019/980 et des recommandations ESMA relatives aux prévisions.*

*Il nous appartient sur la base de nos travaux d'exprimer une conclusion sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions sur la base indiquée.*

*Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont comporté une appréciation des procédures mises en place par la direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations financières historiques de la Société. Elles ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimées nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.*

*Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.*

*A notre avis :*

- *les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;*
- *la base comptable utilisée aux fins de ces prévisions est conforme aux méthodes comptables de la Société.*

*Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe « 11.1 Hypothèses » des notes explicatives.*

*Ce rapport est émis aux seules fins :*

- *de l'approbation du document d'enregistrement par l'AMF,*

<sup>111</sup> Les investissements opérationnels correspondent aux dépenses d'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles dans le tableau de flux de trésorerie du Groupe.

<sup>112</sup> Correspondant au besoin en fonds de roulement opérationnel rapporté au chiffre d'affaires, multiplié par 365. Le besoin en fonds de roulement opérationnel correspond au besoin en fonds de roulement, tel que défini au paragraphe 8.5.3 du présent document d'enregistrement, ajusté d'éléments inclus principalement dans les autres actifs et passifs courants.

- et, le cas échéant, de l'admission aux négociations sur un marché réglementé, et/ou d'une offre au public, de titres financiers de la Société en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels le prospectus approuvé par l'AMF, serait notifié,

et ne peut pas être utilisé dans un autre contexte.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 21 mai 2021

*Les commissaires aux comptes*

**Grant Thornton**  
**Membre français de Grant Thornton**  
**International**

**Atriom**

*Pascal Leclerc*  
*Associé*

*Jérôme Giannetti*  
*Associé »*

## 12. ORGANES DE DIRECTION ET DE CONTRÔLE

A la date du présent document d'enregistrement, la Société est constituée sous forme d'une société par actions simplifiée. Une assemblée générale des associés se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, afin de décider la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration, avec effet au plus tard à la date d'approbation du prospectus par l'Autorité des marchés financiers.

En outre, l'assemblée générale des associés se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris aux fins d'adopter de nouveaux statuts sous condition suspensive de la fixation du prix des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Un descriptif résumé des principales stipulations de ces statuts, relatives au conseil d'administration, en particulier à son mode de fonctionnement et ses pouvoirs, ainsi qu'un descriptif résumé des principales stipulations du règlement intérieur du conseil d'administration que la Société envisage de mettre en place sous la même condition suspensive susvisée figure à la section 19.2.2 du présent document d'enregistrement.

### 12.1 Composition et fonctionnement des organes de direction et de contrôle

#### (i) Conseil d'administration

Le tableau ci-dessous présente la composition envisagée du conseil d'administration à la date de règlement-livraison des actions dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, ainsi que les mandats des membres du conseil d'administration de la Société au cours des cinq dernières années :

Nom et prénom	Nationalité	Date d'expiration du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Nombre de mandats actuels dans des sociétés cotées	Administrateur indépendant (au sens du Code AFEP-MEDEF)	Comités			Principaux mandats et fonctions exercées en dehors de la Société au cours des 5 dernières années
						Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Comité RSE	
Nicolas Chartier	Française	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Président - Directeur général	Néant	Non				<p><b><u>Mandats et fonctions exercés à la date du présent document d'enregistrement :</u></b></p> <p><b><u>Au sein du Groupe :</u></b> Président du Conseil d'administration et Directeur Général de la Société</p> <p><b><u>Hors Groupe :</u></b> Néant</p> <p><b><u>Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus occupés :</u></b></p> <p><b><u>Au sein du Groupe :</u></b> Néant</p> <p><b><u>Hors Groupe :</u></b> Membre du Conseil d'administration de Bien' Ici</p>



Nom et prénom	Nationalité	Date d'expiration du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Nombre de mandats actuels dans des sociétés cotées	Administrateur indépendant (au sens du Code AFEP-MEDEF)	Comités			Principaux mandats et fonctions exercées en dehors de la Société au cours des 5 dernières années
						Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Comité RSE	
Guillaume Paoli	Française	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Directeur général délégué et administrateur	Néant	Non			X	<p><b><u>Mandats et fonctions exercés à la date du présent document d'enregistrement :</u></b></p> <p><b><i>Au sein du Groupe :</i></b> Directeur général délégué</p> <p><b><i>Hors Groupe :</i></b> Membre du Conseil d'administration de Brigad Membre du conseil stratégique du fonds de dotation de Raise France</p> <p><b><u>Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus occupés :</u></b></p> <p><b><i>Au sein du Groupe :</i></b> Néant</p> <p><b><i>Hors Groupe :</i></b> Néant</p>
Philippe de Rovira <sup>(1)</sup>	Française	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Administrateur	Néant	Non				<p><b><u>Mandats et fonctions exercés à la date du présent document d'enregistrement :</u></b></p> <p><b><i>Au sein du Groupe :</i></b> Président du Comité stratégique d'Aramis Group</p> <p><b><i>Hors Groupe :</i></b> Administrateur de Banque PSA Finance Président du Conseil de surveillance de Autobiz Administrateur de Cells Company SE Représentant permanent de Stellantis N.V. au sein du Conseil d'administration d'Automobiles Peugeot</p> <p><b><u>Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus occupés :</u></b></p>

Nom et prénom	Nationalité	Date d'expiration du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Nombre de mandats actuels dans des sociétés cotées	Administrateur indépendant (au sens du Code AFEP-MEDEF)	Comités			Principaux mandats et fonctions exercées en dehors de la Société au cours des 5 dernières années
						Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Comité RSE	
									<p><i><b>Au sein du Groupe :</b></i> Néant</p> <p><i><b>Hors Groupe :</b></i> Administrateur Citroën UK Limited Administrateur Peugeot Motor Company PLC Administrateur PSA International S.A. Administrateur Peugeot Citroën Automobiles UK Limited Managing Director et membre du Conseil de surveillance d'Opel Automobile GmbH Administrateur de Faurecia</p>
Lucie Vigier <sup>(1)</sup>	Française	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Administrateur	Néant	Non	X			<p><u><b>Mandats et fonctions exercés à la date du présent document d'enregistrement :</b></u></p> <p><i><b>Au sein du Groupe :</b></i> Néant</p> <p><i><b>Hors Groupe :</b></i> Membre du Conseil de surveillance de GefCo Président de Grande Armée Participations Administrateur de Kommunar Garanti Reinsurance S.A. Administrateur de PSA International S.A. Administrateur de Société Anonyme de Réassurance Luxembourgeoise Représentant permanent de GAP, administrateur de Sofresa</p> <p><u><b>Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus occupés :</b></u></p> <p><i><b>Au sein du Groupe :</b></i></p>

Nom et prénom	Nationalité	Date d'expiration du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Nombre de mandats actuels dans des sociétés cotées	Administrateur indépendant (au sens du Code AFEP-MEDEF)	Comités			Principaux mandats et fonctions exercées en dehors de la Société au cours des 5 dernières années
						Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Comité RSE	
									Néant <b>Hors Groupe :</b> Administrateur de Conception d'Equipement Peugeot Citroën – CEPC Administrateur de Mobility Smart Services Administrateur de Grande Armée Participations
Marc Lechantre <sup>(1)</sup>	Française	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Administrateur	Néant	Non			X	<b><u>Mandats et fonctions exercés à la date du présent document d'enregistrement :</u></b> <b>Au sein du Groupe :</b> Membre du Comité stratégique d'Aramis Group <b>Hors Groupe :</b> Groupe Stellantis – Senior vice-president, Used Vehicles operations Membre du Conseil de surveillance de Autobiz Membre du Comité stratégique de Free To Move <b><u>Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus occupés :</u></b> <b>Au sein du Groupe :</b> Néant <b>Hors Groupe :</b> Groupe Stellantis – Senior vice-president, véhicules d'occasion
Linda Jackson <sup>(1)</sup>	Française	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Administrateur	Néant	Non		X		<b><u>Mandats et fonctions exercés à la date du présent document d'enregistrement :</u></b> <b>Au sein du Groupe :</b> Néant <b>Hors Groupe :</b> Président-Directeur-général

Nom et prénom	Nationalité	Date d'expiration du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Nombre de mandats actuels dans des sociétés cotées	Administrateur indépendant (au sens du Code AFEP-MEDEF)	Comités			Principaux mandats et fonctions exercées en dehors de la Société au cours des 5 dernières années
						Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Comité RSE	
									<p>d'Automobiles Peugeot SA</p> <p>Administrateur de Banque PSA Finance</p> <p>Administrateur de Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles Company LTD et Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Sales Company Ltd.</p> <p>Président de PSA Retail Italia SPA</p> <p><b><u>Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus occupés :</u></b></p> <p><b><i>Au sein du Groupe :</i></b> Néant</p> <p><b><i>Hors Groupe :</i></b> Président-Directeur général d'Automobiles Citroën</p> <p>Administrateur de Citroën UK Limited, PSA Retail UK Limited, Citroën Belux et Citroën Italia SPA</p> <p>Président de Citroën Italia SPA</p> <p>Membre du Conseil de surveillance de Peugeot Citroën Ukraine LLC</p>
Delphine Mousseau <sup>(2)</sup>	Française	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Administrateur	Néant	Oui	X	X		<p><b><u>Mandats et fonctions exercés à la date du présent document d'enregistrement :</u></b></p> <p><b><i>Au sein du Groupe :</i></b> Néant</p> <p><b><i>Hors Groupe :</i></b> Membre du Conseil consultatif de Holland &amp; Barrett Membre du Conseil</p>

Nom et prénom	Nationalité	Date d'expiration du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Nombre de mandats actuels dans des sociétés cotées	Administrateur indépendant (au sens du Code AFEP-MEDEF)	Comités			Principaux mandats et fonctions exercées en dehors de la Société au cours des 5 dernières années
						Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Comité RSE	
									d'administration de Fnac-Darty Membre du Conseil consultatif de Flaconi Membre du Conseil consultatif de Decathlon Allemagne <b><u>Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus occupés :</u></b> <i>Au sein du Groupe :</i> Néant <i>Hors Groupe :</i> Membre du Conseil de gouvernance de Camaïeu (Modacin) VP Markets à Zalando
Céline Vuillequez <sup>(2)</sup>	Française	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Administrateur	Néant	Oui			X	<b><u>Mandats et fonctions exercés à la date du présent document d'enregistrement :</u></b> <i>Au sein du Groupe :</i> Néant <i>Hors Groupe :</i> Chief Operating Officer, Manomano.com Administrateur de Cofigea. <b><u>Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus occupés :</u></b> <i>Au sein du Groupe :</i> Néant <i>Hors Groupe :</i> Néant
Patrick Bataillard <sup>(1)</sup>	Française	Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Administrateur	Néant	Oui	X	X		<b><u>Mandats et fonctions exercés à la date du présent document d'enregistrement :</u></b> <i>Au sein du Groupe :</i> Néant <i>Hors Groupe :</i> Représentant de PBRI-Participations en

Nom et prénom	Nationalité	Date d'expiration du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Nombre de mandats actuels dans des sociétés cotées	Administrateur indépendant (au sens du Code AFEP-MEDEF)	Comités			Principaux mandats et fonctions exercées en dehors de la Société au cours des 5 dernières années
						Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Comité RSE	
									<p>qualité de membre du Conseil de surveillance de ALILA Participation</p> <p>Membre du Comité de Surveillance de Financière MAUFFREY</p> <p>Membre du Conseil d'Administration de BBL Invest</p> <p>Membre du Conseil de Surveillance et Président du Comité d'Audit de TESSI</p> <p>Président de PB Consulting SAS</p> <p><b><u>Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus occupés :</u></b></p> <p><b><i>Au sein du Groupe :</i></b> Néant</p> <p><b><i>Hors Groupe :</i></b> Président de PBRI-Participations, Gameo SAS, Veninvest Cinq, Veninvest Douze, Veninvest Huit, Veninvest Neuf, Veninvest Onze, Veninvest Quatorze, Veninvest Quattro, Veninvest Quinze, Veninvest Seize</p> <p>Membre du Conseil d'Administration de Edenred Paiement, C.S.I. Enterprises Inc. (U.S.A.), Cube RE SA (Luxembourg), Delicard Group AB (Suède), Easy Welfare Srl (Italie), Edenred Argentina SA, Edenred Belgium, Edenred Chile SA, Edenred Digital Center Srl</p>

Nom et prénom	Nationalité	Date d'expiration du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Nombre de mandats actuels dans des sociétés cotées	Administrateur indépendant (au sens du Code AFEP-MEDEF)	Comités			Principaux mandats et fonctions exercées en dehors de la Société au cours des 5 dernières années
						Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations	Comité RSE	
									(Roumanie), Edenred España SA, Edenred France, Edenred Global Rewards Singapore Pte Ltd, Edenred Italia Srl, Edenred Luxembourg SA, Edenred Sweden AB, Ticket Serviços SA (Brésil) et Vouchers Services SA (Belgique)

(1) Administrateur représentant Stellantis.

(2) Administrateur indépendant au sens du Code Afep-Medef.

Tous les administrateurs de la Société seront désignés sous condition suspensive de la fixation du prix des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, par une assemblée générale des associés qui se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à cette admission.

#### *Renseignements personnels concernant les membres du conseil d'administration*

**Nicolas Chartier**, 46 ans, diplômé de la Kedge Business School de Bordeaux, est un des deux co-fondateurs de la Société, créée en 2001. Il a débuté sa carrière au sein de Vinexpo, une société organisant des événements destinés aux opérateurs mondiaux du secteur des vins et spiritueux, en tant que Responsable du bureau de Hong Kong. En 1999, il a occupé le poste d'Export Zone Manager Africa, Middle East au sein de la société Baron Philippe de Rothschild, une société opérant sur le marché du vin. De 2000 à 2001, il exerçait la fonction de Directeur Général au sein de la société SEBO.

**Guillaume Paoli**, 48 ans, diplômé en marketing de l'école supérieure des sciences économiques et commerciales (ESSEC) de Paris, est un des deux co-fondateurs de la Société, créée en 2001. De 1997 à 1999, il a travaillé en tant que Chef de projet nouvelles marques européennes et Responsable de marque chez Unilever, leader mondial sur le marché des produits de grande consommation. Il a par la suite occupé le poste de Directeur Marketing au sein de la société SEBO de 2000 à 2001. Depuis 2018, il est membre du conseil d'administration de la société Brigad, une start-up innovante qui met en relation les travailleurs et les entreprises en leur permettant de trouver instantanément les meilleurs profils pour des missions ponctuelles. Il est également depuis 2014 membre du conseil stratégique du fonds de dotation de la société Raise France, une société de capital-risque qui entend promouvoir l'économie d'impact et la finance philanthropique.

**Philippe de Rovira**, 48 ans, diplômé de l'ESSEC, a débuté sa carrière en tant que Contrôleur financier d'usine en Espagne et en France de 2005 à 2009 au sein du Groupe PSA. En 2009, il a occupé le poste de Directeur financier pour l'Amérique Latine au sein du Groupe PSA. En 2012, il a occupé le poste de Directeur du contrôle de Gestion des Marques au sein du Groupe PSA. En 2013, il a par la suite occupé le poste de Directeur des Métiers Partagées du Commerce du Groupe PSA. En 2015, il prend la direction du Contrôle de Gestion Groupe de PSA. Entre 2017 et 2018, il est nommé au poste de Directeur Financier et est membre du Comité Exécutif d'Opel Automobiles en Allemagne. Depuis 2018, il occupe le poste de Directeur Financier du Groupe PSA et est Membre du Comité Exécutif en charge de la Business Unit Véhicules d'occasion. Depuis 2021, il occupe le poste de *Chief Affiliates Officer (Sales Finance, Used Cars, Parts and Service, Retail Network)* de Stellantis et est également un membre de la *Top Executive Team*.

**Lucie Vigier**, 58 ans, diplômée de ESC Le Havre-Caen et HEC, a débuté sa carrière en 1987 en tant que Responsable grands comptes à Paris au sein du Groupe GIEPAC, une société opérant dans la fabrication d'emballage. De 1990 à 1998, elle a occupé le poste de Responsable Achats Marketings & Services puis celui de Responsable Achats Sécurité Passive au sein du Groupe PSA. De 1998 à 2009, elle a par la suite occupé successivement le poste de Chef de projet produit pour le modèle Peugeot 607, de Responsable du département politique produits transversales et celui de responsable prix, gammes et marchés au sein de Automobiles Peugeot. De 2009 à 2012, elle exerçait la fonction de Responsable organisation Groupe de PSA, et ensuite celle de chef de projets stratégie et opérations financières. De 2012 à 2017, elle a occupé le poste de Directrice Corporate Finance au sein du Groupe PSA. En 2018, elle devient Directrice Corporate Finance et Trésorerie du Groupe PSA. Depuis 2021, elle est Directrice du Business Development et Alliances Finance de Stellantis.

**Marc Lechantre**, 51 ans, diplômé de Sciences-Po Paris et de l'ENA, a débuté sa carrière en 1995 au sein de l'Inspection Générale des Finances du Ministère des Finances. De 1999 à 2006, il a intégré la Direction du Budget- Affaires européennes puis synthèse au sein du Ministère des Finances. En 2006, il a occupé le poste de Responsable de fabrication Montage au sein du Groupe PSA. De 2007 à 2010, il a par la suite occupé le poste de Directeur de Montage au sein de l'Usine Trnava en Slovaquie du Groupe PSA. En 2011, il a occupé le poste de Directeur général Peugeot & Citroën au Royaume-Uni. De 2013 à 2016, il a occupé le poste de Senior vice-président, Strategie et corporate planning, puis de 2017 à 2020, le poste de Senior Vice-President, véhicules d'occasion au sein du groupe PSA. Depuis mars 2021, il occupe le poste de Senior Vice-President, de la Business Unit Véhicules d'occasion du Groupe Stellantis.

**Linda Jackson**, 62 ans, Linda Jackson a été nommée Brand Chief Executive Officer de Peugeot et fait partie du top management de Stellantis depuis janvier 2021. Du Royaume-Uni à la France, Linda Jackson a développé une large expérience au sein de l'industrie automobile, notamment avec des rôles financiers et commerciaux chez Jaguar, Land Rover et Rover Group, où elle est passée de directrice financière régionale pour Rover Europe à la fin des années 90 à directrice financière des ventes européennes pour le groupe MG Rover jusqu'à la fin de l'année 2004, avant de rejoindre le Groupe PSA en 2005. La première fonction de Linda au sein du Groupe PSA a été celle de Finance Director de Citroën UK, puis de Citroën France, de 2009 à 2010. Elle est devenue CEO de Citroën UK et Irlande en juillet 2010. En 2014, Linda a été nommée Global CEO de la marque Citroën et membre du Global Executive Committee de PSA. Au cours de ses 6 années en tant que Global CEO de Citroën, à partir de 2014, Linda a réussi à repositionner la marque, à augmenter les ventes et à transformer Citroën en l'une des marques les plus respectées. En janvier 2020, Linda a été nommée à la tête du Mainstream Brand Portfolio Development du Groupe PSA – désormais Groupe Stellantis – pour clarifier et assurer la différenciation des marques au sein du portefeuille de produits grand public.

**Patrick Bataillard**, 57 ans, diplômé de l'EM Lyon et titulaire du DECF, a débuté sa carrière en 1986 en tant qu'auditeur financier chez Ernst & Young. De 1990 à 1994, il a travaillé en tant que contrôleur financier groupe de CCMX. De 1994 à 1996, il a ensuite occupé le poste de Responsable reporting et consolidation au sein de Altus Finances (devenu CDR Entreprises). De 1996 à 1998, il a occupé le poste de Directeur financier de AT&T Dataid. De 1998 à 2015, il a occupé successivement les postes de contrôleur financier et de directeur financier groupe au sein du groupe Norbert Dentressangle (devenu XPO Logistics Europe), leader européen du transport et de la logistique. De 2015 à 2020, il a été vice-président exécutif Finance, au sein du groupe Edenred. Il est depuis 2021 consultant indépendant et investisseur. Il intervient sur des sujets de structuration, financement et croissance externe pour le compte de petites et moyennes entreprises (PME) et entreprises de taille intermédiaire (ETI).

**Delphine Mousseau**, 50 ans, diplômée de HEC Paris, a commencé sa carrière en 1995 au Boston Consulting Group en tant que chef de projet spécialisée dans le commerce de détail et les biens de consommation. De 1999 à 2006, elle participe à la création de la start-up Plantes-et-Jardins.com en tant que directrice des opérations. En 2007, elle rejoint Tommy Hilfiger et gère l'activité e-commerce européenne. De 2014 à 2018, elle occupe le poste de VP Markets chez Zalando. Depuis 2018, elle est



consultante indépendante sur les sujets de transformation digitale et siège dans plusieurs conseils dont celui de Fnac-Darty, Holland & Barrett, Flaconi et Decathlon Allemagne.

**Céline Vuillequez**, 48 ans, diplômée de l'ESCP et de la Harvard Business School, a commencé sa carrière en 1997 dans la Société Colgate-Palmolive en tant que Brand Manager pour les gels douches Tahiti et Assistant Brand Manager pour les produits de nettoyage Ajax. En 2002, elle rejoint la société de consulting McKinsey en tant qu'Engagement Manager, membre de l'équipe spécialisée dans les produits emballés et la vente au détail. De 2007 à 2012, elle occupe le poste de Chief Marketing Officer pour la société d'e-commerce Pixmania. Son périmètre s'étend à 26 pays européens et son champ de compétences concerne l'acquisition de trafic, le marketing et la communication, le webmastering et l'expérience utilisateur des sites web, le CRM, et le service clientèle. Elle rejoint ensuite la société Amazon France, où elle occupera différents postes de direction entre 2012 et 2020, notamment directrice de la place de marché amazon.fr et directrice des catégories électroniques, maison et loisirs dans la vente de détail. Depuis 2020, elle occupe le poste de Chief Operating Officer chez Manomano.com, une marketplace européenne spécialisée dans les domaines du bricolage, de la maison et du jardin en ligne. Depuis 2020, elle est également membre indépendante du Conseil d'administration de la société Cofigeo.

#### *Nationalité des membres du conseil d'administration*

Il n'y a pas de membre du conseil d'administration de nationalité étrangère.

#### *Membres indépendants du conseil d'administration*

Au regard des critères d'indépendance définis par le Code AFEP-MEDEF de janvier 2020 auquel la Société entend se référer à compter de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le Conseil d'administration a estimé que 3 membres du Conseil d'administration, soit Mesdames Delphine Mousseau et Céline Vuillequez et Monsieur Patrick Bataillard, sont des membres indépendants au sein du Conseil d'administration.

#### *Représentation équilibrée des femmes et des hommes*

A compter du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le Conseil d'administration comprendra 4 femmes, soit 44,4% des membres du Conseil d'administration. La composition du Conseil d'administration sera ainsi conforme aux dispositions des articles L.225-18-1 et L.22-10-3 du Code de commerce prévoyant une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil d'administration des sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

#### **(ii) Direction Générale**

Monsieur Nicolas Chartier assure les fonctions de Président-Directeur général de la Société et Monsieur Guillaume Paoli est Directeur général délégué de la Société.

À compter de l'admission des actions de la Société sur Euronext Paris, en vertu du pacte d'actionnaires décrit à la section 16.2 du présent document d'enregistrement, qui entrera en vigueur à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, les fondateurs sont convenus de s'engager à faire en sorte que les fonctions de Président-Directeur général et de Directeur général délégué soient assurées alternativement par Monsieur Nicolas Chartier et Monsieur Guillaume Paoli, avec une rotation tous les 2 ans.

### **12.2 Déclarations relatives aux organes d'administration**

A la connaissance de la Société, au cours des cinq dernières années : (i) aucune condamnation pour fraude n'a été prononcée à l'encontre d'un membre du Conseil d'administration, du Président-Directeur général ou du Directeur général délégué de la Société, (ii) aucun des membres du Conseil d'administration ni le Président-Directeur général ou le Directeur général délégué de la Société n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre, liquidation ou placement d'entreprises sous administration

judiciaire, (iii) aucune incrimination et/ou sanction publique officielle n'a été prononcée à l'encontre d'un membre du Conseil d'administration, du Président-Directeur général ou du Directeur général délégué de la Société par des autorités judiciaires ou administratives (y compris des organismes professionnels désignés) et (iv) aucun des membres du Conseil d'administration ni le Président-Directeur général ou le Directeur général délégué de la Société n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ni d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

### **12.3 Conflits d'intérêts**

A la connaissance de la Société, il n'existe pas à la date du présent document d'enregistrement, de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs à l'égard de la Société des membres du conseil d'administration, du Président-Directeur général et du Directeur général délégué de la Société et leurs intérêts privés.

### 13. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES

A la date du présent document d'enregistrement, la Société est constituée sous forme de société par actions simplifiée, dont le président est Monsieur Nicolas Chartier et le directeur général est Monsieur Guillaume Paoli. L'assemblée générale des associés de la Société se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, afin de décider la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration et d'adapter en conséquence ses statuts avec effet à la date d'approbation du prospectus par l'Autorité des marchés financiers. A la suite de la transformation de la Société en société anonyme à conseil d'administration, Monsieur Nicolas Chartier sera désigné Président – Directeur général de la Société et Monsieur Guillaume Paoli sera désigné Directeur général délégué de la Société.

#### 13.1 Rémunération et avantages versés aux dirigeants et mandataires sociaux

Les tableaux ci-après détaillent les rémunérations versées à Monsieur Nicolas Chartier, Président, et à Monsieur Guillaume Paoli, Directeur Général, par la Société et par toute société du Groupe, au cours des exercices clos les 30 septembre 2019 et 2020 :

**Tableau 1 (nomenclature AMF)**

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
(montants versés en euros)	Exercice 2019	Exercice 2020
<b>M. Nicolas Chartier, Président</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	311 870 euros	298 929 euros
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	Non applicable	Non applicable
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	Non applicable	Non applicable
Valorisation des actions attribuées gratuitement (détaillées au tableau 6)	Non applicable	Non applicable
<b>Total</b>	<b>311 870 euros</b>	<b>298 929 euros</b>

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
(montants versés en euros)	Exercice 2019	Exercice 2020
<b>M. Guillaume Paoli, Directeur Général</b>		
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	312 713 euros	299 779 euros
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	Non applicable	Non applicable
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	Non applicable	Non applicable
Valorisation des actions attribuées gratuitement (détaillées au tableau 6)	Non applicable	Non applicable
<b>Total</b>	<b>312 713 euros</b>	<b>299 779 euros</b>

**Tableau 2 (nomenclature AMF)**

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
(montants versés en euros)	Exercice 2019		Exercice 2020	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
<b>Nicolas Chartier, Président</b>				
Rémunération fixe	311 870 euros	311 870 euros	298 929 euros	298 929 euros
Rémunération variable annuelle	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Rémunération variable pluriannuelle	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Rémunération exceptionnelle	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Avantages en nature	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
<b>Total</b>	<b>311 870 euros</b>	<b>311 870 euros</b>	<b>298 929 euros</b>	<b>298 929 euros</b>

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
(montants versés en euros)	Exercice 2019		Exercice 2020	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Guillaume Paoli, Directeur Général</b>				
Rémunération fixe	312 713 euros	312 713 euros	299 779 euros	299 779 euros
Rémunération variable annuelle	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Rémunération variable pluriannuelle	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Rémunération exceptionnelle	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
Avantages en nature	Non applicable	Non applicable	Non applicable	Non applicable
<b>Total</b>	<b>312 713 euros</b>	<b>312 713 euros</b>	<b>299 779 euros</b>	<b>299 779 euros</b>

**Tableau 10 (nomenclature AMF)**

Tableau récapitulatif des rémunérations variables pluriannuelles de chaque dirigeant mandataire social exécutif		
Nom et fonction du dirigeant mandataire social	Exercice 2019	Exercice 2020
<b>M. Guillaume Paoli, Directeur Général</b>	Non applicable	Non applicable
<b>M., Nicolas Chartier, Président</b>	Non applicable	Non applicable

**Tableau 11 (nomenclature AMF)**

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions <sup>(1)</sup>		Indemnités relatives à une clause de non concurrence <sup>(1)</sup>	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
M. Guillaume Paoli, Directeur Général		X		X		X		X
M., Nicolas Chartier, Président		X		X		X		X

### 13.1.1 Attribution d'options de souscription ou d'option d'achat d'actions

*Tableau 4 (nomenclature AMF)*

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du Groupe						
Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
M. Guillaume Paoli, Directeur Général	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
M., Nicolas Chartier, Président	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

*Tableau 5 (nomenclature AMF)*

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social			
Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
M. Guillaume Paoli, Directeur Général	Non applicable	Non applicable	Non applicable
M., Nicolas Chartier, Président	Non applicable	Non applicable	Non applicable

**Tableau 8 (nomenclature AMF)**

Historique des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions				
Informations sur les options de souscription ou d'achat				
	Plan n° 1	Plan n° 2	Plan n° 3	Plan n° 4
Date de l'assemblée générale	Néant			
Date du conseil d'administration				
Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées, dont le nombre pouvant être souscrites ou achetées par : <i>Nicolas Chartier, Président</i> <i>Guillaume Paoli, Directeur Général</i>				
Point de départ d'exercice des options				
Date d'expiration				
Prix de souscription ou d'achat				
Modalités d'exercice (lorsque le plan comporte plusieurs tranches)				
Nombre d'actions souscrites à la date du présent document d'enregistrement				
Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achat actions annulées ou caduques				
Options de souscription ou d'achat d'actions restantes en fin d'exercice				

**Tableau 9 (nomenclature AMF)**

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	Nombre total d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix moyen pondéré	Plan n° 1	Plan n° 2
Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé (information globale)	Néant			
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice, par les dix salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé (information globale)				

## Attributions d'actions de performance

**Tableau 6 (nomenclature AMF)**

Actions attribuées gratuitement à chaque mandataire social						
Actions attribuées gratuitement par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe (liste nominative)	N° et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
M. Guillaume Paoli, Directeur Général	Néant					
M., Nicolas Chartier, Président	Néant					

**Tableau 7 (nomenclature AMF)**

Actions attribuées gratuitement devenues disponibles pour chaque mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice
M. Guillaume Paoli, Directeur Général	Néant	
M., Nicolas Chartier, Président	Néant	

**Tableau 10 (nomenclature AMF)**

Historique des attributions gratuites d'actions	
Information sur les actions attribuées gratuitement	
Date d'assemblée	Néant
Nombre total d'actions attribuées gratuitement, dont le nombre attribué à :	
M. Guillaume Paoli, Directeur Général	
M., Nicolas Chartier, Président	
Date d'acquisition des actions	
Date de fin de période de conservation	
Nombre d'actions souscrites	
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	
Actions attribuées gratuitement restantes en fin d'exercice	

### *Plan d'intéressement à long terme*

A la suite de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, la Société mettra en œuvre une politique d'intéressement à long terme des salariés et dirigeants du Groupe. Cette politique aura pour objectif de fidéliser et de fédérer les collaborateurs autour des objectifs de croissance, de rentabilité et de responsabilité sociale et environnementale du Groupe.

Les plans d'intéressement et/ou de rémunération (quelle qu'en soit la nature) porteront sur un nombre total de titres qui ne pourra excéder 5% du capital de la Société à l'issue de l'introduction en bourse.

Il est notamment envisagé que, au titre de la politique d'intéressement à long terme, la Société mette en place des offres aux salariés du Groupe dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise (PEE) ainsi qu'un programme d'attribution d'actions de performance sur une période de quatre ans au bénéfice des principaux dirigeants et managers clés du Groupe.

Ce programme d'attribution d'actions de performance comporterait notamment :

- un premier plan (le « **Premier Plan d'AGA** ») qui bénéficierait à terme à environ 80 cadres dirigeants et collaborateurs de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, à l'exclusion du Président-Directeur général et du Directeur général délégué de la Société. Les actions attribuées dans le cadre de ce Premier Plan d'AGA le seraient (a) sous condition de présence du bénéficiaire ainsi que (b) sous condition de critères de performance liés notamment (i) à des objectifs de croissance des volumes de véhicules d'occasion vendus en B2C, (ii) à un objectif de satisfaction client (« *Net Promoter Score* ») et (iii) au respect d'un seuil de rentabilité du Groupe.

Ce plan sera par ailleurs décliné sous forme de bons de souscription d'actions pour les bénéficiaires au sein de la filiale belge du Groupe.

- un second plan (le « **Second Plan d'AGA** ») bénéficierait par ailleurs au Président-Directeur Général et au Directeur général délégué de la Société, qui porterait sur l'attribution d'un maximum de 200 000 actions de performance (soit un maximum de 100 000 actions de performance pour chacun). Les actions attribuées dans le cadre du Second Plan d'AGA le seraient (a) sous condition de présence du dirigeant concerné ainsi que (b) sous condition de critères de performance liés notamment (i) à un objectif de croissance des volumes de véhicules d'occasion vendus en B2C, (ii) à un objectif de satisfaction client (« *Net Promoter Score* »), (iii) au respect d'un seuil de rentabilité du Groupe et (iv) à un critère de performance RSE.

### **13.1.2 Rémunérations du Président-Directeur général et du Directeur général délégué de la Société à compter de l'admission des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris**

A compter de l'admission des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, la rémunération de Monsieur Nicolas Chartier au titre de ses fonctions de Président-directeur général de la Société et la rémunération de Monsieur Guillaume Paoli au titre de ses fonctions de Directeur général délégué de la Société, sera constituée pour chacun d'une rémunération fixe d'un montant brut de 400 000 euros.

Le Président-directeur général et le Directeur général délégué de la Société ne bénéficieront pas d'avantages en nature. Par ailleurs, ils ne bénéficieront pas d'indemnité de départ et d'indemnité de non-concurrence.

### **13.2 Montant des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par la Société ou ses filiales aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages**

La Société n'a provisionné aucune somme au titre de versements de pensions, de retraites ou autres avantages similaires au profit de son dirigeant mandataire social.



## **14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

### **14.1 Mandats des membres des organes d'administration et de direction**

Les informations concernant la date d'expiration des mandats des membres du conseil d'administration et de la direction figurent à la section 12.1 du présent document d'enregistrement.

### **14.2 Informations sur les contrats de service liant les membres du conseil d'administration à la société ou à l'une quelconque de ses filiales**

A la connaissance de la Société, il n'existe pas, à la date du présent document d'enregistrement, de contrats de service liant les membres du conseil d'administration à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages.

### **14.3 Comités du conseil d'administration**

A la date du présent document d'enregistrement, la Société est constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée, dotée d'un conseil d'administration.

La Société sera transformée en société anonyme à conseil d'administration, avec modification concomitante de ses statuts, avec effet au plus tard à la date d'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Dans le cadre de cette transformation, la Société constituera les comités suivants au sein de son conseil d'administration : un comité d'audit, un comité des nominations et des rémunérations et un comité RSE.

Les règlements intérieurs de ces comités, dont les principales dispositions sont présentées ci-après, seront adoptés sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

#### **– Comité d'audit**

##### *Composition*

Le comité d'audit sera composé de trois (3) membres, dont deux (2) désignés parmi les membres indépendants du conseil d'administration, sur proposition du comité des nominations et des rémunérations. La composition du comité d'audit peut être modifiée par le conseil d'administration, et en tout état de cause, est obligatoirement modifiée en cas de changement de la composition générale du conseil d'administration.

Les membres du comité d'audit doivent disposer de compétences particulières en matière financière et/ou comptable.

La durée du mandat des membres du comité d'audit coïncide avec celle de leur mandat de membre du conseil d'administration. Il peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier.

Le président du comité d'audit est désigné, après avoir fait l'objet d'un examen particulier, par le conseil d'administration sur proposition du comité des nominations et des rémunérations parmi les membres indépendants du conseil d'administration. Le comité d'audit ne peut comprendre aucun dirigeant mandataire social exécutif.

A compter du règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le comité d'audit sera composé de Patrick Bataillard (Président et administrateur indépendant), Lucie Vigier et Delphine Mousseau (administrateur indépendant).

### *Missions*

La mission du comité d'audit est d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières et de s'assurer de l'efficacité du dispositif de suivi des risques et de contrôle interne opérationnel, afin de faciliter l'exercice par le conseil d'administration de ses missions de contrôle et de vérification en la matière.

Dans ce cadre, le comité d'audit exerce notamment les missions principales suivantes :

- suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne, d'audit interne et de gestion des risques relatifs à l'information comptable financière et extra-financière ;
- suivi du contrôle légal des comptes sociaux et consolidés par les commissaires aux comptes de la Société ;
- suivi de l'indépendance des commissaires aux comptes ; et
- suivi des dispositifs et procédures en place pour assurer la diffusion et l'application des politiques et règles de bonnes pratiques en matière notamment de conformité.

Le comité d'audit rend compte régulièrement de l'exercice de ses missions au conseil d'administration et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Le comité d'audit se réunit autant que de besoin et, en tout état de cause, au moins deux (2) fois par an à l'occasion de la préparation des comptes annuels et des comptes semestriels et, le cas échéant, trimestriels.

### **– Comité des nominations et des rémunérations**

#### *Composition*

Le comité des nominations et des rémunérations sera composé de trois (3) membres, dont deux (2) membres seront des membres indépendants du conseil d'administration. Le comité des nominations et des rémunérations ne peut comprendre aucun dirigeant mandataire social exécutif. Ils sont désignés par le conseil d'administration parmi ses membres et en considération notamment de leur indépendance et de leur compétence en matière de rémunération des dirigeants mandataires sociaux de sociétés cotées.

La durée du mandat des membres du comité des nominations et des rémunérations coïncide avec celle de leur mandat de membre du conseil. Il peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier. Le comité des nominations et des rémunérations est présidé par un membre indépendant du conseil d'administration.

A compter du règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le comité des nominations et des rémunérations sera composé de Delphine Mousseau (Présidente et administrateur indépendant), Linda Jackson et Patrick Bataillard (administrateur indépendant).

### *Missions*

Le comité des nominations et des rémunérations est un comité spécialisé du conseil d'administration dont les missions principales sont d'assister celui-ci dans (i) la composition des instances dirigeantes de la Société et de son Groupe et (ii) la détermination et l'appréciation régulière de l'ensemble des rémunérations et avantages des dirigeants mandataires sociaux de la Société, en ce compris tous avantages différés et/ou indemnités de départ volontaire ou forcé du Groupe.

Dans le cadre de ses missions en matière de nominations, le comité exerce notamment les missions suivantes :

- propositions de nomination des membres du conseil d'administration, de la direction générale et des comités du conseil ; et
- évaluation annuelle de l'indépendance des membres du conseil d'administration.

Dans le cadre de ses missions en matière de rémunérations, il exerce notamment les missions suivantes :

- examen et proposition au conseil d'administration concernant l'ensemble des éléments et conditions de la rémunération des principaux dirigeants du Groupe ;
- examen et proposition au conseil d'administration concernant la méthode de répartition de la somme annuelle globale allouée au conseil d'administration ; et
- consultation pour recommandation au conseil d'administration sur toutes rémunérations afférentes à des missions exceptionnelles qui seraient confiées, le cas échéant, par le conseil d'administration à certains de ses membres.

Le comité des nominations et des rémunérations se réunit autant que de besoin et, en tout état de cause, au moins deux (2) fois par an, préalablement à la réunion du conseil d'administration se prononçant sur la situation des membres du conseil d'administration au regard des critères d'indépendance adoptés par la Société et, en tout état de cause, préalablement à toute réunion du conseil d'administration se prononçant sur la fixation de la rémunération des membres de la direction générale ou sur la répartition de la somme annuelle globale allouée à la rémunération des membres du conseil d'administration.

#### – **Comité RSE**

##### *Composition*

Le comité RSE sera composé de trois (3) membres, dont au moins un (1) membre désigné parmi les membres indépendants du conseil d'administration, sur proposition du comité des nominations et des rémunérations. La composition du comité RSE peut être modifiée par le conseil d'administration, et en tout état de cause, est obligatoirement modifiée en cas de changement de la composition générale du conseil d'administration.

La durée du mandat des membres du comité RSE coïncide avec celle de leur mandat de membre du conseil d'administration. Il peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que ce dernier.

Le président du comité RSE est désigné parmi les membres indépendants du conseil d'administration.

A compter du règlement-livraison des actions de la Société offertes dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le comité RSE sera composé de Céline Vuillequez (Présidente et administrateur indépendant), Marc Lechantre et Guillaume Paoli.

##### *Missions*

La mission du comité RSE est d'assurer le suivi des questions en matière environnementale et sociale.

Dans ce cadre, le comité RSE a notamment pour missions (i) de s'assurer de la prise en compte des sujets relevant de la responsabilité sociale et environnementale dans la stratégie du Groupe et dans sa mise en œuvre, (ii) d'examiner le rapport prévu à l'article L. 22-10-36 du Code de commerce en matière de développement durable et (iii) d'examiner les engagements du Groupe en matière de développement durable, au regard des enjeux propres à son activité et à ses objectifs.

Conformément à ces dispositions, une déclaration de performance extra-financière est insérée dans le rapport de gestion annuel du conseil d'administration prévu au deuxième alinéa de l'article L. 22-10-34 du Code de commerce. Cette déclaration de performance extra-financière présentera (i) le modèle d'affaires afin de permettre de mieux appréhender les activités et enjeux de développement durable au

sein du Groupe, (ii) les principaux risques extra-financiers liés à l'activité du Groupe, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services, (iii) les politiques et les plans d'actions mis en œuvre et (iv) les résultats de ces politiques, incluant les indicateurs clés de performance.

Le comité RSE rend compte régulièrement de l'exercice de ses missions au conseil d'administration et l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

Le comité RSE se réunit autant que de besoin et, en tout état de cause, au moins une (1) fois par an.

#### **14.4 Déclaration relative au gouvernement d'entreprise**

A compter de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, la Société entend se référer aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de l'Association Française des Entreprises Privées (AFEP) et du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) (le « **Code AFEP-MEDEF** »), en particulier dans le cadre de l'élaboration du rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise prévu par l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Le Code AFEP-MEDEF auquel la Société entend se référer peut être consulté sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.medef.com>. La Société tient à la disposition permanente des membres de ses organes sociaux des copies de ce code.

Pour les aspects de son gouvernement d'entreprise connus à la date du présent document d'enregistrement, la Société se conformera aux recommandations du Code AFEP-MEDEF, à l'exception du point suivant :

- les mandats des membres du conseil d'administration expireront tous lors de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022. L'échelonnement des mandats ne sera donc pas conforme à la recommandation 13 du Code AFEP-MEDEF qui préconise d'éviter un renouvellement en bloc des membres du conseil d'administration, l'ensemble des membres du conseil d'administration étant tous désignés simultanément, à l'occasion de l'introduction en bourse.

#### **14.5 Contrôle interne**

Le dispositif de contrôle interne mis en œuvre au sein du Groupe est détaillé à la section 3.6.2 du présent document d'enregistrement.

Dans la mesure où, à la date du présent document d'enregistrement, aucun titre financier de la Société n'est admis aux négociations sur un marché réglementé, la Société n'est pas tenue de préparer de rapport sur le gouvernement d'entreprise, détaillant notamment les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, ainsi que les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société.

A compter de l'exercice qui sera clos le 30 septembre 2021, et pour autant que les actions de la Société soient admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, (i) le conseil d'administration de la Société sera tenu d'établir ce rapport conformément aux dispositions des articles L. 225-37, L. 22-10-9 et L. 22-10-11 du Code de commerce, et (ii) le rapport de gestion du conseil d'administration de la Société à l'assemblée générale présentera également les informations notamment sur la manière dont la Société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité ainsi que sur ses engagements sociaux en faveur du développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités, conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-36 du Code de commerce.

## 15. SALARIÉS

### 15.1 Informations sociales

#### 15.1.1 Nombre et répartition des salariés

Au 30 septembre 2020, le Groupe employait environ 979 salariés dans les sociétés entrant dans son périmètre de consolidation, dont 581 en France.

Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, la masse salariale du Groupe<sup>113</sup> s'élevait à 45,0 millions d'euros contre 40,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019 et 31,7 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018. La masse salariale correspond à l'addition de tous les salaires bruts et des charges sociales patronales, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés et les autres coûts de personnel, payés au cours de chaque exercice.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution, au cours des trois derniers exercices, des effectifs du Groupe répartis par zones géographiques :

	Effectifs au 30 septembre		
Zones géographiques	2020	2019	2018
France	581	553	533
Espagne	226	76	59
Belgique	172	155	132
<b>Total</b>	<b>979</b>	<b>784</b>	<b>724</b>

Le tableau ci-dessous présente l'évolution, au cours des trois derniers exercices, des effectifs du Groupe pour ses principales filiales :

	Effectifs au 30 septembre		
Filiales	2020	2019	2018
Aramis SAS	420	399	385
The Remarketing Company SAS	103	102	99
Clicars Spain, S.L.	226	76	59
Datos N.V.	172	155	132
<b>Total</b>	<b>921</b>	<b>732</b>	<b>675</b>

Le tableau ci-dessous présente l'évolution, au cours des trois derniers exercices, de la répartition des effectifs par catégorie socio-professionnelle (CSP) du Groupe:

	Effectifs au 30 septembre		
Répartition de l'effectif par CSP	2020	2019	2018
Cadres	228	195	186
Employés, techniciens et agents de maîtrise	751	589	538
<b>Total</b>	<b>979</b>	<b>784</b>	<b>724</b>

<sup>113</sup> La masse salariale du groupe correspond à la ligne « Charges de personnel » de l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global et sont détaillés dans le § 6.2.2 des états financiers consolidés.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution, au cours des trois derniers exercices, de la répartition de l'effectif par type de contrats du Groupe :

Répartition de l'effectif par type de contrats	Exercice clos au 30 septembre 2020	Exercice clos au 30 septembre 2019	Exercice clos au 30 septembre 2018
Contrats à durée indéterminée (CDI)	78,3 %	87,5 %	92,5%
Contrats à durée déterminée (CDD)	12,4%	10,5%	5,7%
Intérimaires	9,3%	2,0%	1,8%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Le tableau ci-dessous présente la part des femmes dans les effectifs du Groupe au cours des trois derniers exercices :

Part des femmes	Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2018
Part des femmes dans l'effectif	24,2%	26,4%	23,9%
Part des femmes cadres	27,4%	25,1%	23,1%
Part des femmes employés, techniciens et agents de maîtrise	23,2%	26,8%	24,2%

Le tableau ci-dessous présente la pyramide des âges pour les effectifs du Groupe au cours des trois derniers exercices :

Pyramide des âges	Exercice clos au 30 septembre 2020	Exercice clos au 30 septembre 2019	Exercice clos au 30 septembre 2018
<25 ans	15,3%	17,1%	15,5%
25 – 40 ans	73,2%	70,8%	72,5%
41 – 55 ans	9,9%	10,5%	10,4%
56 – 60 ans	1,2%	1,3%	1,2%
>60 ans	0,4%	0,3%	0,4%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

### 15.1.2 Emploi

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'emploi au sein du Groupe au cours des trois derniers exercices :

Emploi	Exercice clos au 30 septembre 2020	Exercice clos au 30 septembre 2019	Exercice clos au 30 septembre 2018
Turnover total (départs)	24,5%	30,5%	30,0%
Turnover volontaire (démission)	8,6%	8,0%	10,5%
Taux d'embauche	44,4%	38,1%	37,6%
Taux d'embauche en CDI	31,5%	26,1%	31,6%
Pourcentage d'handicapés/effectif moyen	0,4%	0,6%	0,6%

### 15.1.3 Conditions de travail

Le tableau ci-dessous présente l'évolution, au cours des trois derniers exercices, de la sécurité au travail, pour la France :

Sécurité au travail	Exercice clos au 30 septembre 2020	Exercice clos au 30 septembre 2019	Exercice clos au 30 septembre 2018
Nombre d'accidents (avec arrêts)	4	16	12
Taux de fréquence (avec arrêts) (TF1)*	4,1	17,0	13,2
Taux de gravité	20,1%	58,4%	37,6%

\* Nombre d'accidents du travail par million d'heures travaillées

### 15.1.4 Politique en matière de diversité et mixité

Voir la section 5.9 « *Politique RSE* » du présent document d'enregistrement.

### 15.1.5 Formation

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la formation au cours des trois derniers exercices pour le Groupe :

Formation	Exercice clos au 30 septembre 2020	Exercice clos au 30 septembre 2019	Exercice clos au 30 septembre 2018
Dépenses totales de formation (en euros)	157 781	189 555	83 875
Salariés ayant bénéficié de formation	273	198	121
Nombre total d'heures de formation	3 050	3 269	1 796

### 15.1.6 Satisfaction des collaborateurs

La satisfaction des collaborateurs en France est mesurée mensuellement sur la base d'une enquête auprès de l'ensemble des salariés. A l'issue de cette enquête, ils doivent indiquer une note entre 0 et 10 à la question suivante :

« *Quelle est la probabilité que tu recommandes Aramisauto comme une entreprise où il fait bon travailler ?* »

La note laissée par le salarié permet de déterminer s'il est un promoteur (note de 9 ou 10), passif (note de 7 ou 8), ou détracteur (notes de 0 à 6)

Le tableau ci-dessous présente l'évolution, au cours des trois derniers exercices, du E-NPS, pour la France avec le taux de participation associé :

Supercore	Premier trimestre Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2018
Résultat E-NPS	52	46	35	19
Taux participation	71%	71%	69%	63%

## **15.2 Politique de rémunération**

Les salariés du Groupe représentent l'un de ses actifs les plus importants pour la mise en œuvre de sa stratégie de croissance.

Afin d'attirer et conserver les meilleurs talents, le Groupe met en place une politique de rémunération compétitive, qui cherche à rémunérer de la façon la plus juste les performances et l'investissement de ses salariés, en tenant compte des objectifs financiers et opérationnels du Groupe. Des données de marché sont régulièrement collectées et analysées par le Groupe en vue de maintenir la compétitivité de sa politique de rémunération, tout en contrôlant l'évolution de sa masse salariale.

La plupart des salariés du Groupe sont éligibles à une rémunération annuelle variable, pouvant atteindre de 3 % à 50 % du salaire de base annuel pour les cadres, et conditionnés à l'atteinte d'objectifs opérationnels.

## **15.3 Options de souscription et d'achat d'actions et attributions d'actions gratuites**

Pour plus d'informations sur les participations et options de souscription ou d'achat d'actions détenues par les membres du Conseil d'administration et de la direction générale de la Société ainsi que par certains salariés du Groupe, se reporter au chapitre 13 « *Rémunérations et avantages des dirigeants* » et section 19.1 « *Capital social* » du présent document d'enregistrement.

## **15.4 Accords de participation et d'intéressement**

En France, les sociétés du Groupe ont conclu des accords de participation et d'intéressement, en application des conditions prévues par la loi.

## **15.5 Actionnariat salarié**

La Société a mis en place le 13 janvier 2016 un plan de 25 500 Bons de Souscription de Part de Créateur d'Entreprise au profit de certains salariés du Groupe, qui donnent droit aux bénéficiaires d'acquérir des actions de la Société (voir la note 6.2.3 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018).

En outre, plusieurs plans d'attribution gratuite d'actions ont été mis en place, portant sur 19 500 actions de la Société<sup>114</sup>, avec une période d'acquisition des droits d'un an (voir la note 6.2.3 des états financiers consolidés du Groupe au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018).

## **15.6 Relations sociales**

Les salariés du Groupe sont représentés à différents niveaux par les représentants des organisations syndicales, les délégués du personnel, les comités d'entreprise, les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

En France, des comités social et économique (CSE) ont été mis en place au niveau des sociétés Aramis SAS, The Customer Company et The Remarketing Company. Chaque CSE est élu pour 4 ans.

---

<sup>114</sup> Sur ces 19 500 actions, 18 000 actions sont acquises, les 1 500 restantes étant devenues caduques suite au départ du salarié qui y avait droit.



## 16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

### 16.1 Actionnariat

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital de la Société à la date du présent document d'enregistrement<sup>115</sup> :

Actionnaire	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote
Stellantis <sup>(1)</sup>	836 057	70,47%	836 057	70,47%
Guillaume Paoli <sup>(2)</sup>	165 234	13,92%	165 234	13,92%
Nicolas Chartier <sup>(2)</sup>	165 234	13,92%	165 234	13,92%
Actionnaires minoritaires	19 818	1,67%	19 818	1,67%
<b>TOTAL<sup>(3)</sup></b>	<b>1 186 343</b>	<b>100%</b>	<b>1 186 343</b>	<b>100%</b>

<sup>(1)</sup> Participation calculée sur une base non-diluée, c'est-à-dire avant exercice des 12 970 BSPCE décrits à la note (3) ci-dessous. Sur une base diluée (c'est-à-dire après prise en compte de l'exercice de l'intégralité des BSPCE), la participation de Stellantis s'élèverait à 69,7% du capital et des droits de vote de la Société.

<sup>(2)</sup> Avec effet à la date d'approbation du prospectus par l'Autorité des marchés financiers, MM. Guillaume Paoli et Nicolas Chartier procéderont chacun au don manuel de 3 500 actions qu'ils détiennent aux fonds de dotation qu'ils ont chacun respectivement constitué, et ayant pour objet notamment de mener des actions et œuvres d'intérêt général en matière éducative auprès d'enfants issus de milieux modestes ou défavorisés.

<sup>(3)</sup> A la date du présent document d'enregistrement, 12 970 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) sont en circulation, chaque BSPCE donnant droit, en cas d'exercice, à une action ordinaire, soit environ 1,1% du capital social de la Société (voir également la section 19.1.4 « Autres titres donnant accès au capital » du présent document d'enregistrement).

Stellantis ne cédera pas ses actions dans le cadre de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris et restera actionnaire majoritaire de la Société postérieurement à cette opération.

### 16.2 Déclaration relative au contrôle de la Société

A la date du présent document d'enregistrement, la Société est contrôlée par Stellantis, dont quatre représentants siégeront au conseil d'administration de la Société (sur un total de 9 administrateurs) postérieurement à l'introduction en bourse. Il est envisagé qu'à l'issue de la réalisation de l'introduction en bourse, la Société reste contrôlée par Stellantis. Il est rappelé qu'en vertu des stipulations du règlement intérieur du conseil d'administration, et aussi longtemps que le pacte d'actionnaires sera en vigueur, certaines décisions réservées du conseil d'administration doivent être adoptées à la majorité qualifiée des deux tiers (voir le paragraphe 19.2.2(i) du présent document d'enregistrement), conférant ainsi à Stellantis, compte tenu de la composition du Conseil d'administration de la Société, un droit de veto sur les décisions concernées.

Afin que le contrôle de Stellantis ne soit pas exercé de manière abusive, il est notamment rappelé qu'à compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, au moins un tiers des membres du conseil d'administration seront des membres indépendants, conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF applicables aux sociétés contrôlées.

Stellantis est un groupe automobile franco-italo-américain de droit néerlandais, fondé le 16 janvier 2021 par la fusion du groupe Peugeot S.A. et du groupe Fiat Chrysler Automobiles N.V.. Stellantis exploite et commercialise les marques Peugeot, Citroën, DS, Opel, Vauxhall (issues du Groupe PSA) et Fiat, Alfa Romeo, Lancia, Abarth, Maserati, Chrysler, Jeep, Dodge, RAM (issues du Groupe FCA). Les actions Stellantis sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le New York Stock Exchange et la bourse de Milan.

<sup>115</sup> Après prise en compte de la réduction de capital social non motivée par des pertes, à hauteur de 6 200 euros, par voie d'annulation des 6 200 actions détenues par la Société, décidée le 12 mai 2021 par l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société.

A la date du présent document d'enregistrement, Stellantis et les fondateurs du Groupe, Messieurs Guillaume Paoli et Nicolas Chartier, sont parties à un pacte d'actionnaires conclu le 20 décembre 2020. Ce pacte sera résilié de plein droit au jour de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

A l'occasion de l'introduction en bourse de la Société, Automobile Peugeot SA<sup>116</sup> (« **Stellantis** ») actionnaire majoritaire de la Société détenant 70,47% du capital social à la date du présent document d'enregistrement et qui demeurera actionnaire majoritaire de la Société à l'issue de l'introduction en bourse de la Société, M. Nicolas Chartier et M. Guillaume Paoli, fondateurs du Groupe (ci-après désignés ensemble les « **Fondateurs** » et individuellement, un « **Fondateur** »), actionnaires détenant chacun 13,92% du capital social de la Société à la date du présent document d'enregistrement, concluront entre eux un pacte d'actionnaires aux fins de convenir de certaines modalités de gouvernance de la Société et de leur conférer certains droits et obligations en leur qualité d'actionnaires de la Société.

Le pacte d'actionnaires susmentionné prévoira notamment :

- *Gouvernance* : A compter du règlement-livraison des actions offertes dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société, Stellantis aura la faculté de nommer quatre administrateurs au Conseil d'administration de la Société tant que le groupe Stellantis détiendra le contrôle de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce. Les Fondateurs siègeront également au sein du Conseil d'administration de la Société aussi longtemps qu'ils seront respectivement dirigeants mandataires sociaux de la Société et qu'ils détiendront chacun au moins 5% du capital de la Société (sur une base totalement diluée). Tant que Stellantis détiendra le contrôle de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, le Conseil d'administration de la Société comportera au moins trois membres indépendants au sens du code AFEP-MEDEF. Par ailleurs, dans l'hypothèse où le groupe Stellantis viendrait à cesser de détenir le contrôle de la Société au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, (i) la proportion d'administrateurs indépendants au sens du code AFEP-MEDEF nommés au sein du Conseil d'administration de la Société sera ajustée conformément aux dispositions du code AFEP-MEDEF et (ii) Stellantis conservera le droit de désigner deux membres au Conseil d'administration aussi longtemps que le groupe Stellantis détiendra au moins 25% du capital ou des droits de vote de la Société. Stellantis aura enfin la possibilité de nommer un de ses administrateurs au sein de chacun des comités du Conseil d'administration (Comité d'audit, Comité des Nominations et des Rémunérations et Comité RSE).
- *Direction générale* : Sauf en cas de démission ou de révocation préalable de l'un des Fondateurs, les fonctions de Président-Directeur général et de Directeur général délégué seront assumées alternativement par les Fondateurs, avec une rotation de leurs fonctions respectives intervenant tous les deux (2) ans.
- *Décisions stratégiques* : Certaines décisions stratégiques devront être soumises à l'approbation du Conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers (2/3) des membres du Conseil d'administration (voir Section 19.2.2(i) du présent document d'enregistrement)
- *Exercice des droits de vote* : Stellantis s'engagera, tant que (i) les Fondateurs seront dirigeants mandataires sociaux de la Société et que (ii) chacun d'eux détiendra au moins 5% du capital social (sur une base totalement diluée), à voter en faveur de toute résolution visant au renouvellement de leurs mandat d'administrateur de la Société. Les Fondateurs s'engageront réciproquement à voter en faveur de la nomination des candidats à la fonction d'administrateur désignés sur proposition de Stellantis.

---

<sup>116</sup> Automobile Peugeot SA est une filiale détenue à 100% par Stellantis (voir Section 16.2 « *Déclaration relative au contrôle de la Société* » du présent document d'enregistrement).

- *Engagements de conservation* : les Fondateurs s’engageront vis-à-vis de Stellantis, pour une durée courant jusqu’à une date tombant quatre ans et demi après la date de début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris dans le cadre de l’introduction en bourse, à conserver la totalité des actions, autres valeurs mobilières ou autres titres financiers émis ou à émettre donnant ou pouvant donner droit, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice d’un bon ou par tout autre moyen, à l’attribution d’actions, d’autres valeurs mobilières ou d’autres titres financiers représentant ou donnant accès à une quotité du capital social ou des droits de vote de la Société (y compris les actions ordinaires, actions de préférence, obligations convertibles, obligations remboursables ou obligations avec bons de souscription d’actions), et tout démembrement de l’un quelconque des titres financiers visés ci-avant, qu’ils détiendront à la date suivant le jour de l’admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris. Chacun des Fondateurs aura cependant le droit de transférer, en une ou plusieurs fois, (i) dans les 12 mois à l’issue du 2<sup>ème</sup> anniversaire de la date d’admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris dans le cadre de l’introduction en bourse de la Société, un nombre de titres n’excédant pas en cumul (sur cette période de 12 mois) un pourcentage compris entre 10% et 20% du nombre de titres qu’il détiendra à la date suivant le jour de l’admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris dans le cadre de l’introduction en bourse de la Société, ce pourcentage variant en fonction de la participation cédée par chacun des Fondateurs dans le cadre de l’introduction en bourse et (ii) pendant la période courant du 3<sup>ème</sup> anniversaire de la date d’admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris dans le cadre de l’introduction en bourse de la Société à l’expiration de l’engagement de conservation, un nombre de titres n’excédant pas en cumul (sur cette période de 12 mois) un pourcentage compris entre 10% et 20% du nombre de titres qu’il détiendra à la date suivant le jour de l’admission des actions de la Société aux négociations sur Euronext Paris dans le cadre de l’introduction en bourse de la Société, ce pourcentage variant en fonction de la participation cédée par chacun des Fondateurs dans le cadre de l’introduction en bourse.
- *Non-concurrence* : Chacun des Fondateurs consentira un engagement de non-concurrence, sauf autorisation préalable de Stellantis, à compter de la date d’entrée en vigueur du pacte d’actionnaires, et pendant une durée expirant 24 mois suivant la plus tardive des dates suivantes : (i) la date d’expiration ou de résiliation du Pacte, (ii) le jour où le Fondateur considéré cessera de détenir au moins 5% du capital social de la Société et (iii) le jour où le Fondateur considéré cessera d’exercer des fonctions de salarié ou de mandataire social au sein du Groupe.
- *Cessation des fonctions des Fondateurs* : Chacun des Fondateurs s’engagera à informer le Conseil d’administration et Stellantis, s’il décide de mettre fin à ses fonctions au sein de la Société, au moins neuf (9) mois avant la date de cessation effective de ses fonctions.
- *Durée du pacte* : Le pacte d’actionnaires est conclu pour une durée courant jusqu’à une date tombant quatre ans et demi après la date de début des négociations des actions de la Société sur Euronext Paris dans le cadre de l’introduction en bourse.
- *Résiliation* : Le pacte d’actionnaires sera automatiquement résilié par anticipation (i) en cas de refus d’approbation par le Conseil d’administration, lors de deux réunions successives, du budget annuel ou du plan d’affaires à moyen terme du Groupe (ou de toute modification significative de ces documents) présenté par les Fondateurs et (ii) si le groupe Stellantis vient à détenir une participation inférieure à dix pourcent (10%) du capital social et des droits de vote de la Société (sauf à ce que ce seuil soit à nouveau franchi à la hausse dans un délai de 10 jours ouvrés).

Ce pacte d'actionnaires ne constitue pas une action de concert entre les parties au sens de l'article L. 233-10 du Code de commerce.

### **16.3 Accords susceptibles d'entraîner un changement de contrôle**

A la date du présent document d'enregistrement, il n'existe pas d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle de la Société.

## **17. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS**

### **17.1 Principales opérations avec les apparentés**

Les parties liées au Groupe comprennent notamment les actionnaires de la Société, ses filiales non consolidées, les entreprises associées (les sociétés mises en équivalence), et les entités sur lesquelles les différents dirigeants du Groupe exercent au moins une influence notable.

Les données chiffrées précisant les relations avec ces parties liées figurent dans la note 23 des états financiers consolidés du Groupe pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 présentés à la section 18.2.1 du présent document d'enregistrement.

En particulier, le Groupe s'approvisionne en véhicules d'occasion et en pièces détachées auprès d'entités affiliées à Automobiles Peugeot SA, actionnaire majoritaire de la Société et filiale de Stellantis N.V. Ces approvisionnements ne font pas l'objet d'accords contractuels formalisés entre le Groupe et les entités affiliées concernées ; il n'existe en particulier aucun engagement de volumes minimum d'achat ou de vente. Ces opérations sont réalisées à des conditions de marché. Cet accès direct, c'est-à-dire sans intermédiaire, à une source d'approvisionnement en véhicules d'occasion et pièces détachées auprès d'un des plus grands acteurs du marché mondial de l'automobile permet au Groupe de générer une marge par véhicule vendu supérieure. Au regard de la nature et des conditions financières et juridiques de ces relations d'approvisionnement, le Groupe considère que ces opérations sont réalisées à des conditions normales et courantes (voir section 3.3.1 « *Risques liés aux relations avec Automobiles Peugeot, filiale de Stellantis N.V. et actionnaire majoritaire de la Société* » du présent document d'enregistrement et note 23.1 des états financiers consolidés du Groupe).

### **17.2 Rapports spéciaux des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018**

#### **17.2.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020**

« Aux Associés,

*En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.*

*Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.*

*Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.*

### **CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

#### **Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

*Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.*

*Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 22 décembre 2020*

*Les Commissaires aux Comptes,*

**ATRIOM**

Jérôme GIANNETTI  
*Associé*

**GRANT THORNTON**

Membre français de Grant Thornton  
International

Pascal LECLERC  
*Associé »*

**17.2.2 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019**

*« Aux Associés,*

*En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.*

*Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.*

*Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.*

**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

*Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.*

*Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 19 décembre 2019*

*Les Commissaires aux Comptes,*

**ATRIOM**

Jérôme GIANNETTI  
*Associé*

**GRANT THORNTON**

Membre français de Grant Thornton  
International

Pascal LECLERC  
*Associé »*

**17.2.3 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018**

*« Aux Associés,*

*En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.*

*Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.*

*Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.*

## **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

### **Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

*En application de l'article 17 des statuts, nous avons été avisés des conventions suivantes mentionnées à l'article L. 227-10 du code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice écoulé :*

#### **Convention de compte courant d'associé avec la société Automobiles Peugeot SA**

**Nature et objet :** *Une convention d'avance en compte courant a été signée avec la société Automobiles Peugeot SA en date du 18 juillet 2018 pour un montant de 28 000 000 €. Le taux de rémunération a été fixé à 2% et la maturité de cette convention est de 6 ans à compter de la mise à disposition de cette somme. La somme a été mise à disposition en date du 27 juillet 2018.*

**Modalités :** *Au 30 septembre 2018, la charge financière relative à cette avance s'élève à 93 333 €.*

*Fait à Paris et Neuilly-sur-Seine, le 21 décembre 2018*

*Les Commissaires aux Comptes,*

**ATRIOM**

Jérôme GIANNETTI  
Associé

**GRANT THORNTON**

Membre français de Grant Thornton  
International

Pascal LECLERC  
Associé »

## **18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ**

### **18.1 Comptes consolidés du Groupe pour les semestres clos le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020 et rapport d'examen limité correspondant des commissaires aux comptes**

#### **18.1.1 Comptes consolidés du Groupe pour les semestres clos le 31 mars 2021 et le 31 mars 2020**

### **Sommaire**

Etat de la situation financière	189
Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global	190
Tableau des flux de trésorerie	191
Etat de variation des capitaux propres	192
Notes aux états financiers consolidés	193



## Etat de la situation financière

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>31/03/2021</b>	<b>30/09/2020</b>	<b>31/03/2020</b>
<b>Actifs</b>				
Goodwill	8 & 12	42 053	12 869	12 869
Autres immobilisations incorporelles	9 & 12	46 281	25 577	25 287
Immobilisations corporelles	10	18 259	9 388	9 551
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	11	58 826	39 932	43 020
Autres actifs financiers non courants, y compris dérivés		819	1 122	1 135
Actifs d'impôt différé		2 201	2 485	2 369
<b>Actifs non courants</b>		<b>168 439</b>	<b>91 373</b>	<b>94 232</b>
Stocks	13	154 241	69 062	95 131
Créances clients		25 811	21 921	13 380
Créances d'impôt exigible		2 327	1 012	1 472
Autres actifs courants		31 417	20 472	25 409
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15.4	23 510	39 639	49 371
<b>Actifs courants</b>		<b>237 306</b>	<b>152 106</b>	<b>184 762</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>405 745</b>	<b>243 479</b>	<b>278 994</b>
<b>Capitaux propres et passifs</b>				
Capital	14.1	1 193	1 193	1 185
Primes d'émission		27 159	27 159	27 159
Réserves de consolidation		14 656	15 781	15 334
Ecart de conversion		1 055	-	-
Résultat attribuable aux propriétaires de la société		158	(1 125)	1 393
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>		<b>44 221</b>	<b>43 008</b>	<b>45 070</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>44 221</b>	<b>43 008</b>	<b>45 070</b>
Dettes financières non courantes	15.1	94 978	28 860	29 310
Dettes de location non courantes	15.1	50 524	34 389	37 495
Provisions non courantes		850	803	767
Passifs d'impôt différé		7 872	3 799	3 883
Dettes de personnel liées à des acquisitions non courantes	5.2.1	19 437	16 958	2 585
Autres passifs non courants		956	876	798
<b>Passifs non courants</b>		<b>174 617</b>	<b>85 685</b>	<b>74 838</b>
Dettes financières courantes	15.1	65 427	37 679	76 352
Dettes de location courantes	15.1	9 022	6 359	6 276
Provisions courantes		1 991	1 395	1 091
Dettes fournisseurs		52 794	22 776	17 323
Passifs d'impôt exigible		2 052	1 018	949
Autres passifs courants		55 621	45 558	57 095
<b>Passifs courants</b>		<b>186 907</b>	<b>114 786</b>	<b>159 085</b>
<b>Total des capitaux propres et passifs</b>		<b>405 745</b>	<b>243 479</b>	<b>278 994</b>

## Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2020-2021</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2019-2020</b>
Chiffre d'affaires	5.1	490 947	372 725
Autres produits de l'activité		52	1
Achats consommés		(401 311)	(308 482)
Autres achats et charges externes		(45 478)	(28 685)
Impôts et taxes		(2 303)	(2 027)
Charges de personnel		(27 642)	(21 559)
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions		(28)	(496)
Charges de personnel liées à des acquisitions	5.2.1	(2 475)	(561)
Dotation aux provisions et dépréciations		(275)	(581)
Frais liés à des opérations	5.2.2	(1 415)	-
Autres produits opérationnels		168	302
Autres charges opérationnelles		(228)	(315)
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>		<b>10 011</b>	<b>10 321</b>
Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(3 778)	(3 228)
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location		(3 450)	(3 122)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>2 783</b>	<b>3 970</b>
Coût de l'endettement financier net	6	(757)	(495)
Charges financières sur dettes de location	6	(477)	(467)
Autres produits financiers	6	218	-
Autres charges financières	6	(278)	(1)
<b>Résultat financier</b>		<b>(1 294)</b>	<b>(964)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>1 489</b>	<b>3 007</b>
Impôt sur le résultat	7	(1 331)	(1 614)
<b>Résultat net</b>		<b>158</b>	<b>1 393</b>
Attribuable aux propriétaires de la société		158	1 393
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
Ecart de conversion		1 055	-
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>1 055</b>	<b>-</b>
<b>Résultat global total</b>		<b>1 213</b>	<b>1 393</b>
Attribuable aux propriétaires de la société		1 213	1 393
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>Résultat net par action</b>			
Résultat net par action (en euros)	14.2	0,13	1,18
Résultat net dilué par action (en euros)	14.2	0,13	1,18

## Tableau des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2020-2021</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2019-2020</b>
<b>Résultat net</b>		<b>158</b>	<b>1 393</b>
Elimination des amortissements et provisions		7 419	6 738
Elimination de l'impôt sur les bénéfices		1 331	1 614
Elimination du résultat financier	6	1 294	964
Neutralisation des éléments s'analysant comme des flux d'investissement		57	23
Coût des paiements fondés sur des actions		28	496
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		(6)	-
Variation du besoin en fonds de roulement	5.3	(40 617)	556
Impôt payé		(2 182)	(1 932)
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles</b>		<b>(32 519)</b>	<b>9 851</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		(5 587)	(3 899)
Cession d'immobilisations		93	164
Variation des prêts et autres actifs financiers		(4)	(8)
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	4.2	<b>(35 950)</b>	-
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités d'investissement</b>		<b>(41 447)</b>	<b>(3 744)</b>
Emissions d'emprunts	15.1	(68 374)	(36 086)
Remboursements d'emprunts	15.1	(9 130)	(4 254)
Intérêts payés		(2 168)	(607)
Autres frais financiers payés et produits financiers reçus		1	-
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement</b>		<b>57 077</b>	<b>31 225</b>
Incidence de trésorerie		150	-
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>(16 739)</b>	<b>37 332</b>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	<i>15.4</i>	<i>39 618</i>	<i>12 037</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</i>	<i>15.4</i>	<i>22 879</i>	<i>49 370</i>

## Etat de variation des capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Réserves de consolidation	Résultat attribuable aux propriétaires de la société	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> octobre 2019</b>	<b>1 185</b>	<b>27 159</b>	<b>7 647</b>	<b>7 191</b>	<b>-</b>	<b>43 181</b>		<b>43 181</b>
<b>Résultat global total de la période</b>								
Résultat				1 393		1 393	-	1 393
<b>Résultat global total de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 393</b>	<b>-</b>	<b>1 393</b>	<b>-</b>	<b>1 393</b>
<b>Contribution des propriétaires et distributions aux propriétaires de la société</b>						-		-
Attribution d'Actions Gratuites			496			496		496
Affectation du résultat			7 191	(7 191)		-		-
<b>Total des contributions et distributions des / aux propriétaires de la société</b>	<b>-</b>		<b>7 687</b>	<b>(7 191)</b>	<b>-</b>	<b>496</b>	<b>-</b>	<b>496</b>
<b>Capitaux propres au 31 mars 2020</b>	<b>1 185</b>	<b>27 159</b>	<b>15 334</b>	<b>1 393</b>	<b>-</b>	<b>45 070</b>	<b>-</b>	<b>45 070</b>
<b>Capitaux propres au 1<sup>er</sup> octobre 2020</b>	<b>1 193</b>	<b>27 159</b>	<b>15 781</b>	<b>(1 125)</b>	<b>-</b>	<b>43 008</b>	<b>-</b>	<b>43 008</b>
<b>Résultat global total de la période</b>								
Résultat				158		158	-	158
Total des autres éléments du résultat global					1 055	1 055		1 055
<b>Résultat global total de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>158</b>	<b>1 055</b>	<b>1 213</b>	<b>-</b>	<b>1 213</b>
<b>Contributions des propriétaires et distributions aux propriétaires de la société</b>						-		-
Affectation du résultat			(1 125)	1 125		-		-
<b>Total des contributions et distributions des / aux propriétaires de la société</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 125)</b>	<b>1 125</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Capitaux propres au 31 mars 2021</b>	<b>1 193</b>	<b>27 159</b>	<b>14 656</b>	<b>158</b>	<b>1 055</b>	<b>44 221</b>	<b>-</b>	<b>44 221</b>

## Notes aux états financiers consolidés

*Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication spécifique*

### Sommaire

1.	Faits majeurs	195
1.1.	Prise de contrôle de Motor Depot Ltd	195
1.2.	Intention d'introduction en bourse	195
1.3.	Contexte sanitaire	195
2.	Base de préparation des états financiers consolidés	195
2.1.	Déclaration de conformité et référentiel applicable	195
2.2.	Monnaie fonctionnelle et de présentation	195
2.3.	Estimations et jugements	196
3.	Secteurs opérationnels	197
3.1.	Base de sectorisation	197
3.2.	Indicateurs clés de performance	198
3.3.	Informations sur les secteurs	198
3.4.	Information relative aux produits et services	200
4.	Méthode et périmètre de consolidation	201
4.1.	Liste des sociétés consolidées	201
4.2.	Variations de périmètre	202
5.	Résultat opérationnel et flux liés à l'activité	205
5.1.	Chiffre d'affaires	205
5.2.	Charges opérationnelles	206
5.3.	Variation du besoin en fonds de roulement	208
5.4.	Free cash flow	209
6.	Résultat financier	210
7.	Impôt sur le résultat	210
8.	Goodwill	211
9.	Autres immobilisations incorporelles	211
10.	Immobilisations corporelles	212
11.	Droit d'utilisation	213

12. Dépréciation des goodwill et des immobilisations	214
13. Stocks	214
14. Capitaux propres	215
14.1. Capital social	215
14.2. Résultat par action	215
15. Emprunts et dettes financières	215
15.1. Endettement financier net	215
15.2. Endettement financier brut	217
15.3. Dettes de « puts »	218
15.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie	219
16. Autres informations	219
16.1. Engagements hors bilan	219
16.2. Evénements postérieurs à la clôture	219
17. Parties liées	219

## **1. Faits majeurs**

### **1.1. Prise de contrôle de Motor Depot Ltd**

Le 1er mars 2021, le Groupe a acquis une participation majoritaire à hauteur de 60% dans la société anglaise Motor Depot Ltd, exploitant notamment CarSupermarket.com, plateforme de premier plan au Royaume-Uni pour l'achat de voitures d'occasion (cf. 4). Le capital restant, détenu par Wilkinson Nominees Limited elle-même contrôlée par Monsieur Philip Wilkinson, fondateur de Motor Depot Ltd, fait l'objet d'une option d'achat et vente (cf. 5.2.1 et 15.3).

Cette opération permettra à Aramis Group de bénéficier d'une présence forte au Royaume-Uni, deuxième marché européen de la vente de voitures d'occasion, et d'accroître ainsi sa part de marché immédiatement adressable.

Pour financer cette opération, le Groupe a souscrit un emprunt de 51 960 milliers d'euros auprès de son actionnaire Automobiles Peugeot (cf. 15.1).

Le compte de résultat consolidé au titre du semestre arrêté au 31 mars 2021 comprend ainsi un mois d'activité de Motor Depot Ltd et sa filiale Goball Ltd.

### **1.2. Intention d'introduction en bourse**

Le 8 mars 2021, le Groupe a annoncé décider d'explorer la possibilité d'une introduction en bourse sur Euronext Paris en 2021, sous réserve des conditions de marché et de l'obtention des autorisations réglementaires. Une introduction en bourse renforcerait la flexibilité stratégique et financière du Groupe pour lui permettre de saisir les opportunités de croissance importantes à venir et accélérer son développement en Europe. Le Groupe entend en effet accélérer sa croissance, aussi bien de manière organique que par des acquisitions, avec l'ambition d'être la plateforme digitale préférée en Europe pour acheter une voiture d'occasion. Le changement de dénomination de Celor devenue Aramis Group, intervenu le 22 janvier 2021 s'inscrit dans ce contexte.

### **1.3. Contexte sanitaire**

Malgré l'environnement économique fortement impacté par la crise sanitaire, en particulier durant les périodes successives de confinement sur l'ensemble des pays du Groupe au cours du semestre, le chiffre d'affaires consolidé (hors chiffre d'affaires de Motor Depot Ltd) est en hausse de 25,4% et démontre la résilience et la robustesse du modèle économique.

Les effets de la saisonnalité se matérialisent principalement par la constitution d'un stock significatif au 31 mars en vue de préparer la haute saison (cf. 5.3), en contrepartie de dettes fournisseurs.

## **2. Base de préparation des états financiers consolidés**

### **2.1. Déclaration de conformité et référentiel applicable**

Les états financiers consolidés résumés d'Aramis Group pour le semestre clos au 31 mars 2021 ont été établis sous la responsabilité du Président qui les a arrêtés par une délibération en date du 21 mai 2021.

Ils ont été établis conformément aux dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et sur la base des normes IFRS et des interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 1er octobre 2020.

En application de la norme IAS 34, les notes explicatives incluses dans les présents états financiers dits résumés ont pour objectifs :

- de mettre à jour les informations comptables et financières contenues dans les derniers comptes consolidés publiés au 30 septembre 2020 ;

- d'apporter des informations comptables et financières nouvelles sur des éléments significatifs intervenus dans la période.

Ainsi, les notes présentées portent sur les événements et transactions significatifs du semestre et doivent être lues en liaison avec les états financiers consolidés au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020. Elles sont, en effet, indissociables de l'information présentée dans les états financiers consolidés publiés au titre de cet exercice 30 septembre 2020.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés résumés au 31 mars 2021 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

### **2.1.1. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2020**

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne suivants :

- Modifications d'IAS 1 et IAS 8 – Définition du terme « significatif » ;
- Modification des références au cadre conceptuel dans les normes ;
- Modifications d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 - Réforme de l'IBOR – Phase 1 ;
- Modifications d'IFRS 3 – Définition d'une entreprise.

Ces publications n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

### **2.1.2. Normes, amendements et interprétations publiés par l'International Accounting Standards Board (IASB) non encore adoptés par l'Union européenne**

Un certain nombre de nouvelles normes non encore adoptées par l'Union européenne entreront en vigueur de façon obligatoire pour les exercices ouverts après le 1er octobre 2020.

Parmi elles, les principales nouvelles normes et modifications aux normes comptables présentées ci-dessous ne devraient pas avoir d'effet significatif sur les états financiers consolidés du Groupe :

- Modifications d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 – Réforme de l'IBOR – Phase 2 ;
- Modifications d'IFRS 3 – Références au cadre conceptuel ;
- Améliorations annuelles 2018-2020 ;
- Modifications d'IAS 37 – Coûts d'exécution d'un contrat ;
- IFRS 17 – Contrats d'assurance et modifications d'IFRS 17 sur les contrats d'assurance ;
- Modifications d'IAS 16 – Immobilisations corporelles – Produit antérieur à l'utilisation prévue ;
- Modifications d'IAS 1 – Classement des passifs en tant que courants ou non courants ;
- Modifications d'IFRS 16 – Aménagements de loyers au-delà du 30 juin 2021.

## **2.2. Monnaie fonctionnelle et de présentation**

Les états financiers consolidés sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Les montants sont arrondis au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

Les états financiers des filiales qui ont une devise fonctionnelle différente de la devise de présentation sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- Les actifs et passifs, y compris le goodwill, sont convertis en euro au cours de clôture, à savoir le cours du jour à la date de clôture ;



- Les postes du compte de résultat et des flux de trésorerie sont convertis en euro au cours moyen de la période, sauf si des écarts importants sont constatés.

Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global en contrepartie de la réserve de conversion au sein des capitaux propres.

### **2.3. Estimations et jugements**

Pour établir les états financiers consolidés, la Direction s'appuie sur des estimations et des hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur les montants d'actifs, de passifs, de produits et de charges, ainsi que sur les informations présentées dans les notes. Ces estimations et hypothèses sont examinées à intervalles réguliers afin de s'assurer qu'elles sont raisonnables au vu de l'historique du Groupe, de la conjoncture économique et des informations dont dispose le Groupe. Les résultats réels peuvent se révéler différents des estimations utilisées. Les sources majeures d'incertitude relative aux estimations peuvent entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et passifs au cours de l'exercice suivant. Outre le recours à des estimations, la Direction du Groupe doit faire preuve de jugement au moment de choisir et/ou d'appliquer un traitement comptable le plus adapté pour certaines opérations et activités, et de définir ses modalités d'application.

Les jugements exercés pour appliquer les méthodes comptables ayant l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont les suivants :

- Evaluation de la durée des contrats de location pour les besoins de l'application d'IFRS 16 : déterminer si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer ses options de prolongation ou de résiliation ;
- Appréciation de la nature des montants qui seront payés dans le futur à des salariés du Groupe, actionnaires minoritaires des entités acquises en 2017, 2018 et 2021 (cf. 5.2.1).

Les principales estimations relevant de la Direction dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés sont les suivants :

- Evaluation de la juste valeur des actifs et passifs acquis à la date de prise de contrôle de Motor Depot Ltd (cf. 4.2) ;
- Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill et immobilisations (cf. 12) ;
- Recouvrabilité des impôts différés actifs et estimation du taux effectif d'impôt au titre de l'exercice (cf. 7) ;
- Evaluation des provisions ;
- Evaluation des charges de personnel relatives aux acquisitions (cf. 5.2.1).

## **3. Secteurs opérationnels**

### **3.1. Base de sectorisation**

Le Groupe a identifié les secteurs opérationnels suivants qui correspondent aux zones géographiques :

- France ;
- Belgique ;
- Espagne ;
- Royaume-Uni, suite à la prise de contrôle de Motor Depot Ltd en date du 1er mars 2021 (cf. 1.1 et 4.2).

Ce découpage sectoriel est le reflet de l'organisation managériale du Groupe ainsi que de son reporting interne tel que soumis au PDO du Groupe. Ce reporting permet d'évaluer la performance des secteurs opérationnels, à partir de l'indicateur d'EBITDA ajusté.

### 3.2. Indicateurs clés de performance

Pour évaluer la performance des secteurs opérationnels présentés, le Groupe a notamment recours à l'EBITDA ajusté, indicateur de suivi de la performance sous-jacente des activités car le PDO juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre les résultats de chaque secteur. Le Groupe définit son EBITDA ajusté comme le résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations d'immobilisations, déduction faite des éléments suivants :

- Les charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions ;
- Les charges de personnel liées à des acquisitions (cf. 5.2.1) ;
- Les frais liés à des opérations (cf. 5.2.2).

S'agissant d'un agrégat non directement présenté dans le compte de résultat consolidé, une réconciliation est présentée conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 :

En milliers d'euros	Notes	1 <sup>er</sup> semestre 2020-2021	1 <sup>er</sup> semestre 2019-2020
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépression d'immobilisations</b>		<b>10 011</b>	<b>10 321</b>
(Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions)		28	496
(Charges de personnel liées à des acquisitions)	5.2.1.	2 475	561
(Frais liés à des opérations)	5.2.2.	1 415	-
<b>EBITDA ajusté</b>		<b>13 929</b>	<b>11 379</b>

### 3.3. Informations sur les secteurs

Les informations relatives à chaque secteur sont présentées ci-après, étant précisé que :

- le chiffre d'affaires total correspond au chiffre d'affaires réalisé par chaque pays, inclus celui réalisé avec d'autres pays du groupe ;
- le chiffre d'affaires intersegments correspond à l'annulation du chiffre d'affaires réalisé par un pays avec d'autres pays du groupe ;
- le chiffre d'affaires (somme du chiffre d'affaires total et du chiffre d'affaires intersegments) correspond à celui réalisé par chaque pays avec des tiers au groupe.

## 1er semestre 2020-2021

En milliers d'euros	France	Espagne	Belgique	Royaume- Unis	Total 1 <sup>er</sup> semestre 2020-2021
Chiffre d'affaires total	302 539	78 559	98 368	23 555	503 021
Chiffre d'affaires intersegments	(567)	-	(11 507)	-	(12 074)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>301 972</b>	<b>78 559</b>	<b>86 860</b>	<b>23 555</b>	<b>490 947</b>
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>5 780</b>	<b>(1 660)</b>	<b>5 071</b>	<b>820</b>	<b>10 011</b>
(Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions)	-	28	-	-	28
(Charges de personnel liées à des acquisitions)	-	2 368	(429)	536	2475
(Frais liés à des opérations)	1 415	-	-	-	1 415
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>7 196</b>	<b>735</b>	<b>4 642</b>	<b>1 356</b>	<b>13 929</b>
Investissements sectoriels – Immobilisations incorporelles	2 864	191	-	-	3 055
Investissements sectoriels – Immobilisations corporelles	1 036	282	1 105	109	2 531
<b>Investissements sectoriels</b>	<b>3 900</b>	<b>473</b>	<b>1 105</b>	<b>109</b>	<b>5 587</b>
<b>Stocks</b>	<b>68 248</b>	<b>16 255</b>	<b>36 390</b>	<b>33 347</b>	<b>154 241</b>

Le compte de résultat consolidé au titre du semestre arrêté au 31 mars 2021 comprend un mois d'activité des filiales anglaises Motor Depot Ltd et Goball Ltd, leur prise de contrôle étant intervenue en date du 1er mars 2021 (cf. 1.1 et 4.2).

## 1er semestre 2019-2020

En milliers d'euros	France	Espagne	Belgique	Total 1 <sup>er</sup> semestre 2019-2020
Chiffre d'affaires total	256 381	25 795	96 389	378 565
Chiffre d'affaires intersegments	-	-	(5 840)	(5 840)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>256 381</b>	<b>25 795</b>	<b>90 549</b>	<b>372 725</b>
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>6 385</b>	<b>(203)</b>	<b>4 139</b>	<b>10 321</b>
(Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions)	496	-	-	496
(Charges de personnel liées à des acquisitions)	-	268	294	561
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>6 881</b>	<b>65</b>	<b>4 432</b>	<b>11 379</b>
Investissements sectoriels – Immobilisations incorporelles	2 083	184	-	2 267
Investissements sectoriels – Immobilisations corporelles	711	141	780	1 633
<b>Investissements sectoriels</b>	<b>2 794</b>	<b>325</b>	<b>780</b>	<b>3 899</b>
<b>Stocks</b>	<b>58 700</b>	<b>5 499</b>	<b>30 932</b>	<b>95 131</b>

### 3.4. Information relative aux produits et services

La ventilation du chiffre d'affaires par produits et services se présente comme suit :

	1 <sup>er</sup> semestre 2020-2021	1 <sup>er</sup> semestre 2019-2020
Véhicules d'occasion pré-immatriculés	207 987	199 358
Véhicules d'occasion reconditionnés	221 803	124 793
Véhicules d'occasion vendus en B2B	33 362	24 290
Services	24 765	17 384
Autres	3 030	6 900
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>490 947</b>	<b>372 725</b>

Le chiffre d'affaires consolidé au titre du semestre arrêté au 31 mars 2021 comprend un mois d'activité des filiales anglaises Motor Depot Ltd et Goball Ltd, leur prise de contrôle étant intervenue en date du 1er mars 2021 (cf. 1.1 et 4.2).

Les « Autres » produits et services correspondent principalement à l'activité « Trading Belgique » d'achat et vente de véhicules à des professionnels, que le Groupe n'envisage pas de poursuivre (contribution de 3 022 milliers d'euros au titre du semestre arrêté au 31 mars 2021 et 6 879 milliers d'euros au titre du semestre arrêté au 31 mars 2020).

## 4. Méthode et périmètre de consolidation

### 4.1. Liste des sociétés consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société	N° Siren	Siège social	Pays	31/03/2021		01/10/2020		31/03/2020		01/10/2019	
				% intérêt	Méthode de consolidation	% intérêt	Méthode de consolidation	% intérêt	Méthode de consolidation	% intérêt	Méthode de consolidation
Aramis Group	484964036	Arcueil (94)	France	100,00%	Société mère	100,00%	Société mère	100,00%	Société mère	100,00%	Société mère
SAS Aramis	439289265	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
Aramis GMBH	04522844981	Frankfurt am Main (D 60322)	Allemagne	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS The remarketing company	483598983	Donzères (26)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS SOFILEA	512511635	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS ARA ULIS	804763662	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS The Customer Company	803746619	Rennes (35)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS Ara Le Pontet	821547452	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS The Automotive Services Company	830106761	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
Clicars	B87220042	Madrid	Espagne	64,49%	IG	64,49%	IG	64,49%	IG	64,49%	IG
DATOSCO	BE 0643.727.335	Boomsesteenweg 950-958 Wilrijk	Belgique	96,00%	IG	96,00%	IG	96,00%	IG	96,00%	IG
DATOS	BE 0425.303.824	Boomsesteenweg 950-958 Wilrijk	Belgique	96,00%	IG	96,00%	IG	96,00%	IG	96,00%	IG
Motor Depot Ltd	4316950	Hessle, East Yorkshire HU13 9PG	Royaume-Uni	60,00%	IG	0,00%		0,00%		0,00%	
Goball Ltd	07704439	Driffield, East Yorkshire YO25 6PS	Royaume-Uni	60,00%	IG	0,00%		0,00%		0,00%	

IG : intégration globale

NC : non consolidée

La méthode de l'acquisition anticipée ayant été retenue pour Clicars, Datosco et Datos, Motor Depot Ltd et Goball Ltd (cf. 4.2), un pourcentage d'intérêt de 100% est dans les faits appliqué depuis leur date de prise de contrôle initiale.

La société Aramis GmbH est en cours de liquidation.

## 4.2. Variations de périmètre

### **PRINCIPES COMPTABLES**

#### ***Regroupements d'entreprises***

*Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, en appliquant la méthode de l'acquisition.*

*Le goodwill correspond à :*

- *La juste valeur de la contrepartie transférée ; plus*
- *Le montant comptabilisé pour tout intérêt ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus*
- *Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins*
- *Le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.*

*Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.*

*La contrepartie de l'acquisition est évaluée à la juste valeur, qui correspond à la somme des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs transférés, des passifs encourus ou pris en charge et des titres de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Lorsque la contrepartie transférée par la Société dans le cadre d'un regroupement d'entreprises comprend un accord de contrepartie éventuelle, la contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle correspondant à des instruments de dette sont portées au compte de résultat.*

*Les coûts liés à l'acquisition sont enregistrés en tant que charges lorsqu'ils sont engagés. Ils sont présentés en « Frais liés à des opérations ».*

*À la date d'acquisition, le Groupe comptabilise les actifs acquis et les passifs pris en charge identifiables (actif net identifiable) des filiales, sur la base de leur juste valeur à cette même date (sauf exceptions). Les actifs et passifs comptabilisés pourront être ajustés pendant une période maximale de 12 mois à compter de la date d'acquisition, en fonction des nouvelles informations recueillies sur les faits et circonstances existant à la date d'acquisition.*

#### **Prise de contrôle de Motor Depot Ltd et Goball Ltd**

Le 1er mars 2021, Aramis Group a pris le contrôle de la société anglaise Motor Depot Ltd, qui exploite notamment CarSupermarket.com, plateforme de premier plan au Royaume-Uni pour l'achat de voitures d'occasion. A cette date, Aramis Group a acquis 60% du capital de cette entité, le capital restant étant détenu par Wilkinson Nominees Limited, elle-même contrôlée par Monsieur Philip Wilkinson, fondateur de Motor Depot Ltd.

Motor Depot Ltd détenant l'intégralité des actions de la société anglaise Goball Ltd, cette dernière entre également dans le périmètre de consolidation à cette même date.

#### **Options de vente au minoritaire de Motor Depot Ltd**

Conformément aux dispositions d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » et IFRS 9 « Instruments financiers », les options de vente accordées à l'actionnaire minoritaire de Motor Depot Ltd concomitamment à la prise de contrôle, ont été analysées comme constituant :

- pour partie un put sur minoritaires constitutif d'une dette financière (cf. 15.3) ;
- pour partie une rémunération présentée en « Charges de personnel liées à des acquisitions » (cf. 5.2.1) du fait d'une condition de présence.

#### Méthode de l'acquisition anticipée

La méthode de l'acquisition anticipée a été retenue dans la mesure où les puts sur minoritaires s'analysent comme étant consentis à prix fixe. Cette même méthode avait été appliquée dans le cadre des regroupements d'entreprises de Clicars (prise de contrôle intervenue le 31 mars 2017) et Datosco (prise de contrôle intervenue le 31 juillet 2018). Dès lors, le goodwill a été déterminé selon les dispositions d'IFRS 3, en tenant compte des puts sur minoritaires dans le cadre de la détermination de la contrepartie transférée ; un pourcentage d'intérêt de 100% a ainsi été retenu (cf. 4.1).

#### Goodwill Motor Depot Ltd

Le goodwill déterminé se détaille comme suit :

<b>En milliers d'euros</b>	<b>Motor Depot Ltd</b>
Contrepartie transférée	66 224
Capitaux propres retraités acquis à la juste valeur	37 495
Pourcentage d'intérêt acquis	100%
Quote-part de capitaux propres retraités à la juste valeur acquise	37 495
<b>Goodwill</b>	<b>28 730</b>

Le pourcentage d'intérêt de 100% fait suite à l'application de la méthode de l'acquisition anticipée (cf. ci-avant et 4.1).

Les actifs et passifs acquis à la juste valeur se synthétisent comme suit :

<b>En milliers d'euros</b>	<b>Actifs et passifs acquis à la juste valeur</b>
<b>Actifs</b>	
Autres immobilisations incorporelles	19 728
Immobilisations incorporelles	7 762
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	16 038
<b>Actifs non courants</b>	<b>43 528</b>
Stocks	28 639
Créances clients	776
Autres actifs courants	1 119
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 991
<b>Actifs courants</b>	<b>43 525</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>87 053</b>
<b>Capitaux propres et passifs</b>	
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>	<b>37 495</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>-</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>37 495</b>
Dettes de location non courantes	14 123

Passifs d'impôt différé	4 094
<b>Passifs non courants</b>	<b>18 217</b>
Dettes financières courantes	17 117
Dettes de location courantes	1 651
Provisions courantes	445
Dettes fournisseurs	3 975
Passifs d'impôt exigible	757
Autres passifs courants	7 397
<b>Passifs courants</b>	<b>31 342</b>
<b>Total des capitaux propres et passifs</b>	<b>87 053</b>

Les estimations de justes valeurs – intégrant les trois marques CarSupermarket.com, Motor Depot et InterestFree4Cars (cf. 9) – présentent un caractère provisoire et sont susceptibles d'évoluer en fonction de l'obtention d'éventuelles informations financières complémentaires, la norme IFRS 3 offrant un délai de 12 mois après la date effective de prise de contrôle (1er mars 2021) pour procéder à l'allocation définitive du prix d'acquisition.

#### Financement de l'acquisition

Pour financer cette acquisition, le Groupe a souscrit un emprunt libellé en euros auprès de son actionnaire Automobiles Peugeot à hauteur de 51 960 milliers d'euros, mis en place le 28 janvier 2021 et amendé le 18 février 2021 afin d'en mettre à jour le montant pour tenir compte de l'évolution du taux de change GBP vs EUR (cf. 15).

Les frais d'acquisition encourus par Aramis Group dans le cadre de la prise de contrôle de Motor Depot Ltd sont constatés en « Frais liés à des opérations » (cf. 5.2.2).

#### Données comparatives

A des fins de comparabilité, le compte de résultat consolidé du premier semestre clos le 31 mars 2021 comprend un mois d'activité des filiales anglaises Motor Depot Ltd et Goball Ltd, leur prise de contrôle étant intervenue le 1er mars 2021.

Si la prise de contrôle de Motor Depot Ltd était intervenue le 1er octobre 2020, le chiffre d'affaires et l'EBITDA ajusté consolidés du Groupe auraient été les suivants :

- Chiffre d'affaires

	<b>1<sup>er</sup> semestre 2020-2021</b>
Véhicules d'occasion pré-immatriculés	207 987
Véhicules d'occasion reconditionnés	301 522
Véhicules d'occasion vendus en B2B	47 422
Services	31 797
Autres	3 030
<b>Chiffre d'affaires – données comparatives</b>	<b>591 758</b>
<i>Dont France</i>	<i>301 972</i>
<i>Dont Espagne</i>	<i>78 559</i>
<i>Dont Belgique</i>	<i>86 860</i>
<i>Dont UK</i>	<i>124 365</i>



Les « Autres » produits et services correspondent principalement à l'activité « Trading Belgique » (3 022 milliers d'euros) d'achat et vente de véhicules à des professionnels que le Groupe n'envisage pas de poursuivre (cf. 3.4).

- EBITDA ajusté :

	1 <sup>er</sup> semestre 2020-2021
France	7 196
Espagne	735
Belgique	4 642
UK	5 745
<b>EBITDA ajusté – données comparatives</b>	<b>18 318</b>

## 5. Résultat opérationnel et flux liés à l'activité

## 5. Résultat opérationnel et flux liés à l'activité

### 5.1. Chiffre d'affaires

L'information est présentée en note 3.4.

### 5.2. Charges opérationnelles

#### 5.2.1. Charges de personnel liées à des acquisitions

Les charges de personnel liées à des acquisitions et la variation des dettes de personnel liées à des acquisitions se détaillent comme suit :

<b>Dettes de personnel liées à des acquisitions</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>2<sup>ème</sup> engagement Clicars</b>	<b>2<sup>ème</sup> engagement Datosco</b>	<b>Engagement Motor Depot Ltd</b>	<b>Total</b>
<b>Au 1er octobre 2019</b>	<b>1 339</b>	<b>685</b>	<b>-</b>	<b>2 024</b>
Dont non courant	1 339	685	-	2 024
Dont courant	-	-	-	-
Charges de personnel liées à des acquisitions	268	294	-	561
Au 31 mars 2020	1 606	979	-	2 585
Dont non courant	1 606	979	-	2 585
Dont courant	-	-	-	-
<b>Au 1er octobre 2020</b>	<b>15 227</b>	<b>1 732</b>	<b>-</b>	<b>16 958</b>
Dont non courant	15 227	1 732	-	16 958
Dont courant	-	-	-	-
Charges de personnel liées à des acquisitions	2 368	(429)	536	2 474
Ecart de conversion et gains et pertes de change latents	-	-	4	4
<b>Au 31 mars 2021</b>	<b>17 594</b>	<b>1 303</b>	<b>540</b>	<b>19 437</b>
Dont non courant	17 594	1 303	540	19 437
Dont courant	-	-	-	-

Dans le tableau des flux de trésorerie, la variation des dettes de personnel liées à des acquisitions (contrepartie bilancielle des « Charges de personnel liées à des acquisitions ») est incluse dans la variation du besoin en fonds de roulement (cf. 5.3).

Dans le cadre des regroupements d'entreprises relatifs à Clicars, Datosco et Motor Depot, réalisés respectivement en 2017, 2018 et mars 2021, les options de vente accordées à leurs actionnaires minoritaires concomitamment à la prise de contrôle du Groupe dans ces entités, ont été analysées comme constituant :

- pour partie un put sur minoritaires constitutif d'une dette financière (cf. 15.3) ;
- pour partie une rémunération dans la mesure où le Groupe s'est engagé à rémunérer les anciens actionnaires fondateurs de ces ensembles en contrepartie de leurs services en tant que salariés du Groupe.

Cette rémunération, qui leur sera versée au moment de leur départ, s'appuie sur :

- Pour Clicars et Datosco, notamment un multiple du chiffre d'affaires réalisé par ces deux ensembles lors des douze derniers mois précédant la date de leur départ. Les charges de personnel liées à ces engagements sont estimées pour la totalité de la période de services, depuis la prise de contrôle, lors de chaque clôture en fonction des dernières prévisions d'activité, sur la base d'une hypothèse de départ à la date la plus probable, et reconnues de façon linéaire pro rata temporis.
- Pour Motor Depot Ltd, le montant le plus probable qui serait perçu à la date de départ déduction faite de la dette financière de put, reconnu de façon linéaire pro rata temporis sur la période de présence minimale permettant de le percevoir.

#### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Clicars

S'agissant des autres anciens actionnaires de Clicars encore présents en tant que salariés au sein du Groupe, sur la base du business plan, le montant à verser par Aramis Group pour rémunérer les services de ces derniers en cas de départ en 2022 a fait l'objet des estimations suivantes :

- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2019 et l'arrêté intermédiaire au 31 mars 2020 : 2 677 milliers d'euros ;
- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2020 : 21 752 milliers d'euros ;
- Dans le cadre de l'arrêté intermédiaire au 31 mars 2021 : 21 993 milliers d'euros.

La variation significative entre chaque arrêté s'explique par une revalorisation substantielle des projections de chiffre d'affaires de Clicars pour les exercices à venir, entre le 31 mars 2020 et le 30 septembre 2020, à l'image de la performance économique de l'entité.

Le 19 avril 2021, Aramis Group et les actionnaires minoritaires de Clicars se sont accordés sur un exercice des options correspondantes dans les 90 jours suivant le 31 mars 2022. Dans cette perspective, la Société et les fondateurs de Clicars sont convenus de coopérer activement aux fins de faciliter cette transition.

#### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Datosco

S'agissant des deux anciens actionnaires de Datosco encore présents en tant que salariés au sein du Groupe, sur la base du business plan, le montant à verser par Aramis Group pour rémunérer leurs services en cas de départ en 2024 a fait l'objet des estimations suivantes :

- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2019 et l'arrêté intermédiaire au 31 mars 2020 : 3 525 milliers d'euros ;
- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2020 : 4 796 milliers d'euros ;
- Dans le cadre de l'arrêté intermédiaire au 31 mars 2021 : 2 931 milliers d'euros.

#### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Motor Depot Ltd

S'agissant de l'ancien actionnaire de Motor Depot Ltd, en tenant compte des données du business plan, le montant à verser par Aramis Group pour rémunérer ses services en cas départ pour partie en 2025 et pour partie en 2026 est estimé à 20 890 milliers d'euros dans le cadre de l'arrêté intermédiaire au 31 mars 2021.

Pour ces options de vente envers les actionnaires minoritaires de Clicars, Datosco et Motor Depot Ltd, ces estimations peuvent différer, de façon substantielle, des montants définitifs, en fonction de :

- l'activité en comparaison des prévisions d'activité retenues dans le cadre de chaque arrêté ;
- la date effective d'exercice des options.

### **5.2.2. Frais liés à des opérations**

Les frais liés à des opérations se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2020-2021</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2019-2020</b>
Frais liés à des acquisitions	(367)	-
- dont frais d'acquisition Motor Depot Ltd	(367)	-
Frais liés à l'introduction en bourse	(1 048)	-
<b>Frais liés à des opérations</b>	<b>(1 415)</b>	<b>-</b>

Le 8 mars 2021, le Groupe a annoncé explorer la possibilité d'une introduction en bourse sur Euronext Paris en 2021, sous réserve des conditions de marché et de l'obtention des autorisations réglementaires (cf. 1.2). L'aboutissement de cette opération étant estimé probable, les frais engagés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2020-2021 sont présentés comme suit :

- En « Autres actifs courants », à hauteur de 1 155 milliers d'euros, pour les frais engagés pouvant être analysés comme constitutifs des frais de l'augmentation de capital à venir ; ils seront in fine présentés en déduction des capitaux propres lorsque l'augmentation de capital sera effective ;
- En « Frais liés à des opérations », à hauteur de 1 048 milliers d'euros, pour les frais d'introduction en bourse, soit les charges qui ne sont pas directement rattachables à une augmentation de capital.

Les frais liés à cette opération ont tous été encourus depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

### 5.3. Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2020-2021</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2019-2020</b>
Variation des stocks	(56 054)	(10 970)
Variation des créances clients	(3 356)	5 428
Variation des autres actifs	(9 234)	(12 391)
Variation des dettes fournisseurs	22 704	(4 819)
Variation des dettes de personnel liées à des acquisitions	2 479	561
Variation des autres passifs	2 845	22 747
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>(40 617)</b>	<b>556</b>

Au 31 mars de chaque année, le groupe prépare la haute saison avec notamment une hausse significative de ses stocks ainsi que de ses dettes fournisseurs.

A la fin du premier semestre 2020, l'ensemble du groupe a été fortement impacté par la crise sanitaire, ainsi le stock n'était pas à un niveau normatif pour cette période de l'année. De plus, les variations des autres actifs et autres passifs étaient liées principalement au non-paiement de la TVA dans le cadre des mesures d'accompagnement prises par les différents gouvernements européens.

A la fin du premier semestre 2021, la variation de stocks permet d'aborder la haute saison et tient compte aussi de la croissance du chiffre d'affaires au cours des 6 premiers mois de 25,4 % hors Motor Depot Ltd et des objectifs de croissance du second semestre.

L'incidence de Motor Depot Ltd sur la variation de stocks depuis son entrée dans le périmètre le 1er mars 2021 est de 4 222 milliers d'euros.

#### 5.4. Free cash flow

Le free cash flow, déterminé à partir des éléments du tableau des flux de trésorerie, se définit comme :

- les flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle, à l'exclusion des décaissements de dettes de personnel liées à des acquisitions (cf. 5.2.1) et des décaissements de frais liés à des opérations,
- diminués des flux de trésorerie liés à l'activité d'investissement (nets de cessions), à l'exclusion de l'incidence des acquisitions de filiales,
- diminués des remboursements des dettes de loyers, intérêts financiers nets payés, et autres frais financiers payés et produits financiers reçus.

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2020-2021</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2019-2020</b>
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>3.2.</b>	<b>13 929</b>	<b>11 379</b>
Elimination des provisions		191	387
Neutralisation des éléments s'analysant comme des flux d'investissement		57	23
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		(6)	-
Variation du besoin en fonds de roulement		(44 507)	(6)
Impôt payé		(2 182)	(1 932)
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles</b>		<b>(32 519)</b>	<b>9 850</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		(5 587)	(3 899)
Cession d'immobilisations		93	164
Variation des prêts et autres actifs financiers		(4)	(8)
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	4.2.	(35 950)	-
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités d'investissement</b>		<b>( 41 447)</b>	<b>(3 744)</b>
Neutralisation des décaissements inclus dans les flux de trésorerie liés à l'activité, exclus du free cash flow :		-	-
- Décaissements des frais liés à des opérations		315	-
Neutralisation des décaissements inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, exclus du free cash flow :		-	-
- Décaissements liés à des acquisitions de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	4.2.	35 950	-
Décaissements liés aux activités de financement, inclus dans le free cash flow :		-	-
- Remboursement d'emprunts liés à des dettes de location	15.1.	(3 281)	(2 994)
- Intérêts payés		(2 168)	(607)
- Autres frais financiers payés et produits financiers reçus		1	-
<b>Free cash flow</b>		<b>(43 149)</b>	<b>2 505</b>
Emission d'emprunts	15.1.	68 374	36 086
Remboursements d'emprunts (hors remboursements liés à des dettes de locations)	15.1.	(5 849)	(1 260)
Décaissement des frais liés à des opérations		(315)	-

Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	4.2.	(35 950)	-
Incidence de la variation des taux de change		150	-
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>(16 739)</b>	<b>37 331</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	15.4.	39 618	12 037
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	15.4.	22 879	49 370

## 6. Résultat financier

Le résultat financier se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2020-2021	1 <sup>er</sup> semestre 2019-2020
Charges d'intérêts sur emprunt	(757)	(495)
Coût de l'endettement financier net	(757)	(495)
Charges financière sur dettes de location	(477)	(467)
Charges financières sur dettes de location	(477)	(467)
Autres produits financiers	1	-
Gains de change	216	-
Autres produits financiers	218	-
Pertes de change	(278)	(1)
Autres charges financières	(278)	(1)
<b>Résultat financier</b>	<b>(1 294)</b>	<b>(964)</b>

## 7. Impôt sur le résultat

Le taux effectif d'impôt au premier semestre résulte de l'application aux résultats comptables avant impôts et avant charges non fiscalisés de la période du taux effectif estimé pour l'année. Celui-ci s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2020-2021	1 <sup>er</sup> semestre 2019-2020
<b>Résultat net</b>		
Attribuable aux propriétaires de la société	158	1 393
Résultat consolidé après impôt des sociétés intégrées	158	1 393
Impôt exigible	(1 133)	(1 768)
Impôt différé	(198)	154
Impôt sur le résultat	(1 331)	(1 614)
Résultat consolidé avant impôt	1 489	3 007
<b>Taux effectif d'impôt</b>	<b>89,4%</b>	<b>53,7%</b>
Charges non fiscalisées :		
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	(28)	(496)
Charges de personnel liées à des acquisitions	(2 475)	(561)
Résultat consolidé avant impôt et avant charges non fiscalisées	3 992	4 064
<b>Taux effectif d'impôt hors charge non fiscalisées</b>	<b>33,3%</b>	<b>39,7%</b>

## 8. Goodwill

<b>Valeurs nettes</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>The remarketing company</b>	<b>Aramis</b>	<b>Clicars</b>	<b>Datosco / Datos</b>	<b>Motor Depot</b>	<b>Total</b>
Valeur nette au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	-	198	3 154	9 516		12 869
Valeur nette au 31 mars 2020	-	198	3154	9 516		12 869
Valeur nette au 1 <sup>er</sup> octobre 2020	-	198	3154	9 516	-	12 869
Variations de périmètre	-	-	-	--	28 730	28730
Ecart de conversion	-	-	-		455	455
Valeur nette au 31 mars 2021	-	198	3 154	9 516	29 185	42 053
dont :				-		
Valeur brute au 31 mars 2021	17	198	3154	9 516	29 185	42 070
Dépréciation au 31 mars 2021	(17)	-	-	-	-	(17)

S'agissant du goodwill provisoire de Motor Depot Ltd, faisant suite à sa prise de contrôle en date du 1<sup>er</sup> mars 2021, il est possible de se référer à la note 4.2.

## 9. Autres immobilisations incorporelles

<b>Valeurs brutes</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Concessions, brevets &amp; droits similaires</b>	<b>Marques</b>	<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>Immobilisations incorporelles en cours</b>	<b>Valeurs brutes</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> octobre 2019</b>	<b>17 754</b>	<b>14 780</b>	<b>2 146</b>	<b>2 120</b>	<b>36 801</b>
Acquisitions	193	-	-	2 076	2 268
Cessions	-	-	-	(8)	(8)
Reclassements	1 510	-	-	(1 510)	-
<b>Valeur brute au 31 mars 2020</b>	<b>19 458</b>	<b>14 780</b>	<b>2 146</b>	<b>2 678</b>	<b>39 062</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> octobre 2020</b>	<b>21 784</b>	<b>14 780</b>	<b>2 146</b>	<b>2 903</b>	<b>41 613</b>
Variations de périmètre	-	19 640	92	-	19 732
Acquisitions	266	-	-	2 779	3 045
Cessions	(4)	-	-	(76)	(80)
Reclassements	2 228	-	-	(2 228)	-
Ecart de conversion	-	311	1	-	312
<b>Valeur brute au 31 mars 2021</b>	<b>24 275</b>	<b>34 731</b>	<b>2 239</b>	<b>3 378</b>	<b>64 623</b>

<b>Amortissements et dépréciations</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>Amt/Dép. conc, brevets &amp; dts similaires</b>	<b>Amt/Dép. marques</b>	<b>Amt/Dép. autres immobilisations incorporelles</b>	<b>Amt/Dép. immobilisations incorporelles en cours</b>	<b>Amortissements et dépréciations</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 1<sup>er</sup> octobre 2019</b>	<b>(11 256)</b>	<b>-</b>	<b>(561)</b>	<b>-</b>	<b>(11 817)</b>
Dotations	(1 678)	-	(280)	-	(1 958)
<b>Amortissements et dépréciations au 31 mars 2020</b>	<b>(12 934)</b>	<b>-</b>	<b>(840)</b>	<b>-</b>	<b>(13 775)</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 1<sup>er</sup> octobre 2020</b>	<b>(14 916)</b>	<b>-</b>	<b>(1 120)</b>	<b>-</b>	<b>(16 036)</b>
Variations de périmètre	-	-	(4)	-	(4)
Dotations	(2 024)	-	(280)	-	(2 304)

Cessions	2	-	-	-	2
<b>Amortissements et dépréciations au 31 mars 2021</b>	<b>(16 938)</b>	<b>-</b>	<b>(1 404)</b>	<b>-</b>	<b>(18 342)</b>

<b>Valeurs nettes (En milliers d'euros)</b>	<b>Concessions, brevets &amp; droits similaires</b>	<b>Marques</b>	<b>Amt/Dép. autres immobilisations incorporelles</b>	<b>Immobilisations incorporelles en cours</b>	<b>Valeurs nettes</b>
Valeur nette comptable au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	6 498	14 780	1 585	2 120	24 984
Valeur nette comptable au 31 mars 2020	6 524	14 780	1 305	2 678	25 287
Valeur nette comptable au 1 <sup>er</sup> octobre 2020	6 869	14 780	1 026	2 903	25 577
Valeur nette comptable au 31 mars 2021	7 337	34 731	836	3 378	46 281

Au cours du premier semestre arrêté au 31 mars 2021, la prise de contrôle de la société anglaise Motor Depot Ltd intervenue le 1er mars 2021 (cf. 4.2) a conduit à constater les trois marques suivantes pour leur juste valeur à cette même date :

<b>En milliers d'euros</b>	<b>CarSupermarket. com</b>	<b>Motor Depot</b>	<b>InterestFree4Car s</b>	<b>Total marques Motor Depot Ltd</b>
Valeur brute au 1 <sup>er</sup> octobre 2020				
Variations de périmètre	16 983	2 426	231	19 640
Ecart de conversion	269	38	4	311
Valeur brute au 31 mars 2021	17 252	2 465	235	19 951
Valeur nette comptable au 1 <sup>er</sup> octobre 2020	-	-	-	-
Valeur nette comptable au 31 mars 2021	17 252	2 465	235	19 951

Par ailleurs, 2 228 milliers d'euros d'immobilisations en cours ont été activées. Elles correspondent à des logiciels pour 734 milliers d'euros et au site internet pour 1 494 milliers d'euros.

Au cours du premier semestre arrêté au 31 mars 2020, 1 510 milliers d'euros d'immobilisations en cours ont été activées. Elles correspondent à des logiciels pour 914 milliers d'euros et au site internet pour 596 milliers d'euros.

## 10. Immobilisations corporelles

<b>Valeurs brutes (En milliers d'euros)</b>	<b>Constructions</b>	<b>Installations tech, matériel &amp; outillage</b>	<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>Immobilisations incorporelles en cours</b>	<b>Valeurs brutes</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> octobre 2019</b>	<b>1 710</b>	<b>1 560</b>	<b>17 236</b>	<b>37</b>	<b>20 544</b>
Acquisitions	-	42	1 591	-	1 633
Cessions	-	-	(266)	(4)	(269)
Reclassements	-	-	34	(34)	-
<b>Valeur brute au 31 mars 2020</b>	<b>1 710</b>	<b>1 602</b>	<b>18 595</b>	<b>-</b>	<b>21 907</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> octobre 2020</b>	<b>1 724</b>	<b>1 645</b>	<b>19 430</b>	<b>18</b>	<b>22 817</b>
Variations de périmètre	5 947	2 442	877	-	9 462
Acquisitions	9	149	2 360	10	2 531
Cessions	-	-	(162)	-	(162)
Reclassements	-	-	2	-	2
Ecart de conversion	94	39	14	-	151



<b>Valeur brute au 31 mars 2021</b>	<b>7 775</b>	<b>4 276</b>	<b>22 521</b>	<b>28</b>	<b>34 801</b>
-------------------------------------	--------------	--------------	---------------	-----------	---------------

<b>Amortissements et dépréciations (En milliers d'euros)</b>	<b>Amt/Dép. constructions</b>	<b>Amt/Dép. install tech, matériel &amp; outil.</b>	<b>Amt/Dép. autres immobilisations corporelles</b>	<b>Amt/Dép. immobilisations corporelles en cours</b>	<b>Amortissements et dépréciations</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 1<sup>er</sup> octobre 2019</b>	<b>(990)</b>	<b>(511)</b>	<b>(9 675)</b>	<b>-</b>	<b>(11 176)</b>
Dotations	(88)	(84)	(1 100)	-	(1 271)
Cessions	-	-	91	-	91
<b>Amortissements et dépréciations au 31 mars 2020</b>	<b>(1 077)</b>	<b>(595)</b>	<b>(10 684)</b>	<b>-</b>	<b>(12 356)</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 1<sup>er</sup> octobre 2020</b>	<b>(1 165)</b>	<b>(671)</b>	<b>(11 593)</b>	<b>-</b>	<b>(13 429)</b>
Variations de périmètre	(85)	(993)	(477)	-	(1 700)
Dotations	(96)	(106)	(1 268)	-	(1 474)
Cessions	-	-	90	-	90
Ecart de conversion	(1)	(16)	(8)	-	(27)
<b>Amortissements et dépréciations au 31 mars 2021</b>	<b>(1 348)</b>	<b>(1 786)</b>	<b>(13 257)</b>	<b>-</b>	<b>(16 542)</b>

<b>Valeurs nettes (En milliers d'euros)</b>	<b>Constructions</b>	<b>Installations tech, matériel &amp; outillage</b>	<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>Immobilisations incorporelles en cours</b>	<b>Valeurs nettes</b>
Valeur nette comptable au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	721	1 049	7 561	37	9 368
Valeur nette comptable au 31 mars 2020	633	1 007	7 911	-	9 551
Valeur nette comptable au 1 <sup>er</sup> octobre 2020	560	974	7 836	18	9 388
Valeur nette comptable au 31 mars 2021	6 427	2 489	9 264	28	18 259

L'effet des variations de périmètre au cours du semestre arrêté au 31 mars 2021 est lié à la prise de contrôle de Motor Depot Ltd intervenue en date du 1er mars 2021 (cf. 4.2).

## 11. Droit d'utilisation

<b>Valeurs brutes (En milliers d'euros)</b>	<b>Terrains</b>	<b>Constructions</b>	<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>Valeurs brutes</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> octobre 2019</b>	<b>2 367</b>	<b>53 024</b>	<b>1 180</b>	<b>56 572</b>
Acquisitions	-	1 409	72	1 481
<b>Valeur brute au 31 mars 2020</b>	<b>2 367</b>	<b>54 433</b>	<b>1 252</b>	<b>58 053</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> octobre 2020</b>	<b>2 367</b>	<b>54 478</b>	<b>1 252</b>	<b>58 098</b>
Variations de périmètre	-	16 038	-	16 038
Acquisitions	-	6 292	-	6 292
Résiliations de contrats	-	(363)	-	(363)
Ecart de conversion	-	254	-	254
<b>Valeur brute au 31 mars 2021</b>	<b>2 367</b>	<b>76 699</b>	<b>1 252</b>	<b>80 318</b>

Amortissements et dépréciations (En milliers d'euros)	Dépréciation des terrains	Amt/Dép. constructions	Amt/Dép. autres immobilisations corporelles	Amortissements et dépréciations
Amortissements et dépréciations au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	-	(11 027)	(883)	(11 910)
Dotations	-	(3 030)	(92)	(3 122)
Amortissements et dépréciations au 31 mars 2020	-	(14 057)	(976)	(15 032)
Amortissements et dépréciations au 1 <sup>er</sup> octobre 2020	-	(17 142)	(1 024)	(18 166)
Dotations	-	(3 405)	(45)	(3 450)
Résiliations de contrats	-	125	-	125
Ecart de conversion	-	(1)	-	(1)
Amortissements et dépréciations au 31 mars 2021	-	(20 423)	(1 069)	(21 492)

Valeurs nettes (En milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Autres immobilisations corporelles	Valeurs nettes
Valeur nette comptable au 1 <sup>er</sup> octobre 2019	2 367	41 998	297	44 662
Valeur nette comptable au 31 mars 2020	2 367	40 377	276	43 020
Valeur nette comptable au 1 <sup>er</sup> octobre 2020	2 367	37 337	228	39 932
Valeur nette comptable au 31 mars 2021	2 367	56 276	183	58 826

Les droits d'utilisation sont principalement relatifs à la France et à la Belgique.

L'effet des variations de périmètre au cours du semestre arrêté au 31 mars 2021 est lié à la prise de contrôle de Motor Depot Ltd intervenue en date du 1er mars 2021 (cf. 4.2).

## 12. Dépréciation des goodwill et des immobilisations

En l'absence d'indice de perte de valeur, aucun test de dépréciation n'a été mis en œuvre, le Groupe les réalisant dans le cadre de sa clôture annuelle au 30 septembre.

## 13. Stocks

En milliers d'euros	31/03/2021	30/09/2020	31/03/2020
Stocks de marchandises	154 743	69 574	95 575
<b>Valeur brute</b>	<b>154 743</b>	<b>69 574</b>	<b>95 575</b>
Dépréciation des stocks de marchandises	(502)	(513)	(444)
<b>Dépréciation</b>	<b>(502)</b>	<b>(513)</b>	<b>(444)</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>154 241</b>	<b>69 062</b>	<b>95 131</b>

S'agissant de la variation de stocks entre le 30 septembre 2020 et le 31 mars 2021, cf. 5.3.

En complément, à sa date de prise de contrôle, les stocks de Motor Depot Ltd s'élevaient à 28 639 milliers d'euros.

## 14. Capitaux propres

### 14.1. Capital social

Au 31 mars 2021 comme au 30 septembre 2020, le capital social d'un montant de 1 192 543 euros est composé de 1 192 543 actions d'une valeur nominale de un euro chacune. Au 31 mars 2020, le capital social s'élevait à 1 184 543 euros, composé de 1 184 543 actions d'une valeur nominale de un euro chacune.

Au 31 mars 2021, 30 septembre 2020, et 31 mars 2020, la société Aramis Group détient 6 200 actions propres.

Une augmentation de capital de 8 000 euros est intervenue au cours du 2ème semestre de l'exercice clos au 30 septembre 2020, au profit de salariés du groupe dans le cadre de l'attribution d'actions gratuites.

L'évolution du nombre d'actions composant le capital social se présente comme suit :

En nombre d'actions	31/03/2021	31/03/2020
Nombre d'actions ordinaires à l'ouverture (1 <sup>er</sup> octobre)	1 192 543	1 184 543
Augmentation de capital		
Nombre d'actions ordinaires à la clôture (31 mars)	1 192 543	1 184 543

### 14.2. Résultat par action

#### 14.2.1. Résultat net par action

Le résultat par action est le suivant :

	1 <sup>er</sup> semestre 2020-2021	1 <sup>er</sup> semestre 2019-2020
Résultat net (en milliers d'euros)	158	1 393
Nombre moyen d'actions en circulation	1 192 543	1 184 543
Résultat net par action (en euros)	0,13	1,18

#### 14.2.2. Résultat net dilué par action

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat net dilué par action est équivalent au résultat net par action.

## 15. Emprunts et dettes financières

### 15.1. Endettement financier net

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières, déduction faite du montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'endettement financier net, étant précisé que la variation des intérêts courus est présentée en « variation de la période » :

Flux ayant un effet sur la trésorerie					Flux sans effet sur la trésorerie						
<i>En milliers d'Euros</i>	01/10/2020	Augmentation	Diminution	Variation de la période	Augmentation	Résiliations de contrats	Reclassements	Frais d'émission d'emprunt	Ecarts de conversion et gains et pertes de change latents	Variation de périmètre	31/03/2021
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 033	338	(5 848)	-	-	-	-	39	231	17 117	15 909
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – RCF (Facilité de crédit)	-	5 995	-	-	-	-	7	-	-	-	6 002
Dettes de location	40 748	-	(3 281)	-	6 300	(243)	-	-	250	15 773	59 546
Dettes sur engagement de rachat de minoritaires (put)	647	-	-	-	-	-	-	-	223	14 095	14 965
Dettes financières diverses	61 838	62 041	-	(982)	-	-	-	-	-	-	122 898
Découverts bancaires	22	-	-	609	-	-	-	-	-	-	631
<b>Total dette brute</b>	<b>107 288</b>	<b>68 374</b>	<b>(9 130)</b>	<b>(373)</b>	<b>6 300</b>	<b>(243)</b>	<b>7</b>	<b>39</b>	<b>704</b>	<b>46 985</b>	<b>219 951</b>
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(39 639)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>29 271</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(150)</b>	<b>(12 991)</b>	<b>(23 510)</b>
<b>Total endettement financier net</b>	<b>67 649</b>	<b>68 374</b>	<b>(9 130)</b>	<b>28 898</b>	<b>6 300</b>	<b>(243)</b>	<b>7</b>	<b>39</b>	<b>554</b>	<b>33 993</b>	<b>196 440</b>
<i>Dettes financières non courantes</i>	<i>28 860</i>										<i>94 978</i>
<i>Dettes de location non courantes</i>	<i>34 389</i>										<i>50 524</i>
<i>Dettes financières courantes</i>	<i>37 679</i>										<i>65 427</i>
<i>Dettes de location courantes</i>	<i>6 359</i>										<i>9 022</i>

La hausse de l'endettement financier net au cours du premier semestre 2020-2021 s'explique principalement par la mise en place d'un nouvel emprunt vis-à-vis d'Automobiles Peugeot, à hauteur de 51 960 milliers d'euros, destiné à financer la prise de contrôle de Motor Depot Ltd intervenue le 1er mars 2021 (cf. 4). Cet emprunt mis en place le 28 janvier 2021 et amendé le 18 février 2021 afin d'en mettre à jour le montant pour tenir compte de l'évolution du taux de change GBP vs EUR, porte intérêt au taux fixe de 1,4%.

<i>En milliers d'Euros</i>	Flux ayant un effet sur la trésorerie				Flux sans effet sur la trésorerie		
	01/10/2019	Augmentation	Diminution	Variation de la période	Augmentation	Frais d'émission d'emprunt	31/03/2020
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 420	636	(928)	-	-	39	5 167
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – RCF (Facilité de crédit)	6 100	32 300	-	-	-	-	38 400
Dettes de location	45 287	-	(2 994)	-	1 477	-	43 770
Dettes sur engagement de rachat de minoritaires (put)	647	-	-	-	-	-	647
Dettes financières diverses	58 310	3 150	(332)	319	-	-	61 447
Découverts bancaires	3	-	-	(1)	-	-	1
<b>Total dette brute</b>	<b>115 766</b>	<b>36 086</b>	<b>(4 254)</b>	<b>318</b>	<b>1 477</b>	<b>39</b>	<b>149 433</b>
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(12 040)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(37 331)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(49 371)</b>
<b>Total endettement financier net</b>	<b>103 726</b>	<b>36 086</b>	<b>(4 254)</b>	<b>(37 013)</b>	<b>1 477</b>	<b>39</b>	<b>100 062</b>
<i>Dettes financières non courantes</i>	<i>29 899</i>						<i>29 310</i>
<i>Dettes de location non courantes</i>	<i>39 341</i>						<i>37 495</i>
<i>Dettes financières courantes</i>	<i>40 581</i>						<i>76 352</i>
<i>Dettes de location courantes</i>	<i>5 946</i>						<i>6 276</i>

Les dettes financières diverses comprennent principalement des dettes financières envers les entités du Groupe PSA, devenu Stellantis le 17 janvier 2021 (cf. note 17 sur les parties liées).

## 15.2. Endettement financier brut

<i>En milliers d'euros</i>	31/03/2021		31/03/2020		31/03/2019	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15 852	57	3 815	218	4 500	668
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – RCF (Facilité de crédit)	6 002	-	-	-	38 404	(4)
Dettes de location	9 022	50 524	6 359	34 389	6 276	37 495
Dettes sur engagement de rachat de minoritaires (put)	-	14 965	-	647	-	647
Dettes financières diverses	42 942	79 956	33 843	27 996	33 447	28 000
Découverts bancaires	631	-	22	-	1	-
<b>Total des dettes financières et dettes de location</b>	<b>74 449</b>	<b>145 501</b>	<b>44 039</b>	<b>63 249</b>	<b>82 628</b>	<b>66 805</b>

### 15.3. Dettes de « puts »

<i>En milliers d'euros</i>	2 <sup>ème</sup> Engagement Clicars	2 <sup>ème</sup> Engagement Datosco	Engagement Motor Depot	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> Octobre 2019</b>	<b>89</b>	<b>558</b>	-	<b>647</b>
<i>dont non courant</i>	89	558	-	647
<i>dont courant</i>	-	-	-	-
<b>Au 31 mars 2020</b>	<b>89</b>	<b>558</b>	-	<b>647</b>
<i>dont non courant</i>	89	558	-	647
<i>dont courant</i>	-	-	-	-
<b>Au 1<sup>er</sup> octobre 2020</b>	<b>89</b>	<b>558</b>	-	<b>647</b>
<i>dont non courant</i>	89	558	-	647
<i>dont courant</i>	-	-	-	-
Prise de contrôle & options de vente accordées au minoritaires	-	-	14 095	<b>14 095</b>
Ecart de conversion et gains et pertes de changes latents	-	-	223	<b>223</b>
<b>Au 31 mars 2021</b>	<b>89</b>	<b>558</b>	<b>14 318</b>	<b>14 965</b>
<i>dont non courant</i>	89	558	14 318	<b>14 965</b>
<i>dont courant</i>	-	-	-	-

Dans le cadre des regroupements d'entreprises relatifs à Clicars, Datosco et Motor Depot Ltd, réalisés respectivement en 2017, 2018 et mars 2021, les options de vente accordées à leurs actionnaires minoritaires concomitamment à la prise de contrôle du Groupe dans ces entités, ont été analysées comme constituant :

- pour partie un put sur minoritaires constitutif d'une dette financière, comme détaillé ci-après (cf. 4.1).
- pour partie une rémunération dans la mesure où le Groupe s'est engagé à rémunérer les anciens actionnaires fondateurs de ces trois ensembles en contrepartie de leurs services en tant que salariés du Groupe (cf. 5.2.1).

#### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Clicars

Le 19 avril 2021, Aramis Group et les actionnaires minoritaires de Clicars se sont accordés sur un exercice des options correspondantes dans les 90 jours suivant le 31 mars 2022 (cf. 5.2.1).

#### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Datosco

Ces « put » et « call » ont été contractés lors de la prise de participation majoritaire d'Aramis Group dans la société de droit belge Datosco. Ces options sont exerçables au cours des exercices clos en 2022, 2023 et 2024.

#### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Motor Depot Ltd

Ces « put » et « call », contractés concomitamment à la prise de participation majoritaire d'Aramis Group dans la société de droit anglais Motor Depot Ltd, sont exerçables au cours des exercices clos en 2025, 2026 et 2027.

## 15.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	31/03/2021	30/09/2020	31/03/2020
Disponibilités	23 510	39 639	49 371
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs</b>	<b>23 510</b>	<b>39 639</b>	<b>49 371</b>
Concours bancaires (trésorerie passive)	(631)	(22)	(1)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie passifs</b>	<b>(631)</b>	<b>(22)</b>	<b>(1)</b>
<b>Total trésorerie nette</b>	<b>22 879</b>	<b>39 618</b>	<b>49 370</b>

## 16. Autres informations

### 16.1. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés se synthétisent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Entités	Valorisation au 31/03/2021	Valorisation au 30/09/2020	Valorisation au 31/03/2020
Nantissement fonds de commerce	Aramis	-	7 115	7 115
Nantissement fonds de commerce	Datos	31 533	31 533	31 533
Cautionnement bancaire	Aramis	90	90	90
Garanties bancaires	The Customer Company	37	37	37
<b>Total engagements donnés</b>		<b>31 660</b>	<b>38 775</b>	<b>38 775</b>

### 16.2. Événements postérieurs à la clôture

Le Groupe poursuit le processus en vue d'une éventuelle introduction en bourse sur Euronext Paris en 2021 (cf. 1.2).

Le 12 mai 2021, Aramis Group a procédé à une réduction de son capital social par annulation des 6 200 actions propres (cf. 14.1).

Le Groupe est par ailleurs en cours de négociation pour acquérir le fonds de commerce de l'un de ses franchisés en Belgique.

## 17. Parties liées

Au regard des dispositions de la norme IAS 24 « Information relative aux parties liées », le Groupe a identifié les parties liées suivantes :

- les entités du Groupe PSA, devenu Stellantis le 17 janvier 2021, Aramis Group étant contrôlée par Automobiles Peugeot ;
- l'ensemble des entités du groupe Stellantis depuis le 17 janvier 2021, suite au rapprochement des groupes PSA et FCA à cette date ;
- les SCI Celor Immo et ARA Dammarie, contrôlées par les dirigeants fondateurs d'Aramis Group, avec lesquelles le Groupe dispose de baux commerciaux.

Ces transactions sont réalisées à des conditions normales et courantes.

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Etat de la situation financière</b>	<b>31/03/2021</b>	<b>30/09/2020</b>	<b>31/03/2020</b>
Stellantis	Autre actifs financiers non courants, y compris dérivés	25	25	25
Stellantis	Créances clients	568	351	354
Stellantis	Autres actifs courants	2	2	43
Stellantis	Trésorerie et équivalents de trésorerie	95	109	39
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	940	1 009	1 078
	<b>Total Actif</b>	<b>1 630</b>	<b>1 496</b>	<b>1 539</b>
Automobiles Peugeot	Dettes financières non courantes	79 960	28 000	28 000
Automobiles Peugeot	Dettes financières courantes	138	1 213	933
PSAI	Dettes financières courantes	40 087	30 445	30 354
Stellantis	Dettes financières courantes	1 724	1 284	1 280
Stellantis	Dettes fournisseurs	(904)	466	250
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Dettes de location non courantes	759	827	895
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Dettes de location courantes	187	187	185
	<b>Total Passif</b>	<b>121 950</b>	<b>62 422</b>	<b>61 897</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Compte de résultat</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2020-2021</b>	<b>1<sup>er</sup> semestre 2019-2020</b>
Automobiles Peugeot	Coût de l'endettement financier net	(280)	(280)
PSAI	Coût de l'endettement financier net	(264)	(92)
Stellantis	Chiffre d'affaires	2 165	1 671
Stellantis	Achats consommés	(45 149)	(28 415)
Stellantis	Autres achats et charges externes	(97)	(12)
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Charges financières sur dettes de location	(5)	(6)
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(68)	(68)
	<b>Total compte de résultat</b>	<b>(43 698)</b>	<b>(27 203)</b>



### **18.1.2 Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires**

« Au Président,

*En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Aramis Group (la « Société »), à votre demande et en application du règlement (UE) n°2017/1129 complété par le règlement délégué (UE) n°2019/980 dans le cadre du projet d'une offre au public et d'une admission de titres sur le marché réglementé d'Euronext Paris, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Société relatifs à la période du 1<sup>er</sup> octobre 2020 au 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.*

*La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.*

*Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Président. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.*

*Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques.*

*Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes consolidés intermédiaires résumés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.*

*Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés (ou résumés) avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.*

*Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.1 et 4.2 de l'annexe relatives à l'impact de la prise de contrôle de Motor Depot Ltd sur la comparabilité des comptes consolidés intermédiaires.*

*Neuilly-sur-Seine et Paris, le 21 mai 2021*

*Les commissaires aux comptes*

**Grant Thornton**

**Membre français de Grant Thornton International**

**Atrium »**

Pascal Leclerc  
*Associé*

Jérôme Giannetti  
*Associé*

**18.2 Comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018 et rapport correspondant des commissaires aux comptes**

**18.2.1 Comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018**

**Sommaire**

Etat de la situation financière.....	224
Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global.....	225
Tableau des flux de trésorerie .....	226
Etat de variation des capitaux propres .....	227
Notes aux états financiers consolidés.....	228

## Etat de la situation financière

En milliers d'euros	Notes	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
<b>Actifs</b>				
Goodwill	9. & 13.	12 869	12 869	12 869
Autres immobilisations incorporelles	10. & 13.	25 577	24 984	24 213
Immobilisations corporelles	11.	9 388	9 368	7 869
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	12.1.	39 932	44 662	46 244
Autres actifs financiers non courants, y compris dérivés	14.	1 122	1 127	1 114
Actifs d'impôt différé	8.2.	2 485	2 356	1 861
<b>Actifs non courants</b>		<b>91 373</b>	<b>95 365</b>	<b>94 170</b>
Stocks	15	69 062	84 160	71 201
Créances clients	16.1.	21 921	18 807	16 078
Créances d'impôt exigible		1 012	1 155	1 767
Autres actifs courants	16.2.	20 472	13 018	11 163
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.6.	39 639	12 040	24 793
<b>Actifs courants</b>		<b>152 106</b>	<b>129 180</b>	<b>125 003</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>243 479</b>	<b>224 546</b>	<b>219 173</b>
<b>Capitaux propres et passifs</b>				
Capital	18.1.	1 193	1 185	1 185
Primes d'émission		27 159	27 159	27 167
Réserves de consolidation		15 781	7 647	12 008
Résultat attribuable aux propriétaires de la société		(1 125)	7 191	(4 415)
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>		<b>43 008</b>	<b>43 181</b>	<b>35 945</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>43 008</b>	<b>43 181</b>	<b>35 945</b>
Dettes financières non courantes	20.1.	28 860	29 899	31 956
Dettes de location non courantes	12.2.	34 389	39 341	41 129
Provisions non courantes	21.	803	222	205
Passifs d'impôt différé	8.2.	3 799	4 023	4 244
Dettes de personnel liées à des acquisitions non courantes	6.2.4.	16 958	2 024	3 007
Autres passifs non courants	17.3.	876	784	761
<b>Passifs non courants</b>		<b>85 685</b>	<b>76 293</b>	<b>81 302</b>
Dettes financières courantes	20.1.	37 679	40 581	37 502
Dettes de location courantes	12.2.	6 359	5 946	5 263
Provisions courantes	21.	1 395	1 249	1 603
Dettes fournisseurs	17.1.	22 776	22 138	26 090
Passifs d'impôt exigible		1 018	795	689
Dettes de personnel liées à des acquisitions courantes	6.2.4.	-	-	90
Autres passifs courants	17.2.	45 558	34 363	30 691
<b>Passifs courants</b>		<b>114 786</b>	<b>105 072</b>	<b>101 926</b>
<b>Total des capitaux propres et passifs</b>		<b>243 479</b>	<b>224 546</b>	<b>219 173</b>

## Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2019-2020 (12 mois)	Exercice 2018-2019 (12 mois)	Exercice 2017-2018 (12 mois)
Chiffre d'affaires	6.1.	830 974	741 612	549 517
Autres produits de l'activité		1	16	61
Achats consommés	6.2.1.	(683 526)	(615 722)	(462 397)
Autres achats et charges externes		(59 754)	(57 133)	(41 023)
Impôts et taxes		(3 035)	(2 813)	(2 792)
Charges de personnel	6.2.2.	(45 001)	(40 318)	(31 677)
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	6.2.3.	(1 026)	(46)	(1 132)
Charges de personnel liées à des acquisitions	6.2.4.	(14 934)	535	(2 622)
Dotation aux provisions et dépréciations	6.2.5.	(1 194)	(482)	(1 101)
Frais liés à des opérations	6.2.6.	-	(34)	(1 054)
Autres produits opérationnels	6.2.7.	556	200	37
Autres charges opérationnelles	6.2.7.	(712)	(217)	(844)
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>		<b>22 350</b>	<b>25 598</b>	<b>4 973</b>
Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(6 761)	(5 967)	(3 461)
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location		(6 256)	(6 157)	(4 124)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>9 332</b>	<b>13 474</b>	<b>(2 611)</b>
Coût de l'endettement financier net	7.	(1 117)	(1 298)	(581)
Charges financières sur dettes de location	7.	(912)	(996)	(696)
Autres produits financiers	7.	3	1	14
Autres charges financières	7.	(7)	(3)	(2)
<b>Résultat financier</b>		<b>(2 033)</b>	<b>(2 295)</b>	<b>(1 265)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>7 299</b>	<b>11 179</b>	<b>(3 877)</b>
Impôt sur le résultat	8.1.	(8 424)	(3 988)	(539)
<b>Résultat net</b>		<b>(1 125)</b>	<b>7 191</b>	<b>(4 415)</b>
Attribuable aux propriétaires de la société		(1 125)	7 191	(4 415)
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-
<b>Autres éléments du résultat global</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat global total</b>		<b>(1 125)</b>	<b>7 191</b>	<b>(4 415)</b>
Attribuable aux propriétaires de la société		(1 125)	7 191	(4 415)
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-
<b>Résultat net par action</b>				
Résultat net par action (en euros)	18.2.	(0,95)	6,10	(3,77)
Résultat net dilué par action (en euros)	18.2.	(0,95)	6,07	(3,77)

## Tableau des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2019-2020 (12 mois)	Exercice 2018-2019 (12 mois)	Exercice 2017-2018 (12 mois)
<b>Résultat net</b>		<b>(1 125)</b>	<b>7 191</b>	<b>(4 415)</b>
Elimination des amortissements et provisions		13 745	11 786	7 526
Elimination de l'impôt sur les bénéfices	8.1.	8 424	3 988	539
Elimination du résultat financier	7.	2 033	2 295	1 265
Neutralisation des éléments s'analysant comme des flux d'investissement		37	47	273
Coût des paiements fondés sur des actions	6.2.3.	1 026	46	1 132
Variation du besoin en fonds de roulement	6.3.	31 294	(17 437)	4 111
Impôt payé		(8 406)	(3 984)	(1 236)
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles</b>		<b>47 029</b>	<b>3 932</b>	<b>9 194</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		(7 748)	(8 339)	(5 766)
Cession d'immobilisations		349	35	-
Variation des prêts et autres actifs financiers		5	(15)	22
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		-	(1 419)	(25 579)
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités d'investissement</b>		<b>(7 394)</b>	<b>(9 738)</b>	<b>(31 324)</b>
Emissions d'emprunts	20.1.	36 231	10 089	44 278
Remboursements d'emprunts	20.1.	(46 888)	(12 369)	(24 657)
Intérêts payés		(1 395)	(1 659)	(1 042)
Autres frais financiers payés et produits financiers reçus		(2)	1	14
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités de financement</b>		<b>(12 054)</b>	<b>(3 937)</b>	<b>18 593</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>27 580</b>	<b>(9 743)</b>	<b>(3 537)</b>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	20.6.	<i>12 037</i>	<i>21 781</i>	<i>25 318</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</i>	20.6.	<i>39 618</i>	<i>12 037</i>	<i>21 781</i>

## Etat de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Notes	Capital	Primes d'émission	Réserves de consolidation	Résultat attribuable aux propriétaires de la société	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
<b>Capitaux propres au 1er octobre 2017, après affectation du résultat de l'exercice 2016-2017</b>		<b>1 175</b>	<b>27 166</b>	<b>10 888</b>	<b>-</b>	<b>39 228</b>		<b>39 228</b>
<b>Résultat global total de la période</b>								
Résultat					(4 415)	(4 415)	-	(4 415)
<b>Résultat global total de la période</b>					<b>(4 415)</b>	<b>(4 415)</b>	<b>-</b>	<b>(4 415)</b>
<b>Contributions des propriétaires et distributions aux propriétaires de la société</b>						-		-
Attribution d'Actions Gratuites	6.2.3.			1 109		1 109		1 109
Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)	6.2.3.			23		23		23
Autres		10	2	(12)		-		-
<b>Total des contributions et distributions des / aux propriétaires de la société</b>		<b>10</b>	<b>2</b>	<b>1 121</b>		<b>1 132</b>	<b>-</b>	<b>1 132</b>
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2018</b>		<b>1 185</b>	<b>27 167</b>	<b>12 008</b>	<b>(4 415)</b>	<b>35 945</b>	<b>-</b>	<b>35 945</b>
<b>Résultat global total de la période</b>								
Résultat					7 191	7 191	-	7 191
<b>Résultat global total de la période</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 191</b>	<b>7 191</b>	<b>-</b>	<b>7 191</b>
<b>Contributions des propriétaires et distributions aux propriétaires de la société</b>								
Attribution d'Actions Gratuites	6.2.3.			41		41		41
Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise	6.2.3.			5		5		5
Affectation du résultat				(4 415)	4 415	-		-
Autres			(8)	8		-		-
<b>Total des contributions et distributions des / aux propriétaires de la société</b>		<b>-</b>	<b>(8)</b>	<b>(4 361)</b>	<b>4 415</b>	<b>46</b>	<b>-</b>	<b>46</b>
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2019</b>		<b>1 185</b>	<b>27 159</b>	<b>7 647</b>	<b>7 191</b>	<b>43 182</b>	<b>-</b>	<b>43 182</b>
<b>Résultat global total de la période</b>								
Résultat					(1 125)	(1 125)		(1 125)
<b>Résultat global total de la période</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 125)</b>	<b>(1 125)</b>	<b>-</b>	<b>(1 125)</b>
<b>Contributions des propriétaires et distributions aux propriétaires de la société</b>								
Attribution d'Actions Gratuites	6.2.3.			951		951		951
Affectation du résultat				7 191	(7 191)	-		-
Autres		8		(8)		-		-
<b>Total des contributions et distributions des / aux propriétaires de la société</b>		<b>8</b>	<b>-</b>	<b>8 134</b>	<b>(7 191)</b>	<b>951</b>	<b>-</b>	<b>951</b>
<b>Capitaux propres au 30 septembre 2020</b>		<b>1 193</b>	<b>27 159</b>	<b>15 781</b>	<b>(1 125)</b>	<b>43 008</b>	<b>-</b>	<b>43 008</b>

## Notes aux états financiers consolidés

*Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication spécifique*

<b>1. Informations sur le Groupe .....</b>	<b>230</b>
1.1. Entité présentant les états financiers .....	230
1.2. Faits majeurs.....	230
<b>2. Base de préparation des états financiers consolidés .....</b>	<b>230</b>
2.1. Déclaration de conformité et référentiel applicable.....	230
2.2. Monnaie fonctionnelle et de présentation.....	232
2.3. Estimations et jugements .....	232
2.4. Principes d'évaluation .....	232
<b>3. Impacts de la première adoption des IFRS .....</b>	<b>233</b>
3.1. Rapprochement entre le bilan en normes françaises et l'état de la situation financière selon le référentiel IFRS .....	234
3.2. Rapprochement entre le compte de résultat en normes françaises et l'état du résultat global selon le référentiel IFRS .....	242
3.3. Description des principaux retraitements IFRS .....	245
<b>4. Secteurs opérationnels.....</b>	<b>250</b>
4.1. Base de sectorisation .....	250
4.2. Indicateurs clés de performance .....	250
4.3. Informations sur les secteurs .....	251
4.4. Information relative aux produits et services.....	253
<b>5. Méthode et périmètre de consolidation.....</b>	<b>254</b>
5.1. Liste des sociétés consolidées.....	254
5.2. Variations de périmètre .....	255
<b>6. Résultat opérationnel et flux liés à l'activité .....</b>	<b>257</b>
6.1. Chiffre d'affaires .....	257
6.2. Charges opérationnelles.....	257
6.3. Variation du besoin en fonds de roulement .....	265
6.4. Free cash flow.....	266
<b>7. Résultat financier.....</b>	<b>267</b>
<b>8. Impôt sur le résultat .....</b>	<b>267</b>
8.1. Charge d'impôt sur le résultat.....	268
8.2. Analyse des impôts différés au bilan.....	268
8.3. Rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique.....	270
8.4. Actifs d'impôt différé non comptabilisés .....	270
8.5. Intégration fiscale .....	270
<b>9. Goodwill.....</b>	<b>271</b>
<b>10. Autres immobilisations incorporelles .....</b>	<b>271</b>
<b>11. Immobilisations corporelles.....</b>	<b>273</b>



<b>12. Contrats de location.....</b>	<b>275</b>
12.1. Droits d'utilisation.....	276
12.2. Dettes de loyer.....	277
12.3. Contrats exemptés.....	278
<b>13. Dépréciation des goodwill et des immobilisations.....</b>	<b>278</b>
13.1. Résultats des tests de dépréciation.....	279
<b>14. Autres actifs non courants .....</b>	<b>281</b>
<b>15. Stocks.....</b>	<b>281</b>
<b>16. Créances clients et autres actifs courants .....</b>	<b>282</b>
16.1. Créances clients .....	282
16.2. Autres actifs courants .....	283
<b>17. Dettes fournisseurs et autres passifs courants.....</b>	<b>283</b>
17.1. Dettes fournisseurs .....	284
17.2. Autres passifs courants .....	284
17.3. Autres passifs non courants .....	284
<b>18. Capitaux propres .....</b>	<b>284</b>
18.1. Capital social .....	284
18.2. Résultat par action .....	285
<b>19. Instruments financiers – Justes valeurs et gestion des risques .....</b>	<b>286</b>
19.1. Classifications comptables et justes valeurs .....	288
19.2. Gestion des risques financiers .....	288
<b>20. Emprunts et dettes financières .....</b>	<b>291</b>
20.1. Endettement financier net.....	291
20.2. Endettement financier brut .....	294
20.3. Structure de la dette du groupe .....	294
20.4. Calendrier de remboursement de la dette .....	295
20.5. Dettes de « puts ».....	296
20.6. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	297
<b>21. Provisions .....</b>	<b>297</b>
<b>22. Autres informations.....</b>	<b>298</b>
22.1. Engagements hors bilan.....	298
22.2. Honoraires des commissaires aux comptes .....	300
22.3. Evénements postérieurs à la clôture .....	300
<b>23. Parties liées.....</b>	<b>301</b>
23.1. Transactions.....	301
23.2. Dirigeants : rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction.....	302

## **1. Informations sur le Groupe**

### **1.1. Entité présentant les états financiers**

Les états financiers consolidés d'Aramis Group (la Société) comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe »). Les principaux domaines d'activité du Groupe Aramis sont la distribution automobile en ligne et le développement de services automobiles.

Au 30 septembre 2020, la Société est une Société par Actions Simplifiée (SAS). Sa dénomination sociale a été modifiée par l'Assemblée Générale du 22 janvier 2021 pour devenir Aramis Group (antérieurement Celor).

### **1.2. Faits majeurs**

#### **1.2.1. Exercice 2019-2020 : crise sanitaire et activité du groupe**

La pandémie Covid-19 qualifiée au cours du premier trimestre calendaire 2020 s'est propagée à de nombreux pays, parmi lesquels ceux où le Groupe exerce ses activités : la France, la Belgique et l'Espagne.

Malgré l'environnement économique fortement impacté par cette crise sanitaire, en particulier durant la période de confinement du printemps 2020 sur l'ensemble des pays du Groupe, le chiffre d'affaires consolidé est en hausse de 12,0% et démontre la résilience et la robustesse du modèle économique. En conséquence et à l'image de cette performance, le Groupe a même été conduit à acter une revalorisation substantielle des dettes de personnel envers les anciens actionnaires fondateurs de Clicars, société espagnole dont le Groupe a pris le contrôle en mars 2017 (cf. 6.2.4).

En termes de gestion des aspects réglementaires, le Groupe a eu raisonnablement et ponctuellement recours à l'activité partielle, dont les indemnités reçues ont été comptabilisées en déduction des charges au titre desquelles les indemnités ont été obtenues, en conformité avec la norme IAS 20 « Subventions ». Ces mesures concernent essentiellement les filiales Aramis, The Remarketing Company et The Customer Company. Le Groupe a bénéficié de reports de paiements de loyers pour certains contrats de location (cf. 12). Il n'a toutefois pas fait appel aux mesures de prêt garanti par l'Etat.

#### **1.2.2. Exercice 2018-2019**

Il n'y a pas de fait majeur à mentionner au titre de l'exercice 2018-2019.

#### **1.2.3. Exercice 2017-2018 : prise de contrôle des entités belges Datosco et Datos**

En date du 31 juillet 2018, Aramis Group a pris une participation majoritaire dans la société belge Datosco, société mère de Datos (cf. 3.3.8 et 5.2). Le compte de résultat consolidé de l'exercice 2017-2018 comprend ainsi deux mois d'activité de ces deux filiales belges.

## **2. Base de préparation des états financiers consolidés**

### **2.1. Déclaration de conformité et référentiel applicable**

Les états financiers consolidés d'Aramis Group ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne et telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board). Les informations comparatives présentées concernent les exercices clos le 30 septembre 2019 et le 30 septembre 2018.

Les normes appliquées pour la préparation de ces états financiers consolidés sont les normes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019. Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Ces états financiers consolidés sont les premiers états financiers annuels préparés par la Société conformément aux IFRS, avec le 1er octobre 2017 comme date de transition. À cette fin, le Groupe a appliqué la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS ».

Les impacts de la première adoption des IFRS sont présentés en note 3.

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2020 ont été établis sous la responsabilité du Président qui les a arrêtés par une délibération en date du 21 mai 2021. Les comptes consolidés établis en conformité avec le référentiel français avaient été arrêtés le 21 décembre 2020.

Le terme IFRS recouvre non seulement les IFRS, mais également les IAS (*International Accounting Standards*), ainsi que les interprétations du Comité d'Interprétation (SIC et IFRIC). Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> octobre 2019 au 30 septembre 2020. Les exercices précédents avaient également une durée de 12 mois.

#### **2.1.1. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts après le 1er octobre 2019 et non anticipés par le Groupe**

Un certain nombre de nouvelles normes adoptées par l'Union européenne entreront en vigueur de façon obligatoire pour les exercices ouverts après le 1<sup>er</sup> octobre 2019. Bien que leur adoption anticipée soit permise, les nouvelles normes et les amendements de normes n'ont pas été appliqués pour la préparation de ces états financiers consolidés.

Ces nouvelles normes et modifications aux normes comptables présentées ci-dessous ne devraient pas avoir d'effet significatif sur les états financiers consolidés du Groupe :

- Modifications d'IAS 1 et IAS 8 – Définition du terme « significatif » ;
- Modification des références au cadre conceptuel dans les normes ;
- Modifications d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 - Réforme de l'IBOR – Phase 1 ;
- Modifications d'IFRS 3 – Définition d'une entreprise.

#### **2.1.2. Normes, amendements et interprétations publiés par l'International Accounting Standards Board (IASB) non encore adoptés par l'Union européenne**

Un certain nombre de nouvelles normes non encore adoptées par l'Union européenne entreront en vigueur de façon obligatoire pour les exercices ouverts après le 1<sup>er</sup> octobre 2019.

Parmi elles, les principales nouvelles normes et modifications aux normes comptables présentées ci-dessous ne devraient pas avoir d'effet significatif sur les états financiers consolidés du Groupe :

- Modifications d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 – Réforme de l'IBOR – Phase 2 ;
- Modifications d'IFRS 3 – Références au cadre conceptuel ;
- Améliorations annuelles 2018-2020 ;
- Modifications d'IAS 37 – Coûts d'exécution d'un contrat ;
- IFRS 17 – Contrats d'assurance et modifications d'IFRS 17 sur les contrats d'assurance ;
- Modifications d'IAS 16 – Immobilisations corporelles – Produit antérieur à l'utilisation prévue ;
- Modifications d'IAS 1 – Classement des passifs en tant que courants ou non courants.

## 2.2. Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers consolidés sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Les montants sont arrondis au millier d'euros le plus proche, sauf indication contraire.

## 2.3. Estimations et jugements

Pour établir les états financiers consolidés, la Direction s'appuie sur des estimations et des hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur les montants d'actifs, de passifs, de produits et de charges, ainsi que sur les informations présentées dans les notes. Ces estimations et hypothèses sont examinées à intervalles réguliers afin de s'assurer qu'elles sont raisonnables au vu de l'historique du Groupe, de la conjoncture économique et des informations dont dispose le Groupe. Les résultats réels peuvent se révéler différents des estimations utilisées. Les sources majeures d'incertitude relative aux estimations peuvent entraîner un ajustement significatif des montants des actifs et passifs au cours de l'exercice suivant. Outre le recours à des estimations, la Direction du Groupe doit faire preuve de jugement au moment de choisir et/ou d'appliquer un traitement comptable le plus adapté pour certaines opérations et activités, et de définir ses modalités d'application.

Les jugements exercés pour appliquer les méthodes comptables ayant l'impact le plus significatif sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont les suivants :

- Evaluation de la durée des contrats de location pour les besoins de l'application d'IFRS 16 (cf. 12) : déterminer si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer ses options de prolongation ou de résiliation ;
- Appréciation de la nature des montants qui seront payés dans le futur à des salariés du Groupe, actionnaires minoritaires des entités acquises en 2017 et 2018 (cf. 6.2.4).

Les principales estimations relevant de la Direction dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés sont les suivants :

- Evaluation de la valeur recouvrable des goodwill et immobilisations (cf. 13) ;
- Recouvrabilité des impôts différés actifs (cf. 8.4) ;
- Evaluation des provisions (cf. 21) ;
- Evaluation des charges de personnel relatives aux acquisitions (cf. 6.2.4).

## 2.4. Principes d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs qui ont été évalués à la juste valeur, conformément aux IFRS.

### **PRINCIPES COMPTABLES**

*La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une opération ordonnée entre participants de marché à la date d'évaluation.*

*Les méthodes d'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs financiers et non financiers tels que définis ci-avant, sont hiérarchisées selon les trois niveaux de juste valeur suivants :*

- *Niveau 1 : Juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;*
- *Niveau 2 : Juste valeur évaluée à partir de données autres que les prix cotés sur des marchés actifs, qui sont observables directement (prix) ou indirectement (données dérivées de prix) ;*
- *Niveau 3 : Juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).*

### **3. Impacts de la première adoption des IFRS**

Conformément aux options offertes par IFRS 1 « Première adoption des IFRS », le Groupe a choisi d'ajuster rétrospectivement le regroupement d'entreprises intervenu avant la date de transition, en mars 2017, relatif à la prise de contrôle de la société espagnole Clicars. Le Groupe a également retenu l'option de bénéficier du recul pour déterminer les durées de location retenues à la date de transition pour l'application d'IFRS 16 « Contrats de location ».

Le Groupe a choisi en revanche de ne pas utiliser l'option prévue par la norme IFRS 1 permettant de recourir à une évaluation à la juste valeur réalisée au 1<sup>er</sup> octobre 2017 (date de transition aux IFRS) comme coût présumé à cette date.

### 3.1. Rapprochement entre le bilan en normes françaises et l'état de la situation financière selon le référentiel IFRS

#### 3.1.1. Au 30 septembre 2020

Actif	Normes françaises 30/09/2020	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IAS 12 – Impôt différé passif sur marque Cardoen	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IAS 32 – Annulation des actions propres	IFRS 3 – Constatation en charges des frais d'acquisition des titres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Datosco	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2020	Actif
Ecart d'acquisition	13 350			3 633			(1 052)	(2 463)	(598)			12 869	Goodwill
Immobilisations incorporelles	25 629	(52)										25 577	Autres immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles	16 013	(6 625)										9 388	Immobilisations corporelles
		6 677									33 254	39 932	Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location
Immobilisations financières	1 122											1 122	Autres actifs financiers non courants, y compris dérivés
		2 627			(227)			(157)			242	2 485	Actifs d'impôt différé
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>56 114</b>											<b>91 373</b>	<b>Actifs non courants</b>
Stocks et en-cours	69 062											69 062	Stocks
Clients et comptes rattachés	21 921											21 921	Créances clients
		214	797									1 012	Créances d'impôt exigible
Autres créances et comptes de régularisation	24 687	(2 887)	(797)							(122)	(409)	20 472	Autres actifs courants
Disponibilités et VMP	39 648					(8)						39 639	Trésorerie et équivalents de trésorerie
<b>Total actif circulant</b>	<b>155 317</b>											<b>152 106</b>	<b>Actifs courants</b>
<b>Total actif</b>	<b>211 432</b>	<b>(45)</b>	<b>-</b>	<b>3 633</b>	<b>(227)</b>	<b>(8)</b>	<b>(1 052)</b>	<b>(2 620)</b>	<b>(598)</b>	<b>(122)</b>	<b>33 087</b>	<b>243 479</b>	<b>Total actif</b>

## Au 30 septembre 2020 (suite)

Passif	Normes françaises 30/09/2020	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IAS 12 – Impôt différé passif sur marque Cardoen	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IAS 32 – Annulation des actions propres	IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions – AGA	IFRS 3 – Constatation en charges des frais d'acquisition des titres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Datosco	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2020	Passif
Capital	1 193												1 193	Capital
Primes	27 159												27 159	Primes d'émission
Réserves consolidées	20 458				433	(8)	951	(1 052)	(3 958)	(770)		(633)	15 781	Réserves de consolidation
Résultat consolidé	14 462				72		(951)		(13 508)	(926)		(274)	(1 125)	Résultat attribuable aux propriétaires de la société
<b>Capitaux propres (part du groupe)</b>	<b>63 272</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>506</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>(1 052)</b>	<b>(17 105)</b>	<b>(1 696)</b>	<b>-</b>	<b>(908)</b>	<b>43 008</b>	<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>1 396</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(204)</b>	<b>(1 192)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>64 668</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>506</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>(1 052)</b>	<b>(17 309)</b>	<b>(2 888)</b>	<b>-</b>	<b>(908)</b>	<b>43 008</b>	<b>Total des capitaux propres</b>
		28 257							89	558	(43)		28 860	Dettes financières non courantes
		5 359										29 029	34 389	Dettes de location non courantes
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>2 500</b>	<b>(1 697)</b>											803	Provisions non courantes
		256		3 633								(90)	3 799	Passifs d'impôt différé
									15 227	1 732			16 958	Dettes de personnel liées à des acquisitions non courantes
		935							75			(135)	876	Autres passifs non courants
													<b>85 685</b>	<b>Passifs non courants</b>
Emprunts et dettes financières	72 070	(34 312)									(79)		37 679	Dettes financières courantes
		696										5 663	6 359	Dettes de location courantes
		1 395											1 395	Provisions courantes
Fournisseurs et comptes rattachés	23 231	13										(468)	22 776	Dettes fournisseurs
			1 018										1 018	Passifs d'impôt exigible
Autres dettes d'exploitation	44 758	3 257	(1 018)		(733)				(702)			(5)	45 558	Autres passifs courants
Autres dettes et comptes de régularisation	4 206	(4 206)												
<b>Total des dettes</b>	<b>144 264</b>												<b>114 786</b>	<b>Passifs courants</b>
<b>Total passif</b>	<b>211 432</b>	<b>(45)</b>	<b>-</b>	<b>3 633</b>	<b>(227)</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>(1 052)</b>	<b>(2 620)</b>	<b>(598)</b>	<b>(122)</b>	<b>33 087</b>	<b>243 479</b>	<b>Total des passifs</b>

### 3.1.2. Au 30 septembre 2019

Actif	Normes françaises 30/09/2019	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IAS 12 – Impôt différé passif sur marque Cardoen	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IAS 32 – Annulation des actions propres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Datosco	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2019	Actif
Ecart d'acquisition	13 350			3 633			(2 748)	(1 366)			12 869	Goodwill
Immobilisations incorporelles	25 078	(94)									24 984	Autres immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles	16 501	(7 133)									9 368	Immobilisations corporelles
		7 227								37 435	44 662	Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location
Immobilisations financières	1 127										1 127	Autres actifs financiers non courants, y compris dérivés
		2 443			(195)		(67)			174	2 356	Actifs d'impôt différé
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>56 056</b>										<b>95 365</b>	<b>Actifs non courants</b>
Stocks et en-cours	84 160										84 160	Stocks
Clients et comptes rattachés	18 807										18 807	Créances clients
		468	687								1 155	Créances d'impôt exigible
Autres créances et comptes de régularisation	17 196	(2 911)	(687)						(201)	(379)	13 018	Autres actifs courants
Disponibilités et VMP	12 048					(8)					12 040	Trésorerie et équivalents de trésorerie
<b>Total actif circulant</b>	<b>132 211</b>										<b>129 180</b>	<b>Actifs courants</b>
<b>Total actif</b>	<b>188 267</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 633</b>	<b>(195)</b>	<b>(8)</b>	<b>(2 815)</b>	<b>(1 366)</b>	<b>(201)</b>	<b>37 230</b>	<b>224 546</b>	<b>Total actif</b>



## Au 30 septembre 2019 (suite)

Passif	Normes françaises 30/09/2019	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IAS 12 – Impôt différé passif sur marque Cardoen	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IAS 32 – Annulation des actions propres	IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions – BSPCE	IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions – AGA	IFRS 3 – Constatation en charges des frais d'acquisition des titres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Datasco	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2019	Passif
Capital	1 185													1 185	Capital
Primes	27 159													27 159	Primes d'émission
Réserves consolidées	13 276				416	(8)	5	41	(47)	(5 277)	(628)		(132)	7 647	Réserves de consolidation
Résultat consolidé	7 189				18		(5)	(41)	47	1 396	(911)		(502)	7 191	Résultat attribuable aux propriétaires de la société
<b>Capitaux propres (part du groupe)</b>	<b>48 809</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>433</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3 882)</b>	<b>(1 538)</b>	<b>-</b>	<b>(633)</b>	<b>43 181</b>	<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>1 164</b>	<b>0</b>			<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(92)</b>	<b>(1 072)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>49 973</b>	<b>0</b>			<b>433</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3 974)</b>	<b>(2 610)</b>	<b>-</b>	<b>(633)</b>	<b>43 181</b>	<b>Total des capitaux propres</b>
		29 375								89	558	(122)		29 899	Dettes financières non courantes
		6 028											33 313	39 341	Dettes de location non courantes
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>1 930</b>	<b>(1 708)</b>												222	Provisions non courantes
		460		3 633									(69)	4 023	Passifs d'impôt différé
										1 339	685			2 024	Dettes de personnel liées à des acquisitions non courantes
		990											(206)	784	Autres passifs non courants
														<b>76 293</b>	<b>Passifs non courants</b>
Emprunts et dettes financières	76 755	(36 097)										(79)		40 581	Dettes financières courantes
		694											5 252	5 946	Dettes de location courantes
		1 249												1 249	Provisions courantes
Fournisseurs et comptes rattachés	22 493												(354)	22 138	Dettes fournisseurs
			795											795	Passifs d'impôt exigible courants
Autres dettes d'exploitation	33 289	2 837	(795)		(628)					(268)			(72)	34 363	Autres passifs courants
Autres dettes et comptes de régularisation	3 827	(3 827)													
<b>Total des dettes</b>	<b>136 364</b>													<b>105 072</b>	<b>Passifs courants</b>
<b>Total passif</b>	<b>188 267</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>3 633</b>	<b>(195)</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 815)</b>	<b>(1 366)</b>	<b>(201)</b>	<b>37 230</b>	<b>224 546</b>	<b>Total des passifs</b>

### 3.1.3. Au 30 septembre 2018

Actif	Normes françaises 30/09/2018	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IAS 12 – Impôt différé passif sur marque Cardoen	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IAS 32 – Annulation des actions propres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Datosco	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2018	Actif
Ecart d'acquisition	13 272			3 633			(2 748)	(1 288)			12 869	Goodwill
Immobilisations incorporelles	24 860	(647)									24 213	Autres immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles	15 117	(7 248)									7 869	Immobilisations corporelles
		7 894								38 350	46 244	Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location
Immobilisations financières	1 114										1 114	Autres actifs financiers non courants, y compris dérivés
		2 063			(187)		(45)			30	1 861	Actifs d'impôt différé
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>54 363</b>										<b>94 170</b>	<b>Actifs non courants</b>
Stocks et en-cours	71 201										71 201	Stocks
Clients et comptes rattachés	16 078										16 078	Créances clients
		1 192	576								1 767	Créances d'impôt exigible
Autres créances et comptes de régularisation	15 662	(3 255)	(576)						(279)	(389)	11 163	Autres actifs courants
Disponibilités et VMP	24 802					(8)					24 793	Trésorerie et équivalents de trésorerie
<b>Total actif circulant</b>	<b>127 743</b>										<b>125 003</b>	<b>Actifs courants</b>
<b>Total actif</b>	<b>182 106</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 633</b>	<b>(187)</b>	<b>(8)</b>	<b>(2 793)</b>	<b>(1 288)</b>	<b>(279)</b>	<b>37 990</b>	<b>219 173</b>	<b>Total actif</b>

## Au 30 septembre 2018 (suite)

Passif	Normes françaises 30/09/2018	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IAS 12 – Impôt différé passif sur marque Cardoen	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IAS 32 – Annulation des actions propres	IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions – BSPCE	IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions – AGA	IFRS 3 – Constatation en charges des frais d'acquisition des titres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Datasco	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2018	Passif
Capital	1 185													1 185	Capital
Primes	27 167													27 167	Primes d'émission
Réserves consolidées	12 469				349	(8)	24	1 109	776	(2 083)	(768)		141	12 008	Réserves de consolidation
Résultat consolidé	1 034				66		(24)	(1 109)	(776)	(3 194)	(141)		(273)	(4 415)	Résultat attribuable aux propriétaires de la société
<b>Capitaux propres (part du groupe)</b>	<b>41 855</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>416</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5 277)</b>	<b>(909)</b>	<b>-</b>	<b>(132)</b>	<b>35 945</b>	<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>1 720</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(343)</b>	<b>(1 377)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>43 575</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>416</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5 620)</b>	<b>(2 286)</b>	<b>-</b>	<b>(132)</b>	<b>35 945</b>	<b>Total des capitaux propres</b>
		31 509								89	558	(201)		31 956	Dettes financières non courantes
		6 721											34 408	41 129	Dettes de location non courantes
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>2 429</b>	<b>(2 224)</b>												205	Provisions non courantes
		621		3 633									(10)	4 244	Passifs d'impôt différé
										2 919	88			3 007	Dettes de personnel liées à des acquisitions non courantes
		1 040											(278)	761	Autres passifs non courants
														<b>81 302</b>	<b>Passifs non courants</b>
Emprunts et dettes financières	75 486	(38 167)									262	(78)		37 502	Dettes financières courantes
		809											4 454	5 263	Dettes de location courantes
		1 603												1 603	Provisions courantes
Fournisseurs et comptes rattachés	25 002	1 458											(371)	26 090	Dettes fournisseurs
			689											689	Passifs d'impôt exigible courants
											90			90	Dettes de personnel liées à des acquisitions courantes
Autres dettes d'exploitation	29 395	2849	(689)		(603)					(181)			(82)	30 691	Autres passifs courants
Autres dettes et comptes de régularisation	6 220	(6 220)													
<b>Total des dettes</b>	<b>136 103</b>													<b>101 926</b>	<b>Passifs courants</b>
<b>Total passif</b>	<b>182 106</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>3 633</b>	<b>(187)</b>	<b>(8)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(2 793)</b>	<b>(1 288)</b>	<b>(279)</b>	<b>37 990</b>	<b>219 173</b>	<b>Total des passifs</b>

### 3.1.4. 1<sup>er</sup> octobre 2017, date de transition aux IFRS

Actif	Normes françaises 30/09/2017	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IAS 32 – Annulation des actions propres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2017	Actif
Ecart d'acquisition	5 369					(2 017)			3 352	Goodwill
Immobilisations incorporelles	5 797	(180)							5 617	Autres immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles	13 671	(8 415)							5 256	Immobilisations corporelles
		8 595						20 669	29 264	Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location
Immobilisations financières	1 130								1 130	Autres actifs financiers non courants, y compris dérivés
		1 786		(175)		(26)		(71)	1 514	Actifs d'impôt différé
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>25 968</b>								<b>46 134</b>	<b>Actifs non courants</b>
Stocks et en-cours	47 755								47 755	Stocks
Clients et comptes rattachés	1 014								1 014	Créances clients
		893	72						965	Créances d'impôt exigible
Autres créances et comptes de régularisation	7 690	(2 679)	(72)				(256)	(403)	4 280	Autres actifs courants
Disponibilités et VMP	25 326				(8)				25 318	Trésorerie et équivalents de trésorerie
<b>Total actif circulant</b>	<b>81 784</b>								<b>79 331</b>	<b>Actifs courants</b>
<b>Total actif</b>	<b>107 752</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(175)</b>	<b>(8)</b>	<b>(2 043)</b>	<b>(256)</b>	<b>20 196</b>	<b>125 465</b>	<b>Total actif</b>

## 1<sup>er</sup> octobre 2017, date de transition aux IFRS (suite)

Passif	Normes françaises 30/09/2017	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IAS 32 – Annulation des actions propres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2017	Passif
Capital	1 175								1 175	Capital
Primes	27 164	2							27 166	Primes d'émission
Réserves consolidées	12 482	(2)		349	(8)	(2 076)		141	10 888	Réserves de consolidation
<b>Capitaux propres (part du groupe)</b>	<b>40 821</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>349</b>	<b>(8)</b>	<b>(2 076)</b>	<b>-</b>	<b>141</b>	<b>39 228</b>	<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>1 411</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(1 411)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>
<b>Capitaux propres totaux</b>	<b>42 232</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>349</b>	<b>(8)</b>	<b>(3 487)</b>	<b>-</b>	<b>141</b>	<b>29 228</b>	<b>Total des capitaux propres</b>
		5 468				89	(200)		5 357	Dettes financières non courantes
		7 528						18 132	25 660	Dettes de location non courantes
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>1 859</b>	<b>(1 859)</b>								Provisions non courantes
						1 077			1 077	Dettes de personnel liées à des acquisitions non courantes
		202						(202)		Autres passifs non courants
									<b>32 095</b>	<b>Passifs non courants</b>
Emprunts et dettes financières	26 121	(13 827)				20	(57)		12 257	Dettes financières courantes
		831						2 537	3 368	Dettes de location courantes
		1 692							1 692	Provisions courantes
Fournisseurs et comptes rattachés	19 266	266						(403)	19 130	Dettes fournisseurs
		167	35						202	Passifs d'impôt exigible courants
						362			362	Dettes de personnel liées à des acquisitions courantes
Autres dettes d'exploitation	17 445	361	(35)	(524)		(105)		(11)	17 133	Autres passifs courants
Autres dettes et comptes de régularisation	829	(829)								
<b>Total des dettes</b>	<b>63 661</b>								<b>54 142</b>	<b>Passifs courants</b>
<b>Total passif</b>	<b>107 752</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>(175)</b>	<b>(8)</b>	<b>(2 043)</b>	<b>(256)</b>	<b>20 196</b>	<b>125 465</b>	<b>Total des passifs</b>

## 3.2. Rapprochement entre le compte de résultat en normes françaises et l'état du résultat global selon le référentiel IFRS

### 3.2.1. Exercice 2019-2020

Compte de résultat Normes françaises	Normes françaises 30/09/2020	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IFRS 2 – Paieement fondé sur des actions – AGA	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Datosco	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2020	Compte de résultat Normes IFRS
Chiffres d'affaires	830 974									830 974	Chiffre d'affaires
Autres produits d'exploitation	6 620	(6 619)								1	Autres produits de l'activité
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>837 594</b>										
Achats consommés matières premières et marchandises	(677 352)	(6 174)								(683 526)	Achats consommés
Autres achats et charges externes	(75 206)	9 445							6 008	(59 754)	Autres achats et charges externes
Charges de personnel	(47 440)	2 006				434				(45 001)	Charges de personnel
					(951)	(75)				(1 026)	Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions
						(13 888)	(1 046)			(14 934)	Charges de personnel liées à des acquisitions
Impôts et taxes	(4 163)		1 024	105						(3 035)	Impôts et taxes
		(1 194)								(1 194)	Dotation aux provisions et dépréciations
		556								556	Autres produits opérationnels
Autres charges d'exploitation	(40)	(672)								(712)	Autres charges opérationnelles
										<b>22 350</b>	<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions	(9 910)	3 070						79		(6 761)	Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles
		(623)							(5 634)	(6 256)	Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(814 112)</b>										
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>23 482</b>	<b>(204)</b>	<b>1 024</b>	<b>105</b>	<b>(951)</b>	<b>(13 529)</b>	<b>(1 046)</b>	<b>79</b>	<b>374</b>	<b>9 332</b>	<b>Résultat opérationnel</b>
		(1 039)						(79)		(1 117)	Coût de l'endettement financier net
		(175)							(738)	(912)	Charges financières sur dettes de location
Produits financiers	3									3	Autres produits financiers
Charges financières	(1 220)	1 214								(7)	Autres charges financières
<b>Résultat financier</b>	<b>(1 217)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(79)</b>	<b>(738)</b>	<b>(2 033)</b>	<b>Résultat financier</b>
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>	<b>22 265</b>										
Charges et produits exceptionnels	(204)	204									
		<b>0</b>	<b>1 024</b>	<b>105</b>	<b>(951)</b>	<b>(13 529)</b>	<b>(1 046)</b>	<b>-</b>	<b>(364)</b>	<b>7 299</b>	<b>Résultat avant impôt</b>
Impôts sur les résultats	(7 367)		(1 024)	(32)		(90)			89	(8 424)	Impôt sur le résultat
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>14 694</b>									<b>(1 125)</b>	<b>Résultat après impôt des activités poursuivies</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>14 694</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>72</b>	<b>(951)</b>	<b>(13 619)</b>	<b>(1 046)</b>	<b>-</b>	<b>(274)</b>	<b>(1 125)</b>	<b>Résultat net</b>
Résultat net (part du groupe)	14 462			72	(951)	(13 508)	(926)		(274)	(1 125)	Attribuable aux propriétaires de la société
Intérêts minoritaires	232					(111)	(120)				Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

### 3.2.2. Exercice 2018-2019

Compte de résultat Normes françaises	Normes françaises 30/09/2019	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions – BSPCE	IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions – AGA	IFRS 3 – Constataction en charges des frais d'acquisition des titres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Datosco	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2019	Compte de résultat Normes IFRS
Chiffres d'affaires	741 612											741 612	Chiffre d'affaires
Autres produits d'exploitation	6 938	(6 921)										16	Autres produits de l'activité
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>748 550</b>												
Achats consommés matières premières et marchandises	(608 887)	(6 835)										(615 722)	Achats consommés
Autres achats et charges externes	(72 456)	9 662					70				5 590	(57 133)	Autres achats et charges externes
Charges de personnel	(42 686)	2 281						87				(40 318)	Charges de personnel
					(5)	(41)						(46)	Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions
								1 580	(1 045)			535	Charges de personnel liées à des acquisitions
Impôts et taxes	(3 634)		795	26								(2 813)	Impôts et taxes
		(482)										(482)	Dotations aux provisions et dépréciations
		200					(34)					(34)	Frais liés à des opérations
Autres charges d'exploitation	(97)	(121)										200	Autres produits opérationnels
												(217)	Autres charges opérationnelles
												<b>25 598</b>	<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions	(8 366)	2 321								78		(5 967)	Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles
		(667)									(5 490)	(6 157)	Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(736 126)</b>												
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>12 424</b>	<b>(562)</b>	<b>795</b>	<b>26</b>	<b>(5)</b>	<b>(41)</b>	<b>36</b>	<b>1 668</b>	<b>(1 045)</b>	<b>78</b>	<b>100</b>	<b>13 474</b>	<b>Résultat opérationnel</b>
		(1 219)								(78)		(1 298)	Coût de l'endettement financier net
		(191)									(805)	(996)	Charges financières sur dettes de location
Produits financiers	1											1	Autres produits financiers
Charges financières	(1 413)	1 410										(3)	Autres charges financières
<b>Résultat financier</b>	<b>(1 412)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(78)</b>	<b>(805)</b>	<b>(2 295)</b>	<b>Résultat financier</b>
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>	<b>11 012</b>												
Charges et produits exceptionnels	(562)	562											
		<b>0</b>	<b>795</b>	<b>26</b>	<b>(5)</b>	<b>(41)</b>	<b>36</b>	<b>1 668</b>	<b>(1 045)</b>	<b>-</b>	<b>(705)</b>	<b>11 179</b>	<b>Résultat avant impôt</b>
Impôts sur les résultats	(3 377)		(795)	(8)			11	(22)			203	(3 988)	Impôt sur le résultat
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>7 073</b>											<b>7 191</b>	<b>Résultat après impôt des activités poursuivies</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>7 073</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>18</b>	<b>(5)</b>	<b>(41)</b>	<b>47</b>	<b>1 646</b>	<b>(1 045)</b>	<b>-</b>	<b>(502)</b>	<b>7 191</b>	<b>Résultat net</b>
Résultat net (part du groupe)	7 189			18	(5)	(41)	47	1 396	(911)		(502)	7 191	Attribuable aux propriétaires de la société
Intérêts minoritaires	(116)							250	(135)				Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

### 3.2.2. Exercice 2017-2018

Compte de résultat Normes françaises	Normes françaises 30/09/2018	IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)	IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat	IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique	IFRS 2 – Paie ment fondé sur des actions – BSPCE	IFRS 2 – Paie ment fondé sur des actions – AGA	IFRS 3 – Constata tion en charges des frais d'acquisition des titres	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars	IFRS 3 & IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Datosco	IFRS 9 – Frais d'émission d'emprunt en déduction des dettes financières	IFRS 16 – Contrats de location	IFRS 30/09/2018	Compte de résultat Normes IFRS
Chiffres d'affaires	549 517											549 517	Chiffre d'affaires
Autres produits d'exploitation	4 898	(4 838)										61	Autres produits de l'activité
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>554 415</b>												
Achats consommés matières premières et marchandises	(455 622)	(6 775)					(70)					(462 397)	Achats consommés
Autres achats et charges externes	(53 739)	9 260									3 526	(41 023)	Autres achats et charges externes
Charges de personnel	(33 037)	1 284						76				(31 677)	Charges de personnel
					(24)	(1 109)						(1 132)	Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions
								(2 445)	(177)			(2 622)	Charges de personnel liées à des acquisitions
Impôts et taxes	(3 559)		689	79								(2 792)	Impôts et taxes
		(1 101)										(1 101)	Dotation aux provisions et dépréciations
							(1 054)					(1 054)	Frais liés à des opérations
		37										37	Autres produits opérationnels
Autres charges d'exploitation	(130)	(714)										(844)	Autres charges opérationnelles
												<b>4 973</b>	<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions	(5 866)	2 349								57		(3 461)	Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles
		(701)									(3 423)	(4 124)	Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(551 953)</b>												
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 462</b>	<b>(1 198)</b>	<b>689</b>	<b>79</b>	<b>(24)</b>	<b>(1 109)</b>	<b>(1 124)</b>	<b>(2 369)</b>	<b>(177)</b>	<b>57</b>	<b>103</b>	<b>(2 611)</b>	<b>Résultat opérationnel</b>
		(524)								(57)		(581)	Coût de l'endettement financier net
		(210)									(486)	(696)	Charges financières sur dettes de location
Produits financiers	14											14	Autres produits financiers
Charges financières	(736)	734										(2)	Autres charges financières
<b>Résultat financier</b>	<b>(722)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(57)</b>	<b>(486)</b>	<b>(1 265)</b>	<b>Résultat financier</b>
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>	<b>1 740</b>												
Charges et produits exceptionnels	(1 031)	1 031											
		(167)	689	79	(24)	(1 109)	(1 124)	(2 369)	(177)	-	(383)	(3 877)	<b>Résultat avant impôt</b>
Impôts sur les résultats	(445)	167	(689)	(12)			348	(19)			110	(539)	Impôt sur le résultat
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>	<b>264</b>											<b>(4 415)</b>	<b>Résultat après impôt des activités poursuivies</b>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>264</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>66</b>	<b>(24)</b>	<b>(1 109)</b>	<b>(776)</b>	<b>(2 388)</b>	<b>(177)</b>	<b>-</b>	<b>(273)</b>	<b>(4 415)</b>	<b>Résultat net</b>
Résultat net (part du groupe)	1 034	(0)		66	(24)	(1 109)	(776)	(3 194)	(141)		(273)	(4 415)	Attribuable aux propriétaires de la société
Intérêts minoritaires	(770)							806	(37)				Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle



### **3.3. Description des principaux retraitements IFRS**

#### **3.3.1. IAS 1 – Présentation des états financiers (reclassements)**

Les comptes des états de synthèse ont fait l'objet de reclassements en vue de conformer leur présentation aux dispositions du référentiel IFRS.

Les principaux reclassements effectués sur l'état de la situation financière sont les suivants :

- ☐ Ventilation des actifs et des passifs entre part courante et part non courante ;
- ☐ Présentation distincte des créances et dettes d'impôt exigible ainsi que des impôts différés actifs et passifs ;
- ☐ Reclassement du droit au bail et des actifs et passifs liés à des contrats de location-financement en droits d'utilisation à l'actif, et dettes de location au passif, ceux-ci entrant dans le champ d'IFRS 16 « Contrats de location ».

Les principaux reclassements effectués sur le compte de résultat sont les suivants :

- ☐ Ventilation du résultat exceptionnel en normes comptables françaises dans les postes du compte de résultat appropriés au regard de la nature des charges et produits ;
- ☐ Incidences relatives au droit au bail et aux actifs et passifs liés à des contrats de location-financement dans les postes dédiés aux contrats de location, ceux-ci entrant dans le champ d'IFRS 16 ;
- ☐ Réaffectation de la production immobilisée et des transferts de charges en diminution des postes de charges concernées, à savoir : autres achats et charges externes et charges de personnel ;
- ☐ Réaffectation des reprises de provisions utilisées en déduction des postes de charges concernées.

#### **3.3.2. IAS 12 – Analyse de la CVAE comme de l'impôt sur le résultat**

Le Groupe analyse la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) comme de l'impôt sur le résultat (se référer à la note 8), ayant conduit :

- ☐ Dans l'état de la situation financière, à reclasser les créances et dettes de CVAE respectivement des autres actifs courants vers les créances d'impôt exigible, et des autres passifs courants vers les passifs d'impôt exigible ;
- ☐ Au compte de résultat, à reclasser les charges de CVAE de chaque période des impôts et taxes vers l'impôt sur le résultat.

#### **3.3.3. IAS 12 – Impôt différé passif sur la marque Cardoen**

En conformité avec les dispositions d'IAS 12 « Impôts sur les résultats », un impôt différé passif sur la marque Cardoen a été constaté dans le cadre de la prise de contrôle de Datosco. S'agissant d'un actif incorporel non amorti reconnu à la date de prise de contrôle de cette société, et analysé comme non cessible séparément de l'entité, il n'avait pas donné lieu à impôt différé passif dans les comptes consolidés établis selon les normes françaises.

#### **3.3.4. IFRIC 21 – Taxes prélevées par une autorité publique**

L'interprétation IFRIC 21 requiert une comptabilisation des taxes opérationnelles en charges de l'exercice au cours duquel le fait générateur fiscal entraînant leur exigibilité est intervenu. Ce mode de comptabilisation a ainsi été retenu pour la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), qui, dans les comptes consolidés établis selon le référentiel français, faisait l'objet d'un provisionnement dès que la base sur laquelle elle est assise est constatée en résultat.

### **3.3.5. IAS 32 – Annulation des actions propres**

Conformément aux dispositions d’IAS 32 « Instruments financiers : présentation », les actions propres sont présentées en déduction des capitaux propres (voir note 18.1), alors qu’elles figuraient en valeurs mobilières de placement dans les comptes consolidés établis selon le référentiel français.

### **3.3.6. IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions**

Selon les principes d’IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », principalement les Attributions Gratuites d’Actions (AGA) et Bons de Souscription de Parts de Créateur d’Entreprise (BSPCE) donnent lieu à la reconnaissance d’une charge reflétant la juste valeur du coût des services rendus, non reflétée dans les comptes consolidés établis selon les normes françaises. Se référer également à la note 6.2.3.

### **3.3.7. IFRS 3 – Constatation en charges des frais d’acquisition des titres**

Les frais d’acquisition de titres ont été constatés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus, conformément à IFRS 3 « Regroupements d’entreprises ». Se référer également à la note 6.2.6. En normes françaises, ils étaient inclus dans le coût d’acquisition des titres pour leur montant net d’impôt.

### **3.3.8. IFRS 3 et IFRS 9 – Options de vente aux minoritaires Clicars et Datosco**

Conformément aux dispositions d’IFRS 3 « Regroupements d’entreprises » et IFRS 9 « Instruments financiers », les options de vente accordées aux actionnaires minoritaires de Clicars et Datosco concomitamment à la prise de contrôle du Groupe dans ces entités, ont été analysées comme constituant :

- ☐ pour partie un put sur minoritaires constitutif d’une dette financière (se référer également à la note 20.5) ;
- ☐ pour partie une rémunération, présentée en « Charges de personnel liées à des acquisitions » (se référer également à la note 6.2.4).

Le groupe a appliqué les dispositions d’IFRS 3 pour tous les regroupements d’entreprises intervenus à compter du 31 mars 2017. Les regroupements d’entreprises de Clicars (prise de contrôle intervenue le 31 mars 2017) et Datosco (prise de contrôle intervenue le 31 juillet 2018) ont ainsi été traités selon ces dispositions.

La méthode de l’acquisition anticipée a été retenue dans la mesure où les puts sur minoritaires sont consentis à prix fixe. Dès lors :

- ☐ Le goodwill a été déterminé selon les dispositions d’IFRS 3, en tenant compte des puts sur minoritaires dans le cadre de la détermination de la contrepartie transférée ; un pourcentage d’intérêt de 100% a ainsi été retenu ;
- ☐ Les écarts d’acquisition constatés dans les comptes consolidés établis selon les normes françaises suite à l’acquisition complémentaire de titres ont été annulés ;
- ☐ Les acquisitions complémentaires de titres intervenues postérieurement aux dates de prises de contrôle initiales et liées à ces options de vente s’analysent en conséquence comme un remboursement de dette financière et/ou le règlement de dettes de personnel, et non comme une transaction entre propriétaires de la Société et intérêts non contrôlants.

Dans les comptes consolidés établis selon les normes françaises, les options de vente aux minoritaires Clicars et Datosco figuraient parmi les engagements hors bilan.

Le goodwill Clicars se détaille comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Clicars</b>
Contrepartie transférée	7 377
Capitaux propres retraités acquis à la juste valeur	4 223
Pourcentage d'intérêt acquis	100%
Quote-part de capitaux propres retraités à la juste valeur acquise	4 223
<b>Goodwill</b>	<b>3 154</b>

Le passage de l'écart d'acquisition normes françaises au goodwill IFRS Clicars se synthétise comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Note</b>	<b>Clicars</b>
Prise de contrôle initiale le 31 mars 2017		5 171
Acquisition complémentaire de titres en juillet 2018		731
<b>Ecart d'acquisition normes françaises</b>		<b>5 902</b>
Constatation en charges des frais d'acquisition des titres liés à la prise de contrôle initiale		(284)
Acquisition anticipée : dette de put entrant dans la contrepartie transférée	6.2.6	109
Acquisition anticipée : pourcentage d'intérêt de 100%	20.5.	(1 842)
Neutralisation de l'écart d'acquisition complémentaire constaté en juillet 2018		(731)
<b>Goodwill</b>	<b>9.</b>	<b>3 154</b>

Le goodwill Datosco se détaille comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Datosco</b>
Contrepartie transférée	28 691
Capitaux propres retraités acquis à la juste valeur	19 174
Pourcentage d'intérêt acquis	100%
Quote-part de capitaux propres retraités à la juste valeur acquise	19 174
<b>Goodwill</b>	<b>9 516</b>

Les actifs et passifs acquis à la juste valeur se synthétisent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Actifs et passifs acquis à la juste valeur</b>
<i><b>Actifs</b></i>	
Autres immobilisations incorporelles	16 905
Immobilisations incorporelles	2 538
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	17 190
Autres actifs financiers non courants, y compris dérivés	6
<b>Actifs non courants</b>	<b>36 638</b>
Stocks	24 999
Créances clients	6 026
Créances d'impôt exigible	12
Autres actifs courants	5 284
Trésorerie et équivalents de trésorerie	885
<b>Actifs courants</b>	<b>37 206</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>73 844</b>
<i><b>Capitaux propres et passifs</b></i>	
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>	<b>19 174</b>
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>-</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>19 174</b>
Dettes de location non courantes	15 515
Provisions non courantes	175
Passifs d'impôt différé	4 282
Autres passifs non courants	900
<b>Passifs non courants</b>	<b>20 872</b>
Dettes financières courantes	24 430
Dettes de location courantes	1 675
Dettes fournisseurs	1 974
Passifs d'impôt exigible	9
Autres passifs courants	5 711
<b>Passifs courants</b>	<b>33 798</b>
<b>Total des capitaux propres et passifs</b>	<b>73 844</b>

Le passage de l'écart d'acquisition normes françaises au goodwill IFRS Datosco se synthétise comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Note</b>	<b>Datosco</b>
Prise de contrôle initiale le 31 juillet 2018		7 172
Acquisition complémentaire de titres en juillet 2019		78
<b>Ecart d'acquisition normes françaises</b>		<b>7 250</b>
Ajustement des frais d'acquisition liés à la prise de contrôle initiale		(70)
Constatation en charges des frais d'acquisition des titres liés à la prise de contrôle initiale	6.2.6	(698)
Acquisition anticipée : dette de put entrant dans la contrepartie transférée	20.5.	820
Acquisition anticipée : pourcentage d'intérêt de 100%		(1 340)
Constatation impôt différé passif sur marque Cardoen	3.3.3.	3 633
Neutralisation de l'écart d'acquisition complémentaire constaté en juillet 2019		(78)
<b>Goodwill</b>	<b>9.</b>	<b>9 516</b>

### 3.3.9. IFRS 9 – Frais d’émission d’emprunt en déduction des dettes financières

Selon les principes d’IFRS 9 « Instruments financiers », les frais d’émission d’emprunt sont déduits de la dette financière et font l’objet d’un étalement sur la durée de l’emprunt selon la méthode du taux d’intérêt effectif. En normes françaises, une inscription à l’actif et un étalement linéaire sur la durée de l’emprunt était retenu.

### 3.3.10. IFRS 16 – Contrats de location

IFRS 16 « Contrats de location » retient un modèle comptable unique pour tous les contrats de location, hors exemptions, qui conduit à constater :

- ☐ un actif représentatif d’un droit d’utilisation de l’actif loué pendant la durée du contrat ;
- ☐ une dette au titre de l’obligation de paiement des loyers.

Se référer également à la note 12.

## 4. Secteurs opérationnels

### PRINCIPES COMPTABLES

#### *Définition des secteurs opérationnels*

*Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l’information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l’analyse de la performance des activités et l’allocation des ressources par le Principal Décideur Opérationnel (PDO) que sont conjointement le Président et le Directeur Général du Groupe. Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui se livre à des activités à partir desquelles le Groupe est susceptible d’acquérir des produits des activités ordinaires et d’encourir des charges. Chaque secteur opérationnel fait l’objet d’un suivi individuel et le résultat opérationnel de chaque secteur est régulièrement examiné par le Président et le Directeur Général en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d’en évaluer la performance.*

#### 4.1. Base de sectorisation

Le Groupe a identifié les secteurs opérationnels suivants qui correspondent aux zones géographiques :

- ☐ France ;
- ☐ Belgique ;
- ☐ Espagne.

Ce découpage sectoriel est le reflet de l’organisation managériale du Groupe ainsi que de son reporting interne tel que soumis au PDO du Groupe. Ce reporting permet d’évaluer la performance des secteurs opérationnels, à partir de l’indicateur d’EBITDA ajusté.

#### 4.2. Indicateurs clés de performance

Pour évaluer la performance des secteurs opérationnels présentés, le Groupe a notamment recours à l’EBITDA ajusté, indicateur de suivi de la performance sous-jacente des activités car le PDO juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre les résultats de chaque secteur. Le Groupe définit son EBITDA ajusté comme le résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations d’immobilisations, déduction faite des éléments suivants :

- ☐ Les charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions (cf. 6.2.3) ;
- ☐ Les charges de personnel liées à des acquisitions (cf. 6.2.4) ;
- ☐ Les frais liés à des opérations (cf. 6.2.6).

S'agissant d'un agrégat non directement présenté dans le compte de résultat consolidé, une réconciliation est présentée conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 :

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>		<b>22 350</b>	<b>25 598</b>	<b>4 973</b>
(Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions)	6.2.3	1 026	46	1 132
Charges de personnel liées à des acquisitions	6.2.4	14 934	(535)	2 622
(Frais liés à des opérations)	6.2.6	-	34	1 054
<b>EBITDA ajusté</b>		<b>38 310</b>	<b>25 143</b>	<b>9 782</b>

### 4.3. Informations sur les secteurs

Les informations relatives à chaque secteur sont présentées ci-après.

#### 4.3.1. Exercice 2019-2020

<i>En milliers d'euros</i>	<b>France</b>	<b>Espagne</b>	<b>Belgique</b>	<b>Total Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>
Chiffres d'affaires total	595 921	65 166	178 904	<b>839 991</b>
Chiffres d'affaires intersegments	-	-	(9 017)	<b>(9 017)</b>
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>595 921</b>	<b>65 166</b>	<b>169 887</b>	<b>830 974</b>
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>27 379</b>	<b>(12 589)</b>	<b>7 559</b>	<b>22 350</b>
(Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions)	951	75	-	<b>1 026</b>
(Charges de personnel liées à des acquisitions)	-	13 888	1 046	<b>14 934</b>
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>28 331</b>	<b>1 374</b>	<b>8 605</b>	<b>38 310</b>
Investissements sectoriels - Immobilisations incorporelles	4 432	374	-	<b>4 807</b>
Investissements sectoriels - Immobilisations corporelles	1 264	292	1 385	<b>2 941</b>
<b>Investissements sectoriels</b>	<b>5 696</b>	<b>677</b>	<b>1 385</b>	<b>7 748</b>
<b>Stocks</b>	<b>40 977</b>	<b>8 252</b>	<b>19 833</b>	<b>69 062</b>

### 4.3.2 Exercice 2018-2019

<i>En milliers d'euros</i>	France	Espagne	Belgique	Total Exercice 2018-2019 (12 mois)
Chiffres d'affaires total	515 211	34 389	199 061	748 660
Chiffres d'affaires intersegments	(490)	(28)	(6 530)	(7 048)
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>514 721</b>	<b>34 361</b>	<b>192 531</b>	<b>741 612</b>
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>16 486</b>	<b>1 106</b>	<b>8 005</b>	<b>25 598</b>
(Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions)	46	-	-	46
(Charges de personnel liées à des acquisitions)	-	(1 580)	1 045	(535)
(Frais liés à des opérations)	34	-	-	34
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>16 566</b>	<b>(474)</b>	<b>9 050</b>	<b>25 143</b>
Investissements sectoriels - Immobilisations incorporelles	4 216	320	6	4 542
Investissements sectoriels - Immobilisations corporelles	1 847	95	1 855	3 797
<b>Investissements sectoriels</b>	<b>6 063</b>	<b>415</b>	<b>1 861</b>	<b>8 339</b>
<b>Stocks</b>	<b>50 836</b>	<b>4 403</b>	<b>28 921</b>	<b>84 160</b>

### 4.3.3 Exercice 2017-2018

<i>En milliers d'euros</i>	France	Espagne	Belgique	Total Exercice 2017-2018 (12 mois)
Chiffres d'affaires total	491 302	26 179	32 361	549 842
Chiffres d'affaires intersegments	(115)	-	(210)	(325)
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>491 186</b>	<b>26 179</b>	<b>32 151</b>	<b>549 517</b>
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>8 847</b>	<b>(5 152)</b>	<b>1 278</b>	<b>4 973</b>
(Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions)	1 132	-	-	1 132
(Charges de personnel liées à des acquisitions)	(0)	2 445	177	2 622
(Frais liés à des opérations)	1 054	-	-	1 054
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>11 034</b>	<b>(2 707)</b>	<b>1 455</b>	<b>9 782</b>
Investissements sectoriels - Immobilisations incorporelles	4 135	5	4	4 144
Investissements sectoriels - Immobilisations corporelles	1 225	164	235	1 623
<b>Investissements sectoriels</b>	<b>5 359</b>	<b>168</b>	<b>239</b>	<b>5 766</b>
<b>Stocks</b>	<b>42 003</b>	<b>5 061</b>	<b>24 138</b>	<b>71 201</b>



#### 4.4 Information relative aux produits et services

La ventilation du chiffre d'affaires par produits et services se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Véhicules d'occasion pré-immatriculés	452 251	390 664	313 033
Véhicules d'occasion reconditionnés	277 423	231 108	172 114
Véhicules d'occasion vendus en B2B	52 427	48 602	40 814
Services	36 330	33 389	15 684
Autres	12 544	37 849	7 872
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>830 974</b>	<b>741 612</b>	<b>549 517</b>

Les « Autres » produits et services correspondent principalement à l'activité « Trading Belgique » d'achat et vente de véhicules à des professionnels, que le Groupe n'envisage pas de poursuivre à moyen terme (contribution de 12 497 milliers d'euros au titre de l'exercice 2019-2020, 37 841 milliers d'euros au titre de l'exercice 2018-2019 et 7 872 milliers d'euros au titre de l'exercice 2017-2018).

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice clos au 30 septembre 2020 s'établit à 830 974 milliers d'euros, en hausse de 12,0% malgré un environnement économique fortement impacté par la crise sanitaire du Covid-19, en particulier la période de confinement du printemps dernier sur l'ensemble des pays du Groupe (France, Espagne, Belgique).

Cette hausse s'explique principalement par :

- ☐ une augmentation du chiffre d'affaires « véhicules d'occasion pré-immatriculés » de 25,8% sur le périmètre France ;
- ☐ une contribution de la société espagnole Clicars à hauteur de 65 166 milliers d'euros vs 34 361 milliers d'euros (+89%) ;
- ☐ une diminution du chiffre d'affaires de la société belge Datos de 192 531 milliers d'euros au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2019 contre 169 887 milliers d'euros au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020 (-11,7%), le confinement suite à la crise sanitaire ayant impacté plus fortement un modèle économique moins « digital » comparé aux modèles Aramis ou Clicars (ventes à distance, livraisons à domicile).

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice clos au 30 septembre 2019 s'établit à 741 612 milliers d'euros, en hausse de 35,0% comparé à l'exercice clos au 30 septembre 2018.

Cette hausse s'explique par deux effets complémentaires :

- ☐ une augmentation du chiffre d'affaires « véhicules d'occasion reconditionnés » de 24,9 % sur le périmètre France ;
- ☐ une contribution de la société Datos à hauteur de 192 530 milliers d'euros contre 32 013 milliers d'euros, qui s'explique par la prise en compte de 12 mois de chiffre d'affaires contre 2 mois lors de l'exercice clos au 30 septembre 2018 du fait d'une entrée de périmètre au 31 juillet 2018 (cf. 5.2).

A ces performances, s'ajoutent :

- ☐ la poursuite de la montée en puissance de l'usine de TRC accompagnant ainsi la croissance des « véhicules d'occasion reconditionnés » ;
- ☐ le développement du chiffre d'affaires de la société de courtage TASC à 695 milliers d'euros.

## Données comparatives au titre de l'exercice 2017-2018

Suite à la prise de contrôle des sociétés Datosco et Datos en date du 31 juillet 2018 (cf. 5.2), et compte tenu de l'incidence significative pour le Groupe de cette variation de périmètre, le chiffre d'affaires consolidé comme si cette prise de contrôle était intervenue le 1<sup>er</sup> octobre 2017 se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2017-2018 pro forma (12 mois)</b>
Véhicules d'occasion pré-immatriculés	397 078
Véhicules d'occasion reconditionnés	183 326
Véhicules d'occasion vendus en B2B	45 279
Services	25 449
Autres	42 070
<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>693 202</b>
<i>Dont France</i>	<i>491 186</i>
<i>Dont Espagne</i>	<i>26 179</i>
<i>Dont Belgique</i>	<i>175 836</i>

Les « Autres » produits et services (42 070 milliers d'euros) correspondent intégralement à l'activité « Trading Belgique » d'achat et vente de véhicules à des professionnels que le Groupe n'envisage pas de poursuivre.

## 5. Méthode et périmètre de consolidation

### PRINCIPES COMPTABLES

#### Principes de consolidation

*Les états financiers consolidés comprennent l'actif et le passif, le résultat et les flux de trésorerie de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et opérations réciproques entre les sociétés contrôlées par le Groupe sont éliminés.*

*Les filiales sont les entités dont le Groupe a le contrôle. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les participations acquises dans ces entités sont consolidées à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.*

#### 5.1. Liste des sociétés consolidées

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société	N° Siren	Siège Social	Pays	30/09/2020		30/09/2019		30/09/2018		30/09/2017	
				% intérêt	Méthode de consolidation	% intérêt	Méthode de consolidation	% intérêt	Méthode de consolidation	% intérêt	Méthode de consolidation
Aramis Group	484964036	Arcueil (94)	France	100,00%	Société Mère	100,00%	Société Mère	100,00%	Société Mère	100,00%	Société Mère
SAS Aramis	439289265	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
Aramis GMBH	04522844981	Frankfurt am Main (D 60322)	Allemagne	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS The remarketing Company	483598983	Donzères (26)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS SOFILEA	512511635	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS ARA ULIS	804763662	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS The Customer Company	803746619	Rennes (35)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG

SAS Ara Le Pontet	821547452	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
SAS The Automotive Services Company	830106761	Arcueil (94)	France	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG	100,00%	IG
Clicars	B87220042	Madrid	Espagne	64,49%	IG	64,49%	IG	64,49%	IG	56,39%	IG
DATOSCO	BE 0643.727.335	Boomsesteenweg 950-958 Wilrijk	Belgique	96,00%	IG	96,00%	IG	94,12%	IG		NC
DATOS	BE 0425.303.824	Boomsesteenweg 950-958 Wilrijk	Belgique	96,00%	IG	96,00%	IG	94,12%	IG		NC

IG : intégration globale

NC : non consolidée

La méthode de l'acquisition anticipée ayant été retenue pour Clicars, Datosco et Datos, un pourcentage d'intérêt de 100% est dans les faits appliqué depuis leur date de prise de contrôle initiale (se référer aux notes 3.3.8, 5.2 et 20.5).

## 5.2. Variations de périmètre

### PRINCIPES COMPTABLES

#### Regroupements d'entreprises

*Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la norme IFRS 3, Regroupements d'entreprises, en appliquant la méthode de l'acquisition.*

*Le goodwill correspond à :*

- ☐ *La juste valeur de la contrepartie transférée ; plus*
- ☐ *Le montant comptabilisé pour tout intérêt ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus*
- ☐ *Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins*
- ☐ *Le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.*

*Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.*

*La contrepartie de l'acquisition est évaluée à la juste valeur, qui correspond à la somme des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs transférés, des passifs encourus ou pris en charge et des titres de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Lorsque la contrepartie transférée par la Société dans le cadre d'un regroupement d'entreprises comprend un accord de contrepartie éventuelle, la contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle correspondant à des instruments de dette sont portées au compte de résultat.*

*Les coûts liés à l'acquisition sont enregistrés en tant que charges lorsqu'ils sont engagés. Ils sont présentés en « Frais liés à des opérations ».*

*À la date d'acquisition, le Groupe comptabilise les actifs acquis et les passifs pris en charge identifiables (actif net identifiable) des filiales, sur la base de leur juste valeur à cette même date (sauf exceptions). Les actifs et passifs comptabilisés pourront être ajustés pendant une période maximale de 12 mois à compter de la date d'acquisition, en fonction des nouvelles informations recueillies sur les faits et circonstances existant à la date d'acquisition.*

La méthode de l'acquisition anticipée a été retenue dans le cadre des regroupements d'entreprises de Clicars (prise de contrôle intervenue le 31 mars 2017) et Datosco (prise de contrôle intervenue le 31 juillet 2018) dans la mesure où des puts sur minoritaires sont consentis à prix fixe. Dès lors :

- ☐ Le goodwill a été déterminé selon les dispositions d'IFRS 3, en tenant compte des puts sur minoritaires dans le cadre de la détermination de la contrepartie transférée ; un pourcentage d'intérêt de 100% a ainsi été retenu ;
- ☐ Les acquisitions complémentaires de titres intervenues postérieurement aux dates de prises de contrôle initiales et liées à ces options de vente s'analysent en conséquence comme un remboursement de dette financière (cf. 20.5) et/ou le règlement de dettes de personnel (cf. 6.2.4), et non comme une transaction entre propriétaires de la Société et intérêts non contrôlants.

A des fins de comparabilité, le compte de résultat consolidé de l'exercice 2017-2018 comprend deux mois d'activité des filiales belges Datos et Datosco, leur prise de contrôle étant intervenue le 31 juillet 2018 :

- ☐ Aramis Group a à cette date pris le contrôle de la société de droit belge Datosco ;
- ☐ Cette dernière détient l'intégralité des actions de la société belge Datos qui entre ainsi également dans le périmètre de consolidation.

## 6. Résultat opérationnel et flux liés à l'activité

### 6.1. Chiffre d'affaires

#### PRINCIPES COMPTABLES

Les activités du Groupe sont les suivantes :

##### **Vente de véhicules**

Le chiffre d'affaires est reconnu au moment du transfert de contrôle qui s'effectue lors de la prise en main du véhicule par le client.

Dans le cas du contrat « Cardoen Lease », Cardoen (Datos) propose depuis quelques années une option de rachat du véhicule au bout de 5 ans à 30% du prix de vente. Sur la base des premiers contrats arrivant à l'échéance des 5 ans, dans la majorité des cas, le client n'exerce pas l'option et conserve le véhicule au bout des 5 ans et, lorsque le client retourne le véhicule, celui-ci est revendu en seconde main à un prix supérieur. Par conséquent, aucun passif ou actif de contrat n'est comptabilisé au titre de ces droits de retour.

##### **Commission (financement, assurance, entretien)**

Dans le cadre de contrats avec des sociétés de financement, d'assurance ou d'entretien, le groupe agit comme un intermédiaire afin de proposer des produits de ces sociétés. En contrepartie, le Groupe est rémunéré par des commissions. Le chiffre d'affaires est reconnu à la date de livraison des véhicules.

##### **Services**

Le Groupe vend dans le cadre de contrats « Service + » et « Extension de garantie » des services d'entretien (contre un paiement mensuel par le client) ou de garanties (contre un paiement d'avance du client). Les contrats « Extension de garantie » sont d'une durée de 1 à 5 ans tandis que les contrats « Services + » couvrent une période de 7 ans. Le chiffre d'affaires correspondant est reconnu sur ces périodes de façon linéaire dans la mesure où cette méthode est représentative du rythme d'engagements des coûts relatifs à ces contrats.

#### 6.1.1. Ventilation du chiffre d'affaires

L'information est présentée en note 4.4.

### 6.2. Charges opérationnelles

#### 6.2.1. Achats consommés

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Achat matières premières, fournitures & autres approvisionnements	(357)	(466)	(362)
Variation stocks de marchandises	(14 942)	13 010	(612)
Achats de marchandises	(668 227)	(628 266)	(461 425)
Reprises dépréciations des stocks matières premières et marchandises	-	-	2
<b>Achats consommés</b>	<b>(683 526)</b>	<b>(615 722)</b>	<b>(462 397)</b>

L'augmentation des achats consommés entre l'exercice 2017-2018 et l'exercice 2018-2019 s'explique par le fait que l'exercice 2017-2018 n'intègre que deux mois d'activité des entités belges (cf. 5.2).

## 6.2.2. Charges de personnel et avantages du personnel

### Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Rémunérations du personnel	(30 825)	(28 514)	(22 474)
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	(12 428)	(11 110)	(8 658)
Participation des salariés	(1 748)	(695)	(544)
<b>Charges de personnel</b>	<b>(45 001)</b>	<b>(40 318)</b>	<b>(31 677)</b>

### Effectif moyen

<i>Effectif moyen</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Cadres et équivalents	212	180	167
Agents de maîtrise	23	22	18
Employés	453	456	358
Ouvriers et apprentis	89	83	37
<b>Charges de personnel</b>	<b>777</b>	<b>741</b>	<b>580</b>

### Avantages du personnel

#### **PRINCIPES COMPTABLES**

##### Avantages du personnel à court terme

Les avantages à court terme du personnel sont comptabilisés en charges lorsque le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant que le Groupe s'attend à payer s'il a une obligation actuelle juridique ou implicite d'effectuer ces paiements en contrepartie de services passés rendus par le membre du personnel et que l'obligation peut être estimée de façon fiable.

##### Régimes à prestations définies

Les régimes de retraite à prestations définies désignent les régimes pour lesquels une entité s'engage formellement ou par obligation implicite sur un montant ou un niveau de prestations et supporte donc le risque à moyen ou long terme.

##### Régimes à cotisations définies

Les régimes de retraite à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, mais qui ne comportent aucun engagement du Groupe sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations aux régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

#### **Régimes applicables au Groupe**

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour le calcul des indemnités de départ à la retraite, est déterminé en fonction de leur ancienneté et en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Aucune provision n'est cependant comptabilisée.

En effet, le groupe pour les activités en France a contracté un régime de type « Cotisations définies » et cotise à un organisme spécialisé (IRP AUTO) dans la gestion des avantages au personnel de secteur automobile. Cet organisme dans le cas d'un départ à la retraite, versera aux sociétés concernées 75% de la somme due par celles-ci. La part de 25% d'engagement résiduel restant à la charge des dites sociétés est non significative.

En Belgique, l'employeur cotise aussi à un fonds de garantie KBC insurance qui prend en charge les indemnités de fin de carrière dans le cadre d'un engagement de type « contribution définie ».

En effet, en application de la législation belge, l'entreprise conserve une partie du risque lié à l'engagement, c'est-à-dire qu'elle signe avec KBC un contrat au terme duquel :

Datos paie des cotisations à KBC ;

- ☐ KBC place l'argent collecté sur des fonds sécurisés ;
- ☐ KBC, lors du départ du salarié, doit verser à ce dernier le montant des cotisations collectées, auquel est ajouté un rendement de 1,75%. Or, c'est Datos qui supporte in fine le risque : si KBC ne parvenait pas à délivrer cette rentabilité, Datos serait contrainte de payer la différence (engagement de type « minimal rentability ») ;
- ☐ KBC est interrogé annuellement pour s'assurer que Datos ne supporte pas un engagement additionnel. A ce jour, aucun passif complémentaire n'a été identifié (l'actif couvre le passif).

Enfin en Espagne, la législation ne fait supporter aux entreprises aucune obligation de type IDR. Par conséquent, aucune provision pour indemnités de départ en retraite n'est comptabilisée par le Groupe.

### 6.2.3. Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions

#### PRINCIPES COMPTABLES

*La juste valeur déterminée à la date d'attribution des droits à paiement fondé sur des actions réglés en instruments de capitaux propres accordés aux membres du personnel est généralement comptabilisée en charges, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service et de performance hors marché seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance hors marché à la date d'acquisition. Pour les droits à paiement fondé sur des actions assortis d'autres conditions, l'évaluation de la juste valeur à la date d'attribution reflète ces conditions et les écarts entre l'estimation et la réalisation ne donnent lieu à aucun ajustement ultérieur.*

*La juste valeur du montant dû à un membre du personnel au titre des droits à l'appréciation d'actions, qui sont réglés en trésorerie, est comptabilisée en charges en contrepartie d'une augmentation de passif, sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent le droit au règlement de manière définitive. Le passif est réévalué à chaque date de clôture ainsi qu'à la date de règlement en fonction de la juste valeur des droits à l'appréciation d'actions. Toute variation du passif est comptabilisée en résultat net.*

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Attribution d'Actions Gratuites	(951)	(41)	(1 109)
Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)	-	(5)	(24)
Autres actions Clicars	(75)	-	-
<b>Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions</b>	<b>(1 026)</b>	<b>(46)</b>	<b>(1 133)</b>

### 6.2.3.1. Description des accords dont le paiement est fondé sur des actions

#### Bons de Souscription de Part de Créateur d'Entreprise (BSPCE)

Un plan de 25 500 Bons de Souscription de Part de Créateur d'Entreprise a été octroyé le 13 janvier 2016 qui donnent droit aux bénéficiaires d'acquérir des actions de la Société.

Les principales caractéristiques et conditions relatives aux attributions dans le cadre de ces programmes sont les suivantes. Toutes les options doivent être réglées par remise d'actions.

Tranches	Nombre d'instruments attribués	Date d'attribution	Conditions d'acquisition	Durée de vie de l'instrument
Tranche 1	7 500	13/01/2016	Les instruments sont acquis immédiatement et exerçables dès leur attribution	8 ans
Tranche 2	2 400	13/01/2016	Les instruments sont acquis immédiatement et exerçables dès leur attribution	8 ans
Tranche 3	6 600	13/01/2016	Les instruments sont acquis le 01/07/2017	8 ans
Tranche 4	9 000	13/01/2016	Les instruments sont acquis selon le calendrier suivant : - 1/3 au 01/01/2017 - 1/3 au 01/01/2018 - 1/3 au 01/01/2019	8 ans
Total	25 500			

#### Attribution gratuite d'actions (AGA)

Plusieurs plans d'AGA ont été mis en place avec une période d'acquisition des droits d'un an. Durant cette période, il est contractuellement défini que le bénéficiaire doit être lié à Aramis Group par un contrat de travail.

Date d'attribution	Nombre d'instruments attribués	Période d'acquisition
21/06/2017	8 500	1 an
01/09/2017	3 000	1 an
16/09/2019	8 000	1 an
Total	19 500	

### 6.2.3.2. Evaluation des justes valeurs

IFRS 2 recommande de prendre en compte dans le calcul des justes valeurs des instruments de rémunération les paramètres suivants :

- ☐ Prix d'exercice de l'option
- ☐ La durée de vie de l'option
- ☐ La maturité de l'option
- ☐ Le prix actuel des actions sous-jacentes



- ☐ La volatilité
- ☐ Les dividendes
- ☐ Le taux d'intérêt sans risque.

Le modèle retenu pour l'évaluation des justes valeurs des BSPCE est le modèle de Black-Scholes.

Les paramètres et hypothèses retenus dans l'évaluation des justes valeurs des BSPCE sont les suivants :

Hypothèses BSPCE (toutes tranches)	
Date de maturité estimée	Exercice à mi-vie
Prix du sous-jacent	142,20€
Prix d'exercice	60€
Taux sans risque	0,89%
Taux de dividende	0%
Maturité	Voir ci-dessous
Volatilité historique	30%

La maturité estimée des BSPCE correspond à la mi-vie entre la date d'acquisition et la date de fin de vie de l'instrument. Sur cette base, les maturités estimées retenues par tranche sont les suivantes :

Maturités estimées		Date de maturité
Tranche 1		14 janvier 2020
Tranche 2		14 janvier 2020
Tranche 3		30 septembre 2020
Tranche 4	T1	30 juin 2020
	T2	1 <sup>er</sup> janvier 2021
	T3	30 juin 2021

Les AGA ont été valorisées sur la base d'une valeur de l'action de 142,20 € pour les attributions de 2017 et de 124,00 € pour les attributions de 2019.

### 6.2.3.3. Evolution du nombre d'instruments

Le tableau ci-dessous détaille le nombre de BSPCE exercés, caducs et encore actifs au 30/09/2020.

BSPCE	Date d'attribution	Cours à la date d'attribution	Date d'acquisition	Durée de vie	Prix d'exercice	Nombre de BSPCE octroyés	Nombre de BSPCE exercés	BSPCE Caducs	Nombre de BSPCE actifs
Tranche 1	13/01/2016	142,20 €	13/01/2016	8 ans	60 €	7 500	325	4 175	3 000
Tranche 2			13/01/2016			2 400	901	1 029	470
Tranche 3			01/07/2017			6 600	0	2 600	4 000
Tranche 4			01/01/2017 01/01/2018 01/01/2019			9 000	0	3 500	5 500
						25 500	1 226	11 304	12 970

### 6.2.3.4. Charges comptabilisées en résultat

Les charges par tranche du plan de BSPCE sont les suivantes (en euros) :

	Valorisation IFRS2		Charges IFRS2 – 13/01/2016				Charges IFRS2 – 30/09/2020			
	Valorisation 13/01/2016	Valorisation 30/09/2020	01/10/2015 30/09/2016	01/10/2016 30/09/2017	01/10/2017 30/09/2018	01/10/2018 30/09/2019	01/10/2015 30/09/2016	01/10/2016 30/09/2017	01/10/2017 30/09/2018	01/10/2018 30/09/2019
T1	643 855 €	285 442 €	643 855 €				285 442 €			
T2	206 034 €	117 697 €	206 034 €				117 697 €			
T3	572 801 €	347 152 €	278 806 €	293 994 €			278 806 €	68 346 €		
T4	259 357 €	259 357 €	191 536 €	67 820 €			191 536 €	67 820 €		
	261 389 €	108 912 €	94 883 €	132 910 €	33 597 €		94 883 €	11 119 €	2 831 €	
	263 384 €	109 743 €	63 380 €	88 781 €	88 781 €	22 442 €	63 380 €	20 581 €	20 581 €	5 202 €
Toutes tranches	2 206 819 €	1 228 303 €	1 478 494 €	583 505 €	122 378 €	22 442 €	1 031 745 €	167 945 €	23 411 €	5 202 €

Les charges IFRS 2 au 13 janvier 2016 correspondent au nombre de BSPCE octroyés à cette date.

Les charges IFRS 2 au 30 septembre 2020 intègrent les annulations de BSPCE à la suite du départ de certaines personnes de la société et correspondent de facto au montant constaté en compte de résultat, étalé sur la durée d'acquisition des droits.

La dernière tranche étant acquise au 1er janvier 2019, il n'y a donc pas de charge sur l'exercice 1er octobre 2019 – 30 septembre 2020.

Les charges IFRS 2 reconnues après la date de transition sont donc les suivantes :

- ☐ Exercice clos le 30 septembre 2018 : 23 milliers d'euros ;
- ☐ Exercice clos le 30 septembre 2019 : 5 milliers d'euros.

Les charges comptabilisées au titre des plans d'AGA depuis la date de transition se répartissent comme suit :

- ☐ Exercice clos le 30 septembre 2018 : 1 109 milliers d'euros ;
- ☐ Exercice clos le 30 septembre 2019 : 41 milliers d'euros ;
- ☐ Exercice clos le 30 septembre 2020 : 951 milliers d'euros.

#### 6.2.4. Charges de personnel liées à des acquisitions

Les charges de personnel liées à des acquisitions et la variation des dettes de personnel liées à des acquisitions se détaillent comme suit :

Dettes de personnel liées à des acquisitions <i>En milliers d'euros</i>	1 <sup>er</sup> Engagement Clicars	2 <sup>ème</sup> Engagement Clicars	1 <sup>er</sup> Engagement Datosco	2 <sup>ème</sup> Engagement Datosco	Total
<b>Au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>	<b>362</b>	<b>1 077</b>	-	-	<b>1 439</b>
dont non courant	-	1 077	-	-	<b>1 077</b>
dont courant	362	-	-	-	<b>362</b>
Charges de personnel liées à des acquisitions	603	1 842	90	88	<b>2 622</b>
Paieement	(965)	-	-	-	<b>(965)</b>
<b>Au 30 Septembre 2018</b>	-	<b>2 919</b>	<b>90</b>	<b>88</b>	<b>3 096</b>
dont non courant	-	2 919	-	88	<b>3 007</b>
dont courant	-	-	90	-	<b>90</b>
Charges de personnel liées à des acquisitions	-	(1 580)	448	598	<b>535</b>
Paieement	-	-	(537)	-	<b>(537)</b>
<b>Au 30 Septembre 2019</b>	-	<b>1 339</b>	-	<b>685</b>	<b>2 024</b>
dont non courant	-	1 339	-	685	<b>2 024</b>
dont courant	-	-	-	-	-
Charges de personnel liées à des acquisitions	-	13 888	-	1 046	<b>14 934</b>
<b>Au 30 Septembre 2020</b>	-	<b>15 227</b>	-	<b>1 732</b>	<b>16 958</b>
dont non courant	-	15 227	-	1 732	<b>16 958</b>
dont courant	-	-	-	-	-

Dans le tableau des flux de trésorerie, la variation des dettes de personnel liées à des acquisitions (contrepartie bilancielle des « Charges de personnel liées à des acquisitions ») est incluse dans la variation du besoin en fonds de roulement (cf. 6.3).

Dans le cadre des regroupements d'entreprises relatifs à Clicars et Datosco, réalisés respectivement en 2017 et 2018, les options de vente accordées à leurs actionnaires minoritaires concomitamment à la prise de contrôle du Groupe dans ces entités, ont été analysées comme constituant :

- ☐ pour partie un put sur minoritaires constitutif d'une dette financière (se référer à la note 20.5) ;
- ☐ pour partie une rémunération dans la mesure où le Groupe s'est engagé à rémunérer les anciens actionnaires fondateurs de ces deux ensembles en contrepartie de leurs services en tant que salariés du Groupe. Cette rémunération, qui leur sera versée au moment de leur départ, s'appuie notamment sur un multiple du chiffre d'affaires réalisé par ces deux ensembles lors des douze derniers mois précédant la date de leur départ. Les charges de personnel liées à ces engagements sont estimées pour la totalité de la période de services, depuis la prise de contrôle, lors de chaque clôture en fonction des dernières prévisions d'activité, sur la base d'une hypothèse de départ à la date la plus probable, et reconnues de façon linéaire pro rata temporis.

#### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Clicars

Une rémunération de 965 milliers d'euros a été versée dans ce cadre en juillet 2018 à l'un des anciens actionnaires de Clicars, se traduisant par une charge de personnel de 603 milliers d'euros sur l'exercice 2017-2018.

S'agissant des autres anciens actionnaires de Clicars encore présents en tant que salariés au sein du Groupe, sur la base du business plan, le montant à verser par Aramis Group pour rémunérer les services de ces derniers en cas de départ en 2022 a fait l'objet des estimations suivantes :

- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2018 : 9 730 milliers d'euros ;
- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2019 : 2 677 milliers d'euros ;
- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2020 : 21 752 milliers d'euros.

Ces estimations peuvent différer, de façon substantielle, des montants définitifs.

#### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Datosco

Une rémunération de 537 milliers d'euros a été versée en juillet 2019 à l'un des anciens actionnaires de Datosco, se traduisant par une charge de personnel de 224 milliers d'euros sur l'exercice 2017-2018 et de 313 milliers d'euros sur l'exercice 2018-2019.

S'agissant des deux autres anciens actionnaires de Datosco encore présents en tant que salariés au sein du Groupe, sur la base du business plan, le montant à verser par Aramis Group pour rémunérer leurs services en cas de départ en 2024 a fait l'objet des estimations suivantes :

- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2018 : 3 154 milliers d'euros ;
- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2019 : 3 525 milliers d'euros ;
- Dans le cadre de l'exercice clos au 30 septembre 2020 : 4 796 milliers d'euros.

Ces estimations peuvent différer, de façon substantielle, des montants définitifs.

### **6.2.5. Dotations aux provisions et dépréciations**

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Dotation nette aux provisions pour garantie	21	(460)	165	(429)
Dotation aux autres provisions	21	(312)	74	(185)
Dotation pour dépréciation des stocks de marchandises		(156)	(51)	(81)
Dotation pour dépréciation des créances clients et autres actifs		(265)	(669)	(405)
<b>Dotation aux provisions et dépréciations</b>		<b>(1 194)</b>	<b>(482)</b>	<b>(1 101)</b>

Les dotations aux autres provisions et dépréciations s'entendent nettes des reprises non utilisées.

### **6.2.6. Frais liés à des opérations**

#### **PRINCIPES COMPTABLES**

*Les frais liés à des opérations comprennent notamment les frais liés à des acquisitions conformément aux dispositions d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ».*

*Les frais externes et internes, lorsqu'éligibles, directement attribuables aux opérations de capital ou sur instruments de capitaux propres sont comptabilisés, nets d'impôts, en diminution des capitaux propres. Les autres frais sont portés en charges de l'exercice.*

<i>En milliers d'euros</i>	<i>Notes</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Frais liés à des acquisitions		-	(34)	(1 054)
- dont frais d'acquisition Clicars	3.3.8	-	-	(11)
- dont frais d'acquisition Datosco	3.3.8	-	(34)	(1 043)

Frais liés à des opérations	-	(34)	(1 054)
-----------------------------	---	------	---------

### 6.2.7. Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2019-2020 (12 mois)	Exercice 2018-2019 (12 mois)	Exercice 2017-2018 (12 mois)
Produits de cession des immobilisations	349	11	-
Autres produits	208	189	37
<b>Autres produits opérationnels</b>	<b>556</b>	<b>200</b>	<b>37</b>
Valeur nette comptable des éléments cédés	(386)	(55)	(273)
Autres charges	(326)	(162)	(571)
<b>Autres charges opérationnelles</b>	<b>(712)</b>	<b>(217)</b>	<b>(844)</b>

Au titre de l'exercice 2019-2020,

- ☐ 349 milliers d'euros de produits de cession des immobilisations et 374 milliers d'euros de valeur nette comptable des éléments cédés sont liés à la vente de véhicules immobilisés chez Datos ;
- ☐ Les autres produits comprennent notamment 100 milliers d'euros d'indemnités perçues par Datos de la part de la BNP dans le cadre du litige avec le fournisseur albanais ;
- ☐ Les autres charges comprennent notamment 112 milliers d'euros de pertes dans le cadre du dénouement du litige avec le fournisseur AutoInvest.

Au titre de l'exercice 2017-2018,

- ☐ La valeur nette comptable des éléments cédés comprend 180 milliers d'euros de sorties d'immobilisations qui n'étaient plus utilisées en agences ou qui ont fait l'objet d'un remplacement au cours de l'exercice ;
- ☐ Les autres charges comprennent principalement :
- ☐ 84 milliers d'euros de constatation de pertes sur des indemnités de remboursement d'assurance sur des procédures qui n'ont pas abouti ;
- ☐ 254 milliers d'euros de frais de transactions avec des collaborateurs ayant quitté le groupe au cours de l'exercice ;
- ☐ 199 milliers d'euros d'amendes pour non dénonciation.

### 6.3. Variation du besoin en fonds de roulement

La variation du besoin en fonds de roulement se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2019-2020 (12 mois)	Exercice 2018-2019 (12 mois)	Exercice 2017-2018 (12 mois)
Variation des stocks	15 099	(12 959)	691
Variation des créances clients	270	(4 506)	(8 177)
Variation des autres actifs	(5 728)	175	129
Variation des dettes fournisseurs	(1 108)	(2 213)	5 112

Variation des dettes de personnel liées à des acquisitions	14 934	(1 072)	1 657
Variation des autres passifs	7 827	3 489	4 698
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>31 294</b>	<b>(17 437)</b>	<b>4 111</b>

## 6.4 Free cash flow

Le free cash flow, déterminé à partir des éléments du tableau des flux de trésorerie, se définit comme :

- les flux de trésorerie liés à l'activité opérationnelle, à l'exclusion des décaissements de dettes de personnel liées à des acquisitions (voir 6.2.4) et des décaissements de frais liés à des opérations,
- diminués des flux de trésorerie liés à l'activité d'investissement (nets de cessions), à l'exclusion de l'incidence des acquisitions de filiales,
- diminués des remboursements des dettes de loyers, intérêts financiers nets payés, et autres frais financiers payés et produits financiers reçus.

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2019-2020 (12 mois)	Exercice 2018-2019 (12 mois)	Exercice 2017-2018 (12 mois)
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>4.2</b>	<b>38 310</b>	<b>25 143</b>	<b>9 782</b>
Elimination des provisions		728	(338)	(59)
Neutralisation des éléments s'analysant comme des flux d'investissement		37	47	273
Variation du besoin en fonds de roulement		16 360	(16 936)	435
Impôt payé		(8 406)	(3 984)	(1 236)
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités opérationnelles</b>		<b>47 029</b>	<b>3 932</b>	<b>9 194</b>
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		(7 748)	(8 339)	(5 766)
Cession d'immobilisations		349	35	-
Variation des prêts et autres actifs financiers		5	(15)	22
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		-	(1 419)	(25 579)
<b>Trésorerie nette liée aux (utilisée par les) activités d'investissement</b>		<b>(7 394)</b>	<b>(9 738)</b>	<b>(31 324)</b>
Neutralisation des décaissements inclus dans les flux de trésorerie liés à l'activité, exclus du free cash flow :				
- Décaissements des dettes de personnel liées à des acquisitions	6.2.4	-	537	965
- Décaissements des frais liés à des opérations		-	34	1 124
Neutralisation des décaissements inclus dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, exclus du free cash flow :				
- Décaissements liés aux activités de financement, inclus dans le free cash flow :			1 419	25 579
- Remboursements d'emprunts liés à des dettes de location	12.2. & 20.1.	(6 052)	(5 686)	(3 852)
- Intérêts payés		(1 395)	(1 659)	(1 042)
- Autres frais financiers payés et produits financiers reçus		(2)	1	14
<b>Free cash flow</b>		<b>32 185</b>	<b>(11 160)</b>	<b>657</b>
Emissions d'emprunts	20.1.	36 231	10 089	44 278

Remboursements d'emprunts (hors remboursement liés à des dettes de locations)	20.1.	(40 835)	(6 683)	(20 804)
Décassements des dettes de personnel liées à des acquisitions	6.2.4.	-	(537)	(965)
Décassements des frais liés à des opérations		-	(34)	(1 124)
Acquisition de filiales, sous déduction de trésorerie acquise		-	(1 419)	(25 579)
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>27 580</b>	<b>(9 743)</b>	<b>(3 537)</b>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</i>	20.6.	12 037	21 781	25 318
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</i>	20.6.	39 618	12 037	21 781

## 7. Résultat financier

### PRINCIPES COMPTABLES

*Le résultat financier englobe pour l'essentiel les charges d'intérêts sur les emprunts, constatés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Par ailleurs, il inclut les intérêts sur la dette de loyers déterminée conformément à IFRS 16 sur l'ensemble des contrats de location (hors exemption).*

Le résultat financier se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Charges d'intérêts sur emprunt	(1 117)	(1 298)	(581)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(1 117)</b>	<b>(1 298)</b>	<b>(581)</b>
Charges financières sur dettes de location	(912)	(996)	(696)
Pertes de change sur autres dettes et créances - réalisées	(1)	(3)	(2)
Autres charges financières	(5)	(0)	(0)
Autres produits financiers	3	1	14
<b>Autres charges financières</b>	<b>(916)</b>	<b>(998)</b>	<b>(684)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(2 033)</b>	<b>(2 295)</b>	<b>(1 265)</b>

## 8. Impôt sur le résultat

### PRINCIPES COMPTABLES

*La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. La charge d'impôt est calculée selon les lois fiscales en vigueur, ou pratiquement en vigueur à la date de clôture dans les pays où la Société et ses filiales opèrent.*

*Le montant de l'impôt exigible dû (ou à recevoir) est déterminé sur la base de la meilleure estimation du montant d'impôt que le Groupe s'attend à payer (ou à recevoir) reflétant, le cas échéant, les incertitudes qui s'y rattachent.*

*La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), assise sur la valeur ajoutée des comptes sociaux, est analysée par le Groupe comme constituant de l'impôt sur le résultat.*

*L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés en résultat net, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres. Si l'impôt exigible ou l'impôt différé découle de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, l'incidence fiscale est incluse dans la comptabilisation du regroupement d'entreprises.*

*Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés sur la base des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs au bilan et leurs valeurs fiscales respectives (sauf exceptions). L'incidence sur les actifs et passifs d'impôts différés d'une modification des taux d'imposition et des lois fiscales est généralement comptabilisée en produit/charge fiscale sur la période pendant laquelle la modification est pratiquement entrée en vigueur. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués selon les taux d'imposition attendus pour la période de réalisation de l'actif ou de règlement du passif, d'après les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur, ou pratiquement en vigueur, à la date de clôture.*

*Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés au titre des différences temporelles déductibles et des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés. Les bénéfices futurs imposables sont évalués par rapport au renversement des différences temporelles imposables. Si le montant des différences temporelles ne suffit pas à comptabiliser l'intégralité d'un actif d'impôt différé, les bénéfices futurs imposables, ajustés du renversement des différences temporelles, sont évalués par rapport au plan d'activité de chacune des filiales du Groupe. Les actifs d'impôt différé sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est désormais plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Ces réductions sont reprises lorsque la probabilité de bénéfices futurs imposables augmente.*

*Les actifs d'impôt différé non reconnus sont réévalués à chaque date de clôture et sont comptabilisés, s'il devient probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels ceux-ci pourront être imputés.*

## ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES RETENUES PAR LA DIRECTION

Le jugement de la Direction est nécessaire pour déterminer dans quelle mesure les déficits fiscaux pourront être récupérés par le Groupe entraînant la comptabilisation d'un actif d'impôts différés. En évaluant la comptabilisation des actifs d'impôts différés, la Direction examine s'il est plus probable qu'improbable, que ceux-ci soient utilisés. In fine, les actifs d'impôts différés seront utilisés si un bénéfice imposable suffisant, ajusté du renversement des différences temporelles, est disponible pendant les périodes au cours desquelles les différences temporelles deviendront déductibles. Les estimations du bénéfice imposable et des utilisations des reports de pertes fiscales sont établies sur la base des prévisions de résultat découlant du budget, du plan à moyen terme et, si nécessaire, sur la base de prévisions supplémentaires.

### 8.1. Charge d'impôt sur le résultat

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Impôt exigible	(7 754)	(3 908)	(235)
CVAE (reclassement en impôt sur le résultat)	(1 024)	(795)	(689)
<b>Impôt exigible</b>	<b>(8 778)</b>	<b>(4 703)</b>	<b>(923)</b>
Impôt différé	354	715	385
<b>Impôt différé</b>	<b>354</b>	<b>715</b>	<b>385</b>
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>(8 424)</b>	<b>(3 988)</b>	<b>(539)</b>

### 8.2. Analyse des impôts différés au bilan

<b>Impôts différés par nature (En milliers d'euros)</b>	<b>01/10/2017</b>	<b>Variation de la période</b>	<b>Variations de périmètre</b>	<b>30/09/2018</b>	<b>Variation de la période</b>	<b>30/09/2019</b>	<b>Variation de la période</b>	<b>30/09/2020</b>
Provisions non déductibles	251	(237)	-	14	-	14	(14)	-
Participation des salariés	81	(44)	-	37	218	255	380	635
Autres différences temporaires	42	19	-	61	31	92	2	93



Crédit d'impôt	-	-	-	-	74	<b>74</b>	6	<b>80</b>
Déficits fiscaux	<b>1 044</b>	343	-	<b>1 387</b>	155	<b>1 542</b>	(172)	<b>1 369</b>
Marge sur stocks	<b>69</b>	(26)	-	<b>43</b>	7	<b>50</b>	3	<b>53</b>
Frais d'acquisition de titres	<b>114</b>	244	(0)	<b>358</b>	(79)	<b>279</b>	(94)	<b>185</b>
IFRS 16 – Contrats de location	<b>(85)</b>	59	-	<b>(27)</b>	146	<b>119</b>	40	<b>159</b>
Relation client Datos	-	27	(649)	<b>(622)</b>	162	<b>(460)</b>	203	<b>(256)</b>
Marque Datosco	-	-	(3 633)	<b>(3 633)</b>	-	<b>(3 633)</b>	-	<b>(3 633)</b>
<b>Total</b>	<b>1 514</b>	<b>385</b>	<b>(4 282)</b>	<b>(2 382)</b>	<b>715</b>	<b>(1 668)</b>	<b>354</b>	<b>(1 313)</b>
<i>Dont impôts différés actifs</i>	<i>1 514</i>			<i>1 861</i>		<i>2 356</i>		<i>2 485</i>
<i>Dont impôts différés passifs</i>	<i>(0)</i>			<i>4 244</i>		<i>4 023</i>		<i>3 799</i>

### 8.3. Rapprochement entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
<b>Taux d'imposition théorique</b>	<b>33,33%</b>	<b>33,33%</b>	<b>33,33%</b>
<b>Résultat net</b>			
Attribuable aux propriétaires de la société	(1 125)	7 191	(4 415)
<b>Résultat consolidé après impôt des sociétés intégrées</b>	<b>(1 125)</b>	<b>7 191</b>	<b>(4 415)</b>
Impôt exigible	(8 778)	(4 703)	(923)
Impôt différé	354	715	385
<b>Impôt sur le résultat</b>	<b>(8 424)</b>	<b>(3 988)</b>	<b>(539)</b>
<b>Résultat consolidé avant impôt des sociétés intégrées</b>	<b>7 299</b>	<b>11 179</b>	<b>(3 877)</b>
<b>Impôt théorique (au taux d'imposition de la société consolidante)</b>	<b>(2 433)</b>	<b>(3 726)</b>	<b>1 292</b>
Différences de taux d'imposition	252	131	(184)
Résultat non déductible des entités étrangères	(204)	(168)	(44)
Crédit d'impôt	-	112	293
Redressement d'IS	-	-	(56)
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	(317)	(15)	(378)
Charges de personnel liées à des acquisitions	(4 978)	202	(874)
CVAE	(683)	(530)	(459)
Autres différences permanentes	(61)	6	(129)
<b>Impôt effectif</b>	<b>(8 424)</b>	<b>(3 988)</b>	<b>(539)</b>

### 8.4. Actifs d'impôt différé non comptabilisés

La totalité des actifs d'impôt différé potentiels a été reconnue par le Groupe compte tenu des passifs d'impôt différé disponibles et des perspectives de bénéfices imposables futurs.

### 8.5. Intégration fiscale

Toutes les sociétés françaises du groupe sont membres du périmètre d'intégration fiscale française du Groupe.

## 9. Goodwill

### PRINCIPES COMPTABLES

À la date d'acquisition, le goodwill est évalué conformément aux normes comptables applicables aux regroupements d'entreprises, tel que décrit en note 5.2.

Le goodwill n'est pas amorti, mais il est soumis à un test de dépréciation à chaque fin d'exercice, ou dès lors que des événements ou un changement de situation indiquent qu'il pourrait subir une perte de valeur.

Les pertes de valeur affectant le goodwill ne peuvent pas être reprises. Les méthodes appliquées par le Groupe pour effectuer les tests de dépréciation sont décrites en note 13.

Valeurs nettes En milliers d'euros	The remarketing company	Aramis	Clicars	Datosco/Datos	Total
Valeur nette au 1 <sup>er</sup> octobre 2017	-	198	3 154	-	3 352
Variations de périmètre	-	-	-	9 516	9 516
Valeur nette au 30 septembre 2018	-	198	3 154	9 516	12 869
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Valeur nette au 30 septembre 2019	-	198	3 154	9 516	12 869
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Valeur nette au 30 septembre 2020	-	198	3 154	9 516	12 869
Dont :					
Valeur brute au 30 septembre 2020	17	198	3 154	9 516	12 886
Dépréciations au 30 septembre 2020	(17)	-	-	-	(17)

S'agissant des goodwills Clicars et Datosco/Datos, il est possible de se référer à la note 3.3.8.

## 10. Autres immobilisations incorporelles

### PRINCIPES COMPTABLES

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les éléments suivants :

- ☐ Les coûts de développement du site internet et des outils internes chez Aramis ;
- ☐ Des logiciels ;
- ☐ Des marques ;
- ☐ Des relations clients, issues de certains regroupements d'entreprises, pour lesquels la nature du portefeuille clients détenu par l'entité acquise, ainsi que la nature de l'activité que celle-ci exerce devraient permettre à l'entité acquise de poursuivre ses relations commerciales avec ses clients.

Elles sont comptabilisées initialement :

- ☐ En cas d'acquisition : pour leur coût d'acquisition ;
- ☐ En cas de regroupement d'entreprises : pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle ;
- ☐ En cas de production interne : pour leur coût de production pour le Groupe.

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan pour leur coût initial diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur constatées.

Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- ☐ Brevets, licences, site internet : linéaire 3 ans
- ☐ Logiciels et progiciels : linéaire 1 à 10 ans
- ☐ Les marques sont considérées comme étant à durée de vie indéfinie et ne font ainsi pas l'objet d'un amortissement.

Valeurs nettes En milliers d'euros		Concessions, brevets & droits similaires	Marques	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Valeurs brutes
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>		<b>7 640</b>	<b>250</b>	<b>-</b>	<b>3 341</b>	<b>11 231</b>
	Variations de périmètre	640	14 530	2 238	-	17 408
	Acquisitions	2 008	-	(92)	1 984	3 900
	Cessions	-	-	(17)	(75)	(93)
	Reclassements	3 370	-	17	(3 479)	(92)
<b>Valeur brute au 30 septembre 2018</b>		<b>13 658</b>	<b>14 780</b>	<b>2 146</b>	<b>1 770</b>	<b>32 354</b>
	Acquisitions	382	-	-	4 146	4 528
	Cessions	(30)	-	-	(26)	(56)
	Reclassements	3 745	-	-	(3 770)	(25)
<b>Valeur brute au 30 septembre 2019</b>		<b>17 754</b>	<b>14 780</b>	<b>2 146</b>	<b>2 120</b>	<b>36 801</b>
	Acquisitions	432	-	-	4 387	4 820
	Cessions	-	-	-	(8)	(8)
	Reclassements	3 597	-	-	(3 597)	-
<b>Valeur brute au 30 septembre 2020</b>		<b>21 784</b>	<b>14 780</b>	<b>2 146</b>	<b>2 903</b>	<b>41 613</b>

Amortissements et dépréciations En milliers d'euros	Amt/Dép. Conc, brevets & droits similaires	Amt/Dép. marques	Amt/Dép. autres immobilisations incorporelles	Amt/Dép. immobilisations incorporelles en cours	Amortissements et dépréciations
<b>Amortissements et dépréciations au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>	<b>(5 613)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(5 613)</b>
	Variations de périmètre	(504)	-	-	(504)
	Dotations	(2 023)	-	(93)	(2 116)
	Reclassement	-		92	92
<b>Amortissements et dépréciations au 30 septembre 2018</b>	<b>(8 140)</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>-</b>	<b>(8 141)</b>
	Dotations	(3 146)	-	(559)	(3 706)
	Cessions	30	-	-	30
<b>Amortissements et dépréciations au 30 septembre 2019</b>	<b>(11 256)</b>	<b>-</b>	<b>(561)</b>	<b>-</b>	<b>(11 817)</b>
	Dotations	(3 659)	-	(559)	(4 219)
<b>Amortissements et dépréciations au 30 septembre 2020</b>	<b>(14 916)</b>	<b>-</b>	<b>(1 120)</b>	<b>-</b>	<b>(16 036)</b>
Valeurs nettes En milliers d'euros	Concessions, brevets et droit similaires	* Marques	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Valeurs nettes
<b>Valeur nette comptable au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>	<b>2 026</b>	<b>250</b>	<b>-</b>	<b>3 341</b>	<b>5 617</b>
<b>Valeur nette comptable au 30 septembre 2018</b>	<b>5 518</b>	<b>14 780</b>	<b>2 145</b>	<b>1 770</b>	<b>24 213</b>
<b>Valeur nette comptable au 30 septembre 2019</b>	<b>6 498</b>	<b>14 780</b>	<b>1 585</b>	<b>2 120</b>	<b>24 984</b>
<b>Valeur nette comptable au 30 septembre 2020</b>	<b>6 869</b>	<b>14 780</b>	<b>1 026</b>	<b>2 903</b>	<b>25 577</b>

Les concessions, brevets et droits similaires correspondent uniquement à des brevets, logiciels, et site internet, dont 18,4 millions d'euros en valeur brute sont relatifs au développement du site internet et des outils internes chez Aramis ainsi que 1,3 million d'euros au titre du logiciel Sage X3, mis en service le 2 novembre 2017 en lieu et place de Sage ligne 100, l'ensemble étant amortis à hauteur de 13,9 millions d'euros au 30 septembre 2020 (amortissement à hauteur de 11,2 millions d'euros au 30 septembre 2019 et 7,6 millions d'euros au 30 septembre 2018).

Les marques sont composées de :

- ☐ 250 milliers d'euros de la marque Aramis, reconnue lors de l'apport des titres Aramis ;
- ☐ 14 530 milliers d'euros de la marque Cardoen, valorisée et reconnue suite à l'acquisition de la société Datosco en date du 31 juillet 2018 ;
- ☐ Les autres immobilisations incorporelles sont principalement composées de 2 238 milliers d'euros de valorisation de « relation clients » provenant de l'acquisition de Datos amortie sur une durée de 4 ans.

Les immobilisations incorporelles en cours se composent principalement comme suit :

- ☐ 199 milliers d'euros au titre de projet lié au traitement de la DATA, contre 261 milliers d'euros au 30 septembre 2019 et 207 milliers d'euros au 30 septembre 2018 ;
- ☐ 1 544 milliers d'euros au titre du développement du site internet et des applications mobiles, contre 185 milliers d'euros au 30 septembre 2019 et 141 milliers d'euros au 30 septembre 2018 ;
- ☐ 1 160 milliers d'euros au titre des développements sur des logiciels à usage interne, contre 1 612 milliers d'euros au 30 septembre 2019 et 928 milliers d'euros au 30 septembre 2018.

## 11. Immobilisations corporelles

### PRINCIPES COMPTABLES

*Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique diminué des amortissements et dépréciations éventuelles cumulés. Le coût inclut les frais accessoires directement attribuables à l'acquisition.*

*Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont amorties en appliquant l'approche par composants selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimées suivantes :*

- ☐ Agencements, aménagements des constructions (10, 15, 18 ou 30 ans) ;
- ☐ Installations techniques, matériel et outillage (1 à 10 ans) ;
- ☐ Matériel de bureau et informatique (2 à 5 ans) ;
- ☐ Mobilier de bureau (3, 5 ou 10 ans).

Valeurs brutes En milliers d'euros	Constructions	Installations tech, matériel & outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Valeurs brutes
<b>Valeur nette au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>	<b>1 592</b>	<b>307</b>	<b>8 473</b>	<b>2</b>	<b>10 375</b>
Variations de périmètre	164	964	5 862	-	<b>6 990</b>
Acquisitions	-	108	1 413	79	<b>1 600</b>
Cessions	(25)	(1)	(541)	-	<b>(566)</b>
Reclassements	-	0	2	(2)	<b>0</b>

<b>Valeur nette au 30 septembre 2018</b>	<b>1 732</b>	<b>1 378</b>	<b>15 209</b>	<b>79</b>	<b>18 399</b>
Acquisitions	11	211	2 968	607	3 797
Cessions	(32)	(29)	(1 606)	(3)	(1 670)
Reclassements	-	-	664	(646)	18
<b>Valeur nette au 30 septembre 2019</b>	<b>1 710</b>	<b>1 560</b>	<b>17 236</b>	<b>37</b>	<b>20 544</b>
Acquisitions	14	86	2 823	18	2 941
Cessions	-	-	(664)	(4)	(667)
Reclassements	-	-	34	(34)	-
<b>Valeur nette au 30 septembre 2020</b>	<b>1 724</b>	<b>1 645</b>	<b>19 430</b>	<b>18</b>	<b>22 817</b>

<b>Amortissements et dépréciations</b> <i>En milliers d'euros</i>	<b>Amt/Dép. constructions</b>	<b>Amt/Dép. install tech, matériel &amp; outil.</b>	<b>Amt/Dép. autres immobilisation s</b>	<b>Amt/Dép. immobilisation s corporelles en cours</b>	<b>Amortissements et dépréciations</b>
<b>Amortissements et dépréciations au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>	<b>(655)</b>	<b>(113)</b>	<b>(4 351)</b>	<b>-</b>	<b>(5 119)</b>
Variations de périmètre	(51)	(179)	(4 222)	-	(4 452)
Dotations	(149)	(71)	(1 124)	-	(1 344)
Cessions	9	1	376	-	386
<b>Amortissements et dépréciations au 30 septembre 2018</b>	<b>(845)</b>	<b>(362)</b>	<b>(9 322)</b>	<b>-</b>	<b>(10 529)</b>
Dotations	(174)	(178)	(1 910)	-	(2 261)
Cessions	29	29	1 556	-	1 615
<b>Amortissements et dépréciations au 30 septembre 2019</b>	<b>(990)</b>	<b>(511)</b>	<b>(9 675)</b>	<b>-</b>	<b>(11 176)</b>
Dotations	174	(160)	(2 207)	-	(2 542)
Cessions	-	-	289	-	289
<b>Amortissements et dépréciations au 30 septembre 2020</b>	<b>(1 165)</b>	<b>(671)</b>	<b>(11 593)</b>	<b>-</b>	<b>(13 429)</b>
<b>Valeur nette comptable au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>	<b>937</b>	<b>194</b>	<b>4 122</b>	<b>2</b>	<b>5 256</b>
<b>Valeur nette comptable au 30 septembre 2018</b>	<b>887</b>	<b>1 016</b>	<b>5 888</b>	<b>79</b>	<b>7 869</b>
<b>Valeur nette comptable au 30 septembre 2019</b>	<b>721</b>	<b>1 049</b>	<b>7 561</b>	<b>37</b>	<b>9 368</b>
<b>Valeur nette comptable au 30 septembre 2020</b>	<b>560</b>	<b>974</b>	<b>7 836</b>	<b>18</b>	<b>9 388</b>

Les acquisitions réalisées sur les postes de constructions et autres immobilisations corporelles comprennent essentiellement :

- ☐ au cours de l'exercice 2019-2020, le coût des travaux relatifs aux agences commerciales d'Aramis et de Datos ainsi que 505 milliers d'euros de véhicules mis à disposition de salariés chez Datos ;
- ☐ au cours des exercices 2018-2019 et 2017-2018, le coût des travaux relatifs aux agences commerciales d'Aramis et aux travaux d'aménagement réalisés au siège.

## 12. Contrats de location

### PRINCIPES COMPTABLES

*Selon IFRS 16, un contrat ou une partie de contrat est ou contient une location s'il accorde le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour une certaine durée, en échange d'une contrepartie.*

*Le Groupe comptabilise un actif « droit d'utilisation » et une dette de loyers à la date de début du contrat de location. L'actif « droit d'utilisation » est initialement évalué au coût, puis ensuite au coût diminué de tout amortissement et de toute perte de valeur cumulée, le montant pouvant être ajusté en fonction de certaines réévaluations du passif de loyers.*

*La dette de loyers est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers dus non encore payés à la date de début du contrat. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt implicite du contrat ou, s'il ne peut être aisément déterminé, au taux d'emprunt marginal (sur la base des durations et non des maturités). C'est ce dernier taux que le Groupe utilise généralement en tant que taux d'actualisation.*

*La dette de loyers est ensuite augmentée de la charge d'intérêts et diminuée des montants de loyers payés.*

*Elle est réévaluée en cas de modification des loyers futurs suite à un changement d'indice ou de taux, ou, le cas échéant, en cas de réévaluation par le Groupe de l'exercice d'une option d'achat ou d'une option de résiliation.*

Conformément aux options offertes par IFRS 16, le Groupe a décidé de ne pas retraiter les contrats de location d'une durée inférieure ou égale à 1 an ou portant sur des actifs de faible valeur. Ces contrats sont ainsi constatés en « Autres achats et charges externes ».

Les principaux contrats de location du Groupe portent sur des agences commerciales et techniques.

## ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES RETENUES PAR LA DIRECTION

Le jugement des opérationnels est nécessaire pour déterminer les dates de sortie des contrats de location compte tenu des options de résiliation ou de renouvellement prévues dans le cadre de certains contrats de location immobilière.

### 12.1. Droits d'utilisation

Valeurs brutes En milliers d'euros	Terrains	Constructions	Autres immobilisations corporelles	Valeurs brutes
Valeur brute au 1 <sup>er</sup> octobre 2017	2 367	27 346	1 180	30 894
Variations de périmètre	-	17 190	-	17 190
Acquisitions	-	3 914	-	3 914
Valeur brute au 30 septembre 2018	2 367	48 449	1 180	51 997
Acquisitions	-	4 575	-	4 575
Valeur brute au 30 septembre 2019	2 367	53 024	1 180	56 572
Acquisitions	-	1 454	72	1 525
Valeur brute au 30 septembre 2020	2 367	54 478	1 252	58 098

Amortissements et dépréciations En milliers d'euros	Dépréciations des terrains	Amt/Dép. constructions	Amt/Dép. autres immobilisations corp.	Amortissements et dépréciations
Amortissements et dépréciations au 1 <sup>er</sup> octobre 2017	-	(1 151)	(478)	(1 629)
Dotations	-	(3 904)	(220)	(4 124)
Amortissements et dépréciations au 30 septembre 2018	-	(5 056)	(697)	(5 753)
Dotations	-	(5 971)	(186)	(6 157)
Amortissements et dépréciations au 30 septembre 2019	-	(11 027)	(883)	(11 910)
Dotations	-	(6 115)	(141)	(6 256)
Amortissements et dépréciations au 30 septembre 2020	-	(17 142)	(1 024)	(18 166)
Valeur nette comptable au 1 <sup>er</sup> octobre 2017	2 367	26 194	703	29 264
Valeur nette comptable au 30 septembre 2018	2 367	43 394	483	46 244
Valeur nette comptable au 30 septembre 2019	2 367	41 998	297	44 662
Valeur nette comptable au 30 septembre 2020	2 367	37 337	228	39 932

Les droits d'utilisation sont principalement relatifs à la France et à la Belgique.



## 12.2. Dettes de loyer

L'évolution de la dette de loyers sur les exercices 2018, 2019 et 2020 est présentée dans les tableaux ci-dessous :

<b>Dettes de locations courantes et non courantes</b> <i>En milliers d'euros</i>	<b>Dettes de locations</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>	<b>29 028</b>
<i>dont classé en passifs non courants</i>	25 660
<i>dont classé en passifs courants</i>	3 368
	Variations de périmètre 17 190
	Augmentation 4 027
	Diminution (3 852)
<b>Au 30 septembre 2018</b>	<b>46 393</b>
<i>dont classé en passifs non courants</i>	41 129
<i>dont classé en passifs courants</i>	5 263
	Augmentation 4 580
	Diminution (5 686)
<b>Au 30 septembre 2019</b>	<b>45 287</b>
<i>dont classé en passifs non courants</i>	39 341
<i>dont classé en passifs courants</i>	5 946
	Augmentation 1 514
	Diminution (6 052)
<b>Valeur brute au 30 septembre 2020</b>	<b>40 748</b>
<i>dont classé en passifs non courants</i>	34 389
<i>dont classé en passifs courants</i>	6 359

<b>Echéance au 30 septembre 2020</b>				
<i>En milliers d'euros</i>	<b>Moins d'un an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>A plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Dettes de location non courantes	-	25 644	8 745	<b>34 389</b>
Dettes de location courantes	6 359	-	-	<b>6 359</b>
<b>Total dettes de locations</b>	<b>6 359</b>	<b>25 644</b>	<b>8 745</b>	<b>40 748</b>

<b>Echéance au 30 septembre 2019</b>				
<i>En milliers d'euros</i>	<b>Moins d'un an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>A plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Dettes de location non courantes	-	24 230	15 111	<b>39 341</b>
Dettes de location courantes	5 946	-	-	<b>5 946</b>
<b>Total dettes de locations</b>	<b>5 946</b>	<b>24 230</b>	<b>15 111</b>	<b>45 287</b>

<b>Echéance au 30 septembre 2018</b>				
<i>En milliers d'euros</i>	<b>Moins d'un an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>A plus de 5 ans</b>	<b>Total</b>
Dettes de location non courantes	-	19 394	21 735	<b>41 129</b>
Dettes de location courantes	5 263	-	-	<b>5 263</b>
<b>Total dettes de locations</b>	<b>5 263</b>	<b>19 394</b>	<b>21 735</b>	<b>46 393</b>

Dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, le Groupe a bénéficié de reports de paiements de loyers. Les reports d'échéance s'établissent à 402 milliers d'euros au 30 septembre 2020 et seront honorés d'ici mi-juin 2021.

### 12.3. Contrats exemptés

La charge de location des contrats exemptés de l'application d'IFRS 16 est la suivante :

- ☐ Exercice 2017-2018 : 0,2 million d'euros ;
- ☐ Exercice 2018-2019 : 0,6 million d'euros ;
- ☐ Exercice 2019-2020 : 0,4 million d'euros.

### 13. Dépréciation des goodwill et des immobilisations

#### **PRINCIPES COMPTABLES**

*Les valeurs comptables des goodwill et des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au moins une fois par an et dès lors que des événements ou un changement de situation indiquent qu'elles pourraient subir une perte de valeur. Les autres immobilisations sont soumises à un test de dépréciation dès lors que des événements ou un changement de situation indiquent qu'elles pourraient subir une perte de valeur. Ces événements ou situations sont liés à des changements importants et défavorables qui ont une incidence sur l'environnement économique et sur les hypothèses ou objectifs définis au moment de l'acquisition.*

*Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie qui bénéficie des synergies du regroupement, en fonction du niveau auquel le rendement des investissements est suivi à des fins de gestion interne. Une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs de l'entité.*

*Les immobilisations et les goodwill sont testés par le Groupe au niveau des UGT qui correspondent aux pays.*

*Lorsque la valeur comptable des UGT dépasse leur valeur recouvrable, une dépréciation est constatée et affectée en premier à la valeur comptable de tout goodwill attribué aux UGT.*

*La valeur recouvrable des UGT correspond à la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité, qui est évaluée par rapport à leurs projections de flux de trésorerie actualisés futurs attendus.*

*Pour les tests de goodwill, sauf indication contraire, la valeur d'utilité est retenue au titre de la valeur recouvrable d'un groupe d'actifs.*

*Les pertes de valeur enregistrées au titre du goodwill ne peuvent être reprises via le compte de résultat. Pour les immobilisations corporelles et autres immobilisations incorporelles, une dépréciation comptabilisée au cours des périodes précédentes pourra être reprise, en tenant compte de l'ajustement des amortissements, s'il existe un indice montrant que la perte de valeur n'existe plus et que la valeur recouvrable de l'actif est supérieure à sa valeur comptable.*

#### **ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES RETENUES PAR LA DIRECTION**

Les hypothèses, jugements et estimations sur lesquelles se fondent les tests de valeur sont les principales hypothèses retenues pour l'estimation des valeurs recouvrables dans le calcul de la valeur d'utilité (taux d'actualisation, taux de croissance à l'infini, flux de trésorerie attendus) qui dépendent de l'appréciation du contexte économique et financier.

### 13.1. Résultats des tests de dépréciation

La valeur recouvrable des UGT Belgique et Espagne a été déterminée sur la base de leur valeur d'utilité, elle-même obtenue en actualisant les flux de trésorerie futurs liés à l'utilisation continue de l'UGT.

La valeur d'utilité des UGT et des goodwill est déterminée selon la méthode suivante :

- ☐ Les projections à 5 ou 8 ans des flux de trésorerie après impôts, établies à partir des budgets et plans à moyen terme préparés par les entités du Groupe et approuvés par la Direction, sont actualisées ;
- ☐ Pour l'UGT Belgique, les projections retenues sont sur 8 ans pour le test au 30 septembre 2019 et 5 ans pour le test au 30 septembre 2020. Pour l'UGT Espagne, les projections retenues sont sur 8 ans pour les tests au 30 septembre 2017, 30 septembre 2018 et 30 septembre 2019 et 5 ans pour le test au 30 septembre 2020 ;
- ☐ Le plan à moyen terme approuvé par la Direction a une durée de 5 ans. Les projections sur 8 ans correspondent au business plan du management sur 5 ans extrapolé sur une période de 3 ans supplémentaires. La croissance du chiffre d'affaires sur les trois années d'extrapolation est réduite linéairement de façon à la faire passer du niveau de croissance attendu sur la cinquième année du business plan au taux de croissance à l'infini de 2%. Le taux d'EBITDA retenu pour la période extrapolée est le taux d'EBITDA attendu sur la cinquième année du business plan ;
- ☐ Au-delà de ces 5 ou 8 années, les flux futurs de trésorerie à perpétuité sont extrapolés à partir d'un taux de croissance à l'infini appliqué sur la prévision de trésorerie normative, qui correspond à celle de la dernière année du plan moyen terme, retraitée si nécessaire des éléments non récurrents ;
- ☐ L'actualisation des flux de trésorerie est effectuée selon un taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou groupe d'actifs). Ce taux correspond au coût moyen pondéré du capital (WACC) après impôts. L'utilisation d'un taux après impôts appliqué à des flux de trésorerie fiscalisés aboutit à la détermination de valeurs recouvrables similaires à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés ; et
- ☐ S'agissant de l'UGT Belgique, le chiffre d'affaires de l'exercice clos au 30 septembre 2021 est attendu à un niveau supérieur à celui de l'exercice clos au 30 septembre 2019 notamment porté par l'ouverture d'un centre de reconditionnement au début du second semestre.

Les hypothèses clés utilisées dans l'estimation de la valeur d'utilité sont les suivantes :

<b>Espagne</b>	<b>Coût moyen pondéré du capital</b>	<b>Taux de croissance déterminer la valeur terminale</b>	<b>Taux d'EBITDA normatif pour déterminer la valeur terminale</b>
Au 30 septembre 2017	8,6%	2,0%	3,0%
Au 30 septembre 2018	8,6%	2,0%	3,0%
Au 30 septembre 2019	9,4%	2,0%	3,3%
Au 30 septembre 2020	9,4%	2,0%	4,0%

<b>Belgique</b>	<b>Coût moyen pondéré du capital</b>	<b>Taux de croissance déterminer la valeur terminale</b>	<b>Taux d'EBITDA normatif pour déterminer la valeur terminale</b>
Au 30 septembre 2019	9,4%	2,0%	4,6%

L'EBITDA utilisé pour déterminer la valeur d'utilité des UGT testées correspond à l'EBITDA ajusté tel que défini en note 4.2.

Les tests sont réalisés selon les hypothèses suivantes :

- ☐ Les prévisions utilisées sont fondées sur l'expérience passée et sur les données macroéconomiques concernant le marché de la vente de véhicules d'occasion ;
- ☐ Le taux de croissance à l'infini s'établit à 2,0 %. Ce taux est en ligne avec le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité du Groupe ;
- ☐ Le taux d'actualisation (WACC) a été calculé par un expert indépendant. Les principales composantes du coût moyen pondéré du capital sont une prime de risque marché, un taux sans risque correspondant à une moyenne des taux d'intérêt des emprunts d'État de maturité élevée, un bêta calculé sur la base d'un échantillon des entreprises du secteur.

Suite à l'application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe a appliqué la méthodologie suivante :

- ☐ Les capitaux employés testés incluent les droits d'utilisation et la dette sur biens loués ;
- ☐ La valeur recouvrable est calculée à partir des flux de trésorerie après impôts incluant les sorties de trésorerie liées aux loyers ;
- ☐ Le coût moyen pondéré du capital (WACC) après impôts ne tient pas compte de l'incidence de la norme IFRS 16.

La valeur recouvrable estimée de chacune de ces UGT s'est avérée supérieure à sa valeur comptable à chaque clôture.

Les variations suivantes des hypothèses retenues pour effectuer les tests au 30 septembre 2017, 2018, 2019 et 2020, considérées comme raisonnables par le Groupe, n'auraient pas conduit à une perte de valeur :

- ☐ Hausse du WACC de 0,5 point ;
- ☐ Baisse du taux de croissance à long terme de 0,5 point ;
- ☐ Baisse du taux d'EBITDA utilisé pour calculer la valeur terminale de 0,5 point.

En complément, afin de fournir des informations quantitatives en la matière, la sensibilité des tests de perte de valeur a été formalisée au 30 septembre 2020 au regard des variations des trois hypothèses suivantes, les variations retenues allant au-delà de celles considérées comme raisonnables par le Groupe :

- ☐ Augmentation du taux d'actualisation de 1 point ;
- ☐ Diminution du taux de croissance à l'infini de 1 point ;
- ☐ Baisse du taux d'EBITDA sur chiffre d'affaires utilisé dans le calcul de la valeur terminale de 1 point.

Aucune perte de valeur ne serait à enregistrer que ces changements soient pris individuellement ou de façon combinée.

La marge des tests, qui correspond à l'écart entre la valeur d'utilité et la valeur nette comptable ainsi que les impacts des variations d'hypothèses clés sur cette marge au 30 septembre 2020 sont présentés par pays dans le tableau suivant :

Test <i>En milliers d'euros</i>	Marge du test	Sensibilité – WACC augmenté de 1 point	Sensibilité – Taux de croissance à long terme réduit de 1 point	Sensibilité – Taux d'EBITDA utilisé pour calculer la valeur terminale réduit de 1 point	Combinaison des 3 facteurs
Belgique 30/09/19	48 174				
Belgique 30/09/20	59 083	(14 115)	(11 254)	(33 352)	(48 130)
Espagne 30/09/17	14 845				
Espagne 30/09/18	20 411				
Espagne 30/09/19	26 898				
Espagne 30/09/20	110 822	(21 162)	(17 390)	(46 509)	(69 889)

#### 14. Autres actifs non courants

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Titres immobilisés	25	25	27
Prêts, cautionnements et autres créances	1 097	1 102	1 087
<b>Autres actifs financiers non courants, y compris dérivés</b>	<b>1 122</b>	<b>1 127</b>	<b>1 114</b>

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés.

La variation des « Prêts, cautionnements et autres créances » correspond au versement et remboursement de dépôts de garantie sur les locations immobilières.

#### 15. Stocks

##### PRINCIPES COMPTABLES

*Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Les méthodes de valorisation « premier entré - premier sorti » ou au coût unitaire moyen pondéré ne sont pas applicables dans la mesure où chaque stock est unique.*

*La valeur brute des marchandises, accessoires et approvisionnements, comprend le prix d'achat et les frais accessoires (frais de reconditionnement, frais d'immatriculation et frais de transport).*

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Stocks de marchandises	69 574	84 517	71 506
<b>Valeur brute</b>	<b>69 574</b>	<b>84 517</b>	<b>71 506</b>
Dépréciation des stocks de marchandises	(513)	(356)	(305)
<b>Dépréciation</b>	<b>(513)</b>	<b>(356)</b>	<b>(305)</b>
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>69 062</b>	<b>84 160</b>	<b>71 201</b>

La diminution du stock de marchandises entre les 30 septembre 2019 et 2020 est principalement liée à l'amélioration des délais de rotation des stocks.

La progression du stock de marchandises entre les 30 septembre 2018 et 2019 s'expliquait principalement par la hausse de l'activité sur l'ensemble des sociétés du groupe.

## 16. Créances clients et autres actifs courants

### PRINCIPES COMPTABLES

*Comptabilisation : les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations éventuelles (le cas échéant). Les créances clients étant généralement exigibles sous un an, leur valeur nominale se rapproche de leur juste valeur.*

*Dépréciation : la politique de dépréciation des créances clients et comptes rattachés s'appuie sur les pertes attendues en conformité avec les dispositions de la norme IFRS 9. Elle consiste également à analyser individuellement le risque de non recouvrement de chacune des créances.*

#### 16.1. Créances clients

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2020</b>	<b>30/09/2019</b>	<b>30/09/2018</b>
Clients et comptes rattachés	22 549	19 273	16 260
<b>Valeur brute</b>	<b>22 549</b>	<b>19 273</b>	<b>16 260</b>
Dépréciation clients et comptes rattachés	(628)	(466)	(182)
<b>Dépréciation</b>	<b>(628)</b>	<b>(466)</b>	<b>(182)</b>
<b>Créances clients</b>	<b>21 921</b>	<b>18 807</b>	<b>16 078</b>

L'échéancier des créances clients se détaille comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2020</b>		
	<b>Total</b>	<b>Non échues</b>	<b>Echues et dépréciées</b>
Clients et comptes rattachés	22 549	21 817	733
<b>Valeurs brutes</b>	<b>22 549</b>	<b>21 817</b>	<b>733</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2019</b>		
	<b>Total</b>	<b>Non échues</b>	<b>Echues et dépréciées</b>
Clients et comptes rattachés	19 273	18 713	560
<b>Valeurs brutes</b>	<b>19 273</b>	<b>18 713</b>	<b>560</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2018</b>		
	<b>Total</b>	<b>Non échues</b>	<b>Echues et dépréciées</b>
Clients et comptes rattachés	16 260	16 041	219
<b>Valeurs brutes</b>	<b>16 260</b>	<b>16 041</b>	<b>219</b>

## 16.2. Autres actifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2020</b>	<b>30/09/2019</b>	<b>30/09/2018</b>
Fournisseurs – Avances et acomptes versés	6 650	3 273	5 578
Créances sur personnel & organismes sociaux	86	34	21
Créances fiscales	1 436	1 256	1 917
Autres créances	4 911	3 622	2 585
Charges constatées d'avance	8 097	5 543	1 386
<b>Valeur brute</b>	<b>21 181</b>	<b>13 728</b>	<b>11 487</b>
Dépréciation autres créances	(708)	(710)	(324)
<b>Dépréciation</b>	<b>(708)</b>	<b>(710)</b>	<b>(324)</b>
<b>Autres actifs courants</b>	<b>20 472</b>	<b>13 018</b>	<b>11 163</b>

Les autres créances correspondent principalement à des avances sur primes de conversion.

## 17. Dettes fournisseurs et autres passifs courants

### **PRINCIPES COMPTABLES**

*Les dettes fournisseurs et autres passifs courants sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les fournisseurs et comptes rattachés, autres créditeurs et charges à payer sont généralement exigibles sous un an, de sorte que leur valeur nominale se rapproche de leur juste valeur.*

### 17.1. Dettes fournisseurs

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2020</b>	<b>30/09/2019</b>	<b>30/09/2018</b>
Dettes fournisseurs	22 763	22 138	24 655
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	13	-	1 435
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>22 776</b>	<b>22 138</b>	<b>26 090</b>

Les dettes sur acquisitions d'immobilisations au 30 septembre 2018 correspondent essentiellement au montant restant à payer en lien avec l'acquisition d'une participation dans la société belge Datosco (cf. 5.2).

### 17.2. Autres passifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2020</b>	<b>30/09/2019</b>	<b>30/09/2018</b>
Clients – Avances et acomptes reçus	19 916	13 864	11 518
Dettes sociales	11 207	9 886	9 948
Dettes fiscales	11 235	7 848	6 456
Produits constatés d'avance	2 210	2 308	2 167
Autres dettes	988	457	601
<b>Autres passifs courants</b>	<b>45 558</b>	<b>34 363</b>	<b>30 691</b>

### 17.3. Autres passifs non courants

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2020</b>	<b>30/09/2019</b>	<b>30/09/2018</b>
Dettes sociales – non courant	75	-	-
Produits constatés d'avance – non courant	801	784	761
<b>Autres passifs courants</b>	<b>876</b>	<b>784</b>	<b>761</b>

Les produits constatés d'avance non courants proviennent des ventes de contrats d'extension de garantie de 7 ans de l'entité Datos. A cet effet, le revenu est reconnu sur la durée du contrat.

## 18. Capitaux propres

### 18.1. Capital social

#### **PRINCIPES COMPTABLES**

##### *Actions propres*

*Les titres de la société mère Aramis Group détenus par elle-même sont portés en diminution des capitaux propres consolidés pour leur coût d'acquisition. Le résultat de cession éventuelle des actions propres est imputé directement en capitaux propres pour l'effet net d'impôt. La plus ou moins-value nette d'impôt ainsi réalisée n'affecte ainsi pas le compte de résultat.*

Au 30 septembre 2020, le capital social d'un montant de 1 192 543 euros est composé de 1 192 543 actions d'une valeur nominale de un euro chacune. Au 30 septembre 2019 et 2018, le capital social s'élevait à 1 184 543 euros, composé de 1 184 543 actions d'une valeur nominale de un euro chacune.

Au 30 septembre 2020, 2019 et 2018, la société Aramis Group détient 6 200 actions propres.



Une augmentation de capital de 8 000 euros est intervenue au cours de l'exercice clos au 30 septembre 2020, et précédemment 10 000 euros au cours de l'exercice clos au 30 septembre 2018, au profit de salariés du groupe dans le cadre de l'attribution d'actions gratuites.

L'évolution du nombre d'actions composant le capital social se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2020</b>	<b>30/09/2019</b>	<b>30/09/2018</b>
<b>Nombre d'actions ordinaires à l'ouverture</b>	<b>1 184 543</b>	<b>1 184 543</b>	<b>1 174 543</b>
Augmentation de capital	8 000		10 000
<b>Nombre d'actions ordinaires à la clôture</b>	<b>1 192 543</b>	<b>1 184 543</b>	<b>1 184 543</b>

## 18.2. Résultat par action

### PRINCIPES COMPTABLES

*Le résultat de base par action et le résultat dilué par action sont calculés comme suit :*

- *Résultat net par action : le résultat net (part du Groupe) est rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après déduction des actions propres détenues. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est calculé sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation, après déduction des actions propres détenues, à l'ouverture de l'exercice ajusté sur une base prorata temporis des actions rachetées et/ou émises au cours de la période ;*
- *Résultat net dilué par action : le résultat net (part du Groupe) ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice, pris en compte pour le calcul du résultat de base par action, sont ajustés des effets, sur une base prorata temporis, de tous les instruments financiers potentiellement dilutifs.*

#### 18.2.1. Résultat net par action

Le résultat par action est le suivant :

	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
<b>Résultat net (en milliers d'euros)</b>	<b>(1 125)</b>	<b>7 191</b>	<b>(4 415)</b>
Nombre moyen d'actions en circulation	1 178 628	1 178 343	1 170 489
<b>Résultat net par action (en d'euros)</b>	<b>(0,95)</b>	<b>6,10</b>	<b>(3,77)</b>

#### 18.2.2. Résultat net dilué par action

Le nombre moyen d'actions après dilution se détaille comme suit :

	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
<b>Nombre moyen d'actions en circulation</b>	<b>1 178 628</b>	<b>1 178 343</b>	<b>1 170 489</b>
Attributions Gratuites d'Actions	-	13	-
Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)	-	6 962	-
<b>Nombre moyen d'actions après dilution</b>	<b>1 178 628</b>	<b>1 185 318</b>	<b>1 170 489</b>

Le résultat net dilué par action, calculé suivant la méthode du « rachat d'actions », se détermine ainsi comme suit :

	Exercice 2019-2020 (12 mois)	Exercice 2018-2019 (12 mois)	Exercice 2017-2018 (12 mois)
<b>Résultat net (en milliers d'euros)</b>	<b>(1 125)</b>	<b>7 191</b>	<b>(4 415)</b>
Nombre moyen d'actions après dilution	1 178 628	1 185 318	1 170 489
<b>Résultat net dilué par action (en d'euros)</b>	<b>(0,95)</b>	<b>6,07</b>	<b>(3,77)</b>

Les résultats nets des exercices 2017-2018 et 2019-2020 sont négatifs. Par conséquent, les instruments émis par le Groupe tels que les BSPCE et les AGA sont susceptibles d'avoir des effets antidilutifs. Ainsi, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action pour ces deux exercices.

## 19. Instruments financiers – Justes valeurs et gestion des risques

### PRINCIPES COMPTABLES

#### Comptabilisation et évaluation initiale

*Les créances clients et les instruments de dettes émis sont initialement comptabilisés dès leur création. Tous les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés initialement à la date à laquelle le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.*

*Un actif financier (sauf s'il s'agit d'une créance client sans composante financement significative) ou un passif financier est initialement évalué à la juste valeur plus ou moins, pour un élément qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, les coûts de transaction directement liés à son acquisition ou son émission. Une créance client sans composante financement significative est initialement évaluée au prix de transaction.*

#### Classement et évaluation ultérieure

##### **Actifs financiers**

*Lors de sa comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant évalué au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – instrument de dette, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – titre de capitaux propres, ou à la juste valeur par le biais du compte de résultat.*

*Les actifs financiers ne sont pas reclassés à la suite de leur comptabilisation initiale, sauf si le Groupe change de modèle économique de gestion des actifs financiers. Le cas échéant, l'ensemble des actifs financiers concernés est reclassé le premier jour de la première période de reporting suivant le changement de modèle économique.*

*Un actif financier est évalué au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat :*

- ☐ *sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ; et*
- ☐ *ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.*

*Un instrument de dette est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global si les deux conditions suivantes sont réunies et s'il n'est pas désigné à la juste valeur par le biais du compte de résultat :*

- *sa détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ; et*
- *ses conditions contractuelles donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.*

*Le Groupe ne dispose pas d'actif financier comptabilisé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou par le biais du compte de résultat.*

*Lors de la comptabilisation initiale d'un titre de capitaux propres qui n'est pas détenu à des fins de transaction, le Groupe peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur du titre. Ce choix est fait pour chaque investissement.*

*Tous les actifs financiers qui ne sont pas classés comme étant au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comme décrit précédemment sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. C'est notamment le cas de l'ensemble des actifs financiers dérivés.*

### **Passifs financiers**

*Les passifs financiers sont classés comme étant évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Un passif financier est classé en tant que passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'il est classé comme détenu à des fins de transactions, qu'il s'agisse d'un dérivé ou qu'il soit désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à la juste valeur et les profits et pertes nets qui en résultent, prenant en compte les charges d'intérêts, sont comptabilisés en résultat. Les autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges d'intérêts et les profits et pertes de change sont comptabilisés en résultat. Tout profit ou perte lié à la décomptabilisation est enregistré en résultat.*

*Le Groupe ne dispose pas de passif financier comptabilisé à la juste valeur par le biais du compte de résultat.*

### **Décomptabilisation**

#### **Actifs financiers**

*Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque :*

- *les droits contractuels aux flux de trésorerie générés par l'actif financier expirent, ou*
- *lorsqu'il transfère les droits à recevoir les flux de trésorerie contractuels dans une transaction dans laquelle :*
  - *soit la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés, ou*
  - *lorsqu'il ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages, et ne conserve pas le contrôle sur l'actif financier.*

*Le Groupe n'a pas conclu de transactions dans lesquelles il transfère des actifs comptabilisés dans son état de la situation financière.*

#### **Passifs financiers**

*Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, annulées ou arrivent à expiration. Le Groupe décomptabilise également un passif financier lorsque ses conditions sont modifiées et que les flux de trésorerie du passif modifié sont substantiellement différents, auquel cas un nouveau passif financier est comptabilisé à la juste valeur selon les conditions modifiées.*

## 19.1. Classifications comptables et justes valeurs

L'ensemble des actifs et passifs financiers du Groupe est comptabilisé au coût amorti. Le tableau ci-dessous ne comprend pas d'information quant à la juste valeur de ces instruments financiers dans la mesure où leur valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

En milliers d'euros	Notes	Catégories IFRS 9	Valeur comptable		
			30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018
Autres actifs financiers non courants	14.	Au coût amorti	1 122	1 127	1 114
Créances clients	16.1.	Au coût amorti	21 921	18 807	16 078
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.6.	Au coût amorti	39 639	12 040	24 793
<b>Total instruments financiers actifs</b>			<b>62 682</b>	<b>31 974</b>	<b>41 985</b>
Dettes financières non courantes	20.1.	Au coût amorti	28 860	29 899	31 956
Dettes financières courantes	20.1.	Au coût amorti	37 679	40 581	37 502
Dettes fournisseurs	17.1.	Au coût amorti	22 776	22 138	26 090
<b>Total instruments financiers passifs</b>			<b>89 316</b>	<b>92 618</b>	<b>95 547</b>

## 19.2. Gestion des risques financiers

La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe est confronté, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies. La politique et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement revus afin de prendre en compte les évolutions des conditions de marché et des activités du Groupe. Le Groupe, par ses règles et procédures de formation et de gestion, vise à maintenir un environnement de contrôle rigoureux et constructif dans lequel tous les membres du personnel ont une bonne compréhension de leurs rôles et de leurs obligations.

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est exposé à des risques de :

- ☐ liquidité,
- ☐ taux d'intérêt,
- ☐ crédit, et
- ☐ taux de change.

### 19.2.1. Risque de liquidité

La direction effectue un suivi des prévisions glissantes de la réserve de liquidités du Groupe en fonction des flux de trésorerie anticipés sur une base consolidée.

Ces prévisions sont réalisées sur différents horizons. D'une part à court terme, de manière hebdomadaire et mensuelle dans le cadre du suivi du budget annuel. D'autre part à moyen terme, avec la détermination de la cible de dette nette à atteindre en fin d'exercice fiscal, et dans le cadre du plan à moyen terme, en projetant sur les 5 prochains exercices.

Le reporting interne des prévisions de liquidités et des disponibilités prévisionnelles est effectué pour chaque entité opérationnelle. Ces prévisions sont consolidées au niveau du département Financier du Groupe puis analysées par la direction du Groupe et les unités opérationnelles.

La politique de gestion du risque de liquidité implique de maintenir suffisamment de disponibilité sur les lignes de crédit, et de disposer de lignes de crédit garanties d'un montant approprié. Compte tenu de la nature dynamique de ses activités sous-jacentes, notamment la saisonnalité, la flexibilité de financement est assurée par des lignes de crédit revolving garanties à moyen long terme.

L'analyse des dettes financières du Groupe, par fourchette d'échéances, sur la base des échéances contractuelles résiduelles à la date de clôture est présentée en note 20.4.

Le tableau ci-après indique les plafonds de crédit et les soldes auprès des deux principales contreparties à la date de clôture :

<i>En milliers d'euros</i>	30 septembre 2020		30 septembre 2019		30 septembre 2018	
	Plafond de crédit	Tiré	Plafond de crédit	Tiré	Plafond de crédit	Tiré
Ligne de trésorerie – PSA International	45 000	30 445	45 000	27 153	45 000	21 836
Convention d'avance de compte courant avec Automobiles Peugeot	10 000	-	10 000	-	10 000	-
Credit revolving	39 000	-	44 000	6 100	44 000	5 900
Credit Stock	4 700	3 946	4 700	3 944	3 850	3 150
Facilité de crédit – GIE PSA	25 000	-	25 000	-	45 000	-

### 19.2.2. Risque lié aux taux d'intérêt

Les créances et dettes commerciales sont à court terme et leur valeur n'est pas affectée par le niveau des taux d'intérêt.

L'endettement brut à moyen terme et long terme correspond à des ressources longues à taux fixe.

Les emprunts et dettes financières auprès de PSA International sont à taux variable. Le Groupe emprunte uniquement en euros auprès de PSA International à un taux calculé mensuellement sur la base de l'EONIA plus 0,02 % auquel s'ajoute le « Cost of Funds ». Le « Cost of Funds » est déterminé sur la totalité des frais de financement net de PSA International exprimés en pourcentage.

Les lignes de crédits obtenus en Espagne correspondent à des lignes de crédit sur stocks auprès de Santander et PSA Finance. Les intérêts sont calculés en tenant compte d'une franchise de 60 jours. Ainsi le taux constaté moyen est compris entre 0,1% et 0,6%.

Compte tenu du niveau d'endettement du Groupe, l'exposition au risque de taux ne constitue pas un enjeu significatif à ce jour.

### 19.2.3. Risque de crédit

Le risque de crédit est géré à l'échelle de chaque entité opérationnelle. Le risque de crédit découle des éléments suivants :

- ☐ la trésorerie et des équivalents de trésorerie ;
- ☐ des dépôts auprès des banques et des institutions financières ;
- ☐ les postes clients, notamment les créances envers les partenaires financiers qui financent les clients du Groupe ;
- ☐ les avances fournisseurs effectuées pour pouvoir retirer les véhicules.

Pour les banques et les institutions financières, seuls sont retenus des partenaires de premier plan.

Le business model dans lequel s'inscrit l'activité du groupe se traduit par un montant relativement peu significatif de créances clients.

Les ventes de véhicules, représentant l'essentiel du chiffre d'affaires, impliquent en règle générale, un règlement immédiat de la totalité du prix de vente par le client acheteur ou par l'établissement de crédit partenaire si le client acheteur a souscrit à un financement externe.

Dans une moindre mesure, le Groupe offre également la possibilité de livrer le véhicule avant paiement si la demande de financement a été acceptée en amont par l'établissement de crédit et que l'établissement de crédit est un partenaire du Groupe. De ce fait, une créance envers ce dernier est comptabilisée. Ce mécanisme demeure jusqu'à présent d'application relativement limitée et, dans ce cas de figure, le Groupe n'a pas eu à subir de défaut de sa contrepartie.

Des créances vis-à-vis des professionnels sont également enregistrées au titre des commissions à recevoir des établissements de crédit partenaires dans le cadre de l'activité d'apporteur d'affaires. Des créances relatives au paiement de ces commissions peuvent être comptabilisées. Aucun défaut de paiement n'a été enregistré vis-à-vis des établissements de crédit au titre de ces prestations.

La solvabilité des fournisseurs fait l'objet d'une attention particulière. Tout fournisseur qui souhaite être référencé par le Groupe fait l'objet d'une étude financière et des échanges / visites sont organisés pour appréhender les installations du fournisseur et comprendre le canal d'obtention des documents administratifs.

#### **19.2.4. Risque lié au taux de change**

Le Groupe réalise l'intégralité de ses ventes en euros. Ainsi il n'est pas exposé à un risque de taux de change sur ces créances.

Concernant l'achat de véhicules auprès de fournisseurs en devises hors euros, la demande de virement est adressée aux établissements bancaires qui traitent l'opération au jour de la demande et débite le même jour le compte bancaire de la contrepartie en euros.

## 20. Emprunts et dettes financières

### 20.1. Endettement financier net

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières, déduction faite du montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'endettement financier net, étant précisé que la variation des intérêts courus est présentée en « variation de la période » :

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2019	Flux avant un effet sur la trésorerie			Flux sans effet sur la trésorerie			30/09/2020
		Augmentation	Diminution	Variation de la période	Augmentation	Reclassements	Frais d'émission d'emprunt	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 420	636	(2 102)	-	-	-	79	4 033
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – RCF (Facilité de crédit)	6 100	32 300	(38 400)	-	-	-	-	-
Dettes de location	45 287	-	(6 052)	-	1 514	-	-	40 748
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (out)	647	-	-	-	-	-	-	647
Dettes financières diverses	58 310	3 295	(334)	572	-	(5)	-	61 838
Découverts bancaires	3	-	-	19	-	-	-	22
<b>Total dette brute</b>	<b>115 766</b>	<b>36 231</b>	<b>(46 888)</b>	<b>591</b>	<b>1 514</b>	<b>(5)</b>	<b>79</b>	<b>107 288</b>
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(12 040)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(27 599)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(39 639)</b>
<b>Total endettement financier net</b>	<b>103 726</b>	<b>36 231</b>	<b>(46 888)</b>	<b>(27 008)</b>	<b>1 514</b>	<b>(5)</b>	<b>79</b>	<b>67 649</b>
<i>Dettes financières non courantes-</i>	<i>29 899</i>							<i>28 860</i>
<i>Dettes de location non courantes-</i>	<i>39 341</i>							<i>34 389</i>
<i>Dettes financières courantes</i>	<i>40 581</i>							<i>37 679</i>
<i>Dettes de location courantes</i>	<i>5 946</i>							<i>6 359</i>

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2018	Flux avant un effet sur la trésorerie			Flux sans effet sur la trésorerie			30/09/2019
		Augmentation	Diminution	Variation de la période	Augmentation	Reclassements	Frais d'émission d'emprunt	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 738	29	(6 430)	-	-	4	78	5 420
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – RCF (Facilité de crédit)	2 122	3 978	-	-	-	-	-	6 100
Dettes de location	46 393	-	(5 686)	-	4 580	-	-	45 287
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (out)	909	-	(262)	-	-	-	-	647
Dettes financières diverses	51 676	6 083	9	551	-	(9)	-	58 310
Découverts bancaires	3 013	-	-	(3 010)	-	-	-	3
<b>Total dette brute</b>	<b>115 850</b>	<b>10 089</b>	<b>(12 369)</b>	<b>(2 459)</b>	<b>4 580</b>	<b>(4)</b>	<b>78</b>	<b>115 766</b>
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(24 793)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 753</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(12 040)</b>
<b>Total endettement financier net</b>	<b>91 057</b>	<b>10 089</b>	<b>(12 369)</b>	<b>10 294</b>	<b>4 580</b>	<b>(4)</b>	<b>78</b>	<b>103 726</b>
<i>Dettes financières non courantes</i>	<i>31 956</i>							<i>29 899</i>
<i>Dettes de location non courantes</i>	<i>41 129</i>							<i>39 341</i>
<i>Dettes financières courantes</i>	<i>37 502</i>							<i>40 581</i>
<i>Dettes de location courantes</i>	<i>5 263</i>							<i>5 946</i>

En milliers d'euros	30/09/2017	Flux avant un effet sur la trésorerie			Flux sans effet sur la trésorerie				30/09/2018
		Augmentation	Diminution	Variation de la période	Augmentation	Reclassements	Frais d'émission d'emprunt	Variations de périmètre	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 451	1 580	(3 136)	-	-	-	57	3 786	11 738
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – RCF (Facilité de crédit)	-	-	(8 348)	-	-	-	-	10 470	2 122
Dettes de location	29 028	-	(3 852)	-	4 027	-	-	17 190	46 393
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (out)	109	-	(20)	-	-	-	-	820	909
Dettes financières diverses	8 054	42 698	(9 300)	64	-	-	-	10 159	51 676
Découverts bancaires	-	-	-	2 998	-	-	-	15	3 013
Total dette brute	46 643	44 278	(24 657)	3 062	4 027	-	57	42 440	115 850
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	(25 318)	-	-	1 410	-	-	-	(885)	(24 793)
Total endettement financier net	21 325	44 278	(24 657)	4 472	4 027	-	57	41 555	91 057
Dettes financières non courantes	5 357								31 956
Dettes de location non courantes	25 660								41 129
Dettes financières courantes	12 257								37 502



Les dettes financières diverses comprennent principalement des dettes financières envers les entités du Groupe PSA, devenu Stellantis le 17 janvier 2021 (cf. note 23.1 sur les parties liées).

## 20.2. Endettement financier brut

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2020		30/09/2019		30/09/2018	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 815	218	4 164	1 256	8 430	3 309
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - RCF (Facilité de crédit)	-	-	6 100	-	2 122	-
Dettes de location	6 359	34 389	5 946	39 341	5 263	41 129
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (put)	-	647	-	647	262	647
Dettes financières diverses	33 843	27 996	30 314	27 996	23 676	28 000
Découverts bancaires	22	-	3	-	3 013	-
<b>Total dettes financières et dettes de location</b>	<b>44 039</b>	<b>63 249</b>	<b>46 526</b>	<b>69 240</b>	<b>42 765</b>	<b>73 085</b>

## 20.3. Structure de la dette du groupe

La composition des taux d'intérêt du portefeuille total de la dette financière est la suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2020		
	Total	Taux fixe	Taux variable
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 033	2 933	1 100
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - RCF (Facilité de crédit)	-	-	-
Dettes de location	40 748	40 748	-
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (put)	647	647	-
Dettes financières diverses	61 839	31 393	30 446
Découverts bancaires	22	22	-
<b>Total dettes financières et dettes de location</b>	<b>107 288</b>	<b>75 743</b>	<b>31 546</b>

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2019		
	Total	Taux fixe	Taux variable
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 420	3 120	2 300
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - RCF (Facilité de crédit)	6 100	-	6 100
Dettes de location	45 287	45 287	-
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (put)	647	647	-
Dettes financières diverses	58 310	31 156	27 153
Découverts bancaires	3	3	-
<b>Total dettes financières et dettes de location</b>	<b>115 766</b>	<b>80 213</b>	<b>35 553</b>

<i>En milliers d'euros</i>	30/09/2018		
	Total	Taux fixe	Taux variable
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 738	8 238	3 500
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - RCF (Facilité de crédit)	2 122	-	2 122
Dettes de location	46 393	46 393	-

Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (put)	909	909	-
Dettes financières diverses	51 676	29 840	21 836
Découverts bancaires	3 013	3 013	-
<b>Total dettes financières et dettes de location</b>	<b>115 850</b>	<b>88 392</b>	<b>27 458</b>

## 20.4. Calendrier de remboursement de la dette

Le profil des échéances de la dette financière du Groupe est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	Echéance au 30 septembre 2020			
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 815	218	-	4 033
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - RCF (Facilité de crédit)	-	-	-	-
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (put)	-	647	-	647
Dettes financières diverses	33 838	28 000	-	61 838
Découverts bancaires	22	-	-	22
<b>Total dettes financières et dettes de location</b>	<b>37 675</b>	<b>28 865</b>	<b>-</b>	<b>66 540</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Echéance au 30 septembre 2019			
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 164	1 256	-	5 420
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - RCF (Facilité de crédit)	6 100	-	-	6 100
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (put)	-	647	-	647
Dettes financières diverses	30 310	28 000	-	58 310
Découverts bancaires	3	-	-	3
<b>Total dettes financières et dettes de location</b>	<b>40 576</b>	<b>29 903</b>	<b>-</b>	<b>70 479</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Echéance au 30 septembre 2018			
	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 430	3 308	-	11 738
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - RCF (Facilité de crédit)	2 122	-	-	2 122
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires (put)	262	89	558	909
Dettes financières diverses	23 676	-	28 000	51 676
Découverts bancaires	3 013	-	-	3 013
<b>Total dettes financières et dettes de location</b>	<b>37 502</b>	<b>3 397</b>	<b>28 558</b>	<b>69 458</b>

## 20.5. Dettes de « puts »

<i>En milliers d'euros</i>	<b>1<sup>er</sup> engagement Clicars</b>	<b>2<sup>ème</sup> Engagement Clicars</b>	<b>1<sup>er</sup> engagement Datosco</b>	<b>2<sup>ème</sup> Engagement Datosco</b>	<b>Total</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>	<b>20</b>	<b>89</b>	-	-	<b>109</b>
<i>dont non courant</i>	-	89	-	-	<b>89</b>
<i>dont courant</i>	20	-	-	-	<b>20</b>
Prise de contrôle & options de vente accordées aux minoritaires	-	-	262	558	<b>820</b>
Païement	(20)	-	-	-	<b>(20)</b>
<b>Au 30 septembre 2018</b>	-	<b>89</b>	<b>262</b>	<b>558</b>	<b>909</b>
<i>dont non courant</i>	-	89	-	558	<b>647</b>
<i>dont courant</i>	-	-	262	-	<b>262</b>
Païement	-	-	(262)	-	<b>(262)</b>
<b>Au 30 septembre 2019</b>	-	<b>89</b>	-	<b>558</b>	<b>647</b>
<i>dont non courant</i>	-	89	-	558	<b>647</b>
<i>dont courant</i>	-	-	-	-	-
<b>Au 30 septembre 2020</b>	-	<b>89</b>	-	<b>558</b>	<b>647</b>
<i>dont non courant</i>	-	89	-	558	<b>647</b>
<i>dont courant</i>	-	-	-	-	-

Dans le cadre des regroupements d'entreprises relatifs à Clicars et Datosco, réalisés respectivement en 2017 et 2018, les options de vente accordées à leurs actionnaires minoritaires concomitamment à la prise de contrôle du Groupe dans ces entités, ont été analysées comme constituant :

- ☐ pour partie un put sur minoritaires constitutif d'une dette financière, comme détaillé ci-après. La méthode de l'acquisition anticipée a été retenue dans la mesure où ces puts sur minoritaires ont été consentis à prix fixe, conduisant à retenir un pourcentage d'intérêt de 100% pour Clicars et Datosco dès leur date de prise de contrôle (cf. 5.1).
- ☐ pour partie une rémunération dans la mesure où le Groupe s'est engagé à rémunérer les anciens actionnaires fondateurs de ces deux ensembles en contrepartie de leurs services en tant que salariés du Groupe (se référer à la note 6.2.4).

### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Clicars

Selon l'acte d'acquisition des titres du 31 mars 2017 modifié par l'avenant du 18 octobre 2019, des options de vente et d'achat ont été contractées sur l'ensemble des titres restants par les minoritaires au 30 septembre 2020, soit 88 795 actions.

L'exercice de ces options est prévu en mars 2022.

Ces « puts » se sont traduits par la comptabilisation d'une dette financière de 89 milliers d'euros le 31 mars 2017.

Une dette de 20 milliers d'euros avait également été reconnue le 31 mars 2017 au titre d'un engagement similaire portant sur 20 232 actions. Cette dette s'est éteinte en juillet 2018 suite à l'exercice du « put » par l'actionnaire minoritaire détenteur.

### Engagements spécifiques liés à la prise de participation dans la société Datosco

Le 31 juillet 2018, la société Aramis Group a pris une participation majoritaire dans la société de droit belge Datosco pour un total de 284 816 actions sur les 302 600 actions existantes.

Selon l'acte d'acquisition des titres, des options de vente et d'achat ont été contractées sur l'ensemble des titres restants soit 17 784 actions.

Ces « put » et « call » sont à distinguer selon les actionnaires.

Concernant un actionnaire, ces options ont été exercées sur l'ensemble de ses actions en juillet 2019. La dette de « put » de 262 milliers d'euros reconnue à ce titre en juillet 2018 s'est donc éteinte en juillet 2019.

Concernant les deux autres actionnaires, ces options sont exerçables sur l'ensemble de leurs actions au cours des exercices clos en 2022, 2023 et 2024. Une dette de « put » de 558 milliers d'euros est inscrite au bilan du Groupe à ce titre.

## 20.6. Trésorerie et équivalents de trésorerie

### PRINCIPES COMPTABLES

*La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des disponibilités, diminués des concours bancaires courants.*

<i>En milliers d'euros</i>	<b>30/09/2020</b>	<b>30/09/2019</b>	<b>30/09/2018</b>
Disponibilités	39 639	12 040	24 793
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie actifs</b>	<b>39 639</b>	<b>12 040</b>	<b>24 793</b>
Concours bancaires (trésorerie passive)	(22)	(3)	(3 013)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie passifs</b>	<b>(22)</b>	<b>(3)</b>	<b>(3 013)</b>
<b>Total trésorerie nette</b>	<b>39 618</b>	<b>12 037</b>	<b>21 781</b>

## 21. Provisions

### PRINCIPES COMPTABLES

*Une provision est constituée lorsque (i) le Groupe a une obligation juridique ou implicite actuelle envers un tiers résultant d'un événement passé, (ii) il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et (iii) le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable.*

*Les provisions concernent principalement des obligations liées à des garanties offertes aux clients et à des litiges.*

*Les provisions dont l'échéance peut être estimée de manière fiable sont actualisées.*

*Lorsqu'il n'est pas probable qu'une obligation actuelle existe, le Groupe présente un passif éventuel, sauf si la possibilité d'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques est faible.*

*Les passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.*

### ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES RETENUES PAR LA DIRECTION

Les estimations sont principalement liées à l'évaluation des passifs et passifs éventuels, notamment des provisions au titre des garanties et des litiges du Groupe.

La variation des provisions sur les exercices clos au 30 septembre 2020, 2019 et 2018 s'analyse comme suit :

<b>Provisions courantes et non courantes</b> <i>En milliers d'euros</i>	<b>Provisions pour litiges</b>	<b>Provisions pour garanties</b>	<b>Autres provisions pour charges</b>	<b>Total</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> octobre 2017</b>	1 097	543	52	<b>1 692</b>
<i>dont classé en passifs non courant</i>	-	-	-	-
<i>dont classé en passifs courant</i>	1 097	543	52	<b>1 692</b>
Variation de périmètre	-	175	-	<b>175</b>
Dotations	301	429	-	<b>730</b>
Reprises utilisées	(673)	-	-	<b>(673)</b>
Reprises non utilisées	(64)	-	(52)	<b>(116)</b>
<b>Au 30 septembre 2018</b>	661	1 147	-	<b>1 808</b>
<i>dont classé en passifs non courant</i>	-	205	-	<b>205</b>
<i>dont classé en passifs courant</i>	661	942	-	<b>1 603</b>
Dotations	236	17	-	<b>252</b>
Reprises utilisées	(98)	(182)	-	<b>(280)</b>
Reprises non utilisées	(310)	-	-	<b>(310)</b>
<b>Au 30 septembre 2019</b>	489	982	-	<b>1 470</b>
<i>dont classé en passifs non courant</i>	-	222	-	<b>222</b>
<i>dont classé en passifs courant</i>	489	760	-	<b>1 249</b>
Dotations	477	460	-	<b>937</b>
Reprises utilisées	(45)	-	-	<b>(45)</b>
Reprises non utilisées	(165)	-	-	<b>(165)</b>
<b>Au 30 septembre 2020</b>	756	1 442	-	<b>2 198</b>
<i>dont classé en passifs non courant</i>	436	367	-	<b>803</b>
<i>dont classé en passifs courant</i>	320	1 075	-	<b>1 395</b>

## 22. Autres informations

### 22.1. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés se synthétisent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Entités</b>	<b>Valorisation au 30/09/2020</b>	<b>Valorisation au 30/09/2019</b>	<b>Valorisation au 30/09/2018</b>
Nantissement Fonds de commerce	Aramis	7 115	7 115	7 115
Cautionnement bancaire	Aramis	90	90	45
Garanties bancaires	The Customer Company	37	37	37
Nantissement de fonds de commerce	Datos	31 533	31 533	31 533
<b>Total engagements donnés</b>		<b>38 775</b>	<b>38 775</b>	<b>38 730</b>

#### Nantissement fonds de commerce :

Au 30 septembre 2020, 2019 et 2018, les nantissements de fonds de commerce se détaillent comme suit :

- ☐ La SAS Aramis a nanti le fonds de commerce de l'agence de Melun au profit de la Société Générale pour un montant de 1 725 milliers d'euros,
- ☐ La SAS Aramis a nanti le fonds de commerce de l'agence de Lille au profit de la Société Générale pour un montant de 863 milliers d'euros,
- ☐ La SAS Aramis a nanti le fonds de commerce de l'agence de Saint-Germain en Laye au profit de la Société Générale pour un montant de 1 725 milliers d'euros,
- ☐ La SAS Aramis a nanti son fonds de commerce au profit de la Société Générale pour un montant de 1 150 milliers d'euros,
- ☐ La SAS Aramis a nanti son fonds de commerce au profit de la Banque Populaire Rives de Paris pour un montant de 812 milliers d'euros,
- ☐ La SAS Aramis a nanti son fonds de commerce au profit de la Banque Populaire Rives de Paris pour un montant de 840 milliers d'euros.

La société Datos a nanti son fonds de commerce au profit de la BNP pour un montant de 31 533 milliers d'euros.

#### Cautionnement bancaire :

Au 30 septembre 2020 et au 30 septembre 2019, la SAS Aramis dispose de quatre cautionnements bancaires au lieu et place du versement d'un dépôt de garantie :

- ☐ 23 milliers d'euros au profit de la SCI Athena (agence de Rennes),
- ☐ 23 milliers d'euros au profit de la société Celor Immo (agence de Grenoble),
- ☐ 30 milliers d'euros au profit de la société Sagaro (agence de Toulouse),
- ☐ 15 milliers d'euros au profit de la société Saint Clair (agence de Caen).

Au 30 septembre 2018, seuls les deux premiers cautionnements bancaires étaient en place.

#### Garanties bancaires :

La SAS T2C a octroyé une garantie bancaire à première demande pour un montant correspondant à 12 mois de loyer HT soit 37 milliers d'euros relative à la location du 2ème étage du bâtiment au profit de la société Red Blue Properties SARL.

#### Covenants bancaires :

Dans le cadre des 6 conventions de crédit signés le 21 avril 2017 et amendés le 21 septembre 2018 au bénéfice d'Aramis Group et Aramis, le groupe s'engage à respecter deux ratios qui sont testés annuellement à la clôture des comptes annuels. Au 30 septembre 2020, 2019 et 2018, ces deux ratios sont respectés.

Le 3 mars 2020, Datos a amendé la convention de crédit avec la BNP qui prévoyait le respect d'un ratio qui était testé sur la base d'un sous-ensemble consolidé Datosco tous les 6 mois. La société a été libérée de cet engagement. Au 30 septembre 2019 et 2018, ce ratio était respecté.

## 22.2. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires au titre des missions de commissariat aux comptes du Groupe s'élèvent à 182 milliers d'euros au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020 (contre 190 milliers d'euros au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2019 et 171 milliers d'euros au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2018) et se répartissent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2019-2020 (12 mois)					
	Atriom	%	Grant Thornton	%	Deloitte	%
Aramis Group	18	20%	31	37%	-	0%
Filiales contrôlées	72	80%	51	63%	10	100%
<b>Services de certification des comptes</b>	<b>90</b>	<b>100%</b>	<b>82</b>	<b>100%</b>	<b>10</b>	<b>100%</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2018-2019 (12 mois)					
	Atriom	%	Grant Thornton	%	Deloitte	%
Aramis Group	12	12%	39	43%	-	0%
Filiales contrôlées	86	88%	50	57%	4	100%
<b>Services de certification des comptes</b>	<b>97</b>	<b>100%</b>	<b>89</b>	<b>100%</b>	<b>4</b>	<b>100%</b>

<i>En milliers d'euros</i>	Exercice 2017-2018 (12 mois)					
	Atriom	%	Grant Thornton	%	Deloitte	%
Aramis Group	11	13%	21	25%	1	17%
Filiales contrôlées	72	87%	62	75%	4	83%
<b>Services de certification des comptes</b>	<b>82</b>	<b>100%</b>	<b>83</b>	<b>100%</b>	<b>5</b>	<b>100%</b>

## 22.3. Événements postérieurs à la clôture

### Prise de contrôle de Motor Depot Ltd

Le 1<sup>er</sup> mars 2021, Aramis Group a acquis une participation majoritaire dans la société anglaise Motor Depot Ltd, exploitant notamment CarSupermarket.com, plateforme de premier plan au Royaume-Uni pour l'achat de voitures d'occasion. Le capital restant est détenu par Wilkinson Nominees Limited, elle-même contrôlée par Monsieur Phil Wilkinson, fondateur de Motor Depot Ltd. Cette opération permettra à Aramis Group de bénéficier d'une présence forte au Royaume-Uni, deuxième marché européen de la vente de voitures d'occasion, et d'accroître ainsi son marché immédiatement adressable.

### Intention d'introduction en bourse

Le 8 mars 2021, le Groupe a annoncé décider d'explorer la possibilité d'une introduction en bourse sur Euronext Paris en 2021, sous réserve des conditions de marché et de l'obtention des autorisations réglementaires. Une introduction en bourse renforcerait la flexibilité stratégique et financière du Groupe pour lui permettre de saisir les opportunités de croissance importantes à venir et accélérer son développement en Europe. Le Groupe entend en effet accélérer sa croissance, aussi bien de manière organique que par des acquisitions, avec l'ambition d'être la plateforme digitale préférée en Europe pour acheter une voiture d'occasion. Le changement de dénomination de Celor devenue Aramis Group, intervenu le 22 janvier 2021 (cf. 1.1) s'inscrit dans ce contexte.



## 23. Parties liées

### 23.1. Transactions

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Etat de la situation financière</b>	<b>30/09/2020</b>	<b>30/09/2019</b>	<b>30/09/2018</b>
Groupe PSA (Stellantis)	Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	-	-	2 310
Groupe PSA (Stellantis)	Autres actifs financiers non courants, y compris dérivés	25	25	25
Groupe PSA (Stellantis)	Créances clients	351	204	403
Groupe PSA (Stellantis)	Autres actifs courants	2	43	14
Groupe PSA (Stellantis)	Trésorerie et équivalents de trésorerie	109	13	40
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	1 009	1 147	1 284
	<b>Total Actif</b>	<b>1 496</b>	<b>1 432</b>	<b>4 076</b>

Automobiles Peugeot	Dettes financières non courantes	28 000	28 000	28 000
Automobiles Peugeot	Dettes financières courantes	1 213	653	93
PSAI	Dettes financières courantes	30 445	27 153	21 836
Groupe PSA (Stellantis)	Dettes de location non courantes	-	-	2 380
Groupe PSA (Stellantis)	Dettes financières courantes	1 284	1 614	848
Groupe PSA (Stellantis)	Dettes de location courantes	-	-	141
Groupe PSA (Stellantis)	Dettes fournisseurs	466	321	340
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Dettes de location non courantes	827	962	1 096
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Dettes de location courantes	187	185	183
	<b>Total Passif</b>	<b>62 422</b>	<b>58 889</b>	<b>54 917</b>

<i>En milliers d'euros</i>	<b>Compte de résultat</b>	<b>Exercice 2019-2020 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2018-2019 (12 mois)</b>	<b>Exercice 2017-2018 (12 mois)</b>
Automobiles Peugeot	Coût de l'endettement financier net	(560)	(560)	(93)
PSAI	Coût de l'endettement financier net	(176)	(135)	(68)
Groupe PSA (Stellantis)	Chiffre d'affaires	4 574	4 737	1 119
Groupe PSA (Stellantis)	Achats consommés	(77 678)	(61 317)	(20 624)
Groupe PSA (Stellantis)	Autres achats et charges externes	(210)	(147)	(55)
Groupe PSA (Stellantis)	Charges financières sur dettes de location	-	(13)	(68)
Groupe PSA (Stellantis)	Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	-	(54)	(269)
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Charges financières sur dettes de location	(11)	(13)	(9)
SCI ARA Dammarie et SCI Celor Immo	Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(137)	(137)	(73)
	<b>Total compte de résultat</b>	<b>(74 199)</b>	<b>(57 639)</b>	<b>(20 139)</b>

Au regard des dispositions de la norme IAS 24 « Information relative aux parties liées », le Groupe a identifié les parties liées suivantes :

- ☐ les entités du Groupe PSA, devenu Stellantis le 17 janvier 2021, Aramis Group étant contrôlée par Automobiles Peugeot ;
- ☐ les SCI Celor Immo et ARA Dammarie, contrôlées par les dirigeants fondateurs d'Aramis Group, avec lesquelles le Groupe dispose de baux commerciaux.

Ces transactions sont réalisées à des conditions normales et courantes.

### **23.2. Dirigeants : rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction**

La Direction exécutive du Groupe est assurée par ses deux dirigeants fondateurs. Leur rémunération hors charges sociales, exclusivement fixe, s'est élevée à 599 milliers d'euros au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020, 624 milliers d'euros pour celui clos au 30 septembre 2019 et 625 milliers d'euros pour celui clos au 30 septembre 2018. Ils ne bénéficient d'aucun paiement fondé sur des actions (IFRS 2).

### **18.2.2 Rapport d'audit des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018**

*« Au Président,*

*En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Aramis Group (la « Société ») et en application du règlement (UE) n°2017/1129 complété par le règlement délégué (UE) n°2019/980 dans le cadre du projet d'admission de titres de capital sur le marché réglementé d'Euronext Paris, nous avons effectué un audit des comptes consolidés de la Société relatifs aux exercices clos les 30 septembre 2018, 2019 et 2020, établis pour les besoins du prospectus et présentés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne (les « Comptes Consolidés »), tels qu'ils sont joints au présent rapport.*

*Les Comptes Consolidés ont été établis sous la responsabilité du Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.*

*Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.*

*A notre avis, les Comptes Consolidés établis pour les besoins du prospectus présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le patrimoine et la situation financière aux 30 septembre 2018, 2019 et 2020 ainsi que le résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans le périmètre de consolidation pour chacun des exercices clos à ces dates.*

*Neuilly-sur-Seine et Paris, le 21 mai 2021*

*Les commissaires aux comptes*

***Grant Thornton***  
***Membre français de Grant Thornton International***

***Atrium***

*Pascal Leclerc*  
*Associé*

*Jérôme Giannetti*  
*Associé »*

## **18.3 Informations financières *pro forma* au 30 septembre 2020 et rapport correspondant des commissaires aux comptes**

### **18.3.1 Informations financières *pro forma* au 30 septembre 2020**

#### **Sommaire**

1.	Introduction et cadre réglementaire .....	306
1.1.	Introduction .....	306
1.2.	Cadre réglementaire.....	308
2.	Compte de résultat consolidé pro forma (non audité).....	309
3.	Notes relatives à l'Information Financière Résumée Pro Forma (Non Auditée).....	310
3.1.	Information financière consolidée résumée historique d'Aramis Group .....	310
3.2.	Information financière consolidée résumée de Motor Depot Ltd.....	310
3.3.	Ajustements IFRS (concernant Motor Depot Ltd) .....	313
3.4.	Acquisition et financement (frais et charges Aramis Group) .....	314
3.5.	Regroupement d'entreprises .....	314
3.6.	EBITDA ajusté .....	315
3.7.	Information relative aux produits et services.....	316

## 1. Introduction et cadre réglementaire

### 1.1. Introduction

L'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) présentée ci-après se compose du l'état du résultat net consolidé pro forma (non audité) (ci-après, le « **compte de résultat consolidé pro forma (non audité)** ») pour l'exercice clos au 30 septembre 2020, complété par les notes explicatives (ci-après, l'« **Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée)** ») ; elle a été établie en vue de représenter les effets pro forma de la transaction décrite ci-dessous (ci-après, la « **Transaction** ») ainsi que le Financement décrit ci-après.

Le 1<sup>er</sup> mars 2021, Aramis Group a pris le contrôle de la société anglaise Motor Depot Ltd, via l'acquisition d'une participation majoritaire à hauteur de 60%. Motor Depot Ltd exploite notamment CarSupermarket.com, plateforme de premier plan au Royaume-Uni pour l'achat de voitures d'occasion. Motor Depot Ltd contrôle elle-même Goball Ltd, dont elle détient l'intégralité du capital. Le capital restant de Motor Depot Ltd est détenu par Wilkinson Nominees Limited, elle-même contrôlée par Monsieur Philip Wilkinson, fondateur de Motor Depot Ltd.

Pour financer cette opération, le Groupe a souscrit un emprunt auprès de son actionnaire Automobiles Peugeot (ci-après, le « **Financement** »).

La présente Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée), établie à titre purement informatif, présente une situation par nature hypothétique et, par conséquent, n'est pas représentative de ce que seront les résultats réels de l'entité regroupée à l'issue de la Transaction (ci-après, le « **Groupe** »).

Les ajustements pro forma inclus dans l'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) sont limités aux ajustements (i) directement imputables à la Transaction et (ii) pouvant être étayés par des faits.

L'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) ne reflète pas les éléments ci-dessous, tels que :

- Les frais de restructuration et d'intégration susceptibles d'être générés par la Transaction ;
- Les synergies, améliorations de l'efficacité opérationnelle et autres réductions de coûts susceptibles d'être générés par la Transaction.

Le compte de résultat consolidé pro forma (non audité) a été établi en retenant comme hypothèse que la Transaction et le Financement ont eu lieu à la date d'ouverture de la période couverte par ce compte de résultat, soit le 1<sup>er</sup> octobre 2019. De par sa nature, l'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) traite d'une situation hypothétique et n'est pas destinée à représenter ou donner une indication du résultat opérationnel qui aurait été celui d'Aramis Group si la Transaction et le Financement avaient eu lieu à la date d'ouverture de la période couverte par le compte de résultat consolidé pro forma ; de même, l'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) n'est pas indicative de ce que seront les résultats opérationnels futurs du Groupe. L'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) se fonde sur un certain nombre d'hypothèses jugées raisonnables par Aramis Group à la date du présent document et dans le contexte de la Transaction.

Il n'est pas présenté d'état de la situation financière consolidée résumée pro forma dans la mesure où, la Transaction ayant déjà eu lieu, celle-ci est reflétée dans l'état de la situation financière consolidée d'Aramis Group au 31 mars 2021 disponible par ailleurs.

La présente Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) a été établie à partir :

- du compte de résultat historique audité d'Aramis Group au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020, issu des états financiers annuels consolidés historiques d'Aramis Group au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020, établis selon les normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et audités par Atrium et Grant Thornton (voir aussi 3.1) ;
- du compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd au titre de la période de 12 mois se clôturant au 31 août 2020, déterminé à partir des éléments suivants (voir aussi 3.2) :
  - le compte de résultat consolidé historique audité de Motor Depot Ltd au titre de l'exercice clos au 31 août 2020, issu des états financiers consolidés historiques de Motor Depot Ltd au titre de l'exercice de 12 mois clos au 31 août 2020 et audités par Bradbury & Co ;
  - le compte de résultat historique audité de Goball Ltd au titre de l'exercice clos au 31 août 2020, issu des états financiers historiques de Goball Ltd au titre de l'exercice de 18 mois clos au 31 août 2020 et audités par Bradbury & Co ;
  - des données internes de gestion (reporting mensuel), utilisées pour refléter un compte de résultat de 12 mois pour Goball Ltd.

Goball Ltd est intégralement détenue par Motor Depot Ltd depuis sa prise de contrôle intervenue le 3 mars 2020. Préalablement à cette opération Goball Ltd et Motor Depot Ltd disposaient de relations commerciales. Au cours du mois de février 2020, l'activité de Goball Ltd a fait l'objet d'un transfert au profit de Motor Depot Ltd, conduisant Goball Ltd à ne plus avoir d'activités (absence de charges et de produits) postérieurement à fin février 2020. Le compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd comme décrit ci-avant offre une vision de l'activité de l'ensemble constitué de Motor Depot Ltd et Goball Ltd au titre d'une période de 12 mois.

Les états financiers et données internes de gestion de Motor Depot Ltd et Goball Ltd sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement acceptés au Royaume-Uni et en République d'Irlande (Financial Reporting Standard 102 dit « UK GAAP »).

Conformément à la recommandation n°2021-02 de l'AMF et par analogie avec la norme IFRS 10 « Etats Financiers Consolidés », l'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) est établie à partir de l'information financière consolidée (non auditée) de Motor Depot Ltd pour la période de 12 mois arrêtée au 31 août 2020, laquelle présente un décalage d'un mois avec les états financiers annuels consolidés historiques (audités) d'Aramis Group. Aucun événement ni transaction significatifs portant sur les mois de septembre 2019 et septembre 2020 n'a été identifié à partir des informations financières de Motor Depot Ltd et Goball Ltd.

L'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) est présentée en milliers d'euros et, sauf mention contraire, en cohérence avec les principes comptables utilisés pour l'établissement des états financiers historiques consolidés annuels (audités) d'Aramis Group au 30 septembre 2020. L'homogénéisation préalable des méthodes comptables et de la présentation retenues par Motor Depot Ltd et Goball Ltd avec celles d'Aramis Group, effectuée sur la base des informations disponibles à ce stade, est par conséquent susceptible de faire l'objet d'ajustements ultérieurs après analyse plus détaillée.

En complément, les estimations de justes valeurs présentent un caractère provisoire et sont susceptibles d'évoluer au fur et à mesure de l'obtention d'informations financières complémentaires, la norme IFRS 3 offrant un délai de 12 mois après la date effective de prise de contrôle (1<sup>er</sup> mars 2021) pour procéder à l'allocation définitive du prix d'acquisition (voir également 3.5).

## **1.2. Cadre réglementaire**

La présente Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) est présentée conformément à la recommandation n°2021-02 de l'AMF publiée le 8 janvier 2021 ; étant donné que la Transaction implique une modification de plus de 25% des indicateurs-clé d'Aramis Group.

La présente Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) a été établie conformément à l'Annexe 20 du Règlement Délégué européen n° 2019/980, des recommandations publiées par l'ESMA (ESMA/2013/319 du 20 mars 2013), ainsi que la recommandation n°2021-02 de l'AMF publiée le 8 janvier 2021.



## 2. Compte de résultat consolidé pro forma (non audité)

En milliers d'euros	Compte de résultat consolidé d'Aramis Group	Compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd UK Gaap 12 mois au format Aramis	Ajustements pro forma non audités				Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (non Auditée)
			Ajustements IFRS	Acquisition et financement	Regroupement d'entreprises		
Note	3.1	3.2	3.3	3.4	3.5		
Chiffre d'affaires	830 974	263 058	-	-	-		1 094 032
Autres produits de l'activité	1	-	-	-	-		1
Achats consommés	(683 526)	(220 337)	-	-	-		(903 863)
Autres achats et charges externes	(59 754)	(21 066)	1 695 (a)	-	-		(79 124)
Impôts et taxes	(3 035)	(676)	-	-	-		(3 711)
Charges de personnel	(45 001)	(13 926)	-	-	-		(58 926)
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	(1 026)	-	-	-	-		(1 026)
Charges de personnel liées à des acquisitions	(14 934)	-	-	-	(6 286) (a)		(21 220)
Dotation aux provisions et dépréciations	(1 194)	251	-	-	-		(942)
Frais liés à des opérations	-	-	-	(356) (b)	-		(356)
Autres produits opérationnels	556	309	-	-	-		865
Autres charges opérationnelles	(712)	-	-	-	-		(712)
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>22 350</b>	<b>7 614</b>	<b>1 695</b>	<b>(356)</b>	<b>(6 286)</b>		<b>25 017</b>
Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(6 761)	(555)	-	-	(18) (b)		(7 335)
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(6 256)	-	(1 549) (b)	-	-		(7 805)
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>9 332</b>	<b>7 059</b>	<b>146</b>	<b>(356)</b>	<b>(6 304)</b>		<b>9 877</b>
Coût de l'endettement financier net	(1 117)	-	-	(727) (a)	-		(1 845)
Charges financières sur dettes de location	(912)	-	(509) (c)	-	-		(1 421)
Autres produits financiers	3	-	-	-	-		3
Autres charges financières	(7)	(856)	-	-	-		(863)
<b>Résultat financier</b>	<b>(2 033)</b>	<b>(856)</b>	<b>(509)</b>	<b>(727)</b>	<b>-</b>		<b>(4 126)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>7 299</b>	<b>6 202</b>	<b>(363)</b>	<b>(1 083)</b>	<b>(6 304)</b>		<b>5 751</b>
Impôt sur le résultat	(8 424)	(1 174)	69 (d)	353 (c)	4 (c)		(9 172)
<b>Résultat net</b>	<b>(1 125)</b>	<b>5 029</b>	<b>(294)</b>	<b>(730)</b>	<b>(6 301)</b>		<b>(3 421)</b>

Voir ci-après notes à l'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) en 3.

L'EBITDA ajusté est présenté en note 3.6.

### **3. Notes relatives à l'Information Financière Résumée Pro Forma (Non Auditée)**

#### **3.1. Information financière consolidée résumée historique d'Aramis Group**

Le présent document « Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) » prend appui sur le compte de résultat consolidé (audité) d'Aramis Group au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020, établi à partir des états financiers consolidés annuels historiques (audités) d'Aramis Group pour l'exercice clos au 30 septembre 2020, établis selon les normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

#### **3.2. Information financière consolidée résumée de Motor Depot Ltd**

##### **3.2.1. Compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd au titre d'une période de 12 mois en devise locale (GBP)**

###### Compte de résultat consolidé pro forma 12 mois au titre de la période se clôturant au 31 août 2020

La note 3.2 du présent document « Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) » comporte le compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd au titre de la période de 12 mois se clôturant au 31 août 2020, déterminé comme suit :

- (a) le compte de résultat consolidé historique audité de Motor Depot Ltd au titre de l'exercice clos au 31 août 2020, issu des états financiers consolidés historiques audités de Motor Depot Ltd au titre de l'exercice de 12 mois clos au 31 août 2020 ;

Goball Ltd est intégralement détenue par Motor Depot Ltd depuis sa prise de contrôle intervenue le 3 mars 2020. De fait, le compte de résultat consolidé historique audité de Motor Depot Ltd au titre de l'exercice clos au 31 août 2020 comprend :

- o les charges et produits générés par la société Motor Depot Ltd au titre des 12 mois de la période ;
  - o les charges et produits générés par la société Goball Ltd postérieurement à sa prise de contrôle par Motor Depot Ltd, soit au titre des 6 mois de la période courant de début mars 2020 au 31 août 2020. Ceux-ci sont nuls dans la mesure où au cours du mois de février 2020, l'activité de Goball Ltd a fait l'objet d'un transfert au profit de Motor Depot Ltd, conduisant Goball Ltd à ne plus avoir d'activités (absence de charges et de produits) postérieurement à fin février 2020 ;
  - o un amortissement du goodwill généré par la prise de contrôle de Goball Ltd par Motor Depot Ltd.
- (b) (+) plus le compte de résultat historique audité de Goball Ltd au titre de l'exercice clos au 31 août 2020, issu des états financiers historiques de Motor Depot Ltd au titre de l'exercice de 18 mois clos au 31 août 2020 ;
- (c) (-) moins le compte de résultat (non audité) de Goball Ltd pour la période de 6 mois arrêtée au 31 août 2019, issu de données internes de gestion (reporting mensuel) ;
- (d) (-) moins le compte de résultat (non audité) de Goball Ltd pour la période de 6 mois courant du 1er mars 2020 au 31 août 2020 car déjà incluse dans les comptes consolidés de Motor Depot Ltd, issu de données internes de gestion (reporting mensuel) ; la contribution aux charges et produits de Goball Ltd est nulle au titre de cette période, comme mentionné ci-avant au (a) ;
- (e) (-) moins la dotation aux amortissements du goodwill Goball Ltd constatée dans le compte de résultat consolidé historique audité de Motor Depot Ltd (voir (a)) ;

- (f) (-) moins les transactions à caractère intra-groupe réalisées entre Motor Depot Ltd et Goball Ltd au titre de la période de 12 mois se clôturant au 31 août 2020.
- (g) (=) égal le compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd ainsi établi à l'issu des étapes (a) à (f). Il offre une vision de l'activité de l'ensemble constitué de Motor Depot Ltd et Goball Ltd au titre d'une période de 12 mois, pertinente avec le fait que :
- o Depuis fin février 2020, l'intégralité de l'activité préalablement développée par Goball Ltd est portée par Motor Depot Ltd, étant précisé que préalablement à cette opération, Goball Ltd et Motor Depot Ltd disposaient de relations commerciales ;
  - o La prise de contrôle de Goball Ltd par Motor Depot Ltd intervenue début mars 2020 constitue une opération distincte de la Transaction.

La construction du compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd se détaille ainsi comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	K GBP Compte de résultat consolidé historique audité de Motor Depot Ltd (12 mois)	K GBP Compte de résultat historique audité de Goball Ltd (18 mois)	K GBP (Période de 6 mois arrêtée au 31 août pour Goball Ltd)	K GBP (Période de 6 mois Goball Ltd déjà incluse dans la consolidation Motor Depot Ltd)	K GBP (Dotation aux amortissements du goodwill Goball Ltd)	K GBP (Transactions intra-groupe entre Motor Depot Ltd et Goball Ltd – 12 mois)	K GBP Compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd UK Gaap 12 mois
<b>Note</b>	<b>3.2.1 (a)</b>	<b>3.2.1 (b)</b>	<b>3.2.1 (c)</b>	<b>3.2.1 (d)</b>	<b>3.2.1 (e)</b>	<b>3.2.1 (f)</b>	<b>3.2.1 (g)</b>
Chiffre d'affaires	226 026	21 041	(12 168)	-	-	(3 820)	231 079
Autres produits de l'activité	-	-	-	-	-	-	-
Achats consommés	(210 925)	(19 342)	10 860	-	304	3 820	(215 282)
Autres achats et charges externes	(10 814)	(1 243)	683	-	-	-	(11 375)
Impôts et taxes	-	-	-	-	-	-	-
Charges de personnel	-	-	-	-	-	-	-
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-
Charges de personnel liées à des acquisitions	-	-	-	-	-	-	-
Dotation aux provisions et dépréciations	-	-	-	-	-	-	-
Frais liés à des opérations	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits opérationnels	1 779	-	-	-	-	-	1 779
Autres charges opérationnelles	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>6 065</b>	<b>456</b>	<b>(624)</b>	<b>-</b>	<b>304</b>	<b>-</b>	<b>6 201</b>
Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>6 065</b>	<b>456</b>	<b>(624)</b>	<b>-</b>	<b>304</b>	<b>-</b>	<b>6 201</b>
Coût de l'endettement financier net	-	-	-	-	-	-	-
Charges financières sur dettes de location	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits financiers	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges financières	(721)	(83)	53	-	-	-	(752)
<b>Résultat financier</b>	<b>(721)</b>	<b>(83)</b>	<b>53</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(752)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>5 344</b>	<b>372</b>	<b>(572)</b>	<b>-</b>	<b>304</b>	<b>-</b>	<b>5 448</b>
Impôt sur le résultat	(1 076)	(60)	105	-	-	-	(1 031)
<b>Résultat net</b>	<b>4 268</b>	<b>312</b>	<b>(467)</b>	<b>-</b>	<b>304</b>	<b>-</b>	<b>4 417</b>

### Assimilation à la période de 12 mois se clôturant au 30 septembre 2020

En l'absence d'événement ou transaction significatifs portant sur les mois de septembre 2019 et septembre 2020, le compte de résultat consolidé de Motor Depot Ltd au titre de la période de 12 mois se clôturant au 31 août 2020 est réputé être assimilable au compte de résultat consolidé de Motor Depot Ltd au titre de la période de 12 mois se clôturant au 30 septembre 2020.

### **3.2.2. Retraitements de présentation du compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd**

Les états financiers et données internes de gestion de Motor Depot Ltd et Goball Ltd sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement acceptés au Royaume-Uni et en République d'Irlande (Financial Reporting Standard 102 dit « UK GAAP »). Aramis Group publie ses

états financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, qui diffère des UK GAAP à certains égards, de manière parfois significative.

L'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) intègre des reclassements visant à ce que la présentation du compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd soit conforme à celle du compte de résultat d'Aramis Group.

L'incidence des reclassements effectués dans le cadre du compte de résultat consolidé non audité de Motor Depot Ltd se détaille principalement comme suit:

	K GBP	K GBP	K GBP	K GBP	K GBP	K GBP	K GBP	K GBP	K GBP	K GBP
	Compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd UK Gaap 12 mois	Coûts de transport	Frais de reconditionnement	Charges de personnel	Impôts et taxes	Résultat net de cession des immobilisations	Dotation et reprise de provision pour garanties	Dotation aux amortissements sur immobilisations	Total reclassements	Compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd UK Gaap 12 mois au format Aramis
<i>En milliers de livres sterling</i>										
<b>Note</b>	<b>3.2.1(g)</b>								<b>3.2.2</b>	<b>3.2.2</b>
Chiffre d'affaires	231 079	-	-	-	-	-	-	-	-	231 079
Autres produits de l'activité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats consommés	(215 282)	3 219	7 768	10 859	-	-	(221)	107	21 731	(193 551)
Autres achats et charges externes	(11 375)	(3 219)	(7 768)	3 153	594	(271)	-	381	(7 130)	(18 505)
Impôts et taxes	-	-	-	-	(594)	-	-	-	(594)	(594)
Charges de personnel	-	-	-	(12 233)	-	-	-	-	(12 233)	(12 233)
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges de personnel liées à des acquisitions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dotation aux provisions et dépréciations	-	-	-	-	-	-	221	-	221	221
Frais liés à des opérations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits opérationnels	1 779	-	-	(1 779)	-	271	-	-	(1 508)	271
Autres charges opérationnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>6 201</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>488</b>	<b>488</b>	<b>6 688</b>
Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	(488)	(488)	(488)
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>6 201</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0)</b>	<b>6 201</b>
Coût de l'endettement financier net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges financières sur dettes de locations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres charges financières	(752)	-	-	-	-	-	-	-	-	(752)
<b>Résultat financier</b>	<b>(752)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(752)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>5 448</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0)</b>	<b>5 448</b>
Impôt sur le résultat	(1 031)	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 031)
<b>Résultat net</b>	<b>4 417</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(0)</b>	<b>4 417</b>

Les coûts de transport ainsi que les frais liés à l'activité de reconditionnement sont présentés en « achats consommés » dans le compte de résultat consolidé de Motor Depot Ltd selon le référentiel UK Gaap. Ces frais sont reclassés en « Autres achats et charges externes » pour aligner leur présentation au format du compte de résultat d'Aramis Group.

Aussi et à titre illustratif, font l'objet d'un reclassement en « Charges de personnel » :

- Les charges de cette nature présentées dans le compte de résultat consolidé de Motor Depot Ltd établi selon le référentiel UK Gaap en « Achats consommés » et en « Autres achats et charges externes » ;
- Les indemnités reçues des autorités anglaises suite au recours à l'activité partielle dans le contexte de la pandémie Covid-19, s'élevant à 1 779 milliers de livres sterling, présentées en « Autres produits opérationnels » dans le compte de résultat consolidé de Motor Depot Ltd établi selon le référentiel UK Gaap ; ce reclassement en déduction des charges de personnel est opéré en conformité avec IAS 20 « Subventions ».

### 3.2.3. Conversion en euros du compte de résultat consolidé pro forma Motor Depot Ltd

Motor Depot Ltd et Goball Ltd ont établi les données mentionnées ci-dessus dans la devise utilisée pour la préparation de leurs comptes, à savoir la livre sterling (GBP). Aramis Group établit et communique ses états financiers en euros. Le taux de change ci-dessous, publié par la Banque de France, a été utilisé pour la conversion en euros de l'Information Financière Résumée Pro Forma de Motor Depot Ltd : taux de change moyen pour la période de douze mois arrêtée au 30 septembre 2020 de 0,8784 GBP pour 1 EUR. Celui-ci est utilisé dans la mesure où les données consolidées de Motor Depot Ltd présentées ci-avant sont réputées être assimilables aux charges et produits au titre de la période de 12 mois ouvrant le 1er octobre 2019 et se clôturant au 30 septembre 2020 (cf. 3.2.1).

<i>En milliers de livres sterling</i>	<b>K GBP</b>	<b>K EUR</b>
	<b>Compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd UK Gaap 12 mois au format Aramis</b>	<b>Compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd UK Gaap 12 mois au format Aramis</b>
<b>Note</b>	<b>3.2.2</b>	<b>3.2.3</b>
Chiffre d'affaires	231 079	263 058
Autres produits de l'activité	-	-
Achats consommés	(193 551)	(220 337)
Autres achats et charges externes	(18 505)	(21 066)
Impôts et taxes	(594)	(676)
Charges de personnel	(12 233)	(13 926)
Charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions	-	-
Charges de personnel liées à des acquisitions	-	-
Dotation aux provisions et dépréciations	221	251
Frais liés à des opérations	-	-
Autres produits opérationnels	271	309
Autres charges opérationnelles	-	-
<b>Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations</b>	<b>6 688</b>	<b>7 614</b>
Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(488)	(555)
Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	-	-
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>6 201</b>	<b>7 059</b>
Coût de l'endettement financier net	-	-
Charges financières sur dettes de locations	-	-
Autres produits financiers	-	-
Autres charges financières	(752)	(856)
<b>Résultat financier</b>	<b>(752)</b>	<b>(856)</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>5 448</b>	<b>6 202</b>
Impôt sur le résultat	(1 031)	(1 174)
<b>Résultat net</b>	<b>4 417</b>	<b>5 029</b>

Les notes 3.3 à 3.5 du présent document « Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée) » détaillent les ajustements pro forma pris en considération.

### 3.3 Ajustements IFRS (concernant Motor Depot Ltd)

Afin de pouvoir procéder à l'établissement de l'Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée), une analyse préalable des différences inhérentes aux deux référentiels UK GAAP et IFRS (voir aussi 3.2.2) a été effectuée à partir des états financiers de Motor Depot Ltd et Goball Ltd établis selon les UK GAAP au titre de l'exercice clos au 31 août 2020, par comparaison avec les états financiers consolidés au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020 d'Aramis Group établis selon le référentiel IFRS. Cette analyse a conduit à identifier comme principale différence l'activation des contrats de location décrite ci-après.

#### (a) à (c) – Contrats de location

Tandis que le référentiel UK Gaap retient une constatation en charges des loyers, IFRS 16 « Contrats de location » retient un modèle comptable unique pour tous les contrats de location, hors exemptions, qui conduit à constater :

- un actif représentatif d'un droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat, qui fait l'objet d'un amortissement ;
- une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers.

Ce modèle conduit à refléter les ajustements pro forma suivants :

- (a) annulation de la charge de loyer, initialement constatée en « Autres achats et charges externes », pour 1 695 milliers d'euros ;
- (b) constatation d'une dotation aux amortissements du droit d'utilisation présentée en « Dotation aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location » pour 1 549 milliers d'euros ;
- (c) constatation d'une charge d'intérêt présentée en « Charges financières sur dettes de location » pour 509 milliers d'euros.

#### (d) Effet impôt sur les ajustements IFRS

L'effet impôt sur les retraitements liés aux contrats de location a été calculé en retenant le taux d'impôt différé de 19% applicable à Motor Depot Ltd et Goball Ltd.

### **3.4. Acquisition et financement (frais et charges Aramis Group)**

- (a) Coût de l'endettement financier net : charge d'intérêt lié au financement

Pour financer cette acquisition, Aramis Group a souscrit un emprunt auprès de son actionnaire Automobiles Peugeot à hauteur de 51 960 milliers d'euros, portant intérêt au taux fixe de 1,4% et représentant une charge annuelle de 727 milliers d'euros. Il est précisé qu'Aramis Group n'a pas supporté de frais dans le cadre de la mise en place de cette dette financière.

- (b) Frais liés à des opérations : frais d'acquisition

Les frais d'acquisition encourus par Aramis Group dans le cadre de la prise de contrôle de Motor Depot Ltd sont estimés à 356 milliers d'euros avant impôt. Ils comprennent principalement le montant estimé des coûts non récurrents de conseil et des droits de timbre imputables à l'Acquisition. Aucun de ces coûts n'est encouru au cours de l'exercice clos au 30 septembre 2020.

Motor Depot Ltd n'a pas encouru de frais liés à la Transaction.

De par leur nature, ces charges ne devraient pas avoir d'impact récurrent sur la performance du Groupe dans le futur.

- (c) Effet impôt sur les ajustements liés à l'acquisition et au financement

L'effet impôt sur les ajustements pro forma relatifs à l'acquisition et au financement a été calculé en retenant les taux d'impôt exigible de 33,33% et différé de 31% applicables à Aramis Group au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020.

### **3.5. Regroupement d'entreprises**

La Transaction dans le cadre de laquelle Aramis Group se porte acquéreur de Motor Depot Ltd donne lieu à une comptabilisation en conformité avec la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ».

- (a) Charges de personnel liées à des acquisitions : options de vente au minoritaire de Motor Depot Ltd

Les options de vente accordées concomitamment à la prise de contrôle à Wilkinson Nominees Limited, l'actionnaire minoritaire de Motor Depot Ltd, portant sur l'intégralité des actions qu'il détient soit 40%, ont été analysées comme constituant :

- pour partie un put sur minoritaires constitutif d'une dette financière, ce qui est sans effet sur le compte de résultat consolidé pro forma ;
  - pour partie une rémunération présentée en « Charges de personnel liées à des acquisitions », dans la mesure où le Groupe s'est engagé à rémunérer l'ancien actionnaire fondateur de Motor Depot Ltd en contrepartie de ses services en tant que salariés du Groupe. Cette rémunération correspond au montant le plus probable qui serait perçu à la date de départ, déduction faite de la dette financière de put, est reconnue de façon linéaire pro rata temporis sur la période de présence minimale permettant de la percevoir. Une charge de 6 286 milliers d'euros est ainsi reconnue dans le compte de résultat consolidé pro forma à cet effet.
- (b) Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles liée à la mise à la juste valeur de biens immobiliers

La mise à la juste valeur des actifs et passifs s'appuie sur une allocation provisoire du prix d'acquisition relatif à la prise de contrôle de Motor Depot Ltd, IFRS 3 offrant un délai de 12 mois après la date de prise de contrôle pour procéder à une allocation définitive. Cette allocation provisoire conduit à la mise à la juste valeur de deux biens immobiliers détenus par Motor Depot Ltd générant les ajustements suivants si la prise de contrôle était intervenue en date du 1er octobre 2019 :

Incidence ajustement de mise à la juste valeur	Montant en K GBP	Taux de conversion	
		1 <sup>er</sup> octobre 2019	Montant en K EUR
Terrains	678	0,88955	762
Constructions	609	0,88955	685
<b>Total incidence</b>	<b>1 287</b>	<b>0,88955</b>	<b>1 447</b>

Il en résulte une incidence de 18 milliers d'euros sur le poste « Dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles ».

L'allocation définitive du prix d'acquisition est susceptible de différer sensiblement de l'allocation provisoire. La valorisation définitive et l'impact de l'intégration des activités pourraient générer des différences significatives entre résultats réels et résultats pro forma.

- (c) Effet impôt sur les ajustements de juste valeur

L'effet impôt sur les ajustements de juste valeur a été calculé en retenant le taux d'impôt différé de 19% applicable à Motor Depot Ltd et Goball Ltd. Il ne porte pas sur les charges de personnel liées à des acquisitions dans la mesure où elles constituent une différence permanente.

### 3.6 EBITDA ajusté

Pour évaluer la performance de ses secteurs opérationnels, le Groupe a notamment recours à l'EBITDA ajusté, indicateur de suivi de la performance sous-jacente des activités. Le Groupe définit son EBITDA ajusté comme le résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations d'immobilisations, déduction faite des éléments suivants :

- Les charges de personnel liées à des paiements fondés sur des actions ;

- Les charges de personnel liées à des acquisitions ;
- Les frais liés à des opérations.

L'EBITDA ajusté se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Compte de résultat consolidé d'Aramis Group	Compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd UK Gaap 12 mois au format Aramis	Ajustements pro forma non audités			Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée)
			Ajustements IFRS	Acquisition et financement	Regroupement d'entreprises	
Note	3.1	3.2	3.3	3.4	3.5	
Résultat opérationnel avant amortissement et dépréciation d'immobilisations	22 350	7 614	1 695	(356)	(6 286)	25 017
(Charges de personnel liées à des paiements fondés sur les actions)	1 026	-	-	-	-	1 026
(Charges de personnel liées à des acquisitions)	14 934	-	-	-	6 286	21 220
(Frais liés à des opérations)	-	-	-	356	-	356
<b>EBITDA ajusté</b>	<b>38 310</b>	<b>7 614</b>	<b>1 695</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>47 619</b>

### 3.7. Information relative aux produits et services

La ventilation du chiffre d'affaires par produits et services se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Compte de résultat consolidé d'Aramis Group	Compte de résultat consolidé pro forma de Motor Depot Ltd UK Gaap 12 mois au format Aramis	Ajustements pro forma non audités			Information Financière Consolidée Résumée Pro Forma (Non Auditée)
			Ajustements IFRS	Acquisition et financement	Regroupement d'entreprises	
Véhicules d'occasion pré-immatriculés	452 251	-				452 251
Véhicules d'occasion reconditionnés	277 423	224 146				501 569
Véhicules d'occasion en B2B	52 427	27 640				80 067
Services	36 330	11 272				47 602
Autres	12 544	-				12 544
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>830 974</b>	<b>263 058</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 094 032</b>

Les « Autres » produits et services correspondent principalement à l'activité « Trading Belgique » d'achat et vente de véhicules à des professionnels, que le Groupe n'envisage pas de poursuivre (contribution de 12 497 milliers d'euros au titre de l'exercice 2019-2020).



### **18.3.2 Rapport des commissaires aux comptes sur les informations financières *pro forma* pour l'exercice clos le 30 septembre 2020**

*« Au Président et au Directeur général,*

*En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du règlement (UE) n°2017/1129 complété par le règlement délégué (UE) n°2019/980, nous avons établi le présent rapport sur les informations financières *pro forma* de la société **Aramis Group** (la « **Société** ») relatives à l'exercice clos le 30 septembre 2020 incluses dans la section 18.3 du document d'enregistrement, (les « **Informations Financières Pro Forma** »).*

*Ces Informations Financières Pro Forma ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que la prise de contrôle de la société Motor Depot Ltd au 1er mars 2021 aurait pu avoir sur le compte de résultat consolidé de la société **Aramis Group** si l'opération avait pris effet à la date d'ouverture de la période couverte par ce compte de résultat, soit le 1er octobre 2019. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si l'opération ou l'événement était intervenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou envisagée.*

*Ces Informations Financières Pro Forma ont été établies sous votre responsabilité en application des dispositions du règlement (UE) n° 2017/1129 et des recommandations ESMA relatives aux Informations Financières Pro Forma.*

*Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe 20, section 3, du règlement délégué (UE) n°2019/980, sur le caractère correct de l'établissement des Informations Financières Pro Forma sur la base indiquée.*

*Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne comportent ni audit ni examen limité des informations financières sous-jacentes à l'établissement des Informations Financières Pro Forma, ont consisté principalement à vérifier que les bases à partir desquelles ces Informations Financières Pro Forma ont été établies concordent avec les documents source tels que décrits dans les notes explicatives aux Informations Financières Pro Forma, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements *pro forma* et à nous entretenir avec la direction de la Société pour collecter les informations et les explications que nous avons estimé nécessaires.*

*A notre avis :*

- les Informations Financières Pro Forma ont été établies correctement sur la base indiquée ;*
- cette base est conforme aux méthodes comptables appliquées par l'émetteur.*

*Ce rapport est émis aux seules fins de :*

- l'approbation du document d'enregistrement par l'AMF,*
- et, le cas échéant, de l'admission aux négociations sur un marché réglementé, et/ou d'une offre au public, de titres financiers de la Société en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels le prospectus approuvé par l'AMF, serait notifié,*

*et ne peut pas être utilisé dans un autre contexte.*

*Neuilly-sur-Seine et Paris, le 21 mai 2021*

*Les commissaires aux comptes*

***Grant Thornton***  
***Membre français de Grant Thornton International***

***Atriom***

*Pascal Leclerc*  
*Associé*

*Jérôme Giannetti*  
*Associé »*

#### **18.4 Date des dernières informations financières**

31 mars 2021

#### **18.5 Politique de distribution de dividendes**

La Société n'a procédé à aucun versement de dividendes au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018. Le Groupe n'envisage pas de verser des dividendes à court terme ; la trésorerie disponible du Groupe sera en effet affectée au soutien de sa stratégie de croissance.

#### **18.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage**

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe peut être impliqué dans des procédures judiciaires, arbitrales, administratives ou réglementaires, qui peuvent notamment inclure des contentieux avec ses clients, fournisseurs, concurrents, employés ainsi que des administrations fiscales ou autres. À la date du présent document d'enregistrement, le Groupe n'a pas connaissance de procédures administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance, qui est en cours ou dont le Groupe est menacé), susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des douze derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société ou du Groupe.

Une provision est enregistrée par le Groupe dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraînent des coûts à la charge de la Société ou de l'une de ses filiales et que le montant de ces coûts peut être raisonnablement estimé. Au 30 septembre 2020, le montant total des provisions pour litiges du Groupe s'élevait à 0,7 million d'euros (voir la note 21 des comptes consolidés du Groupe pour les exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 inclus à la section 18.2.1 du présent document d'enregistrement).

## 19. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### 19.1 Capital social

#### 19.1.1 Capital social souscrit et capital social autorisé mais non émis

À la date du présent document d'enregistrement, le capital social de la Société s'élève à 1 192 543 euros, divisé en 1 192 543 actions ordinaires, d'un (1) euro de valeur nominale, entièrement libérées. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, le Groupe a procédé à une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires nouvelles d'un montant nominal de 8 000 euros (dans le cadre de l'attribution d'actions gratuites à certains salariés du Groupe), le capital social étant passé, suite à cette augmentation de capital, de 1 184 543 euros à l'ouverture de l'exercice, à 1 192 543 euros à la clôture de l'exercice.

En outre, le 12 mai 2021, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société a décidé de procéder à une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant total de 6 200 euros, par voie d'annulation de 6 200 actions de la Société détenues par celle-ci, et à l'issue de laquelle le capital social de la Société s'élèvera à 1 186 343 euros.

La Société n'a pas, à sa connaissance, de nantissement portant sur une part significative de son capital.

Une assemblée générale des associés de la Société se réunira préalablement à l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, aux fins de procéder à une division de la valeur nominale des actions de la Société, sans incidence sur le montant du capital social.

L'assemblée générale des actionnaires se réunira également aux fins d'adopter les délégations financières suivantes, sous condition suspensive de la fixation définitive du prix des actions de la Société dans le cadre leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris :

Nature de la délégation	Durée maximum	Montant nominal maximum
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société (autodétention)	18 mois	Dans la limite de 5 % du nombre total des actions composant le capital social ou 5 % du nombre total des actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe
Autorisation donnée au Conseil d'administration de réduire le capital social par annulation des actions auto-détenues	26 mois	Dans la limite de 10 % du capital social par 24 mois
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social par émission d'actions, avec maintien du droit préférentiel de souscription	26 mois	50 % du capital <sup>(1)</sup>
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social par émission d'actions, par offre au public autres que celles visées à l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription et avec maintien du délai de priorité <sup>(3)</sup>	26 mois	20 % du capital <sup>(1)</sup>

Nature de la délégation	Durée maximum	Montant nominal maximum
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider d'augmenter le capital social par émission d'actions, par offre au public autres que celles visées à l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription et avec un délai de priorité facultatif <sup>(3)</sup>	26 mois	10 % du capital <sup>(1)</sup>
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions, dans le cadre d'offres au public visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier	26 mois	10 % du capital <sup>(1)(2)</sup>
Autorisation au Conseil d'administration en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, afin de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale	26 mois	10 % du capital par an
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription	26 mois	Limite prévue par la réglementation applicable (à ce jour, 15 % de l'émission initiale) <sup>(1)</sup>
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions, sans droit préférentiel de souscription en rémunération d'apports en nature	26 mois	10 % du capital <sup>(1)(2)(3)</sup>
Délégation de compétence donnée au Conseil d'administration pour décider l'émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers	26 mois	1,5 % du capital <sup>(1)(4)</sup>
Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription en faveur d'une catégorie de bénéficiaires déterminée (salariés et mandataires sociaux de la Société et de sociétés lui étant liées)	18 mois	1,5 % du capital <sup>(1)(4)</sup>
Autorisation au Conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions nouvelles ou existantes, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en faveur des	38 mois	5 % du capital <sup>(1)(4)</sup>

Nature de la délégation	Durée maximum	Montant nominal maximum
salariés et mandataires sociaux de la Société et de sociétés lui étant liées		
Autorisation donnée au Conseil d'administration d'attribuer des bons de souscription d'actions ordinaires de la Société au profit de catégories de personnes déterminées, emportant de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription	38 mois	0,5 % du capital <sup>(1) (4)</sup>

(1) Le montant nominal maximum global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du plafond global fixé à 50% du nombre d'actions composant le capital s'agissant des augmentations de capital immédiates et/ou à terme.

(2) Le montant maximum (prime d'émission incluse) des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le montant du sous-plafond commun fixé à 300 millions d'euros (prime d'émission incluse) pour les augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'offres au public visées au 1 de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier et les augmentations de capital réalisées en rémunération d'apports en nature (en ce compris dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société (article L.22-10-54 du Code de commerce)).

(3) En ce compris dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société (art. L. 22-10-54 du Code de commerce).

(4) Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de cette délégation s'impute sur le plafond commun aux augmentations de capital réservées aux adhérents d'un plan d'épargne entreprise, aux augmentations de capital réservées à une catégorie de bénéficiaires déterminée (salariés et mandataires sociaux de la Société et de sociétés lui étant liées), et aux attributions gratuites d'actions, fixé à 5 % du capital de la Société.

### 19.1.2 Titres non représentatifs du capital

A la date du présent document d'enregistrement, la Société n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

### 19.1.3 Actions détenues par la Société ou pour son compte propre

Le 12 mai 2021, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société a décidé de procéder à une réduction de capital non motivée par des pertes d'un montant total de 6 200 euros, par voie d'annulation de 6 200 actions de la Société détenues par celle-ci.

L'assemblée générale des associés devant se tenir au plus tard le jour de l'approbation par l'Autorité des marchés financiers du prospectus relatif à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris autorisera, pour une durée de 18 mois à compter de la date de tenue de l'assemblée et sous condition suspensive du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, à acheter, en une ou plusieurs fois et aux époques qu'il fixera, un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder 10 % du nombre total des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit, ou 5 % du nombre total des actions composant le capital social s'il s'agit d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, étant précisé que le nombre d'actions détenu par la Société ne pourra en aucun cas conduire la Société à détenir à quelque moment que ce soit plus de 10 % des actions composant son capital social.

Les actions pourront être acquises, sur décision du conseil d'administration, afin :

- d'assurer la liquidité et animer le marché des titres de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'AMF le 2 juillet 2018;

- d'allouer des actions aux membres du personnel de la Société, et notamment dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société, dans le cadre des dispositions des articles L. 22-10-56 et L. 225-178 et suivants du Code de commerce, ou (iii) de tout plan d'épargne conformément aux articles L. 3331-1 et suivants du Code du travail ou toute attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 22-10-59 et L. 225-197-2 et suivants du Code de commerce, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du conseil d'administration appréciera ;
- de remettre les actions de la Société lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du conseil d'administration appréciera ;
- de conserver les actions de la Société et de les remettre ultérieurement à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- d'annuler les actions de la Société dans le cadre d'une réduction du capital social ;
- de mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF et, plus généralement, réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur.

Le prix unitaire maximal d'achat ne pourra pas être supérieur, hors frais, à 200% du prix des actions de la Société fixé dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, tel que ce prix sera mentionné dans le communiqué normé de la Société relatif aux caractéristiques définitives de l'offre d'actions de la Société et de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

Le conseil d'administration pourra toutefois, en cas d'opérations sur le capital de la Société, notamment de modification de la valeur nominale de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, ajuster le prix maximal d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action de la Société.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués et payés par tous moyens autorisés par la réglementation en vigueur, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un internalisateur systématique ou de gré à gré, notamment par voie d'acquisition ou de cession de blocs, par le recours à des options ou autres instruments financiers dérivés, ou à des bons ou, plus généralement, à des valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, aux époques que le conseil d'administration appréciera, à l'exclusion des périodes d'offre publique visant les titres de la Société.

Le conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales et réglementaires, afin, dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernées, de procéder aux réallocations permises des actions rachetées en vue de l'un des objectifs du programme à un ou plusieurs de ses autres objectifs, ou bien à leur cession, sur le marché ou hors marché.

Le conseil d'administration informera, dans les conditions légales, l'assemblée générale des opérations réalisées.

#### **19.1.4 Autres titres donnant accès au capital**

La Société a mis en œuvre le 13 janvier 2016 la délégation accordée par les actionnaires de la Société en date du 23 décembre 2015 et a procédé à l'émission et à l'attribution de 25.500 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE), en quatre tranches distinctes :

- La première tranche d'émission porte sur un nombre de sept mille cinq cents (7.500) BSPCE attribués gratuitement à certains salariés membres du comité exécutif de la Société (les « **BSPCE 1** »). L'exercice d'un (1) BSPCE 1 donne droit à une (1) action ordinaire nouvelle de la Société. Les BSPCE 1 pourront être exercés à tout moment, en une ou plusieurs fois, pendant une période de huit (8) ans à compter du 13 janvier 2016, soit jusqu'au 13 janvier 2024 inclus, sous condition pour chaque bénéficiaire concerné d'être salarié au sein du Groupe et membre du comité exécutif de la Société au moment de l'exercice des BSPCE 1. Tout BSPCE 1 non exercé au plus tard à cette date sera de plein droit caduc. Les BSPCE 1 attribués sont incessibles. Aux termes de pactes individuels d'associés révisés en février 2021, chaque bénéficiaire s'est engagé irrévocablement à exercer l'intégralité des BSPCE 1 qu'il détient au plus tard à la date d'approbation, par l'Autorité des marchés financiers, du prospectus d'introduction en bourse, avec effet différé à la date du règlement-livraison des actions de la Société et à libérer l'intégralité du prix d'exercice de ses BSPCE 1 au plus tard la veille dudit règlement-livraison. A défaut, le bénéficiaire des BSPCE 1 sera réputé avoir irrévocablement renoncé au bénéfice des BSPCE 1 ;
- La seconde tranche d'émission porte sur un nombre de deux mille quatre cents (2.400) BSPCE attribués gratuitement à certains salariés du Groupe (les « **BSPCE 2** »). L'exercice d'un (1) BSPCE 2 donne droit à une (1) action ordinaire nouvelle de la Société. Les BSPCE 2 pourront être exercés à tout moment, en une ou plusieurs fois, pendant une période de huit (8) ans à compter du 13 janvier 2016, soit jusqu'au 13 janvier 2024 inclus, sous condition pour chaque bénéficiaire concerné d'être salarié au sein du Groupe au moment de l'exercice des BSPCE 2. Tout BSPCE 2 non exercé au plus tard à cette date sera de plein droit caduc. Les BSPCE 2 attribués sont incessibles. Aux termes de pactes individuels d'associés révisés en février 2021, chaque bénéficiaire s'est engagé irrévocablement à exercer l'intégralité des BSPCE 2 qu'il détient au plus tard à la date d'approbation, par l'Autorité des marchés financiers, du prospectus d'introduction en bourse, avec effet différé à la date du règlement-livraison des actions de la Société et à libérer l'intégralité du prix d'exercice de ses BSPCE 2 au plus tard la veille dudit règlement-livraison. A défaut, le bénéficiaire des BSPCE 2 sera réputé avoir irrévocablement renoncé au bénéfice des BSPCE 2 ;
- La troisième tranche d'émission porte sur un nombre de six mille six cents (6.600) BSPCE attribués gratuitement à certains salariés du Groupe (les « **BSPCE 3** »). L'exercice d'un (1) BSPCE 3 donne droit à une (1) action ordinaire nouvelle de la Société. Les BSPCE 3 pourront être exercés à tout moment, en une ou plusieurs fois, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2017 inclus jusqu'au 13 janvier 2024 inclus, sous condition pour chaque bénéficiaire concerné d'être salarié au sein du Groupe au moment de l'exercice des BSPCE 3. Tout BSPCE 3 non exercé au plus tard à cette date sera de plein droit caduc. Les BSPCE 3 attribués sont incessibles. Aux termes de pactes individuels d'associés révisés en février 2021, chaque bénéficiaire s'est engagé irrévocablement à exercer l'intégralité des BSPCE 3 qu'il détient au plus tard à la date d'approbation, par l'Autorité des marchés financiers, du prospectus d'introduction en bourse, avec effet différé à la date du règlement-livraison des actions de la Société et à libérer l'intégralité du prix d'exercice de ses BSPCE 3 au plus tard la veille dudit règlement-livraison. A défaut, le bénéficiaire des BSPCE 3 sera réputé avoir irrévocablement renoncé au bénéfice des BSPCE 3 ; et
- La quatrième tranche d'émission porte sur un nombre de neuf mille (9.000) BSPCE attribués gratuitement à certains salariés du Groupe (les « **BSPCE 4** », et avec les BSPCE 1, les BSPCE 2 et les BSPCE 3, les « **BSPCE** »). L'exercice d'un (1) BSPCE 4 donne droit à une (1) action ordinaire nouvelle de la Société. Les BSPCE 4 pourront être exercés à tout moment, en une ou plusieurs fois, jusqu'au 13 janvier 2024, à condition pour chaque bénéficiaire concerné d'être salarié au sein du Groupe au moment de l'exercice des BSPCE 4. Tout BSPCE 4 non exercé au plus tard le 13 janvier 2024 inclus sera de plein droit caduc. Les BSPCE 4 attribués sont incessibles. Aux termes de pactes individuels d'associés révisés en février 2021, chaque bénéficiaire s'est engagé irrévocablement à exercer l'intégralité des BSPCE 4 qu'il détient au plus tard à la date d'approbation, par l'Autorité des marchés financiers, du prospectus



d'introduction en bourse, avec effet différé à la date du règlement-livraison des actions de la Société et à libérer tard l'intégralité du prix d'exercice de ses BSPCE 4 au plus tard la veille dudit règlement-livraison. A défaut, le bénéficiaire des BSPCE 4 sera réputé avoir irrévocablement renoncé au bénéfice des BSPCE 4.

A la date du présent document d'enregistrement, 12 970 BSPCE émis par la Société sont en circulation, chaque BSPCE donnant droit, en cas d'exercice, à une action ordinaire, soit environ 1,1% du capital social de la Société.

#### **19.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré**

Néant.

#### **19.1.6 Capital social de toute société du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord prévoyant de le placer sous option**

*Voir section 6.2 du présent document d'enregistrement.*

#### **19.1.7 Évolution du capital de la Société au cours des trois derniers exercices**

Date	Nature de l'opération	Capital avant opération	Nombre d'actions avant opération	Nombre d'actions après opération	Valeur nominale	Capital après opération
22/06/2018	Augmentation de capital	1 174 543 euros	1 174 543	1 181 543	1 euro	1 181 543 euros
03/09/2018	Augmentation de capital	1 181 543 euros	1 181 543	1 184 543	1 euro	1 184 543 euros
17/09/2020	Augmentation de capital	1 184 543 euros	1 184 543	1 192 543	1 euro	1 192 543 euros

Ces augmentations de capital ont été réalisées dans le cadre de l'attribution d'actions gratuites au profit de salariés du Groupe. Les actions nouvelles ont été émises à leur valeur nominale, dans le cadre d'augmentations de capital par incorporation de réserves.

### **19.2 Acte constitutif et statuts**

#### **19.2.1 Objet social**

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- l'acquisition, la souscription, le développement, la détention, la gestion et la cession, sous toutes leurs formes, d'intérêts et participations dans le capital de sociétés ;
- les prestations de services et de conseils aux entreprises en matière notamment de marketing, stratégie, finance, ressources humaines, informatique ;
- la participation, par tous moyens, dans les affaires administratives, industrielles, commerciales et financières de toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance ;

- l'aide à la mise en œuvre d'une politique du groupe et l'assistance technique à toute société filiale ;
- la réalisation pour toute société filiale (ou société dans laquelle elle détiendrait une participation) de services spécifiques, notamment dans les domaines administratifs, juridiques, comptables, financiers, immobiliers ou de gestion ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, ou pouvant être utiles à cet objet ou de nature à en faciliter la réalisation.

### **19.2.2 Stipulations statutaires relatives aux organes d'administration et de direction – Règlement intérieur du conseil d'administration**

Le descriptif ci-dessous résume les principales stipulations des statuts et du règlement intérieur relatives au conseil d'administration, en particulier à son mode de fonctionnement et à ses pouvoirs, tels qu'ils seront applicables à compter du jour du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

Le règlement intérieur sera adopté avec effet au jour du règlement-livraison des actions de la Société dans le cadre de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Il précise, outre les dispositions relatives au conseil d'administration mentionnées ci-après, le mode d'organisation et de fonctionnement, les compétences et les pouvoirs des comités que le conseil d'administration a institués en son sein (voir la section 14.3 du présent document d'enregistrement).

#### **(i) Conseil d'administration (articles 14, 15 et 16 des statuts et 1, 2 et 5 du règlement intérieur)**

##### *Composition*

La Société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit au plus, sous réserve des dérogations prévues par la loi.

Le conseil s'assure que la proportion de membres indépendants soit d'au moins un tiers (1/3) au sein du conseil d'administration et du comité RSE, d'au moins deux tiers au sein du comité d'audit et de plus de la moitié au sein du comité des nominations et des rémunérations.

A l'occasion de chaque renouvellement ou nomination d'un membre du conseil et au moins une fois par an avant l'établissement par le conseil du rapport sur le gouvernement d'entreprise, le conseil procède à l'évaluation de l'indépendance de chacun de ses membres (ou candidats). Au cours de cette évaluation, le conseil, après avis du comité des nominations et des rémunérations, examine au cas par cas la qualification de chacun de ses membres (ou candidats) au regard des critères visés à l'article 1 du règlement intérieur du conseil d'administration, des circonstances particulières et de la situation de l'intéressé par rapport à la Société. Les conclusions de cet examen sont portées à la connaissance des actionnaires dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise et, le cas échéant, à l'assemblée générale lors de l'élection des membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs censeurs, dans la limite d'un nombre maximum de deux. Les censeurs sont des personnes physiques ou morales, choisies parmi les actionnaires ou en dehors d'eux. La durée des fonctions des censeurs est de quatre années sauf démission ou cessation anticipée des fonctions décidée par le conseil. Les modalités d'exercice de la mission des censeurs, en ce compris leur éventuelle rémunération, sont arrêtées par le conseil d'administration. Les censeurs sont rééligibles. Ils sont convoqués aux réunions du conseil d'administration et prennent part aux délibérations avec voix consultative.

### *Désignation*

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et les présents statuts.

Chaque membre du conseil d'administration doit être propriétaire d'au moins 100 actions pendant toute la durée de son mandat et en tout état de cause au plus tard dans les six (6) mois postérieurement à sa nomination. Cette obligation ne s'applique pas aux administrateurs représentant les salariés du Groupe ni, sur décision du conseil d'administration, aux administrateurs représentant des actionnaires dont les procédures internes interdisent la détention directe d'actions par leurs représentants. Les prêts de consommation d'actions par la Société aux membres du conseil d'administration ne sont pas admis.

### *Fonctions des Administrateurs*

La durée des fonctions d'administrateur est de quatre ans.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

Les administrateurs ne doivent pas être âgés de plus de 75 ans (étant précisé que le nombre d'administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne pourra être supérieur au tiers des administrateurs en fonctions) et sont soumis aux dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de cumul des mandats.

### *Identité des administrateurs*

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Ces dernières doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Le mandat du représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

### *Président du conseil d'administration*

Le conseil d'administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un président.

Le président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible.

### *Délibération du conseil d'administration*

Le conseil assume les missions et exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, les statuts de la Société et le règlement intérieur du conseil. Le conseil détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Le conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de l'un de ses membres aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, étant précisé que la périodicité et la durée des séances du conseil d'administration doivent être telles qu'elles permettent un examen et une discussion approfondis des matières relevant de la compétence du conseil.

Le conseil d'administration peut valablement délibérer, même en l'absence de convocation, si tous ses membres sont présents ou représentés.

Le conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du président de séance n'est pas prépondérante.

Sont soumises à autorisation préalable du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres présents ou représentés :

- (a) approbation ou modification du budget annuel et du plan d'affaires moyen terme du Groupe ;
- (b) arrêté des comptes annuels et consolidés de la Société ;
- (c) distribution de dividendes, réserves ou primes, et versement d'acomptes aux actionnaires ;
- (d) nomination ou révocation des dirigeants mandataires sociaux de la Société et des Filiales ainsi que du directeur financier de la Société et toute augmentation de plus de 10% de la rémunération des mandataires sociaux, dirigeants et salariés de la Société ou de l'une quelconque des Filiales dont la rémunération brute annuelle (fixe et variable) excède 250.000 euros, sauf approbation préalable dans le budget annuel en vigueur ;
- (e) adoption ou modification du règlement intérieur du conseil d'administration ;
- (f) modification immédiate ou à terme des statuts de la Société ou d'une Filiale Importante (à l'exception des modifications de nature administrative) ;
- (g) toute opération portant sur le capital social de la Société ou de l'une quelconque des Filiales (notamment émission de valeurs mobilières, y compris tous titres donnant accès à du capital existant, incorporation de compte courant d'associés ou de créance, conversion ou échange de titres quels qu'ils soient, réduction de capital, notamment par voie de rachat de ses propres titres, modification de la valeur nominale des actions, augmentation de capital) ;
- (h) stipulation d'un avantage particulier au sens des dispositions des articles L. 225-8, L. 225-14, L.225-147, L.22-10-53 et L.22-10-54 du Code de commerce ;
- (i) transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- (j) dissolution anticipée de la Société ou de l'une quelconque des Filiales ;
- (k) toute opération de fusion, scission ou apport partiel d'actifs à laquelle la Société ou l'une des Filiales est partie ;
- (l) nomination, renouvellement ou révocation des commissaires aux comptes ;
- (m) modification des méthodes comptables appliquées par la Société et ses Filiales pour l'établissement de leurs comptes, à l'exception des modifications imposées par la loi ou les normes comptables applicables ;
- (n) modification de la date de clôture de l'exercice social de la Société ou de l'une quelconque des Filiales.
- (o) création d'une coentreprise (*joint venture*) ou constitution d'une nouvelle Filiale ;
- (p) acquisition ou investissement significatif (en prenant en considération tout complément de prix immédiat, différé ou potentiel) pour un montant supérieur à 300 000 euros hors taxes (sauf approbation préalable dans le budget annuel en vigueur) ;

(q) conclusion de tout accord de coopération industrielle ou commerciale induisant un engagement financier global supérieur à 400 000 euros hors taxes (sauf approbation préalable dans le budget annuel en vigueur) ;

(r) lancement d'une nouvelle ligne d'activité significative ou non connexe à l'activité d'importation et de commercialisation de véhicules neufs et d'occasions à destination des professionnels et des particuliers, par l'intermédiaire de tous moyens de distributions, ou fermeture d'une ligne ou branche d'activité existante contribuant de manière significative au chiffre d'affaires du Groupe ou à sa rentabilité ; développement de l'activité dans un nouveau pays ;

(s) émission, souscription à, ou modification de tout emprunt (quelle que soit sa nature) non-prévu dans le budget annuel en vigueur, sauf dans la limite d'un montant total en principal cumulé de 15 000 000 euros (par exercice social) ;

(t) constitution de toute sûreté au bénéfice d'un tiers (c'est-à-dire une société extérieure au Groupe), à l'exception des garanties consenties aux autorités douanières et fiscales dans le cours normal des affaires, octroi de cautions, avals ou garanties (sauf approbation préalable dans le budget annuel en vigueur) ;

(u) conclusion de tout autre engagement hors-bilan (sauf approbation préalable dans le budget annuel ou sauf engagement hors bilan souscrit dans le cours normal des affaires) ;

(v) cession d'actif (en ce compris les titres de toutes Filiales) pour un montant global supérieur à 300 000 euros hors taxes par exercice sociale (sauf approbation préalable dans le budget annuel en vigueur), ce seuil devant être apprécié au regard des éventuelles garanties contractuelles qui seraient consenties dans le cadre de l'opération concernée ;

(w) toute cession d'un droit de propriété intellectuelle ou conclusion de tout contrat de licence relatif à un tel droit (sauf approbation préalable dans le budget annuel en vigueur) ;

(x) initier ou transiger tout litige pour un montant supérieur à 200 000 euros ;

(y) ouverture de l'une quelconque des procédures visées au livre VI du Code de commerce à l'encontre de la Société ou de l'une des Filiales ;

(z) conclusion, modification ou résiliation de toute convention entre la Société et/ou une Filiale d'une part, et les Actionnaires Historiques et/ou leurs Affiliés d'autre part ;

(aa) mise en place ou modification, en ce compris la sélection des bénéficiaires, de plans d'intéressement ou de participation aux résultats sous la forme de plans d'options d'achat ou de souscription d'actions, d'attribution gratuite d'actions ou autres dispositifs de nature similaire entraînant immédiatement ou à terme la création de titres ;

(bb) toute mise en place ou modification de plans d'intéressement ou de participation aux résultats au profit des salariés, en ce compris la sélection des bénéficiaires, n'impliquant aucune attribution ou souscription sous quelque forme que ce soit de titres de quelque nature que ce soit et/ou d'actions gratuites (ou de toute autre valeur mobilière) de la Société ou de l'une des Filiales ; et

(cc) toute opération significative se situant hors de la stratégie de la Société telle qu'approuvée par le Conseil d'administration.

Pour les besoins du présent paragraphe :

« **Actionnaires Historiques** » désigne (i) Automobiles Peugeot S.A., société anonyme dont le siège social est situé 2 boulevard de l'Europe, 78300 Poissy, (ii) M. Nicolas Chartier et (iii) M. Guillaume Paoli.

« **Affilié** » désigne, (i) pour une entité physique donnée, toute personne, qui, directement ou indirectement, Contrôle ladite entité, est Contrôlée par celle-ci ou est sous le même Contrôle que cette

dernière et (ii) pour une personne physique, son conjoint, ainsi que ses ascendants ou descendants en ligne directe.

« **Contrôle** » a le sens qui résulte des dispositions de l'article L.233-3 I. du Code de commerce, le verbe « **Contrôler** » devant être interprété en conséquence.

« **Filiale** » désigne toute entité Contrôlée par la Société le cas échéant.

« **Groupe** » désigne le groupe constitué par la Société et ses Filiales.

#### *Rémunération des membres du conseil d'administration*

Sur recommandation du comité des nominations et des rémunérations et dans les conditions prévues par la loi, le conseil d'administration :

- répartit librement entre ses membres la somme annuelle globale allouée au conseil d'administration par l'assemblée générale des actionnaires, en tenant compte de la participation effective des administrateurs au conseil d'administration et dans les comités. Une quote-part fixée par le conseil et prélevée sur la somme annuelle globale allouée au conseil est versée aux membres des comités, également en tenant compte de la participation effective de ceux-ci aux réunions desdits comités ;
- détermine le montant de la rémunération du Président ;
- peut, en outre, allouer à certains de ses membres des rémunérations exceptionnelles pour des missions ou mandats qui leur sont confiés.

Le conseil d'administration examine la pertinence du niveau de rémunération au regard des charges et responsabilités incombant aux administrateurs.

#### **(ii) Direction générale (article 17 des statuts)**

##### *Modalités d'exercice*

La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le président du conseil d'administration, soit par une autre personne physique, nommée par le conseil d'administration parmi ses membres et portant le titre de directeur général.

Le conseil d'administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale à tout moment et, au moins, à chaque expiration du mandat du directeur général ou du mandat du président du conseil d'administration lorsque celui-ci assume également la direction générale de la Société.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans les conditions réglementaires.

Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le président du conseil d'administration, les dispositions ci-après relatives au directeur général lui sont applicables. Il prend alors le titre de président-directeur général.

##### *Directeurs généraux délégués*

Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques, chargées d'assister le directeur général, avec le titre de directeur général délégué.

Le nombre de directeurs généraux délégués ne peut excéder deux.

Le directeur général et les directeurs généraux délégués ne peuvent pas être âgés de plus de 65 ans.

La durée du mandat du directeur général ou des directeurs généraux délégués est déterminée lors de la nomination, sans que cette durée puisse excéder, le cas échéant, celle de son mandat d'administrateur.

### *Révocation*

Le directeur général est révocable à tout moment par le conseil d'administration. Il en est de même, sur proposition du directeur général, des directeurs généraux délégués.

Lorsque le directeur général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau directeur général.

Le conseil d'administration détermine la rémunération du directeur général et des directeurs généraux délégués.

### *Pouvoirs*

Le directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du directeur général sont inopposables aux tiers.

En accord avec le directeur général, le conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le directeur général.

Le directeur général ou les directeurs généraux délégués peuvent, dans les limites fixées par la législation en vigueur, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables, pour un ou plusieurs objets déterminés, à tous mandataires, même étrangers à la Société, pris individuellement ou réunis en comité ou commission, avec ou sans faculté de substitution, sous réserve des limitations prévues par la loi. Ces pouvoirs peuvent être permanents ou temporaires, et comporter ou non la faculté de substituer. Les délégations ainsi consenties conservent tous leurs effets malgré l'expiration des fonctions de celui qui les a conférées.

### **(iii) Forme, droits et obligations attachés aux actions (articles 9, 10, 11 et 12 des statuts)**

Les actions ordinaires entièrement libérées revêtent la forme nominative ou au porteur, au choix de l'actionnaire, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Tant que les actions de la Société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, la Société est en droit de demander l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires, ainsi que les quantités de titres détenus, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

L'intermédiaire inscrit comme détenteur de titres pour le compte de tiers est tenu (sans préjudice des obligations de déclaration incombant auxdits tiers et des sanctions encourues par ceux-ci en cas de manquement) d'effectuer toutes les déclarations prévues par la loi et par les dispositions du présent article pour l'ensemble des actions de la Société au titre desquelles il est inscrit en compte. Le défaut de déclaration par l'intermédiaire est sanctionné conformément à l'article L.228-3-3 du Code de commerce. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. En outre, chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions légales et statutaires.

Il est institué un droit de vote double au profit des actions entièrement libérées ayant fait l'objet d'une détention continue au nominatif par un même titulaire pendant une durée minimale de deux (2) ans au

moins. Pour le calcul de cette durée de détention, il n'est pas tenu compte de la durée de détention des actions de la Société précédant la date d'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Paris.

Conformément aux dispositions de l'article L.22-10-46 du Code de commerce, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double est accordé dès leur émission aux actions nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

Ce droit de vote double peut s'exercer à l'occasion de toute assemblée.

Le droit de vote double cesse de plein droit lorsque l'action est convertie au porteur ou transférée en propriété.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la Société, les actionnaires ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires.

#### *Indivisibilité des actions - Usufruit*

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Si les actions sont grevées d'usufruit, leur inscription en compte doit faire ressortir l'existence de l'usufruit. Sauf convention contraire notifiée à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

#### *Transmission et cession des actions*

Les actions ordinaires, nominatives ou au porteur, sont librement négociables, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires. Elles font l'objet d'une inscription en compte et leur cession s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par virement de compte à compte, selon les modalités définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### **(iv) Modifications du capital et des droits attachés aux actions (article 7 des statuts)**

Dans la mesure où les statuts ne prévoient pas de disposition spécifique, la modification des droits attachés aux actions est soumise aux dispositions légales.

#### **(v) Assemblées Générales (article 20 des statuts)**

##### *Convocation, lieu de réunion*

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions, formes et délais prévus par la loi.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

##### *Ordre du jour*



L'ordre du jour de l'assemblée figure sur les avis et lettres de convocation ; il est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions figurant à son ordre du jour ; néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital prévue par la loi, et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

#### *Accès aux assemblées*

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire.

Tout actionnaire peut participer, personnellement ou par mandataire, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, aux assemblées sur justification de son identité et de la propriété de ses titres sous la forme de l'enregistrement comptable de ses titres dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Sur décision du conseil d'administration publiée dans l'avis de réunion ou dans l'avis de convocation de recourir à des moyens de télécommunications, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication ou télétransmission, y compris internet, permettant leur identification dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Tout actionnaire peut voter par correspondance ou donner procuration conformément à la réglementation en vigueur, au moyen d'un formulaire établi par la Société et adressé à cette dernière dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, y compris par voie électronique ou télétransmission, sur décision du conseil d'administration. Ce formulaire doit être reçu par la Société dans les conditions réglementaires pour qu'il en soit tenu compte.

Les procès-verbaux d'assemblée sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la réglementation en vigueur.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

#### *Feuilles de présence, bureau, procès-verbaux*

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou, en son absence, par un administrateur délégué à cet effet par le conseil. À défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

#### *Assemblée générale ordinaire*

L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice et sur les comptes consolidés.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

#### *Assemblée générale extraordinaire*

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation le quart des actions ayant droit de vote et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant droit de vote. À défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

#### **(vi) Stipulations permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle de la Société**

Les statuts de la Société ne contiennent pas de stipulations permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

#### **(vii) Franchissement de seuils statutaires (article 13 des statuts)**

Tant que les actions de la Société sont admises aux négociations sur un marché réglementé, outre les déclarations de franchissement de seuils expressément prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, toute personne physique ou morale qui vient à posséder directement ou indirectement, seule ou de concert, une fraction du capital ou des droits de vote (calculée conformément aux dispositions des articles L.233-7 et L.233-9 du Code de commerce et aux dispositions du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers) égale ou supérieure à 1% du capital ou des droits de vote, ou tout multiple de ce pourcentage, y compris au-delà des seuils prévus par les dispositions légales et réglementaires, doit notifier à la Société, le nombre total (i) des actions et des droits de vote qu'elle possède, directement ou indirectement, seule ou de concert, (ii) des titres donnant accès à terme au capital de la Société qu'elle possède, directement ou indirectement, seule ou de concert et des droits de vote qui y sont potentiellement attachés, et (iii) des actions déjà émises que cette personne peut acquérir en vertu d'un accord ou d'un instrument financier mentionné à l'article L.211-1 du code monétaire et financier. Cette notification doit intervenir, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quatre jours de bourse à compter du franchissement de seuil concerné.

L'obligation d'informer la Société s'applique également, dans les mêmes délais et selon les mêmes conditions, lorsque la participation de l'actionnaire en capital, ou en droits de vote, devient inférieure à l'un des seuils susmentionnés.

En cas de non-respect de l'obligation de déclaration de franchissement de seuils susvisée et à la demande, consignée dans le procès-verbal de l'assemblée générale, d'un ou plusieurs actionnaires

représentant au moins 3 % du capital ou des droits de vote, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

La Société se réserve la faculté de porter à la connaissance du public et des actionnaires soit les informations qui lui auront été notifiées, soit le non-respect de l'obligation susvisée par la personne concernée.

**(viii) Clauses particulières régissant les modifications du capital social**

S'agissant des modifications du capital, les statuts de la Société ne contiennent pas de stipulations particulières plus strictes que les dispositions légales.

## **20. CONTRATS IMPORTANTS**

Voir les sections 8.2.2.1 « *Prêts Intragroupe* », 8.2.2.2 « *Facilités de Crédit Bancaires* » et 8.3 « *Nouveau Contrat de Crédit RCF* » du présent document d'enregistrement, ainsi que la description de certaines stipulations du Pacte Clicars, du Pacte Datosco et du Pacte Motoredepot figurant à la section 6.2 « *Filiales et participations* » du présent document d'enregistrement.

## **21. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC**

Les statuts, procès-verbaux des assemblées générales et autres documents sociaux de la Société, ainsi que toute évaluation ou déclaration établie par un expert à la demande de la Société devant être mise à la disposition des actionnaires, conformément à la législation applicable, peuvent être consultés au siège social de la Société.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, l'information réglementée au sens des dispositions du règlement général de l'AMF sera également disponible sur le site Internet de la Société ([www.aramis.group](http://www.aramis.group)).

## ANNEXES

## **Annexe 1**

**Etats financiers consolidés de Motordepot pour l'exercice clos le 31 août 2020 et rapport d'audit  
de Bradbury & Co.**

**GROUP STRATEGIC REPORT,  
REPORT OF THE DIRECTORS AND  
CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020  
FOR  
MOTOR DEPOT LIMITED**



**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**CONTENTS OF THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

	<b>Page</b>
<b>Company Information</b>	<b>1</b>
<b>Group Strategic Report</b>	<b>2</b>
<b>Report of the Directors</b>	<b>5</b>
<b>Report of the Independent Auditors</b>	<b>9</b>
<b>Consolidated Income Statement</b>	<b>11</b>
<b>Consolidated Other Comprehensive Income</b>	<b>12</b>
<b>Consolidated Balance Sheet</b>	<b>13</b>
<b>Company Balance Sheet</b>	<b>14</b>
<b>Consolidated Statement of Changes in Equity</b>	<b>15</b>
<b>Company Statement of Changes in Equity</b>	<b>16</b>
<b>Consolidated Cash Flow Statement</b>	<b>17</b>
<b>Notes to the Consolidated Cash Flow Statement</b>	<b>18</b>
<b>Notes to the Consolidated Financial Statements</b>	<b>19</b>

---

**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**COMPANY INFORMATION**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

**DIRECTORS:**

P J Wilkinson  
N Chartier  
G Paoli

**REGISTERED OFFICE:**

Bridge Haven One  
Saxon Way  
Priory Park  
Hessle  
East Yorkshire  
HU13 9PG

**REGISTERED NUMBER:**

04316950 (England and Wales)

**AUDITORS:**

Bradbury & Co (Accountants) Limited  
Chartered Certified Accountants  
and Statutory Auditors  
Driffield

**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**GROUP STRATEGIC REPORT**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

The directors present their strategic report of the company and the group for the year ended 31 August 2020.

**REVIEW OF BUSINESS**

The groups principal activity is that of garage proprietor, including the retailing of motor vehicles, parts and sundries.

The key financial highlights are as follows:

	2020 £000	2019 £000	2018 £000	2017 £000	2016 £000
Turnover	226,026	232,776	199,775	147,982	112,743
Profit before tax	5,344	5,125	7,990	6,890	5,244
Net Assets	19,384	15,084	14,342	10,248	6,627

The group continues to trade profitably in the very competitive motor trade. The directors consider the results for the year to be good, they expect trade to continue to grow with the expansion of the group.

**PRINCIPAL RISKS AND UNCERTAINTIES**

The major risks facing the group are in respect of the decline in the national economy leading to a drop in demand for cars.

**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**GROUP STRATEGIC REPORT**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

**SECTION 172(1) STATEMENT**

As the Board at Motor Depot Limited, we have a legal responsibility under section 172 of the Companies Act 2006 to act in a way we consider, in good faith, would be most likely to promote the company's success for the benefit of its members as whole, and to have regard to the long-term effect of our decisions on the group and its stakeholders. This statement addresses the ways in which we as a Board outwork this responsibility.

Motordepot was formed in 2002 as a single site business in Clarence Street, Hull, East Yorkshire.

Our Hessle site was added in 2005, and we traded from both locations up until late 2013. Our team consisted of a total staff of approx 50 and our turnover had grown consistently to circa £30 million.

Motordepot initiated a successful expansion program in early 2014, continuing over the last six years, opening two vehicle preparation centres and an increased portfolio of ten further retail locations, including a site in Lincoln, due to officially open in November this year.

This growth has enabled us to employ over 400 staff across the group and report a turnover last year of in excess of £200 million, a significant increase in just 6 years.

Over the years we have created and developed a bespoke Head Office Support function enabling us to facilitate our substantial growth. Our team help to develop the retail sites and operations teams by offering experienced advice and support relative to their particular area of expertise. To facilitate and accommodate our Head Office Support function, our Web Support Team and our successful Telesales Department, we moved to a new Head Office facility in Hessle during 2017.

To support our continued growth and subsequent vehicle retail volumes we took the decision to open two preparation centres in Goole and Hull. The larger site in Goole opened in June 2018 accommodating circa 500 vehicles, a 40 ramp workshop and a purpose built paint facility allowing the preparation of between 1000 and 1500 vehicles per month depending on age/mileage/profile. Our smaller second centre in Hull is currently under expansion and will soon be capable of mechanically and cosmetically preparing around a further 400-500 vehicles per month depending on age/mileage/profile. We operate 7 days a week with teams of mechanical technicians, vehicle bodywork technicians, valeters and all associated support staff.

We have consistently maintained and developed our company culture and ethos throughout the growth of the business. Our aim is to offer our customers a very friendly, relaxed, transparent and ethical buying experience. We strive to ensure all of our team members feel valued, appreciated and supported in their employment journey with us.

We understand the need in investing in our teams and really understanding their talents. We love to promote from within when we can, many of our managers have been with the business for many years and have worked from the ground up. We are currently looking to form an internal training team, led by colleagues who understand the business from top to toe, using their experience and expertise to lead specific areas of training. We will build upon our current training strategies, offering group generic learning alongside more bespoke 'role specific' training.

We're working hard to improve our preparation functionalities by providing a one stop shop at both locations to include mechanical/cosmetic preparation, valeting and photography. There is a great focus on developing and expanding our two preparation centres to support the current sites and obviously future business growth. Our main aim is to dramatically improve our speed from purchase to sale, this will in our view increase sales volumes whilst massively reducing operational difficulties on our sites. This should improve our overall PPU and increase stock turn, savings opportunities are also evident within our preparation processes.

We are currently rebranding three of our current Motordepot Branches to CarSupermarket.com whilst working towards opening our new site in Lincoln. We are also in the process of refreshing our Best Car Buyer and InterestFree4Cars brands so they flow with Motordepot/CarSupermarket.com. We aim to integrate Best Car Buyer within both Motordepot and CarSupermarket.com websites to enhance our offering and potentially capture an additional audience, there are significant ongoing synergies with all three brands.

**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**GROUP STRATEGIC REPORT**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

We are constantly looking at the challenges surrounding stock acquisition and consistently striving to source additional chains of supply.

Our aim is to continue to develop, expand and evolve the business. We continue to invest and develop our support functionalities, ensuring foundations are aligned and future site acquisitions can be accommodated. We continue to challenge everything we do, constantly discussing where we can improve and how we can do things a little differently.

**KEY PERFORMANCE INDICATORS**

	2020	2019
Growth/(Decline) in Revenue	(1%)	17%
Gross Profit Margin	7%	8%
Net Profit Margin	2%	2%

**ON BEHALF OF THE BOARD:**

  
.....  
P J Wilkinson - Director

Date: 19/3/21 .....

**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**REPORT OF THE DIRECTORS**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

The directors present their report with the financial statements of the company and the group for the year ended 31 August 2020.

**DIVIDENDS**

During the year interim dividends of £3,968,550 (2019 - £3,368,891) were paid and the directors recommend that no final dividend be paid.

**FUTURE DEVELOPMENTS**

The group continues to review its activities to improve its competitiveness in the motor industry. The directors are confident that the groups performance will allow it to seize opportunities for growth over the next five years

**DIRECTORS**

P J Wilkinson has held office during the whole of the period from 1 September 2019 to the date of this report.

Other changes in directors holding office are as follows:

N Chartier and G Paoli were appointed as directors after 31 August 2020 but prior to the date of this report.

R J Wilkinson, Mrs J Wilkinson, S J Butterley, G Botham, M Barrick and A Needham ceased to be directors after 31 August 2020 but prior to the date of this report.

**FINANCIAL INSTRUMENTS**

The groups principal financial instruments comprise of bank balances, bank loans, trade debtors, and trade creditors. The main purpose of these instruments is to raise funds and finance for the groups operations.

The groups approach to managing risks applicable to the financial instruments concerned is shown below.

In respect of bank balances, the liquidity risk is managed by maintaining a balance between the continuity of funding and flexibility through the use of the bank loan at floating rates of interest.

Trade debtors are managed in respect of credit and cash flow risk by policies concerning the credit offered to customers and the regular monitoring of amounts outstanding for both time and credit limits.

Trade creditors liquidity risk is managed by ensuring sufficient funds are available to meet amounts due.

The group manages the price risk by ensuring stock turnover is maintained.

**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**REPORT OF THE DIRECTORS**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

**EMPLOYMENT EQUALITY AND DIVERSITY**

Motordepot Ltd aim to ensure that all of our employees feel valued and supported as individuals, we want to provide everyone the opportunity to develop their careers with us.

We understand and believe that to be the best we can be our team needs to be from a diverse range of backgrounds and work as part of an inclusive culture. We always aim to ensure that our workforce reflects the community we serve.

Everyone stands to benefit when we embrace and value diversity of thoughts, ideas and ways of working that people from different backgrounds, identities and experiences bring.

We commit to:

- The fair and equitable treatment of all employees irrespective of their gender, race, age, religion, disability, gender reassignment, marriage and civil partnership, pregnancy and maternity or sexual orientation.
- Create an environment in which individual differences and the contribution of all team members are recognised and valued.
- Not tolerate any form of unacceptable behaviour, harassment, discrimination, bullying (including cyber bullying) or victimisation in any area of employment or in the provision of our services to our customers.
- Provide guidance and training to employees on diversity, inclusion and equality of opportunity.
- Encourage anyone who feels they have been subject to or witnessed discrimination to raise their concerns with their manager or Human Resources.
- Make every person aware of their personal responsibility for implementing and promoting equal opportunities in their day-to-day dealings with people and encourage employees to treat everyone with dignity and respect.
- Regularly review all our employment practices, policies and procedures to ensure compliance with the requirements of our commitment to diversity and inclusion.

Processes continue to be implemented across the company to ensure that this commitment is acted upon in practice.

Our integrated HR and payroll system allows the company to collate detailed employee demographic information. This system enables us to report confidently on the makeup of our workforce.

The group encourages the recruitment and subsequent training, career development and promotion of all disabled people on the basis of their aptitude and abilities and the retention and re-training of employees who become disabled.

The group continues to work with local Councils to offer work experience placements to those with a disability and to potentially offer supported internships in order to continue to develop a diverse and positive workforce. Equality of opportunity is embedded throughout the recruitment and selection process. All training and promotional opportunities are advertised to all employees and a process is in place to support managers and employees to implement reasonable adjustments as and when required.

In addition, as the current workforce is an ageing and predominantly male workforce, we aim to increase employment opportunities for young people and females by promoting the company as a potential employer for school, college and university leavers setting out on their careers.

The group values the insights from representative forums and takes action where necessary on matters raised to protect employment rights and prevent issues escalating to the detriment of the business. Managers are provided with advice and guidance on making reasonable adjustments which will enable employees to continue to work effectively, develop in their current and any future roles and contribute fully irrespective of any disabilities they have.

The elimination of any potential discrimination, harassment and victimisation will continue to be achieved through the policies and procedures relating to employees that the company has in place, ensuring that every employee is treated with dignity and respect.

Communication with our employees

**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**REPORT OF THE DIRECTORS**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

Keeping in touch with our employees was of paramount importance to us during Covid-19. More than ever the most important part of our communication was listening and doing everything we could to gauge our employees concerns, questions and opinions for us to feed this into organisational decision making and reflect these in our communications back.

To provide stability, we committed to communicating regularly and at predictable times even if we didn't have much to say. We continue to prioritise wellbeing and communicate openly ensuring our employees seek the help when needed.

We encourage and work towards facilitating an environment where everyone can communicate effectively.

Financial results and significant business issues are communicated to all employees via the use of email, in-house newsletters, employee representative meetings and manager meetings.

These forums are used to ensure that employees are kept up to date with the business performance of the group.

**STATEMENT OF DIRECTORS' RESPONSIBILITIES**

The directors are responsible for preparing the Group Strategic Report, the Report of the Directors and the financial statements in accordance with applicable law and regulations.

Company law requires the directors to prepare financial statements for each financial year. Under that law the directors have elected to prepare the financial statements in accordance with United Kingdom Generally Accepted Accounting Practice (United Kingdom Accounting Standards and applicable law). Under company law the directors must not approve the financial statements unless they are satisfied that they give a true and fair view of the state of affairs of the company and the group and of the profit or loss of the group for that period. In preparing these financial statements, the directors are required to:

- select suitable accounting policies and then apply them consistently;
- make judgements and accounting estimates that are reasonable and prudent;
- state whether applicable accounting standards have been followed, subject to any material departures disclosed and explained in the financial statements;
- prepare the financial statements on the going concern basis unless it is inappropriate to presume that the company will continue in business.

The directors are responsible for keeping adequate accounting records that are sufficient to show and explain the company's and the group's transactions and disclose with reasonable accuracy at any time the financial position of the company and the group and enable them to ensure that the financial statements comply with the Companies Act 2006. They are also responsible for safeguarding the assets of the company and the group and hence for taking reasonable steps for the prevention and detection of fraud and other irregularities.

**STATEMENT AS TO DISCLOSURE OF INFORMATION TO AUDITORS**

So far as the directors are aware, there is no relevant audit information (as defined by Section 418 of the Companies Act 2006) of which the group's auditors are unaware, and each director has taken all the steps that he or she ought to have taken as a director in order to make himself or herself aware of any relevant audit information and to establish that the group's auditors are aware of that information.



**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**REPORT OF THE DIRECTORS**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

**AUDITORS**

The auditors, Bradbury & Co (Accountants) Limited, will be proposed for re-appointment at the forthcoming Annual General Meeting.

**ON BEHALF OF THE BOARD:**

  
.....  
P. J. Wilkinson - Director

Date: ..... 19/3/21 .....

## REPORT OF THE INDEPENDENT AUDITORS TO THE MEMBERS OF MOTOR DEPOT LIMITED

---

### Opinion

We have audited the financial statements of Motor Depot Limited (the 'parent company') and its subsidiaries (the 'group') for the year ended 31 August 2020 which comprise the Consolidated Income Statement, Consolidated Other Comprehensive Income, Consolidated Balance Sheet, Company Balance Sheet, Consolidated Statement of Changes in Equity, Company Statement of Changes in Equity, Consolidated Cash Flow Statement and Notes to the Consolidated Cash Flow Statement, Notes to the Financial Statements, including a summary of significant accounting policies. The financial reporting framework that has been applied in their preparation is applicable law and United Kingdom Accounting Standards, including Financial Reporting Standard 102 'The Financial Reporting Standard applicable in the UK and Republic of Ireland' (United Kingdom Generally Accepted Accounting Practice).

In our opinion the financial statements:

- give a true and fair view of the state of the group's and of the parent company affairs as at 31 August 2020 and of the group's profit for the year then ended;
- have been properly prepared in accordance with United Kingdom Generally Accepted Accounting Practice; and
- have been prepared in accordance with the requirements of the Companies Act 2006.

### Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (UK) (ISAs (UK)) and applicable law. Our responsibilities under those standards are further described in the Auditors' responsibilities for the audit of the financial statements section of our report. We are independent of the group in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in the UK, including the FRC's Ethical Standard, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

### Conclusions relating to going concern

We have nothing to report in respect of the following matters in relation to which the ISAs (UK) require us to report to you where:

- the directors' use of the going concern basis of accounting in the preparation of the financial statements is not appropriate; or
- the directors have not disclosed in the financial statements any identified material uncertainties that may cast significant doubt about the group's ability to continue to adopt the going concern basis of accounting for a period of at least twelve months from the date when the financial statements are authorised for issue.

### Other information

The directors are responsible for the other information. The other information comprises the information in the Group Strategic Report and the Report of the Directors, but does not include the financial statements and our Report of the Auditors thereon.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information and, except to the extent otherwise explicitly stated in our report, we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit or otherwise appears to be materially misstated. If we identify such material inconsistencies or apparent material misstatements, we are required to determine whether there is a material misstatement in the financial statements or a material misstatement of the other information. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

### Opinions on other matters prescribed by the Companies Act 2006

In our opinion, based on the work undertaken in the course of the audit:

- the information given in the Group Strategic Report and the Report of the Directors for the financial year for which the financial statements are prepared is consistent with the financial statements; and
- the Group Strategic Report and the Report of the Directors have been prepared in accordance with applicable legal requirements.

## REPORT OF THE INDEPENDENT AUDITORS TO THE MEMBERS OF MOTOR DEPOT LIMITED

---

### Matters on which we are required to report by exception

In the light of the knowledge and understanding of the group and the parent company and its environment obtained in the course of the audit, we have not identified material misstatements in the Group Strategic Report or the Report of the Directors.

We have nothing to report in respect of the following matters where the Companies Act 2006 requires us to report to you if, in our opinion:

- adequate accounting records have not been kept by the parent company, or returns adequate for our audit have not been received from branches not visited by us; or
- the parent company financial statements are not in agreement with the accounting records and returns; or
- certain disclosures of directors' remuneration specified by law are not made; or
- we have not received all the information and explanations we require for our audit.

### Responsibilities of directors

As explained more fully in the Statement of Directors' Responsibilities set out on page seven, the directors are responsible for the preparation of the financial statements and for being satisfied that they give a true and fair view, and for such internal control as the directors determine necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, the directors are responsible for assessing the group's and the parent company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the directors either intend to liquidate the group or the parent company or to cease operations, or have no realistic alternative but to do so.


### Auditors' responsibilities for the audit of the financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue a Report of the Auditors that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs (UK) will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

A further description of our responsibilities for the audit of the financial statements is located on the Financial Reporting Council's website at [www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities](http://www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities). This description forms part of our Report of the Auditors.

### Use of our report

This report is made solely to the company's members, as a body, in accordance with Chapter 3 of Part 16 of the Companies Act 2006. Our audit work has been undertaken so that we might state to the company's members those matters we are required to state to them in a Report of the Auditors and for no other purpose. To the fullest extent permitted by law, we do not accept or assume responsibility to anyone other than the company and the company's members as a body, for our audit work, for this report, or for the opinions we have formed.

  
Christopher Bryan Wilson FCCA (Senior Statutory Auditor)  
for and on behalf of Bradbury & Co (Accountants) Limited  
Chartered Certified Accountants  
and Statutory Auditors  
Driffield

Date: 25 March 2021

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**CONSOLIDATED INCOME STATEMENT  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

	Notes	2020 £	2019 £
<b>TURNOVER</b>	3	226,025,618	232,775,835
Cost of sales		<u>(210,925,140)</u>	<u>(214,367,450)</u>
<b>GROSS PROFIT</b>		15,100,478	18,408,385
Administrative expenses		<u>(10,814,491)</u>	<u>(12,555,522)</u>
		4,285,987	5,852,863
Other operating income		<u>1,779,202</u>	<u>-</u>
<b>OPERATING PROFIT</b>	5	6,065,189	5,852,863
Interest payable and similar expenses	6	<u>(721,427)</u>	<u>(727,913)</u>
<b>PROFIT BEFORE TAXATION</b>		5,343,762	5,124,950
Tax on profit	7	<u>(1,075,978)</u>	<u>(1,013,099)</u>
<b>PROFIT FOR THE FINANCIAL YEAR</b>		<u>4,267,784</u>	<u>4,111,851</u>
Profit attributable to: Owners of the parent		<u>4,267,784</u>	<u>4,111,851</u>

The notes form part of these financial statements

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**CONSOLIDATED OTHER COMPREHENSIVE INCOME  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

	Notes	2020 £	2019 £
<b>PROFIT FOR THE YEAR</b>		4,267,784	4,111,851
<b>OTHER COMPREHENSIVE INCOME</b>		-	-
<b>TOTAL COMPREHENSIVE INCOME FOR THE YEAR</b>		<u>4,267,784</u>	<u>4,111,851</u>
Total comprehensive income attributable to: Owners of the parent		<u>4,267,784</u>	<u>4,111,851</u>

The notes form part of these financial statements

**MOTOR DEPOT LIMITED (REGISTERED NUMBER: 04316950)**

**CONSOLIDATED BALANCE SHEET  
31 AUGUST 2020**

	Notes	2020 £	2019 £
<b>FIXED ASSETS</b>			
Intangible assets	10	2,813,302	56,712
Tangible assets	11	5,413,189	5,658,188
Investments	12	-	-
		<u>8,226,491</u>	<u>5,714,900</u>
<b>CURRENT ASSETS</b>			
Stocks	13	31,568,240	32,178,527
Debtors	14	5,551,841	4,512,869
Cash at bank and in hand		<u>7,769,718</u>	<u>5,527,783</u>
		44,889,799	42,219,179
<b>CREDITORS</b>			
Amounts falling due within one year	15	<u>(33,011,878)</u>	<u>(32,120,587)</u>
<b>NET CURRENT ASSETS</b>		<u>11,877,921</u>	<u>10,098,592</u>
<b>TOTAL ASSETS LESS CURRENT LIABILITIES</b>		20,104,412	15,813,492
<b>CREDITORS</b>			
Amounts falling due after more than one year	16	(200,000)	-
<b>PROVISIONS FOR LIABILITIES</b>	20	<u>(520,743)</u>	<u>(729,057)</u>
<b>NET ASSETS</b>		<u>19,383,669</u>	<u>15,084,435</u>
<b>CAPITAL AND RESERVES</b>			
Called up share capital	21	4,001,000	1,000
Retained earnings	22	<u>15,382,669</u>	<u>15,083,435</u>
		<u>19,383,669</u>	<u>15,084,435</u>

The financial statements were approved by the Board of Directors and authorised for issue on ..... and were signed on its behalf by:



.....  
P J Wilkinson - Director


The notes form part of these financial statements

**MOTOR DEPOT LIMITED (REGISTERED NUMBER: 04316950)**

**COMPANY BALANCE SHEET  
31 AUGUST 2020**

	Notes	2020 £	2019 £
<b>FIXED ASSETS</b>			
Intangible assets	10	76,326	56,712
Tangible assets	11	5,359,378	5,658,188
Investments	12	<u>6,331,500</u>	<u>-</u>
		<u>11,767,204</u>	<u>5,714,900</u>
<b>CURRENT ASSETS</b>			
Stocks	13	31,568,240	32,178,527
Debtors	14	5,551,841	4,512,869
Cash at bank and in hand		<u>3,928,276</u>	<u>5,527,783</u>
		41,048,357	42,219,179
<b>CREDITORS</b>			
Amounts falling due within one year	15	<u>(32,407,040)</u>	<u>(32,120,587)</u>
<b>NET CURRENT ASSETS</b>		<u>8,641,317</u>	<u>10,098,592</u>
<b>TOTAL ASSETS LESS CURRENT LIABILITIES</b>		20,408,521	15,813,492
<b>CREDITORS</b>			
Amounts falling due after more than one year	16	(200,000)	-
<b>PROVISIONS FOR LIABILITIES</b>	20	<u>(520,743)</u>	<u>(729,057)</u>
<b>NET ASSETS</b>		<u>19,687,778</u>	<u>15,084,435</u>
<b>CAPITAL AND RESERVES</b>			
Called up share capital	21	4,001,000	1,000
Retained earnings	22	<u>15,686,778</u>	<u>15,083,435</u>
		<u>19,687,778</u>	<u>15,084,435</u>
Company's profit for the financial year		<u>4,571,893</u>	<u>4,111,851</u>

The financial statements were approved by the Board of Directors and authorised for issue on 19 March 2021 and were signed on its behalf by:

  
P J Wilkinson - Director

The notes form part of these financial statements

**MOTOR DEPOT LIMITED**  
**CONSOLIDATED STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

	Called up share capital £	Retained earnings £	Total equity £
<b>Balance at 1 September 2018</b>	1,000	14,341,475	14,342,475
<b>Changes in equity</b>			
Dividends	-	(3,369,891)	(3,369,891)
Total comprehensive income	-	<u>4,111,851</u>	<u>4,111,851</u>
<b>Balance at 31 August 2019</b>	<u>1,000</u>	<u>15,083,435</u>	<u>15,084,435</u>
<b>Changes in equity</b>			
Issue of share capital	4,000,000	-	4,000,000
Dividends	-	(3,968,550)	(3,968,550)
Total comprehensive income	-	<u>4,267,784</u>	<u>4,267,784</u>
<b>Balance at 31 August 2020</b>	<u><u>4,001,000</u></u>	<u><u>15,382,669</u></u>	<u><u>19,383,669</u></u>

The notes form part of these financial statements



**MOTOR DEPOT LIMITED**

**COMPANY STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

	Called up share capital £	Retained earnings £	Total equity £
<b>Balance at 1 September 2018</b>	1,000	14,341,475	14,342,475
<b>Changes in equity</b>			
Dividends	-	(3,369,891)	(3,369,891)
Total comprehensive income	-	<u>4,111,851</u>	<u>4,111,851</u>
<b>Balance at 31 August 2019</b>	<u>1,000</u>	<u>15,083,435</u>	<u>15,084,435</u>
<b>Changes in equity</b>			
Issue of share capital	4,000,000	-	4,000,000
Dividends	-	(3,968,550)	(3,968,550)
Total comprehensive income	-	<u>4,571,893</u>	<u>4,571,893</u>
<b>Balance at 31 August 2020</b>	<u><u>4,001,000</u></u>	<u><u>15,686,778</u></u>	<u><u>19,687,778</u></u>

The notes form part of these financial statements

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

		2020 £	2019 £
	Notes		
<b>Cash flows from operating activities</b>			
Cash generated from operations	1	10,263,355	3,586,201
Interest paid		(721,427)	(727,913)
Tax paid		<u>(358,007)</u>	<u>(2,229,298)</u>
Net cash from operating activities		<u>9,183,921</u>	<u>628,990</u>
 <b>Cash flows from investing activities</b>			
Purchase of intangible fixed assets		(19,614)	-
Purchase of tangible fixed assets		(312,685)	(828,502)
Purchase of fixed asset investments		(31,500)	-
Sale of tangible fixed assets		400,000	-
Net cash inflow from acquisitions		<u>3,907,033</u>	<u>-</u>
Net cash from investing activities		<u>3,943,234</u>	<u>(828,502)</u>
 <b>Cash flows from financing activities</b>			
New loans in year		-	4,534,400
Loan repayments in year		(6,916,670)	-
Equity dividends paid		<u>(3,968,550)</u>	<u>(3,369,891)</u>
Net cash from financing activities		<u>(10,885,220)</u>	<u>1,164,509</u>
 <b>Increase in cash and cash equivalents</b>		<u>2,241,935</u>	<u>964,997</u>
<b>Cash and cash equivalents at beginning of year</b>	2	<u>5,527,783</u>	<u>4,562,786</u>
 <b>Cash and cash equivalents at end of year</b>	2	<u><u>7,769,718</u></u>	<u><u>5,527,783</u></u>

The notes form part of these financial statements

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**NOTES TO THE CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

**1. RECONCILIATION OF PROFIT BEFORE TAXATION TO CASH GENERATED FROM OPERATIONS**

	2020 £	2019 £
Profit before taxation	5,343,762	5,124,950
Depreciation charges	786,786	447,785
Profit on disposal of fixed assets	(271,182)	-
Movement in warranty provision	(202,714)	(239,685)
Finance costs	<u>721,427</u>	<u>727,913</u>
	6,378,079	6,060,963
Decrease/(increase) in stocks	610,287	(1,207,841)
Increase in trade and other debtors	(1,004,865)	(1,413,978)
Increase in trade and other creditors	<u>4,279,854</u>	<u>147,057</u>
<b>Cash generated from operations</b>	<u><u>10,263,355</u></u>	<u><u>3,586,201</u></u>

**2. CASH AND CASH EQUIVALENTS**

The amounts disclosed on the Cash Flow Statement in respect of cash and cash equivalents are in respect of these Balance Sheet amounts:

**Year ended 31 August 2020**

	31/8/20 £	1/9/19 £
Cash and cash equivalents	<u><u>7,769,718</u></u>	<u><u>5,527,783</u></u>

**Year ended 31 August 2019**

	31/8/19 £	1/9/18 £
Cash and cash equivalents	<u><u>5,527,783</u></u>	<u><u>4,562,786</u></u>

**3. ANALYSIS OF CHANGES IN NET DEBT**

	At 1/9/19 £	Cash flow £	At 31/8/20 £
<b>Net cash</b>			
Cash at bank and in hand	<u>5,527,783</u>	<u>2,241,935</u>	<u>7,769,718</u>
	<u>5,527,783</u>	<u>2,241,935</u>	<u>7,769,718</u>
<b>Debt</b>			
Debts falling due within 1 year	(21,345,717)	4,816,670	(16,529,047)
Debts falling due after 1 year	<u>-</u>	<u>(200,000)</u>	<u>(200,000)</u>
	<u>(21,345,717)</u>	<u>4,616,670</u>	<u>(16,729,047)</u>
<b>Total</b>	<u><u>(15,817,934)</u></u>	<u><u>6,858,605</u></u>	<u><u>(8,959,329)</u></u>

The notes form part of these financial statements

## MOTOR DEPOT LIMITED

### NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020

---

#### 1. STATUTORY INFORMATION

Motor Depot Limited is a private company, limited by shares, registered in England and Wales. The company's registered number and registered office address can be found on the General Information page.

#### 2. ACCOUNTING POLICIES

##### **Basis of preparing the financial statements**

These financial statements have been prepared in accordance with Financial Reporting Standard 102 "The Financial Reporting Standard applicable in the UK and Republic of Ireland" and the Companies Act 2006. The financial statements have been prepared under the historical cost convention.

##### **Basis of consolidation**

The consolidated financial statements present the results of the Company and its own subsidiary (the Group) as if they form a single entity. Intercompany transactions and balances between group companies are therefore eliminated in full.

The consolidated financial statements incorporate the results of business combinations using the purchase method. In the Balance Sheet, the acquiree's identifiable assets, liabilities and contingent liabilities are initially recognised at their values at the acquisition date. The results of acquired operations are included in the Consolidated Income Statement from the date on which control is obtained. They are deconsolidated from the date control ceases.

##### **Critical accounting judgements and key sources of estimation uncertainty**

In the application of the groups accounting policies, the directors are required to make judgements, estimates and assumptions about the carrying amount of assets and liabilities that are not readily apparent from other sources. The estimates and associated assumptions are based on historical experience and other factors that are considered to be relevant. Actual results may differ from these estimates.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. Revisions to accounting estimates are recognised in the period in which the estimate is revised where the revision affects only that period, or in the period of the revision and future periods where the revision affects both current and future periods.

##### **Turnover**

Turnover is measured at the fair value of the consideration received or receivable, excluding discounts, rebates, value added tax and other sales taxes.

Income from the sale of cars and accompanying extras is recognised when the customer signs the contract to purchase the car.

Income from the service department is recognised when the work is complete.

Finance commission received for selling finance to customers is included in turnover in the period when finance is made to the customer.

The group sells forward plans for service work undertaken in future years, this income is recognised over the years to which the work relates.

## MOTOR DEPOT LIMITED

### NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020

---

#### 2. ACCOUNTING POLICIES - continued

##### **Business combinations and goodwill**

Goodwill, being the amount paid in connection with the acquisition of a business in 2020, is being amortised evenly over its estimated useful life of ten years.

Business combinations are accounted for by applying the purchase method. The cost of a business combination is the fair value of the consideration given, liabilities incurred or assumed and of equity instruments issued plus the costs directly attributable to the business combination. On acquisition of a business, fair values are attributed to the identifiable assets, liabilities and contingent liabilities unless fair value of contingent liabilities cannot be reliably measured they are disclosed in the same basis as other contingent liabilities.

Goodwill recognised represents the excess of the fair value and directly attributable costs of the purchase consideration over the fair values to the Groups interest in the identifiable net assets, liabilities and contingent liabilities acquired. The Directors have reviewed the useful economic life of goodwill which in the light of its durability is considered to be 10 years. Goodwill is assessed for impairment when there are indicators of impairment and any impairment is charged to the Consolidated Income Statement. Subsequent to initial recognition, goodwill is measured at cost less accumulated amortisation and accumulated impairment losses. Goodwill is amortised on a straight line basis to the Consolidated Income Statement over its estimated useful economic life.

##### **Intangible assets domain names**

Domain names are initially measured at cost. After initial recognition, intangible assets are measured at cost less any accumulated amortisation and any accumulated impairment losses.

Intangible assets include domain names, only one of which is amortised at 33% on cost, the charge is included in the Income Statement in Administration expenses. The remaining domain names are not currently being amortised as in the directors opinion these are not reducing in value, these are not material in nature.

##### **Tangible fixed assets**

Depreciation is provided at the following annual rates in order to write off each asset over its estimated useful life.

Freehold property	- 2% on cost
Tenants improvements	- 10% on cost
Plant and machinery	- 20% on cost
Fixtures and fittings	- 20% on cost
Computer equipment	- 33% on cost

Tangible assets are carried in the balance sheet at cost less accumulated depreciation. Land is not depreciated.

##### **Stocks**

Stock is valued at the lower of cost and net estimated selling price less selling costs, after making due allowance for obsolete and slow moving items.

##### **Taxation**

Taxation for the year comprises current and deferred tax. Tax is recognised in the Consolidated Income Statement, except to the extent that it relates to items recognised in other comprehensive income or directly in equity.

Current or deferred taxation assets and liabilities are not discounted.

Current tax is recognised at the amount of tax payable using the tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date.

## MOTOR DEPOT LIMITED

### NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020

#### 2. ACCOUNTING POLICIES - continued

##### Deferred tax

Deferred tax is recognised in respect of all timing differences that have originated but not reversed at the balance sheet date.

Timing differences arise from the inclusion of income and expenses in tax assessments in periods different from those in which they are recognised in financial statements. Deferred tax is measured using tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the year end and that are expected to apply to the reversal of the timing difference.

Unrelieved tax losses and other deferred tax assets are recognised only to the extent that it is probable that they will be recovered against the reversal of deferred tax liabilities or other future taxable profits.

##### Hire purchase and leasing commitments

Rentals paid under operating leases are charged to profit or loss on a straight line basis over the period of the lease.

##### Pension costs and other post-retirement benefits

The group operates a defined contribution pension scheme. Contributions payable to the group's pension scheme are charged to profit or loss in the period to which they relate.

##### Provisions

A provision is included in the accounts for the estimated future cost of remedial work required on cars for which a warranty sale has been made and is still in place at the balance sheet date.

A provision is also included in the accounts for the future potential remedial work on sold cars and this is based on the estimated future costs.

#### 3. TURNOVER

The turnover and profit before taxation are attributable to the one principal activity of the group.

An analysis of turnover by class of business is given below:

	2020 £	2019 £
Sale of goods	217,849,419	219,899,290
Services	2,820,234	2,945,490
Commissions	<u>5,355,965</u>	<u>9,931,055</u>
	<u>226,025,618</u>	<u>232,775,835</u>

No segmental information is given because all turnover relates to income derived from the motor trade and from the UK.

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

**4. EMPLOYEES AND DIRECTORS**

	2020	2019
	£	£
Wages and salaries	12,899,970	12,001,094
Pension costs	215,916	145,462
Social security costs	<u>1,232,803</u>	<u>1,267,040</u>
	<u>14,348,689</u>	<u>13,413,596</u>

The average monthly number of employees during the year was as follows:

	2020	2019
Sales	193	199
Valeters	48	29
Service	131	121
Administration	<u>51</u>	<u>50</u>
	<u>423</u>	<u>399</u>

	2020	2019
	£	£
Directors' remuneration	1,065,024	1,044,460
Directors' pension contributions to money purchase schemes	<u>6,011</u>	<u>4,509</u>

The number of directors to whom retirement benefits were accruing was as follows:

Money purchase schemes	<u>5</u>	<u>5</u>
------------------------	----------	----------

Information regarding the highest paid director is as follows:

	2020	2019
	£	£
Emoluments etc	666,705	664,569
Pension contributions to money purchase schemes	<u>1,315</u>	<u>1,019</u>

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

**5. OPERATING PROFIT**

The operating profit is stated after charging/(crediting):

	2020 £	2019 £
Hire of plant and machinery	59,882	53,067
Depreciation - owned assets	482,677	444,430
Profit on disposal of fixed assets	(271,182)	-
Goodwill amortisation	304,109	-
Domain names amortisation	-	3,356
Auditor's remuneration for the audit of the group financial statements	24,000	22,000
Auditor's remuneration non audit work - other services	3,040	9,850
Auditor's remuneration for the audit of the financial statements of the subsidiary	11,000	-
Operating leases - rent	1,282,260	1,192,896
CJRS grant	<u>(1,779,202)</u>	<u>-</u>

**6. INTEREST PAYABLE AND SIMILAR EXPENSES**

	2020 £	2019 £
Bank interest	721,427	719,906
Other interest	<u>-</u>	<u>8,007</u>
	<u>721,427</u>	<u>727,913</u>

**7. TAXATION**

**Analysis of the tax charge**

The tax charge on the profit for the year was as follows:

	2020 £	2019 £
Current tax:		
UK corporation tax	1,107,784	998,699
Prior year refund	<u>(26,206)</u>	<u>-</u>
Total current tax	1,081,578	998,699
Deferred tax	<u>(5,600)</u>	<u>14,400</u>
Tax on profit	<u>1,075,978</u>	<u>1,013,099</u>

UK corporation tax has been charged at 19%.



**MOTOR DEPOT LIMITED****NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020****7. TAXATION - continued****Reconciliation of total tax charge included in profit and loss**

The tax assessed for the year is higher than the standard rate of corporation tax in the UK. The difference is explained below:

	2020 £	2019 £
Profit before tax	<u>5,343,762</u>	<u>5,124,950</u>
Profit multiplied by the standard rate of corporation tax in the UK of 19% (2019 - 19%)	1,015,315	973,741
Effects of:		
Expenses not deductible for tax purposes	31,610	39,358
Adjustments to tax charge in respect of previous periods	(26,206)	-
Tax impact of indexation allowance	(2,521)	-
Amortisation of goodwill	<u>57,780</u>	<u>-</u>
Total tax charge	<u>1,075,978</u>	<u>1,013,099</u>

The net reversal of deferred tax liabilities expected to occur in the next year is £45,598 (2019 £39,950). This expected reversal is due to the movement in the accelerated capital allowances timing differences.

**8. INDIVIDUAL INCOME STATEMENT**

As permitted by Section 408 of the Companies Act 2006, the Income Statement of the parent company is not presented as part of these financial statements.

**9. DIVIDENDS**

	2020 £	2019 £
Interim dividends paid	<u>3,968,550</u>	<u>3,369,891</u>

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

**10. INTANGIBLE FIXED ASSETS**

**Group**

	Goodwill £	Domain names £	Totals £
<b>COST</b>			
At 1 September 2019	-	60,068	60,068
Additions	<u>3,041,085</u>	<u>19,614</u>	<u>3,060,699</u>
At 31 August 2020	<u>3,041,085</u>	<u>79,682</u>	<u>3,120,767</u>
<b>AMORTISATION</b>			
At 1 September 2019	-	3,356	3,356
Amortisation for year	<u>304,109</u>	<u>-</u>	<u>304,109</u>
At 31 August 2020	<u>304,109</u>	<u>3,356</u>	<u>307,465</u>
<b>NET BOOK VALUE</b>			
At 31 August 2020	<u>2,736,976</u>	<u>76,326</u>	<u>2,813,302</u>
At 31 August 2019	<u>-</u>	<u>56,712</u>	<u>56,712</u>

**Company**

	Domain names £
<b>COST</b>	
At 1 September 2019	60,068
Additions	<u>19,614</u>
At 31 August 2020	<u>79,682</u>
<b>AMORTISATION</b>	
At 1 September 2019 and 31 August 2020	<u>3,356</u>
<b>NET BOOK VALUE</b>	
At 31 August 2020	<u>76,326</u>
At 31 August 2019	<u>56,712</u>

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

**11. TANGIBLE FIXED ASSETS**

<b>Group</b>	<b>Freehold property £</b>	<b>Tenants improvements £</b>	<b>Plant and machinery £</b>
<b>COST</b>			
At 1 September 2019	3,988,106	1,556,194	788,561
Additions	57,036	33,857	52,311
Disposals	(128,818)	(280,296)	(300,757)
Reclassification/transfer	-	-	23,137
At 31 August 2020	<u>3,916,324</u>	<u>1,309,755</u>	<u>563,252</u>
<b>DEPRECIATION</b>			
At 1 September 2019	57,737	602,817	453,136
Charge for year	9,312	143,937	106,185
Eliminated on disposal	-	(280,296)	(300,757)
Reclassification/transfer	-	-	9,574
At 31 August 2020	<u>67,049</u>	<u>466,458</u>	<u>268,138</u>
<b>NET BOOK VALUE</b>			
At 31 August 2020	<u>3,849,275</u>	<u>843,297</u>	<u>295,114</u>
At 31 August 2019	<u>3,930,369</u>	<u>953,377</u>	<u>335,425</u>
	<b>Fixtures and fittings £</b>	<b>Computer equipment £</b>	<b>Totals £</b>
<b>COST</b>			
At 1 September 2019	1,053,049	236,508	7,622,418
Additions	112,258	57,223	312,685
Disposals	(485,017)	(144,955)	(1,339,843)
Reclassification/transfer	43,152	-	66,289
At 31 August 2020	<u>723,442</u>	<u>148,776</u>	<u>6,661,549</u>
<b>DEPRECIATION</b>			
At 1 September 2019	654,153	196,387	1,964,230
Charge for year	171,028	52,215	482,677
Eliminated on disposal	(485,017)	(144,955)	(1,211,025)
Reclassification/transfer	2,904	-	12,478
At 31 August 2020	<u>343,068</u>	<u>103,647</u>	<u>1,248,360</u>
<b>NET BOOK VALUE</b>			
At 31 August 2020	<u>380,374</u>	<u>45,129</u>	<u>5,413,189</u>
At 31 August 2019	<u>398,896</u>	<u>40,121</u>	<u>5,658,188</u>

Included in cost of land and buildings is freehold land of £1,924,999 (2019 - £2,025,000) which is not depreciated.

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

**11. TANGIBLE FIXED ASSETS - continued**

<b>Company</b>	<b>Freehold property £</b>	<b>Tenants improvements £</b>	<b>Plant and machinery £</b>
<b>COST</b>			
At 1 September 2019	3,988,106	1,556,194	788,561
Additions	57,036	33,857	52,311
Disposals	<u>(128,818)</u>	<u>(280,296)</u>	<u>(300,757)</u>
At 31 August 2020	<u>3,916,324</u>	<u>1,309,755</u>	<u>540,115</u>
<b>DEPRECIATION</b>			
At 1 September 2019	57,737	602,817	453,136
Charge for year	9,312	143,937	106,185
Eliminated on disposal	<u>-</u>	<u>(280,296)</u>	<u>(300,757)</u>
At 31 August 2020	<u>67,049</u>	<u>466,458</u>	<u>258,564</u>
<b>NET BOOK VALUE</b>			
At 31 August 2020	<u>3,849,275</u>	<u>843,297</u>	<u>281,551</u>
At 31 August 2019	<u>3,930,369</u>	<u>953,377</u>	<u>335,425</u>
	<b>Fixtures and fittings £</b>	<b>Computer equipment £</b>	<b>Totals £</b>
<b>COST</b>			
At 1 September 2019	1,053,049	236,508	7,622,418
Additions	112,258	57,223	312,685
Disposals	<u>(485,017)</u>	<u>(144,955)</u>	<u>(1,339,843)</u>
At 31 August 2020	<u>680,290</u>	<u>148,776</u>	<u>6,595,260</u>
<b>DEPRECIATION</b>			
At 1 September 2019	654,153	196,387	1,964,230
Charge for year	171,028	52,215	482,677
Eliminated on disposal	<u>(485,017)</u>	<u>(144,955)</u>	<u>(1,211,025)</u>
At 31 August 2020	<u>340,164</u>	<u>103,647</u>	<u>1,235,882</u>
<b>NET BOOK VALUE</b>			
At 31 August 2020	<u>340,126</u>	<u>45,129</u>	<u>5,359,378</u>
At 31 August 2019	<u>398,896</u>	<u>40,121</u>	<u>5,658,188</u>

Included in cost of land and buildings is freehold land of £1,924,999 (2019 - £2,025,000) which is not depreciated.

# MOTOR DEPOT LIMITED

## NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020

### 12. FIXED ASSET INVESTMENTS

Company	Shares in group undertakings £
<b>COST</b>	
Additions	<u>6,331,500</u>
At 31 August 2020	<u>6,331,500</u>
<b>NET BOOK VALUE</b>	
At 31 August 2020	<u>6,331,500</u>

The group or the company's investments at the Balance Sheet date in the share capital of companies include the following:

#### Subsidiary

##### Goball Limited

Registered office: Bridge Haven One, Saxon Way, Priory Park, Hessle, HU13 9PG

Nature of business: Retailing of motor vehicles

	% holding
Class of shares:	100.00
Ordinary	

### 13. STOCKS

	Group		Company	
	2020 £	2019 £	2020 £	2019 £
Motor Vehicles	31,462,436	32,042,819	31,462,436	32,042,819
Parts	<u>105,804</u>	<u>135,708</u>	<u>105,804</u>	<u>135,708</u>
	<u>31,568,240</u>	<u>32,178,527</u>	<u>31,568,240</u>	<u>32,178,527</u>

The motor vehicles stock of £31,462,436 (2019 £32,042,819) above has been pledged as security for the bank loan.

### 14. DEBTORS: AMOUNTS FALLING DUE WITHIN ONE YEAR

	Group		Company	
	2020 £	2019 £	2020 £	2019 £
Trade debtors	4,551,123	3,508,150	4,551,123	3,508,150
Other debtors	39,353	28,055	39,353	28,055
Prepayments and accrued income	<u>961,365</u>	<u>976,664</u>	<u>961,365</u>	<u>976,664</u>
	<u>5,551,841</u>	<u>4,512,869</u>	<u>5,551,841</u>	<u>4,512,869</u>

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

**15. CREDITORS: AMOUNTS FALLING DUE WITHIN ONE YEAR**

	<b>Group</b>		<b>Company</b>	
	2020	2019	2020	2019
	£	£	£	£
Bank loans and overdrafts (see note 17)	15,149,047	21,345,717	15,149,047	21,345,717
Other loans (see note 17)	1,380,000	-	1,380,000	-
Trade creditors	5,041,792	4,196,859	5,041,792	4,196,859
Tax	1,090,545	306,708	1,030,279	306,708
Social security and other taxes	367,757	304,888	367,757	304,888
VAT	4,303,063	517,708	3,758,491	517,708
Other creditors	111,922	140,612	111,922	140,612
Accruals and deferred income	5,567,752	5,308,095	5,567,752	5,308,095
	<u>33,011,878</u>	<u>32,120,587</u>	<u>32,407,040</u>	<u>32,120,587</u>

**16. CREDITORS: AMOUNTS FALLING DUE AFTER MORE THAN ONE YEAR**

	<b>Group</b>		<b>Company</b>	
	2020	2019	2020	2019
	£	£	£	£
Other loans (see note 17)	<u>200,000</u>	<u>-</u>	<u>200,000</u>	<u>-</u>

**17. LOANS**

An analysis of the maturity of loans is given below:

	<b>Group</b>		<b>Company</b>	
	2020	2019	2020	2019
	£	£	£	£
Amounts falling due within one year or on demand:				
Bank loans	15,149,047	21,345,717	15,149,047	21,345,717
Other loans	<u>1,380,000</u>	<u>-</u>	<u>1,380,000</u>	<u>-</u>
	<u>16,529,047</u>	<u>21,345,717</u>	<u>16,529,047</u>	<u>21,345,717</u>
Amounts falling due between one and two years:				
Other loans - 1-2 years	<u>200,000</u>	<u>-</u>	<u>200,000</u>	<u>-</u>

The bank loan is borrowed against the value of the motor vehicle stock and is subject to annual interest at 2% over 7 Day LIBOR rate.

**18. LEASING AGREEMENTS**

Minimum lease payments fall due as follows:

**MOTOR DEPOT LIMITED**

**NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

**Group**

	Non-cancellable operating leases	
	2020	2019
	£	£
Within one year	1,584,900	1,260,584
Between one and five years	5,903,943	5,485,441
In more than five years	<u>6,363,725</u>	<u>7,446,118</u>
	<u>13,852,568</u>	<u>14,192,143</u>

**Company**

	Non-cancellable operating leases	
	2020	2019
	£	£
Within one year	1,544,900	1,260,584
Between one and five years	5,736,860	5,485,441
In more than five years	<u>6,202,475</u>	<u>7,446,118</u>
	<u>13,484,235</u>	<u>14,192,143</u>

**19. SECURED DEBTS**

The following secured debts are included within creditors:

	<b>Group</b>		<b>Company</b>	
	2020	2019	2020	2019
	£	£	£	£
Bank loans	<u>15,149,047</u>	<u>21,345,717</u>	<u>15,149,047</u>	<u>21,345,717</u>

The bank loan is secured over the whole assets of Motor Depot Ltd with priority ranking over vehicle stocks.

**20. PROVISIONS FOR LIABILITIES**

	<b>Group</b>		<b>Company</b>	
	2020	2019	2020	2019
	£	£	£	£
Deferred tax - ACA	<u>79,900</u>	<u>85,500</u>	<u>79,900</u>	<u>85,500</u>
Other provisions				
Warranty provisions	<u>440,843</u>	<u>643,557</u>	<u>440,843</u>	<u>643,557</u>
Aggregate amounts	<u>520,743</u>	<u>729,057</u>	<u>520,743</u>	<u>729,057</u>

# MOTOR DEPOT LIMITED

## NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020

### 20. PROVISIONS FOR LIABILITIES - continued

Group	Deferred tax £	Warranty provision £
Balance at 1 September 2019	85,500	643,557
Credit to Income Statement during year	<u>(5,600)</u>	<u>(202,714)</u>
Balance at 31 August 2020	<u>79,900</u>	<u>440,843</u>

Company	Deferred tax £	Warranty provision £
Balance at 1 September 2019	85,500	643,557
Credit to Income Statement during year	<u>(5,600)</u>	<u>(202,714)</u>
Balance at 31 August 2020	<u>79,900</u>	<u>440,843</u>

The warranty provision is provided to cover the estimated future costs of repair work required under the contracts of warranty sales which are still in place at the balance sheet date. Not all the warranties sold will require any remedial work therefore the estimated future costs is based on an estimate of the percentage of sales which will make a successful claim and an estimate of cost of the remedial work which will be required.

### 21. CALLED UP SHARE CAPITAL

4,000,000 0.025% non redeemable Preference shares of £1 each were allotted and fully paid in consideration for the transfer by the allottees of 90% of the entire issued share capital of Goball Limited, at par during the year.

The above allotted, issued and fully paid share capital is divided between 260 'A', 260 'B', 30 'C', 50 'D', 400 'E' ordinary shares and 4,000,000 0.025% non redeemable Preference shares.

All ordinary shares rank pari passu in respect of voting rights and distribution of capital (including winding up), except for the rights to pay varying rates of dividends. The preference shares have no voting rights.

### 22. RESERVES

Group	Retained earnings £
At 1 September 2019	15,083,435
Profit for the year	4,267,784
Dividends	<u>(3,968,550)</u>
At 31 August 2020	<u>15,382,669</u>



**MOTOR DEPOT LIMITED**

**NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS - continued**  
**FOR THE YEAR ENDED 31 AUGUST 2020**

---

**26. BUSINESS COMBINATIONS**

The Group acquired the trade and net assets, along with the entire issued share capital of Goball Limited on 3 March 2020 for a total consideration of £6,331,500 including costs. The purchase has been accounted for as an acquisition. The book value of Goball Ltd at this date was the same as the fair value and was £3,290,415. The resulting calculated goodwill on acquisition of Goball Limited was therefore £3,061,085.

## **Annexe 2**

**Etats financiers de Goba Ltd pour l'exercice de 18 mois clos le 31 août 2020, et rapport d'audit  
de Bradbury & Co.**

**GOBALL LIMITED**  
**STRATEGIC REPORT, REPORT OF THE DIRECTORS AND**  
**FINANCIAL STATEMENTS**  
**FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

**CONTENTS OF THE FINANCIAL STATEMENTS  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

---

	<b>Page</b>
<b>Company Information</b>	<b>1</b>
<b>Strategic Report</b>	<b>2</b>
<b>Report of the Directors</b>	<b>3</b>
<b>Report of the Independent Auditors</b>	<b>5</b>
<b>Income Statement</b>	<b>7</b>
<b>Other Comprehensive Income</b>	<b>9</b>
<b>Balance Sheet</b>	<b>10</b>
<b>Statement of Changes in Equity</b>	<b>11</b>
<b>Cash Flow Statement</b>	<b>12</b>
<b>Notes to the Cash Flow Statement</b>	<b>13</b>
<b>Notes to the Financial Statements</b>	<b>14</b>

---

**GOBALL LIMITED**  
**COMPANY INFORMATION**  
**FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

---

**DIRECTORS:**

N Chartier  
G Paoli  
P J Wilkinson

**REGISTERED OFFICE:**

Bridge Haven One  
Saxon Way  
Priory Park  
Hessle  
East Yorkshire  
HU13 9PG

**REGISTERED NUMBER:**

07704439 (England and Wales)

**AUDITORS:**

Bradbury & Co (Accountants) Limited  
34 Middle Street South  
Driffeld  
East Yorkshire  
YO25 6PS

**GOBALL LIMITED**  
**STRATEGIC REPORT**  
**FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

---

The directors present their strategic report for the period 1 March 2019 to 31 August 2020.

**REVIEW OF BUSINESS**

The Company's principal activity is that of garage proprietor, including the retailing of motor vehicles and sundries.

The key financial highlights are as follows:

	2020 £000	2019 £000	2018 £000	2017 £000	2016 £000
Turnover	21,041	26,380	20,224	9,844	9,731
Profit before tax	372	1,948	2,156	1,472	1,130
Net Assets	3,290	3,082	1,857	1,100	974

The company ceased trading on 29 February 2020 and remains dormant.

**PRINCIPAL RISKS AND UNCERTAINTIES**

The company has ceased trading therefore there are no major risks.

**KEY PERFORMANCE INDICATORS**

	2020	2019
Growth in Revenue	-20.2%	30.4%
Gross Profit Margin	8.1%	11.6%
Net Profit Margin	1.8%	7.4%

**ON BEHALF OF THE BOARD:**

  
.....  
P J Wilkinson - Director

Date: 19/3/21 .....

**GOBALL LIMITED**  
**REPORT OF THE DIRECTORS**  
**FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

---

The directors present their report with the financial statements of the company for the period 1 March 2019 to 31 August 2020.

**CESSATION OF TRADING**

The company ceased trading on 29 February 2020.

**DIVIDENDS**

During the year interim dividends of £103,249 (2019 £353,922) were paid and the directors recommend that no final dividend be paid.

**FUTURE DEVELOPMENTS**

The company ceased trading during the period and is now dormant.

**DIRECTORS**

N Chartier, G Paoli and P J Wilkinson were appointed as directors after 31 August 2020 but prior to the date of this report.

M Gallagher and G Botham ceased to be directors after 31 August 2020 but prior to the date of this report.

**FINANCIAL INSTRUMENTS**

The company's principal financial instruments comprise of bank balances, bank loans, trade debtors, and trade creditors. The main purpose of these instruments is to raise funds and finance for the company's operations.

The company's approach to managing risks applicable to the financial instruments concerned is shown below.

In respect of bank balances, the liquidity risk is managed by maintaining a balance between the continuity of funding and flexibility through the use of the bank loan at floating rates of interest.

Trade debtors are managed in respect of credit and cash flow risk by policies concerning the credit offered to customers and the regular monitoring of amounts outstanding for both time and credit limits.

Trade creditors liquidity risk is managed by ensuring sufficient funds are available to meet amounts due.

The company manages the price risk by ensuring stock turnover is maintained.

**STATEMENT OF DIRECTORS' RESPONSIBILITIES**

The directors are responsible for preparing the Strategic Report, the Report of the Directors and the financial statements in accordance with applicable law and regulations.

Company law requires the directors to prepare financial statements for each financial year. Under that law the directors have elected to prepare the financial statements in accordance with United Kingdom Generally Accepted Accounting Practice (United Kingdom Accounting Standards and applicable law). Under company law the directors must not approve the financial statements unless they are satisfied that they give a true and fair view of the state of affairs of the company and of the profit or loss of the company for that period. In preparing these financial statements, the directors are required to:

- select suitable accounting policies and then apply them consistently;
- make judgements and accounting estimates that are reasonable and prudent;
- prepare the financial statements on the going concern basis unless it is inappropriate to presume that the company will continue in business.

The directors are responsible for keeping adequate accounting records that are sufficient to show and explain the company's transactions and disclose with reasonable accuracy at any time the financial position of the company and enable them to ensure that the financial statements comply with the Companies Act 2006. They are also responsible for safeguarding the assets of the company and hence for taking reasonable steps for the prevention and detection of fraud and other irregularities.

**GOBALL LIMITED**

**REPORT OF THE DIRECTORS  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

---

**STATEMENT AS TO DISCLOSURE OF INFORMATION TO AUDITORS**

So far as the directors are aware, there is no relevant audit information (as defined by Section 418 of the Companies Act 2006) of which the company's auditors are unaware, and each director has taken all the steps that he ought to have taken as a director in order to make himself aware of any relevant audit information and to establish that the company's auditors are aware of that information.

**AUDITORS**

The auditors, Bradbury & Co (Accountants) Limited, will be proposed for re-appointment at the forthcoming Annual General Meeting.

**ON BEHALF OF THE BOARD:**

  
.....  
P J Wilkinson - Director

Date: 19/3/21 .....



## REPORT OF THE INDEPENDENT AUDITORS TO THE MEMBERS OF GOBALL LIMITED

---

### Opinion

We have audited the financial statements of Goball Limited (the 'company') for the period ended 31 August 2020 which comprise the Income Statement, Other Comprehensive Income, Balance Sheet, Statement of Changes in Equity, Cash Flow Statement and Notes to the Cash Flow Statement, Notes to the Financial Statements, including a summary of significant accounting policies. The financial reporting framework that has been applied in their preparation is applicable law and United Kingdom Accounting Standards, including Financial Reporting Standard 102 'The Financial Reporting Standard applicable in the UK and Republic of Ireland' (United Kingdom Generally Accepted Accounting Practice).

In our opinion the financial statements:

- give a true and fair view of the state of the company's affairs as at 31 August 2020 and of its profit for the period then ended;
- have been properly prepared in accordance with United Kingdom Generally Accepted Accounting Practice; and
- have been prepared in accordance with the requirements of the Companies Act 2006.

### Basis for opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (UK) (ISAs (UK)) and applicable law. Our responsibilities under those standards are further described in the Auditors' responsibilities for the audit of the financial statements section of our report. We are independent of the company in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in the UK, including the FRC's Ethical Standard, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

### Conclusions relating to going concern

We have nothing to report in respect of the following matters in relation to which the ISAs (UK) require us to report to you where:

- the directors' use of the going concern basis of accounting in the preparation of the financial statements is not appropriate; or
- the directors have not disclosed in the financial statements any identified material uncertainties that may cast significant doubt about the company's ability to continue to adopt the going concern basis of accounting for a period of at least twelve months from the date when the financial statements are authorised for issue.

### Other information

The directors are responsible for the other information. The other information comprises the information in the Strategic Report and the Report of the Directors, but does not include the financial statements and our Report of the Auditors thereon.

Our opinion on the financial statements does not cover the other information and, except to the extent otherwise explicitly stated in our report, we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the financial statements or our knowledge obtained in the audit or otherwise appears to be materially misstated. If we identify such material inconsistencies or apparent material misstatements, we are required to determine whether there is a material misstatement in the financial statements or a material misstatement of the other information. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact. We have nothing to report in this regard.

### Opinions on other matters prescribed by the Companies Act 2006

In our opinion, based on the work undertaken in the course of the audit:

- the information given in the Strategic Report and the Report of the Directors for the financial year for which the financial statements are prepared is consistent with the financial statements; and
- the Strategic Report and the Report of the Directors have been prepared in accordance with applicable legal requirements.

## REPORT OF THE INDEPENDENT AUDITORS TO THE MEMBERS OF GOBALL LIMITED

---

### **Matters on which we are required to report by exception**

In the light of the knowledge and understanding of the company and its environment obtained in the course of the audit, we have not identified material misstatements in the Strategic Report or the Report of the Directors.

We have nothing to report in respect of the following matters where the Companies Act 2006 requires us to report to you if, in our opinion:

- adequate accounting records have not been kept, or returns adequate for our audit have not been received from branches not visited by us; or
- the financial statements are not in agreement with the accounting records and returns; or
- certain disclosures of directors' remuneration specified by law are not made; or
- we have not received all the information and explanations we require for our audit.

### **Responsibilities of directors**

As explained more fully in the Statement of Directors' Responsibilities set out on page three, the directors are responsible for the preparation of the financial statements and for being satisfied that they give a true and fair view, and for such internal control as the directors determine necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, the directors are responsible for assessing the company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the directors either intend to liquidate the company or to cease operations, or have no realistic alternative but to do so.

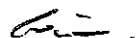
### **Auditors' responsibilities for the audit of the financial statements**

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue a Report of the Auditors that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs (UK) will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

A further description of our responsibilities for the audit of the financial statements is located on the Financial Reporting Council's website at [www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities](http://www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities). This description forms part of our Report of the Auditors.

### **Use of our report**

This report is made solely to the company's members, as a body, in accordance with Chapter 3 of Part 16 of the Companies Act 2006. Our audit work has been undertaken so that we might state to the company's members those matters we are required to state to them in a Report of the Auditors and for no other purpose. To the fullest extent permitted by law, we do not accept or assume responsibility to anyone other than the company and the company's members as a body, for our audit work, for this report, or for the opinions we have formed.



Christopher Bryan Wilson (Senior Statutory Auditor)  
for and on behalf of Bradbury & Co (Accountants) Limited  
34 Middle Street South  
Drifffield  
East Yorkshire  
YO25 6PS

Date: 26 March 2021

**GOBALL LIMITED**  
**INCOME STATEMENT**  
**FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

	Notes	2020 Continuing £	2020 Discontinued £	2020 Total £
<b>TURNOVER</b>	3	-	21,041,126	21,041,126
Cost of sales		-	(19,342,064)	(19,342,064)
<b>GROSS PROFIT</b>		-	1,699,062	1,699,062
Administrative expenses		-	(1,243,334)	(1,243,334)
<b>OPERATING PROFIT</b>	5	-	455,728	455,728
Amounts written off investments		-	-	-
Interest payable and similar expenses	6	-	(83,340)	(83,340)
<b>PROFIT BEFORE TAXATION</b>		-	372,388	372,388
Tax on profit	7	-	(60,266)	(60,266)
<b>PROFIT FOR THE FINANCIAL PERIOD</b>		-	312,122	312,122

The notes form part of these financial statements

**GOBALL LIMITED**  
**INCOME STATEMENT**  
**FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

	Notes	2019 Continuing £	2019 Discontinued £	2019 Total £
<b>TURNOVER</b>	3	26,379,826	-	26,379,826
Cost of sales		(23,307,899)	-	(23,307,899)
<b>GROSS PROFIT</b>		3,071,927	-	3,071,927
Administrative expenses		(1,249,445)	-	(1,249,445)
		1,822,482	-	1,822,482
Other operating income		191,080	-	191,080
<b>OPERATING PROFIT</b>	5	2,013,562	-	2,013,562
Interest receivable and similar income		5	-	5
Amounts written off investments		-	-	-
Interest payable and similar expenses	6	(66,007)	-	(66,007)
<b>PROFIT BEFORE TAXATION</b>		1,947,560	-	1,947,560
Tax on profit	7	(369,299)	-	(369,299)
<b>PROFIT FOR THE FINANCIAL PERIOD</b>		1,578,261	-	1,578,261

The notes form part of these financial statements

**GOBALL LIMITED**

**OTHER COMPREHENSIVE INCOME  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

	Notes	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
<b>PROFIT FOR THE PERIOD</b>		312,122	1,578,261
<b>OTHER COMPREHENSIVE INCOME</b>		-	-
<b>TOTAL COMPREHENSIVE INCOME FOR THE PERIOD</b>		<u>312,122</u>	<u>1,578,261</u>

The notes form part of these financial statements

**GOBALL LIMITED (REGISTERED NUMBER: 07704439)**

**BALANCE SHEET  
31 AUGUST 2020**

	Notes	2020 £	2019 £
<b>FIXED ASSETS</b>			
Tangible assets	9	53,811	16,877
<b>CURRENT ASSETS</b>			
Stocks	10	-	6,390,831
Debtors	11	-	616,045
Cash at bank and in hand		3,841,442	1,296,326
		<u>3,841,442</u>	<u>8,303,202</u>
<b>CREDITORS</b>			
Amounts falling due within one year	12	(604,838)	(5,238,537)
<b>NET CURRENT ASSETS</b>		<u>3,236,604</u>	<u>3,064,665</u>
<b>TOTAL ASSETS LESS CURRENT LIABILITIES</b>		<u>3,290,415</u>	<u>3,081,542</u>
<b>CAPITAL AND RESERVES</b>			
Called up share capital	16	100	100
Retained earnings	17	3,290,315	3,081,442
<b>SHAREHOLDERS' FUNDS</b>		<u>3,290,415</u>	<u>3,081,542</u>

The financial statements were approved by the Board of Directors and authorised for issue on 19 March 2021 and were signed on its behalf by:



P J Wilkinson - Director

The notes form part of these financial statements

**GOBALL LIMITED**

**STATEMENT OF CHANGES IN EQUITY  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

	Called up share capital £	Retained earnings £	Total equity £
<b>Balance at 1 March 2018</b>	100	1,857,103	1,857,203
<b>Changes in equity</b>			
Dividends	-	(353,922)	(353,922)
Total comprehensive income	-	1,578,261	1,578,261
<b>Balance at 28 February 2019</b>	<u>100</u>	<u>3,081,442</u>	<u>3,081,542</u>
<b>Changes in equity</b>			
Dividends	-	(103,249)	(103,249)
Total comprehensive income	-	312,122	312,122
<b>Balance at 31 August 2020</b>	<u><u>100</u></u>	<u><u>3,290,315</u></u>	<u><u>3,290,415</u></u>

The notes form part of these financial statements

**GOBALL LIMITED**

**CASH FLOW STATEMENT  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

		Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
	Notes		
<b>Cash flows from operating activities</b>			
Cash generated from operations	1	6,979,751	112,660
Interest paid		(83,340)	(66,007)
Tax paid		(369,284)	(412,990)
		<u>6,527,127</u>	<u>(366,337)</u>
<b>Net cash from operating activities</b>			
<b>Cash flows from investing activities</b>			
Purchase of tangible fixed assets		(41,827)	(10,999)
Interest received		-	5
		<u>(41,827)</u>	<u>(10,994)</u>
<b>Net cash from investing activities</b>			
<b>Cash flows from financing activities</b>			
New loans in year		-	1,431,796
Loan repayments in year		(3,836,935)	-
Equity dividends paid		(103,249)	(353,922)
		<u>(3,940,184)</u>	<u>1,077,874</u>
<b>Net cash from financing activities</b>			
<b>Increase in cash and cash equivalents</b>		<u>2,545,116</u>	<u>700,543</u>
<b>Cash and cash equivalents at beginning of period</b>	2	1,296,326	595,783
		<u>3,841,442</u>	<u>1,296,326</u>
<b>Cash and cash equivalents at end of period</b>	2		

The notes form part of these financial statements



**GOBALL LIMITED**

**NOTES TO THE CASH FLOW STATEMENT  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

**1. RECONCILIATION OF PROFIT BEFORE TAXATION TO CASH GENERATED FROM OPERATIONS**

	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
Profit before taxation	372,388	1,947,560
Depreciation charges	4,892	4,892
Finance costs	83,340	66,007
Finance income	-	(5)
	<u>460,620</u>	<u>2,018,454</u>
Decrease/(increase) in stocks	6,390,831	(1,975,662)
Decrease/(increase) in trade and other debtors	616,045	(197,564)
(Decrease)/increase in trade and other creditors	(487,745)	267,432
	<u>6,979,751</u>	<u>112,660</u>
<b>Cash generated from operations</b>	<u><u>6,979,751</u></u>	<u><u>112,660</u></u>

**2. CASH AND CASH EQUIVALENTS**

The amounts disclosed on the Cash Flow Statement in respect of cash and cash equivalents are in respect of these Balance Sheet amounts:

**Period ended 31 August 2020**

	31/8/20 £	1/3/19 £
Cash and cash equivalents	3,841,442	1,296,326

**Year ended 28 February 2019**

	28/2/19 £	1/3/18 £
Cash and cash equivalents	1,296,326	595,783

**3. ANALYSIS OF CHANGES IN NET (DEBT)/FUNDS**

	At 1/3/19 £	Cash flow £	At 31/8/20 £
<b>Net cash</b>			
Cash at bank and in hand	1,296,326	2,545,116	3,841,442
	<u>1,296,326</u>	<u>2,545,116</u>	<u>3,841,442</u>
<b>Debt</b>			
Debts falling due within 1 year	(3,836,936)	3,836,936	-
	<u>(3,836,936)</u>	<u>3,836,936</u>	<u>-</u>
<b>Total</b>	<u><u>(2,540,610)</u></u>	<u><u>6,382,052</u></u>	<u><u>3,841,442</u></u>

The notes form part of these financial statements

## GOBALL LIMITED

### NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020

---

#### 1. STATUTORY INFORMATION

Goball Limited is a private company, limited by shares, registered in England and Wales. The company's registered number and registered office address can be found on the Company Information page.

The principle place of business is Stockholm Road, Sutton Fields Industrial Estate, Hull, HU7 0XW.

#### 2. ACCOUNTING POLICIES

##### **Basis of preparing the financial statements**

These financial statements have been prepared in accordance with Financial Reporting Standard 102 "The Financial Reporting Standard applicable in the UK and Republic of Ireland" and the Companies Act 2006. The financial statements have been prepared under the historical cost convention.

The company's reporting period has changed to 31 August to be inline with the year end of its new parent company, these financial statements have been prepared for a period longer than one year.

##### **Critical accounting judgements and key sources of estimation uncertainty**

In the application of the company's accounting policies, the directors are required to make judgements, estimates and assumptions about the carrying amount of assets and liabilities that are not readily apparent from other sources. The estimates and associated assumptions are based on historical experience and other factors that are considered to be relevant. Actual results may differ from these estimates.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. Revisions to accounting estimates are recognised in the period in which the estimate is revised where the revision affects only that period, or in the period of the revision and future periods where the revision affects both current and future periods.

##### **Turnover**

Turnover is measured at the fair value of the consideration received or receivable, excluding discounts, rebates, value added tax and other sales taxes.

Income from the sale of cars and accompanying extras is recognised when the finance is confirmed on the sale with the finance provider.

##### **Tangible fixed assets**

Depreciation is provided at the following annual rates in order to write off each asset over its estimated useful life.

Plant and machinery	- 20% on cost
Fixtures and fittings	- 20% on cost

Tangible assets are carried in the balance sheet at cost less accumulated depreciation.

##### **Stocks**

Stock is valued at the lower of cost and net estimated selling price less selling costs, after making due allowance for obsolete and slow moving items.

##### **Taxation**

Taxation for the period comprises current and deferred tax. Tax is recognised in the Income Statement, except to the extent that it relates to items recognised in other comprehensive income or directly in equity.

Current or deferred taxation assets and liabilities are not discounted.

Current tax is recognised at the amount of tax payable using the tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the balance sheet date.

GOBALL LIMITED

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020

2. ACCOUNTING POLICIES - continued

**Deferred tax**

Deferred tax is recognised in respect of all timing differences that have originated but not reversed at the balance sheet date.

Timing differences arise from the inclusion of income and expenses in tax assessments in periods different from those in which they are recognised in financial statements. Deferred tax is measured using tax rates and laws that have been enacted or substantively enacted by the period end and that are expected to apply to the reversal of the timing difference.

Unrelieved tax losses and other deferred tax assets are recognised only to the extent that it is probable that they will be recovered against the reversal of deferred tax liabilities or other future taxable profits.

**Pension costs and other post-retirement benefits**

The company operates a defined contribution pension scheme. Contributions payable to the company's pension scheme are charged to profit or loss in the period to which they relate.

3. TURNOVER

The turnover and profit before taxation are attributable to the one principal activity of the company.

An analysis of turnover by class of business is given below:

	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
Sale of goods	20,534,802	25,694,605
Any other significant revenue	506,324	685,221
	<u>21,041,126</u>	<u>26,379,826</u>

4. EMPLOYEES AND DIRECTORS

	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
Wages and salaries	579,954	684,598
Social security costs	54,527	64,456
Other pension costs	14,737	10,916
	<u>649,218</u>	<u>759,970</u>

**GOBALL LIMITED**

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

**4. EMPLOYEES AND DIRECTORS - continued**

The average number of employees during the period was as follows:

	Period 1/3/19 to 31/8/20	Year ended 28/2/19
Directors	2	2
Service	4	5
Other	9	14
	<u>15</u>	<u>21</u>

	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
Directors' remuneration	8,394	10,000
Directors' pension contributions to money purchase schemes	242	200
	<u>8,636</u>	<u>10,200</u>

The number of directors to whom retirement benefits were accruing was as follows:

Money purchase schemes	<u>1</u>	<u>1</u>
------------------------	----------	----------

**5. OPERATING PROFIT**

The operating profit is stated after charging:

	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
Depreciation - owned assets	4,893	4,892
Auditors remuneration	11,000	9,000
Operating lease	91,930	56,790
	<u>107,823</u>	<u>68,682</u>

**6. INTEREST PAYABLE AND SIMILAR EXPENSES**

	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
Other interest	3,299	-
Loan interest	80,041	66,007
	<u>83,340</u>	<u>66,007</u>

**GOBALL LIMITED**

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

**7. TAXATION**

**Analysis of the tax charge**

The tax charge on the profit for the period was as follows:

	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
Current tax:		
UK corporation tax	60,266	369,299
Tax on profit	<u>60,266</u>	<u>369,299</u>

**Reconciliation of total tax charge included in profit and loss**

The tax assessed for the period is lower than the standard rate of corporation tax in the UK. The difference is explained below:

	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
Profit before tax	<u>372,388</u>	<u>1,947,560</u>
Profit multiplied by the standard rate of corporation tax in the UK of 19% (2019 - 19%)	70,754	370,036
Effects of:		
Expenses not deductible for tax purposes	918	329
Capital allowances in excess of depreciation	<u>(11,406)</u>	<u>(1,066)</u>
Total tax charge	<u>60,266</u>	<u>369,299</u>

**8. DIVIDENDS**

	Period 1/3/19 to 31/8/20 £	Year ended 28/2/19 £
Ordinary shares of £1 each		
Interim	<u>103,249</u>	<u>353,922</u>

**GOBALL LIMITED**

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

**9. TANGIBLE FIXED ASSETS**

	Plant and machinery £	Fixtures and fittings £	Totals £
<b>COST</b>			
At 1 March 2019	17,203	7,259	24,462
Additions	5,934	35,893	41,827
At 31 August 2020	23,137	43,152	66,289
<b>DEPRECIATION</b>			
At 1 March 2019	6,133	1,452	7,585
Charge for period	3,441	1,452	4,893
At 31 August 2020	9,574	2,904	12,478
<b>NET BOOK VALUE</b>			
At 31 August 2020	13,563	40,248	53,811
At 28 February 2019	11,070	5,807	16,877

**10. STOCKS**

	2020 £	2019 £
Stocks	-	6,377,546
Parts	-	13,285
	-	6,390,831

The motor vehicles stock of £Nil (2019 £6,377,546) above has been pledged as security for the bank loan.

**11. DEBTORS: AMOUNTS FALLING DUE WITHIN ONE YEAR**

	2020 £	2019 £
Trade debtors	-	610,560
Prepayments and accrued income	-	5,485
	-	616,045

**12. CREDITORS: AMOUNTS FALLING DUE WITHIN ONE YEAR**

	2020 £	2019 £
Bank loans and overdrafts (see note 13)	-	3,836,936
Trade creditors	-	662,022
Tax	60,266	369,284
Social security and other taxes	-	19,549
VAT	544,572	288,263
Other creditors	-	2,494
Accruals and deferred income	-	59,989
	604,838	5,238,537

**GOBALL LIMITED**

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

**13. LOANS**

An analysis of the maturity of loans is given below:

	2020 £	2019 £
Amounts falling due within one year or on demand:		
Bank loans	-	3,836,936
	<u>          </u>	<u>          </u>

The bank loan was borrowed against the value of the motor vehicle stock and is subject to annual interest at 2% over 7 Day LIBOR rate.

**14. LEASING AGREEMENTS**

Minimum lease payments under non-cancellable operating leases fall due as follows:

	2020 £	2019 £
Within one year	40,000	8,272
Between one and five years	167,083	-
In more than five years	161,250	-
	<u>368,333</u>	<u>8,272</u>

It is the directors intention that these commitments will be fulfilled by the parent company Motor Depot Ltd, and the lease will be reassigned to Motor Depot Ltd.

**15. SECURED DEBTS**

The following secured debts are included within creditors:

	2020 £	2019 £
Bank loans	-	3,836,936
	<u>          </u>	<u>          </u>

The bank loan was secured over the whole assets of the company with priority ranking over vehicle stocks.

Goball Ltd also acts as a guarantor for Motor Depot Limited in respect of its revolving stock loan with Lombard with a facility limit of £25,000,000.

**16. CALLED UP SHARE CAPITAL**

Allotted, issued and fully paid:

Number:	Class:	Nominal value:	2020 £	2019 £
100	Ordinary	£1	<u>100</u>	<u>100</u>

All ordinary shares rank pari passu in respect of voting rights and distribution of capital (including winding up).

**GOBALL LIMITED**

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS - continued  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

**17. RESERVES**

	Retained earnings £
At 1 March 2019	3,081,442
Profit for the period	312,122
Dividends	(103,249)
	<u>3,290,315</u>
At 31 August 2020	<u>3,290,315</u>

**18. PENSION COMMITMENTS**

The company operates a defined contribution pension scheme. During the period the company has paid contributions into the pension scheme of £14,737 (2019 £10,916). Included in creditors at the year end is £Nil (2019 £2,494) of outstanding contributions.

**19. ULTIMATE PARENT COMPANY**

Motor Depot Ltd is regarded by the directors as being the company's ultimate parent company.

The company became a wholly owned subsidiary of Motor Depot Limited (a company incorporated in England & Wales) on 3 March 2020. The smallest and largest group in which the results of the company are consolidated is Motor Depot Limited. The consolidated financial statements of the group are available from Motor Depot Limited whose registered office is Bridge Haven One, Saxon Way, Priory Park, Hessle, HU13 9PG.

**20. RELATED PARTY DISCLOSURES**

**Other related parties**

	2020 £	2019 £
Sales	2,594,763	215,287
Purchases	1,618,742	1,797,908
Amount due to related party	-	34,165
	<u>          </u>	<u>          </u>

**21. ULTIMATE CONTROLLING PARTY**

The ultimate controlling parties are Mr & Mrs R J Wilkinson



**GOBALL LIMITED**

**TRADING AND PROFIT AND LOSS ACCOUNT  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

	Period 1/3/19 to 31/8/20		Year ended 28/2/19	
	£	£	£	£
<b>Turnover</b>				
Car sales	20,084,960		25,164,811	
Delivery, accessories and road package sales	586,201		784,052	
Warranty sales	266,234		411,070	
Unused deposits	11,708		19,893	
Service sales	92,023		-	
		21,041,126		26,379,826
<b>Cost of sales</b>				
Car cost of sales	18,562,814		22,410,664	
Delivery, accessories and road package costs	536,630		649,214	
Warranty costs	165,095		244,771	
HPI costs	3,000		3,250	
Service cost of sales	74,525		-	
		19,342,064		23,307,899
<b>GROSS PROFIT</b>		1,699,062		3,071,927
<b>Other income</b>				
Management Charges	-		191,080	
Other interest receivable	-		5	
		-		191,085
		1,699,062		3,263,012
<b>Expenditure</b>				
Wages	571,621		674,598	
Social security	54,367		64,236	
Pensions	14,495		10,716	
Security	9,105		2,487	
Rent and rates	123,717		59,500	
Light and heat	16,358		9,290	
Directors' salaries	8,333		10,000	
Directors' social security	160		220	
Directors' pension contributions	242		200	
Telephone	7,797		10,173	
Post and stationery	3,711		5,727	
Advertising	279,174		277,944	
Travel and subsistence	8,255		9,631	
Computer expenses	32,113		28,898	
Licences and insurance	23,720		20,179	
Apprenticeship levy	2,852		6,043	
Repairs and renewals	21,840		11,620	
Cleaning	17,174		11,073	
Sundry expenses	6,007		9,540	
Accountancy	3,164		2,974	
Legal fees	14,488		3,040	
Depreciation of tangible fixed assets	4,892		4,892	
Carried forward	1,223,585	1,699,062	1,232,981	3,263,012

This page does not form part of the statutory financial statements

**GOBALL LIMITED**

**TRADING AND PROFIT AND LOSS ACCOUNT  
FOR THE PERIOD 1 MARCH 2019 TO 31 AUGUST 2020**

	Period 1/3/19 to 31/8/20		Year ended 28/2/19	
	£	£	£	£
Brought forward	<u>1,223,585</u>	<u>1,699,062</u> <u>1,223,585</u>	<u>1,232,981</u>	<u>3,263,012</u> <u>1,232,981</u>
		475,477		2,030,031
<b>Finance costs</b>				
Bank charges	19,749		16,464	
Other interest	3,299		-	
Loan interest	<u>80,041</u>		<u>66,007</u>	
		<u>103,089</u>		<u>82,471</u>
<b>NET PROFIT</b>		<u><u>372,388</u></u>		<u><u>1,947,560</u></u>

This page does not form part of the statutory financial statements